



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

21e Législature — 2e session

Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 27 mars 1941

**1941**

Texte établi par Daniel Machabée et Martin Pelletier

---

Orateur : l'honorable Bernard Bissonnette







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**21e Législature – 2e session**

**Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 27 mars 1941**

**1941**





# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**21e Législature — 2e session**

**Vol. 1 - Séances du 7 janvier au 27 mars 1941**

**1941**

**Texte établi par Daniel Machabée et Martin Pelletier**

---

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2012

### Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,  
1ère session (1867/68)- . -- Québec: Assemblée nationale,  
Journal des débats, 1974-  
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par  
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature  
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.  
Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -  
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et  
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec  
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la  
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée  
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de  
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

**Bibliothèque de l'Assemblée nationale**

<b>Direction:</b>	Jean Chabot
<b>Recherche et reconstitution:</b>	Daniel Machabée Martin Pelletier
<b>Introduction:</b>	Gilles Gallichan
<b>Traduction:</b>	Mathieu Boily Tony Gagnon
<b>Révision et édition:</b>	Michel Rhéaume Donald Chouinard Caroline Bilodeau
<b>Indexation:</b>	Sylvie Deschênes
<b>Collaboration:</b>	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Louise Ouimet Lina Plourde Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés  
Dépôt légal – 2<sup>e</sup> trimestre 2012  
Bibliothèque et Archives nationales Québec  
ISBN 978-2-551-23989-4  
ISSN 0847-4273  
15 \$



### **Note de l'éditeur**

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : [reference@assnat.qc.ca](mailto:reference@assnat.qc.ca)



## Introduction historique<sup>1</sup>

### Un monde en guerre

Dès l'été 1940, la situation mondiale évolue de façon dramatique. Envahie en six semaines par les armées hitlériennes, la France se résigne à l'occupation de la plus grande partie de son territoire. Le 22 juin 1940, est signé un armistice entre la France et l'Allemagne, dans la clairière de Rethondes, reconnaissant une certaine autonomie au gouvernement de Pétain sur le reste du territoire dit « zone libre ». Après la chute de la France, devant l'invasion allemande, la Grande-Bretagne reste le dernier rempart européen contre le nazisme. Hitler espère faire fléchir le gouvernement de Winston Churchill et signer avec lui une paix de compromis pour éviter à son pays un assaut qu'il brandit comme une menace.

Churchill, qui a jaugé le redoutable personnage, ne cède pas et fait face à la tempête qui s'abat sur l'Angleterre à partir du mois d'août 1940 (opération Otarie). La bataille d'Angleterre fait rage par d'incessants bombardements qui ne brisent pas cependant le moral inflexible des Britanniques. En France, l'État français, gouverné par le maréchal Philippe Pétain, remplace la III<sup>e</sup> République qui se saborde le 11 juillet 1940. La devise *Travail, Famille, Patrie* remplace la trinité républicaine *Liberté, Égalité, Fraternité*. Le 24 octobre 1940, a lieu à Montoire-sur-le-Loir la rencontre entre Pétain et Hitler, laquelle devait poser les bases de la collaboration entre le nouveau gouvernement installé à Vichy et l'occupant allemand.

À Londres, Charles de Gaulle rassemble les premières phalanges de la France libre pour continuer le combat. Le 1<sup>er</sup> août 1940, il adresse aux Canadiens français un appel semblable à celui lancé vers la France le 18 juin précédent<sup>2</sup>. Le débat partageant les opinions entre les « deux Frances » traverse l'Atlantique. Comme les Français métropolitains, les Québécois seront divisés et parfois déchirés entre devoir et loyauté, entre résignation et résistance<sup>3</sup>.

### La guerre vue du Québec

Au Canada anglais, la guerre et le capital de sympathie envers la Grande-Bretagne assiégée donnent un nouveau souffle au vieil impérialisme toujours bien vivace dans certaines régions et dont se méfient tant les nationalistes canadiens-français. Pour ne pas réveiller les démons de la crise de la conscription de 1917, le Parti libéral s'est présenté comme le rempart qui protégerait les Canadiens d'un service militaire outremer, obligatoire pour tous les hommes adultes pouvant porter les armes. Sur la foi de promesses solennelles, le Québec a porté les libéraux au pouvoir à Québec en octobre 1939 et a soutenu le gouvernement King-Lapointe aux élections fédérales de mars 1940<sup>4</sup>.

Toutefois, cet engagement n'empêche pas le gouvernement fédéral de soutenir une vaste campagne de propagande en faveur de la participation à la guerre tant au Québec que dans tout le Canada. Aux États-Unis, Franklin Delano Roosevelt obtient un troisième mandat à la présidence. Il observe l'opinion publique de son pays qui est sympathique à la cause britannique, mais qui refuse encore un engagement militaire en Europe. Par le système du prêt-bail, l'Amérique soutient l'effort militaire anglais sans se lancer dans la bataille. À l'automne de 1940, on crée néanmoins une commission militaire canado-américaine pour surveiller et pour protéger les frontières, ce qui place les états-majors des États-Unis dans un état de vigilance et d'alerte<sup>5</sup>.

À cause de la guerre et de l'invasion allemande en Europe, le Québec devient, en 1940-1941, un important pôle de l'édition francophone. Le blocus européen qu'impose la guerre devient un stimulant majeur pour la production locale de livres, de manuels, de brochures et d'affiches. De plus, les règles de la propriété littéraire étant suspendues en temps de guerre, les œuvres d'auteurs français peuvent être rééditées au Québec pour le marché américain. Grâce à la guerre, des maisons d'édition prennent leur envol, dont Fides, Les Éditions de l'Arbre, Bernard Valiquette, pour ne nommer que celles-là. Des auteurs québécois profitent de cette conjoncture : Rodolphe Dubé (François Hertel), André Laurendeau, Damase Potvin, Édouard Montpetit, Séraphin Marion, Léo-Pol Desrosiers et son épouse Michelle Le Normand sont à présent accessibles pour un plus vaste lectorat. De son côté, Robert Rumilly commence la parution de sa monumentale *Histoire de la province de Québec* qui comptera 41 tomes. On publie de nombreux

essais en droit, en agriculture, en sciences naturelles, en histoire, en sciences sociales. La religion demeure un secteur privilégié et soutenu par l'Église, avec de nombreux livres de dévotion, d'hagiographie et de théologie<sup>6</sup>.

La radio, malgré la censure officielle, joue un rôle important pour la circulation des nouvelles. En 1941, le journaliste Louis Francoeur est écouté quotidiennement par tous ceux qui ont accès à un poste de radio et qui captent l'émission *La Situation ce soir* sur les ondes de Radio-Canada. Le 18 février 1941, l'émission de Francoeur est diffusée exceptionnellement en direct depuis le Café du Parlement<sup>7</sup> à l'occasion du dîner annuel des courriéristes parlementaires<sup>8</sup>. Grâce à la radio, la guerre, apparemment lointaine, entre chaque jour dans les foyers. Les chroniques de Francoeur sont publiées également en brochures par Radio-Canada, jusqu'à sa mort accidentelle survenue en juin 1941. À Québec, sur les ondes de CHRC, un chansonnier en uniforme, Roland Lebrun, popularise ses ballades nostalgiques, évoquant avec simplicité l'émotion du soldat qui doit partir au loin. Pour les Québécois, il deviendra le soldat Lebrun et sa voix restera associée aux années de la guerre.

L'Église catholique, depuis le grand rassemblement du Sacré-Cœur à Québec, le 31 mai 1940, fait son « service militaire » et soutient les discours favorables à l'effort de guerre. Les autorités ecclésiastiques demandent aux catholiques de souscrire à l'emprunt de guerre en achetant des « Obligations de la Victoire »<sup>9</sup>. Le dimanche 9 février 1941, une messe votive pour le temps de guerre est célébrée en grande pompe à l'église Notre-Dame de Montréal par l'archevêque de Québec, le cardinal Jean-Marie-Rodrigue Villeneuve. Le lieutenant-gouverneur, Sir Eugène Fiset, y assiste avec les membres du gouvernement et plusieurs dignitaires canadiens, dont le ministre fédéral Ernest Lapointe. Le faste militaire et liturgique de la cérémonie en choque certains. L'historien Lionel Groulx parle même de « mascarade religieuse<sup>10</sup> ».

Le zèle du cardinal Villeneuve en faveur de la guerre le pousse encore plus loin. Il se fait photographe au volant d'un char d'assaut, pour encourager l'enrôlement des soldats. Le 18 avril 1941, devant l'Empire Club de Toronto, il déclare son indéfectible loyalisme envers le roi George VI et envers « le vaste Empire dont nous sommes fiers et heureux de faire partie<sup>11</sup> ». L'engagement du cardinal archevêque dans l'effort de guerre laisse perplexes plusieurs observateurs. Certains croient qu'il s'inscrit dans la tradition loyaliste des Briand et des Plessis qui ont négocié, aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, les droits de l'Église en se soumettant aux ordres de la couronne. D'autres, qui ont connu de près le père Rodrigue Villeneuve avant son accession au cardinalat, ne partagent pas cette idée. Dans ses mémoires, Lionel Groulx, qui l'a bien connu, croit plutôt que, d'une part, son voyage en Europe, à la veille de la guerre en 1939, lui a révélé l'ampleur de la menace nazie et que, d'autre part, il n'était pas insensible aux honneurs et à l'ivresse du pouvoir<sup>12</sup>. L'Église québécoise connaissait à l'époque un apogée de son autorité morale. La guerre offrait au cardinal Villeneuve une exceptionnelle occasion de paraître aux premières loges de l'actualité, de souder les liens du trône et de l'autel, d'opposer la croix romaine à la croix gammée, et de monter sur les pavois militaires avec les couleurs d'une Église triomphante.

### **La guerre et « la France libre d'Amérique »**

Sur la question de la participation du Canada à la guerre, on signale, le 26 février 1941, la visite à l'hôtel du Parlement de Sir Howard d'Egville, secrétaire général de l'Association parlementaire de l'Empire britannique. Il est accueilli par l'Orateur de l'Assemblée législative, Bernard Bissonnette, et par celui du Conseil législatif, Hector Laferté. Devant le premier ministre, les membres du Cabinet et les parlementaires réunis, il rappelle que la Grande-Bretagne apparaît comme le dernier rempart des libertés parlementaires et démocratiques au monde. Il proclame que la marine anglaise constitue toujours une défense ferme et solide, et il déclare que le Québec est devenu « la France libre d'Amérique », cherchant à stimuler l'esprit combattant des Canadiens français<sup>13</sup>. La confiance que ce haut personnage place dans la Marine royale arrive à point nommé car, quelques jours plus tard, la terrible bataille de l'Atlantique débute entre les sous-marins allemands et les convois de ravitaillement en route vers l'Angleterre<sup>14</sup>. Au printemps 1941, l'enjeu de la guerre se joue essentiellement sur mer et dans les airs.

La guerre fait tourner l'économie canadienne et québécoise à plein régime pour la fabrication d'armes, de munitions, de véhicules, de pièces de rechange et pour la production de vivres et de ravitaillement. La construction navale prend aussi un essor inégalé, car il faut des

convois de barges et de navires pour transporter ces biens en Angleterre. Si l'Ontario voit son industrie sidérurgique se développer à grand rythme, au Québec, c'est l'aluminium qui progresse du côté d'Arvida et du Saguenay. La guerre sous-marine dans l'Atlantique Nord occasionne de lourdes pertes de navires qu'il faut constamment remplacer. C'est là un triste constat de la logique humaine : la guerre qui dévaste l'Europe est en voie de balayer, en Amérique, les derniers relents de la crise économique des années 1930.

### **Les élections partielles du 19 novembre 1940**

À l'automne de 1940, le premier ministre Adélard Godbout doit émettre deux brefs d'élections partielles dans les circonscriptions de Terrebonne et de Mégantic. Terrebonne est sans représentant depuis la démission d'Athanase David, le 14 février 1940, désigné pour occuper le siège de Sorel au Sénat canadien. La circonscription de Mégantic, dans l'Estrie, est vacante depuis le 3 octobre 1940 à la suite de la démission du député libéral Louis Houde, nommé juge à la Cour des jeunes délinquants à Québec.

Ces élections partielles offrent une arène où s'affrontent libéraux et unionistes et elles préfigurent certains débats de la session à venir. Dans Terrebonne, le nouveau secrétaire provincial, Hector Perrier, un progressiste de la vieille école libérale, s'oppose au notaire Joseph-Léonard Blanchard et, dans Mégantic, l'homme d'affaires et ancien maire de Thetford Mines, Tancred Labbé, se présente pour l'Union nationale contre le candidat libéral Joseph-Alphonse Olivier.

Le premier ministre se rend lui-même à Saint-Jérôme, le 3 novembre 1940, pour ouvrir la campagne de son ministre<sup>15</sup>. Hector Perrier envisage une réforme du système d'éducation. Le gouvernement veut un « enseignement réaliste et pratique », selon l'expression du premier ministre<sup>16</sup>. On parle d'instruction obligatoire, d'enseignement des arts, d'un programme élargi pour l'enseignement de l'anglais. On n'ose pas encore discuter ouvertement du rétablissement d'un ministère de l'Instruction publique, mais certains soupçonnent le ministre d'y songer. Dans les rangs nationalistes, on voit même dans sa politique une sournoise opération d'assimilation des francophones.

À l'appui de son candidat, Maurice Duplessis donne la réplique au premier ministre à Sainte-Thérèse deux jours plus tard, et pousse l'assaut jusqu'à Saint-Jérôme. Il attaque Perrier et son chef sur la question de l'éducation<sup>17</sup>, mais aussi sur le dossier des finances publiques, sur celui de la conscription et du crédit de la province<sup>18</sup>. Il se rend ensuite à Plessisville pour soutenir Tancred Labbé<sup>19</sup> et, dans un discours radiodiffusé le 16 novembre 1940, il fait le procès de l'administration Godbout<sup>20</sup>.

Du côté du gouvernement, Perrier répond à la radio au chef de l'opposition, le premier ministre inaugure une école de tissage du lin à Plessisville, et les libéraux soulignent avec faste le premier anniversaire de leur arrivée au pouvoir dans un banquet au Club de réforme de Montréal, le 26 octobre 1940. Au fil d'arrivée, le Parti libéral conserve facilement Terrebonne, mais perd le comté de Mégantic, lequel passe aux mains de l'opposition unioniste<sup>21</sup>.

### **Les élections municipales**

Après les partielles, ce sont les élections municipales qui retiennent l'attention. Dans la capitale, le maire Lucien Borne est réélu sans opposition pour un second mandat. À Montréal, la ville est sous tutelle depuis six mois et le député et maire Camillien Houde, arrêté en août pour son opposition à l'inscription obligatoire de tous les adultes résidant au Canada, en vertu de la « Loi sur la mobilisation des ressources nationales », se trouve toujours interné dans un camp de prisonniers en Ontario. Il est du coup disqualifié pour les élections municipales qui se tiennent le 9 décembre 1940. La politique ayant horreur du vide, on compte bientôt huit candidatures sur la ligne de départ.

Léonard Trépanier se présente comme un candidat « houdiste » et obtient l'appui de Georgianna Falardeau-Houde, l'épouse de Camillien Houde, mais c'est Adhémar Raynault qui est élu avec un programme centriste prônant la bonne volonté et la collaboration avec les gouvernements supérieurs.

## L'ouverture de la session

Le temps de guerre impose une certaine réserve au faste habituel des débuts de session. Pour cette ouverture du mardi 7 janvier 1941, on limite le nombre des invités, on renonce à la traditionnelle grande réception et au dîner d'État à Spencer Wood, pour s'en tenir aux strictes « exigences du protocole<sup>22</sup> ». Le soleil de janvier est présent ce jour-là, mais un vent glacial souffle sur la capitale québécoise. Les dames affichent des toilettes sobres, mais d'une élégance remarquée. Malgré la guerre, l'ouverture de la session demeure toujours dans la capitale une occasion de sociabilité mondaine<sup>23</sup>. Le lieutenant-gouverneur, Sir Eugène Fiset, a laissé aux écuries ses équipages et son landau et arrive à l'hôtel du Parlement en automobile. Il a aussi laissé dans sa garde-robe son grand costume d'apparat qu'il troque pour son uniforme de major général de l'armée.

On fait une rapide revue militaire et Sir Eugène est accueilli par le premier ministre et les membres de son cabinet qui l'escortent jusqu'au Salon rouge. Québec accueille à cette occasion deux invités de marque : le premier ministre du Luxembourg, Pierre Dupong, et son ministre de la Justice, Victor Bodson, tous deux exilés par l'occupation nazie du Grand-Duché.

Bernard Bissonnette occupe toujours le trône de l'Orateur de l'Assemblée législative et Hector Laferté, celui de l'Orateur du Conseil législatif. À la reprise des travaux parlementaires, la répartition des 86 sièges est la suivante : l'Assemblée compte 68 députés libéraux, 16 unionistes, un indépendant, et un siège demeure vacant, celui de Saint-Jean-Napierville. Les nouveaux élus, Hector Perrier et Tancred Labbé, sont invités à occuper leur siège, mais quatre places restent vides. Outre Camillien Houde (Montréal-Sainte-Marie), retenu en Ontario pour internement militaire, et le Dr Alexis Bouthillier (Saint-Jean-Napierville), décédé le 4 décembre 1940 dans un accident d'automobile, sont également absents deux députés de l'opposition qui se sont portés volontaires sous les drapeaux : John Bourque (Sherbrooke) et Paul Sauvé (Deux-Montagnes). Quelques jours plus tard, la mort frappera le député libéral de Huntingdon, James W. Ross, qui décédera tragiquement, le 16 janvier 1941, dans l'incendie de sa résidence. Les absences et les arrivées modifient l'ordre des places, et le diagramme de l'Assemblée change sensiblement. Une dizaine de députés sont déplacés au début de la session de 1941<sup>24</sup>.

À la Chambre haute, trois sièges sont vacants. John H. Kelly (division de Grandville) est devenu haut-commissaire du Canada en République d'Irlande le 29 décembre 1939. Frank Carrel (division du Golfe), ancien éditeur, journaliste et auteur de Québec, est décédé le 30 juillet 1940, et Gordon Wallace Scott (division de Victoria), ancien trésorier de la province, a perdu la vie dans la bataille de l'Atlantique, le 14 décembre 1940, dans le torpillage du paquebot britannique *Western Prince*.

## Le discours du trône

Les observateurs s'attendent à une session brève d'au plus six semaines. L'éditorialiste de *La Presse* considère que « nous sommes en guerre et l'heure est plutôt à l'action qu'à la discussion<sup>25</sup> ». La session durera néanmoins jusqu'en mai.

Dans le discours du trône, qui n'est pas retransmis à la radio, Sir Eugène Fiset évoque « les malheurs de la France qui nous touchent si profondément » et rappelle aussi que l'Empire britannique est devenu « le dernier rempart des libertés humaines ». Le Canada et le Québec résistent de concert avec la Grande-Bretagne et le lieutenant-gouverneur insiste sur « le nombre sans cesse croissant de nos volontaires ». Il salue le courage du roi George VI et de la reine Elizabeth qui sont demeurés dans leur capitale, à Londres, pilonnée sous les bombes allemandes. Il souligne l'arrivée du seizième gouverneur général du Canada, Alexander Cambridge, comte d'Athlone, qui a succédé à lord Tweedsmuir, décédé en fonction.

Le discours demeure sommaire et général. Le menu législatif de la session se présente autour du thème principal de l'économie et des impôts; les citoyens devront aussi participer à l'effort de ces temps difficiles. Quant à la question constitutionnelle, elle sera débattue à l'occasion d'une conférence fédérale-provinciale très prochaine. Une autre priorité du gouvernement est la santé publique et le bien-être social. Le temps de guerre est propice à des épidémies de toutes sortes et il faut prendre des mesures d'hygiène publique, en particulier la lutte contre la tuberculose.

Pour le reste, le gouvernement veut déjà préparer les conditions d'un après-guerre que l'on souhaite prochain. On veut préparer la jeunesse par l'éducation, améliorer le sort des agriculteurs, en particulier par le drainage des terres, et favoriser l'établissement de nouveaux colons. On se penchera aussi sur la voirie, car de bonnes routes invitent à la reprise du tourisme et du développement régional; mais, en temps de guerre, elles répondent d'abord à des impératifs stratégiques et militaires. Les autres dossiers législatifs rapidement évoqués par le discours du trône sont la forêt, si importante pour l'industrie du bois et le développement économique, la loi des cités et villes, la Commission des liqueurs, la fonction publique et les pêcheries.

Le représentant de Montmagny, M. Fernand Choquette, est chargé de présenter l'adresse de l'Assemblée en réponse au discours du trône, alors que le député de Pontiac, M. Edward Charles Lawn, en est le secondeur. (8 janvier 1941) Choquette évoque à son tour la guerre, soulignant que le Québec « fait noblement sa part en hommes et en sacrifices ». Il insiste sur la défense du français dans l'enseignement supérieur à l'heure où la France « ploie sous le joug ennemi ».

Après cet exercice d'éloquence parlementaire, on attend la réplique de l'opposition qui ne vient pas. Duplessis refuse le débat sur l'adresse, préférant discuter rapidement le rapport de la commission d'enquête sur les relations entre le dominion et les provinces, connu sous le nom de rapport Rowell-Sirois, et estimant plus urgent d'analyser les projets de loi du gouvernement. Ce faisant, il prive le premier ministre du plaisir de lui répondre et peut s'honorer de ne pas alourdir les séances de débats inutiles en ces temps difficiles. La réponse au discours du trône est donc votée séance tenante.

### **La Constitution, l'autonomie et le rapport Rowell-Sirois**

S'il escamote le débat sur le discours du trône, Duplessis n'entend pas donner carte blanche au gouvernement sur la question constitutionnelle. Depuis huit mois, on scrute et on critique le rapport Rowell-Sirois. Maurice Duplessis, qui plaide toujours pour l'autonomie de la province et la défense de ses droits, considère le rapport comme une manœuvre de centralisation du gouvernement fédéral.

Le 7 janvier 1941, le Club Renaissance de Québec, cénacle de l'Union nationale, offre un banquet au chef de l'opposition. Celui-ci en profite pour ouvrir les hostilités sur ce chapitre à propos de l'assurance-chômage. Il accuse de légèreté l'attitude du premier ministre, qui accepte des amendements constitutionnels par simple échange de lettres avec son vis-à-vis fédéral, et il lui reproche de céder au fédéral la compétence du Québec, notamment en cette matière d'assurance-chômage<sup>26</sup>.

Le lendemain, à l'Assemblée, il demande que la correspondance échangée depuis 1937, entre le gouvernement du Québec et celui d'Ottawa sur cette question, soit déposée devant la Chambre. Il en profite pour développer son point de vue bien ancré dans l'idée du « pacte » confédéral de 1867. Aucun gouvernement, quel qu'il soit, dit-il, n'a le droit de modifier la Constitution sans le consentement de toutes les parties contractantes. Il s'inquiète surtout de l'autonomie fiscale et financière du Québec et de son droit d'emprunter à l'étranger, et il s'insurge contre la volonté centralisatrice que sous-tend le rapport. Pour lui, la centralisation est « la sœur jumelle de l'assimilation » et tout amendement constitutionnel constituerait un pas vers l'union législative. « Notre province, déclare-t-il, n'endurera pas de chaînes, même si elles sont dorées. » (8 janvier 1941)

Adélard Godbout rassure le chef de l'opposition qui, selon lui, enfonce des portes ouvertes. Il lui rappelle que, comme chef de l'opposition entre 1933 et 1935, il n'a pas eu tant de scrupules envers les empiètements centralisateurs du gouvernement conservateur de R. B. Bennett, notamment dans le domaine des assurances. Entre 1936 et 1939, au lieu de boycotter la Commission royale Rowell-Sirois, comme il l'a fait, en tant que premier ministre, « il aurait dû faire valoir son opinion quand on la lui demandait »<sup>27</sup>. Il déclare : « Nous irons à Ottawa dans un esprit canadien, acceptant l'entraide et la coopération. » (8 janvier 1941)<sup>28</sup>

Le gouvernement se défend de trahir les intérêts supérieurs de la patrie, et on affirme, dans les rangs ministériels, que la pleine autonomie provinciale est la meilleure garantie de

l'unité nationale. La session s'ajourne du 8 au 28 janvier 1941, pour permettre au premier ministre et à une délégation québécoise de participer à la conférence fédérale-provinciale sur les problèmes constitutionnels, dans la foulée du rapport Rowell-Sirois, laquelle se déroulera les 14 et 15 janvier 1941. Les représentants du Québec sont nombreux à cette conférence : on compte 15 délégués, dont neuf parlementaires membres du Cabinet, et six conseillers choisis parmi les plus hauts fonctionnaires de la province, tels Victor Doré, surintendant de l'Instruction publique, Louis-Philippe Pigeon, éminent juriste et greffier en loi de l'Assemblée, et Léopold Désilets, assistant du procureur général<sup>29</sup>.

La conférence est qualifiée d'échec. Dès le départ, le premier ministre de l'Ontario, Mitchell Frederick Hepburn, refuse de prendre le rapport Rowell-Sirois comme base de discussion<sup>30</sup>. L'Alberta et la Colombie-Britannique manifestent aussi de sérieuses réserves sur les conclusions du rapport. Le premier ministre du Québec ne brille pas de manière spectaculaire à cette conférence, se plaçant plutôt dans une position attentiste. L'impossibilité de trouver un consensus parmi les provinces et le contexte difficile de la guerre incitent Mackenzie King et Ernest Lapointe à repousser le règlement du dossier constitutionnel après la guerre et à négocier des ententes temporaires avec les provinces pour la durée du conflit. Le ministre des Finances, James Lorimer Isley, avertit les premiers ministres que le gouvernement fédéral devra demander aux provinces de consentir de « grands sacrifices » pour l'effort de guerre du Canada.

Dès le 15 janvier 1941, Maurice Duplessis rencontre la presse pour dénoncer de nouveau l'esprit et les conclusions du rapport Rowell-Sirois. Il considère que la centralisation fédérale conduit à l'assimilation pour les Canadiens français et au totalitarisme pour tous les Canadiens<sup>31</sup>. À la reprise de la session, il dénonce une fois de plus la volonté de centralisation d'Ottawa. Le parfum de la question constitutionnelle flottera sur les débats de la session de 1941. On en discute même au Conseil législatif où le canonique historien Thomas Chapais fait un discours dans lequel il expose sa conception de la Constitution de 1867 qu'il considère comme un traité entre les deux Canadas<sup>32</sup>.

Pendant toute la session, le gouvernement se défend de brader les droits du Québec et l'autonomie provinciale. Quant à l'assurance-chômage, les Pères de la Confédération ne pouvaient prévoir l'ampleur d'une crise comme celle de 1930, déclare T.-D. Bouchard. (28 janvier 1941) Le gouvernement fédéral se devait d'assumer sa part de responsabilités et de venir en aide aux gouvernements provinciaux et municipaux du pays, écrasés par les besoins des chômeurs.

Pour René Chaloult, élu en 1939 avec la cohorte libérale, le premier bilan constitutionnel de son chef est décevant. Avant la conférence d'Ottawa, il a écrit au premier ministre pour le soutenir et l'encourager dans la cause de l'autonomie et celui-ci lui a aussitôt répondu qu'il défendrait toujours « chaque parcelle de nos droits ». Pourtant, le député de Lotbinière croit que, malgré ses bonnes intentions, le premier ministre n'en a pas été « un fidèle gardien ». Pendant la session de 1941, Chaloult demeure solidaire du Parti libéral, mais prend peu à peu ses distances<sup>33</sup>.

### **La canalisation du Saint-Laurent et l'hydroélectricité**

Depuis vingt ans, tant au Canada qu'aux États-Unis, on parle d'un important projet de canalisation du haut Saint-Laurent pour ouvrir les Grands Lacs à la navigation océanique. La guerre accélère la planification de ce projet, et Mackenzie King profite de la conjoncture pour attirer au Canada des capitaux américains favorables à cette idée. On estime le projet à 350 000 000 \$ sur un calendrier de sept ou huit ans. Les coûts seraient partagés entre le Canada et les États-Unis, en tenant compte de travaux déjà réalisés du côté canadien et qui deviendraient une partie intégrante de la voie maritime du Saint-Laurent.

Cette idée ambitieuse ne fait pas l'unanimité et certains croient qu'elle annonce le déclin du port de Montréal et, en général, des ports du Saint-Laurent. On craint également pour le potentiel de développement hydroélectrique du fleuve, pour le commerce fluvial et pour la pêche. Ce chantier majeur mobilisera des travailleurs pendant des années, détournera des ressources qui pourraient être consacrées à l'effort de guerre et, par conséquent, pourrait nuire à la victoire, tout en ruinant l'économie du Québec. À l'Assemblée législative, Maurice Duplessis



qualifie ce projet de « crime national » et de « suicide », reprenant des termes naguère utilisés par le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau. (28 janvier 1941)

Le 28 janvier 1941, l'opposition fait une demande de documents pour le dépôt de toute correspondance relative à ce sujet, depuis 1930 jusqu'à 1941<sup>34</sup>. Elle devra s'armer de patience et d'obstination, car, malgré ses efforts presque quotidiens en ce sens, le gouvernement ajourne le débat et repousse jusqu'au 20 mars 1941 et le débat et le vote sur cette motion.

L'opposition revient sur la question à une douzaine de reprises, exigeant un débat sur ce dossier qu'elle juge urgent et crucial pour l'avenir. Godbout diffère ce sujet pour ne pas compromettre et embarrasser les négociations en cours entre Ottawa et Washington. Il croit qu'un échec du projet pourrait indisposer les Américains et compromettre l'aide que les États-Unis apportent à la Grande-Bretagne. Argument spécieux pour Duplessis, qui croit que le gouvernement ne cherche qu'à gagner du temps pour écarter les élus québécois des discussions, pendant que des décisions se prennent sur des enjeux cruciaux pour l'avenir du Québec.

Le débat mobilise plusieurs heures du temps de la Chambre, en mars et en avril, et permet enfin l'expression de toutes les opinions, des espoirs et des inquiétudes. Plusieurs députés prennent la parole, détaillant le pour et le contre du projet. Une crainte est présente dans bien des esprits, voulant que le Saint-Laurent, avec son potentiel et ses ressources, soit livré aux États-Unis pour un plat de lentilles dont les Québécois feraient même les frais. Pour eux, canalisation rime avec aliénation : paysages détruits, tourisme menacé, chemins de fer ruinés, environnement perturbé par des inondations et des détournements de cours d'eau. Montréal sera supplantée par Toronto comme centre économique. Le corridor laurentien deviendra, comme Panama ou Suez, une simple zone d'influence à la merci de la puissance américaine et des grands capitalistes.

On rappelle qu'en 1928, le premier ministre Taschereau avait opposé un farouche refus à un tel projet, conscient des risques économiques pour la province; et, à présent, déclare le chef de l'opposition, Ottawa négocie en secret, prend des engagements avec les États-Unis sans même consulter les deux provinces concernées.

D'autres croient au contraire que le projet de canalisation est une occasion inespérée de développement économique, de lutte au chômage, d'avantages industriels, de relations nationales et internationales. C'est une clé de progrès pour le Québec. Si la guerre dure, le Saint-Laurent pourra devenir le lien vital vers la Grande-Bretagne et contribuer à la victoire. Si la guerre se termine, le Saint-Laurent sera un formidable chantier d'après-guerre.

Le premier ministre, quant à lui, estime que l'opinion publique est favorable à la canalisation et que celle-ci sera une manne pour l'économie du Québec. Quant à la question hydroélectrique, Godbout considère que l'on peut en même temps canaliser et exploiter l'énergie du Saint-Laurent. Cette conviction le pousse à considérer la possibilité d'amorcer la nationalisation de l'électricité en achetant, par exemple, la compagnie Beauharnois Light, Heat and Power. « L'étatisation de l'électricité devient pour nous une chose nécessaire », déclare le premier ministre. Duplessis crie au sophisme et ne comprend pas qu'on n'ait pas un sou pour aider les chômeurs, mais qu'on trouve des millions pour la canalisation. (2 avril 1941)

La loi que le gouvernement présente en fin de session sur la question de la canalisation du Saint-Laurent (bill 73) fait l'objet d'une farouche opposition. On invoque toutes les procédures dilatoires et même la première lecture du projet de loi est adoptée sur division. Le gouvernement présente aussi une loi sur l'expropriation de la Beauharnois (bill 49), qui soulève un des plus longs débats de la session. La séance du 14 mai 1941 dure toute la nuit et se termine le matin suivant à 7 h 25. Duplessis y voit un « scheme » qui fera du Québec une zone de transit économique pendant que les décisions se prendront ailleurs. On se soumet aux dictats d'Ottawa, proclame l'opposition : Lapointe décide et Godbout obéit, accusations qui font bondir le premier ministre.

La loi prévoit une expropriation facultative qui pourrait se faire de gré à gré. On veut éviter des ventes à des valeurs exorbitantes, et le gouvernement se réserve le droit d'exploiter des zones concédées, mais non utilisées par la Beauharnois. Le gouvernement veut créer une concurrence d'État, comme en Ontario, et favoriser l'électrification rurale. D'après le premier ministre, lequel fait sur le sujet un important discours, cette intervention de la province est un

premier pas vers une nationalisation et une contribution à l'effort de guerre du Québec. Pour Duplessis, ce n'est qu'un projet ruineux. (14 mai 1941)

Une autre loi est votée pour donner à la Commission des eaux courantes les pouvoirs nécessaires pour établir une entreprise hydroélectrique appartenant à l'État (bill 71). Ces lois de 1941 préludent à la politique de nationalisation du gouvernement Godbout, laquelle se réalisera trois ans plus tard avec la création d'Hydro-Québec<sup>35</sup>.

### **L'agriculture, les pêcheries et les forêts**

Le duel qui oppose toujours libéraux et unionistes porte sur l'avenir du crédit agricole que l'Union nationale considère comme sa grande « œuvre nationale », une « œuvre de rédemption agricole » (Antonio Élie, 5 février 1941). Le premier ministre répond qu'il poursuit le travail d'Alexandre Taschereau, calomnié par l'opposition. Pour lui, c'est le gouvernement Duplessis qui, par sa gestion inconsidérée, a hypothéqué l'avenir des cultivateurs. Par les bills 40 et 41, le gouvernement veut réformer le prêt aux cultivateurs et créer un office du crédit agricole.

Les tourbières, le prix du beurre et du fromage, l'élevage du porc et l'exploitation des forêts font tour à tour l'objet de débats orageux. Le 11 février 1941, le salaire des bûcherons soulève un long débat ponctué de points d'ordre, de claquements de bureaux et autres signes d'agitation générale. En avril, le ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries, Pierre-Émile Côté, veut encourager les compagnies forestières à engager davantage d'ingénieurs et à investir dans le reboisement. Il souhaite harmoniser les secteurs agricole et forestier (bill 34). L'opposition ne favorise pas les « cadeaux » trop généreux envers des compagnies déjà privilégiées par le système de concessions du Québec. Mais le gouvernement est d'ores et déjà conscient des dangers d'épuisement de la ressource et de la ruine du secteur forestier, de l'impact environnemental d'une exploitation non contrôlée de la forêt et des risques d'inondations dans les régions rasées. On parle même de réglementer la coupe d'arbres de Noël non cultivés, qui impose une ponction trop sévère aux jeunes arbres résineux des forêts.

Le gouvernement et l'opposition croisent le fer à propos de la question du drainage des terres agricoles. Duplessis n'aime pas les recours à des commissions créées par le gouvernement. Il y voit une menace à l'autonomie des municipalités et un frein au droit de recours aux tribunaux. Les politiques gouvernementales rencontrent aussi une vive opposition au Conseil législatif<sup>36</sup>. (29 janvier 1941)

Le premier ministre et ministre de l'Agriculture répond que des actions générales et des politiques s'imposent dans ce domaine; d'autant plus que le drainage des terres dépasse le domaine privé et la responsabilité des municipalités lorsque des inondations, provoquées par un mauvais écoulement des eaux, bloquent des routes et isolent des régions. (29 janvier 1941)

À la toute fin de la session, Godbout présente une loi sur un sujet qui lui tient à cœur : la culture de la betterave à sucre (bill 78). Il y voit une option intéressante pour les cultivateurs québécois et il acquiert aux États-Unis de la machinerie spécialisée dans le raffinage de ce sucre. Duplessis n'y croit guère et n'y perçoit pas une voie d'avenir pour l'agriculture du Québec. Il critique donc et s'oppose à cette politique.

Le dossier des pêcheries n'est pas absent des cartables du gouvernement. Le 22 février 1941, le ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes, Edgar Rochette, préside une conférence des producteurs de poisson de la Gaspésie. On croit que la guerre sera une occasion de commercialisation et d'exportation du poisson. Lors de l'étude des crédits, le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, Oscar Drouin, défend les postes d'agents généraux du Québec, à Ottawa et à New York, notamment pour leur action commerciale dans le domaine de mise en marché des pêcheries du Québec. (6 mai 1941)

Pour finir, à l'occasion d'un remaniement ministériel, quelques jours avant la fin de la session, le 13 mai 1941, le ministère des Terres et Forêts est séparé de celui de la Chasse et des Pêcheries, lequel devient le ministère de la Chasse et de la Pêche. On crée alors le ministère des Mines et des Pêcheries maritimes. Pierre-Émile Côté cumule les portefeuilles des Terres et Forêts ainsi que de la Chasse et de la Pêche, alors qu'Edgar Rochette reçoit celui des Mines et des Pêcheries.

## L'éducation

Sans être en tête des priorités législatives de la session de 1941, le dossier de l'éducation est néanmoins bien présent à l'Assemblée. Le 28 janvier 1941, à la reprise des travaux, on revient encore une fois sur la question du salaire des institutrices soulevée par le député unioniste de Labelle et ancien secrétaire de la province, le Dr Albiny Paquette. Le Québec, dit-il, détient le record des plus bas salaires versés aux enseignantes au Canada. On les paie 40 % de moins qu'en Ontario; certaines ne reçoivent que 300 \$ par année.

Hector Perrier reconnaît les efforts du gouvernement précédent dans ce domaine, mais critique les stratégies passéistes de l'Union nationale. (4 février 1941) Le ministre, souhaitant une politique plus globale de l'instruction publique, prépare le dossier de l'instruction obligatoire et la réforme des programmes. Il souhaite augmenter l'enseignement de l'anglais et espère un manuel d'histoire unique dans tout le Canada.

L'Université de Montréal attend toujours son déménagement dans l'édifice du mont Royal et végète au centre-ville dans un état de sous-financement. Le gouvernement en tient l'opposition responsable en raison de sa négligence au moment où elle détenait le pouvoir. (11 février 1941) Godbout maintient sa promesse de parachever le projet du nouvel édifice au cours de son mandat. Le gouvernement adopte le bill 51 pour régler le dossier de l'Université, mais Duplessis y voit une manœuvre ayant pour but de noyauter le conseil d'administration à des fins partisans. Entre autres dispositions, en échange de subsides salutaires, cette loi remet au gouvernement les terrains et les vieux immeubles de l'Université au centre-ville. Ce site deviendra, 30 ans plus tard, le chantier de construction de l'UQAM, entre les rues Saint-Denis et Saint-Hubert.

L'opposition surveille les velléités du gouvernement libéral de s'immiscer dans le domaine de l'éducation, chasse gardée de l'Église et des parents. Ainsi, le bill constituant en corporation le collège d'Amos suscite des craintes de l'opposition qui y voit une manœuvre étatique de contrôle. « Le bill a reçu la bénédiction de Mgr Joseph-Aldée Desmarais », répond le premier ministre pour rassurer les âmes inquiètes. (12 février 1941)

Néanmoins, les déclarations de Perrier et du premier ministre sur une éducation « réaliste et pratique » exigent quelques précisions. Le 19 mars 1941, le député libéral René Chaloult (Lotbinière) lance un débat et expose ses propres idées sur la question. Il se prononce sur la nécessité d'introduire dans les programmes scolaires l'éducation physique, l'hygiène, les principes de salubrité et de saine alimentation, et qu'ils soient enseignés par des professionnels. Il faut donc investir dans les gymnases et des piscines. Il souhaite des programmes économiques et techniques, une valorisation de l'enseignement agricole moderne et, surtout, une amélioration de l'enseignement du français. Chaloult diffère d'opinion avec le ministre sur la notion de « bilinguisme intégral » qui devrait prévaloir dans l'instruction publique au Québec. Il croit que l'anglais devrait demeurer matière de langue seconde et être enseigné après l'âge de 10 à 12 ans. Il cite même à sa cause le journaliste et romancier Jean-Charles Harvey, pour qui le bilinguisme généralisé et imposé au Québec est « un de ces malheurs nécessaires que nous devons porter comme un cilice et non comme une décoration ».

Faite de réflexions pertinentes et bien documentées, la pensée politique de Chaloult demeure conservatrice et toujours à la recherche de l'homme providentiel pour le Canada français. Il ne cache pas son admiration pour le maréchal Pétain qui, à un sombre moment de l'histoire, cherche à relever par une austère révolution nationale la France écrasée en 1940. (19 mars 1941)

Le débat se poursuit sur la question de l'instruction obligatoire, sur l'uniformité des manuels, sur la pédagogie, sur la qualité du français, à l'école comme dans les médias, sur le port d'uniformes dans les institutions scolaires. (2 avril 1941) Perrier cite des chiffres éloquentes sur la fréquentation scolaire (23-24 avril 1941) et sur la nécessité d'une réforme. Il souhaite une modernisation du cours primaire intégrant des cours de langue anglaise mieux enseignée. Cette connaissance ne sera pas un pas vers l'assimilation, mais une arme de défense et de conquête. Il veut, dit-il, « réveiller les consciences endormies ».

Il ne s'inquiète pas de l'inscription de nombreux enfants francophones aux écoles publiques anglophones. Il rêve d'un Canada bilingue et de manuels d'histoire partagés par les

élèves francophones et anglophones. Le discours du ministre a de quoi inquiéter des nationalistes, et pas uniquement les plus conservateurs. On se demande si la guerre ne servira pas de prétexte à dénationaliser les Canadiens français en modernisant ses programmes d'éducation<sup>37</sup>.

D'autre part, le gouvernement acquiert le collège de Victoriaville dans le but d'en faire éventuellement une école d'aviation civile. L'enseignement professionnel et technique, exigé par l'industrie de guerre, est aussi une de ses priorités. Il veut former des milliers d'ouvriers spécialisés pour répondre aux besoins actuels et à venir. Il présente à cette fin le bill 67, le 8 mai 1941. Le débat qui s'ensuit offre l'un des meilleurs échanges de la session entre le premier ministre et le chef de l'opposition.

Il présente également un projet de loi (bill 74) pour augmenter les pouvoirs du surintendant de l'Instruction publique du côté des écoles spécialisées, comme les Hautes Études commerciales, l'École du meuble ou les écoles des arts et métiers. Le gouvernement Godbout, même s'il s'en défend, fait bel et bien un petit pas vers une plus grande responsabilité de l'État dans le domaine de l'éducation.

### **La culture**

Un débat sur la question linguistique affleure l'actualité au début de 1941. Certains propos de Godbout, à Toronto en janvier, ont eu des échos non souhaités en Ontario lorsque l'ancien juge en chef de la province, Sir William Mullock, s'est félicité qu'avec Adélard Godbout et Jean-Charles Harvey la province de Québec serait bientôt entièrement anglicisée. Le premier ministre doit rectifier le tir et, pressé par les journalistes, il déclare que le Québec doit conserver son caractère français, sa langue et sa culture qui représentent un « appoint » important pour tout le Canada<sup>38</sup>. Dans l'immédiat, l'affaire ne soulève pas d'autre polémique et on accepte les professions de foi du premier ministre et du gouvernement.

La guerre perturbe plusieurs secteurs de la vie culturelle. Le gouvernement doit modifier la « Loi pour favoriser le développement de l'art musical », mieux connue sous l'appellation de « Prix d'Europe » qui, depuis 1911, permettait à des musiciens québécois d'aller étudier en Europe sous la direction d'un maître ou dans un grand conservatoire. Le risque pour la sécurité des voyageurs étant trop grand, même à destination de l'Angleterre, le gagnant du concours sera autorisé à poursuivre ses études musicales dans tout pays étranger, et ce, tant que la situation internationale ne permettra pas d'aller étudier en Europe<sup>39</sup>.

D'ailleurs, pendant la guerre, plusieurs boursiers québécois iront fréquenter des universités américaines, à défaut de celles d'Europe, pour leurs études supérieures. Ce changement de pôle culturel aura des répercussions notables et orientera la pensée de ceux qui occuperont des postes de planification au Québec dans les années 1950 et 1960, tel Guy Frégault, futur sous-ministre des Affaires culturelles.

Le dossier du règlement des biens des Sulpiciens soulève plusieurs débats. Antonio Talbot (Chicoutimi) ne veut pas voir les libéraux saboter « l'œuvre de l'Union nationale » et que l'esprit des Sulpiciens de Montréal soit remplacé « par celui de Jean-Charles Harvey » (4 février 1941), ce dernier étant associé à l'aile anticléricale et libre pensante du Parti libéral.

Au cours de la session, la présentation du projet de loi 15 permettra au gouvernement d'acquérir la bibliothèque Saint-Sulpice, fermée depuis 1931, laquelle renferme l'une des plus intéressantes collections documentaires de la francophonie nord-américaine. (19 février 1941) Duplessis croit que le gouvernement sous-estime la valeur de cette bibliothèque et qu'il dépouille le Séminaire. Ce legs, hérité des Sulpiciens, appartiendra désormais à l'État québécois et l'édifice de la rue Saint-Denis sera rouvert au public en 1944. La bibliothèque Saint-Sulpice deviendra, en 1967, le socle de la Bibliothèque nationale du Québec<sup>40</sup>.

### **Le budget de 1941 et les finances publiques**

L'économie du Québec sort de la longue crise économique grâce à la guerre et à l'activité qu'elle génère. Il est triste, dira le trésorier Mathewson, que la prospérité qui gagne le pays serve

ainsi à la destruction dans les pays d'Europe. En janvier, le gouvernement québécois émet de nouvelles obligations pour un total de 15 millions de dollars<sup>41</sup>.

Au Parlement, les ministériels évoquent souvent la gestion financière, désastreuse à leurs yeux, du gouvernement de l'Union nationale. Duplessis reprend toujours l'antienne de ses réalisations et l'assainissement des usages de l'ancien gouvernement Taschereau. Même le bill sur l'abolition des rentes seigneuriales sert de prétexte à des considérations sur les mérites comparés des finances publiques sous l'Union nationale et sous les libéraux. (26 février 1941)

Le 12 mars 1941, le trésorier Mathewson présente le bill 18 visant à inscrire les dépenses statutaires dans les crédits, de façon à ce qu'elles soient votées par les élus, assurant ainsi un meilleur contrôle du Parlement sur le budget. Le débat soulève une rétrospective des pratiques financières et budgétaires du Québec dans la décennie précédente, les deux partis s'accusant mutuellement de mauvaise gestion. Le ministre des Finances Mathewson et T.-D. Bouchard, du côté ministériel, ainsi que le chef de l'opposition Duplessis, et Gagnon, du côté oppositionniste, offrent à ce chapitre un intéressant spectacle parlementaire. Le débat se poursuit sur d'autres aspects de la loi. (15 avril 1941)

Le 18 mars 1941, le trésorier prononce le discours sur le budget. On remarque son souci de prononcer son discours en français et en anglais, malgré la difficulté qu'implique le fait de parler de comptabilité et de finances dans une langue autre que la sienne<sup>42</sup>. Il faut dire que Mathewson, vétéran de la Grande Guerre, était un francophile qui a fait une partie de ses études en France. Son français était, dit-on, excellent. Le ministre est fier d'annoncer un surplus de 3 576 000 \$ pour l'exercice financier en cours, réduit à neuf mois, par l'ajustement de la nouvelle année budgétaire, débutant désormais le 1<sup>er</sup> avril et se terminant le 31 mars, au lieu du 30 juin précédemment.

Le gouvernement se félicite d'avoir ramené la province à « vivre selon ses revenus » et à remplir ses obligations courantes sans recours à des emprunts sur des marchés étrangers. Grâce à ce bilan, il compte réduire la dette de quatre millions de dollars. De plus, si les prévisions du trésorier se réalisent, il espère réaliser un surplus de 13,3 millions de dollars en 1941-1942. Cet équilibre des finances est atteint sans recours à de nouvelles taxes ou impôts, insiste-t-on.

Toujours prompts à féliciter le gouvernement, *Le Soleil* et *La Presse* saluent la sage administration du trésorier et considèrent qu'au milieu des inquiétantes nouvelles de la guerre l'exposé budgétaire « est un rayon de soleil au milieu des ténèbres<sup>43</sup> ». Même *The Montreal Daily Star* se dit agréablement surpris de la réussite financière du gouvernement qui a hérité d'une situation difficile<sup>44</sup>. Les journaux de l'opposition sont moins enthousiastes. *L'Illustration nouvelle*, considérant les sommes investies, notamment dans la voirie, fait un autre bilan et conclut plutôt à un déficit de 20 millions de dollars.

Le 3 avril 1941, Onésime Gagnon répond au ministre dans un long discours de deux heures trente minutes. Il salue la courtoisie du trésorier et également son respect pour la langue française qui trouve maintenant sa place dans le budget. Mais il accuse le gouvernement de maquiller la vérité, de profiter de l'ajustement du début de l'année fiscale au 1<sup>er</sup> avril pour cacher les déficits, les emprunts et les nouvelles taxes. Il conteste l'exactitude des chiffres du ministre, affirmant que le gouvernement cache des sommes liées à la dette directe et à la dette consolidée, laquelle serait en réalité augmentée de 52 millions de dollars. Il revient sur les années de crise, sur l'impact de la commission Rowell-Sirois et fait l'apologie du gouvernement de l'Union nationale. Attaque qui manque d'honnêteté, réplique Cléophas Bastien, qui considère les unionistes comme les champions du maquillage budgétaire et le discours du député de Matane, comme une logorrhée d'hérésies financières et de contre-vérités.

Le débat plus intensif sur le budget a lieu entre le 18 et le 23 avril 1941 et se termine par une motion de non-confiance, présentée par Antonio Barrette, laquelle est évidemment rejetée.

## **La santé et le bien-être social**

À la séance du 4 mars 1941, Godbout annonce la création d'un ministère associant la Santé et le Bien-être social. Henri Groulx en sera assermenté comme premier titulaire le 13 mai

1941. Le gouvernement développe ainsi son rôle dans les politiques sociales et de santé publique. Les leçons de la grande crise sont désormais acquises. À court terme, le chômage et la misère généralisée se résorbent et le gouvernement peut annoncer qu'il met fin à la politique de secours directs, un expédient mis en place en 1931 pour soutenir les plus miséreux. Rappelons qu'à l'époque, le Québec est toujours responsable des pensions de vieillesse, des pensions aux aveugles et aux mères nécessiteuses, et le gouvernement entend poursuivre ces politiques d'aide sociale<sup>45</sup>.

Dans le domaine de la santé, on poursuit toujours la lutte contre la tuberculose<sup>46</sup> et on s'attaque à d'autres maladies contagieuses. Parmi les nouvelles mesures de santé publique figure le bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes. En temps de guerre, à cause de la présence de soldats dans les villes, la fréquence de ces maladies augmente au point de faire craindre des épidémies.

Le sujet apparaît délicat à des hommes pour qui les infections transmises sexuellement sont encore des « maladies honteuses ». Une partie du débat porte sur la confidentialité et sur la déclaration obligatoire de ces maladies, au même titre que d'autres maladies contagieuses, telle la tuberculose, pour laquelle la déclaration obligatoire est pourtant déjà en vigueur.

### **Le droit des femmes**

Après avoir accordé le droit de vote aux femmes en 1940, le gouvernement québécois fait un nouveau pas en faveur du féminisme, en 1941, en présentant un projet de loi pour permettre l'admission de femmes au Barreau (bill 38). La question est débattue depuis déjà 25 ans, alors que le député Lucien Cannon présentait le bill 177, premier projet de loi à cette fin, le 9 février 1916.

Plusieurs projets de loi en ce sens avaient été précédemment présentés et parfois battus par une seule voix de majorité. Le temps était désormais venu de reconnaître ce droit. L'opposition offre un dernier baroud d'honneur au nom du conservatisme, et on chipote sur des détails. Duplessis invoque l'opposition de certains barreaux locaux et la loi est finalement sanctionnée le 29 avril 1941<sup>47</sup>.

On apprend au cours de la session que la fonction publique québécoise offre un nombre significatif d'emplois aux femmes, même s'il s'agit le plus souvent de postes subalternes et de soutien. En 1941, 1 800 femmes travaillent comme fonctionnaires, souvent comme secrétaires. Le procureur général est celui qui en embauche le plus avec 514, suivi du ministère du Travail avec 300, et de celui de la Santé avec 279<sup>48</sup>.

Si le gouvernement Godbout accorde des droits professionnels aux femmes en leur permettant l'accès au Barreau, le ministre Oscar Drouin parraine de son côté un bill amendant la loi des cités et villes, lequel, en voulant corriger une injustice faite aux femmes mariées, complique en fait leur participation aux élections municipales. Selon ce projet de loi, si une femme mariée en communauté de biens est propriétaire, mais que son mari ne l'est pas, c'est son mari qui a le droit de voter et d'être éligible. Si les deux époux sont propriétaires en titre, les deux votent et sont éligibles. Si la femme propriétaire est mariée en séparation de biens, c'est elle qui vote, mais c'est uniquement son mari qui peut être éligible.

Ces distinctions byzantines ne tiennent pas la route et même Duplessis, peu suspect de féminisme, trouve cette loi tout à fait illogique. (5 mars 1941)

### **Affaires municipales et Montréal sous tutelle**

Le gouvernement doit intervenir contre un fléau, que l'on dit répandu, de la fraude et de la corruption au sein des administrations municipales en présentant le bill 16, sanctionné le 27 mars 1941. Le ministre Oscar Drouin parraine également une loi pour la conversion des anciennes rentes seigneuriales en taxes municipales, le bill 14, faisant ainsi disparaître un des derniers vestiges du régime aboli en 1854 et qui remontait aux premières heures de la colonie française (20 mars 1941)<sup>49</sup>.

La ville de Montréal, mise sous tutelle une première fois de 1918 à 1921, et à nouveau en 1940, revient souvent à l'avant-scène de l'actualité. L'opposition s'inquiète de la question des transports en commun et des tramways. On craint que les impératifs financiers et la quête des dividendes ne l'emportent sur l'intérêt public. (5 février 1941) Les modifications à la charte de Montréal (bill 100) font l'objet de longs débats au comité permanent des bills privés en général et en Chambre, et sont soumises à de multiples amendements du Conseil législatif, majeurs à un point tel que l'Assemblée doive se former en comité plénier pour étudier seulement ces amendements qui modifient en profondeur le projet de loi initial. (24 avril 1941)

### **Des routes et des autoroutes**

On assiste à une croissance du parc automobile au Québec. Entre 1930 et 1941, le nombre d'immatriculations de véhicules automobiles au Québec est passé de 178 548 à 232 149. Ce nombre ira en augmentant au cours des années suivantes, pour atteindre le million à la fin des années 1950<sup>50</sup>. En avril 1941, une des questions d'actualité demeure la montée très rapide des tarifs d'assurance automobile. Plusieurs réclament une commission d'enquête pour faire le point sur les primes d'assurance que l'on juge abusives et sur l'opportunité pour le gouvernement de réglementer ce secteur. (29 avril 1941)

La guerre change les priorités dans les dossiers de la voirie. Les projets plus considérables et les planifications routières à long terme sont différés après la guerre. À quelques heures de la prorogation, le 16 mai 1941, le ministre de la Voirie, T.-D. Bouchard, promet de faire des améliorations à la route du parc des Laurentides entre Stoneham et Hébertville, qui est quasi impraticable, sur une distance de 80 km (50 milles). Cette route, jugée essentielle pour relier Québec à la région du Saguenay, a été commencée en 1928, mais les ressources budgétaires ont manqué pour la compléter. Là encore, ce sont les impératifs de la guerre qui accéléreront les choses. Le Saguenay, producteur d'aluminium et poste militaire<sup>51</sup> stratégique, doit être accessible en toute saison et ce chantier de la route sera très actif au cours des années suivantes.

### **Fonction publique**

Godbout tente de maintenir de bonnes relations avec les employés du gouvernement, tout en sachant que l'état des finances ne lui permet que bien peu de manœuvres quant aux salaires et conditions de travail de ses fonctionnaires. Lors d'une rencontre de courtoisie avec des délégués en début de session, il souhaite une plus grande efficacité de la fonction publique, tout en expliquant qu'elle ne doit pas devenir une charge trop lourde pour le contribuable<sup>52</sup>.

### **Le Règlement de la Chambre et la refonte des Statuts**

Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, a refondu le Règlement qui devient une véritable somme de la jurisprudence parlementaire québécoise, appuyée sur les précédents britanniques et canadiens. Le Règlement s'enrichit de 200 nouveaux articles<sup>53</sup>.

Cette refonte du Règlement est soumise aux députés à partir de la reprise des travaux, le 28 janvier 1941. Deux jours plus tard, un comité spécial de quinze membres est formé, dont font partie MM. Bouchard et Duplessis, les leaders parlementaires du gouvernement et de l'opposition.

L'adoption d'une section du Règlement, en cours de session, provoque des remous. Bouchard impose d'adopter en priorité le chapitre XVII du nouveau Règlement sur les crédits provisoires, lequel permet de voter une partie du budget avant le 31 mars 1941, pour éviter que l'administration se trouve paralysée par la fin de l'année budgétaire. Duplessis proteste disant qu'on assassine le droit de parole et la liberté de la Chambre. Il fait une charge furieuse contre le gouvernement qu'il compare aux pires dictatures. L'échange est vif avec Bouchard qui rappelle à Duplessis le bâillon qu'il a lui-même imposé à la Chambre en 1939. Duplessis réplique en rappelant un épisode où il avait patiemment laissé le député de Saint-Hyacinthe lire pendant des heures la lettre qu'un colon mécontent avait rédigée sur un rouleau de papier peint, de 37 pieds de long par 4 pouces de large. Ce débat sur la liberté de parole prend des proportions inattendues,

l'opposition revenant maintes fois sur le sujet, et le président du comité plénier doit intervenir pour calmer le jeu et refuser les nombreuses demandes de renvoi. (11, 18, 19 et 25 février 1941)

À la fin des travaux du comité spécial, le document est présenté à l'Assemblée à la séance du 7 mai 1941 et est discuté le lendemain. La Chambre propose quelques amendements mineurs. Le député de Gaspé-Sud, Camille Pouliot, aurait aimé que seuls les députés ayant assisté à un débat puissent avoir droit de voter. On s'attarde aux règles entourant les questions et réponses. On rend hommage au greffier L.-P. Geoffrion, qui signe la version finale, mais aussi à l'Orateur Bernard Bissonnette, à T.-D. Bouchard et à Louis-Philippe Pigeon qui ont contribué à sa rédaction. Le Règlement Geoffrion de 1941 restera en vigueur pendant plus d'un quart de siècle, jusqu'à l'abolition du Conseil législatif et jusqu'à la réforme du Règlement sous la présidence de Jean-Noël Lavoie, au début des années 1970.

Le 26 février 1941, le procureur général présente le bill 23 qui modifie le mandat de la commission de refonte des Statuts, laquelle s'apprête à déposer son rapport. Le gouvernement québécois procédera en cours d'année, avec l'Imprimeur du Roi, à l'édition des nouveaux *Statuts refondus de la province*, les premiers depuis 1925, témoignant des changements législatifs survenus depuis 16 ans. On attendra ensuite jusqu'en 1964 la prochaine refonte des lois.

### **La loi électorale**

Le projet de loi 63 touche les élections pour l'Assemblée législative au chapitre des délais pour les décrets (brefs d'élection), pour favoriser le vote des militaires et pour procéder à de futures élections pendant la guerre. Pour Duplessis qui avait critiqué la loi de 1940, laquelle visait à suspendre les élections pour la durée de la guerre, l'occasion est belle pour s'indigner des virages du gouvernement. C'est l'occasion d'un retour sur la campagne électorale de 1939. (13 mai 1941)

### **L'alcool et la tempérance**

Le 1<sup>er</sup> mai 1941, le procureur général présente le projet de loi 56 qui veut favoriser la tempérance. La loi limite et impose de sévères conditions à l'obtention de permis de vente d'alcool. La consommation en est interdite le dimanche et, en semaine, il faut commander un repas pour avoir droit à un verre d'alcool. Le premier ministre en fait un enjeu moral, économique et social pour protéger la jeunesse et la population en général. Il veut même protéger la vie intellectuelle du Québec : « On sait, dit-il, les belles intelligences qui ont disparu dans les abus de l'alcoolisme. » La tolérance doit céder la place à la tempérance, mais il comprend que la prohibition stricte est inutile, voire désastreuse.

Pour les députés de l'opposition, la loi actuelle est suffisante, mais on ne la respecte pas. La nouvelle législation ne le sera pas davantage. On refuse de donner trop de pouvoirs à la Commission des liqueurs et on se méfie d'éventuelles interférences politiques dans ce dossier. Pour ces raisons, l'opposition considère que rien ne presse et qu'il faudrait conserver la loi actuelle pendant un an, afin de parfaire l'étude de la nouvelle loi.

Pour le gouvernement, la réforme de la loi de 1921 s'impose et, contrairement à ce que croit aussi l'opposition, le but de cette nouvelle législation n'est pas de garnir les coffres de l'État par de nouvelles taxes, mais d'encourager la population à la tempérance<sup>54</sup>. Le premier ministre en fait une priorité de son mandat, dût-il placer des policiers dans chaque établissement, affirme-t-il. Les hôteliers et les restaurateurs sont cependant inquiets des conséquences de cette politique sur l'industrie touristique de la province<sup>55</sup>.

### **De choses et d'autres**

Un des angles d'attaque du chef de l'opposition est une critique des travaux parlementaires. Pour Maurice Duplessis, les travaux de la Chambre manquent d'efficacité et le gouvernement ne sait pas traiter les affaires. L'Assemblée ne siège pas assez et, selon lui, les ministres étirent inutilement les séances. Le gouvernement cherche à remplacer la législation par



des discours, dit-il. (4 février 1941) Le 30 janvier 1941, Onésime Gagnon (Matane) critique la qualité du français dans la rédaction des projets de loi et fait allusion à l'anglophilie que l'on prête à Adélard Godbout. Duplessis se permet une critique semblable à propos du français déficient du bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes. Il met en cause Me Louis-Philippe Pigeon dont il reconnaît le « cerveau légal », mais dont il met en doute les qualités de rédacteur juridique.

En 1941, le gouvernement québécois décide d'investir un capital de 100 000 \$ dans l'embellissement de sa capitale (bill 65). On s'inspire de l'exemple d'Ottawa, choyée par le gouvernement fédéral, et on prend conscience que le statut de capitale fait perdre des revenus à la ville. Duplessis accepte le principe, mais considère que Québec est déjà une belle ville et qu'il s'agit de lui conserver son cachet. Au cours du débat, Gagnon mentionne un nom, celui de l'architecte urbaniste français Jacques Gréber, qui est venu à Québec en 1936. Après la guerre, Gréber sera en effet consulté sur le futur visage de Québec. (7 mai 1941)

Le samedi 17 mai 1941, après 80 séances qui se sont déroulées sur 54 jours de session, le Parlement québécois de 1941 est prorogé, après avoir adopté 122 lois. La session est la plus longue depuis la Confédération, remarque-t-on dans la presse, à l'exception de la session 1935 comportant 117 séances réparties sur 78 jours de session.

### Les bons mots de la session

Les répliques vives et parfois impitoyables furent nombreuses au cours de cette session. Celles du chef de l'opposition n'étaient pas toujours inédites, Maurice Duplessis aimant bien réutiliser ses classiques au besoin. Ainsi, au premier ministre qui dit douter de sa sincérité, il réplique : « Il faut avoir soi-même de mauvaises intentions pour en prêter aux autres. » (13 février 1941) À l'Orateur qui le rappelle à l'ordre au moment où il va prendre la parole, il déclare : « Je reconnais à l'Orateur beaucoup de talents, mais je ne lui en reconnais pas encore assez pour prévoir ce que je vais dire. »

Le chef de l'opposition se fait aussi servir quelques répliques. Le 9 janvier 1941, il déclare : « On dit que le trésorier travaille 17 heures par jour pour taxer... », ce à quoi le ministre répond : « Il faut bien payer vos dettes! » Le 4 février 1941, Duplessis monte le ton dans un débat à propos des permis de pêche. Narquois, le ministre Côté lance : « Je ne veux pas que le chef de l'opposition prenne la mouche. »

Le chef de l'opposition aime bien citer des phrases de Wilfrid Laurier à la défense de l'autonomie provinciale. Léon Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) lui dit : « Vous l'aimez donc bien Sir Wilfrid Laurier. Vous en parlez plus souvent depuis qu'il est mort. Vous ne l'avez pas toujours aimé comme ça! », ce à quoi Duplessis répond : « C'est parce qu'il a grandi depuis qu'il est mort. » (28 janvier 1941)

À Duplessis qui lui demande de parler plus fort, le ministre Perrier répond : « Le chef de l'opposition est devenu sourd à subir les éclats de sa propre voix. » (19 février 1941) On connaît le penchant de Maurice Duplessis pour les calembours et les jeux de mots. Le 6 mars 1941, il critique les ministres qui se font photographier dans leurs publications ministérielles. Les ministres font imprimer leurs portraits aux frais du gouvernement, « c'est loin de créer une bonne impression », ajoute-t-il.

Le chef de l'opposition n'est pas seulement taquiné sur son ouïe, mais sur son nez déjà légendaire. Le 3 avril 1941, le député de Berthier, Cléophas Bastien, le qualifie de « Cyrano de Trois-Rivières ».

Dans un autre ordre d'idées, voici un échange survenu le 25 mars 1941, entre Albiny Paquette, ancien ministre de Duplessis, et Léon Casgrain :

**M. Paquette (Labelle):** Les premiers ministres ne tiennent pas leurs promesses même quand ils ont l'air de les tenir.

**M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Parlez-vous par expérience?

En écoutant le secrétaire provincial, le chef de l'opposition se demande où va le Parti libéral : « Le secrétaire de la province parle du régime libéral comme s'il était descendu du ciel. Si le Parti libéral est descendu du ciel, c'est pour aller ailleurs. » (30 avril 1941) Il commente aussi le fait que le gouvernement entend soutenir l'Université de Montréal en lui accordant des subsides par versements sur plusieurs années : « Le gouvernement actuel est un gouvernement de versements, et il sera renversé un jour. » (1<sup>er</sup> mai 1941)

À l'étude des crédits de la radiodiffusion, on parle de la disparition de *L'Heure provinciale*, émission que le gouvernement Duplessis a supprimée en prenant le pouvoir, ainsi que de la censure de Radio-Canada pendant la campagne électorale de 1939. Perrier déclare : « Le chef de l'opposition dit qu'il ne prépare jamais de textes [de discours], ça paraît. » (2 mai 1941)

Le 13 février 1941, on discute d'un pont en Abitibi et le député libéral de la circonscription, Félix Allard, suggère de lui donner le nom de pont Bouchard, en l'honneur du ministre de la Voirie. Onésime Gagnon trouve l'idée excellente, vu que ce sera un pont à péage. L'intéressé s'empresse de refuser cet honneur empoisonné et déclare : « Quand on procède à un baptême et que l'intéressé a 59 ans, il doit être consulté! Il a le privilège de donner son opinion sur son baptême. Je ne suis pas pressé de donner mon nom à cette masse de pierre et d'acier. Quand on me canonisera, j'espère que ce sera après ma mort! »

À la séance du 6 mai 1941, le ministre des Terres et Forêts (Pierre-Émile Côté) révèle publiquement que l'Union nationale, au pouvoir, versait des pensions aux aveugles à des amis du régime qui étaient parfaitement voyants. « Pas étonnant, répond Duplessis, nous avons ouvert les yeux à bien des gens. » À cette même séance, il semble que le chef de l'opposition, particulièrement en forme, fit rire la Chambre de bon cœur en brossant des portraits humoristiques de chacun des ministres. Malheureusement, les journalistes ont su apprécier le spectacle, mais sans en faire profiter la postérité.

Gilles Gallichan

## Critique des sources

### Portrait de la Tribune de la presse en 1941

Le premier jour de la session, les journalistes de la Tribune de la presse élisent leurs représentants. Campbell Carroll, de *The Gazette* est élu président en remplacement de Guy Jasmin, du *Canada*. On salue le travail de Damase Potvin, journaliste de *La Presse*, reconduit à son poste de secrétaire-trésorier. Potvin couvre sa 30<sup>e</sup> session parlementaire à Québec.

Maurice Bernier, qui représente *L'Événement-Journal* et *The Montreal Daily Star*, ainsi que Maurice Dubriële sont absents pour cause de maladie, du moins au début de la session. Les autres membres connus de la Tribune de la presse en 1941 sont : Edmond Chassé, de *L'Événement-Journal* et du *Canada*; Alexis Gagnon, du *Devoir*; Henri Saint-Pierre, de *The Montreal Daily Star*, Abel Vineberg, de *The Gazette*; Calixte Dumas, de *L'Action catholique*; Joseph Lavergne, de *La Patrie*; et Jean-Marc Denault, du *Soleil*.

Les journaux ne perdent pas leurs colorations politiques et les commentaires sont sans nuances. *Le Soleil*, du 26 février 1941, souligne les talents oratoires du premier ministre et n'hésite pas à parler du meilleur discours de sa carrière. Autre exemple, pour le quotidien de la capitale, les réponses de M. Bouchard au chef de l'opposition sont « vigoureuses<sup>56</sup> » et la session de 1941 « compte parmi les plus utiles de l'histoire parlementaire du Canada français<sup>57</sup> ». Les titres du *Canada*, organe libéral de la métropole, sont plus flagrants encore, opposant, par exemple, « les gros mots » de Duplessis à « l'attitude conciliante et digne » de Godbout<sup>58</sup>. La politique éditoriale de *L'Événement-Journal* salue le gouvernement qui propose à la population « des lois sages et efficaces qui lui assureront son bien-être et sa sécurité dans les jours tragiques que la guerre réserve à l'année qui commence<sup>59</sup> ».

*La Presse* de Montréal est favorable au gouvernement, mais, voulant toujours se donner une image d'objectivité, lève aussi son chapeau pour « le travail de vigilance et de bonne volonté » accompli par les députés de l'opposition<sup>60</sup>. La presse anglophone du Québec se dit rassurée par les propos conciliants du premier ministre et son enthousiasme à vouloir travailler à l'effort de guerre. C'est notamment l'opinion qu'exprime le conservateur *Montreal Daily Star* au début de la session<sup>61</sup>.

Dans l'opposition, l'Union nationale ne sous-estime pas la puissance de la presse. *L'Illustration nouvelle*, qui deviendra plus tard le *Montréal-Matin*, est manifestement favorable à l'opposition et, sans être autant partisan, *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières accorde une bonne visibilité aux déclarations du député local, Maurice Duplessis. En novembre 1940, l'Union nationale fonde un hebdomadaire, *Le Temps*, pour se donner une voix partisane et autorisée. Dans *Le Temps*, les discours de Duplessis sont toujours « grands et éloquents », les lois libérales toujours « timides ou néfastes ». En 1941, le journal n'a pas encore de représentant à Québec et réédite des extraits de chroniques parlementaires publiées dans les grands quotidiens, en général *Le Devoir*.

L'Union nationale soutient aussi d'autres feuilles qu'elle juge utiles à l'action politique. Cette presse partisane soulève des réactions. À la séance du 13 mars 1941, le procureur général, Wilfrid Girouard, dénonce *L'Éclair*, un hebdomadaire politique publié à Québec et proche de l'opposition. Son rédacteur, Albert Plouffe, « déshonore la profession de journaliste », déclare le ministre, et « il rapporte des rumeurs douteuses ».

Si les grands titres portent souvent la signature éditoriale des journaux, la fiabilité globale des sources journalistiques pour le reportage des débats parlementaires demeure bonne. Il survient toutefois des divergences. Par exemple, dans le discours du député Cléophas Bastien (Berthier), le 3 avril 1941, les sources divergent dans les chiffres cités.

La presse demeure assurément un ingrédient actif de la vie parlementaire, car si les députés critiquent parfois ce qu'ils lisent dans les journaux, ils s'en prévalent aussi parfois, comme le député de Montmorency, Jacques Dumoulin, qui invoque l'opinion de *L'Action catholique* à l'appui de ses positions sur la canalisation du Saint-Laurent, lors de son intervention à la séance du 20 mars 1941.

À la séance du 8 mai 1941, François Leduc (Laval) rectifie les termes d'un éditorial paru dans *The Gazette*, mais à propos d'un discours prononcé à la Chambre des communes d'Ottawa par Maxime Raymond. Le chef de l'opposition proteste et l'Orateur considère la mise au point du député hors d'ordre.

À propos des réactions du pouvoir politique face à la presse, signalons la contre-attaque à la séance du 6 mai 1941, du premier ministre Godbout sur un article du célèbre magazine américain *Life* paru la veille. L'article affirme que le Canada français constitue une véritable cinquième colonne qui sape l'effort de guerre du Canada et que le Québec est en faveur d'une victoire de l'Axe. *Life* a manifestement puisé ses informations dans les milieux canadiens-anglais les plus hostiles au Québec sans vérifier les faits. Godbout déplore cet exemple de désinformation et de manque de rigueur journalistique provenant d'un périodique pourtant réputé. Quelques jours plus tard, il émet un communiqué destiné au prestigieux *New York Times*, rappelant la loyauté des Canadiens français, leur réaction contre l'hitlérisme et « les formes de tyrannie qui fleurissent dans les pays totalitaires », et donnant la mesure de la contribution des Québécois à l'effort de guerre canadien<sup>62</sup>.

Gilles Gallichan

## Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Ce texte a été repris d'une ébauche rédigée par l'auteur de la reconstitution de la session de 1941, M. Daniel Machabée.
2. On trouve le texte de cet appel aux Canadiens français dans *La France n'a pas perdu la guerre. Discours et messages* de Charles de Gaulle, New York, Didier [1944], p. 17-18.
3. Sur les Québécois et la guerre, voir : Éric Amyot, *Le Québec entre Pétain et de Gaulle. Vichy, la France libre et les Canadiens français 1940-1945*, Montréal, Fides, 1999; Gilles Gallichan, « Le bouleversement intime. Le Québec et la France vaincue de juin 1940 », *Les Cahiers des Dix*, n° 59 (2005), p. 239-283.
4. Voir l'introduction de la session de 1940.
5. Il s'agit d'un premier jalon de ce qui deviendra plus tard le traité de défense de l'Atlantique Nord. Selon les mémoires d'Hector Laferté, l'absence de Canadiens français au sein de cette commission militaire bilatérale aurait soulevé l'indignation d'Ernest Lapointe qui aurait menacé de démissionner de son poste si on ne donnait pas justice aux francophones dans cette organisation. Hector Laferté, *Derrière le trône, mémoires d'un parlementaire québécois 1936-1958*, Sillery, Septentrion, 1998, p. 179-180.
6. Sur cette question, voir : Jacques Michon, *1940-1948, les éditeurs québécois et l'effort de guerre*, Montréal, BAnQ, 2009, 180 p.; Jacques Michon (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec, vol. 2, Le temps des éditeurs, 1940-1959*, Montréal, Fides, 2004, p. 13-53.
7. L'actuel restaurant Le Parlementaire, qui porta le nom de Café du Parlement jusqu'en 1972.
8. « Le dîner des journalistes », *Le Soleil*, 18 février 1941, p. 3.
9. « L'appel du cardinal Villeneuve », *Le Devoir*, 17 septembre 1940, p. 8.
10. L. Groulx, *Mes mémoires*, tome 4, Montréal, Fides, 1974, p. 231.
11. Discours du cardinal J.-M.-R. Villeneuve à Toronto le 18 avril 1941, cité dans : Lionel Groulx, *Mes mémoires*, p. 221.
12. L. Groulx, *Mes mémoires*, p. 222. Il manque encore à l'heure actuelle une étude approfondie sur le personnage que fut le cardinal Villeneuve et sur son influence sur la société québécoise et canadienne dans les années 1930 et 1940.
13. « Il faudra des années pour détruire la marine anglaise », *Le Soleil*, 27 février, 1941, p. 3; Gary Levy, « Beauséne, d'Egville et l'Association parlementaire de l'Empire », *Revue parlementaire canadienne*, vol. 9, n° 4, hiver 1986-1987, p. 18-21; pour le détail des discussions qui se sont tenues autour de la visite de Sir Howard d'Egville à Québec, voir : H. Laferté, *Derrière le trône*, p. 186-189. On y apprend qu'en cas d'invasion de l'Angleterre par les nazis le gouvernement impérial britannique aurait pu envisager de se replier en territoire canadien.
14. *Le Soleil*, 6 mars 1941, p. 14.
15. « M. Godbout ouvre la campagne électorale de M. Perrier à Saint-Jérôme », *Le Devoir*, 4 novembre 1940, p. 8.
16. Selon Robert Rumilly, il faudrait attribuer cette expression à T.-D. Bouchard qui l'aurait utilisée le premier dans un discours à Saint-Hyacinthe le 13 octobre 1940. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXVIII, *La guerre de 1939-1945, Ernest Lapointe*, Montréal, Fides, 1968, p. 236-237.
17. Duplessis voit dans les réformes de Perrier en éducation, un plan visant à l'assimilation des francophones. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, p. 237-239.
18. « M. Duplessis à Ste-Thérèse », *Le Devoir*, 6 novembre 1940, p. 2; « M. Duplessis à Terrebonne et à Saint-Jérôme », *Le Devoir*, 11 novembre 1940, p. 8.
19. « Dans Mégantic. M. Duplessis à Plessisville », *Le Devoir*, 15 novembre 1940, p. 2.
20. « M. Maurice Duplessis dénonce l'administration Godbout », *Le Devoir*, 18 novembre 1940, p. 6.
21. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, p. 240-244.
22. « La 2<sup>ème</sup> session de la Législature provinciale s'ouvrira mardi prochain à Québec », *Le Soleil*, 4 janvier 1941, p. 3.
23. « Événement mondain au parlement », *Le Soleil*, 8 janvier 1941, p. 7; la sourdine imposée par la guerre à l'éclat traditionnel de l'ouverture de la session a indisposé certains membres des deux Chambres, voir : H. Laferté, *Derrière le trône*, p. 181.
24. « La 2<sup>ème</sup> session de la Législature ... », *loc cit.*, p. 4; « Le diagramme de l'Assemblée législative », *Le Devoir*, 4 janvier 1941, p. 3.
25. « La session provinciale », *La Presse*, 7 janvier 1941, p. 6.
26. « L'assurance chômage et M. Duplessis », *Le Soleil*, 8 janvier 1941, p. 8.
27. Les libéraux ont souvent reproché à Duplessis, alors premier ministre, de ne pas s'être présenté lui-même devant la commission. Celui-ci a toujours répondu que les commissaires ont pu prendre note des objections du Québec dans le mémoire de la province qui fut présenté à la commission par l'avocat Émery Beaulieu. Voir la séance du 28 janvier 1941.
28. « M. Godbout et la conférence d'Ottawa », *Le Canada*, 9 janvier 1941, p. 2.
29. « Une conférence historique à Ottawa », *Le Soleil*, 13 janvier 1941, p. 1; dans son édition du lendemain, *Le Soleil* a publié les photos de tous les membres de la délégation québécoise, 14 janvier 1941, p. 3.
30. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, p. 288.
31. « L'attitude de M. Duplessis », *La Presse*, 16 janvier 1941, p. 10.
32. « Intéressant débat sur le rapport de la Commission Sirois au Conseil législatif », *Le Soleil*, 9 janvier 1941, p. 3.
33. René Chaloult, *Mémoires politiques*, Montréal, Éditions du Jour, 1969, p. 121-124.
34. La motion avait été inscrite au *Feuilleton*, le 4 janvier 1941, avant même l'ouverture de la session.
35. « L'Hydro de Québec », *L'Événement-Journal*, 16 mai 1941, p. 1.
36. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, tome XXXIX, *La guerre de 1939-1945, Le plébiscite*, Montréal, Fides, 1969, p. 14.

- 
37. Ce sont des réflexions que se fait André Laurendeau dans un essai publié à cette époque. A. Laurendeau, *Alerte aux Canadiens français!*, Montréal, Éditions de l'Action nationale, 1940, 28 p.
38. « Québec doit rester province française », *La Presse*, 21 janvier 1941, p. 11; « Godbout et Mathewson dénoncent la lutte des colonards; la culture canadienne-française est un appoint pour le pays », *Le Soleil*, 21 janvier 1941, p. 3.
39. « Le Prix d'Europe changera de nom », *L'Action catholique*, 29 janvier 1941, p. 1.
40. Le débat sur cette loi (6 mai 1941) est l'occasion de saluer la mémoire du cofondateur de la BSS et ancien journaliste à la Tribune de la presse de Québec, Ægidius Fauteux, décédé en avril 1941. On souhaite que son successeur soit d'un aussi haut calibre. Une rumeur court autour du nom de Jean Bruchési. Le poste sera finalement offert à Jean-Marie Nadeau.
41. *La Presse* 16 janvier 1941, p. 11.
42. « M. Mathewson », *Le Soleil*, 19 mars 1941, p. 22.
43. « Le budget provincial », *Le Soleil*, 18 mars 1941, p. 6.
44. « Good News for Quebec », *The Montreal Daily Star*, 19 mars 1941, p. 10.
45. « Il n'est pas question de discontinuer le paiement des pensions de vieillesse », *Le Soleil*, 29 mars 1941, p. 3.
46. « Lutte contre la tuberculose », *Le Devoir*, 23 octobre 1940, p. 1.
47. Gilles Gallichan, *Les Québécoises et le barreau. L'histoire d'une difficile conquête 1914-1941*, Sillery, Septentrion, 1999, p. 99-119.
48. « Filles, femmes mariées ou veuves à l'emploi du gouvernement », *Le Devoir*, 19 mars 1941, p. 2.
49. Ce n'est qu'en 1950 que la dernière seigneurie, celle de Mingan, disparaîtra. En 1965, on versera à la Caisse de dépôt et placement du Québec les sommes résiduelles prévues à l'origine pour le rachat des droits seigneuriaux.
50. Données de *Statistiques Canada*, citées dans *Bilan du siècle* en ligne, [www.bilan.usherbrooke.ca](http://www.bilan.usherbrooke.ca).
51. La base militaire aérienne de Bagotville sera ouverte en 1942 pour l'entraînement des pilotes.
52. « Bon renom du service civil de notre province », *La Presse*, 11 janvier 1941, p. 51.
53. « Nouveau code de procédure parlementaire », *La Presse*, 29 janvier 1941, p. 12; « Refonte du Règlement », *La Patrie*, 29 janvier 1941, p. 6. Les archives de l'Assemblée nationale conservent un exemplaire du Règlement de 1915 annoté de la main de L.-P. Geoffrion et dans lequel il a colligé des notes qui lui ont servi à réaliser cette refonte.
54. *L'Événement-Journal*, 5 mai 1941, p. 4.
55. *L'Événement-Journal*, 21 avril 1941, p. 4; « Qui ne dit mot consent », *Le Soleil*, 3 mai 1941, p. 4.
56. *Le Soleil*, 29 janvier 1941, p. 3.
57. « La session de Québec », *Le Soleil*, 14 avril 1941, p. 4.
58. *Le Canada*, 29 janvier 1941, p. 1.
59. « À l'aurore d'une active session », *L'Événement-Journal*, 8 janvier 1941, p. 4.
60. « Vacances parlementaires », *La Presse*, 20 mai 1941, p. 6.
61. « Work for the Legislature », *The Montreal Daily Star*, 8 janvier 1941, p. 10; « Quebec Second War Session Under Way », *The Quebec Chronicle-Telegraph*, 8 janvier 1941, p. 4.
62. « La loyauté des Canadiens français ne s'est pas démentie, dit Godbout », *Le Droit*, 17 mai 1941, p. 1. Le 7 avril, le premier ministre avait prononcé une conférence devant le Club canadien à l'hôtel Windsor, à Montréal, sur l'unité canadienne et sur la participation des Canadiens français à l'effort de guerre.

## BIBLIOGRAPHIE

### Journaux de base

*Action catholique, L'*  
*Canada, Le*  
*Devoir, Le*  
*Événement-Journal, L'*  
*Gazette, The*  
*Montreal Daily Herald, The*  
*Montreal Daily Star, The*  
*Patrie, La*  
*Presse, La*  
*Quebec Chronicle-Telegraph, The*  
*Soleil, Le*

### Journaux complémentaires

*Action, L'*  
*Autorité nouvelle*  
*Avenir du Nord, L'*  
*Berthelais, Le*  
*Bien Public, Le*  
*Bonne parole, La*  
*Boussole, La*  
*Bulletin des agriculteurs, Le*  
*Canada français, Le*  
*Canadian Labour Press, The*  
*Canadien/Le Canadien libéral, Le*  
*Canadien de Thetford, Le*  
*Chronique de Magog, La*  
*Clairon de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Clarté, La*  
*Colon, Le*  
*Courrier de Bellechasse, Le*  
*Courrier de Berthierville, Le*  
*Courrier de Laviolette, Le*  
*Courrier de Montmagny, Le*  
*Courrier de Saint-Hyacinthe, Le*  
*Courrier de Sorel, Le*  
*Dorchester, Le*  
*Droit, Le*  
*Drummondville Spokesman, The*  
*Écho de Frontenac, L'*  
*Écho de Lotbinière, L'*  
*Écho de Portneuf-Presse, L'*  
*Écho de Saint-Justin, L'*  
*Écho du Bas-Saint-Laurent, L'*  
*Écho du Nord, L'*  
*Éclaireur, L'*  
*Étoile de l'Est, L'*  
*Étoile du Nord, L'*  
*Frontière, La*  
*Gazette de Valleyfield, La*  
*Gazette du Nord, La*

*Guide, Le*  
*Homme libre, L'*  
*Illustration nouvelle, L'*  
*Jour, Le*  
*Journal de Waterloo, Le*  
*Mégantic, Le*  
*Messenger de Verdun, Le*  
*Monde ouvrier, Le*  
*Nicolétain, Le*  
*Nouvelliste, Le*  
*Ordre, L'*  
*Opinion de Hull, L'*  
*Parole, La*  
*Petit Journal, Le*  
*Peuple, Le*  
*Progrès de L'Islet, Le*  
*Progrès de Valleyfield, Le*  
*Progrès du Golfe, Le*  
*Progrès du Saguenay, Le*  
*Régional, Le*  
*Revue de Granby, La*  
*Rouyn-Noranda Press, The*  
*Saint-Laurent, Le*  
*Sherbrooke Daily Record, The*  
*Sherbrooke Telegram*  
*Sorelois, Le*  
*St. Maurice Valley Chronicle, The*  
*Standard, The*  
*Stanstead Journal, The*  
*Temps, Le*  
*Terre de Chez Nous, La*  
*Tribune, La (Saint-Hyacinthe)*  
*Tribune de Sherbrooke, La*  
*Union des Cantons de l'Est, L'*  
*Unité, L'*  
*Voix de l'Est, La*  
*Voix des Bois-Francs, La*  
*Voix des Mille-Isles, La*  
*Voix du peuple, La*

#### **Autres sources**

Mathewson, James Arthur. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. A. Mathewson, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 18 mars 1941.* [s.l.]: 1941. 14 p. Publié également en anglais.

*Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1941, Québec 1941.*

*Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1941, Québec 1941.*

Québec, Prov. *Bills*, 2<sup>e</sup> session, 21<sup>e</sup> Parlement, 1941.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXXVI: Session 1941*, Québec, 1941, vi, 353, lx p.



Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1941, Vol. LXXVI*, Québec, 1941, vi, 354, xlviii p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 5 George VI, Québec, Printer of the King, Québec, 1941, vii, 546 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 5 George VI, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1941, vii, 519 p.

*Rapports des comités généraux, 2<sup>e</sup> session, 1941.*



## TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources.....	xxiii
Bibliographie.....	xxvii
Table des matières.....	xxx
L'Exécutif en 1941.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique.....	xxxvii
Par ordre de circonscription.....	xxxix
Débats	
1 Séance du mardi 7 janvier 1941.....	1
2 Séance du mercredi 8 janvier 1941.....	7
3 Séance du mardi 28 janvier 1941.....	23
4 Séance du mercredi 29 janvier 1941.....	37
5 Séance du jeudi 30 janvier 1941.....	51
6 Séance du mardi 4 février 1941.....	59
7 Séance du mercredi 5 février 1941.....	71
8 Séance du jeudi 6 février 1941.....	91
9 Séance du mardi 11 février 1941.....	103
10 Séance du mercredi 12 février 1941.....	115
11 Séance du jeudi 13 février 1941.....	135
12 Séance du mardi 18 février 1941.....	145
13 Séance du mercredi 19 février 1941.....	155
14 Séance du jeudi 20 février 1941.....	171
15 Séance du mardi 25 février 1941.....	177
16 Séance du mercredi 26 février 1941.....	191
17 Séance du jeudi 27 février 1941.....	213

18 Séance du mardi 4 mars 1941 .....	225
19 Séance du mercredi 5 mars 1941.....	241
20 Séance du jeudi 6 mars 1941.....	259
21 Séance du mardi 11 mars 1941 .....	269
22 Séance du mercredi 12 mars 1941.....	277
23 Séance du jeudi 13 mars 1941.....	289
24 Séance du mardi 18 mars 1941 .....	299
25 Séance du mercredi 19 mars 1941.....	321
26 Séance du jeudi 20 mars 1941.....	331
27 Séance du mardi 25 mars 1941 .....	349
28 Séance du mercredi 26 mars 1941.....	371
29 Séance du jeudi 27 mars 1941.....	387
30 Séance du mardi 1 <sup>er</sup> avril 1941.....	397
31 Séance du mercredi 2 avril 1941 .....	423
32 Séance du jeudi 3 avril 1941 .....	445
33 Séance du mardi 15 avril 1941 .....	479
34 Séance du mercredi 16 avril 1941 .....	493
35 Séance du jeudi 17 avril 1941 .....	509
36 Séance du vendredi 18 avril 1941 .....	513
37 Séance du mardi 22 avril 1941.....	523
38 Séance du mercredi 23 avril 1941 .....	541
39 Séance du jeudi 24 avril 1941 .....	555
40 Séance du vendredi 25 avril 1941 .....	577
41 Séance du mardi 29 avril 1941 .....	579
42 Séance du mercredi 30 avril 1941 .....	593
43 Séance du jeudi 1 <sup>er</sup> mai 1941 .....	609
44 Séance du vendredi 2 mai 1941.....	629
45 Séance du mardi 6 mai 1941 .....	633

46	Séance du mercredi 7 mai 1941 .....	649
47	Séance du jeudi 8 mai 1941.....	663
48	Séance du vendredi 9 mai 1941.....	679
49	Séance du lundi 12 mai 1941 .....	683
50	Séance du mardi 13 mai 1941 .....	695
51	Séance du mercredi 14 mai 1941 .....	711
52	Séance du jeudi 15 mai 1941.....	739
53	Séance du vendredi 16 mai 1941.....	753
54	Séance du samedi 17 mai 1941 .....	771

Index des participants .....	773
Index des sujets .....	801
Index des bills publics et privés .....	823



**L'HONORABLE EUGÈNE Fiset**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1941**

**(du 7 janvier au 13 mai 1941)**

L'honorable Joseph-Adélar Godbout, premier ministre, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation

L'honorable Oscar Drouin, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries maritimes

L'honorable Wilfrid Girouard, procureur général

L'honorable Henri Groulx, ministre du Bien-être social et ministre de la Santé

L'honorable Hector Perrier, secrétaire de la province

L'honorable Pierre-Émile Côté, ministre des Terres et Forêts, de la Chasse et des Pêcheries

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard, ministre des Travaux publics et ministre de la Voirie

L'honorable James Arthur Mathewson, trésorier de la province

L'honorable Frank Lawrence Connors, ministre sans portefeuille

L'honorable Georges-Étienne Dansereau, ministre sans portefeuille

L'honorable Léon Casgrain, ministre sans portefeuille

L'honorable Louis-Joseph Thisdel, ministre sans portefeuille

L'honorable Cléophas Bastien, ministre sans portefeuille

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre sans portefeuille

L'honorable François-Philippe Brais, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Bernard Bissonnette

**L'HONORABLE EUGÈNE Fiset**

**Lieutenant-gouverneur de la province de Québec**

**Membres du Conseil exécutif  
1941**

**(du 13 mai au 17 mai 1941)**

L'honorable Joseph-Adélar Godbout, premier ministre, ministre de l'Agriculture et ministre de la Colonisation

L'honorable Oscar Drouin, ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail et ministre des Mines et des Pêcheries maritimes

L'honorable Wilfrid Girouard, procureur général

L'honorable Henri Groulx, ministre du Bien-être social et ministre de la Santé

L'honorable Hector Perrier, secrétaire de la province

L'honorable Pierre-Émile Côté, ministre des Terres et Forêts et ministre de la Chasse et de la Pêche

L'honorable Téléphore-Damien Bouchard, ministre des Travaux publics et ministre de la Voirie

L'honorable James Arthur Mathewson, trésorier de la province

L'honorable Frank Lawrence Connors, ministre sans portefeuille

L'honorable Georges-Étienne Dansereau, ministre sans portefeuille

L'honorable Léon Casgrain, ministre sans portefeuille

L'honorable Louis-Joseph Thisdel, ministre sans portefeuille

L'honorable Cléophas Bastien, ministre sans portefeuille

L'honorable Wilfrid Hamel, ministre sans portefeuille

L'honorable François-Philippe Brais, ministre sans portefeuille

**Orateur**

L'honorable Bernard Bissonnette



**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
ALLARD, Félix	L	Abitibi
BARRETTE, Antonio	UN	Joliette
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BEAULAC, Polydore	L	Saint-Maurice
BEAULIEU, Joseph-Alphonse	L	Témiscouata
BÉGIN, Joseph-Damase	UN	Dorchester
BIENVENUE, Valmore	L	Bellechasse
BIRON, Henri-Napoléon	L	Nicolet
BISSONNETTE, Bernard	L	L'Assomption
BONVOULOIR, Émile	L	Iberville
BOUCHARD, François-Xavier	L	Québec
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUCHER, Émile	L	Montréal-Saint-Henri
BOURQUE, John Samuel	UN	Sherbrooke
BULLOCK, Charles Munson	L	Shefford
CARON, Alexis	L	Hull
CARON, Joseph-Georges	L	Maisonneuve
CASGRAIN, Léon	L	Kamouraska-Rivière-du-Loup
CASGRAIN, Perreault	L	Gaspé-Nord
CHALOULT, René	L	Lotbinière
CHOQUETTE, Fernand	L	Montmagny
COMEAU, Joseph-Jean-Léopold	L	Montréal-Verdun
CONNORS, Francis Lawrence	L	Montréal-Sainte-Anne
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
DANSEREAU, Georges-Étienne	L	Argenteuil
DELAGRAVE, Charles	L	Québec-Ouest
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DROUIN, Oscar	L	Québec-Est
DUBREUIL, Joseph-Émile	L	Montréal-Jeanne-Mance
DUFFY, William James	L	Compton
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUMAINE, Cyrille	L	Bagot
DUMOULIN, Jacques	L	Montmorency
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	UN	Trois-Rivières
DUVAL, Joseph-Odilon	L	Montcalm
ÉLIE, Antonio	UN	Yamaska
FILLION, Joseph-Ludger	L	Lac-Saint-Jean
FORTIN, Roméo	L	Châteauguay-Laprairie
FRANCOEUR, Joseph-Achille	L	Montréal-Mercier
FRANCOEUR, Joseph-Georges	L	Lévis
FRÉGEAU, Raymond-François	L	Stanstead
GAGNON, Henri-Louis	L	Frontenac
GAGNON, Onésime	UN	Matane
GAUTHIER, Paul	L	Montréal-Laurier
GIROUARD, Wilfrid	L	Arthabaska
GODBOUT, Joseph-Adélar	L	L'Islet
GOSSELIN, Henri-A.	L	Missisquoi
GOULET, Paul-Oliva	L	Témiscamingue
GROULX, Henri	L	Montréal-Outremont
GUIBORD, Edmond	L	Laviolette

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
HAMEL, Wilfrid	L	Saint-Sauveur
HARTT, Maurice	L	Montréal-Saint-Louis
HOUDE, Camillien	I	Montréal-Sainte-Marie
HYDE, George Gordon	L	Westmount-Saint-Georges
JOYAL, Dorvina-Évariste	L	Chambly
KIRKLAND, Charles-Aimé	L	Jacques-Cartier
LABBÉ, Tancrède	UN	Mégantic
LANGLAIS, Hormisdas	UN	Îles-de-la-Madeleine
LAPORTE, Thomas	L	Wolfe
LAWN, Edward Charles	L	Pontiac
LEDUC, François-Joseph	L	Laval
LORRAIN, Roméo	UN	Papineau
MATHEWSON, James Arthur	L	Montréal-Notre-Dame-de-Grâce
MESSIER, Félix	L	Richelieu-Verchères
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
MORIN, Joseph-Philias	UN	Champlain
MORIN, Joseph-William	L	Québec-Centre
NADON, Joseph-Célestin	L	Gatineau
PANET, Henri-Pascal	L	Rouville
PAQUETTE, Joseph-Henri-Albiny	UN	Labelle
PERRIER, Hector	L	Terrebonne
PLAMONDON, Lucien	L	Portneuf
POTVIN, Georges	L	Roberval
POULIOT, Camille-Eugène	UN	Gaspé-Sud
RAJOTTE, Arthur	L	Drummond
RENAULT, Henri-René	L	Beauce
ROBINSON, Jonathan	UN	Brome
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
ROSS, James Walker	L	Huntingdon
SABOURIN, Alphide	L	Vaudreuil-Soulanges
SAUVÉ, Delpha	UN	Beauharnois
SAUVÉ, Joseph-Mignault-Paul	UN	Deux-Montagnes
TALBOT, Antonio	UN	Chicoutimi
THISDEL, Louis-Joseph	L	Maskinongé
TOUPIN, Joseph-Roméo	L	Montréal-Saint-Jacques

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Allard, Félix
ARGENTEUIL	L	Dansereau, Georges-Étienne
ARTHABASKA	L	Girouard, Wilfrid
BAGOT	L	Dumaine, Cyrille
BEAUCE	L	Renault, Henri-René
BEAUHARNOIS	UN	Sauvé, Delpha
BELLECHASSE	L	Bienvenue, Valmore
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	UN	Robinson, Jonathan
CHAMBLY	L	Joyal, Dorvina-Évariste
CHAMPLAIN	UN	Morin, Joseph-Philias
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY-LAPRAIRIE	L	Fortin, Roméo
CHICOUTIMI	UN	Talbot, Antonio
COMPTON	L	Duffy, William James
DEUX-MONTAGNES	UN	Sauvé, Joseph-Mignault-Paul
DORCHESTER	UN	Bégin, Joseph-Damase
DRUMMOND	L	Rajotte, Arthur
FRONTENAC	L	Gagnon, Henri-Louis
GASPÉ-NORD	L	Casgrain, Perreault
GASPÉ-SUD	UN	Pouliot, Camille-Eugène
GATINEAU	L	Nadon, Joseph-Célestin
HULL	L	Caron, Alexis
HUNTINGDON	L	Ross, James Walker
IBERVILLE	L	Bonvouloir, Émile
ÎLES-DE-LA-MADELEINE	UN	Langlais, Hormisdas
JACQUES-CARTIER	L	Kirkland, Charles-Aimé
JOLIETTE	UN	Barrette, Antonio
KAMOURASKA-RIVIÈRE-DU-LOUP	L	Casgrain, Léon
L'ASSOMPTION	L	Bissonnette, Bernard
LABELLE	UN	Paquette, Joseph-Henri-Albiny
LAC-SAINT-JEAN	L	Fillion, Joseph-Ludger
LAVAL	L	Leduc, François-Joseph
LAVIOLETTE	L	Guibord, Edmond
LÉVIS	L	Francoeur, Joseph-Georges
L'ISLET	L	Godbout, Joseph-Adélar
LOTBINIÈRE	L	Chaloult, René
MAISONNEUVE	L	Caron, Joseph-Georges
MASKINONGÉ	L	Thisdel, Louis-Joseph
MATANE	UN	Gagnon, Onésime
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	UN	Labbé, Tancrède
MISSISQUOI	L	Gosselin, Henri-A.
MONTCALM	L	Duval, Joseph-Odilon
MONTMAGNY	L	Choquette, Fernand
MONTMORENCY	L	Dumoulin, Jacques
MONTREAL-JEANNE-MANCE	L	Dubreuil, Joseph-Émile
MONTREAL-LAURIER	L	Gauthier, Paul
MONTREAL-MERCIER	L	Francoeur, Joseph-Achille

**LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**  
**par circonscription**

<b>Circonscription</b>	<b>Allégeance politique</b>	<b>Député</b>
MONTREAL-NOTRE-DAME-DE-GRACE	L	Mathewson, James Arthur
MONTREAL-OUTREMONT	L	Groulx, Henri
MONTREAL-SAINTE-ANNE	L	Connors, Francis Lawrence
MONTREAL-SAINTE-MARIE	I	Houde, Camillien
MONTREAL-SAINTE-HENRI	L	Boucher, Émile
MONTREAL-SAINTE-JACQUES	L	Toupin, Joseph-Roméo
MONTREAL-SAINTE-LOUIS	L	Hartt, Maurice
MONTREAL-VERDUN	L	Comeau, Joseph-Jean-Léopold
NICOLET	L	Biron, Henri-Napoléon
PAPINEAU	UN	Lorrain, Roméo
PONTIAC	L	Lawn, Edward Charles
PORTNEUF	L	Plamondon, Lucien
QUEBEC	L	Bouchard, François-Xavier
QUEBEC-CENTRE	L	Morin, Joseph-William
QUEBEC-EST	L	Drouin, Oscar
QUEBEC-OUEST	L	Delagrave, Charles
RICHELIEU-VERCHERES	L	Messier, Félix
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
ROBERVAL	L	Potvin, Georges
ROUVILLE	L	Panet, Henri-Pascal
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-MAURICE	L	Beaulac, Polydore
SAINT-SAUVEUR	L	Hamel, Wilfrid
SHEFFORD	L	Bullock, Charles Munson
SHERBROOKE	UN	Bourque, John Samuel
STANSTEAD	L	Frégeau, Raymond-François
TÉMISCAMINGUE	L	Goulet, Paul-Oliva
TÉMISCOUATA	L	Beaulieu, Joseph-Alphonse
TERREBONNE	L	Perrier, Hector
TROIS-RIVIÈRES	UN	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL-SOULANGES	L	Sabourin, Alphide
WESTMOUNT-SAINTE-GEORGES	L	Hyde, George Gordon
WOLFE	L	Lapointe, Thomas
YAMASKA	UN	Élie, Antonio

**Allégeance politique :**

- I - Indépendant
- L - Libéral
- UN - Union nationale





Séance du mardi 7 janvier 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent auprès de Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif.

**Discours  
du trône<sup>1</sup>**

**Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment où Leurs Majestés, le roi George VI et la reine Elizabeth s'attirent l'admiration du monde entier en restant dans leur capitale, sous le coup de bombes incendiaires, le Canada est particulièrement honoré d'avoir, comme successeur du regretté lord Tweedsmuir, un gouverneur général qui tient de très près à la famille royale. L'accueil que notre province a fait au distingué comte d'Athlone atteste les sentiments que notre population entretient à l'égard du représentant du roi.

L'horrible guerre qui a ravagé les plus beaux pays d'Europe entre dans sa phase définitive. Les malheurs de la France, qui nous touchent si profondément, nous portent à redouter davantage l'odieuse hégémonie de l'Allemagne. L'Empire britannique apparaît comme le dernier rempart des libertés humaines. Le peuple de la Grande-Bretagne a conquis le cœur de toutes les nations par sa vaillance à endurer les pires souffrances et les plus lourdes épreuves.

Cette ténacité à triompher de la barbarie trouve un écho au Canada, où chacune des provinces s'empresse à donner sa pleine mesure. L'enthousiasme avec lequel notre jeunesse s'est livrée à l'entraînement militaire, le nombre sans cesse croissant de nos volontaires, le concours de notre classe ouvrière et de nos agriculteurs pour activer la production servant aux fins de guerre, sont autant d'indices de l'esprit qui règne dans Québec. Notre population a compris que la trésorerie ne peut équilibrer son budget sans qu'une politique d'économie s'ajoute au prélèvement d'impôts. C'est en procédant de la sorte que la province fera honneur à ses obligations et ne grèvera pas trop lourdement les générations futures.

Mon gouvernement est désireux de collaborer avec les autorités fédérales en participant à la prochaine conférence interprovinciale. Le premier ministre et plusieurs de ses collègues assisteront à cette conférence. Tout en se prêtant à une coopération indispensable au maintien et au progrès de la Confédération canadienne, ils verront d'un commun accord à conserver intégralement les droits et privilèges sur lesquels repose l'autonomie de la province.

En des temps difficiles comme ceux que nous traversons, et avec les changements rapides qui s'opèrent au sein des grandes agglomérations, le bien-être social devient un problème de premier ordre. Pour répondre à des besoins urgents, le gouvernement a cru devoir confier au ministre de la Santé le soin d'apporter l'assistance voulue. Un projet de loi vous sera soumis pour prévenir l'expansion de certaines maladies contagieuses.

Les conditions de l'heure présente, et celles que fera fatalement surgir l'après-guerre, exigent un enseignement pratique et réaliste qui mettra notre jeunesse en état de conquérir une place plus importante dans la vie économique de notre pays. Le nouveau secrétaire provincial possède une longue expérience dans le domaine de l'instruction publique. Son concours sera donc fort utile pour l'étude et la mise en vigueur des modifications que l'on réclame.

Plusieurs commissions scolaires se trouvent dans une situation financière inquiétante. Il vous sera suggéré certains moyens d'y remédier. Non content d'encourager l'établissement d'industries propres à améliorer le sort de nos agriculteurs, telles que la culture du lin et de la betterave à sucre, et la fabrication du cidre, le gouvernement vous proposera d'adopter une loi destinée à assurer un meilleur drainage des terres. Il vous invitera, en outre, à

réviser les lois concernant la colonisation de façon à en réduire la complexité et à les rendre d'application plus facile.

L'utilisation de la force motrice pour le défrichement libère le colon de sa tâche la plus pénible et accélère la mise en culture des terres nouvelles. Mon gouvernement a l'intention de généraliser ce procédé moderne, dont l'essai a donné des résultats entièrement satisfaisants.

L'inauguration de la route reliant Montréal, Mont-Laurier, Amos et Senneterre, a révélé les avantages que retireront nos districts miniers, nos régions de colonisation et notre métropole d'une voie directe de communication. Le ministère de la Voirie s'occupera en particulier cette année d'améliorer la route qui rattache les principaux centres de la province à l'État de New York, d'où nous vient un flot constant de touristes.

La forêt, qui sert actuellement à hâter la victoire de nos armes, restera une de nos plus importantes sources de richesse dès que la paix sera rétablie. Il convient d'amener l'industrie à tirer parti de tous nos bois et à créer plus d'emplois pour nos ouvriers. Des lois vous seront présentées à cette fin. Il paraît opportun de modifier plusieurs articles du Code municipal et de la loi des cités et villes. Votre attention y sera attirée. Des amendements devront également être apportés à la loi des liqueurs, pour favoriser la tempérance et pour enrayer le commerce clandestin, grandement responsable des abus qui se commettent dans la consommation de l'alcool.

L'heure semble venue d'étendre aux employés permanents du service extérieur les privilèges dont bénéficient nos employés permanents du service intérieur. Il vous appartiendra de donner votre assentiment à ce projet.

Tous les membres de notre classe ouvrière, nos pêcheurs de la Côte-Nord et de la Gaspésie, et ceux qui accomplissent un si dur labeur dans nos mines continueront de faire l'objet de la sollicitude de mon gouvernement.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes du dernier exercice seront déposés devant vous. Vous serez priés de voter les crédits requis pour la prochaine année fiscale.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'ordre public.

Je demande à la divine Providence de guider vos délibérations et de vous aider à faire régner la justice et le bien-être parmi notre population.

Et les députés étant de retour,

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** fait son entrée en Chambre à 3 h 45<sup>2</sup>.

(Applaudissements du côté ministériel)

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs!

#### Brefs d'élection:

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que, à la réception de la notification suivante, j'ai adressé au secrétaire de la chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du district électoral de Mégantic.

#### Vacances dans les districts électoraux:

##### District électoral de Mégantic

Québec, le 3 octobre 1940

Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Monsieur l'Orateur,

Je donne par les présentes ma démission de député du district électoral de Mégantic à l'Assemblée législative de Québec.

Veuillez agréer, Monsieur l'Orateur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Louis Houde<sup>3</sup>

La lettre de démission ci-dessus a été signée en notre présence.

R. Potvin,  
L.-P. Lavallée

##### District électoral de Terrebonne

**M. l'Orateur** lit également la lettre de démission du député de Terrebonne, M. Athanase David<sup>4</sup>.



Québec, le 14 février 1940

Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Monsieur l'Orateur,

Les fonctions de député étant incompatibles avec celles de sénateur auxquelles le gouvernement du Canada vient de me nommer, je donne par les présentes ma démission de député du district électoral de Terrebonne à l'Assemblée législative du Québec.

Veuillez agréer, M. l'Orateur, l'assurance de mes sentiments dévoués.

(signé) Athanase David

La lettre de démission ci-dessus a été signée en notre présence.

(signé) Hector Poirier,  
(signé) Roger Brossard

#### Certificats d'élection:

**M. l'Orateur** informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la chancellerie les certificats d'élections suivants:

#### District électoral de Terrebonne

BUREAU DU SECRÉTAIRE  
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1941

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent quarante et adressé à M. Paul Larose, avocat et président d'élection résidant à Sainte-Thérèse, l'honorable M. Hector Perrier, avocat à Montréal, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du district électoral de Terrebonne à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Athanase David, démissionnaire.

Le secrétaire de la chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### District électoral de Mégantic

BUREAU DU SECRÉTAIRE  
DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 7 janvier 1941

À Monsieur l'Orateur  
de l'Assemblée législative  
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le vingt-cinq octobre mil neuf cent quarante et adressé à M. André Dostie, courtier et président d'élection résidant à Thetford Mines, M. Tancrede Labbé, négociant à Thetford Mines, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du district électoral de Terrebonne à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable M. Louis Houde, démissionnaire.

Le secrétaire de la chancellerie,  
L.-P. Geoffrion

#### Présentation de nouveaux députés:

#### M. Hector Perrier, Terrebonne

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** et **l'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** présentent à la Chambre le nouveau député de Terrebonne, M. Perrier. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** prend son siège en Chambre<sup>5</sup>.  
(Applaudissements du côté ministériel)

#### M. Tancrede Labbé, Mégantic

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** et **M. Gagnon (Matane)** présentent à la Chambre le nouveau député de Mégantic, M. Labbé. Celui-ci a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, et il réclame maintenant le droit de siéger<sup>6</sup>.

**M. l'Orateur** l'invite à prendre séance.

**M. Labbé (Mégantic)** prend son siège en Chambre.

(Applaudissements du côté de l'opposition)<sup>7</sup>

#### **Prestation des serments d'office**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Discours du trône**

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

(La Chambre dispense avec empressement l'Orateur de relire le discours du trône.)

#### **Prise en considération du discours du trône**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que le discours du trône, prononcé devant les deux Chambres de la Législature, soit pris en considération à la prochaine séance.

Adopté.

#### **Formation des comités permanents**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;

5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;

6. un comité des industries et du commerce;

7. un comité du Code municipal;

8. un comité des bills privés en général;

9. un comité des bills publics en général;

10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et, que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

#### **Composition d'un comité spécial**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Adopté.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que les honorables MM. Godbout, Bouchard, Mathewson, et MM. Duplessis, Sauvé, Delagrave, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Lawn, Messier et Robinson forment ledit comité spécial.

Adopté.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

##### **Nominations au service civil**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne),** secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur les deux messages suivants de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

**M. l'Orateur** lit le premier message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 7 janvier 1941  
(Document de la session no 3)

### Rapport de l'Imprimeur du Roi

**M. l'Orateur** lit le second message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 7 janvier 1941  
(Document de la session no 4)

### Travaux de la Chambre:

#### Prolongement du délai de présentation des pétitions

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggère que le délai fixé au 17 janvier, pour présenter à la Chambre les pétitions préliminaires aux bills, soit prolongé de quelques jours, puisque la Chambre ne siégera pas la semaine prochaine.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La proposition du chef de l'opposition est juste. Je l'accepte, dit-il, et la durée de la prolongation sera annoncée plus tard.

### Motions de condoléances:

#### Ajournement en signe de deuil, Décès du député de Saint-Jean-Napierville, M. Bouthillier

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la Chambre s'ajourne maintenant en signe de deuil, à la suite de la mort<sup>8</sup> d'un de nos collègues les plus estimés, M. le Dr A. Bouthillier, député de Saint-Jean-Napierville.

(Une gerbe de fleurs est déposée par le premier ministre sur le pupitre de M. Bouthillier)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je seconde la motion et j'offre les condoléances de l'opposition au gouvernement pour la perte de ce député. J'ai bien connu le député de Saint-Jean-Napierville. J'ai particulièrement apprécié sa courtoisie ainsi que sa gentillesse. Sa loyauté rend sa perte plus cruelle encore.

Je sais qu'il jouissait d'une grande popularité dans son comté. Il avait des adversaires, mais je ne sais pas qu'il eût jamais d'ennemis. Je dépose sur sa tombe les sentiments d'estime et de regrets de l'Union nationale.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 4 heures<sup>9</sup>.

### NOTES

1. Selon la procédure parlementaire, le texte du *Discours du trône* fait l'objet de deux lectures, une première fois à la salle du Conseil législatif par le lieutenant-gouverneur, et une seconde fois par l'Orateur de l'Assemblée législative, à la salle de l'Assemblée législative. Les députés peuvent toutefois exempter l'Orateur de procéder à cette seconde lecture. Selon les *Journaux de l'Assemblée législative*, à la page 4, rien n'indique que cette exemption ait été accordée à l'Orateur. *L'Action catholique* du 8 janvier 1941, à la page 19, souligne

toutefois cette exemption, ce qui nous porte à croire, malgré la contradiction entre les deux sources, que seule la lecture au Conseil législatif ait eu lieu.

Sauvé, député de Deux-Montagnes et capitaine dans l'armée canadienne, est le seul à porter l'uniforme militaire."

2. Au milieu des applaudissements, M. Godbout salue l'Orateur et, souriant, prend son siège au milieu de ses ministres, selon *Le Soleil* du 8 janvier 1941, à la page 3. *Le Devoir* du même jour, à la page 6, précise que la séance a été suspendue pendant un bon quart d'heure, en attendant l'arrivée des ministres qui ont mission d'escorter le lieutenant-gouverneur.

3. Il démissionna de son poste de député pour devenir juge de la Cour des jeunes délinquants du Québec.

4. Il démissionna le 14 février 1940, à la suite de sa nomination comme sénateur de la division de Sorel, le 9 février 1940, selon *La Presse* du 8 janvier 1941, à la page 15. Sa lettre de démission fut lue officiellement par l'Orateur à la séance du 21 février 1940, puis reprise une seconde fois, à la séance du 7 janvier 1941, étant donné que les élections partielles pour le district électoral de Terrebonne n'eurent lieu que le 19 novembre 1940.

5. Selon *Le Canada* du 8 janvier 1941, à la page 7, l'honorable M. Perrier va d'abord serrer la main de l'Orateur, puis il prend place aux banquettes ministérielles, où toutes les mains se tendent pour le féliciter.

6. *Le Soleil* du 8 janvier 1941, à la page 3, indique: "Comme celui-ci voulut passer de préférence à droite de la table qui fait face au trône, le chef de l'Union nationale lui mit résolument la main sur l'épaule pour lui indiquer que, cette fois, il fallait passer à gauche."

7. Après la présentation, le nouveau député de Mégantic va serrer la main de l'Orateur et prend place aux banquettes de l'opposition, selon *Le Canada* du 8 janvier 1941, à la page 7.

8. Décédé à la suite d'un accident d'automobile, selon *Le Soleil* du 8 janvier 1941, à la page 3.

9. Selon *La Presse* du 8 janvier 1941, à la page 15: "Plusieurs banquettes étaient vides, notamment celles de M. Camillien Houde, ancien maire de Montréal détenu dans un camp de concentration, et de l'honorable J. S. Bourque, député de Sherbrooke, officier dans l'armée canadienne, en service au camp d'entraînement de Sherbrooke. Enfin, M. Paul

Séance du mercredi 8 janvier 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 h 15.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Allard);
- de Son Excellence M. Joseph-Aldée Desmarais, évêque d'Amos, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège d'Amos (M. Allard);
- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);
- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);
- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, comté de Saint-Maurice et de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de ladite paroisse et une résolution en date du 3 décembre 1940 des commissaires d'écoles de ladite municipalité (M. Beaulac);
- de dame Isabel Brooks Call (née Mitchell), épouse de Russell Burton Call et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell (M. Bourque);
- de Charles LeBlanc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen (M. Bourque);
- de Robert LeBlanc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen (M. Bourque);
- de Gertrude Jean Crawford Lindsay ou Bishopric et The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay (M. Delagrave);

- de Industrial Life Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire affaire sous son nom anglais ou sous le nom français de l'Industrielle Compagnie d'assurance sur la vie (M. Delagrave);

- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desmarais);

- de The Wales Home, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desmarais);

- de la cité de Grand'Mère et des commissaires d'écoles pour la cité de Grand'Mère, comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite cité et les commissaires d'écoles pour ladite municipalité et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies (M. Guibord);

- de Louis Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de famille de Cohen en celui de Mescon (M. Hartt);

- de Crown Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Thomas Mussen (M. Kirkland);

- de la Commission scolaire Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission (M. Kirkland);

- de George Anthony Alexopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Alexopoulos en celui de Allison (M. Hyde);

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (24 George V, chapitre 100) (M. Leduc);

- de Néopol Charbonneau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville des Îles Laval (M. Leduc).

**Rapports du comité spécial:**

**Composition  
des comités permanents**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial des onze chargé de préparer et de soumettre une liste de députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les membres dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Connors, Côté, Dansereau, Gagnon (Matane); MM. Chaloult, Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Delagrave, Dumaine, Gauthier, Hyde, Langlais, Potvin, Robinson, Talbot.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Godbout, Casgrain, Girouard, Mathewson; MM. Bourque, Duplessis, Leduc, Paquette, Barrette, Beaulieu, Bienvenue, Bonvouloir, Bullock, Caron (Hull), Desmarais, Francoeur (Lévis), Gosselin, Guibord, Hartt, Kirkland, Lorrain, Morin (Québec-Centre), Panet, Rajotte, Robinson.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Bastien, Drouin; MM. Duplessis, Gagnon (Matane), Sauvé (Deux-Montagnes), Allard, Beaulac, Biron, Boucher, Caron (Maisonnette), Comeau, Duffy, Dufour, Fortin, Gagnon (Frontenac), Goulet, Joyal, Lawn, Messier, Moreault, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Godbout, Bastien, Bouchard, Casgrain, Connors, Côté, Dansereau, Drouin, Girouard, Groulx, Hamel, Mathewson, Perrier, Rochette, Thisdel; MM. Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Leduc, Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), Allard, Barrette, Beaulac, Beaulieu, Bégin, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Gosselin, Goulet, Guibord, Hartt, Houde (Montréal-Sainte-Marie), Hyde, Joyal, Kirkland, Labbé, Langlais, Lapointe, Lawn, Leduc, Lorrain, Messier, Moreault, Morin (Champlain), Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robinson, Ross, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Toupin.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Drouin, Perrier, Thisdel; MM. Biron, Bouchard (Québec), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Delagrave, Dubreuil, Dumaine, Duval, Fillion, Frégeau, Gagnon (Frontenac), Joyal, Kirkland, Lapointe, Messier, Moreault, Nadon, Plamondon, Rajotte, Renault.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Godbout, Bastien, Casgrain, Hamel, Thisdel; MM. Élie, Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), Allard, Barrette, Beaulieu, Bégin, Bonvouloir, Bullock, Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Desmarais, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gosselin, Goulet, Joyal, Langlais, Lapointe, Labbé, Lawn, Lorrain, Messier, Moreault, Morin (Champlain), Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Pouliot, Rajotte, Renault, Robinson, Ross, Sabourin, Sauvé (Beauharnois), Talbot, Toupin.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Connors, Rochette; MM. Bourque, Duplessis, Sauvé (Deux-Montagnes), Bégin, Bienvenue, Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Choquette, Dubreuil, Dumaine, Dumoulin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Hyde, Lorrain, Talbot, Toupin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Bastien, Bouchard, Casgrain, Côté, Drouin, Girouard, Groulx, Mathewson; MM. Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Leduc, Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), Barrette, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Boucher, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Choquette, Comeau, Delagrave, Dumaine, Dumoulin, Gauthier, Hyde, Kirkland, Labbé, Moreault, Morin (Québec-Centre), Plamondon, Potvin, Renault, Robinson, Talbot, Toupin.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Dansereau, Drouin, Groulx, Hamel; MM. Bourque, Gagnon (Matane), Leduc, Barrette, Beaulac, Bégin, Biron, Bouchard (Québec), Duffy, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gosselin, Goulet, Hartt, Houde (Montréal-Sainte-Marie), Hyde, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Sauvé (Beauharnois).

Le rapport est adopté.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Délais de présentation des pétitions**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de

Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que le délai pour la présentation des pétitions introductives des bills privés soit prolongé du 17 au 30 janvier courant, et que les délais pour la réception de ces pétitions soient prolongés également jusqu'au 5 février.

Nous prolongeons les délais de quinze jours pour les faire correspondre avec la période d'ajournement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle sera la durée de l'ajournement pour la conférence d'Ottawa?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si cela est nécessaire, nous prolongerons le délai.

La motion est adoptée.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que les délais fixés pour la présentation des bills privés soient prolongés jusqu'au 11 février prochain, que les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés soient prolongés au 25 février prochain, et que les pétitionnaires qui profiteront de ces prolongations de délais soient soumis au paiement d'aucun droit additionnel.

La motion est adoptée.

#### **Adresse en réponse au discours du trône**

**M. Choquette (Montmagny)<sup>1</sup>:** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Lawn), que l'adresse suivante soit votée et présentée en réponse au discours de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur<sup>2</sup>:

À l'honorable Monsieur  
le lieutenant-gouverneur  
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il vous a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. l'Orateur, en me levant pour proposer l'adresse d'usage en réponse au discours de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, je désire exprimer au gouvernement de la province mes remerciements bien sincères pour l'honneur qu'il fait au comté de Montmagny, en me confiant la tâche, agréable mais périlleuse, qui m'incombe en ce moment.

Permettez-moi d'abord, M. l'Orateur, de vous exprimer toute la satisfaction que j'éprouve en vous revoyant cette année au fauteuil présidentiel.

Nous déplorons tous la disparition des honorables Carrell, Daniel et Scott, ce dernier mort au service de son pays, et celle de notre estimé collègue, le député de Saint-Jean-Napierville (M. Bouthillier). Tous citoyens honorables et distingués, ils ont servi leur province et leur pays avec dévouement et patriotisme.

Parmi les événements heureux, signalons avec le discours du trône l'arrivée de notre nouveau gouverneur général, Son Excellence le comte d'Athlone, et de sa noble compagne, la princesse Alice.

En félicitant l'honorable juge Louis Houde de son élévation à la présidence du tribunal des jeunes délinquants, je suis convaincu d'avoir l'appui de son successeur le nouveau député de Mégantic. Notre nouveau collègue (M. Labbé) est le bienvenu dans cette Chambre. La victoire personnelle que ses concitoyens de Thetford Mines ont bien voulu lui assurer, sur le reste du comté, est sans doute attribuable à ce que le libéralisme a laissé de bon chez lui, malgré ses égarements temporaires.

Mais, puisque j'ai fait allusion à une élection, je m'en voudrais de ne pas signaler l'entrée triomphale en cette Chambre du nouveau député de Terrebonne et secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier). Nous le félicitons de sa victoire ainsi que de son entrée dans le cabinet. Le verdict de Terrebonne est un des témoignages les plus significatifs en faveur de la politique du gouvernement.

(Longs applaudissements à droite)

Pour ce qui concerne la guerre, je ne veux citer qu'une voix autorisée et honorée dans tout le Canada, celle du primat de l'Église canadienne (Son Éminence le cardinal Villeneuve):

"L'heure n'est plus de nous demander si nous devons oui ou non entrer en guerre. Nous y sommes plongés, et sous la menace de l'ennemi le plus irréductible. L'intégrité, et même la survivance de l'Empire, non seulement sont en jeu, mais bien aussi la liberté de notre pays, l'existence de nos traditions religieuses, de notre civilisation française et de tout ce qui aura fait jusqu'ici notre vie nationale, sa force, sa splendeur et sa fécondité."

Aussi, suivant les paroles autorisées du cardinal Villeneuve, faut-il dire que la province de Québec fait noblement sa part en hommes et en sacrifices.

Les Grecs nous font revivre les splendeurs et les gloires de l'ancienne Hellade. Les victoires remportées en Grèce, en Albanie, en Égypte et en Libye par les Grecs, les Britanniques, les Australiens et les Français libres sont de nature à justifier notre confiance et nos attitudes.

L'appui matériel de la grande république américaine, la réélection du président Roosevelt, l'appui moral de sa grande autorité et sa récente déclaration que les pouvoirs de l'Axe ne gagneront pas la guerre fortifient nos espérances dans la victoire ultime de nos armes, victoire qui libérera la France et les peuples qui gémissent dans les chaînes nazies.

Signalons que l'effort de guerre du Canada se poursuit dans l'unité la plus parfaite, et que les chefs de la nation, en particulier le très honorable premier ministre, M. King, et le très honorable Ernest Lapointe, doivent être fiers de cette merveilleuse solidarité qu'ils ont réussie à créer grâce à leur politique de tolérance, de patriotisme et de sens pratique.

(Applaudissements à droite)<sup>5</sup>

Je souligne l'œuvre entreprise par notre gouvernement pour faire progresser l'agriculture et la colonisation. Mentionnons ici le fait que le premier ministre (l'honorable M. Godbout) est un cultivateur et il connaît parfaitement les besoins de la classe agricole. Toujours s'est-il appliqué à trouver pour l'agriculture de nouvelles sources d'activité afin de rendre la profession plus attrayante et mieux rémunérée. J'insiste particulièrement sur le programme ministériel quant à la culture du lin, des pommes et de la betterave à sucre, sans oublier la nouvelle loi sur le drainage des terres.

Depuis un an seulement, grâce au gouvernement Godbout, la superficie de terre affectée à la culture du lin a plus que doublé, passant de 6,000 acres, en 1939, à 13,000 acres, en 1940. Le développement qu'apportera le gouvernement à cette entreprise, en 1941, vaudra de nouveaux revenus à nos cultivateurs, soit un revenu brut de \$90 à \$100 l'arpent.

De même, le gouvernement a aidé considérablement l'industrie de la pomme en établissant l'an dernier, à Rougemont, une fabrique de jus de pomme, la première du genre dans la province de Québec. À nos jeunes, cette industrie laisse entrevoir les plus grands développements, et d'autres fabriques sont en voie d'établissement, d'où

nouvelles sources de revenus pour le cultivateur progressif.

Au cours de l'année qui commence, le gouvernement se propose d'apporter une attention toute particulière à la culture de la betterave à sucre. Nos cultivateurs, qui se prévaudront d'octrois accordés à cette culture, auront encore l'occasion d'améliorer leurs revenus. Enfin, le gouvernement va proposer une loi spéciale pour le drainage des terres, ce qui aura l'effet d'améliorer sensiblement les terres dans plusieurs régions de la province.

Quant à la colonisation, le gouvernement entend mettre à exécution, dès le printemps prochain, un plan amélioré qui contribuera beaucoup au progrès de la colonisation. Le présent gouvernement a déjà augmenté de \$5 la prime statutaire de défrichement-labour-semences et il se propose d'améliorer considérablement la colonisation sous toutes ses formes au cours de la présente année, de façon à rendre plus intéressante et moins pénible la tâche du colon. Je suggère à cet effet une prime d'engrais chimiques pour aider le cultivateur à garder plus d'animaux sur sa terre. Je réclame, dit-il, un "lot de support" pour les familles nombreuses.

Il (M. Choquette) passe ensuite aux autres domaines de l'administration et loue le Parti libéral d'avoir créé des réserves cantonales. Je dois, dit-il, être fier de cette œuvre. Il serait très utile d'adopter une loi qui permettrait aux colons de toucher un prix raisonnable pour le bois de pulpe qu'ils vendent au commerce ou à l'industrie, ce qui serait une mesure de justice, une mesure de protection du faible contre le fort. Elle ferait particulièrement plaisir à M. le député de Beauce (M. Renault), qui la réclame, et elle honorerait le gouvernement qui aurait le courage de l'adopter. Je propose aussi une subvention additionnelle pour l'École de génie forestier et d'arpentage.

Je félicite le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) d'avoir donné tant d'expansion à la voirie et aux travaux publics en 1940. Il a conduit ses ministères avec une rare fermeté. J'en profite pour le remercier des octrois accordés dans le comté de Montmagny. Je félicite le ministre des Pêcheries, des Mines et du Travail (l'honorable M. Rochette) du travail accompli dans ses trois ministères. Au ministère du Travail, le ministre s'est dépensé sans compter dans l'intérêt de l'ouvrier. Je demande au ministre s'il aura la volonté de parfaire son œuvre en rajustant dans la plus grande équité les pensions de vieillesse.

J'exprime le vœu que la nouvelle législation au sujet de la Régie des alcools sache mieux



proportionner les sanctions à la gravité des offenses et au nombre des récidives, et qu'une plus grande latitude d'appréciation soit laissée aux tribunaux concernant le cas à juger. Je félicite le trésorier provincial de sa gestion des finances publiques, qui étaient grandement compromises de 1936 à 1939, sous le gouvernement précédent. Ainsi, l'amélioration de nos finances laisse entrevoir une révision prochaine de certains impôts.

Le gouvernement a entrepris de donner à l'éducation la place qu'elle mérite dans notre province, c'est-à-dire la première. Ce sera là son plus beau titre de gloire. Il ne s'agit pas de condamner le passé ni de chambarder notre système scolaire. Nos dirigeants veulent simplement fournir aux organismes existants les moyens d'adapter notre enseignement aux conditions présentes en le rendant plus réaliste et plus pratique. Le premier ministre ne pouvait choisir, pour opérer ces réformes, meilleur collaborateur plus éclairé que le représentant de Terrebonne (l'honorable M. Perrier).

Le gouvernement a raison de vouloir mettre plus d'anglais dans notre enseignement. Vivant sur un continent peuplé de 150,000,000, dont 145,000,000 parlent la langue anglaise, il est de la plus élémentaire évidence que la connaissance de l'anglais comme langue seconde procurera à nos jeunes des avantages et des facilités que leurs devanciers n'auront point connus. Mais, il est aussi important pour les Canadiens anglais d'apprendre le français qu'il est important pour les Canadiens français de maîtriser l'anglais.

En ce qui regarde l'enseignement du français, le mot d'ordre du premier ministre (l'honorable M. Godbout) a été faussé à dessein. Certains adversaires sont allés jusqu'à dire qu'il prêchait l'abandon du français et qu'il voulait angliciser la province de Québec. Il n'est pas un membre de cette Chambre qui connaît le premier ministre, son patriotisme et sa belle culture française qui l'ont conduit là où il est, qui puisse entretenir un instant cette pensée ridicule! Nous avons lutté pendant 180 ans pour la conservation de notre langue, cette langue qui est une richesse nationale. Elle est devenue l'une des langues officielles de notre pays et nous irions maintenant l'abandonner, la trahir!

Nous ferions cela au moment où la France qui nous a engendrés ploie sous le joug de l'ennemi, au moment où le premier ministre du Canada (Mackenzie King) nous demande de porter haut le flambeau de la culture française et nous signale que le Canada est le deuxième pays de langue française de l'univers? Quelle aberration!

Aussi, le gouvernement a-t-il raison de vouloir que le français garde toujours la première place dans nos préoccupations, tout en donnant une place plus importante qu'autrefois à l'anglais. J'ai l'honneur de représenter un comté qui a toujours été un foyer de patriotisme français. Ceux qui l'ont représenté avant moi, tant au provincial qu'au fédéral, malgré leurs divergences ou leurs erreurs politiques, ont toujours été d'accord sur un point: la reconnaissance des droits du français au Canada. Parmi ceux-là, il en reste un qui me touche de près<sup>4</sup>: malgré ses 87 ans, il ne consentirait jamais à transiger sur cette question. Je ne dérogerai pas à la tradition et je revendiquerai toujours les droits du français, non seulement dans la province de Québec, mais dans tout le Canada.

Le français dans notre pays est une richesse nationale. La population anglaise est la première à reconnaître cette vérité. Un Canada tout anglais ou même un Canada tout français ne serait pas le Canada que nous aimons avec sa dualité de civilisation, de langue et de culture. La valeur touristique du français est démontrée par le fait que la province de Québec est la seule province où le tourisme s'est maintenu à son niveau normal en 1940. Donc, apprenons l'anglais, mais avant tout, préservons notre langue maternelle. En dehors de l'école et de l'Église, nos journalistes sont encore les meilleurs gardiens de la langue et j'en profite ici pour les féliciter. Pour le bon renom de notre province, il faudrait que la radio, ce merveilleux instrument d'éducation, serve aussi à propager le bon langage.

Je rappelle que le premier ministre a promis de régler bientôt le problème de l'Université de Montréal. Je félicite le gouvernement de vouloir établir solidement l'Université de Montréal dans ses nouveaux immeubles. L'Université Laval, qui nous est chère à plus d'un titre, sera heureuse de voir sa sœur de Montréal rétablie au rang qui lui appartient. Mais si Laval a pu se construire à ses propres frais, elle a besoin, comme Montréal, d'un généreux concours de la part du gouvernement pour assurer sa survie, son fonctionnement et son progrès.

L'Université de Toronto reçoit du gouvernement ontarien une subvention annuelle de \$1,000,000; les universités de Kingston et de London reçoivent environ \$500,000 chacune du même gouvernement ou peu de chose près.

Je déplore le fait qu'aucune université canadienne-française ne soit encore équipée pour offrir à nos jeunes l'enseignement du génie électrique ou du génie mécanique, alors que McGill

dispense ces sciences supérieures. L'université est une institution tellement essentielle à la survie de notre peuple qu'elle doit être traitée comme une œuvre nationale et je demande au gouvernement d'avoir un budget spécial pour nos universités au même titre et pour des raisons supérieures qu'il a un budget pour la voirie, les travaux publics et les mines. Nous avons trop de journaliers et pas assez d'artisans.

Je (M. Choquette) profite donc de l'occasion pour féliciter le gouvernement d'accentuer l'enseignement technique aux fins de former des ouvriers spécialisés. Le plan d'aide aux jeunes apporte une solution à ce problème.

Je suggère qu'une école d'arts et de métiers soit établie à Montmagny.

Je félicite également le gouvernement d'avoir porté une attention spéciale à l'hygiène publique et pour cette loi spéciale contre les maladies vénériennes qui sera bientôt édictée.

Quant au rapport Sirois, les commissaires se sont imposé un travail de géants, et quoi qu'il arrive de leurs recommandations, ils auront fait une œuvre utile à la compréhension du problème canadien. Traiter le gouvernement central comme un pouvoir étranger ou une puissance ennemie dénote une pauvre conception de notre régime constitutionnel. S'il est juste et raisonnable de souhaiter une entente entre les provinces et le fédéral sur des questions d'ordre purement administratif, je n'hésite pas à dire d'autre part qu'il sera aussi du devoir de notre province de rejeter toute proposition de nature à compromettre directement ou indirectement notre autonomie provinciale.

L'Acte de l'Amérique du Nord britannique est une pièce de législation. Il n'est pas un contrat, mais il est la conséquence d'un contrat: contrat entre le Bas-Canada d'une part, et le Haut-Canada et deux des Provinces maritimes d'autre part, par lequel notre province s'est vu attribuer la somme de pouvoirs qu'elle jugeait essentiels à son développement ethnique et économique.

On peut être sans crainte, quant à la prochaine conférence interprovinciale sur l'étude de ce rapport, que jamais le gouvernement libéral ne consentira à l'amoindrissement des pouvoirs garantis à la province de Québec par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Le Parti libéral, d'ailleurs, a toujours été le champion de l'autonomie provinciale, non pas seulement en paroles, mais en actes, et je crois que l'opposition rendra cette justice à l'ancien premier ministre qu'elle a si violemment combattu, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, qui a été

l'un des plus solides défenseurs de nos droits constitutionnels.

(Applaudissements à droite)

Dieu merci! Le Parti libéral dirige encore les destinées de notre province et, en cette année 1941, je ne connais pas d'homme mieux qualifié pour prendre en main la défense de ces mêmes droits que le premier ministre actuel de la province de Québec.

Par son discours de Toronto, le premier ministre a prouvé qu'il était capable de soutenir une cause! Sa courtoisie donne à sa parole une autorité et une force combien plus irrésistibles que tous les défis, toutes les provocations et toutes les bravades! Nous sommes fiers de lui, et c'est en toute confiance que nous lui remettons notre cause!

Après avoir vu le gouvernement à l'œuvre, après avoir étudié son programme législatif dans le discours du trône, je suis heureux de fournir à cette Chambre l'occasion de lui exprimer un témoignage de confiance en proposant l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

L'union de tous les cœurs et de toutes les bonnes volontés s'impose comme une nécessité urgente. Unissons-nous autour de nos chefs civils et religieux et demandons à la Providence d'éclairer nos délibérations. Tous ensemble, travaillons à résoudre les graves problèmes qui nous confrontent, afin qu'une fois la paix rétablie par la victoire de nos armes, nous puissions continuer à vivre heureux, unis, libres et prospères sur cette terre bénie du Canada.

(Applaudissements à droite)

**M. Lawn (Pontiac)**<sup>5</sup>: M. l'Orateur, je suis heureux de féliciter l'honorable député de Montmagny (M. Choquette) de son magnifique discours. Permettez-moi de vous présenter mes hommages et mes meilleurs vœux, M. l'Orateur.

La Législature est en deuil. Nous avons perdu un de nos estimés collègues, le député de Saint-Jean-Napierville et trois membres de la Chambre haute. La mort de l'honorable Gordon Scott<sup>6</sup> est une lourde perte pour la province et le dominion.

Je félicite l'honorable premier ministre des résultats obtenus dans sa première année d'administration au point de vue financier. La province se trouvait dans une situation critique lorsque le gouvernement actuel a pris le pouvoir, mais l'administration Godbout l'a replacée sur le chemin de la prospérité. Son honnêteté et sa sincérité sont reconnues dans tout le pays. On le salue comme "le plus beau type de Canadien", à qui est due la plus grande part de l'administration actuelle.

(Applaudissements à droite)

Son discours de Toronto a eu du retentissement partout, et la réception qui lui a été faite dans la province d'Ontario est un gage d'unité nationale. Je me réjouis de l'amélioration des finances de la cité de Montréal. On a parlé de la conférence d'Ottawa. Le premier ministre et les collègues qui l'accompagneront ont la confiance absolue de la province.

(Applaudissements à droite)

Le gouvernement actuel fait tout en son pouvoir pour promouvoir l'unité nationale, la grande cause de l'heure. La visite faite à Toronto par le premier ministre a beaucoup fait pour la compréhension mutuelle. La chaude réception qui lui a été faite et les commentaires des journaux de tout le pays en disent assez sur l'opportunité de ce geste d'amitié dont le résultat sera de cimenter l'unité dans notre effort de guerre. Je félicite le gouvernement de sa coopération, dans tous les domaines, à l'effort de guerre du pays. J'exprime toute ma confiance à l'égard des ministres qui représenteront la province de Québec à la conférence fédérale-provinciale. Les intérêts de la province seront bien gardés entre leurs mains.

Je suis heureux de l'importance accordée par le gouvernement à l'agriculture et à la colonisation. L'agriculture est l'industrie de base de notre province et, plus que jamais, nous devons compter sur les cultivateurs pour la production des approvisionnements nécessaires à notre effort de guerre. Il n'y a pas de classe plus désireuse de mettre nos finances en ordre afin de nous permettre de donner une plus grande assistance à notre pays dans son effort de guerre. Les agriculteurs ont loyalement contribué à l'effort de guerre et aux souscriptions de la Croix-Rouge. Il (M. Lawn) fait un compliment au chef de l'opposition (M. Duplessis).

En terminant, j'exprime ma satisfaction à l'égard du grand discours du président Roosevelt. Je remercie le gouvernement d'avoir construit la route de Mont-Laurier-Senneterre et j'espère que le comté de Pontiac sera relié à cette belle et grande artère.

C'est avec plaisir que je seconde la motion de l'honorable député de Montmagny (M. Choquette) pour qu'une adresse soit envoyée au lieutenant-gouverneur le remerciant du discours du trône qu'il a prononcé au nom du gouvernement.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je propose l'adoption de l'adresse, afin de permettre à la Chambre de discuter immédiatement la motion relative au rapport Sirois.

**M. l'Orateur:** Cette motion sera-t-elle adoptée?

L'adresse est adoptée à l'unanimité.

## Travaux de la Chambre:

### Comités permanents

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Vu l'adoption de l'adresse, je propose que les membres des comités permanents ne se réunissent pas demain, mais le 29 janvier pour élire leur président.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a sur le *Feuilleton* une motion que j'ai présentée pour faire ordonner la production de la correspondance échangée entre le fédéral et le provincial relativement au rapport Sirois et à la conférence d'Ottawa. Cette motion que je présente est du plus pressant intérêt puisque cette conférence, qui réunira les gouvernements provinciaux la semaine prochaine à Ottawa, a pour but d'étudier les divers changements projetés à la Constitution canadienne, ce qui aura comme conséquence d'affecter les droits de notre province. Je demande qu'elle soit appelée immédiatement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La motion que je viens de faire n'a d'autre but que de fixer au 29 janvier la réunion des membres du comité. Elle doit être prise en considération tout de suite. Je consens à la discussion immédiate de cette motion.

La motion est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que mardi le 28 janvier courant, cette Chambre se forme en comité des subsides pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

### Voies et moyens

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que mardi le 28 janvier courant, cette Chambre se forme en comité des voies et moyens pour voter les subsides de Sa Majesté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela veut-il dire que le trésorier est prêt à prononcer son discours sur le budget?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Très prochainement, dès que je serai prêt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On dit que le trésorier travaille 17 heures par jour pour taxer.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Sourire aux lèvres) Il faut payer vos dettes.

(Rires et applaudissements)

La motion est adoptée.

#### **Demandes de documents:**

##### **Commission royale Rowell-Sirois**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres, officiers ou employés, et le gouvernement provincial de Québec, aucun de ses membres ou officiers, relativement à la Commission royale des relations entre le dominion et les provinces et, aussi, relativement à la prochaine conférence interprovinciale qui doit se tenir à Ottawa, le ou vers le 14 janvier 1941, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 jusqu'au 3 janvier 1941.

Nous avons voulu que cette motion, mise sur l'ordre du jour quatre jours avant l'ouverture de la session, soit le 3 janvier, puisse être discutée sans acrimonie politique. Pour cette raison, nous n'avons pas voulu faire de débat sur l'adresse, ni discuter l'administration politique de la province.

Nous avons voulu enlever tout caractère politique de cette discussion, car nous considérons qu'il s'agit d'une question trop grave et trop importante, complètement au-dessus des considérations partisans rouges ou bleues, pour y laisser la moindre question politique.

Il y a eu dernièrement un rapport d'une commission présidée d'abord par M. Rowell et

ensuite par M. le notaire Sirois. Par la suite, une conférence a été convoquée pour connaître l'opinion des gouvernements provinciaux sur cette question.

J'ai fait cette motion parce qu'un problème important se dresse pour notre province à la suite du rapport Sirois. Le rapport est un travail de deux ans. Il y a contradiction entre les prémisses et les conclusions.

Les commissaires posent comme principe: "Nous ne voulons pas toucher à l'engagement solennel des Pères de la Confédération, notre mandat ne nous le permet pas." Et ils concluent: "Les auteurs du pacte de la Confédération n'ont pu tenir compte de l'influence paralysante du passé."

C'est notre intention de discuter de cette question objectivement, sans aucune allusion politique et en omettant même certains aspects personnels qui pourraient revêtir un caractère de politique. Nous devons présenter les faits tels qu'ils sont et en tirer les conclusions qui s'imposent.

Ce rapport comprend trois volumes, plus les appendices, qui sont assez considérables. Il a fallu aux commissaires deux ans et demi pour le compléter et terminer leur travail. Au début dudit rapport<sup>7</sup>, on lit ce qui suit:

"Au cours de notre travail, nous avons appris à apprécier comme jamais auparavant l'œuvre des Pères de la Confédération. Non seulement ils conçurent un système de gouvernement qui a victorieusement subi l'épreuve de 70 ans de changements rapides et, en majeure partie, tout à fait imprévisibles, mais ils ont fait approuver ce régime politique dans des circonstances qui, aux yeux d'un grand nombre de gens, le revêtent de ce caractère sacré que possède le traité le plus solennel. Leur œuvre a posé les fondements de l'unité nationale et du régime fédératif, deux choses que notre mandat nous enjoint de respecter."

Ces vues sont très justes; aussi, on peut se demander pourquoi, et par quelle contradiction, les rapporteurs de la commission Sirois ajoutent immédiatement après:

"Nous croyons, et, de fait, nous avons la ferme conviction qu'ils ont réalisé ces grandes choses sans soumettre les générations futures à l'influence paralysante du passé."

Car le passé, qu'est-ce que c'est que le passé? Il y a eu d'abord une colonie française qui est passée à l'Angleterre. Pendant de nombreuses années, nos pères se sont battus pour obtenir le régime représentatif et constitutionnel. Après des luttes magnifiques, gigantesques, ils ont obtenu le gouvernement responsable.

Est-ce là ce qu'on veut entendre par "l'influence paralysante du passé"? Par la suite, nous avons eu l'union du Haut et du Bas-Canada, puis, à la suite des conférences entre les représentants de tous les partis, de toutes les races du pays, nous avons eu le pacte confédératif.

Ce fut un pacte fait par des gens de langue et de religion différentes, des libéraux comme des conservateurs, des Anglais et des Français, des Irlandais et des Écossais qui se sont donné la main et ont formé la Confédération, des gens qui ne voulaient qu'une chose: la grandeur de leur patrie. Ce pacte fut un engagement solennel de toutes les parties constituantes, réalisé dans une période de calme et sans considération partisane.

Quand il s'agit de façonner la Constitution d'un pays, ce n'est pas le temps de faire de la politique et de tenir des réunions unilatérales. C'est ce que les Pères de la Confédération ont compris. La Confédération n'est pas la mère des provinces, puisque ce sont les provinces qui ont fait la Confédération. C'est un engagement solennel de la part de tous. Le pacte de la Confédération a été étudié dans une période de calme. Cette œuvre fut le produit de beaux cerveaux qui ont mis la politique de côté.

En 1867, quatre provinces entrèrent dans la Confédération: le Québec, l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. En 1870, le Manitoba vint à la Confédération. En 1871, ce fut la Colombie anglaise. L'Île-du-Prince-Édouard, en 1873, se joignit aussi à la Confédération. En 1905, l'Alberta et la Saskatchewan, formées par le gouvernement fédéral d'alors, rattachèrent la Confédération. On me permettra qu'au lieu de créer deux nouvelles provinces, le gouvernement fédéral aurait été alors bien inspiré de les ajouter aux provinces voisines existantes. Je souligne que ceux qui ont ajouté deux provinces aux sept qui existaient déjà et réclament l'union législative ne sont pas logiques.

L'établissement de la Confédération donna lieu à des débats bien connus au Parlement impérial, car la Constitution qui devait nous donner la Confédération fut soumise au Parlement impérial. L'Acte confédératif est un contrat librement consenti entre toutes les parties contractantes. Aucun gouvernement, quel qu'il soit, n'a le droit de le modifier sans le consentement de toutes les parties contractantes.

En 1867, lors de l'étude du pacte confédératif à la Chambre des lords, au Parlement impérial, Lord Carnarvon disait: "Le Bas-Canada est jaloux et fier, à bon droit, de ses coutumes et ses traditions

ancestrales; il est attaché à ses institutions parlementaires et n'entrera dans l'union qu'avec la claire entente qu'il les conservera. C'est avec cette conviction, ces sentiments et à ces conditions que le Bas-Canada consent maintenant à entrer dans la Confédération."

On sait que la province de Québec a obtenu la reconnaissance de ses droits. Nous avons notre propre système éducationnel; nous avons le droit de faire nos propres lois en matière d'agriculture, nos propres lois sociales et ouvrières. Nous avons aussi le droit de percevoir des impôts directs, le fédéral s'étant réservé les impôts indirects. Entre parenthèses, il y a aujourd'hui une discussion pour savoir si le fédéral a le droit de percevoir des impôts directs.

Les appréciations sur ce point sont contradictoires! Il y a des doutes sur cette question! Il s'agit de savoir si le fédéral a le droit de percevoir les impôts directs. Mais je crois que cette question ne peut avoir de portée sur le rapport Sirois. Les opinions sont contradictoires sur ce point.

Il est cependant un fait acquis, c'est que, d'après les débats de la Confédération, les hommes politiques du temps ont reconnu que les taxes directes relevaient des provinces. Il est vrai que le Conseil privé a décidé que le fédéral avait le droit d'imposer les taxes directes et indirectes. Il reste tout de même que, lors de la dernière guerre, le fédéral a imposé une taxe directe sur le revenu, en disant que ce ne serait que pour la guerre, et que les taxes directes devaient être laissées aux provinces.

En tout cas, à tout événement, s'il peut s'élever des doutes quant aux taxes, il est incontestable que les provinces ont droit aux taxes directes et qu'elles ont droit de contracter les emprunts qu'elles veulent faire, aux conditions qui leur conviennent. Ce sont là des privilèges conférés en vertu de l'autonomie provinciale.

L'autonomie, c'est le droit de nous gouverner suivant nos propres lois, le droit d'être maîtres chez nous, sans subir la tutelle de qui que ce soit dans l'exercice des pouvoirs qui nous ont été conférés par le pacte fédératif. Cela est reconnu par tous. Les paroles de Sir Wilfrid Laurier, prononcées le 24 novembre 1871, sont sur ce point significatives. Il disait ce qui suit, à l'Assemblée législative:

"Pour que le système fédératif ne soit pas un vain mot, pour qu'il produise les résultats qu'il est appelé à produire, il faut que les Législatures soient, non seulement de droit, mais de fait; il faut surtout que la Législature locale soit complètement à l'abri de tout contrôle de la Législature fédérale. Si, de près

ou de loin, la Législature fédérale exerce le moindre contrôle sur la Législature locale, alors ce n'est plus en réalité l'union fédérative que vous avez: vous avez l'union législative sous la forme fédérale. C'est un fait historique que la forme fédérative n'a été adoptée qu'afin de conserver à Québec cette position exceptionnelle et unique qu'elle occupait sur le continent américain."

Dans un autre discours, en 1883, Sir Wilfrid Laurier disait: "Je le répète, chaque fois qu'on réussit dans ce Parlement<sup>8</sup> à dépouiller une province d'un droit qu'elle exerce, quelque insignifiant que puisse être ce droit, c'est un pas de plus dans le sens de l'union législative." Le 28 mars 1889, en Chambre, Sir Wilfrid Laurier déclarait: "Pour notre part nous avons toujours soutenu que le seul moyen de maintenir la Confédération est de reconnaître que, dans sa sphère, dans la sphère que lui assigne la Constitution, chaque province est aussi indépendante du contrôle du Parlement fédéral que l'est ce dernier du contrôle des Législatures provinciales."

Un autre grand Canadien, Honoré Mercier, disait en Chambre, le 7 avril 1884:

"L'existence des provinces a précédé celle de la puissance, et c'est d'elles que celle-ci a reçu ses pouvoirs. Les provinces possédaient le gouvernement responsable de 1867; elles avaient leur Législature, leurs lois et toute l'autonomie inhérente à une colonie. Les provinces ont délégué, dans l'intérêt général, une partie de leurs pouvoirs; et ce qu'elles n'ont pas délégué et qui était et est d'une nature locale, elles l'ont gardé et le possèdent encore. Elles sont souveraines dans les limites de leurs attributions, et toute atteinte portée à cette souveraineté est une violation du pacte fédéral." Faut-il ajouter Sir Lomer Gouin, qui, en janvier 1918, faisait un arrêté ministériel où il protestait contre l'intrusion fédérale sur les droits de la province?

L'œuvre que l'on veut détruire en pleine guerre a été conçue en temps de paix. Le pacte de la Confédération est un contrat qui ne peut être modifié sans l'approbation de toutes les parties contractantes. Il ne faut pas se le dissimuler: il y a, à Ottawa, un groupe formé de bleus et de rouges qui travaillent sans cesse à la centralisation et à l'assimilation. Pour certains d'entre eux, la Législature provinciale, ça ne sert à rien et ne veut rien dire. Il en est qui sont de bonne foi et désintéressés. Mais il y en a d'autres pour qui l'argent et la piastre valent plus que les droits les plus sacrés. On le constate déjà, car on voit que parmi ceux qui approuvent le rapport Sirois, il se trouve de grosses maisons d'affaires et de finance qui en retireraient de gros avantages financiers.

En 1867, on a discuté la question d'un seul Parlement. C'était à une époque paisible, où il n'y avait aucun bouleversement et où l'heure était propice à la discussion raisonnée et éclairée. Bleus et rouges, protestants comme catholiques, Anglais comme Français ont tous cependant écarté l'idée d'une union législative. Et le cas du Canada n'est pas unique.

On prétend vouloir sauver de l'argent. Qu'on regarde donc ce qui se passe en Grande-Bretagne où l'Angleterre, l'Écosse, l'Irlande ont chacun leur Parlement! Qu'on regarde ce qui se passe dans les 48 États de la République voisine! Il semble que les besoins et les droits de la province de Québec sont assez grands et importants pour qu'on en tienne compte. Je dirai à ceux qui veulent changer la Constitution: "Vous ne crucifierez pas la province de Québec, même sur une croix d'or." Notre province n'endurera pas de chaînes, même si elles sont dorées. Qu'est-ce qu'on veut faire aujourd'hui? On veut sauver de l'argent. Nous n'entendons pas sacrifier notre droit d'ainesse!

Et puis, il ne faut pas oublier que la plus grande partie de la Constitution anglaise est basée sur des précédents et que, en cette matière, il ne faut pas se réfugier uniquement derrière les textes légaux. On nous dira: "Nous sommes en guerre!" On dira qu'il ne faut pas discuter dans un temps où seule l'unité nationale importe, etc. Qu'on relise alors les paroles de Sir Lomer Gouin, en 1918:

"We cannot be frightened by the threat of isolation. Nobody is our guardian. In Canada, we are the deans. This is our home, our native land, and here our people will remain as the companions and equals of their fellow Canadians<sup>9</sup>."

Et puis, depuis quand le fait de demander ses droits signifie-t-il l'isolement? Nous voulons vivre en paix avec tout le monde, mais nous voulons aussi qu'on reconnaisse nos droits. Nous avons, nous, comme minorité, le droit de nous administrer. En matière d'agriculture, d'éducation, j'aime mieux être dirigé par ce Parlement de Québec, où nous sommes en majorité, que par le Parlement d'Ottawa, où nous sommes en minorité.

Il ne serait pas sage de laisser à des gens qui n'ont pas encore notre mentalité, à un Parlement où nous serions en minorité, le soin de régler nos questions éducationnelles, agricoles, ouvrières ou autres.

Nous avons des choses qui nous sont chères dans la province de Québec. Nous voulons régler nous-mêmes nos propres affaires. Les gens de Winnipeg n'aimeraient pas se faire conduire par des

gens de Québec et ils auraient raison. Est-ce que ceux de Vancouver accepteraient le joug de ceux de Halifax? Nous ne réclamons que le droit d'être maîtres chez nous et de nous occuper de nos propres affaires et de rester fidèles à nos engagements.

Le rapport Sirois comprend deux plans. De l'aveu même des commissaires, le plan no 2 est illusoire et injuste. Nous ne nous occuperons donc que du plan no 1. Ce plan reconnaît que, lorsque nous sommes entrés dans la Confédération, des pouvoirs nous ont été accordés et qu'on nous a donné les moyens nécessaires pour les exercer. C'est ainsi que nous avons obtenu des pouvoirs de taxation. Dans le plan no 1, on dit: "Vous allez renoncer aux subsides fédéraux." Ces subsides, en 1867, devaient remplacer les revenus d'accise et de douanes, et la province de Québec n'a pas eu sa part de justice.

En plus, on nous demande d'abandonner l'impôt sur le revenu, la taxe sur les corporations et la taxe sur les successions. Avec les subsides fédéraux, cela représente 40 % des revenus de la province et l'on nous demande de les abandonner pour toujours! C'est tarir la source de vie de la province au point de vue matériel! Car si l'on veut que la province existe comme telle, il faut lui consentir les moyens d'existence et de développement normal.

Si notre Trésor est vide, comment allons-nous pouvoir exercer nos droits? En considération de ces sacrifices, le fédéral offre de prendre à sa charge le chômage, mais, remarquons-le, seulement dans le cas de ceux qui sont aptes au travail, ce qui laisse de côté miséreux, incapables, etc. On ne peut raisonnablement reconnaître un arrangement comme celui-là.

Si le gouvernement provincial consent à un tel arrangement, il sacrifiera les intérêts supérieurs de notre province. De plus, on nous enlève les subsides et on a l'audace de nous dire, page 87: "Tous les emprunts des provinces et des municipalités se feraient dorénavant en monnaie légale du Canada." Cela équivaut à interdire aux provinces le droit d'emprunter à l'étranger, puisque tout prêteur exige remboursement dans la monnaie du pays où l'on emprunte, ce qui veut dire que nous ne pourrions plus emprunter aux États-Unis et en Angleterre.

On veut mettre les provinces en tutelle. On veut contrôler les finances des provinces. C'est la plus grande tentative d'assimilation qui n'ait encore été faite.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** fait un signe de tête négatif.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie a l'air d'en douter.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'en doute, certainement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On veut nous fermer les marchés étrangers de l'argent. Pourquoi? Pour nous mettre à la merci d'Ottawa. C'est la centralisation financière, ni plus, ni moins! C'est la Banque du Canada qui contrôle tout!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** À quel endroit dans le rapport on traite de cela? Je voudrais que le chef de l'opposition nous prouve que les provinces ne pourront plus emprunter sans la permission du fédéral. Les provinces restent avec le droit d'emprunt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En principe, on le supprime. Le rapport dit: "Désormais, les provinces et les municipalités ne pourraient plus emprunter qu'en monnaie canadienne. Les marchés anglais et américains nous seront fermés. C'est la centralisation financière, ni plus ni moins! Le fédéral veut se réserver les marchés étrangers. Nous aurons abandonné nos revenus et nous devons passer par les banques du Canada pour emprunter.

On a créé ce qu'on appelle une commission de finances. Cette commission sera nommée par le gouvernement d'Ottawa. Ce sera la créature du fédéral. Les déclarations solennelles d'indépendance de ladite commission ne peuvent prévaloir contre le fait brutal qu'elle est nommée par Ottawa et dépend de lui!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cela ne veut pas dire que les provinces ne pourront plus emprunter sans l'approbation d'Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les banquiers étrangers ne consentiront jamais à être payés en monnaie canadienne! Le rapport Sirois, dans son ensemble, devrait être mis de côté par la province de Québec parce qu'il nous enlève notre autonomie! Il n'offre pas assez d'avantages pour nous justifier d'abandonner nos droits! C'est le fédéral qui va contrôler les finances. C'est lui qui va nous dire comment emprunter. Et puis, d'ailleurs, on ne voit pas bien les titres du fédéral à prétendre à l'expertise financière, car un examen rapide de ses faits et gestes administratifs est loin d'être rassurant, surtout à la façon dont il a multiplié la dette.

Où sont ses grands experts en finance? Depuis des années, il ne cesse d'accumuler des déficits! Dans les dernières années, ils ont accumulé des millions et des milliards de dollars en déficits! Où étaient ces grands experts fédéraux quand le gouvernement central s'est empêtré dans un projet de chemin de fer qui nous coûte \$50,000,000 par année et plus? Ces experts devraient éviter de nous donner des conseils financiers!

Le rapport reconnaît que la province de Québec est en excellente situation; elle a la plus petite dette provinciale par tête. Nous n'avons besoin ni de tutelle, ni de curatelle, ni d'interdiction. Il est temps de faire comprendre aux centralisateurs que nous ne demandons rien et que nous voulons simplement être traités avec justice. Il est temps que la province de Québec dise à Ottawa qu'elle veut garder ses droits!

Si le gouvernement parle ainsi à Ottawa, il peut compter sur l'appui de l'opposition. J'estime que la Législature de Québec doit indiquer publiquement son attitude sur les changements proposés à la Constitution et donner un mandat clair et net à la délégation ministérielle québécoise.

Après avoir examiné attentivement le rapport de la commission Sirois, j'en conclus que ce rapport doit être écarté, au moins dans ses grandes lignes, parce que la province n'y trouve pas les compensations suffisantes pour les pertes qu'on lui imposerait. J'estime, en outre, que la période incertaine et difficile que nous traversons au pays ne convient nullement pour la discussion de questions aussi complexes et délicates. Tous devraient s'unir pour dire aux centralisateurs et assimilateurs: Coopération et collaboration dans des mesures justes, très bien! Coopération dans la centralisation, sœur jumelle de l'assimilation, jamais!

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**<sup>10</sup>: M. l'Orateur, en me levant pour dire quelques mots, je n'ai pas l'intention de suivre le chef de l'opposition sur tout le terrain qu'il a parcouru. Je n'ai pas l'intention de retenir bien longtemps l'attention de cette Chambre. Je dirai donc deux mots seulement. Je pense n'avoir pas besoin d'être long car, mon honorable ami (M. Duplessis) a dû avoir l'impression, pendant les quelques minutes qu'il a parlé, d'enfoncer des portes largement ouvertes.

(Rires et applaudissements à droite)

Il est évident que la province de Québec a besoin de son autonomie. Dans les conditions particulières où elle se trouve placée, il est du devoir

de ses dirigeants de sauvegarder intégralement et jalousement ses privilèges et ses droits. Le gouvernement actuel ne faillira pas à son devoir!

(Applaudissements à droite)

Mais il est une autre chose qui est vraie aussi, et qui est peut-être encore plus vraie que tout ce qu'a dit le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a dit: "Il est temps que l'autonomie de la province de Québec soit revendiquée." Oui, M. l'Orateur, il est temps que l'autonomie de notre province soit revendiquée par les dirigeants de la province de Québec!

(Applaudissements)

Il est temps parce que, pendant qu'on empiétait sur les droits de la province de Québec, par exemple pour la question des assurances, le gouvernement qui nous a précédés laissait faire!

Les lois centralisatrices de Bennett ont été combattues par le gouvernement fédéral actuel. Pendant que M. Bennett empiétait sur les droits des provinces en matière de législation sociale, ce sont les autres provinces qui, devant le Conseil privé, ce haut tribunal, faisaient la besogne des dirigeants de la province de Québec et faisaient déclarer inconstitutionnelles les mesures de M. Bennett. Parce que le gouvernement qui nous a précédés n'agissait pas! Il est temps que nous allions nous-mêmes à Ottawa réclamer les droits et les privilèges de la province de Québec et assurer le respect de nos droits!

Mais nous irons à Ottawa dans un esprit canadien. Il y a des avantages pour nous à faire partie de la Confédération canadienne. Nous sommes fiers d'en faire partie et nous devrions nous faire un point d'honneur d'être, non pas les derniers, mais les premiers dans la Confédération canadienne. Nous voulons que la paix et la concorde règnent dans la Confédération canadienne.

Nous devons donc nous rendre à Ottawa, non pas les poings fermés comme si nous nous dirigeons vers une arène de boxe, mais les bras ouverts, et l'esprit ouvert, prêts à nous entendre avec les autres provinces, mais décidés à réclamer sans faiblesse le respect de nos droits.

Plusieurs provinces et plusieurs organisations ont réclamé des amendements à l'Acte confédératif. Ces amendements peuvent porter sur des points majeurs ou sur des points d'une importance moins considérable. Mais il est vrai de dire que, depuis 1867, l'Acte fédératif a un peu vieilli. Notre devoir, comme minorité française, c'est d'aller à Ottawa avec un esprit ouvert pour tâcher de refaire, s'il se peut, dans des parties de moindre importance, certains



aspects de l'Acte fédératif, afin de mieux en adapter les rouages aux conditions présentes.

Jusqu'ici, nous avons usé de discrétion. La discrétion est aussi une vertu, une vertu essentielle, nécessaire. Le chef de l'opposition ne nous fera pas abattre avant le temps tous les atouts de notre jeu. Nous allons à Ottawa, décidés d'accepter sur des points de moindre importance, sur des points secondaires, des changements qui peuvent être de nature à faire mieux fonctionner sur les points essentiels le système fédératif.

La commission Rowell-Sirois a fait une étude de la situation financière des provinces. La province de Québec aurait peut-être dû, alors, quand on le lui demandait, exprimer son opinion. C'était le devoir du premier ministre d'alors (M. Duplessis) de faire connaître l'opinion de la province de Québec. La commission a été créée, non pas pour exprimer les vues du gouvernement fédéral, mais pour recueillir les vues de toutes les provinces. Chaque province a présenté son rapport à la commission, chaque province a envoyé des experts, chaque province a fait entendre son point de vue. Seule la province de Québec s'en est abstenue, pour la raison bien simple que celui qui dirigeait le gouvernement de la province de Québec à cette époque s'est abstenu de les exposer! Quand il était premier ministre, si le chef de l'opposition avait fait, devant la commission Sirois, le discours qu'il vient de nous faire, on aurait pu le prendre comme l'opinion de la province de Québec peut-être. Ce n'est pas le rapport du gouvernement fédéral, mais le rapport de la commission Rowell-Sirois qu'il s'agit d'étudier.

Il y manque, pour qu'il soit complet, les vues de la province de Québec. Avec autant de clairvoyance, de compréhension de patriotisme de ceux qui ont le pays à cœur et dont nous sommes capables, ce sont les vues de la province de Québec que nous allons exprimer à Ottawa. Nous irons les faire entendre!

Aucun gouvernement plus que le gouvernement actuel ne reconnaît davantage cette obligation et nul ne la remplirait plus convenablement, mais il faut aborder ces problèmes dans un esprit de collaboration qui n'entame en rien, au contraire, le respect des droits de chacun. Dans l'esprit que je viens de décrire à la Chambre, nous irons à Ottawa pour exposer les vues de la province de Québec, et, je le répète, sans faiblesse, nous ferons notre devoir.

(Applaudissements à droite)

**M. Dumoulin (Montmorency):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult), l'ajournement du débat.

(Protestations à gauche)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'objecte à cette motion pour ajourner le débat et je demande le vote. Il n'est que 5 h 10! Il y a plusieurs motions de l'opposition sur l'ordre du jour. Le gouvernement n'a aucun projet de loi prêt pour discussion immédiate, et s'il est une question que la Chambre des députés doit discuter immédiatement, puisque les ministres iront à Ottawa la semaine prochaine, c'est bien celle de l'autonomie provinciale! D'ailleurs, en ce qui concerne le débat actuel, le gouvernement fédéral et la province de Québec sont intéressés à connaître l'opinion de cette Chambre.

**Des voix à droite:** Adopté! Adopté!

**Des voix de l'opposition:** Vote! Vote!

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise<sup>11</sup>.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Moreault, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, 62.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 13.

Ainsi, la motion est, en conséquence, adoptée. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministre de la Colonisation

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de cette Chambre le rapport du ministre

de la Colonisation de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 5)

#### **Rapport du ministre des Mines**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de cette Chambre le rapport général du ministre des Mines de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 6)

#### **Rapport du ministre des Travaux publics**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de cette Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 7)

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** (S'adressant au chef de l'opposition) Ça va aussi vite que sous l'ancien régime!

(Applaudissements)

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que la Chambre s'ajourne aujourd'hui jusqu'à mardi, le 28 janvier, à trois heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas. Le gouvernement veut une session courte. Nous avons fait une discussion bien courte sur l'adresse et nous sommes prêts à procéder avec plusieurs motions. Il n'est même pas prêt à fournir des documents. Le premier ministre a convoqué la session sachant qu'il y aurait une conférence à Ottawa. Pourquoi ne pas procéder? Nous sommes en session depuis deux jours seulement et déjà le gouvernement veut ajourner la session.

Le gouvernement n'est certainement pas préparé à présenter sa législation. C'est pour cela qu'après quelques heures de session il présente une motion d'ajournement au 28 janvier. Nous sommes en droit de demander au gouvernement de procéder. Le premier ministre devrait se rappeler ses engagements. S'il persiste dans sa décision, on ne sait pas ce que les gens vont penser. C'est pour

rendre service au gouvernement que j'attire l'attention de la Chambre sur ce fait. Il est 5 h 20. Ce n'est pas raisonnable de vouloir ainsi ajourner le débat!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous nous attendions bien de ce côté-ci de la Chambre que le chef de l'opposition présentât ainsi ses remarques coutumières. Le chef de l'opposition a dit que la discussion sur l'adresse avait été très courte. En effet, il n'a formulé aucune critique contre l'administration dans le débat sur l'adresse, et je le remercie du beau témoignage de confiance qu'il nous a donné en ne formulant aucune critique du gouvernement. Nous avons convoqué la Législature pour faire connaître le programme des travaux parlementaires. L'adresse a été votée. À la demande du chef de l'opposition, nous avons appelé sa motion parce qu'il voulait faire connaître ses vues sur le rapport Sirois. Il nous les a fait connaître et je crois qu'il est maintenant dans l'ordre d'ajourner la Chambre pour que nous nous préparions pour la conférence d'Ottawa.

La législation du gouvernement est prête, et elle sera considérée à la reprise du travail de la Chambre dès notre retour d'Ottawa le 28 janvier prochain.

La motion est mise aux voix, et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Bastien, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Moreault, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Rochette, Ross, Sabourin, Thisdel, 59.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 13.

Ainsi, la motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 h 30.

## NOTES

1. M. Choquette parla pendant une heure devant une assemblée attentive. Au loin, en face de lui, il pouvait apercevoir la tête blanche de son vieux père, l'honorable juge P.-A. Choquette, vétéran des luttes parlementaires. Dans la galerie, les membres de sa famille avaient obtenu des places de choix. Voir *Le Soleil* du 9 janvier 1941, à la page 3.
2. Il était alors 3 h 15, selon *Le Canada* du 9 janvier 1941, à la page 7.
3. Il a été très applaudi (le premier ministre qui l'a écouté avec une attention soutenue, donna le signal des applaudissements) et chaleureusement félicité par tous ses collègues.
4. Il parle du sénateur Choquette.
5. Il prend la parole et s'exprime en anglais.
6. Gordon Wallace Scott (1887-1940). Trésorier de la province sous le gouvernement Taschereau du 16 octobre au 27 novembre 1930. Conseiller législatif de la division de Wellington et ministre sans portefeuille du 13 novembre 1930 jusqu'à sa démission le 4 août 1931. Scott aida M. Taschereau à rédiger le discours du budget pour l'année 1931-1932, discours du budget historique car, pour la première fois depuis la Confédération, il fut lu dans la langue française le 21 janvier 1931. Nommé conseiller législatif de la division de Victoria le 17 juin 1932. Directeur de nombreuses compagnies dont Power Corporation of Canada Ltd., St. Lawrence Corporation Ltd., il fut conseiller financier au ministère fédéral des Munitions et Approvisionnements en 1939 et 1940. Décédé en fonction le 14 décembre 1940, au cours des opérations de sauvetage effectuées dans l'océan Atlantique à la suite du torpillage du paquebot *Western Prince*.
7. Cet extrait serait tiré du deuxième volume, selon *La Presse* du 9 janvier 1941, à la page 13.
8. Le Parlement d'Ottawa.
9. Traduction de *L'Action catholique* du 9 janvier 1941, à la page 11:

"Je n'ai pas peur de l'isolement de ma province. Aucun homme, ni aucune réunion d'hommes ne sont assez forts pour forcer la volonté de l'irrésistible masse du peuple. Nous ne pouvons avoir peur de la menace d'isolement. Personne n'est notre gardien. Au Canada, nous sommes les doyens. C'est notre chez-nous, notre terre natale, et ici les nôtres resteront les compagnons et les égaux de leurs compatriotes canadiens."
10. Le premier ministre se lève sous les applaudissements de la droite.
11. L'honorable Hector Perrier est très applaudi par la droite lorsqu'il se lève pour enregistrer son premier vote. La gauche fait une petite manifestation à M. Tancrede Labbé, selon *Le Canada* du 9 janvier 1941, à la page 7.



Séance du mardi 28 janvier 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Présentation de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Didier-Alphonse Pesant et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage dudit Didier-Alphonse Pesant et Armandine Délorme, son épouse (M. Boucher);

- du révérend George Burdikoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal (M. Boucher);

- des Clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Leduc);

- de dame Rébecca Perrault, épouse d'Omer Archambault, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault (M. Caron);

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson (M. Casgrain, Gaspé-Nord);

- de Henri de Gaspé Domville, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Adelaïde-Catherine Aubert de Gaspé, veuve de l'honorable Georges-René-Saveuse de Beaujeu (M. Choquette);

- des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant leur charte (M. Francoeur, Montréal-Mercier);

- de The Alma and Jonquière Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);

- de Saguenay Terminals Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);

- de The Roberval and Saguenay Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);

- de Paul Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements Nos 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly (M. Joyal);

- de Jean-Paul Rolland et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale (M. Joyal);

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 63 de ladite corporation et une résolution en date du 20 octobre, 1940, desdits commissaires d'écoles (M. Morin, Champlain);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Morin, Québec-Centre);

- de la corporation du village de Maniwaki, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'entente intervenue entre la Gatineau Power Company, ladite corporation du village de Maniwaki et les commissaires d'écoles de Maniwaki relativement à l'évaluation de certaines propriétés et du paiement des taxes (M. Nadon).

**Lecture de pétitions:**

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la ville de Val-d'Or, demandant l'adoption d'une loi la concernant (M. Allard);

- de Son Excellence M. Joseph-Aldée Desmarais, évêque d'Amos, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège d'Amos (M. Allard);

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Beaulac);

- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, comté de Saint-Maurice et de la Commission scolaire de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de ladite paroisse et une résolution en date du 3 décembre 1940 des commissaires d'écoles de ladite municipalité (M. Beaulac);

- de dame Isabel Brooks Call (née Mitchell), épouse de Russell Burton Call et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell (M. Bourque);

- de Charles LeBlanc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen (M. Bourque);
- de Robert LeBlanc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen (M. Bourque);
- de Gertrude Jean Crawford Lindsay ou Bishopric et The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay (M. Delagrave);
- de Industrial Life Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire affaire sous son nom anglais ou sous le nom français de L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie (M. Delagrave);
- de la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desmarais);
- de The Wales Home, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desmarais);
- de la cité de Grand'Mère et des commissaires d'écoles pour la cité de Grand'Mère, comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite cité et les commissaires d'écoles pour ladite municipalité et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies (M. Guibord);
- de Louis Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de famille de Cohen en celui de Mescon (M. Hartt);
- de Crown Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Thomas Mussen (M. Kirkland);
- de la Commission scolaire Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite commission (M. Kirkland);
- de George Anthony Alexopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Alexopoulos en celui de Allison (M. Hyde);
- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (24 George V, chapitre 100) (M. Leduc);
- de Néopol Charbonneau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville des Îles Laval (M. Leduc).

#### Travaux de la Chambre:

##### Mandats spéciaux

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand le gouvernement va-t-il déposer sur le bureau de la

Chambre les mandats spéciaux émis pendant les vacances parlementaires et les *Comptes publics*?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Bientôt.

##### Loi du drainage

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 2 du drainage.

Cette loi pourvoit à la création d'une commission qui s'occupera du drainage des terres, si important pour le développement de l'agriculture. Le gouvernement établira un office du drainage qui réglera les travaux de drainage en collaboration avec les conseils municipaux, les intéressés et les divers départements de l'administration. Cet office sera composé de deux membres.

Le gouvernement y nommera des techniciens, comptables et autres. L'office répartira le coût des entreprises, fera la surveillance des travaux dont il déterminera les plans et modalités, fixera les indemnités pour expropriations, etc. Il y aura appel des décisions de l'office à la Régie des services publics, avec appel subséquent à la Cour du banc du roi dans les causes dont les montants en litige dépassent cinq cents dollars.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

##### Loi modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 3 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et la deuxième<sup>1</sup>?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est pour faire concorder le Code municipal avec les modifications projetées, donc avec la loi du drainage qui est présentée.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 7 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture.

**Un député** chante: *Un pauvre chien errant, banni de son foyer, parcourait en jappant les pays étrangers (bis).*

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi du drainage**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 du drainage.

Adopté.

### **Dépôt de documents:**

#### **Refonte du Règlement de l'Assemblée législative**

**M. l'Orateur** dépose, sur le bureau de la Chambre la refonte du Règlement de l'Assemblée législative de Québec. Québec 1941. (Document de la session no 8)

### **Demandes de documents:**

#### **Commission Rowell-Sirois**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'appelle l'article 10 de l'ordre du jour, relatif à la reprise du débat sur le rapport Sirois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion présentée par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie, mercredi le 8 janvier courant, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur

le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres, officiers ou employés, et le gouvernement provincial de Québec, aucun de ses membres ou officiers, relativement à la Commission royale des relations entre le dominion et les provinces et, aussi, relativement à la prochaine conférence interprovinciale qui doit se tenir à Ottawa, le ou vers le 14 janvier 1941, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 jusqu'au 3 janvier 1941.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**<sup>2</sup> demande à la Chambre si quelqu'un veut exposer ses vues. Je trouve singulier, dit-il, que personne de la droite ne se lève. L'attitude de la droite me surprend. Une conclusion s'impose alors: c'est que la question n'intéresse pas le gouvernement.

Lorsque les Chambres ont été convoquées le 7 janvier dernier, contrairement à la tradition, l'opposition n'a pas voulu engager le débat sur l'adresse et sur l'administration provinciale, car, devant la perspective d'un débat important à la conférence fédérale-provinciale à Ottawa, elle estimait que la Législature de Québec devait présenter un front uni. Il convenait dès lors d'écarter toute considération de politique administrative provinciale.

Nous avons discuté la question autonomiste de façon objective, en nous plaçant au-dessus des intérêts de parti, soit bleu, soit rouge. Malgré l'urgence de la discussion, le gouvernement avait demandé l'ajournement du débat. Or, cet après-midi, personne ne veut parler. C'est donc la preuve que la question en jeu n'intéresse pas la droite. Je n'affirmerai pas que le premier ministre a voulu empêcher le chef de l'opposition de répondre à ses arguments, mais son attitude est pour le moins singulière.

Dans son discours du 8 janvier dernier, en Chambre, le premier ministre a fait des déclarations qui, dans une large mesure, ne s'apparentaient pas à la question en jeu. Nous avons fait la question de façon objective; il l'a fait en recourant à des attaques personnelles. Le premier ministre s'est levé et a dit que le chef de l'opposition avait enfoncé des portes ouvertes; quelqu'un se cachait peut-être derrière la porte.

Alors que les représentants des provinces se réunissaient pour discuter un problème d'importance primordiale pour la province de Québec, le premier ministre ne semblait pas tenir compte de l'importance et de l'envergure du débat, et il a jugé bon de le ramener à des questions de politique partisane. Si la porte, comme a dit le premier ministre, était ouverte dans le domaine de l'autonomie, ce

n'était pas la faute de l'Union nationale ni des gouvernements qui l'ont précédé, mais par la faute de ceux qui se cachaient sans doute derrière cette porte qu'eux-mêmes ils avaient ouverte!

Le premier ministre a dit que le gouvernement de l'Union nationale avait ignoré la commission Rowell-Sirois, qu'il ne s'y était pas fait représenter, qu'il n'avait pas revendiqué en aucun temps l'autonomie provinciale. De deux choses l'une: ou le premier ministre savait ce qu'il disait, et alors il a pris avec la vérité d'impardonnables libertés. Ou il ne le savait pas, et alors il avait le devoir de se taire. La vérité, c'est que l'Union nationale a continué les traditions libérales et conservatrices de cette Chambre établies par les propres chefs du premier ministre actuel, soient Sir Lomer Gouin et M. Taschereau, qui combattaient les centralisateurs. Ces traditions, le gouvernement actuel les foule aux pieds!

Dans une autre déclaration, le premier ministre a dit, sans doute par absence de mémoire, que la province n'était pas représentée au Conseil privé à Londres pour revendiquer les droits de la province, lorsque les lois de M. Bennett y ont été référées.

Encore une fois, ou le premier ministre savait ce qu'il disait ou il ne le savait pas. La vérité, c'est que nous avons chargé M. Gustave Monette de représenter la province. Il a plaidé au Conseil privé contre les lois de M. Bennett qui demandait le pouvoir d'amender la Constitution sans le consentement des provinces et voulait empiéter sur l'autonomie des provinces. Les droits et les prétentions de la province que M. Monette a fait valoir ont été ainsi maintenus. Ce qui prouve que, chaque fois qu'il s'est agi de l'autonomie et de l'intérêt de la province, nous n'avons jamais considéré les couleurs de parti. Car nous estimons que ceux qui violent l'autonomie de Québec doivent être combattus, poliment, mais énergiquement, et que nous ne devons pas attendre à la dernière minute pour le faire.

En 1936, à la conférence interprovinciale d'Ottawa où assistait M. Oscar Drouin, alors ministre des Terres du gouvernement de l'Union nationale, le premier ministre du Québec (M. Duplessis) a revendiqué courtoisement, mais avec vigueur, l'autonomie de la province. Si la politesse est toujours de convenance, il ne convient pas toutefois, sous prétexte de courtoisie, d'user d'une diplomatie qui peut être de la trahison, surtout devant des adversaires déterminés et qui attaquent de front. Nous estimons que le premier ministre du Québec doit marquer nettement que la province de Québec entend

respecter les droits des autres, mais qu'elle entend faire respecter les siens. Lors du débat du 8 janvier, nous avons dit que le rapport Sirois devait être écarté, parce qu'il était l'oeuvre de centralisateurs déterminés, et qu'il nous plaçait, nous de la province de Québec, sous la coupe de la Banque du Canada, pour nos emprunts, et nous enlevait une large partie de nos revenus sans compensation permanente équivalente.

J'ai combattu le rapport Sirois à cause de son principe de centralisation, et nous avons combattu ce principe, par la voix de Me Emery Beaulieu<sup>3</sup>, dans le mémoire de la province présenté devant la commission Rowell-Sirois, lorsqu'elle s'est présentée à Québec. Nous avons déclaré nettement et carrément par la bouche de Me Emery Beaulieu, représentant du gouvernement de Québec, que le gouvernement fédéral n'avait pas le droit d'amender la Constitution sans le consentement unanime des provinces, que, tout en respectant hautement les membres de la Commission, le gouvernement ne leur reconnaissait aucune autorité pour enquêter dans les affaires de la province, et que le gouvernement provincial ne consentirait à l'abandon d'aucune parcelle de son autonomie.

Nous étions prêts à collaborer avec tout le monde pour le bien du pays et de la province, mais non pas avec les ennemis déclarés de l'autonomie provinciale! Nous avons dit également qu'aucune province n'a le droit d'amender la Constitution sans le consentement des autres provinces. En fait, l'Union nationale a lutté constamment pour l'autonomie de la province, indépendamment des questions de race et de politique. Elle s'est alliée avec le gouvernement de la province chaque fois que celui-ci luttait pour notre autonomie.

Dès 1934, M. Pierre-Auguste Lafleur, député oppositionniste de Verdun, présentait, au nom de l'opposition d'alors, une motion où il exposait clairement nos vues et nos opinions. M. Lafleur, secondé par M. Bertrand, disait notamment ce qui suit:

"Attendu que les provinces canadiennes, en s'unissant pour former une fédération, se sont réservé des fonctions importantes, essentielles même dans les rouages de la Constitution qui nous régit, et qui, à bon droit, est diamétralement opposée à l'union législative;

"Attendu que l'indépendance financière des provinces vis-à-vis des autorités fédérales est une garantie du maintien et du bien-être de la Confédération;

"Attendu que le paiement des subsides par le gouvernement central aux différentes provinces a été décrété, dans l'Acte constitutionnel de 1867, en



compensation de l'abandon qu'elles ont alors fait au gouvernement central de plusieurs sources de revenus, particulièrement les droits de douanes et d'accise;

"Attendu que le pacte de 1867 ne doit pas être modifié sans le consentement de toutes les provinces."

Cette attitude, nous l'avons constamment maintenue et elle est nôtre aujourd'hui comme hier. Nous réclamons les droits des nôtres qui sont la minorité en ce pays comme nous respectons les droits de la minorité en cette province. Le gouvernement devrait prendre la résolution de réclamer les droits de la province poliment, mais, énergiquement aussi. S'il fait cela, il peut compter sur l'appui de l'opposition. Je n'ai pas d'objection à une politique de politesse et de courtoisie, pourvu qu'elle ne s'apparente pas à la couardise. À la conférence d'Ottawa, il s'agissait pour le premier ministre de Québec de faire comme certains premiers ministres d'autres provinces et de dire carrément que nous voulons le respect intégral de nos droits.

Je ne veux pas prolonger le débat, ni ajouter une note de nature à faire voir que ce serait un débat politique, mais je citerai de nouveau les paroles de Sir Wilfrid Laurier: "Chaque fois qu'on réussit dans ce Parlement à dépouiller les provinces d'un droit qu'elles exercent, quelque insignifiant que soit ce droit, c'est un pas de plus, un pas dangereux, vers la centralisation et l'union législative."

Je regrette l'attitude prise par le premier ministre lors de la récente conférence fédérale-provinciale. Je ne veux pas faire de débat politique, mais un homme a toujours tort de ne pas se tenir debout. Je dirai qu'à la conférence d'Ottawa, la province de Québec n'a pas été représentée.

Nous vivons sur le seul coin de terre qui nous appartienne, qui a été illustré par des héros. Un coin de terre qui est nôtre parce que nos ancêtres l'ont arrosé de leurs sueurs et de leur sang, qui l'ont fait grand de toute la noblesse de leur patriotisme, de leur courage et de leur héroïsme, d'une terre où nous donnons le spectacle d'une générosité sans exemple envers les minorités. C'est tout ce qui nous appartient, et c'est pourquoi nous devons le défendre de toute notre âme. Je demande au gouvernement, s'il a eu un moment de faiblesse, de défendre cette terre québécoise qui est nôtre, nos traditions et nos droits avec la plus grande vigueur. Dans toute mesure qu'il prendra pour sauvegarder notre autonomie, il pourra compter sur l'entier appui de l'opposition, et un appui énergique, dans toutes les mesures susceptibles d'aider à l'autonomie de la

province, tout comme nous lutterons sans merci s'il attente à cette autonomie!

La motion est adoptée.

### **Salaire des institutrices**

**M. Paquette (Labelle)** propose, appuyé par représentant de Sherbrooke (M. Bourque), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1936 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au salaire des institutrices dans les municipalités rurales de la province de Québec.

Depuis 40 ans, dans la province de Québec comme dans tout le Canada, l'instruction publique s'est développée de façon considérable. La nécessité de la poursuite de ce développement devenait de plus en plus impérieuse, surtout pour l'enseignement primaire. Depuis 40 ans, le salaire des institutrices a aussi augmenté de façon considérable, mais je regrette d'être obligé de dire que le gouvernement libéral, qui a toujours prétendu avoir créé l'enseignement dans la province, a oublié de payer les institutrices. Il est un fait notoire, c'est que depuis 40 ans, nos institutrices n'étaient pas payées. Aujourd'hui, c'est dans le Québec qu'on paie le plus mal les institutrices. Le gouvernement libéral a augmenté légèrement pendant sept ou huit ans les traitements des institutrices, mais son effort n'a pas été soutenu. Aujourd'hui, nos institutrices sont payées entre 35 % et 40 % de moins que celles de l'Ontario et des autres provinces. Les statistiques fédérales démontrent nettement que les institutrices québécoises étaient les plus mal payées et ne recevaient que 40 % des salaires payés dans les autres provinces.

Il y a quatre ans, quand nous avons pris le pouvoir, j'ai demandé au premier ministre d'améliorer le sort des institutrices et nous avons pu le faire. Lorsque j'étais secrétaire de la province, nous avons accordé des crédits de \$800,000 aux municipalités scolaires pour que les salaires soient augmentés. À cette fin, environ 1,800 institutrices en profitèrent.

Sur environ 18,000<sup>4</sup>, il n'y en avait plus que 1,000 qui touchaient moins de \$300 lorsque nous avons quitté le pouvoir. J'espère que mon successeur (l'honorable M. Perrier) saura faire plus que ses prédécesseurs, lui que le premier ministre a présenté

à la province comme l'homme, le surhomme capable de résoudre les problèmes de l'enseignement.

(Applaudissements à droite et ovation à M. Perrier) Je demande donc au gouvernement de continuer l'œuvre commencée par l'Union nationale. Je demande au gouvernement de continuer ce que nous avons fait et de ne pas s'en tenir au minimum de \$300, surtout lorsqu'on considère que l'Ontario paie un minimum de \$650. C'est son devoir d'augmenter les salaires!

Je ne doute pas que le nouveau secrétaire provincial, ce surhomme que le premier ministre a présenté à la province, saura donner toute son attention à cette importante question.

(Applaudissements à droite)

Si on avait dépensé un peu moins de force physique pour applaudir et un peu plus pour payer les institutrices, le Parti libéral serait un grand parti!

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je propose, appuyé par représentant de Lotbinière (M. Chaloult), que le débat soit ajourné.

**M. Paquette (Labelle):** Je me demande pourquoi ces ajournements continuels. Les députés libéraux sont-ils incapables de répondre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est au contraire parce que plusieurs députés ont manifesté le désir de parler sur la question. Le député de Labelle a fait un discours tellement fouillé qu'on ne peut lui répliquer aussi rapidement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À voir agir le gouvernement, le peuple se demandera s'il n'est pas une Assemblée d'ajournements!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a des députés qui veulent réfléchir après avoir entendu le discours du député de Labelle, parce qu'ils veulent contrôler si ses avancés sont bien exacts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** (Souriant) Si je comprends bien, le premier ministre veut donner à ses députés le temps de réfléchir. Le premier ministre veut faire réfléchir ses députés?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Souriant) C'est pas si mal! C'est même toujours bon de réfléchir.

(Applaudissements)

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

### **Prélèvement exigé des employeurs professionnels**

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au prélèvement exigé des employeurs professionnels, prévu à l'article 20, chapitre 50, 1 George VI.

Adopté.

### **Assurance-chômage**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur, une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, le tout relativement à l'assurance-chômage et aux changements constitutionnels y relatifs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 jusqu'au 3 janvier 1941.

Si le gouvernement n'est pas prêt, l'opposition se montre au contraire préparée à discuter les motions qu'elle présente. Il s'agit ici d'une question de la plus haute importance. L'assurance-chômage n'est pas une panacée universelle idéale susceptible de mettre fin tout de suite au chômage. L'assurance-chômage est une assurance mutuelle à laquelle contribuent employeurs, employés et le gouvernement, qui ne peut être utile et efficace qu'après avoir amassé les sommes susceptibles de suffire aux dépenses normales.

Elle vaudra quand le fonds accumulé sera suffisant pour subvenir aux besoins des employés mis en chômage. C'est dire qu'il était oiseux d'invoquer l'urgence de cette mesure en disant qu'il fallait régler la crise présente.

L'assurance-chômage ne peut avoir d'effet pratique immédiatement. Le gouvernement fédéral vient d'établir un projet d'assurance-chômage, à la suite d'un amendement à la Constitution du pays, et en privant les provinces d'un droit qui leur était reconnu tant par le Conseil privé que par le fédéral

lui même. C'est le temps de redire, avec Sir Wilfrid Laurier, que tout amendement fait à la Constitution, quelque insignifiant qu'il soit, est un pas vers la centralisation et l'union législative. Le gouvernement fédéral a réussi à enlever à la province ce droit important et considérable sous le gouvernement actuel. Il l'avait tenté, mais sans succès, au temps du gouvernement de l'Union nationale.

Lorsque j'avais l'honneur d'être chef du gouvernement, M. King m'a écrit une lettre, en date du 5 novembre 1937, pour me dire que l'assurance-chômage pourrait être établie au pays en modifiant la Constitution avec le consentement unanime des provinces. Voici cette lettre:

Ottawa, 5 novembre 1937

Cher premier ministre,

Mes collègues et moi-même sommes convaincus qu'un régime d'assurance-chômage contribuerait à la sécurité matérielle des individus et à la stabilité industrielle du Canada, et serait de nature à diminuer la misère qui résulterait d'une nouvelle crise générale de chômage.

La Commission nationale de l'emploi, après avoir fait une enquête complète sur la situation du chômage au Canada, a fortement recommandé au gouvernement fédéral d'assumer le contrôle des bureaux de l'emploi. Nous sommes d'avis qu'un service de l'emploi relevant de la juridiction fédérale est le complément nécessaire d'un régime national d'assurance-chômage.

Nous croyons qu'il est très désirable de passer une loi établissant un régime national d'assurance-chômage et de bureaux de l'emploi. S'il est possible d'obtenir la coopération des gouvernements des diverses provinces, nous sommes prêts à soumettre dès la prochaine session des projets de loi à cet effet.

Vous vous rappelez que, le 28 janvier de cette année, le comité judiciaire du Conseil privé a opiné que le Parlement du Canada n'avait pas le pouvoir de passer une loi semblable à la loi de l'assurance-chômage de 1935. Depuis lors, des fonctionnaires du gouvernement fédéral ont étudié de très près la situation qui résultait de cette décision. Nous avons également bénéficié des conseils et des opinions d'un membre du personnel du Bureau international du travail, qui connaît bien les différents régimes d'assurance-chômage en vigueur et qui a été placé à la disposition du gouvernement - pour fins de consultation - par le Bureau international du travail.

Il semble d'opinion générale que, pour être vraiment efficace, un régime d'assurance-chômage doit avoir un caractère national. À cause cependant des limites de la juridiction du Parlement du Canada, il semble qu'un amendement à la Constitution doive précéder l'établissement d'un régime national d'assurance-chômage.

À cause de ces circonstances, j'écris aux premiers ministres des diverses provinces pour savoir si leurs gouvernements agréeraient<sup>5</sup> un amendement à l'Acte de l'Amérique britannique du Nord accordant au Parlement fédéral le pouvoir de passer une loi d'assurance-chômage. Vous m'obligeriez en me faisant connaître le plus tôt que vous le pourrez l'opinion du gouvernement de la province de Québec.

W. L. Mackenzie King

J'ai répondu que nous étions pour cela, mais sans changer la Constitution et en passant une législation concurrente, comme pour la pension de vieillesse. Un changement à la Constitution est toujours chose dangereuse. Nous avons fait valoir que par les temps d'incertitude et de crise que nous traversons, il n'était pas sage de bouleverser aussi profondément la constitution canadienne. M. King nous a demandé de renoncer aux droits des provinces sur ce point et d'autoriser le gouvernement fédéral à ouvrir des bureaux de placement. J'ai répondu non. Le très honorable M. King n'a pas voulu admettre notre point de vue. Comme nous étions en faveur de l'assurance-chômage et du concours fédéral dans des limites raisonnables et utiles pour le pays, nous avons offert au gouvernement fédéral de passer une législation concurrente, similaire, toutes proportions gardées, à la loi des pensions de vieillesse.

Le gouvernement de l'Union nationale a fait adopter une loi d'assurance-chômage qui permettait à la province de conclure une entente avec le fédéral pour l'établir, pourvu que le projet fût conforme aux droits constitutionnels de la province. Il est clair que tout changement à la Constitution est une affaire grave en tout temps, mais dangereuse en temps de crise, où l'on est porté à mesurer avec moins de calme et de perspicacité les effets éventuels, surtout avec la Constitution anglaise où le précédent finit toujours par s'imposer comme élément essentiel. Car il était important pour les provinces d'avoir leur mot à dire et de réserver leurs droits en cette matière.

Le gouvernement de l'Union nationale a été le premier gouvernement provincial à établir une loi

d'assurance-chômage, que l'on trouve dans les Statuts, 3 George VI, chapitre 2. On y lit notamment:

"Attendu qu'un système équitable d'assurance-chômage contributive et obligatoire comporterait de précieux avantages d'ordre social et économique pour la classe des travailleurs et pour le public en général;

"Attendu qu'il est possible et recommandable qu'un système d'assurance-chômage soit établi en coopération par les autorités fédérales et provinciales, dans les bornes de la Constitution canadienne et en respectant l'autonomie des provinces;

"Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à conclure avec le gouvernement fédéral toute entente qu'il jugera juste et conforme aux intérêts et aux droits constitutionnels de la province, afin d'établir un système d'assurance-chômage dont bénéficiera la province."

Nous avons refusé la demande d'amendement à la Constitution faite par M. King. Et pour des raisons sérieuses: si le gouvernement fédéral a le pouvoir exclusif d'administrer l'assurance-chômage, il peut dire blanc aujourd'hui et noir demain. Il peut modifier la loi de fond en comble à chaque session, comme la chose lui conviendra. Bref, faire ce que bon lui semble quand il lui convient et de la façon qui lui plaît, aussi souvent et différemment que la chose lui agréée. C'est assurément un facteur d'instabilité. Le gouvernement fédéral s'empare aussi des bureaux de placement, et donc, favorisera qui lui plaît dans l'octroi des positions.

De plus, rien ne nous garantit qui bénéficiera de cette assurance-chômage. Grâce aux pouvoirs exclusifs qui autrefois appartenaient aux provinces, mais qui appartiennent aujourd'hui exclusivement au fédéral, celui-ci est libre de déterminer qui bénéficiera de cette assurance-chômage. Il peut prendre fantaisie à un gouvernement fédéral, qui courtise telle province de l'Ouest, de dire par exemple que les fermiers qui ne travaillent pas l'hiver sont des chômeurs, au sens de la loi. Qui nous dit que le fédéral n'aurait pas amené des fermiers de l'Ouest travailler dans l'Est pendant l'hiver? Il peut décréter que des gens des autres provinces, des immigrés, viendront travailler dans la province de Québec et prendre la place des nôtres! Et cela peut être grave pour nous qui payons 30 % des taxes fédérales!

Une loi provinciale, telle que celle que nous avons passée, en collaboration avec le fédéral, eût garanti le contrôle nécessaire et l'administration de l'assurance-chômage suivant la mentalité et les traditions de la province de Québec.

Nous aurons donc l'assurance-chômage administrée exclusivement par le fédéral sans que le Québec ait désormais un seul mot à dire, parce que le premier ministre actuel, sur une simple lettre, a consenti au changement de la Constitution pour établir l'assurance-chômage sans l'autorisation de la Chambre et sans mandat du peuple! Le premier ministre a donné au fédéral des pouvoirs désormais exclusifs qui entameront fortement notre autonomie provinciale! Je dois dire qu'un premier ministre qui de son chef, sur simple lettre, sans consulter les Chambres et le peuple, prend sur lui de faire pareil geste, ne remplit pas son devoir le plus élémentaire et pose un acte et un précédent extrêmement dangereux. Il devra en garder l'entière responsabilité! C'est un geste malheureux et désastreux dont la répercussion peut être grave! Le premier ministre nous a engagés sur une voie dangereuse et a mis notre province sous les fourches caudines d'une majorité qui ne nous est pas toujours favorable!

Quand on sait que la Constitution de 1867, élaborée dans le calme, a causé des procès retentissants, que devons-nous attendre d'un amendement en plein temps de guerre, fait par un seul parti politique, sans consulter ni les Chambres, ni le peuple, sinon qu'il donnera lieu à des interprétations qui seront, craignons-le, nocives pour nous?

On a ajouté les mots "assurance-chômage" aux matières qui sont de la juridiction exclusive du fédéral. Qu'est-ce que l'assurance-chômage? On n'en donne aucune définition. Les centralisateurs auront beau jeu! Ils pourront interpréter la loi comme ils le voudront! Le gouvernement fédéral pourra prétendre que nous n'avons plus le droit de légiférer sur les heures de travail et les conditions de travail. Car il faut craindre qu'un jour, le gouvernement fédéral ne vienne prétendre que, s'il a droit d'instituer l'assurance contre le chômage, il a aussi le droit de prendre les moyens nécessaires pour prévenir le mal, et que le principal emporte l'accessoire. Qui nous dit que, dans l'avenir, le fédéral ne voudra pas assumer la responsabilité de toute la législation ouvrière en enlevant ce droit aux provinces?

Le premier ministre n'avait pas le droit de poser un geste aussi dangereux. Je regrette énormément pour la province que le premier ministre ait abandonné, sur simple lettre, un droit provincial aussi considérable et posé un précédent aussi dangereux! J'espère que ceci ne se renouvellera plus! Je demande même au premier ministre de faire un

pas en arrière et de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour que l'assurance-chômage soit établie en vertu d'une législation concurrente. Le gouvernement serait bien inspiré de défaire l'œuvre malheureuse qu'il vient d'accomplir, ce qui serait un pas en arrière dans le chemin parcouru, mais un pas en avant pour le bien de la province. Qu'il demande au fédéral de nous donner l'assurance-chômage sur le même plan que la pension de vieillesse!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Applaudissements) J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours de l'ancien chef du gouvernement de cette province. Le discours du chef de l'opposition démontre clairement que le premier ministre (l'honorable M. Godbout) a bien fait d'approuver l'assurance-chômage, comme toutes les provinces l'ont fait. La question de l'assurance-chômage est nouvelle. En 1867, ceux qui ont été chargés de préparer la Constitution, les Pères de la Confédération, ne pouvaient prévoir la crise de chômage que nous avons connue en 1930, crise dont nous sortons à peine en ce moment. Je ne sais pas que ce soit un crime que de toucher à cette prétendue arche d'alliance. D'ailleurs, par la loi qu'il a fait adopter en 1939 quand il était premier ministre, le chef de l'opposition a reconnu que l'assurance-chômage relevait surtout du fédéral, en admettant que le travail industriel est un problème qui relève de l'autorité qui s'occupe des questions de commerce et de travail. Il est dit dans le préambule de la loi que l'établissement d'un système d'assurance-chômage à base contributive serait un précieux avantage économique et social et que la responsabilité du chômage incombait surtout au gouvernement fédéral. La loi autorisait le gouvernement de la province à conclure une entente avec le gouvernement fédéral en vue d'établir un système d'assurance-chômage.

De son côté, le gouvernement fédéral a reconnu sa large part de responsabilité en dépensant des centaines de millions pour remédier au chômage et c'est à lui qu'il appartenait de créer l'assurance contre le chômage. Par sa loi, le chef de l'opposition a non seulement reconnu la nécessité de l'assurance-chômage, mais il a autorisé le cabinet à conclure une entente avec le fédéral pour l'établir. Des pays plus vieux que le nôtre, l'Angleterre en tête, ont créé l'assurance-chômage pour enrayer la misère chez l'ouvrier. C'était le seul moyen de combattre la misère qui sévit dans les pays industrialisés. Les ouvriers l'ont demandée, et avec raison, au gouvernement du Canada. Le premier ministre du dominion en est venu à la conclusion que pour

protéger les travailleurs industriels contre la misère, il fallait établir l'assurance-chômage.

La Constitution décrivait que les provinces devaient établir cette assurance, mais on a reconnu, et c'est prouvé, qu'aucune province n'était en mesure de le faire et que c'est le fédéral qui devait prendre l'initiative. Tout le monde admet que les provinces ne pouvaient pas établir séparément des systèmes différents. Tout le monde reconnaît que le chômage appartient au fédéral; il faut bien laisser à ce dernier les moyens voulus de s'en occuper! Il fallait que cet organisme soit créé par le gouvernement fédéral qui a le pouvoir unique sur les usines et les manufactures du pays. D'autre part, le Conseil privé a décidé que cette matière relevait des provinces. Le gouvernement fédéral l'a admis puisqu'il a demandé aux provinces de lui permettre d'établir l'assurance-chômage sur un plan national.

Est-il juste de dire qu'il ne faut jamais toucher à cette arche d'alliance qu'est la Constitution canadienne? On a prétendu que c'était un crime d'y toucher! Est-ce que le respect de cette prétendue arche d'alliance devrait nous empêcher d'accomplir un progrès considérable? Les Pères de la Confédération, je le répète, ne pouvaient prévoir nos problèmes d'aujourd'hui, aussi inspirés qu'ils aient pu l'être. Elle a 75 ans d'âge, cette Constitution! Le monde a marché et le progrès moderne fait que nous avons à résoudre des problèmes plus importants et plus épineux qu'en avaient à envisager les auteurs de la charte de 1867. Le problème de l'assurance-chômage n'est pas de première importance pour la vie de la Confédération,

Le chef de l'opposition se plaint du fait que le premier ministre ait donné le consentement de la province, sujet à l'approbation unanime des provinces. Pourquoi n'est-il pas allé à Ottawa pour faire adopter son plan de législation concurrente? Il aurait pu s'entendre avec son ami M. Hepburn<sup>6</sup> qui l'aurait sûrement aidé. L'honorable M. Hepburn et le chef de l'opposition, ce sont nos deux grands autonomistes, paraît-il. Mais M. Hepburn ne voyait pas dans le même sens. Le chef de la plus grande province industrielle du pays n'a pas partagé les vues du premier ministre du Québec!

Le premier ministre Mitchell Hepburn l'aurait-il aidé? Non, M. Hepburn a approuvé le projet du fédéral au point de vue industriel. Est-ce parce que le chef de l'opposition n'a pu faire triompher ses vues qu'il faudrait priver le travailleur des avantages que cela comporte pour lui? Est-ce qu'il aurait été juste de faire souffrir des familles sous le simple prétexte que Québec prétendait que

c'était là porter atteinte à la Constitution? Devons-nous priver nos ouvriers d'une assurance-chômage parce que c'est toucher à la Constitution qui aura 75 ans l'an prochain?

Le chef de l'opposition (M. Duplessis) s'étonne que le premier ministre ait donné l'approbation de la province par une lettre. Mais le premier ministre a consulté ses collègues du cabinet, qui étaient autorisés par la propre loi du chef de l'opposition à négocier une entente dans ce but avec le fédéral.

Que le chef de l'opposition soit tranquille: les droits constitutionnels de la province de Québec ont été bien protégés. Le gouvernement a fait un pas dans la bonne voie et le chef de l'opposition est obligé de l'admettre. Cela ne nous arrivera pas avant une couple de siècles, mais si nous devons avoir un jour un nouveau gouvernement d'Union nationale, l'assurance-chômage, telle que créée, serait reconnue comme une très bonne mesure.

(Rires à droite)

Les gens sérieux admettront que le premier ministre a fait un bon mouvement en facilitant l'établissement d'une commission d'assurance-chômage qui a du bon sens. Si le gouvernement fédéral doit payer toutes les dépenses du chômage, on admettra qu'il doit avoir entre les mains le pouvoir législatif nécessaire. Il ne peut risquer que sa législation soit soumise aux caprices des élections dans les différentes provinces du dominion. En donnant son consentement, le premier ministre a fait son devoir et il a rendu un grand service à tous les travailleurs de notre pays.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai été surpris de la théorie du ministre. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a prétendu que la loi d'assurance-chômage que nous avons passée en 1939 consacre le droit du fédéral à régir l'assurance-chômage et contient des admissions sur ce point. Il suffit de relire la loi pour se convaincre du contraire! Car si nous disons que le fédéral a la plus grande responsabilité dans le chômage, nous reconnaissons aussi qu'il y a une responsabilité provinciale.

Le ministre de la Voirie s'est moqué du premier ministre d'Ontario.

(Cris de protestation à droite)

Sous le régime de l'Union nationale, le Québec et l'Ontario ont coopéré sans sacrifier les droits d'aucune province. M. Hepburn et moi-même avons chacun nos opinions, mais nous avons coopéré non pour diriger et mener la Confédération,

mais pour protéger les droits de chacune des deux plus grandes provinces de la Confédération. Au lieu de ridiculiser le premier ministre d'Ontario, de faire du sarcasme sur lui, le ministre devrait au contraire saluer et remercier l'un des grands premiers ministres d'une grande province! Si ce que j'ai fait était à refaire, je recommencerais!

Le ministre prétend qu'il ne s'agit pas d'une question de première importance au point de vue constitutionnel. Sir Wilfrid Laurier que j'ai cité précédemment, s'il n'avait pas le talent, la personnalité et l'éloquence du député de Saint-Hyacinthe, il s'y connaissait sans doute mieux que lui sur les questions constitutionnelles! Sir Wilfrid Laurier n'était pas de cet avis, lui qui disait que l'assurance-chômage était un premier pas vers l'union législative et la centralisation. Le ministre a dit que le contrôle exclusif fédéral assurerait plus de stabilité à l'administration de l'assurance-chômage que sous un régime de lois concurrentes fédérales-provinciales. Il a traité avec sarcasme la Constitution canadienne, d'"arche d'alliance" et ridiculisé ainsi le pacte confédératif!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition l'aime donc bien maintenant, Sir Wilfrid Laurier! Il ne l'a pas toujours aimé comme ça. Vous parlez plus souvent de Sir Wilfrid Laurier, depuis qu'il est mort, que vous ne le faisiez de son vivant! Vous l'aimez beaucoup plus qu'avant!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La différence avec celui qui parle est que Sir Wilfrid Laurier a grandi depuis qu'il est mort. On ne pourra pas en dire autant de tout le monde! Celui qui parle<sup>7</sup>...

(Éclats de rire général)

Le ministre oublie qu'il y a des institutions qui grandissent en vieillissant. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) a parlé de stabilité. Il a dit que nous étions plus en sûreté avec un amendement à la Constitution qu'avec une loi concurrente. Lorsque le gouvernement fédéral a obtenu de la province le pouvoir exclusif de faire la loi, ce fut un abandon de nos droits parce que la province possédait ce pouvoir exclusif. Or, le régime de concurrence fédérale-provinciale offrait beaucoup plus de stabilité, car, dans ce régime, le gouvernement fédéral et les provinces consentaient chacun des concessions. Or, le fédéral ne pouvait rien modifier sans risquer que les provinces cessassent de coopérer et vice versa. Au contraire, le fédéral détenant tout pouvoir, à l'exclusion des provinces, peut faire ce que bon lui semblera,

désormais, sans que les provinces n'aient quoi que ce soit à dire.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition me permettra-t-il une question: Avons-nous le droit, avec le consentement unanime des provinces, de modifier la Constitution?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est un droit constitutionnel ça!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Entre le pouvoir et l'exercice du pouvoir, il y a la différence qui existe entre ceux qui possèdent le pouvoir et l'exercent mal et ceux qui possédaient le pouvoir et l'exerçaient bien! Vous avez ouvert la porte à tous les changements constitutionnels. Vous créez une situation instable! Lorsqu'il y a législation concurrente, c'est la stabilité. Mais avec un abandon des droits de la province, c'est l'instabilité, parce que le fédéral peut changer sa loi tous les ans, peut modifier ses vues tous les ans.

Je persiste donc à croire que la loi de l'assurance-chômage sera instable. Le gouvernement fédéral peut modifier ses vues tous les ans. L'assurance-chômage est un véritable contrat conclu entre le fédéral et la province; pas un premier ministre, ni un gouvernement n'a le droit de consentir à un amendement de la Constitution sans consulter le peuple et au moins la Chambre! C'est un précédent dangereux et nous en porterons les conséquences qui pourront être graves!

La motion est adoptée.

#### **Canalisation du Saint-Laurent**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

La question n'est pas nouvelle. Il y a plusieurs années, on a mis de l'avant ce projet qui affecte un parcours de 110 à 116 milles du fleuve. De nombreuses polémiques se sont engagées et des opinions fort divergentes ont été exprimées, qui en ont fait valoir les avantages et les désavantages, surtout quant à la navigation fluviale et à la production de l'électricité. Les différents gouvernements fédéraux qui se sont intéressés au problème ont toujours tous favorisé la canalisation du Saint-Laurent, notamment les gouvernements King, Bennett puis, de nouveau, King. Récemment, on a recommencé de nouvelles démarches. Je ne tenterai pas d'étudier la question au point de vue hautement technique, domaine où je ne suis pas qualifié, mais on me permettra d'en parler au simple point de vue du bon sens.

Dans la province de Québec, nous avons vu une unité de pensée entre le gouvernement de M. Taschereau et l'opposition que je dirigeais, contre la canalisation. M. Taschereau a combattu le projet et l'Union nationale a toujours été contre. Il y a eu notamment un débat célèbre où le premier ministre et l'opposition s'étaient prononcés de façon catégorique. Je n'ai aucune hésitation à dire que j'ai toujours été opposé au projet et qu'à mon sens, ce projet, tel que planifié, constitue un crime national, une dépense injustifiée et, à un certain point de vue, un suicide national.

Jusqu'à date, divers projets ont été soumis. Les divergences dans les estimations se chiffrent par millions. On a dit que cela coûterait \$150,000,000 à \$200,000,000. On évalue le coût à \$500,000,000, voire un milliard maintenant. Ce qui est certain, c'est qu'il faut prévoir plus que moins, car l'expérience ferroviaire et celle du canal Welland, par exemple, ne laissent guère de doute sur ce genre d'entreprise. C'est un coût inestimable pour nos moyens, surtout en temps de guerre où nous dépensons approximativement \$4,000,000 par jour. Québec paie 30 % des taxes fédérales, du Trésor d'Ottawa; Québec aura donc une part formidable à payer. Nous croyons que, dans les circonstances actuelles, la réalisation du projet occasionnerait des dépenses injustifiées.

La province de Québec a des droits inaltérables sur le Saint-Laurent qui traverse la province dans la plus grande partie de son cours. Les travaux de développement hydraulique, ce harnachement que l'on projette entre Ontario et New York, auront des répercussions sur le fleuve dans notre province, des répercussions profondes aux points de vue industriel et maritime. Le changement

de niveau fera disparaître des possibilités nombreuses de développement.

Nous n'avons pas les moyens d'entreprendre ces travaux. En tout cas, notre province ne les a pas. On me dira: le premier ministre d'Ontario est pour le projet. Nous sommes ici pour faire valoir nos droits! Nous voulons bien coopérer avec tout le monde, mais nous sommes ici avant tout pour administrer les affaires de Québec. La province de Québec n'a pas besoin de développement hydraulique, car elle a des disponibilités immenses à peine entamées. Même si le chauffage à l'électricité se généralisait et même si l'électrification des chemins de fer s'intensifiait, il nous resterait encore un surplus de pouvoir. Nous avons tellement d'électricité dans notre province que nous pouvons faire face aux besoins présents et futurs. Nous sommes prêts à en fournir à l'Ontario. Si l'Ontario a besoin de pouvoirs d'eau, nous pouvons coopérer avec cette province sans nous engager dans une entreprise ruineuse comme la canalisation du Saint-Laurent.

En supposant que le projet favoriserait la navigation, qui en profiterait? Nous n'avons rien à gagner, mais, au contraire, tout à perdre, car certains experts nous assurent que le développement maritime éventuel ne peut qu'amener un seul résultat: c'est que les bateaux passeront tout droit devant nos ports de Québec et Montréal pour monter jusque dans les Grands Lacs, pour s'en aller en Ontario.

En plus, ainsi que M. Fernand Rinfret le faisait observer avec raison, le fleuve deviendrait un rival ruineux pour les chemins de fer nationaux, qui ont de lourds déficits. Les déficits de la Canadian National Railways s'accroissent; ils représentent entre \$50,000,000 et \$100,000,000, annuellement, pour le pays.

En se plaçant au simple point de vue argent et des autres raisons, on affirme que le projet n'est guère défendable, parce que les avantages qu'on en escompte ne seraient guère réalisables, en ce sens qu'on ne peut guère espérer que les océaniques remontent dans les Grands Lacs, à cause des frais énormes de déplacement en regard de la lenteur de la navigation. La canalisation du Saint-Laurent doit être considérée au même point de vue que l'embargo sur les exportations de bois et d'électricité, afin d'assurer le développement économique et industriel de notre province.

Agir autrement serait mettre de côté une politique saine et sage. Ce serait même préjudiciable à l'exploitation rationnelle de nos ressources nationales.

Cet embargo a forcé les capitalistes à établir des industries dans la province de Québec. Ce serait une erreur de donner à nos riches voisins le moyen de développer des industries au détriment des nôtres. Lorsque les États-Unis auront à leur disposition un pouvoir très considérable produit dans notre province, ils s'en serviront pour développer l'industrie dans leur pays. Cette situation ne sera pas à l'avantage de la province de Québec!

À l'heure présente, nous n'avons aucun conflit avec nos voisins des États-Unis, mais de l'émulation. On dira que le président Roosevelt est pour le projet. J'admire infiniment sa largeur de vues, son patriotisme, son intégrité et sa sincérité, mais nous ne devons pas oublier que notre devoir principal est envers notre pays et notre province.

On sait ce que le traité de division des eaux du Michigan nous a valu de troubles et d'ennuis. En posant la question des pouvoirs d'eau, dont en conséquence celle de la canalisation du Saint-Laurent, cela en susciterait de semblables. Quelle sera la situation lorsqu'il s'agira de partager le pouvoir qui aura été développé et de délimiter les droits des deux pays en la matière?

On dira encore: Nous en avons besoin pour la guerre. Les plus optimistes admettent que le projet ne sera pas réalisable, avant quatre et plus probablement six ou sept ans. La guerre sera finie alors et l'hitlérisme, le banditisme seront vaincus et disparus. Ce projet est incompatible avec la poursuite de la guerre. Le projet ne peut favoriser l'effort de guerre; il est plutôt de nature à lui nuire.

Nous dépensons \$4,000,000 par jour actuellement pour la guerre. Le pays n'a pas le moyen de faire la dépense pour canaliser le Saint-Laurent, dépense dont nous ne retirerons guère de profit et qui créera des causes de conflit entre nos pays et placera la province de Québec dans un état d'infériorité. Le projet est ruineux au point de vue financier et il est dangereux au point de vue international, au point de vue annexionniste!

D'aucuns parlent de la baisse des taux d'électricité. C'est un leurre que de l'espérer de la canalisation du Saint-Laurent. En résumé, ce n'est pas un projet canadien ni à l'avantage du Canada ni de ses provinces, mais rempli de dangers pour les bonnes relations entre nos deux pays. Comme hier, aujourd'hui et demain, je serai contre!

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Caron), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.



**Demandes de documents:****Commission des  
liqueurs**

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Sud (M. Pouliot), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la Commission des liqueurs de Québec.

Adopté.

**Loi des  
sociétés agricoles**

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au chapitre 38, 1 George VI et ses amendements.

Adopté.

**Dépôt de documents:****Recettes  
des chemins de fer**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des recettes des compagnies de chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1939. (Document de la session no 9)

**Rapports  
des chemins de fer**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport des chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1939. (Document de la session no 10)

**État des  
mandats spéciaux**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport relatif à un mandat spécial émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province. (Voir le tableau ci-dessous)

Rapport relatif à un mandat spécial (le seul) émis en vertu de rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Service et rapports du Conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
1.	Colonisation: Réclamations antérieures ou comptes en souffrance au 25 octobre 1939 (O.C no 3925, du 31 octobre 1940)	\$25,000.00	\$19,464.87	\$5,535.13
		\$25,000.00	\$19,464.87	\$5,535.13

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, le 28 janvier 1941

L'auditeur de la province,  
A.-J. Dolbec

(Document de la session no 7)

**Motions de condoléances:****Ajournement en signe de deuil,  
Décès du député de Huntingdon  
M. Ross**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que la Chambre s'ajourne en signe de deuil et par respect pour la mémoire de l'un des nôtres, disparu ces jours derniers dans des circonstances si pathétiques. L'honorable député de Huntingdon (M. Ross), dont nous avons appris la mort avec chagrin, était un citoyen exemplaire et on le considérait déjà comme un modèle en cette Chambre. Tous les membres de l'Assemblée législative s'uniront à moi pour regretter sa disparition et offrir à sa famille désolée leurs condoléances<sup>8</sup>.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je seconde la motion de l'honorable premier ministre. Je n'ai pas connu M. Ross pendant longtemps, mais j'ai apprécié ses qualités et je sympathise avec sa famille dans cette épreuve.

La motion est adoptée.

La séance est levée à 5 h 15.

adopter, en 1938, une loi favorable à l'élément catholique de l'Ontario; cette loi sera abrogée rapidement puisqu'elle déclencha une véritable guerre antireligieuse et anticanadienne-française dans Hastings-Ouest. Duplessis s'allie avec Hepburn, afin de former un front contre les tendances d'empiètement du fédéral dans les pouvoirs provinciaux.

7. *La Presse* du 29 janvier 1941, à la page 10, écrit: "Le reste est perdu dans les rires."

8. Selon *Le Canada* du 29 janvier 1941, à la page 3, "une couronne de fleurs avait été déposée en début de séance sur le pupitre de M. Ross, mort dans l'incendie de sa maison le 14 janvier 1941, alors qu'il tentait de sauver des documents susceptibles d'intéresser le gouvernement".

---

**NOTES**

1. Concernant la seconde des trois lois présentées à cette séance.

2. M. Jacques Dumoulin n'exerçant pas son droit de parole, le chef de l'opposition exerce son droit de réplique.

3. Avocat et représentant officiel du gouvernement.

4. *La Presse* du 29 janvier 1941, à la page 10, mentionne 19,000 institutrices.

5. En anglais dans le texte: "would be agreeable to".

6. Mitchell Frederick Hepburn (1896-1953), premier ministre libéral de l'Ontario (1934-1942), fait

Séance du mercredi 29 janvier 1941

### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desmarais);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Didier-Alphonse Pesant et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage dudit Didier-Alphonse Pesant et Armandine Délorme, son épouse (M. Boucher);
- du révérend George Burdikoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal (M. Boucher);
- des Clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte (M. Leduc);
- de dame Rébecca Perrault, épouse d'Omer Archambault, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault (M. Caron);
- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson (M. Casgrain, Gaspé-Nord);
- de Henri de Gaspé Domville, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Adelaïde-Catherine Aubert de Gaspé, veuve de l'honorable Georges-René-Saveuse de Beaujeu (M. Choquette);
- des Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal, demandant l'adoption d'une loi abrogeant leur charte (M. Francoeur, Montréal-Mercier);

- de The Alma and Jonquière Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);

- de Saguenay Terminals Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);

- de The Roberval and Saguenay Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Fillion);

- de Paul Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements Nos 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly (M. Joyal);

- de Jean-Paul Rolland et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale (M. Joyal);

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 63 de ladite corporation et une résolution en date du 20 octobre, 1940, desdits commissaires d'écoles (M. Morin, Champlain);

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation (M. Morin, Québec-Centre);

- de la corporation du village de Maniwaki, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'entente intervenue entre la Gatineau Power Company, ladite corporation du village de Maniwaki et les commissaires d'écoles de Maniwaki relativement à l'évaluation de certaines propriétés et du paiement des taxes (M. Nadon).

### Rapports de comités:

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Godbout pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Le rapport est adopté.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Delagrave pour son président et recommande de réduire le quorum à quatre membres.

Le rapport est adopté.

**M. Dubreuil (Montréal-Jeanne-Mance):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Dubreuil pour son président et recommande de réduire le quorum à sept membres.

Le rapport est adopté.

**M. Choquette (Montmagny):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Choquette pour son président et recommande de réduire le quorum à sept membres.

Le rapport est adopté.

**M. Leduc (Laval):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Leduc pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Le rapport est adopté.

**M. Dumaine (Bagot):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Dumaine pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Le rapport est adopté.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Boucher pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq membres.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Girouard pour son président et recommande de réduire le quorum à sept membres.

Le rapport est adopté.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Dumoulin pour son président et recommande de réduire le quorum à dix membres.

Le rapport est adopté.

**Demandes de documents:**

**Crédit agricole**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à l'article 4 et au paragraphe "m" de l'article 8, du chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, (1936).

Adopté.

**Approbation des règlements  
du crédit agricole**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à l'article 9 du chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, (1936).

Adopté.

**Lois relatives  
aux seigneuries**

**M. Morin (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une

adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant aux seigneuries et aux lois y relatives, dans la province de Québec.

Adopté.

#### **Propagande communiste<sup>1</sup>**

**M. Morin (Champlain)** propose, appuyé par le représentant de Chicoutimi (M. Talbot), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 11 des Statuts refondus de la province de Québec (1925).

Adopté.

#### **Développements hydrauliques**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à tous développements de pouvoirs d'eau ou à toutes constructions de barrages ou écluses en vue de production d'énergie électrique, dans notre province.

Adopté.

#### **Aide aux chômeurs**

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 8, 1 George VI, 1937.

Adopté.

#### **Assistance aux mères nécessiteuses**

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1938 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 81, 1 George VI, (1937) et ses amendements.

Adopté.

#### **Bureaux du gouvernement**

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 21, 2 George VI (1938).

Adopté.

#### **Impôt du Québec sur le revenu**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 20 juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 16, 4 George VI (1940).

Adopté.

#### **Office du crédit agricole**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la

province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 6, 4 George VI (1940).

Adopté.

#### **Immeuble du ministère de l'Agriculture, Montréal**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 12 avril 1938 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 39, 2 George VI, (1938), ainsi qu'à l'immeuble y désigné.

Adopté.

#### **Charte de Montréal**

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 20 juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 75, 4 George VI (1940).

Adopté.

#### **Impôt sur les corporations et compagnies**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Bourque), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 19, 3 George VI (1939).

Adopté.

#### **Drainage**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2 du drainage.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose:

1. Que, dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'expression "services publics" comprendra tous les services du gouvernement de la province.

2. Que la section I de la loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11) s'appliquera à toutes les personnes nommées en vertu de l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

3. Qu'aucun chemin, aucun pont, ne devra être construit par le gouvernement de cette province sans que les plans et devis aient été soumis à l'Office du drainage établi par la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour tout ce qui concerne le drainage.

4. Que, nonobstant toute loi générale ou spéciale, les services du gouvernement de la province ne seront pas exempts de l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai étudié sommairement la loi et je ne trouve pas que cette loi comporte tant d'avantages. Ça me paraît même être une loi assez extraordinaire. Elle a pour effet d'assujettir aux caprices d'un certain organisme gouvernemental les corporations municipales. De plus, je doute fort de la constitutionnalité de cette loi parce qu'elle vient à l'encontre de la juridiction de la Cour des magistrats. On fait disparaître tout recours devant la Cour de magistrat.

L'Office du drainage va évidemment être un organisme politique. Il se composera de deux membres, et chaque fois que ces deux membres ne s'entendront pas, le gouvernement en nommera un troisième *ad hoc*. C'est dire qu'en définitive c'est le gouvernement qui décidera. C'est un précédent assez extraordinaire!

Il y a d'autres articles qui vont aussi beaucoup trop loin. Cette loi me paraît bouleverser l'économie de notre Code civil et de notre Code municipal. Elle crée une nouvelle commission, et il y en a déjà trop.

Nous sommes en faveur du drainage des terres. Comme question de fait, l'Union nationale avait fait voter des sommes considérables pour cette fin. Mais nous voulons signaler que la loi actuelle ne donne pas un sou de plus à l'œuvre du drainage, mais constitue dans son ensemble la mainmise complète du gouvernement sur les municipalités que le premier ministre prétendait tant respecter. Cette loi-ci ne donne rien. Elle ne fait que créer un office sous la tutelle du gouvernement et lui donner des pouvoirs qui appartiennent aux corporations municipales.

On donne à cet office des pouvoirs plus grands que ceux qui sont exercés par les conseillers et même les maires des municipalités. Les maires et les conseillers ont un mandat du peuple. Pourquoi les interdire et les remplacer par des fonctionnaires? On devrait respecter l'autonomie municipale de cette province. S'il est des gens dans une municipalité qui doivent savoir ce qui leur est nécessaire, c'est bien le conseil municipal, surtout quand on sait que le Code municipal est largement suffisant et très clair et catégorique.

La loi met de côté toute une jurisprudence bien établie en matière de cours d'eau. Les articles du Code civil sont, sans plus de formalités, mis de côté, de même que les dispositions du Code municipal. On fait même disparaître l'article 501 du Code civil<sup>3</sup> qui assujettit les fonds inférieurs à recevoir les eaux des fonds supérieurs dont l'écoulement se fait naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Il est évident qu'on veut faire du favoritisme politique! Pour interdire les conseillers municipaux? On a maintenant une tendance malheureuse à remplacer les tribunaux par des commissions. C'est une loi qui porte aux pires abus!

Je m'élève contre cette tendance à remplacer les tribunaux par des commissions de ci et des commissions de ça. Les tribunaux sont encore les organismes les mieux qualifiés pour arbitrer les conflits, car ce sont eux qui offrent des conditions d'impartialité que les commissions ne peuvent présenter. Ce sont eux qui offrent les meilleures garanties. Avec cette loi, il n'y a plus de recours aux tribunaux. Ceux qui ne seront pas satisfaits devront aller devant la Régie des services publics. De plus, on oblige les tribunaux à homologuer les ordonnances de l'Office. On ne peut faire cela!

Le pouvoir législatif ne peut se substituer au pouvoir judiciaire! Les questions de cours d'eau impliquent des questions de servitude et de droits futurs qui tombent généralement sous la juridiction

de la Cour supérieure. C'est la province qui organise les tribunaux, mais c'est le fédéral qui nomme les juges. En marge et comme corollaire de ce bill, le gouvernement introduit un principe extrêmement dangereux dans l'économie de nos lois: on consacre l'intrusion des inspecteurs fédéraux dans les affaires municipales<sup>4</sup>. La seule qualification de l'officier fédéral est d'être autorisé par le ministère fédéral. Ces mesures sont un empiétement sur les droits et prérogatives des municipalités!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La nécessité de la loi s'impose, car notre province a un besoin urgent d'une telle législation. Le gouvernement a établi une politique de drainage il y a 20 ans. De \$15,000,000 à \$20,000,000 ont été votés par la Législature pour l'égouttement des terres. Mais il n'y a eu que 60 % de cet argent qui a servi au drainage, à cause des empêchements de toutes sortes qui résultaient de la volonté même des intéressés et parce que le Code municipal a toujours été un obstacle à la réalisation complète des entreprises.

En effet, ce dernier contient des clauses obscures et des réglementations absolument contradictoires. Voilà pourquoi une partie de cet argent a été dépensée sans profit pour le cultivateur. Là où il eût fallu drainer sur une étendue de centaines de milles, on n'a fait que des essais locaux insuffisants. C'est la situation que nous voulons régulariser avec notre loi.

En dépit de l'aide substantielle des gouvernements, la très grande majorité des terres de la province manquent d'égouttement. En fait, 75 % à 80 % des terres cultivables de la province ne sont pas suffisamment égouttées, assainies, et elles ne rapportent que le tiers ou le quart de ce qu'elles pourraient rapporter. De plus, de 15 % à 20 % sont passablement égouttées, et il n'y a que 10 % de nos terres cultivables qui sont convenablement égouttées. Je veux ici parler des terres propres à l'agriculture.

Pour le drainage des terres, le gouvernement n'a jamais pu obtenir un mouvement d'ensemble pour pousser cette politique, parce que les dispositions du Code municipal sont peu claires et donnent une autorité peu définie aux conseils municipaux. Nous voulons établir la part contributive de chacun. Les travaux de drainage n'ont pas toujours été faits logiquement. Il y a eu tellement de négligence et de manque d'ensemble qu'on a procédé par bouts, par bribes, alors qu'on aurait dû assainir tout un plateau, ou qu'il eût fallu un vaste plan général pour égoutter parfois 100,000 acres de terre. Au lieu de cela, on a

fait de petits travaux souvent restés inutiles et de peu de rendement. Il y a eu de nombreux procès. Un mouvement d'ensemble s'impose.

Il faut donc un organisme pour coordonner le travail, apporter de l'ordre, de la logique et de grandes lignes directrices, délimiter la part de chacun, faire cesser les procès fixés par les charges et les responsabilités, intervenir dans les innombrables chicanes de cours d'eau, etc., qui ont ruiné des milliers de cultivateurs. Nous voulons éviter cela, par une loi claire qui déterminera les charges que chacun doit porter. C'est pourquoi le gouvernement crée un office avec pleins pouvoirs qui aura l'autorité voulue pour agir, malgré le mauvais vouloir des cultivateurs retardataires, qui ne sont qu'une minorité, mais qui retardent quand même les plus vastes entreprises, soit les plus utiles à la communauté.

Nous présentons cette législation pour protéger le cultivateur et pour promouvoir l'agriculture. La loi n'est peut-être pas parfaite, mais le principe en est bon. Nous faisons passer l'intérêt public avant l'intérêt particulier. Cet office a des pouvoirs étendus, mais non exclusifs, puisqu'il y a appel à la Régie, puis à la Cour supérieure.

Le chef de l'opposition nous reproche de créer des commissions? Il oublie que, lorsqu'il était au pouvoir, il en a augmenté le nombre. En trois ans, il en a créé plus qu'il en existait auparavant dans la province, mais il a trouvé une échappatoire en surnommant les commissions "régies". Nous aussi nous sauvons le principe: nous faisons de même en créant un Office du drainage qui est nécessaire.

Contrairement à ce que le chef de l'opposition a dit, la loi prévoit un droit d'appel devant la Cour supérieure quand le montant du litige sera assez considérable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre vient de se rendre un beau témoignage, à lui et à son parti. Car ce parti a été au pouvoir pendant 40 ans, et lui-même a été six ans ministre de l'Agriculture pendant ces 40 ans. Or, voyez le bilan qu'il nous présente: le premier ministre nous dit qu'il n'y a que 10 % des terres bien égouttées, 15 % des terres passablement égouttées, et 80 % où il ne pousse à peu près rien, faute d'égouttement.

Encore une fois, nous sommes en faveur du drainage, mais suivant des moyens différents. Le drainage pratiqué dans d'autres pays, notamment en Hollande, a donné des résultats extraordinaires. Le principe du drainage est excellent, mais les moyens qu'on prend pour l'exécuter sont mauvais. En fait, au lieu de diminuer les frais et les embarras, on va les

augmenter. N'en déplaie au premier ministre, le Code municipal n'est pas si mal fait qu'il le prétend, notamment en matière de cours d'eau. Nous avons la protection du Code civil et la nouvelle loi va augmenter les frais au lieu de les diminuer.

Aujourd'hui, lorsque survient une difficulté, on s'adresse au conseil municipal qui est une autorité compétente et responsable au peuple. Au lieu d'aider le cultivateur, cette loi le placera dans une situation pire. En matière de cours d'eau, le Code municipal est très clair. C'est une loi contraire à l'économie! Si la loi est votée, on sera à la merci d'une bureaucratie. Ce projet de loi est tout probablement illégal au point de vue constitutionnel et je crois que ça va coûter cher. Je doute de la constitutionnalité de la loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mais non. Nous avons déjà un service de drainage, au ministère de l'Agriculture. Tout son personnel sera attaché à l'Office. Il n'y aura pas beaucoup de dépenses additionnelles pour l'administration.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** questionne le premier ministre concernant l'article 4 de la loi sur les pensions qui se lit comme suit: "Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les membres de l'Office, un secrétaire et les techniciens comptables, commis et autres employés nécessaires et fixe la rémunération de chacun. La section I de la loi des pensions (Statuts refondus, 1925, chapitre 11) s'applique à toutes ces personnes."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non seulement les employés de l'Office bénéficieront du fonds de pension des fonctionnaires provinciaux du service intérieur et des avantages que cette loi comporte, mais ce privilège sera étendu par une loi spéciale aux fonctionnaires du service extérieur. Un des membres de l'Office sera un fonctionnaire actuel et le service du drainage sera mis au service de l'Office.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Office aura des pouvoirs trop étendus. À tel point qu'on ne pourra pas faire un pont, un bout de chemin sans que le nouvel organisme créé par le gouvernement ait son mot à dire.

Non seulement l'Office établit la réglementation des travaux de drainage, conduit les enquêtes qu'il juge utiles, fait de son propre chef les études et relevés préparatoires à la construction de drainage dans toute la province, fixe les plans, le coût des travaux, la répartition du coût, l'évaluation



des dommages, les allocations, mais cet office peut ordonner l'exécution de ses projets ou de tout projet qu'il aura décidé, quand même les intéressés n'en voudraient pas, et déterminer à sa volonté quand, où, comment et par qui ces travaux seront exécutés.

Les corporations municipales seront maintenant forcées de consulter l'Office du drainage avant de construire un pont de cinq pieds. Ce sera le contrôle des contrats et du patronage et il ne restera aux corporations municipales que le privilège de payer. Le caractère de ces pouvoirs est tellement dictatorial que dans les travaux de drainage, "l'Office peut, si les travaux ne sont pas convenablement exécutés avec la diligence voulue, résilier tout contrat et ordonner ce qu'il croit nécessaire dans les circonstances"<sup>5</sup>.

Les pouvoirs de l'Office vont encore plus loin. L'Office, en somme, confisque à son profit la quasi-totalité de tous les travaux municipaux, car l'article 54 dit ce qui suit: "Aucun chemin, aucun pont ne doit être construit par le gouvernement de cette province ou par une municipalité sans que les plans et devis aient été soumis à l'Office pour tout ce qui concerne le drainage." Autrement dit, si une municipalité se montre récalcitrante, l'Office n'aura qu'à dire non et attendre que la rebelle se soumette. Pourquoi obliger le gouvernement à soumettre les plans et devis de ses chemins et de ses ponts au nouvel office?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La chose est nécessaire. Actuellement, qu'on le veuille ou non, les travaux sont exécutés aux dépens du contribuable. Cette clause n'a d'autre but que de prévenir des erreurs coûteuses en tenant compte des nécessités du drainage. Les experts empêcheront la construction de chemins ou de ponts à des endroits où ils ne doivent pas être construits. C'est du bon sens que nous avons mis dans la loi.

Le chef de l'opposition doit savoir que son gouvernement a construit des chemins qui ont coûté très cher et que, lorsqu'il a construit une route de Louiseville à Berthier<sup>6</sup>, il a oublié le drainage, avec le résultat que la route a été inondée et qu'il a fallu refaire des travaux. Si le service de drainage avait révisé les plans de voirie au point de vue du drainage, ces ennuis auraient été évités. Son ministre de la Voirie n'aurait pas subi d'humiliation en soumettant ses plans au service du drainage du ministère de l'Agriculture pour éviter des dépenses inutiles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre s'aventure sur un terrain dangereux,

dangereux au point de vue favoritisme politique. S'il a des reproches à faire, il doit les faire au député de Laval qui était ministre de la Voirie<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Souriant)  
Je ne comprends pas que "le plus grand ministre de la Voirie depuis la Confédération", ainsi que l'appelait le chef de l'opposition, ait oublié le drainage dans cette construction de route.  
(Rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque j'ai pris charge de ce ministère, j'ai vu à cela. Quant à la route Berthier-Louiseville, je me suis empressé d'y voir et de faire faire les travaux nécessaires. Je suis intervenu pour faire exécuter les travaux tels qu'ils devaient être faits: c'est en suivant les plans que ces travaux ont été complétés et que les ennuis d'inondation ont été écartés. Sous le ministère de la Voirie qui m'a précédé, on avait fait la route de Saint-Jérôme, à certains endroits, de telle façon qu'il y a eu des inondations et du chemin et des terres.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le ministère de la Voirie du temps avait évidemment accompli le travail avec les meilleures intentions possible. Mais les faits n'en démontrent pas moins que la révision des plans de voirie, au sujet du drainage, aurait constitué une économie d'argent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, c'est l'Office du drainage qui va contrôler la construction des routes?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Non, pas exactement cela; mais l'Office évitera des erreurs comme celle que j'ai signalée. Ce que nous réclamons actuellement est nécessaire. Si le chef de l'opposition admet que des erreurs ont été faites par le plus grand ministre de la Voirie que la province ait eu depuis la Confédération, ces erreurs sont susceptibles d'être répétées. En définitive, c'est l'habitant qui paye. Nous ne voulons pas faire payer les cultivateurs pour les erreurs du passé dans le domaine de la voirie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre nous dit que 75 % des terres sont mal égouttées. L'application de cette loi exigera donc un personnel excessivement considérable et nombreux dans la province.

Et qu'on le veuille ou non, on fera, en définitive, payer les corporations municipales.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On aura recours aux services des ingénieurs de chaque comté et tout le personnel du département des drainages sera mis à contribution. Il y aura donc un ingénieur par comté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il faudra donc 86 ingénieurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ces ingénieurs sont déjà au travail. Ces ingénieurs, vous les aviez au temps de l'Union nationale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si vous les avez déjà ces ingénieurs, pourquoi alors passer une loi?

Je comprends que le but de la loi, c'est d'accaparer tout le patronage municipal pour les chemins, les ponts et les cours d'eau.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'y a rien de cela dans la loi. Les experts actuels n'ont présentement aucune autorité. C'est ce que nous voulons leur donner. Il s'agit de rendre leur travail efficace.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre n'est évidemment pas au courant de sa loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous voulons faire en sorte que les travaux de voirie et de ponts ne soient pas de nature à nuire au drainage. Nous voulons de la concordance dans tous ces travaux.

**M. Leduc (Laval):** Est-ce que la loi actuelle prévoit le cas pour le règlement des difficultés avec les chemins de fer nationaux, relativement à la construction des ponts?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est exactement l'un des cas que nous voulons couvrir.

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'oppose à la deuxième lecture des résolutions au cours de la même séance.

#### Chiens

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Nous voulons protéger et encourager les éleveurs de moutons dans la province en empêchant les troupeaux d'être décimés par les chiens. Jusqu'à maintenant, la loi permettait aux municipalités d'imposer une taxe sur les chiens. Malheureusement, lorsque des moutons sont dévorés par des chiens errants, le cultivateur n'est pas indemnisé. Les municipalités ne bougent pas.

On veut forcer les municipalités à l'imposition de taxes pour les chiens, lesquelles devront indemniser les cultivateurs dont les moutons auront été dévorés par les chiens errants. Cet état de choses nécessitait une loi plus catégorique, afin de permettre aux municipalités d'amasser les fonds nécessaires pour payer une indemnité aux cultivateurs lorsqu'ils subissent des pertes de ce fait.

Cette loi nous a été demandée par l'Association des éleveurs. Elle a pour but d'autoriser les municipalités à créer un fonds pour indemniser les cultivateurs lorsque leurs moutons sont dévorés par des chiens. Depuis quelques années, le nombre de chiens policiers allemands a augmenté de façon considérable dans la province. Je ne sais pas si c'est à cause de leur origine, mais ces animaux sont très dangereux pour les moutons.

Les municipalités devront exercer plus de surveillance sur les chiens dangereux. Dans certaines parties de la province, depuis quelques années, on a négligé l'élevage des moutons à cause des chiens errants. Cette loi permettra donc de protéger dans la province l'élevage des moutons en empêchant les troupeaux d'être décimés par les chiens.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est étrange. Si elle part d'un bon naturel, elle est plutôt vague. Ainsi, on pourra tuer le chien qui court après des animaux, sans danger de les étrangler ou blesser, car le terme "animaux de ferme" laisse une marque plutôt indistincte. Il y aurait peut-être lieu de faire une distinction pour les villes, où les troupeaux de moutons sont plutôt rares.

Il y a dans cette législation de bonnes mesures et des mesures dangereuses. Je trouve tout particulièrement dangereuse cette partie de la loi qui imposera aux municipalités l'obligation de payer les trois quarts des pertes subies par les éleveurs. C'est

là une grave injustice pour nos corporations municipales. Le gouvernement aura à regretter la passation de cette loi avant longtemps!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne sais pas si mon honorable ami le sait, mais les chiens sont parfois de grands voyageurs. Ils peuvent parcourir jusqu'à une quinzaine de milles dans une seule nuit et vont souvent semer le carnage et la mort moutonnaire dans nombre de troupeaux, sans qu'on puisse par la suite les identifier. Le cultivateur qui réclame des dommages doit établir à qui le chien coupable appartient. La municipalité avec notre loi pourra se procurer des fonds en imposant une taxe sur les chiens. Le propriétaire devra établir que les moutons ont été détruits par des chiens, s'il veut obtenir une indemnité.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>8</sup>:

Le comité étudie l'article 8c de la section IVa (Statuts refondus, 1925, chapitre 264), introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"8c. Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans un territoire non organisé, entre le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre."

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Chez nous, à Cap-d'Espoir, où j'ai été réélu maire, ce délai est insuffisant. Je suggère que l'on remplace la date du 1<sup>er</sup> novembre par le 15 décembre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'accepte cette suggestion car nous voulons donner le plus de protection possible aux cultivateurs.

Cet article est amendé et il se lit désormais comme suit:

"8c. Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans un territoire non organisé, entre le premier mai et le quinze décembre."

L'amendement est adopté.

Le comité étudie l'article 8e de la section IVa (Statuts refondus, 1925, chapitre 264), introduit par l'article 1 du projet de loi et qui se lit comme suit:

"8e. Toute corporation municipale doit, par une réglementation et une surveillance convenables prévenir les dommages que les chiens errants peuvent causer."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** En somme, la loi proposée par le premier ministre a pour but de faire disparaître les chiens. On décrète leur mort pour mieux protéger les moutons. Le chien a son utilité et il ne faut pas verser dans l'excès. La loi ordonne au propriétaire du chien de l'identifier par un signe quelconque, et elle ajoute que, si ce chien étrangle un mouton, automatiquement la municipalité et ensuite le propriétaire en paieront au moins les trois quarts.

Le cultivateur se fera le raisonnement suivant: "Si je garde mon chien, il me faut le marquer d'un signe d'identification. Or, comme la municipalité paie les trois quarts de la valeur de tout mouton, mangé ou tué et se rembourse aux dépens du propriétaire, je suis donc exposé à de coûteuses mésaventures de la part de mon chien."

Le cultivateur qui est obligé d'attacher un bouton d'identification au cou de son chien, et qui sait qu'il sera forcé de payer les frais si l'animal tue un mouton, ne voudra plus élever de chiens. L'adoption de cette loi équivaut à interdire l'élevage du chien dans notre province, parce que les municipalités ne voudront pas émettre de permis pour les chiens quand elles sauront qu'elles devront payer les dommages causés par les chiens la première fois qu'ils prendront la liberté.

Au lieu d'encourager le risque, elles refuseront tout simplement tout permis et l'on devra faire disparaître les chiens de cette vallée de larmes et de moutons. L'agneau pourrait bien devenir le mets national en raison du nombre de moutons qu'il y aura. Le premier ministre, qui est devenu cultivateur dans Deux-Montagnes, devrait savoir à quoi s'en tenir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La municipalité aura son recours contre le propriétaire du chien qui aura fait des dommages à un autre cultivateur. En tant que cultivateur, si cette loi a pour effet de faire diminuer le nombre des chiens dans la province en faisant par contre augmenter le nombre des moutons, personne n'aura à s'en plaindre. Les municipalités, par la perception de la prime sur les chiens, recevront amplement de revenus pour compenser toutes les indemnités qu'elles pourront

être appelées à payer. Toute personne peut, en vertu de la loi, détruire tout chien errant, ce qui est une infraction en vertu des dispositions du bill. Donc, l'indemnité sera limitée aux trois quarts des dommages qui sont causés, à moins qu'ils soient imputables à la négligence de la municipalité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'âme des premiers ministres est bien changeante à propos des chiens. Car M. Taschereau, qui reconnaissait que le chien est le plus fidèle ami de l'homme, avait passé une loi en faveur des chiens, contre les humains qui les massacraient. Le premier ministre n'aime pas autant les chiens que son prédécesseur!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'aime les chiens, mais pas ceux qui dévorent les moutons des cultivateurs. Il y a actuellement une loi qui permet aux municipalités d'imposer une taxe sur les chiens, pourvu qu'un certain nombre de cultivateurs le demandent.

Mais il se produit assez souvent que les municipalités ne se rendent pas à de telles demandes. Le but de la nouvelle loi est de protéger les cultivateurs en leur assurant une indemnité pour les pertes causées par les chiens qui égorgent les moutons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On charge lourdement les municipalités en les forçant à payer les trois quarts des indemnités.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il ne faut pas oublier que la loi pourvoit à l'organisation d'une assurance pour couvrir les dommages, la prime étant le montant versé par le propriétaire du chien. Les corporations municipales pourront distinguer entre différentes catégories de chiens et imposer des tarifs différents pour chaque catégorie selon la race, la taille, l'âge, le sexe ou la valeur du chien.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Bref, le premier ministre veut établir la carte d'identité pour chiens! On a parlé d'une carte d'identité pour les électeurs municipaux et on veut maintenant une carte d'identité pour les chiens! Va-t-on exiger la photo?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Cela existe dans les villes.

L'article 8e de la section IVa (Statuts refondus, 1925, chapitre 264), introduit par l'article 1 du projet de loi est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 2 à 5 sont adoptés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suggère qu'une publicité considérable soit faite au sujet du rapport du bill, pour que tous les intéressés le connaissent bien.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Voilà une excellente proposition.

Le comité ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

### Cours d'eau

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)<sup>9</sup>** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>10</sup>:

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Comme l'a dit le premier ministre, cette loi est pour faire concorder la nouvelle loi du drainage avec le Code municipal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi permettre même à un officier fédéral de pouvoir se rendre sur les terrains traversés par un cours d'eau? Québec devrait se décrocher un peu plus du fédéral.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oui, mais l'on veut accrocher les contributions fédérales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi exige-t-on, pour les fins de procès-verbaux, les trois quarts du terrain au lieu des trois quarts des propriétaires intéressés comme cela se pratique actuellement?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

C'est parce qu'il y a des terres qui ne valent rien. Et c'est pour cela que les propriétaires ne sont pas intéressés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des terres qui ne valent rien... Est-ce que le ministre de la Voirie veut parler des terres du premier ministre? Mais pour les terres qui ne valent rien, le Code civil prévoit le cas.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Nous voulons une répartition équitable pour tout un chacun.

Les articles 1 à 13 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**

propose que le bill soit voté immédiatement en troisième lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À la prochaine

séance.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Vous voulez coucher sur le bill?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le fait est

que c'est un bill à dormir dessus!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Attendons à demain alors puisque le chef de l'opposition sent le besoin de coucher sur le bill!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si je me

couche dessus, je suis au moins sûr de m'endormir!

La troisième lecture est remise à la prochaine

séance.

### Drainage

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 du drainage soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose

que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>11</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des renseignements au premier ministre sur certains articles de la loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** annonce que le personnel technique attaché à l'Office du drainage, y compris le secrétaire, sera choisi parmi le personnel du service actuel du drainage, ministère provincial de l'Agriculture.

Il y aura, dit-il, une coopération très étroite entre le service hydraulique du ministère des Terres et Forêts et le nouvel Office du drainage, surtout en ce qui concerne les régions nouvelles. Cette coopération donnera lieu à certaines économies.

Les articles 1 à 53 sont adoptés.

L'article 54 est suspendu.

Le comité étudie l'article 55, qui se lit comme suit:

"55. L'approbation prévue à l'article 5 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus 1925, chapitre 46) ne peut être accordée sans que les plans et devis aient été communiqués à l'Office."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je l'ai déjà dit, et je le répète: aucun développement hydraulique ne doit se faire dans la province sans que le ministère de l'Agriculture en soit prévenu.

C'est le moyen de prévenir des entreprises nuisibles à l'agriculture. La loi du drainage consacre ce principe.

L'article 55 est adopté.

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 56, qui se lit comme suit:

"56. La Régie des services publics est constituée arbitre des différends en matière de drainage, et tout intéressé peut, dans les soixante jours, soumettre à son arbitrage toute décision pour ordonnance de l'Office."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Régie a trop de pouvoirs. On devrait laisser nos tribunaux régler les différends.

Elle n'a pas le droit de rendre des décisions exécutoires. Ça, c'est du domaine judiciaire. Ce qui

veut dire qu'elle n'a pas d'existence au point de vue constitutionnel. On écarte les juges de la Cour supérieure; c'est une insulte gratuite à la magistrature!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Régie des services publics est composée d'hommes compétents et intègres, avocats et ingénieurs. J'ai toute confiance dans ce tribunal, autant que le chef de l'opposition, et tous ceux qui veulent la bonne administration de la justice seront satisfaits.

M. Dugas, président de la Régie, qui décidera en dernier ressort, est un bon avocat, digne d'être juge, et qui a toutes les qualifications nécessaires pour décider, de concert avec les experts techniques qui l'écarteront.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au lendemain des élections provinciales de 1939, M. Dugas errait dans le parlement, cherchant un ministère, et il n'était pas content du refus du premier ministre. Aujourd'hui, le premier ministre dit qu'il est un surhomme aux qualités transcendantes. Pourquoi n'en a-t-il pas voulu?

À la place du nouveau secrétaire provincial qualifié de surhomme lui aussi par le premier ministre, je me méfierais!

L'article 56 est adopté.

Les articles 57 et 58 sont adoptés.

Le comité étudie le premier alinéa de l'article 59, qui se lit comme suit:

"59. Toute contestation devant les tribunaux civils, relative à un règlement, un procès-verbal, un acte d'accord ou une ordonnance en matière de drainage, doit être, sur motion d'une partie, référée à la Régie comme arbitre. La Régie peut charger l'Office de toute expertise jugée nécessaire."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un manque de confiance dans nos juges. Cette méfiance du premier ministre envers les juges n'est pas flatteuse pour ses députés et ministres, dont tant veulent accéder, quoiqu'en vain jusqu'ici, à la magistrature.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je dois dire que dans la Régie des utilités publiques, nous avons des experts qui connaissent leur affaire. Ceci ne veut pas dire que nous ne tenons pas au prestige de nos tribunaux.

**M. Gagnon (Matane):** En vertu de la présente loi, sur une simple requête, une personne pourra passer des tribunaux à la Régie des utilités publiques. Je dis que cela est absolument indécent. C'est là une insulte à nos tribunaux. Je comprends que du côté de la droite, il y a des gens anxieux de monter sur le banc, comme par exemple le procureur général.

Personne ne conteste l'intégrité des membres de la Régie, mais des membres de cette Chambre ont l'ambition très légitime de monter sur le banc. Pourquoi ce soufflet à la magistrature?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je remercie le député de Matane d'avoir dit que des membres de cette Chambre sont dignes de la magistrature. Mais ils peuvent rendre encore de grands services à la province aux postes qu'ils occupent.

(Rires à droite)

Ce qui sera envoyé à la Régie, ce sont simplement les questions d'administration. Les contestations entre particuliers restent de la compétence des tribunaux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a dit que les membres de la Régie sont compétents et intègres. Veut-il insinuer que l'ex-président n'était pas compétent et intègre?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai fait aucune allusion à l'ex-président de la Régie, et si j'avais parlé de lui, j'aurais reconnu son intégrité.

L'article 59 est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Dépôt de documents:

#### Rapport du ministre de l'Agriculture

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 12)

### Cautionnements des officiers publics

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par les officiers publics (y compris les huissiers), du gouvernement de la province de Québec tel que requis par le chapitre 9, article 41, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 13)

La séance est levée à 6 heures.

### NOTES

1. Il s'agit de la loi du cadenas qui est déposée le 17 mars 1937 par le gouvernement de Duplessis. Cette dernière autorise la fermeture de tout local soupçonné de propagande communiste. Ce qui caractérise le gouvernement Duplessis, c'est sa lutte acharnée contre le communisme et contre les syndicats qu'il soupçonne d'être affiliés aux communistes.

2. M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), Orateur suppléant, au fauteuil.

3. L'article 501 du Code civil se lit comme suit: "Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué. Le propriétaire inférieur ne peut pas élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur."

4. Selon *Le Devoir* du 30 janvier 1941, à la page 4, Duplessis fait référence à l'article 500a de la loi qui modifie le Code municipal relativement aux cours d'eau et qui se lit comme suit: "Tout officier autorisé d'un ministère fédéral ou provincial, ou tout inspecteur municipal peut, par lui-même ou par d'autres personnes sous sa direction, exercer le droit de passage."

5. 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 45.

6. Ou la route Berthier-Maskinongé, comme l'appelle Alexis Gagnon du *Devoir* du 30 janvier 1941, à la page 4.

7. François-Joseph Leduc. Élu député de l'Union nationale en 1936. Ministre de la Voirie du 26 août 1936 au 7 juillet 1938. Sommé par le premier ministre de démissionner du Conseil exécutif, il refusa. Devant le refus de ce dernier, Duplessis présente, le 7 juillet 1938, la démission de son cabinet au lieutenant-gouverneur, et le fait assermenter de nouveau, à l'exception du ministre Leduc.

8. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse).

9. Comme le parrain du bill, l'honorable Oscar Drouin, n'est pas en Chambre, c'est l'honorable T.-D. Bouchard qui défend et explique le projet de loi, selon *La Patrie* du 30 janvier 1941, à la page 3.

10. Voir note 8.

11. Voir note 8.





Séance du jeudi 30 janvier 1941

### Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

### Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Présentation de pétitions:

La pétition suivante est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre:

- de la Caisse Nationale d'Économie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette (M. Boucher).

### Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Delagrave);
- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Desmarais);
- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Kirkland).

### Rapports de comités:

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Son Excellence Mgr Joseph-Aldée Desmarais, évêque d'Amos, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation le Collège d'Amos;
- de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, comté de Saint-Maurice et de la commission scolaire de la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de ladite paroisse et une résolution en date du 3 décembre 1940 des commissaires d'écoles de ladite municipalité;

- de Charles LeBlanc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen;

- de Robert LeBlanc, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la chirurgie dentaire, après examen;

- de Gertrude Jean Crawford Lindsay ou Bishopric et The Royal Trust Company, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay;

- de Industrial Life Insurance Company, demandant l'adoption d'une loi autorisant à faire affaire sous son nom anglais ou sous le nom français de L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie;

- de The Wales Home, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la cité de Grand'Mère et des commissaires d'écoles pour la cité de Grand'Mère, comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite cité et les commissaires d'écoles pour ladite municipalité et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies;

- de Louis Cohen et autres, demandant l'adoption d'une loi changeant leur nom de famille de Cohen en celui de Mescon;

- de Crown Trust Company et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Thomas Mussen;

- de la Commission scolaire Saint-Pierre-aux-Liens, demandant l'adoption d'une loi concernant ladite Commission;

- de George Anthony Alexopoulos, demandant l'adoption d'une loi changeant son nom de Alexopoulos en celui de Allison.

### Travaux de la Chambre:

#### Adoption de première et deuxième lectures de projets de loi

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande d'adopter en seconde lecture un bon nombre de bills privés, afin de pouvoir donner de la besogne aux comités parlementaires dès la semaine prochaine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition veut coopérer. Elle n'a pas d'objection à ce que les

règlements soient suspendus pour permettre à ces projets de loi de franchir d'un bond les deux premières étapes. Je consens à suspendre le Règlement afin de hâter les procédures pour que la Chambre puisse travailler, puisqu'il n'y a rien d'autre sur le métier. Les comités parlementaires pourront ainsi commencer leur travail dès mardi matin. Je fais cependant remarquer qu'en consentant à la seconde lecture des bills en question, je n'en admet pas le principe par le fait même. Je réserve mon jugement sur chacun d'eux au moment opportun.

**George Anthony  
Alexopoulos**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 105 permettant à George Anthony Alexopoulos de changer son nom de famille d'Alexopoulos en celui d'Allison.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession de Thomas Mussen**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** demande la permission de présenter le bill 104 accordant certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Saint-Étienne-des-Grès**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 122 ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 3 décembre 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Évaluation immobilière  
à Grand'Mère**

**M. Guibord (Laviolette)** demande la permission de présenter le bill 124 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Guibord (Laviolette)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession  
d'Edith Mary Wurtele**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** demande la permission de présenter le bill 110 concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Industrial Life Insurance  
Company**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** demande la permission de présenter le bill 108 concernant le nom de Industrial Life Insurance Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Wales Home**

**M. Desmarais (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 106 modifiant la charte de The Wales Home.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Collège  
d'Amos**

**M. Allard (Abitibi)** demande la permission de présenter le bill 132 constituant en corporation "Le Collège d'Amos".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Allard (Abitibi)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Louis Cohen**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** demande la permission de présenter le bill 129 changeant le nom de famille de Louis Cohen *et al.* en celui de Mescon.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si je ne me trompe et si ma mémoire est fidèle, ce bill est déjà venu l'an dernier devant la Chambre et il a été rejeté. Je trouve que le requérant a pas mal d'audace pour revenir aujourd'hui ainsi avec le même bill.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le bill avait été adopté par la Chambre basse et rejeté par la Chambre haute.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'une des meilleures choses que le Conseil législatif ait encore faites! Ces changements de noms sont toujours dangereux. Je me demande quel intérêt une personne a à changer de nom.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce monsieur ne veut pas changer de nom, mais il est à la recherche de son vrai nom. Ça arrive des choses de même...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il n'y a pas de mal à ça. Votre parti a pourtant changé de nom assez souvent!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le vôtre ne peut pas changer le sien, car il y a déjà longtemps qu'il a perdu son nom!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Commissaires d'écoles  
de Saint-Pierre-aux-Liens**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 103 relatif aux commissaires d'écoles de Saint-Pierre-aux-Liens.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charles LeBlanc**

**M. Bourque (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 101 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles LeBlanc au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés.

**Robert LeBlanc**

**M. Bourque (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert LeBlanc au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Loi de la chasse**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 5 modifiant la loi de la chasse.

Cette loi pourvoit à l'abolition de la licence de transport pour l'original, le caribou et le chevreuil; à la confiscation des animaux tués sous prétexte

qu'ils font des ravages sur les fermes, et à la modification des saisons de chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 6 modifiant la loi de la pêche.

Cette loi a pour but de donner aux gardes-pêche le pouvoir de saisir les engins de pêche prohibés par la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Loi de l'art musical**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 4 modifiant la loi de l'art musical.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est pour permettre aux gagnants du Prix d'Europe de pouvoir faire leurs études dans un autre pays, à cause de la guerre.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Comité spécial:**

#### **Refonte du Règlement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard):

Que la Chambre nomme un comité spécial de quinze membres pour examiner le projet de refonte du Règlement qui a été déposé sur le bureau le 28 janvier 1941;

Que ce comité spécial soit composé de M. l'Orateur, des honorables MM. Bouchard, Mathewson, Casgrain, et de MM. Duplessis, Gagnon, Sauvé et Bienvenue, Caron (Hull), Dumaine, Dumoulin, Gauthier, Hyde, Lorrain et Talbot;

Que ce comité spécial soit autorisé à siéger en tout temps, sauf pendant les séances de la Chambre, et à rendre compte de temps à autre de l'état de ses travaux;

Que son quorum soit d'au moins cinq membres, y compris le président.  
Adopté.

### **Crédits provisaires**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre étudie tout de suite les changements relatifs au chapitre des crédits provisoires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'y oppose, dit-il. Nous voulons prendre le temps d'étudier le changement proposé.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les temps sont changés. L'année fiscale ayant été avancée de trois mois et se terminant maintenant le 31 mars, la Chambre, comme les autres Parlements britanniques, devrait avoir le pouvoir de voter provisoirement une certaine proportion du budget, au cas où les subsides complets ne seraient pas votés pour le 31 mars.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'ici le 31 mars, il y a du temps.

### **Drainage**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 2 du drainage soient maintenant lues une deuxième fois.

Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division et adoptées sur division.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 2 du drainage.

Adopté.

### **En comité:**

Le comité étudie de nouveau la résolution 3, devenue l'article 54, qui se lit comme suit:

"[[54. Aucun chemin, aucun pont, ne peut être construit par le gouvernement de cette province ou par une municipalité sans que les plans et devis aient été soumis à l'Office pour tout ce qui concerne le drainage.]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai pas l'intention de reprendre le débat d'hier. L'Union nationale l'a prouvé dans le passé et le prouvera encore à l'avenir: elle est et a toujours été en faveur d'une saine politique de drainage en se servant de moyens appropriés. Toute politique favorisant le drainage des terres, toute mesure appropriée, recevra l'appui de l'opposition. Mais, avec la loi qu'on nous présente, je ne vois pas qu'on aide le drainage. La seule aide est dans le titre de la loi. Par la loi, les cultivateurs vont être appelés à ne payer que des taxes.

Cette loi est mauvaise parce qu'elle viole l'autonomie des municipalités et que le gouvernement s'empare de tout le patronage. Aucun contrat ne pourra être accordé. Le troisième membre de la Commission de drainage constituera une simple intervention gouvernementale. Nous ne pouvons accepter une politique qui donne au gouvernement tous les pouvoirs. Nous répétons que la loi sabote les droits des conseillers municipaux et les privilèges de la magistrature. Nous sommes pour le drainage des terres pour n'importe lequel montant, mais dans des conditions saines. Nous croyons que cette mesure n'aidera pas le drainage, et il ne faut pas donner le spectacle d'une province qui n'a pas confiance dans les conseils municipaux.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne puis m'empêcher d'admirer le chef de l'opposition qui réussit toujours à trouver toutes sortes d'arguments contre une mesure qu'il accepte au fond et qu'il trouve bonne. Le chef de l'opposition approuve cette bonne mesure, et je ne doute pas qu'il regrette de ne pas avoir proposé lui-même cette excellente législation durant les trois ans qu'il a été au pouvoir. Je suis convaincu que ce n'est pas inutilement, ni faussement, qu'il proclame l'intérêt qu'il porte à la classe agricole.

Le Code municipal a vieilli et, en vieillissant, il nous a montré les inconvénients qu'il comportait. Je pourrais montrer de nombreux exemples de cultivateurs qui ont, dans le passé, dépensé inutilement en contingents deux ou trois fois le prix réel de ce qu'ils auraient coûté pour faire exécuter leurs travaux de drainage à cause de ces réglementations inadéquates.

Nous ne voulons plus que cela se répète. Nous voulons aider les cultivateurs en présentant une loi claire et précise qui évitera aux cultivateurs des formalités compliquées et inutiles, des procès ruineux et inutiles, des frais, et qui donnera à la province une bonne politique de drainage des terres.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que je suis en faveur du drainage et nous l'avons prouvé dans le passé. Nous sommes contre le drainage du patronage vers le gouvernement. Le Code municipal a vieilli, dit le premier ministre qui a l'air de prétendre que tout ce qui vieillit n'est pas bon. Comment se fait-il que le premier ministre pouvait se promener dans la province, il y a quelques années, en disant qu'un gouvernement qui a vieilli 30 ans au pouvoir était un bon gouvernement qu'il fallait réélire? Le premier ministre dit qu'en vieillissant on ne s'améliore pas. Il n'est pas juste pour son vénérable père qui a 83 ans. Ce qui est bon ne vieillit jamais. Ce qui vieillit trop vite, c'est le mal. Le gouvernement de l'Union nationale n'a pas vieilli.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il a vieilli dru...

(Rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas vieilli du tout! Nous avons seulement voulu donner au peuple la chance de voir la différence entre un gouvernement qui fait quelque chose, comme l'Union nationale, et un gouvernement qui ne fait rien, comme le gouvernement actuel. Je crois que le premier ministre sera le premier à regretter d'avoir passé cette loi.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. le président, comme avocat qui pratique dans un district rural, c'est la mort dans l'âme que je constate que cette loi met fin à des procès considérables et rémunérateurs.

(Rires et applaudissements)

La loi actuelle va mettre fin à tous les procès et elle est d'une grande simplicité. Elle permettra aux municipalités d'oser entreprendre bien des travaux qu'on n'osait pas faire autrefois. Comme député représentant une circonscription agricole, je suis heureux de féliciter l'honorable premier ministre d'avoir présenté une législation qui va aider à l'agriculture. Il suffit d'un plaideur, dans une municipalité, pour bloquer le progrès, pour être cause qu'une chose aussi nécessaire que le drainage des terres soit indéfiniment retardée, pour donner naissance à des procès ruineux. Je félicite donc le gouvernement et je crois avec le premier ministre que même le chef de l'opposition approuve ce projet dans son for intérieur.

L'article 54 est adopté.

Les articles suspendus sont adoptés.

Les articles 60 à 63 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Cours d'eau

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 3 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Chiens

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 7 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Travaux de la Chambre:

#### Refonte du Règlement

**M. l'Orateur:** J'ai l'honneur d'informer la Chambre que les membres du comité spécial chargé d'étudier le projet de refonte du Règlement de la Chambre se réuniront mardi matin à 11 heures dans la salle du comité des bills publics.

#### Dépôt des *Comptes publics*

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand les *Comptes publics* seront-ils déposés sur le bureau de la Chambre?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Très prochainement<sup>1</sup>.

#### Version française des bills

**M. Gagnon (Matane):** Je désire attirer l'attention du gouvernement sur le fait que les lois

amendant les lois de la chasse et de la pêche ont été imprimées en anglais. Est-ce qu'il serait possible d'avoir des bills imprimés en français? Le mien sur le drainage est en anglais!

Je demanderais que des copies françaises des bills 5 et 6 nous soient distribuées. Je n'en ai pas eu de versions françaises. Est-ce que la province est devenue unilingue? Je comprends que le premier ministre est pour l'anglais. Mais j'aimerais bien à en avoir en français!

(Protestations à droite)

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Le député de Matane voit-il l'anglais partout?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'honorable député semble beaucoup plus avancé que les autres au point de vue anglicisation, car des copies françaises ont été distribuées à tous les membres de cette Chambre.

Les députés en ont pris des copies sur la table de la Chambre et il y en a encore, comme on a pu le constater, puisque j'en ai fait remettre au député de Matane, qui n'a vu que les versions anglaises et qui est dans l'erreur et la confusion. S'il en manque, c'est que la demande pour les copies françaises a excédé le nombre de copies imprimées.

**M. Gagnon (Matane):** Il ne se trouve plus un seul bill en français sur la table du greffier! Je mets le premier ministre au défi de découvrir des copies françaises sur la table du greffier!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** se dirige vers la table du greffier, prend des versions françaises des deux lois et les fait porter par un page au député de Matane<sup>2</sup>.

(Rires et applaudissements à droite)

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que la Chambre s'ajourne aujourd'hui jusqu'à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 4 h 15.

**NOTES**

1. En vertu d'une vieille tradition, les *Comptes publics* étaient déposés le jour de la présentation du budget à la Chambre. En 1940, le trésorier de la province de Québec les a remis aux députés plusieurs jours avant son budget. Cette année, les *Comptes publics* seront connus plus tôt qu'en 1940.

2. *L'Illustration nouvelle* du 31 janvier 1941, à la page 2, donne une version différente: "Le premier ministre quitta son siège et se rendit à la table du greffier, mais après avoir examiné les documents qui s'y trouvaient, il dut retourner à sa place bredouille. Toutes les copies françaises avaient été distribuées."





Séance du mardi 4 février 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Stella Frances McCready**

**M. Lawn (Pontiac)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

En conséquence, la pétition de Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready, est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

**Montebello et  
The Seignior Club**

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), que les articles 510, 511 et 543 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la municipalité du village de Montebello, et la commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village, une résolution de ladite commission scolaire passée le 3 décembre 1940 et un contrat signé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec ladite commission scolaire comme intervenante.

Adopté.

**Présentation de pétitions:**

En conséquence, la pétition de la municipalité du village de Montebello, et la commission scolaire

de la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 184 de ladite municipalité du village, une résolution de ladite commission scolaire passée le 3 décembre 1940 et un contrat intervenu entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec ladite commission scolaire comme intervenante, est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

**Lecture de pétitions:**

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de la Caisse Nationale d'Économie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette (M. Boucher).

**Loi des  
actions pénales**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Bonaventure (l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi des actions pénales.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Il s'agit tout simplement de modifier les délais des prescriptions pour les actions pénales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pont dans  
le canton de Dubuisson**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)<sup>1</sup>:** Il s'agit tout simplement de la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** S'agit-il d'un pont à péage?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est un pont que l'Union nationale a promis et négligé de construire. Nous allons tenir les engagements de nos prédécesseurs.

(Applaudissements à droite)

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Tourbières**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), la permission de présenter le bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications!

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** insiste sur l'importance de donner un essor à l'industrie de la tourbe. Il y a un grand nombre de tourbières dans la province de Québec. Il s'agit de développer la production de la tourbe végétale.

Nous avons jugé opportun de donner des primes pour encourager l'exploitation. En 1939, les États-Unis ont importé à eux seuls 75,000 tonnes de tourbe. Sur ces consignations, nous ne leur en avons fourni que 2,000 tonnes alors qu'on pourrait fournir de la tourbe au monde entier si nos tourbières étaient développées. Le reste est venu des pays scandinaves, et même d'Allemagne. Ces marchés sont fermés.

Cependant, nous avons des tourbières dans notre province et nous voulons les développer, afin d'essayer de fournir au Canada et aux États-Unis au moins une partie de ce qu'ils importaient d'Europe. Mais nous ne sommes pas encore organisés pour prendre notre place sur les marchés.

En vertu de ce bill, nous ne demandons qu'un montant de \$50,000 à être dépensé au cours d'une période de quatre ans.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

### **Comité permanent mixte de la Bibliothèque de la Législature**

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 8 janvier 1941

*Résolu:* Que les honorables MM. Baribeau, Chapais, Choquette, Fisher, Laferté, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider l'Orateur dans l'administration de la Bibliothèque du Parlement, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la Bibliothèque.

Que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

*Ordonné:* Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que les honorables MM. Groulx, Girouard, Connors, Casgrain; MM. Paquette, Sauvé (Deux-Montagnes), Casgrain (Gaspé-Nord), Choquette, Comeau, Duffy, Dumoulin, Hyde, Potvin, Talbot et Toupin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus, et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

### **Comité permanent mixte des impressions législatives**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Bouchard, Mathewson, Côté et Bourque; MM. Bégin, Dumaine, Lawn, Lorrain, Morin (Québec-Centre), et Renault représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte et que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Adopté.

### Refonte du Règlement, Crédits provisoires

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que le chapitre suivant soit ajouté au Titre XVII du Règlement de la Chambre:

#### CHAPITRE III DU VOTE DES CRÉDITS PROVISOIRES

"671a. Par dérogation aux dispositions du Règlement, le vote des crédits provisoires est soumis aux règles spéciales qui suivent:

"1<sup>o</sup> Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des subsides, si un ministre déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre; mais le comité des subsides ne peut alors étudier qu'une telle proposition;

"2<sup>o</sup> Au cours d'une séance du comité des subsides, tout ministre peut, que ce comité ait été formé ou non pour cette fin, proposer de voter provisoirement et en bloc un ou deux douzièmes des différents articles d'un budget préalablement renvoyé au comité;

"3<sup>o</sup> En comité des subsides, la discussion d'une telle proposition peut porter sur les articles comme sur l'ensemble du budget auquel celle-ci se rapporte; mais la discussion sur la proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus que cinq heures, soit trois heures de la part des députés d'opposition et deux heures de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"4<sup>o</sup> Les résolutions portant allocation de crédits provisoires que le comité des subsides a rapportées sont immédiatement lues ensemble, une fois seulement et sans débats; puis, elles sont immédiatement examinées ensemble; mais la discussion de ces résolutions ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la

question principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que cette résolution (*ou ces résolutions*) soit maintenant agréée";

"5<sup>o</sup> Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des voies et moyens, si un ministre déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement de crédits provisoires votés à Sa Majesté, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre;

"6<sup>o</sup> En comité des voies et moyens, la discussion d'une telle proposition ainsi que celle de toute autre question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"7<sup>o</sup> Les résolutions portant autorisation de payer des crédits provisoires sont lues et examinées suivant les règles prescrites au paragraphe 4<sup>o</sup> du présent article;

"8<sup>o</sup> Le bill fondé sur les résolutions du comité des voies et moyens peut être soumis à deux ou trois lectures dans la même séance;

"9<sup>o</sup> La motion introductive du bill n'est pas susceptible de débats;

"10<sup>o</sup> Il est interdit de proposer la révocation d'un ordre du jour décrétant la lecture du bill;

"11<sup>o</sup> La discussion de la motion proposant la deuxième lecture du bill et la discussion de la motion en proposant la troisième lecture ainsi que la discussion de toute autre question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la motion principale deviennent caduques, le président du comité met aux voix la motion: "Que le bill soit maintenant lu une deuxième (*ou troisième*) fois".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le comité spécial chargé de l'étude du projet du Règlement a siégé au cours de la matinée. Il a adopté plus de 130 clauses et rien ne justifie la procédure expéditive qu'on voudrait adopter. Nous sommes à étudier la refonte du Règlement. Nous pourrions étudier cette motion en même temps au comité spécial.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je propose que la motion soit référée au comité spécial<sup>2</sup>.

Adopté. La résolution est renvoyée au comité spécial chargé d'étudier la refonte du Règlement.

### **Loi de la pêche**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>3</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 42 de la loi de la pêche (Statuts refondus, 1925, chapitre 83) est remplacé par le suivant:

"Tout garde-pêche peut saisir tout engin de pêche trouvé aux environs d'un lac ou d'une rivière et dont l'usage est prohibé sans un permis et le confisquer au profit de Sa Majesté, à moins que dans les quinze jours, il ne soit réclamé par un détenteur de permis.

"Le possesseur d'un tel engin de pêche est présumé avoir pêché illégalement s'il n'est pas muni d'un permis, à moins qu'il ne prouve qu'il ne possédait pas cet engin dans un but illégal."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On se souvient que l'ancien premier ministre, l'honorable M. Taschereau, pour se conformer à la loi, n'employait pas d'engin de pêche pour faire la pêche au saumon, mais que, par contre, il tirait à la carabine les saumons. Ce n'était guère mieux. Je m'aperçois que la nouvelle loi est un nouveau moyen de taxer, puisqu'il y est fait mention de "permis".

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** La loi autorise un garde-pêche à saisir un engin de pêche placé le long d'un lac ou d'une rivière et dont l'usage est prohibé sans permis. Si l'inculpé établit qu'il avait le droit de s'en servir, ces engins lui seront remis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill parle de la confiscation des engins de pêche et de licence. Mais comment faudra-t-il pour payer le permis? C'est un moyen détourné pour imposer des taxes?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Pas du tout! Il n'en est rien. Les pêcheurs ne sont assujettis qu'à la taxe de \$1 établie l'an dernier et qui assure un contrôle suffisant. Il n'est pas question de taxe nouvelle. Il ne s'agit pas de saisir les moteurs, mais les engins de pêche: filets, seines et les verveux dont le pêcheur n'aura pas le droit de se servir en vertu de son permis.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre peut-il nous dire combien a rapporté la loi du permis de pêche imposée l'an dernier?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je suis heureux de dire à la Chambre que mon sous-ministre, M. L.-A. Richard, m'a informé hier que par la législation rendant obligatoire le permis de pêche à \$1, les amateurs ont versé, l'an dernier, à date au Trésor, exactement \$51,327<sup>4</sup>, et qu'ils ont payé en vrais sportsmen, avec bonne volonté et avec le sourire.

Si toutes les taxes étaient accueillies avec autant de bonne volonté, ce serait un plaisir d'administrer la chose publique!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cinquante et un mille dollars de nouvelles taxes! Et ce, en moins d'une année!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le chef de l'opposition me permettra de lui dire que s'il était aussi facile de collecter l'argent nécessaire au paiement des anciennes dettes de la province, l'administration serait beaucoup plus facile. Cela nous a permis de payer bien des dettes.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Si on parle de dettes, le chef de l'opposition va se reconnaître.

**Des députés ministériels:** Ha! Ha! Ha!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons payé en 1939 des dettes de l'ancien régime qui dataient de 1936.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** (Souriant) Je ne veux pas que le chef de l'opposition prenne la

mouche. Il précise que le montant de \$51,327 comprend la taxe sur les chasseurs et les pêcheurs.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### **Loi de la chasse**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité:**

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 1, qui se lit comme suit:

"*a*. Il est défendu aux compagnies de chemins de fer ou de navigation ou autres routiers publics, aux propriétaires et aux conducteurs d'aéroplanes ou de véhicules automobiles au sens du paragraphe premier de l'article 2 de la loi des véhicules automobiles (chapitre 35), de recevoir pour être transportées en dehors de la province, des peaux d'animaux à fourrure tués ou pris dans cette province à moins que l'expédition ne soit accompagnée d'un permis. Ce permis doit être signé par un officier dûment autorisé du département et être attaché au connaissement."

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le permis de \$1 permet aux chasseurs de transporter le gibier tué, sans avoir à se munir d'un autre permis. Il assure un moyen efficace.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 26 de ladite loi est modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"L'original, le caribou ou le chevreuil ainsi tué ou pris appartient à Sa Majesté et le propriétaire possesseur ou fermier est tenu d'en aviser, sans retard, un garde-chasse ou autre officier du département, de mettre l'animal à la disposition de ce dernier et de produire, dans les quinze jours, une déclaration solennelle attestant que ledit animal causait ou menaçait sérieusement de causer des dommages à ses biens meubles ou immeubles."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela n'est pas juste. Ce n'est pas le gouvernement qui a subi des dommages, mais le cultivateur. Le gouvernement veut-il accaparer tous les animaux de la forêt, chevreuil, caribou, orignal?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Nous voulons prévenir des abus où les prétendus dommages ne sont qu'un paravent et un prétexte aux chasseurs. Je crois qu'avec cette clause, le nombre des animaux tués sera beaucoup moins considérable.

**M. Paquette (Labelle):** Je pourrais citer des cas où le gibier a été distribué à des amis. La loi autorise la confiscation du gibier saisi. Quand l'animal est confisqué au profit de la couronne, est-ce qu'on le donne ensuite au ministre ou au député? Il ne faut pas que le gibier serve à la propagande politique!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Non. Je pourrais aussi citer le cas d'un de mes amis de Bonaventure qui a été poursuivi pour avoir tué illégalement un orignal. Il a payé l'amende et la viande a été envoyée à une communauté religieuse dont les ressources étaient limitées. Je puis assurer le député de Labelle que ni le ministre, ni ses amis, ni lui-même ne profiteront de la clause que nous avons insérée. Comme nous le faisons toujours, la viande utilisable sera envoyée aux communautés religieuses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gibier devient la propriété de la couronne et le gouvernement ne peut en disposer. En vertu de quelle autorité un ministre peut-il donner la propriété de la couronne?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Pour le bénéfice des institutions de charité, oui. Cette façon de procéder est absolument légale. L'objection du chef de l'opposition n'est pas sérieuse!

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 7 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### **Loi de l'art musical**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi de l'art musical soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre. On se sert d'une ancienne loi pour en faire une nouvelle. La loi que l'on veut modifier donne au gouvernement le droit de voter \$5,000 chaque année à l'Académie de musique pour le prix d'Europe, à condition que ce montant soit donné en bourse à un lauréat désigné par un jury et que le boursier aille parfaire ses études musicales en Europe pendant deux ans.

Le bill qu'on présente aujourd'hui change la destination du montant de \$5,000 en disant qu'à l'avenir, le lauréat pourra être envoyé non plus en Europe seulement, mais en n'importe quel pays étranger.

C'est une mesure nouvelle. Comme il s'agit d'une allocation de subsides et d'un changement de destination, la loi change complètement l'ancienne et doit être précédée d'une résolution.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Il s'agit ici seulement d'une mesure transitoire. Le principe de la loi reste le même et autorise tout simplement le gagnant du prix d'Europe à aller étudier dans un autre pays. Il s'agit tout simplement de faire face à une situation nouvelle, imprévue et temporaire créée par la guerre.

**M. l'Orateur:** Le Règlement de la Chambre dit qu'une résolution doit précéder une loi qui impose des charges nouvelles au Trésor. Cette loi n'impose aucune charge nouvelle pour l'Échiquier et il n'y a pas de modification dans le chiffre. Le point d'ordre est, en conséquence, rejeté.

(M. Duplessis attend les explications du secrétaire provincial au sujet du bill, mais l'honorable M. Perrier ne se lève pas.)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela n'empêche pas que le ministre n'explique pas sa loi! Le ministre n'a rien à dire? Il a honte de sa loi? Il n'est pas

capable de l'expliquer? Il a pourtant été présenté par le premier ministre comme une merveille! À cause de la guerre, on veut maintenant permettre aux boursiers d'aller dans d'autres pays. Il me semble qu'il pourrait donner des précisions!

Pourquoi on ne spécifie pas quels pays? Les candidats iront ailleurs? Mais où? Quels sont les pays visés par la loi? Quels sont les pays où les études musicales pourront être poursuivies? Est-ce que les boursiers iront en Chine, au Japon? Je remarque que le bill a un effet rétroactif et qu'il ratifie un arrêté ministériel passé en marge de la loi pour permettre à un boursier d'aller étudier l'art musical ailleurs qu'en Europe. Le lieutenant-gouverneur en conseil, qui doit être le premier à donner l'exemple du respect des lois, a été le premier à la violer!

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité<sup>5</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Par dérogation aux dispositions de l'article 2 de la loi de l'art musical (Statuts refondus, 1925, chapitre 139), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter que le gagnant du concours prévu audit article est autorisé à poursuivre ses études musicales dans tous pays étrangers, et ce, tant que le lieutenant-gouverneur en conseil jugera que la situation internationale ne permet pas d'aller étudier en Europe."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Nous attendons que le prix soit attribué avant de dire dans quel pays le lauréat ira poursuivre ses études. Les élèves seront envoyés aux endroits jugés appropriés. Nous sommes prêts à prendre des suggestions du chef de l'opposition s'il a des noms à nous faire connaître. Je recevrai avec plaisir ces suggestions que voudra bien me faire le chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, mais j'aimerais savoir à quel endroit on va envoyer les

élèves? Je ne serais pas prêt à envoyer n'importe où un jeune élève. Il me semble qu'il n'y a pas d'autres endroits que les États-Unis et les pays de l'Amérique du Sud actuellement. Mais on devrait le dire dans la loi. Y a-t-il d'autres pays que les États-Unis?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je ne donne pas d'explications. Le chef de l'opposition est trop bon avocat pour ne pas comprendre que le texte de la loi parle par lui-même. Je serai cependant heureux de recevoir les suggestions du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, je reconnais que le texte parle plus que le ministre! Mais je voudrais aider le ministre. L'ancien secrétaire provincial (M. Groulx), lui, expliquait ses lois lorsqu'il les soumettait à la Chambre. Le secrétaire actuel devrait démontrer qu'il est meilleur que l'ancien. Le premier ministre devrait lui venir en aide.

Le nouveau gouvernement a séparé le ministère de la Santé du secrétariat. Sous l'Union nationale, un seul ministre pouvait faire seul l'ouvrage de trois ministres actuels. Je constate que l'ancien secrétaire provincial est bien vengé, cet après-midi, en constatant les capacités de son successeur! Qui a obtenu le prix l'an dernier?

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** L'arrêté ministériel en question a été passé afin de permettre à Mlle Forgues, violoncelliste de grand talent, d'aller étudier à New York. S'il avait fallu attendre le bill, on aurait interrompu inutilement les études de Mlle Forgues.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Pont dans le canton de Dubuisson**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le

représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour rendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson.

Adopté.

#### **Tourbières**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières.

Adopté.

#### **Demandes de documents:**

##### **Salaire des institutrices**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 28 janvier dernier, sur la motion présentée par le représentant de Labelle (M. Paquette) le même jour, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1936 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au salaire des institutrices dans les municipalités rurales de la province de Québec.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, l'accueil chaleureux qui vient de m'être accordé me porte à croire que la Chambre est tout imprégnée de cette vieille amitié qui nous unit tous deux depuis vingt-cinq ans.

(Applaudissements à droite)

Combien je suis heureux de prendre part aux débats de la Chambre, de vous retrouver ici et de pouvoir apprécier pas davantage, cela m'est impossible, mais assurément de plus près, vos brillantes qualités: probité, courtoisie, compétence, qui attirent sur vous l'attention et l'admiration de toute notre province. J'apprécie, dit-il, comme il convient, les éloges exagérés qu'on me sert de l'autre côté du parquet.

(Applaudissements à droite)

Si j'ai apprécié le bon accueil de mes collègues de la droite, j'ai été particulièrement sensible à celui qui m'est venu de l'autre côté de la barricade. Je dois cependant mettre en garde les députés de l'opposition, que, dans leurs excès de générosité, ils ont dépassé les bornes de la vérité. Je ne suis pas un "surhomme", ainsi que m'a désigné le député de Labelle (M. Paquette).

Je suis un humble citoyen, un simple soldat qui est très honoré de la confiance qu'a mise en lui le très distingué premier ministre et leader de la Chambre, et qui est très heureux de pouvoir mettre à la disposition de la cause de l'instruction publique l'expérience et les connaissances qui découlent des circonstances de la vie et des études personnelles.

Je ne suis ni un "surhomme", ni "une petite merveille", ainsi que m'a surnommé le chef de l'opposition, qui est un de mes vieux amis lui aussi. Il est venu dans Terrebonne me combattre en employant cette expression et les électeurs n'ont rien cru de ce qu'il leur a dit, mais ils m'ont accordé leur confiance et je les en remercie très sincèrement.

Les comparaisons sont toujours odieuses. Le député de Trois-Rivières m'a appelé "une petite merveille" par relativité à cette grande merveille de bienveillance, de courtoisie, de politesse, de charité, de justice qu'est le chef de l'opposition. Il entendait peut-être se moquer, mais il se trouve que c'est la seule chose que les gens ont crue dans tout son discours. Il me fait plaisir d'être ici pour voir de près, face à face, la grande merveille dans ce qui fut autrefois le "salon de la race".

(Applaudissements à droite)

M. l'Orateur, j'ai écouté le député de Labelle (M. Paquette) parler du sort malheureux des institutrices. Il s'est apitoyé et, sur ce point, je m'unis à lui et je partage ses sentiments. Mais qu'il ne croie pas que j'ai attendu son discours pour m'occuper de ce problème. Le rôle que les institutrices accomplissent en cette province est particulièrement fécond et l'œuvre qu'elles accomplissent est sans bruit, comme sans défaillance.

Leur mission est bien grande, laquelle est l'épanouissement du beau et du bien, et les législateurs doivent être soucieux de leur sort. Nous sommes heureux de collaborer avec tous ceux qui veulent améliorer l'instruction publique.

La cause de l'instruction publique n'est pas nouvelle pour moi. Dès 1935, j'avais l'honneur de faire partie d'un sous-comité spécial du comité catholique du Conseil de l'instruction publique. On avait alors délibéré longuement sur les moyens à prendre pour donner un salaire convenable aux

institutrices, et on a suggéré au gouvernement de prendre des mesures énergiques. Les procès-verbaux de ce comité indiquent qu'à une séance du mois de décembre, je fus l'un de ceux qui proposèrent un salaire minimum pour les institutrices, qui fut fixé à \$300 par année.

Quelque temps plus tard, ce fut la grande tourmente électorale de 1936 et les institutrices eurent à en souffrir. La province changea de gouvernement et le député de Labelle (M. Paquette) devint secrétaire de la province. Le 3 février 1937, le même comité catholique revint à la charge et pria le gouvernement de prendre des mesures pour que les institutrices aient au moins \$300 par année. Je dois avouer que le député de Labelle a fait certains efforts méritoires pour améliorer le sort des institutrices.

Il a fait augmenter les subventions aux commissions scolaires qui payaient \$300 et il a pressé les commissaires d'écoles de hausser les salaires en conséquence. S'inspirant de la résolution du comité dont je faisais partie, il adressa une lettre aux commissions scolaires le 21 juillet 1937 qui n'est peut-être pas imprégnée de modestie, mais qui montrait quand même de la bonne volonté et respirait la bonne foi.

Dans cette lettre, mon honorable ami (M. Paquette) proposait aux commissions scolaires d'établir un minimum de salaire de \$300 en prenant l'engagement, au nom du gouvernement de l'Union nationale, d'accorder les octrois nécessaires. Quelque temps après, l'ordonnance No 4 établissait un salaire minimum de \$300. Jusque-là, c'était bien. Ses efforts étaient-ils sincères? Nous allons le voir.

La première année, les octrois furent accordés. La deuxième année, dans son budget, le ministre s'était senti moins généreux et le gouvernement de l'Union nationale a pratiqué alors un camouflage. Les octrois furent coupés de \$200,000, ce qui réduisait d'un tiers les engagements pris envers les commissions scolaires. Est-ce le simple fait du ministre, ou de ses collègues? Parce qu'il y avait tellement d'harmonie dans le cabinet de l'Union nationale...

Le gouvernement de l'Union nationale revenait sur ses pas. Il les laissait seules pour solder leurs obligations. Mais il y a plus: le député de Labelle, c'est-à-dire le gouvernement de l'Union nationale, ne se contenta pas de couper les octrois: il oublia de les inscrire dans le budget. Il négligea même de les inscrire dans le budget supplémentaire. Le texte de l'ordonnance relatif aux institutrices a été abrogé avec effet rétroactif. Le gouvernement ne respectait plus ses engagements. C'est mon



prédécesseur immédiat, le député d'Outremont, ministre de la Santé et du Bien-être social (l'honorable M. Groulx), qui fit voter dans un budget supplémentaire les octrois nécessaires pour respecter l'engagement de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Est-ce un simple oubli? Non pas! C'est un système volontaire et méthodique de camouflage. On a tronqué le budget et oublié d'inscrire les octrois dans les estimés budgétaires. On a trompé les commissions scolaires. Il y a plus, M. l'Orateur. Nous sommes en présence d'un autre fait: le 22 décembre 1938, le gouvernement de l'Union nationale revenait sur ses pas et passa un arrêté ministériel révoquant l'ordonnance No 4 de la loi des salaires raisonnables, obligeant les commissions scolaires à payer un minimum de \$300 par an aux institutrices.

L'arrêté en conseil décréait qu'aucun conseil municipal et aucune commission scolaire ne devait plus être assujéti à l'ordonnance fixant un salaire minimum aux institutrices si des membres ne le voulaient pas, ni être lié aux conclusions du gouvernement. Fort heureusement, le gouvernement libéral, sur l'initiative de mon collègue, l'honorable ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), par un arrêté ministériel en date du 13 janvier 1940, a rétabli l'ordonnance No 4 en ce qui concerne les traitements des institutrices, et a rendu obligatoire le salaire minimum de \$300. C'est le gouvernement actuel qui a racheté la promesse faite par l'ancien gouvernement!

(Applaudissements à droite)

Nous sommes plus que tout autre favorable à un traitement équitable pour les institutrices. L'administration libérale ne s'est pas arrêtée en si bonne voie et a fait bien autre chose. Elle a modifié la loi du fonds de pension en réduisant de 25 à 20 le nombre d'années de services qui donne droit à une institutrice de prendre sa retraite. Le fonds de pension a lui-même été augmenté. Le gouvernement libéral a augmenté de \$20,000<sup>6</sup> à \$50,000 le montant des bourses du Mérite scolaire accordées aux institutrices. Et les institutrices en profitent! Mais le moment n'est pas venu d'énumérer toutes les œuvres du gouvernement libéral dans ce domaine. J'en aurai l'occasion.

M. l'Orateur, lorsqu'il a terminé son discours, son merveilleux discours, le député de Labelle m'a souhaité de faire plus que mes prédécesseurs. Je ne sais de qui il voulait parler. S'il s'agit de l'avant-dernier, ma tâche sera facile.

(Applaudissements à droite)

Mais l'heure n'est pas aux pleurnichements stériles. L'Union nationale fit si peu de chose pour les institutrices de son temps. Il faut poser des actes et, me rappelant ceux qu'il a posés, je ne puis résister au plaisir de citer au député de Labelle le mot du poète:

"Maintenant ce qu'on fait, on le dit,

"Et la cause en est bien excusable:

"Il fit si peu de chose."

(Rires et applaudissements à droite)

**M. Paquette (Labelle):** Nous venons d'entendre cette nouvelle merveille que le premier ministre avait vantée à travers toute la province. Je diviserai son discours en deux points: les choses sérieuses et celles qui ne sont pas sérieuses. Il a commencé par des personnalités et des insinuations. Je comprends que le député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) est désireux de donner sa pleine mesure.

(Rires à gauche)

Tout ce qu'il s'agit, de par la motion que j'ai soumise à la Chambre la semaine dernière, ce qui intéresse la Chambre, c'est de savoir si nos gouvernements, peu importe leur couleur, depuis 10 ans, ont fait ce qu'ils devaient faire pour aider l'instruction publique et l'éducation. C'est aussi de savoir si le gouvernement actuel a l'intention de faire quelque chose.

Toute la question est là! Que le gouvernement libéral dans le passé ait étudié cette question de l'éducation et ait songé à faire quelque chose, c'est bien possible; mais une chose est certaine, c'est que rien ne fut fait avant l'arrivée de l'Union nationale pour améliorer le sort des institutrices.

Le gouvernement de l'Union nationale posa des actes et tous les arguments, toutes les discussions académiques ne changeront rien à la vérité des chiffres du ministre libéral (l'honorable M. Groulx), qui est forcé de reconnaître officiellement que le gouvernement Duplessis a obtenu ces résultats.

Il cite des chiffres pour démontrer que le salaire des institutrices a été pendant longtemps à bien des endroits inférieur à \$200. En 1933, sous l'ancien gouvernement libéral, on arrivait avec un salaire de \$208 pour les institutrices. Les chiffres de l'année 1934-1935 montrent que 6,024 institutrices recevaient moins de \$300. En 1935-1936, il y en avait 6,276 dans le même cas.

Le fait demeure qu'en 1938, sous l'Union nationale, il ne restait plus que 877<sup>7</sup> institutrices dans la province ne recevant pas \$300 de salaire par année, sur un total de 12,000. Après deux ans

d'administration, l'Union nationale a fait plus que le Parti libéral pendant 40 ans! Voilà un résultat pratique qui vaut mieux que les paroles! Que le gouvernement libéral suive les traces de l'Union nationale et nous aurons de meilleures institutrices.

L'Union nationale a fait autre chose. Pour améliorer le sort des institutrices, nous avons, en 1937, voté une loi accordant des octrois de \$400,000 aux municipalités pour les aider à payer le salaire de \$300. Le ministre n'a pas raison de dire que ce montant n'était pas dans le budget puisqu'il était dans les Statuts. Nous avons donné \$20,000 au Congrès du Parler français...

**M. l'Orateur:** La motion ne vise que les salaires des institutrices. En conséquence, le député de Labelle n'a pas le droit de faire allusion à cela.

**M. Paquette (Labelle):** Je recevais ce matin encore des lettres d'institutrices me disant que...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Labelle a droit de faire allusion à ces lettres.

**M. l'Orateur:** J'ai cru que l'honorable député voulait communiquer à la Chambre le contenu des lettres dont il parlait et ce n'est pas dans l'ordre, mais j'ai peut-être décidé trop vite.

**M. Paquette (Labelle):** Non, M. l'Orateur. Vous ne décidez jamais trop vite. Vous êtes la sagesse personnifiée. En terminant, je dirai que nous aurions fait davantage si nos adversaires n'avaient pas pris le pouvoir, ce dont je suis heureux pour eux.

**Des voix ministérielles:** Et pour les institutrices?

**M. Paquette (Labelle):** Je veux simplement dire à la Chambre que les institutrices recommencent à se plaindre encore, comme elles l'ont fait pendant 40 ans de régime libéral, parce qu'il semble que les octrois diminuent.

La motion est adoptée sur division.

#### Biens des Sulpiciens

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), qu'il soit mis devant la Chambre copie de tous arrêtés

ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 2, 1 George VI, (1937).

M. l'Orateur, je suis heureux que vous ayez bien voulu consentir, cette année encore, à présider à nos délibérations avec la sagesse que l'on vous a reconnue tout à l'heure. Tout homme sérieux et dénué d'esprit de parti qui jette un coup d'œil sur l'œuvre législative de l'Union nationale reconnaît que les lois faites pendant trois ans par ce gouvernement étaient de bonnes lois, que ce gouvernement était composé d'hommes courageux, d'hommes de cœur. Une des plus belles législations qui furent passées par ce gouvernement fut celle qui a sauvé la Compagnie de Saint-Sulpice. Elle porte le titre de chapitre 2, 1 George VI (1937). Cette loi fait partie du monument légal élevé par le gouvernement de l'Union nationale.

Il retrace brièvement l'histoire des messieurs de Saint-Sulpice, depuis les premiers temps de la colonie jusqu'à la fondation du Collège de Montréal. L'histoire des Sulpiciens, dit-il, se rattache à toutes les grandes dates de notre histoire nationale.

En 1937, le gouvernement a eu le cœur de sauver cette compagnie de la ruine. L'œuvre qu'elle a accomplie est trop importante pour que quelqu'un puisse contester la dette de reconnaissance de notre province à leur égard. Le gouvernement de l'Union nationale avait trop de cœur pour contester les mérites des Sulpiciens. L'œuvre des Sulpiciens n'aura jamais les caractéristiques de celle d'un Jean-Charles Harvey, mais elle restera l'honneur de notre race. Cette œuvre aurait été en péril sans l'aide du gouvernement d'Union nationale.

Et c'est pourquoi il a passé sa loi en faveur de Saint-Sulpice. En le faisant, il n'a rien fait perdre ni rien coûté à la province, mais il a payé une dette. Je demande au gouvernement actuel de respecter, de donner la plus large application à cette loi pour sauver cette communauté qui a été la gloire de notre province, de voir à la maintenir, même s'il cherche à saboter la législation de l'Union nationale.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

#### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à trois heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais il n'est que cinq heures moins cinq! Le gouvernement a annoncé à grands cris depuis longtemps que sa législation était prête et voici que l'on n'a plus rien à faire! L'opposition a fait preuve de coopération et je ne comprends pas que l'on ajourne aussi tôt, quand il y a autant de motions sur l'ordre du jour. Il y a sur le *Feuilleton* de la Chambre des motions importantes pourtant, comme celle, par exemple, sur la canalisation du Saint-Laurent.

À part cela, il me semble que le gouvernement ne devrait pas faire perdre le temps des députés et dépenser de la sorte l'argent de la province. Le gouvernement a eu le temps de préparer sa législation entre l'ajournement de la conférence des provinces et la reprise des débats à l'Assemblée législative. C'est là que l'on peut apprécier la valeur de certaines déclarations ministérielles. Et les *Comptes publics*, qui doivent être produits dans les huit premiers jours de la session, ne le sont pas encore! Je suis prêt à étudier toute loi ou à mener tout débat concernant la canalisation. Le gouvernement n'est pas prêt et il ne le sera jamais!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le gouvernement est prêt à soumettre sa législation et le chef de l'opposition peut être assuré que la session va marcher rondement. Si on ajourne si tôt aujourd'hui, c'est pour permettre au comité des règlements de se réunir et d'étudier la motion spéciale du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) inscrite sur le *Feuilleton* de la Chambre et relative au vote des crédits provisoires. Que le chef de l'opposition demande à ses députés d'être prêts avec leurs adresses et il verra que le gouvernement ne retardera pas la procédure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une façon régulière de procéder, alors qu'il manque plusieurs députés.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les députés de l'opposition devraient être au courant. La discussion sur ce règlement spécial a été amorcée ce matin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a pas de convocation et, de plus, le comité a décidé de s'ajourner à demain. C'est le gouvernement qui convoque les sessions et c'est à lui qu'incombe de préparer sa législation et non à l'opposition. Il n'est pas question d'ajourner le comité à ce soir si la séance finit tôt.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
À mon souvenir, il en a été question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La mémoire du ministre fait défaut! Et il devrait s'en défier. Il n'a jamais été question ni de près ni de loin d'avoir une séance du comité ce soir. On a décidé de siéger vers 10 h 15 demain matin, parce que les autres comités commenceraient à siéger.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Il y a autre chose. Quand l'opposition n'est pas prête à discuter ses motions, elle tente de faire croire que c'est le gouvernement qui n'est pas prêt. Nous sommes prêts à travailler et le chef de l'opposition veut faire semblant de l'être. C'est la vraie situation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut remplacer sa législation par des discours.

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée à 5 h 15.

---

## NOTES

1. Comme le ministre est absent de la Chambre à ce moment, c'est le premier ministre qui donne des explications, selon *La Patrie* du 5 février 1941, à la page 6.
2. Le comité spécial a tenu une séance le matin et a élu l'honorable Bernard Bissonnette comme président.
3. Le Comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse).
4. \$51,527, selon *Le Soleil* du 5 février 1941, à la page 3.
5. Voir note 3.
6. \$25,000, selon *Le Soleil* du 5 février 1941, à la page 3.
7. 897 institutrices, selon *L'Événement-Journal* et *The Gazette*, du 5 février 1941, respectivement aux pages 4 et 7.



## Séance du mercredi 5 février 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Acton Vale

**M. Choquette (Montmagny),** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francœur), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville d'Acton Vale demandant l'adoption d'une loi ratifiant ses règlements nos 232 et 233, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville d'Acton Vale demandant l'adoption d'une loi ratifiant ses règlements nos 232 et 233 est présentée lue et reçue par la Chambre.

## Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la municipalité du village de Montebello et la commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 184 de ladite municipalité du village et une résolution de ladite commission scolaire passée le 3 décembre 1940 et le contrat intervenu entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec ladite commission scolaire comme intervenante (M. Lorrain);

- de dame Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready (M. Lawn).

## Rapports de comités:

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Dame Rébecca Perrault, épouse d'Omer Archambault, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Joseph Narcisse Perrault;

- de Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable Joseph Masson;

- de The Alma and Jonquière Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de Saguenay Terminals Limited, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de The Roberval and Saguenay Railway Company, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 63 de ladite corporation et une résolution en date du 20 octobre, 1940, desdits commissaires d'écoles;

- de l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, incorporée, demandant l'adoption d'une loi la constituant en corporation;

- de dame Isabell Brooks Call (née Mitchell), épouse de Russell Burton Call et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell;

- de Néopol Charbonneau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation la ville des Îles Laval;

- de Didier-Alphonse Pesant et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant le contrat de mariage dudit Didier-Alphonse Pesant et Armandine Delorme, son épouse;

- du révérend Burkdikoff et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal;

- de la cité de Lachine, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

## Rapports du comité spécial:

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier

rapport du comité spécial de la refonte du Règlement. Voici le rapport:

Votre comité a siégé le 4 et le 5 février courant.

À la séance du 4 février, il a d'abord élu l'honorable Bernard Bissonnette son président, puis il a étudié les 131 premiers articles du projet de refonte du Règlement.

À sa séance du 5 février, il a approuvé le projet de résolution que la Chambre lui a envoyé le 4 février et qui a pour objet de modifier le Titre XVII du Règlement actuel de la Chambre au sujet du vote des crédits provisoires, et il le rapporte sans amendement.

#### Rapports de comités:

##### **L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 108 concernant le nom de l'Industrial Life Insurance Company;
- bill 110 concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay.

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles LeBlanc au nombre de ses membres, après examen;
- bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert LeBlanc au nombre de ses membres, après examen;
- bill 105 permettant à George Anthony Alexopoulos de changer son nom de famille d'Alexopoulos en celui d'Allison;
- bill 129 changeant le nom de famille de Louis Cohen *et al.* en celui de Mescon;
- bill 106 modifiant la charte de The Wales Home;
- bill 122 ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 3 décembre 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice;
- bill 124 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de

Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 132 constituant en corporation le Collège d'Amos.

#### **Succession de Joseph-Narcisse Perrault**

**M. Caron (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 107 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession de Joseph Masson**

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** demande la permission de présenter le bill 114 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Charte de Lachine**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Succession de Malcolm William Mitchell**

**M. Bourque (Sherbrooke)** demande la permission de présenter le bill 133 concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Notre-Dame-du-Mont-Carmel**

**M. Morin (Champlain)** demande la permission de présenter le bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, en date du 20 octobre 1940.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Association des chiropraticiens**

**M. Morin (Québec-Centre)** demande la permission de présenter le bill 113 constituant en

corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Roberval and Saguenay  
Railway Company**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 115 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de fer  
Alma et Jonquière**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Saguenay Terminals,  
Limited**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 117 modifiant la charte de Saguenay Terminals, Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Saint Nicholas Russian  
Orthodox Church**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** demande la permission de présenter le bill 127 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Contrat de mariage  
de D.-A. Pesant et A. Delorme**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** demande la permission de présenter le bill 136 concernant le contrat de mariage de Didier-Alphonse Pesant, cultivateur, et Armandine Delorme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ville  
des Îles Laval**

**M. Leduc (Laval)** demande la permission de présenter le bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
mines de Québec**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (l'honorable M. Hamel), la permission de présenter le bill 11 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**Fonds de la  
Commission des accidents du travail**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 27 janvier 1941, inclusivement:

1. Les fonds de la Commission des accidents du travail de la province de Québec ont-ils été employés pour acheter des bons, débetures ou obligations?

Dans l'affirmative:

a. Quand?

b. Pour quel montant?

c. Quels étaient ces bons, débetures ou obligations?

d. Quel a été le prix payé par ladite commission pour chaque bon, débenture ou obligation?

e. Quelle est la date d'échéance de chaque bon, débenture ou obligation?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** (Voir le tableau à la page suivante)

*Placements du 8 novembre 1939 au 27 janvier 1941*

<i>Date</i>	<i>Titre</i>	<i>%</i>	<i>Échéance</i>	<i>Valeur au pair</i>	<i>Achat</i>
17 nov. /39	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1940	1,050	1,048.74
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1940	1,050	1,047.48
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1941	1,050	1,046.22
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1941	1,100	1,094.83
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1942	1,100	1,093.51
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1942	1,150	1,141.95
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1943	1,150	1,140.69
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1943	1,200	1,189.08
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1944	1,200	1,188.00
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1944	1,250	1,236.00
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1945	1,250	1,234.88
18 nov. /39	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1945	1,300	1,282.97
	Ville de Lévis.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1945	1,300	1,282.97
18 nov. /39	Ville de Baie-Comeau.....	4 %	1 <sup>er</sup> mars 1953	12,000	11,640.00
	Ville de Baie-Comeau.....	4 %	1 <sup>er</sup> mars 1954	13,000	12,610.00
1 <sup>er</sup> déc. /39	Province de Québec .....	3½ %	15 mars 1959	5,000	4,775.00
7 déc. /39	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1940	1,500	1,490.85
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1941	1,500	1,482.15
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1942	1,500	1,473.75
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1943	2,000	1,954.40
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1944	2,000	1,944.00
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1945	2,000	1,934.20
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1946	2,000	1,924.60
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1947	3,000	2,873.40
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1948	3,000	2,860.20
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1949	3,000	2,847.60
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1950	3,000	2,835.60
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1951	3,500	2,294.55
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1952	4,000	3,750.40
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1953	4,000	3,736.00
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1954	4,000	3,722.40
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1955	4,500	4,172.85
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1956	8,500	7,855.70
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1957	8,500	7,829.35
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1958	9,000	8,263.80
	Village de Chambly-Bassin .....	3½ %	1 <sup>er</sup> déc. 1959	9,500	8,696.30
31 janv. /40	Cité de Trois-Rivières.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1945	6,500	6,467.50
	Cité de Trois-Rivières.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1946	10,500	10,447.50
	Cité de Trois-Rivières.....	4 %	1 <sup>er</sup> nov. 1947	2,500	2,487.50
2 fév. /40	Dominion du Canada (1st War Loan)	3¼ %	1 <sup>er</sup> fév. 1948-52	120,000	120,000.00
16 fév. /40	Dominion du Canada (1st War Loan)	3¼ %	1 <sup>er</sup> fév. 1948-52	25,000	24,937.50
27 fév. /40	Dominion du Canada (1st War Loan)	3¼ %	1 <sup>er</sup> fév. 1948-52	85,000	84,787.50
27 fév. /40	Province de Québec .....	3¾ %	15 fév. 1955	40,000	39,300.00



*Placements du 8 novembre 1939 au 27 janvier 1941*

<i>Date</i>	<i>Titre</i>	<i>%</i>	<i>Échéance</i>	<i>Valeur au pair</i>	<i>Achat</i>
28 fév. /40	Dominion du Canada (1st War Loan)	3¼ %	1 <sup>er</sup> fév. 1948-52	100,000	99,625.00
28 fév. /40	Province de Québec .....	3¾ %	15 fév. 1955	300,000	294,750.00
23 avril /40	Cité de Sherbrooke .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juin 1955	11,000	10,862.50
	Cité de Sherbrooke .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juin 1956	18,000	17,775.00
1 <sup>er</sup> mai /40	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1957	6,000	5,771.40
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1958	7,000	6,722.80
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1959	7,000	6,712.30
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1960	7,500	7,181.25
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1961	7,500	7,171.50
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1962	8,000	7,639.20
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1963	8,000	7,628.80
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1964	8,500	8,095.40
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1965	8,500	8,086.05
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1966	9,000	8,551.80
	Cité de Shawinigan Falls .....	3½ %	1 <sup>er</sup> nov. 1967	9,000	8,541.90
30 avril /40	Cité de Chicoutimi .....	3 %	1 <sup>er</sup> janv. 1958	1,500	1,500.00
7 mai /40	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1953	1,000	1,005.00
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1954	3,000	3,015.00
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1955	3,000	3,015.00
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1956	3,000	3,015.00
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1957	3,700	3,718.50
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1958	3,500	3,517.50
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1959	3,800	3,819.00
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1960	3,500	3,517.50
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1961	3,800	3,819.00
	Cité de Drummondville .....	4 %	1 <sup>er</sup> mai 1962	4,100	4,120.50
13 mai /40	Cité de Saint-Hyacinthe .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juil. 1962	2,000	1,980.00
	Cité de Saint-Hyacinthe .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juil. 1963	8,000	7,920.00
	Cité de Saint-Hyacinthe .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juil. 1964	9,000	8,910.00
	Cité de Saint-Hyacinthe .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juil. 1965	4,000	3,960.00
	Cité de Saint-Hyacinthe .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juil. 1966	15,000	14,850.00
	Cité de Saint-Hyacinthe .....	3½ %	1 <sup>er</sup> juil. 1967	15,000	14,850.00
27 mai /40	Cité de Drummondville .....	4½ %	1 <sup>er</sup> sept. 1950	1,000	1,000.00
	Cité de Drummondville .....	4½ %	1 <sup>er</sup> sept. 1951	1,000	1,000.00
	Cité de Drummondville .....	4½ %	1 <sup>er</sup> sept. 1952	1,000	1,000.00
	Cité de Drummondville .....	4½ %	1 <sup>er</sup> sept. 1953	1,000	1,000.00
	Cité de Drummondville .....	4½ %	1 <sup>er</sup> sept. 1954	1,000	1,000.00
31 mai /40	Province de Québec .....	3¼ %	15 fév. 1952-55	59,000	57,008.75
7 juin /40	Province de Québec .....	3¼ %	15 fév. 1955	36,000	34,560.00
18 juin /40	Province de Québec .....	3¼ %	1 <sup>er</sup> juil. 1949	100,000	94,000.00

*Placements du 8 novembre 1939 au 27 janvier 1941*

<i>Date</i>	<i>Titre</i>	<i>%</i>	<i>Échéance</i>	<i>Valeur au pair</i>	<i>Achat</i>
3 juil. /40	Province de Québec .....	3¾ %	15 fév. 1955	25,000	23,937.50
30 juil. /40	Province de Québec .....	3¾ %	15 fév. 1955	275,000	261,937.50
30 août /40	Province de Québec .....	3½ %	15 août 1948	100,000	96,125.00
3 sept. /40	Sœurs de la Charité, Québec.....	4 %	15 août 1950	35,000	34,300.00
3 sept. /40	Province de Québec (émises par les sœurs de la Charité, Québec) .....	4 %	1 <sup>er</sup> août 1950	200,000	196,000.00
2 oct. /40	Province de Québec .....	3¾ %	15 fév. 1955	88,000	84,260.00
7 oct. /40	Commission des écoles catholiques romaines de Québec .....	4½ %	2 janv. 1950	30,000	29,850.00
9 oct. /40	Commission des écoles catholiques romaines de Québec .....	4½ %	2 janv. 1950	5,000	4,975.00
1 <sup>er</sup> oct. /40	Dominion du Canada (2 <sup>nd</sup> War Loan)	3 %	1 <sup>er</sup> oct. 1952	187,500	185,156.25
25 nov. /40	Province de Québec .....	4 %	15 nov. 1952	100,000	99,500.00

**Demandes de documents:****Les tramways de Montréal**

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec en vertu du chapitre 104, 1 George VI et du chapitre 105, 3 George VI, depuis le 20 mai 1937 jusqu'au 4 janvier 1941.

Le 20 décembre 1916, le gouvernement libéral du temps, les amis du gouvernement actuel, malgré l'administration de Montréal, se substituait au conseil municipal, lui enlevait ses pouvoirs et nommait une commission pour étudier un contrat à intervenir entre la Montreal Tramways et la cité de Montréal. Celle-ci était en pourparlers avec la compagnie pour négocier un contrat. Mais le gouvernement est intervenu pour décider lui-même le contrat qu'il voulait passer. Les citoyens de la

métropole avaient un intérêt primordial dans cette affaire. Ils ont su, dans le temps, pourquoi le gouvernement libéral était pris d'un si beau zèle.

En fait, on a mis de côté l'autonomie de Montréal: aucun échevin, aucun membre du conseil municipal, aucun conseiller élu par le peuple ne fut invité à faire partie de la commission. On n'avait aucun souci de l'autonomie de Montréal. Rien de surprenant qu'en dignes fils de l'ancien régime libéral, les membres du gouvernement d'aujourd'hui aient saboté l'autonomie de la métropole.

La commission nommée en 1917 était formée des sénateurs J.-P.-B. Casgrain et Charles Beaubien, du député libéral fédéral Alphonse Verville, de l'avocat Charles Laurendeau et de Francis-J. Cohen. C'était donc une commission unilatérale et autocratique. Elle forçait la ville de Montréal à accepter le contrat tel que rédigé. Les protestations furent nombreuses. Cette agression du gouvernement libéral du temps contre les droits de Montréal fut violemment dénoncée par les journaux de Montréal.

Cette commission, qui ne représentait en somme que des éléments politiques et financiers, imposa à la ville un contrat onéreux et injustifiable. Un contrat de 36 ans a été signé. On ne donnait

aucune garantie de taux raisonnables aux usagers du tramway, mais on garantissait par exemple un dividende de 6 % à la compagnie. Il y avait cependant une clause qui obligeait cette dernière à payer \$500,000 annuellement à la ville de Montréal, mais à condition que ses revenus fussent suffisants. Et on eut soin d'ajouter que cette somme ne devenait exigible que lorsque le dividende garanti à la compagnie serait payé.

On a vu ce qui devait arriver: un beau jour, la compagnie s'est prétendue déficitaire et n'a plus payé le \$500,000 annuel. Mais elle continuait toujours à recevoir les dividendes. Peut-être convient-il d'ajouter que la Montreal Tramways Company a des affinités avec la Shawinigan, la Montreal Light, Heat & Power (M. L. H & P.), la United Securities, etc. Et l'on comprend mieux alors la grande sollicitude dont le gouvernement libéral fit preuve alors, pour garantir à la compagnie tant et plus d'intérêt et laisser les citoyens dans la dèche!

**M. l'Orateur:** L'honorable député doit s'en tenir à sa motion. Il est hors d'ordre en ce moment.

**M. Lorrain (Papineau):** Le contrat qui liait la ville pour 50 ans, sans qu'elle n'ait pu dire un mot, créait une commission de surveillance, où l'on mit, comme de raison, de solides politiciens d'un libéralisme intégral et reconnu. Fort heureusement, l'Union nationale a pris le pouvoir en 1936. Lorsque l'Union nationale arriva au pouvoir avec un véritable chef et un homme d'envergure comme l'honorable député de Trois-Rivières...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Vous n'êtes pas sérieux!

**M. Lorrain (Papineau):** Elle a dû prendre la situation comme elle se trouvait. Elle n'y avait d'ailleurs aucune responsabilité. La compagnie n'a pas payé régulièrement, et la cité a été plongée dans des embarras financiers sérieux, parce que le gouvernement libéral l'avait obligée à porter des responsabilités financières où elle n'avait rien à voir. Ces difficultés s'étaient accrues notamment du fait que la compagnie des tramways ne versait plus depuis plusieurs années sa cotisation annuelle de \$500,000.

Refusant de mettre Montréal sous la tutelle de la Commission municipale, l'Union nationale décida, pour régler cette épineuse question, de nommer en 1937 une commission d'enquête vraiment représentative. Elle y nomma des représentants de toutes les classes, et des personnes non qualifiées par

leur partisanerie politique, mais par leurs qualifications comme citoyens, hommes d'affaires, légistes ou techniciens. Cette commission fut présidée par Me Emery Beaulieu, avocat de réputation internationale, et formée de MM. W. S. Lee<sup>1</sup>, Alfred Bernier<sup>2</sup>, Jules Archambault<sup>3</sup> et Omer Côté<sup>4</sup>, afin d'enquêter sur la situation du tramway. La compagnie refusait de payer ses redevances et la ville, qui était dans un pressant besoin d'argent, voulait son argent. Dès la première session, l'Union nationale a obligé la compagnie de tramways à venir en aide à Montréal en lui payant ce qu'elle devait. Sans attendre la fin de l'enquête et le rapport des commissaires, l'Union nationale força la compagnie à payer \$1,000,000 en 1937, puis \$250,000 en 1938, et \$50,000 en 1939, soit en tout \$1,300,000. à la cité.

De plus, en 1938, le premier ministre (M. Duplessis) fit décréter dans une loi que jamais la compagnie ne pourrait réclamer ces sommes de la ville de Montréal. En même temps d'ailleurs, le gouvernement de l'Union nationale obligeait les grosses compagnies de services publics à aider Montréal.

Le comité d'enquête, nommé par le gouvernement unioniste, avait déjà accompli la plus grande partie de son travail lorsque le gouvernement libéral a pris le pouvoir. Le nouveau gouvernement ne s'est pas inquiété du travail fait, ni des réformes à accomplir, mais uniquement d'une chose: y placer ses amis. Le régime actuel s'est permis de suspendre ce comité en changeant les personnes qui le composaient. Si le travail est ajourné à 10 ans, cela pour lui n'a apparemment pas la moindre importance. Depuis, le gouvernement actuel a remplacé les membres de la commission d'enquête par d'autres, et c'est l'honorable sénateur Élie Beauregard<sup>5</sup> qui la préside. Ses membres sont: Charles-J. Arcand, ancien ministre du Travail et député de Maisonneuve dans le gouvernement Taschereau, M. Gordon Wallace Scott, ex-trésorier de la province dans le cabinet Taschereau, M. Eugène Bélanger, ex-échevin de la ville de Montréal et organisateur libéral, et M. Honoré Simard.<sup>6</sup>

Le gouvernement a fait de la politique avec cette importante question. En réalité, le gouvernement, en bouleversant ainsi le travail commencé, n'avait qu'un but: retarder et renvoyer aux vieilles lunes le travail d'enquête commencé. Il a nommé une commission qui ne donne pas les garanties de l'ancienne et il a pris un moyen détourné pour mettre fin à l'enquête, sinon pour paralyser son travail. La compagnie des tramways peut dormir en paix sous l'aile du gouvernement libéral, tout comme les trusts d'énergie électrique et autres!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Applaudissements) J'ai écouté avec beaucoup d'attention le discours du député de Papineau (M. Lorrain). En résumé, il trouve que la commission d'enquête de l'Union nationale était de beaucoup supérieure à celle que le gouvernement actuel a choisie. Les membres de la présente commission sont trop connus pour qu'il faille faire leur éloge. Je ne ferai pas de comparaisons, les comparaisons sont toujours odieuses, du reste. J'espère que lorsque l'enquête sera terminée, le rapport donnera satisfaction à tout le monde. Le temps a marché et les tramways continueront de marcher. On verra que les hommes actuels sont aussi bons que leurs prédécesseurs! Lorsque la commission actuelle aura terminé son travail, des mesures efficaces seront prises pour régler la situation.

L'honorable député a parlé des "œuvres" de l'Union nationale. En somme, on sait ce que valent ces remèdes temporaires et surtout bruyants que l'on a surnommés des cataplasmes sur des jambes de bois. Ceux qui ont vu l'ancien médecin à l'œuvre et ses cataplasmes sur ses jambes de bois savent que ses remèdes ne sont pas efficaces. Je comparerais les trois versements faits à la cité par la compagnie, sur l'ordre du chef de l'Union nationale, à trois gouttes d'eau qu'un médecin lancerait dans un marais ou dans un océan avec une seringue.

Ça fait bien un petit frémissement tout autour, mais le calme est bientôt rétabli. Les \$1,300,000 que l'Union nationale a fait verser à la compagnie des tramways pour le compte et le bénéfice de la ville de Montréal n'ont pas empêché cette dernière, le 15 mai 1940, de tomber dans le gouffre financier! Ce fut une goutte dans le gouffre financier de Montréal! La situation reste à régler. Cela n'a pas empêché que le gouvernement actuel a été forcé de prendre, en mai 1940, des moyens pour remédier aux maux financiers de Montréal. Le gouvernement actuel a fait pour restaurer les finances de Montréal beaucoup mieux, et les moyens qu'il a pris sont plus efficaces.

On se rendra compte qu'ils valent mieux que les quelques milliers de dollars que la compagnie a payés, alors qu'elle était obligée légalement de les payer par la loi. L'Union nationale n'a pas empêché la catastrophe de se produire. Le remède que nous avons appliqué a produit de meilleurs effets. L'ancien ministre a forcé la compagnie à payer ses dettes. C'est un grand remède qui a produit des effets supérieurs à ceux prévus dans le temps. Tous peuvent le réaliser facilement!

Tout ce que l'Union nationale a fait, ce fut de forcer la compagnie des tramways à payer ses dettes

à la ville de Montréal. On peut donc voter cette motion du député de Papineau sans qu'aucune personne de la droite ou de la gauche ne prenne la peur!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je trouve que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a traité bien à la légère une question aussi importante que celle du tramway à Montréal. Il faut garder à Montréal son rang de métropole du pays, suprématie qui est essentielle au progrès de la province.

Le député de Papineau ne s'est pas borné à faire des comparaisons entre les deux commissions, mais il a mis en relief les procédés du gouvernement actuel et les procédés de l'Union nationale. À mon avis, le contrat de 1917 a été élaboré par une commission de bureaucrates, qui ont garanti les dividendes de la compagnie plutôt que l'intérêt public. Le contrat du tramway n'a été avantageux que pour les actionnaires! L'ancien gouvernement libéral avait exclu les conseillers municipaux de la commission pour passer le fameux contrat du tramway. Il avait permis la signature d'un contrat qui ne donnait aucune garantie aux usagers du tramway, aucune garantie sur les salaires des ouvriers ni de garantie sur les taux de passage, mais garantissait des dividendes à la compagnie.

Qu'a fait l'Union nationale? Elle a fait payer \$1,300,000 à la compagnie. Cette somme a servi à dégrever les contribuables. Si c'est un cataplasme sur une jambe de bois, c'est certainement un remède qui a profité aux contribuables de Montréal!

Le député de Saint-Hyacinthe a mauvaise grâce de parler dédaigneusement de cataplasme sur une jambe de bois comme moyen d'aider Montréal, quand lui, il a étouffé Montréal. Un ministre de la couronne ne peut prétendre parler sérieusement quand il dit qu'un montant de \$1,300,000, c'est comme une goutte d'eau à Montréal! Ceci n'est pas encourageant pour la province!

Le ministre a dit que la compagnie était obligée de payer \$500,000 et que, si elle a payé, ce n'est pas là une grande affaire. La vérité, c'est que la compagnie n'était obligée de payer qu'après avoir retiré 6 % de profit sur les opérations. Or, la compagnie, n'ayant pas d'excédent pour payer les \$500,000, n'était pas obligée légalement. L'Union nationale a fait payer par la compagnie une somme de \$1,300,000 à la ville de Montréal. J'aime mieux un cataplasme qui met \$1,300,000 dans les coffres de la ville que la façon dont le député de Saint-Hyacinthe traite les ouvriers, étouffe et tue la métropole du Canada!

Quant à la commission d'enquête, je préfère la nôtre. Je reconnais l'intégrité du sénateur Beaugard qui a certes de belles qualités personnelles, mais il est trop mêlé à un parti politique, il a été trop actif comme organisateur du Parti libéral, et il ne saurait occuper un poste comme celui qu'on lui a confié. Je préfère Me Emery Beaulieu, légiste de premier plan, qui ne fait pas de politique.

M. Arcand ne vaut pas M. J.-A. Bernier, président de la Société Saint-Jean-Baptiste. La commission actuelle est une commission dilatoire qui finira par protéger la compagnie au détriment de la population. Dans son cas, on peut parler de cataplasme sur une jambe de bois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne dirai qu'un seul mot sur cette question des tramways de Montréal. Je n'ai rien à dire des membres de la Commission des tramways de Montréal qui furent nommés sous l'Union nationale. Par contre, je n'ai rien à retrancher de ce que je pense des nouveaux commissaires nommés par nous. Je trouve, de mon côté, que le chef de l'opposition a porté un jugement à la légère sur les membres de la nouvelle Commission d'enquête des tramways. Elle est composée d'hommes intègres, intéressés depuis toujours comme citoyens au progrès de Montréal, qui représentent toutes les classes de la société. Il me serait facile de comparer, un à un, les hommes entre eux.

Je ne juge pas ceux que le chef de l'opposition avait nommés. Si M. Beaulieu est l'une des gloires de notre Barreau, l'honorable sénateur Beaugard n'occupe pas une situation moins glorieuse que lui dans l'ordre des avocats. Par son intégrité, il s'est acquis une réputation que les attaques du chef de l'opposition ne pourront jamais ternir. La réputation du sénateur Beaugard ne sera pas affaiblie parce que le chef de l'opposition et le député de Papineau n'approuvent pas son choix. Ses activités politiques ne lui ont rien enlevé de sa valeur et de son intégrité. Ses attaches politiques ne faussent pas son jugement.

On reproche aux membres actuels d'avoir eu des activités politiques. Les membres de l'ancienne commission ont eu aussi des activités politiques. Dites-moi, est-ce que l'esprit d'un homme probe, droit, sincère et honnête est diminué parce qu'il s'est occupé de politique? Est-ce que le chef de l'opposition serait inapte à toute charge publique parce qu'il a fait de la politique? Des petites attaques de cette nature sont indignes d'un chef!

(Applaudissements à droite)

Quant aux paiements faits par la compagnie des tramways à la cité, je dirai ceci: si la compagnie devait à la cité le montant versé, elle le devait en vertu d'une loi du parti libéral. Pourquoi l'Union nationale peut-elle s'en vanter?

(Applaudissements à droite)

Si elle ne le devait pas, pourquoi l'avoir fait contribuer plus qu'une autre par une décision discriminatoire et arbitraire, en vertu d'un principe essentiellement faux?

On a dit aussi que c'était une commission unilatérale. Mais en quel sens? Je ne vois pas en quoi la présente commission pourrait être moins bilatérale que l'autre. Elle représente toutes les classes de la société. Les \$1,300,000 qu'on a fait verser à la compagnie de tramways étaient vraiment un cataplasme. Il n'y a pas lieu de s'en réjouir. Si elle devait ce montant, elle était obligée de payer. Si elle ne le devait pas, personne ne devait la forcer à payer injustement.

Est-ce parce qu'une compagnie s'appelle la Montreal Tramways qu'il faut lui faire payer les dettes de tout le monde? Le principe est faux. Une taxe doit porter sur tous ceux qui sont dans les mêmes conditions. Le chef de l'opposition se vante de connaître l'administration de la chose publique. Il fait piètre figure devant la province! Pourquoi alors, en partant d'un tel principe faux, n'a-t-il pas fait payer d'autres compagnies? Pourquoi n'a-t-on pas fait aussi payer le Montreal Power et les autres compagnies d'utilité publique et d'autres organisations financières?

La même règle doit être appliquée à tous et chacun. Autrement, c'est de l'injustice et c'est immoral, et ce gouvernement n'entend pas souscrire à ce principe. Partant, ce n'est là que discrimination envers l'entreprise privée. La commission saura régler le problème du tramway à la satisfaction de la province, j'en ai la certitude. D'ailleurs, les commissaires actuels se sont montrés beaucoup plus sérieux que les commissaires précédents. Depuis qu'elle est en fonction, au lieu d'aller étudier les problèmes de tramways dans les pays du Sud, la commission a étudié le problème de Montréal. C'est la tâche qui lui est confiée et elle l'accomplit.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** Le premier ministre et son ministre ont trouvé des accents dramatiques pour défendre la compagnie, mais rien pour les citoyens qui paient, grâce au célèbre contrat imposé par le gouvernement libéral. Le gouvernement s'identifie avec les grosses compagnies. Les gouttes

d'eau de l'opposition ont été des bienfaits publics. Le premier ministre a eu des mots pour défendre les trusts, mais aucune parole pour défendre les pauvres, les travailleurs. Je laisse au peuple le soin de le juger. Après les prochaines élections, qui viendront bientôt, le premier ministre ne pourra plus défendre les grosses compagnies.

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a qualifié le paiement de \$1,300,000 de cataplasme sur une jambe de bois. Vous, votre remède pour guérir Montréal de ses maux a été 11 taxes spéciales, 11 cataplasmes! Un peu partout on entend dire: on était mieux sous l'ancien régime! C'est Duplessis qui avait raison!

La motion est adoptée.

#### **Loi de l'Université de Montréal**

**M. Paquette (Labelle)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 69, 3 George VI, et au chapitre 3, 4 George VI.

Adopté.

#### **Crédit agricole**

**M. Élie (Yamaska)** propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts, soit contractés, soit garantis, soit autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, relativement au crédit agricole du Québec établi par la loi, chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session (1936) et ses amendements, jusqu'au 8 novembre 1939.

M. l'Orateur, de toutes les œuvres, si nombreuses et si fécondes, accomplies en trois ans par le gouvernement de l'Union nationale, dirigé par

l'honorable chef de l'opposition, alors premier ministre de la province, il n'en a pas été de plus patriotique, de meilleure, au point de vue social et économique, que la loi du crédit agricole pour venir en aide aux cultivateurs de la province. L'Union nationale est heureuse d'avoir créé le crédit agricole. On sait dans quel état se trouvait la classe agricole en 1936, après 40 années de régime libéral. Elle était telle que c'est un ministre libéral, l'honorable M. J.-L. Perron<sup>7</sup>, qui était obligé d'admettre lui-même en 1920, après 22 ans<sup>8</sup> de régime libéral, que l'agriculture dans le Québec était dans le marasme.

Avant 1936, nombre de terres avaient été abandonnées; des milliers de cultivateurs, forcés de laisser la campagne, s'en étaient allés demeurer dans les villes pour augmenter le nombre de chômeurs, déplaçant l'équilibre démographique de façon dangereuse. Le dépeuplement des paroisses augmentait les problèmes municipaux et scolaires déjà considérables et les cultivateurs avaient beaucoup de difficultés à emprunter pour exécuter les travaux nécessaires.

L'ancien premier ministre (M. Taschereau) a déclaré un jour, en Chambre, qu'un crédit provincial était inutile, car les cultivateurs payaient mal ce qu'ils devaient au crédit fédéral, ce qui n'était pas de nature à augmenter leur crédit. Le premier ministre actuel affirme que les cultivateurs n'avaient pas besoin de crédit et qu'ils en crevaient même. Il a voté chaque fois contre les projets d'établissement de crédit agricole provincial.

Souvent, avant 1936, le chef de l'opposition d'alors (M. Duplessis) et ses amis avaient réclamé sans succès l'établissement d'un Office du crédit agricole provincial. Toujours, les amis politiques du premier ministre actuel, alors ministre de l'Agriculture, se prononçaient carrément contre le projet. Aussi, à son arrivée au pouvoir, le gouvernement de l'Union nationale exécuta la promesse qu'il avait faite aux cultivateurs et il établit, dès la première session de 1936, son Office du prêt agricole, sous la direction de M. Eugène Poirier, homme d'une compétence reconnue et d'une intégrité à toute épreuve. M. Poirier avait comme collègues M. Éloi Saint-Germain et M. Horan, deux excellents administrateurs.

Les avantages de cette législation furent innombrables. À compter de sa fondation jusqu'au 30 septembre 1939, l'Office du prêt agricole avait consenti 14,996 prêts représentant une valeur de \$34,625,064.41, et des milliers de dollars de capitaux gelés furent libérés. De cette somme, un montant de \$22,333,348.97<sup>9</sup> a servi à acquitter des créances hypothécaires dues par les cultivateurs à des

créanciers particuliers. Les corporations municipales ont reçu \$239,056 d'arrérages de taxes municipales et les corporations scolaires, \$231,745. Le paiement de cette somme de près d'un demi-million de dollars, inutile de le dire, a fortement amélioré la situation municipale et scolaire dans nos campagnes.

Le prêt agricole a profité à plus de 100,000 personnes dans la province. Il a favorisé l'établissement des fils de cultivateurs, enrayé l'exode vers les villes, rétabli dans une bonne mesure l'équilibre démographique et conservé à la province son caractère agricole, qui constitue une de ses bases humaines les plus puissantes et les plus stables.

Des milliers d'autres personnes ont bénéficié des avantages du prêt agricole provincial, car cette initiative féconde de l'Union nationale a contribué à faire baisser considérablement les taux d'intérêt chargés par les particuliers aux cultivateurs qui empruntaient.

Le prêt agricole a rétabli la confiance, tant chez le cultivateur que chez le prêteur. De fait, que l'on n'aille pas s'imaginer que le prêt agricole a fait du bien aux cultivateurs de la province seulement en prêtant directement à ceux qui en faisaient la demande!

L'afflux de l'argent, libéré par le prêt agricole et qui prenait la route de la campagne où il coulait comme un sang nouveau pour raviver les espérances des fermiers, a permis au cultivateur qui avait besoin de quelques centaines de dollars, pour faire prospérer son établissement, de trouver de l'argent chez son voisin à un tarif d'intérêt équivalent à celui consenti par l'organisme gouvernemental. On peut dire, sans crainte de se tromper, que plus de 4,000 cultivateurs possibles du prêt agricole sont parvenus à faire des arrangements avec leurs créanciers et à obtenir une réduction du tarif d'intérêt pris sur les hypothèques déjà consenties.

On ne peut pas prétendre non plus que le crédit de la province ou celui du cultivateur ait jamais été menacé par les prêts de \$35,000,000. D'abord, il y avait chez le cultivateur la volonté de payer; ensuite, les garanties offertes par les emprunteurs étaient plus que suffisantes pour assumer le remboursement de tous les prêts. C'est un prêt plus que garanti par la valeur des propriétés et qui va rapporter au gouvernement des millions par la facilité à gagner accrue des cultivateurs. Nos adversaires ont voulu en faire une dette, mais maintenant, ils ne la calculent plus ainsi.

Au 30 septembre 1939, les emprunteurs, pour garantir les \$34,000,000<sup>10</sup> qu'on leur avait prêtés

pour cette œuvre, avaient donné une superficie de 1,048,297<sup>11</sup> arpents de terre. Pour garantir le montant de \$31,190,273 demandé par les emprunteurs, les cultivateurs avaient donné en nantissement une valeur foncière de \$41,675,883<sup>12</sup>, plus \$28,483,709 en valeur de bâtisses, soit une valeur totale de \$70,159,593 en garantie. De plus, le roulant des fermes sur lesquelles l'Office consentait un prêt s'établissait à \$21,341,157.

C'est dire que les sommes prêtées par le gouvernement aux emprunteurs étaient amplement garanties par la valeur du terrain, des propriétés et des animaux donnés en gage par les cultivateurs. Il n'y avait donc aucun danger de perte de la part de la province. En un mot, la loi du crédit agricole, passée par le gouvernement de l'Union nationale dès les premiers jours de son entrée en fonction, a fortement contribué à sauver de la faillite la classe agricole à une période particulièrement difficile. Le gouvernement d'Union nationale a sauvé l'agriculture de la faillite avec ce crédit.

Cette œuvre salvatrice, le gouvernement de l'Union nationale l'a accomplie en assurant aux cultivateurs des capitaux considérables, dont ils avaient un pressant besoin, à des conditions très avantageuses, en permettant ainsi une réduction générale des taux d'intérêt sur tous les prêts agricoles, non seulement ceux consentis par le gouvernement, mais, par la force des choses, ceux consentis par les cultivateurs à leurs confrères de l'agriculture; en provoquant une méthode de compromis et de règlements à l'amiable entre les créanciers et les débiteurs; en permettant à des milliers de cultivateurs de sauver leur patrimoine et d'établir leurs enfants sur des terres; en redonnant aux cultivateurs la confiance en l'avenir; en permettant aux corporations municipales et scolaires et aux fabriques de retirer les taxes nécessaires à leur bon état financier; en augmentant le pouvoir d'achat des cultivateurs et en faisant progresser le commerce dans les villages, de sorte que le gouvernement de l'Union nationale, en aidant le cultivateur, aidait non seulement ce dernier, mais aussi son camarade de la ville, l'ouvrier travaillant dans les usines, par la vente à la campagne des produits confectionnés dans les industries des villes. Il ne faut pas oublier que le prêt agricole eut de plus l'avantage de fournir à la province des statistiques vitales et des plus précieuses.

On peut donc assurer, sans crainte d'être contredit, que le gouvernement de l'Union nationale a sauvé de la faillite, à une époque particulièrement troublée de son histoire, l'industrie fondamentale de la province de Québec.

Le gouvernement présidé par l'honorable premier ministre actuel n'a pas voulu continuer cette œuvre de rédemption agricole, alors que le prêt agricole, institué par le gouvernement de l'Union nationale, prêtait au cultivateur à un taux très bas, soit 2½ % d'intérêt et 1½ % sur l'amortissement. De la sorte, le cultivateur, en payant 4 % d'intérêt-amortissement par année, se trouvait à tout rembourser après 30 ou 39 ans. La longue période de remboursement a permis de placer les annuités à un chiffre très bas, ce dont les cultivateurs avaient précisément besoin pour traverser la crise.

Le gouvernement libéral actuel a commencé par augmenter le taux d'intérêt payable par le cultivateur de 2½ % à 3 % pour décourager les emprunteurs. Il a ensuite, en diminuant la durée d'un prêt, augmenté le taux d'amortissement de 1½ % à 2.71 %<sup>15</sup>, le tout remboursable en 25 ans. Il en résulte que l'annuité est beaucoup plus élevée, puisque le cultivateur paie 5¾ %, au lieu de 4 %. On voulait décourager les emprunts et on y a réussi en substituant, à un système qui prêtait, un régime qui ne prête pas.

Ce nouveau système est d'ailleurs conforme aux déclarations et à la politique du premier ministre actuel, qui a toujours combattu le prêt agricole provincial. Pendant de longues années, il a déclaré, dans cette Chambre, que le système de prêt agricole provincial ne lui allait pas; jamais il ne voulut l'accorder aux cultivateurs, même lorsqu'il était ministre de l'Agriculture. Il n'a jamais changé d'opinion depuis. Le premier ministre n'a pas osé faire disparaître totalement le prêt agricole établi en cette province par le chef du gouvernement de l'Union nationale (M. Duplessis). Il a pris les moyens de rendre le crédit agricole inopérant. Le gouvernement essaie de paralyser le crédit agricole. Il porte, vis-à-vis la classe agricole, une responsabilité terrible.

Avant de prendre mon siège, M. l'Orateur, je veux demander au gouvernement de continuer la politique de prêt agricole provincial établie par l'Union nationale. À l'époque terrible que nous traversons, les nations se rendent compte qu'un des seuls biens qui conserve sa valeur, c'est la terre nourricière qui ne demande qu'à être retournée et travaillée pour produire la nourriture nécessaire à l'humanité. Le cultivateur travaille dans du réel; le fonds qu'il cultive constitue le capital le meilleur de la nation. Ce capital, le gouvernement de la province a le devoir d'aider le cultivateur à le faire fructifier pour le plus grand bien de la communauté canadienne. Ce serait un crime que de forcer le cultivateur, par manque de capital, à laisser sa terre

en friche et improductive alors que, de plus en plus, nous aurons besoin des produits de la ferme pour nourrir nos populations. Les prêts que le gouvernement pourrait consentir pour assurer le succès de l'agriculture ne sont pas réellement des prêts; ce sont, en réalité, des placements de toute première valeur qui ne font que contribuer à la plus-value intrinsèque du patrimoine national.

Je demande au gouvernement de revenir à notre politique et d'aider l'agriculture. Aider le cultivateur, c'est un devoir patriotique et le gouvernement n'a pas le droit de s'y soustraire.

#### **L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

(Applaudissements) L'honorable député de Yamaska (M. Élie) aurait manqué à la tradition "nationale" s'il n'avait mis dans la bouche de ses adversaires des paroles qu'ils n'ont jamais prononcées. L'adversaire que le député de Yamaska a attaqué n'est pas ici pour se défendre, mais il y a ici des gens qui savent ce qu'il a dit. L'honorable M. Taschereau n'a jamais dit ce que le député de Yamaska, à cause du contact de ceux qui l'entourent, lui a fait dire, et ce, en déformant la pensée de l'ancien premier ministre. L'honorable M. Taschereau, reconnu aujourd'hui comme l'homme qui a donné à sa province la meilleure politique agricole qu'elle ait connue, reconnu comme protecteur du peuple, a donné à la province de Québec une politique sensée et bonne, particulièrement à la classe agricole.

Il a dit que des cultivateurs du Canada étaient en retard dans leurs paiements au crédit agricole fédéral, mais il ne parlait pas des cultivateurs de la province de Québec parce que le gouvernement libéral, dirigé par M. Taschereau, les aidait à payer leur intérêt au crédit agricole fédéral. M. Taschereau n'a fait que porter à la connaissance de la Chambre le rapport de l'Office fédéral du prêt agricole. Il n'a jamais dit que les cultivateurs ne payaient pas leurs dettes.

Les cultivateurs d'alors payaient leurs dettes parce qu'il y avait à la tête de la province un gouvernement qui les aidait à organiser leurs fermes et à faire de l'argent, et qui préparait des débouchés pour la vente de produits agricoles. Personne dans la province n'a travaillé avec autant d'ardeur à sortir la classe agricole de la situation difficile où elle se trouvait!

(Applaudissements à droite)

C'est aussi le gouvernement libéral qui ouvrait pour les cultivateurs des marchés étrangers, que le gouvernement de l'Union nationale nous a fait perdre en fermant nos agences provinciales et



commerciales à l'étranger, dont le principal but était d'assurer la vente des produits agricoles.

Nous avons passé par une période difficile de 1930 à 1939. Nous avons eu la crise, une crise terrible, peut-être la plus difficile de l'histoire du monde. Mais il est un fait acquis: les cultivateurs payaient leurs dettes grâce aux octrois fournis par le gouvernement du temps. De 1930 à 1936, en pleine crise, et dans la pire partie de la crise, les cultivateurs ont maintenu leur crédit et ont même fait plus de progrès qu'en aucun temps sous une autre administration.

(Applaudissements à droite)

Après cela - et j'en appelle à la majorité des cultivateurs de cette province - pendant trois ans l'Union nationale a apporté des retards et des régressions lamentables. Elle a saboté l'œuvre accomplie en détruisant les sociétés d'agriculture et les cercles agricoles. Les cultivateurs ont connu les pires difficultés, spécialement depuis 1936. On a détruit leur organisation agricole, on a voulu les diviser pour mieux les subjuguier. Durant l'ancienne administration libérale, nous avons monté les subsides de l'agriculture et nous avons doublé les crédits agricoles avant l'Union nationale de ce qu'ils étaient dans n'importe quelle autre province.

En 1936, nous avions le plus fort budget agricole des provinces. De 1936 à 1939, alors que le monde entier revenait à la prospérité, les cultivateurs de la province de Québec ont souffert. Ils ont été les seuls à ne pas bénéficier de la reprise générale des affaires. On a voulu détruire leurs sociétés d'agriculture et on a circonvenu leurs cercles agricoles. Tout ce que l'Union nationale a fait, c'est de les prendre un par un pendant les périodes électorales pour tenter de les acheter avec de petits octrois.

(Applaudissements à droite)

D'ailleurs, la réponse au député de Yamaska (M. Élie), ce n'est pas à moi de vous la donner. Du reste, les cultivateurs, avec toutes les autres classes de la population, l'ont donnée aux élections générales en octobre 1939, et pour longtemps!

Quand l'honorable député de Yamaska a prétendu que nous avions augmenté le taux d'intérêt et le taux d'amortissement pour nuire aux cultivateurs et les décourager, c'est fausser les faits. Il y a deux faussetés dans la déclaration...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, je m'objecte! Le premier ministre n'a pas le droit d'être impoli envers un collègue! Ce n'est pas poli pour un premier ministre qui prétend tellement aimer

l'agriculture de ne trouver rien d'autre à dire à un cultivateur qu'il dit des faussetés!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas d'objection. Je vais retirer le mot "fausseté" et dire que le député a fait une erreur. Nous ne recevons pas si souvent de leçons de politesse pratique du chef de l'opposition! Il faut s'incliner!

(Rires à droite)

L'honorable député de Yamaska a dit une inexactitude. Il nous reproche d'avoir augmenté le taux d'intérêt. Je dirai d'abord que les cultivateurs n'ont pas emprunté à un taux plus élevé qu'autrefois. Tous ont été consentis sur le taux du passé, parce que nous n'avons pas voulu que des gens qui avaient fait leur demande autrefois paient un intérêt plus élevé que ceux qui avaient fait leur demande en même temps qu'eux. Nous avons succédé à l'Union nationale et, pour cette raison, nous n'avons pu emprunter à bon marché. Nous sommes forcés d'emprunter à un taux plus élevé. La loi élevant le taux d'un demi pour cent n'a pas été mise en vigueur.

Dans l'avenir, il nous faudra charger un demi pour cent de plus parce que nous payons l'argent plus cher que l'Union nationale, qui pouvait emprunter à meilleur marché, ayant succédé à un gouvernement libéral qui avait maintenu intact le crédit de la province. Si l'on tient compte que nous empruntons à un taux plus élevé, on est forcé de constater que le gouvernement actuel est encore plus généreux que l'Union nationale.

L'honorable député de Yamaska a dit: "Au lieu de 1½ %, le fonds d'amortissement sera de 2.72 %." Mais le gouvernement n'était-il pas justifiable quand il doit payer l'argent 1 % de plus? On peut faire des erreurs et dire des demi-vérités. Nous obtenons le remboursement en 25 ans<sup>14</sup> et l'Union nationale faisait rembourser en 40 ans. On ne dira pas que 25 ans ce n'est pas assez long. Il me semble que de rendre responsable le cultivateur pendant 25 ans, cela est suffisant.

Est-il juste d'endetter les générations futures et leur créer des embarras? Un cultivateur a-t-il le droit de charger les générations qui viendront après lui? Je ne le crois pas. Ce n'est pas une bonne politique d'endetter les générations futures. C'est un mauvais principe d'économie, un mauvais principe social. Il ne faut pas induire en tentation les différentes classes de la société. Le remboursement en 25 ans est réclamé d'ailleurs par les cultivateurs.

Personne n'a le droit de prétendre que nous avons voulu paralyser le crédit agricole. Nous n'avons jamais eu dans l'esprit de ne pas vouloir

participer à améliorer le crédit du cultivateur. Nous avons voté \$6,000,000 pour le crédit agricole, l'an dernier. Avec ce montant, nous avons fait plus en un an que l'ancien gouvernement. Nous continuerons de mettre de l'argent à la disposition de l'Office, à mesure qu'il en aura besoin pour prêter à tous les cultivateurs de bonne foi et qui seront réellement dans le besoin. Nous continuerons de mettre à la disposition des cultivateurs les crédits nécessaires pour le développement de leurs fermes et surtout pour qu'ils les conservent.

On n'a qu'à regarder les chiffres. En octobre 1939, lorsque nous avons pris les rênes de l'administration, il y avait 12,000 demandes d'emprunts en souffrance au crédit agricole. Aujourd'hui, après un an, il n'y en a pas plus de 5,000. Et je puis soutenir ces chiffres. Avec les \$6,000,000 que nous avons avancés à l'Office, nous avons fait mieux que nos prédécesseurs avec leurs innombrables millions.

Voilà un fait véritablement encourageant que nous donnons à la classe agricole! L'honorable député de Yamaska, que je crois sincère dans son dévouement pour l'agriculture, peut être assuré que le sort des cultivateurs est entre bonnes mains, actuellement!

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Matane):** Il y a des vérités et des remords cuisants. J'ai été député fédéral et le parti auquel j'appartenais était au pouvoir. J'ai demandé que le crédit fédéral prête pour plus de 40 % de la valeur des immeubles des cultivateurs. Le premier ministre s'est toujours opposé au crédit agricole provincial.

En 1934, il a déclaré en Chambre qu'il s'y opposait parce qu'il considérait que les cultivateurs avaient trop de crédit. De 1931 à 1936, il a constamment voté contre l'établissement d'un système provincial de crédit agricole. De même, M. Taschereau avait déclaré que les cultivateurs de la province payaient mal. Le régime Taschereau avait été si peu brillant pour les cultivateurs que les terres avaient diminué de valeur de 50 %, à cause du crédit gelé.

Les bienfaits de l'Union nationale en matière de crédit agricole ont été reconnus d'une façon adéquate par les électeurs de Mégantic. Le premier ministre a dit que 5 % seulement des demandes étaient en souffrance, au crédit provincial...

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai dit pas plus de 5,000.

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre prétend qu'il ne reste plus que 5,000 demandes devant l'Office du crédit agricole, et je déclare que ces chiffres ne peuvent être exacts. Pendant que nous étions au pouvoir, 38,800<sup>15</sup> demandes ont été présentées à l'Office. Lorsque nous avons quitté le pouvoir, un peu plus de 14,000 demandes avaient été satisfaites. Comment le premier ministre peut-il affirmer qu'avec une bouchée de pain de \$6,000,000, il a pu satisfaire à 20,000 demandes?

Si l'on additionne les 15,000 prêts consentis en octobre 1939 aux 5,000 qui restent, on a donc 20,000 demandes, ce qui voudrait dire, à en croire le premier ministre, qu'on a satisfait au moins 18,800 demandes avec \$6,000,000. Et encore, on ne sait pas si les \$6,000,000 ont été dépensés. En réalité, cela veut dire tout simplement qu'on a refusé la grande majorité des demandes. Je défie le premier ministre de nous prouver au comité de l'agriculture qu'il n'y a que 5,000 demandes en souffrance! Qu'il convoque le comité agricole et qu'il prouve ses avancés!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je réaffirme ce que j'ai dit. Je n'ai pas dit que nous avions satisfait à 20,000 demandes. J'ai dit, et je puis le prouver, qu'il ne reste pas 5,000 demandes actuellement devant la Commission.

**M. Gagnon (Matane):** C'est invraisemblable! Ce serait une chose bien extraordinaire qu'avec \$6,000,000, on aurait pu satisfaire à plus de 10,000 demandes, alors qu'avec \$35,000,000, l'Union nationale n'a pu accorder que 14,500 prêts<sup>16</sup>. C'est une chose impossible! On a saboté notre loi du crédit agricole! Il veut nous faire croire qu'avec \$6,000,000 par année, il a pu satisfaire 14,000 cultivateurs. C'est une bouchée de pain! Il y a dans la province 1,450 paroisses agricoles. Avec ce montant, vous n'arrivez pas à deux prêts par paroisse!

Le premier ministre a dit que l'agriculture avait fait des progrès depuis son arrivée au pouvoir. Il a dit que le régime libéral faisait vendre les produits de nos cultivateurs. Nous sommes actuellement sous un régime libéral. Avec ce gouvernement exceptionnel, qui, dit-on, fait tant pour l'agriculture, comment se fait-il que sur les marchés de Québec et Montréal, il se vende encore de la viande de l'Ouest, des patates des provinces des Maritimes, des œufs des provinces de l'Ouest et des pommes de l'Ontario? La Conférence impériale de 1932 a assuré des marchés pour le bacon, et le premier ministre a dit que cela ne l'intéressait pas.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** fait signe qu'il n'a jamais dit cela.

**M. Gagnon (Matane):** Nous avons vengé l'honneur des cultivateurs en montrant qu'ils paient bien leurs intérêts au crédit agricole. Les cultivateurs ont tous, sauf de très rares exceptions, fait honneur à leurs obligations.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les choses changent dans la province et je m'estime heureux d'avoir parlé tout à l'heure de goutte d'eau. Elle est nécessaire pour avaler la bouchée de pain du député de Matane. Six millions de dollars, ce n'est pas une bouchée de pain. Si nous avons pu satisfaire à plus de demandes d'un grand nombre de cultivateurs de bonne foi que dans le temps de l'Union nationale, c'est parce qu'on a fait moins de politique, et que nous avons éliminé les prêts de parents des sous-ministres. Quand on prête l'argent du public, quand on fait des prêts de \$4,000 à \$5,000 à des registraires et des prêts de \$6,000 à la fois à des parents de députés, à des sœurs de sous-ministres, il n'est pas surprenant qu'avec \$35,000,000 on ne donne pas satisfaction à beaucoup de cultivateurs.

L'Union nationale, en octobre 1939, ne pouvait plus emprunter nulle part. Le député de Matane trouve invraisemblable qu'il n'y ait plus que 5,000 demandes en souffrance. S'il n'y a plus que 5,000 demandes devant l'Office, ce n'est pas surprenant. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il y avait 35,000<sup>17</sup> dossiers d'aspirants-emprunteurs couverts à l'Office du prêt agricole. Mais, depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir, il a fait retrancher les demandes inacceptables que l'Union nationale retardait à considérer. Vingt mille demandes ont été accordées, 5,000 sont en souffrance. Le Parti libéral a fait retrancher des dossiers les demandes que nos amis n'osaient pas refuser à cause des élections et qu'ils auraient dû refuser parce que les prêts ne pouvaient pas être légalement accordés. C'est ce qui a fait qu'il n'en reste que 5,000.

**M. Gagnon (Matane):** Combien de demandes ont été ainsi retranchées?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il est évident qu'environ 10,000 dossiers ont dû être retranchés depuis le début, sous l'administration de l'Union nationale comme sous notre administration.

Le député de Matane nous reproche de ne pas avoir encouragé l'industrie du bacon et augmenté la

production des viandes de boucherie. Mais il faut trois ou quatre ans pour élever un bœuf d'abattoir, et nous ne sommes au pouvoir que depuis 14 mois!

(Rires et applaudissements)

Nous pouvons donc attendre un peu. Il faut les laisser profiter un peu avant de les mettre sur le marché. Et à moins qu'il s'agisse de cochons de lait, il est préférable d'attendre un peu avant de les mettre à la boucherie. Il n'y a que les cochons de lait qui sont vendables après quelques semaines. Là, nous pouvons certainement rivaliser avec l'Union nationale!

Jusqu'ici, les prêts ont été accordés aux anciens taux. Le député de Matane a dit: "Pourquoi augmenter le taux d'intérêt?" Nous avons eu trois années du régime des purs de l'Union nationale. Ça nous a coûté cher et, malheureusement, nous avons dû demander aux cultivateurs de supporter une partie des sacrifices que la population doit s'imposer pour payer les dettes, les intérêts et l'amortissement des énormes déficits des gens qui trouvent que \$6,000,000 c'est rien qu'une bouchée de pain.

Si la condition des cultivateurs n'est pas complètement rétablie, c'est que le gouvernement actuel n'est au pouvoir que depuis un an et demi. Comme l'a dit le premier ministre, nous avons dû emprunter de l'argent à un taux plus élevé parce que le crédit de la province, qui était le meilleur du dominion sous le gouvernement libéral, avait été saboté par l'Union nationale. Heureusement, nous l'avons rétabli. L'Union nationale a fait dans le Trésor des trous tellement béants que nous n'avons pu les faire remplir par une seule classe de la population.

Quant à la politique du crédit agricole, le peuple l'a jugée lui-même aux élections générales. L'ancien ministre des Mines (M. Gagnon) nous a dit que l'élection de Mégantic avait été une bien grande victoire. Le résultat de cette élection indique justement que les cultivateurs préfèrent le gouvernement actuel à l'ancien. S'il étudie le résultat de Mégantic, il verra que, dans la partie agricole du comté, l'Union nationale a remporté une veste monumentale. Qu'on enlève les votes donnés dans les deux villes où se trouvaient les candidats et l'on verra que la population agricole du comté a donné une majorité d'au moins 250 voix.

Le gouvernement actuel a une politique rationnelle, et les cultivateurs de notre province, qui sont de bons Canadiens français, savent distinguer entre le vrai et le faux, les choses utiles et celles qui ne sont pas acceptables. Quand nous retournerons au peuple, nous aurons des résultats comme Terrebonne, où il y a une belle classe agricole. Le

gouvernement sera maintenu au pouvoir parce qu'il aura donné à la province une politique énergique et de bon sens, une politique de reconstruction sur les ruines financières de l'Union nationale. Aux prochaines élections, je serai encore ministre et nous ne craignons pas d'aller devant le peuple!

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand le premier ministre se lève, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) en fait autant. Ils rivalisent à qui parlera. Cela se comprend de la part du ministre de la Voirie que ses amis veulent l'envoyer à Ottawa afin de s'en débarrasser ici<sup>18</sup>!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Souriant) Je ne suis pas un grand voyageur.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre ne souffre pas par l'humilité. Il s'est lui-même qualifié de plus grand ministre de l'Agriculture que la province ait connu.

(Ovation à droite)

Je constate que les gens de la droite s'améliorent puisqu'ils applaudissent aux paroles de l'opposition!

(Rires)

Successeur d'un homme qui fut, d'après les libéraux, un si grand ministre, l'honorable M. Caron, le premier ministre dit que, sous son administration, l'agriculture a fait de grands progrès. Mais il n'explique pas, par exemple, les dettes innombrables qui assiégaient les mêmes cultivateurs lorsqu'il a laissé le pouvoir en 1936. Le premier ministre et le ministre de la Voirie admettent que, sous l'Union nationale, le crédit de la province était meilleur. De fait, sous notre administration, la province payait les taux d'intérêt les plus bas qu'elle n'eût jamais payés.

Le premier ministre prétend que si l'Union nationale a pu emprunter à si bon marché, c'est parce qu'elle avait hérité d'un crédit excellent, celui du régime Taschereau. Si le régime Taschereau avait été si excellent, le moins qu'il eût pu faire, eût été d'emprunter à aussi bonnes conditions que l'Union nationale.

Or, le régime précédent payait des intérêts beaucoup plus élevés. De plus, l'Union nationale a emprunté à bas prix, non seulement au début, mais pendant tout le temps où elle a été au pouvoir.

Quand nous sommes arrivés au pouvoir, le Trésor public était introuvable et lorsque nous l'avons ouvert, il n'y avait plus que les griffes. Un gouvernement se juge toujours d'après les conditions

auxquelles se font les emprunts. L'administration de l'Union nationale a été si bonne que le rapport Sirois, nommé par les libéraux, a déclaré que la dette par tête de la province de Québec sous l'Union nationale était la plus basse de tout le pays, exception faite de l'Île-du-Prince-Édouard. Le rapport dit aussi que les gouvernements qui ont précédé l'Union nationale laissaient aux municipalités des charges trop lourdes. Nous avons des œuvres à montrer.

À l'heure actuelle, le gouvernement cherche à emprunter et il n'est pas capable. Précédemment, le gouvernement actuel, qui est si merveilleux, a voulu emprunter \$40,000,000. Il a dû réduire le chiffre à \$20,000,000 parce qu'on ne voulait pas lui en prêter plus.

Les journaux du gouvernement avaient annoncé en janvier un emprunt de \$15,000,000, mais on n'en a jamais entendu parler depuis. Ne tirez pas de roches quand vous habitez une maison de verre! N'en déplaie au gouvernement, nous avons emprunté à meilleur intérêt que le régime actuel et que le régime Taschereau, et nous avons réglé un grand nombre de prêts agricoles autrement que par la méthode simpliste de les refuser en masse.

Le crédit agricole a sauvé la population de la province. Un prêt fait à un cultivateur n'est pas une dette, ni même un placement, mais de l'argent épargné mis à la grande banque de la prospérité nationale. La province de Québec ne connaîtra la stabilité et la sécurité que si l'agriculture est prospère.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** (Applaudissements) (Parlant de la convention de Sherbrooke) Le chef de l'opposition a voulu faire une malice en mettant en opposition le premier ministre et son voisin. Quand nous tenons des conventions dans notre parti, nous sommes unis, comme ici. Il n'y a pas de scène comme celle où M. Bennett envoya le député de Matane pour battre le député de Trois-Rivières.

(Rires à droite)

Nous avons entendu tout à l'heure le chef de l'opposition dans les envolées que nous connaissons. Il dit qu'il a sauvé la province. S'il était vraiment un sauveur national, comment se fait-il que, trois ans après lui avoir donné près de 80 députés, elle ne lui en a donné que 15? Il est surprenant qu'après 38 mois de règne, ce grand sauveur national ait été aussi bien battu aux élections de 1939!

Le chef de l'opposition se sent vulnérable sur la question financière. Après seulement 38 mois en fonctions, le gouvernement de l'Union nationale a été incapable d'emprunter un cent, que ce soit au

Canada ou ailleurs. Il a emprunté à un taux peu élevé parce que nous lui avons laissé un crédit intact. Un samedi, dans l'ombre de son bureau, il a décidé de faire des élections parce que les banquiers ne voulaient plus lui prêter d'argent!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aucun banquier ne m'a forcé à faire des élections! Il ne s'est jamais trouvé un banquier pour dicter la conduite de l'Union nationale. J'ai décidé de tenir des élections après consultation avec tous les ministres et tous les députés du temps.

(Rires à droite)

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Je prends la parole du chef de l'opposition, mais il y a une chose qui me surprend. Le chef de l'opposition avait l'habitude de prendre toutes ses grandes décisions le mercredi. Mais, cette fois-là, ça pressait tellement qu'il a dû dissoudre les Chambres un samedi après-midi!

(Rires à droite)

Dans son discours, le député de Trois-Rivières a parlé de finances, mais il a oublié de dire que nous avons payé \$65,000,000 de ses comptes et qu'il en a coûté à la province \$8,000,000 de plus en intérêt en 1939-1940 à cause de sa pauvre administration financière. La dette du gouvernement a augmenté de \$150,000,000. Il a dit que nous avons augmenté le taux d'intérêt du crédit agricole. Cette augmentation n'est pas en vigueur, mais elle a été décidée lorsque le pays était en guerre. Les taux avantageux que le chef de l'opposition a obtenus sont attribuables à l'excellent crédit de la province et aux emprunts à court terme faits par l'Union nationale. Si le taux du prêt agricole a été augmenté, c'est que les conditions étaient devenues difficiles et que la guerre compliquait la situation, puisque le fédéral réquisitionne tout l'argent possible pour l'effort de guerre.

**M. Lorrain (Papineau):** Le pays n'était pas en guerre en novembre 1939.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Oui. Et en octobre 1939, le chef de l'opposition était atteint de la fièvre qui a causé la mort de son parti. Le chef de l'opposition sait qu'il a mal administré. Il se sert du rapport Sirois quand cela fait son affaire, et il le maudit ensuite. La vérité, c'est que, si le chef de l'opposition n'avait pas perdu le pouvoir, il aurait ruiné la province!

Nous voulons bien traiter les cultivateurs. Nos prédécesseurs les ont maltraités en diminuant

- le député de Labelle le sait - les octrois pour les écoles rurales. Nous n'annonçons pas notre politique de crédit agricole à son de trompe, mais nous aidons les cultivateurs. Nous leur avons d'ailleurs fait plus de prêts en une année que le gouvernement de l'Union nationale. Les électeurs de Terrebonne l'ont reconnu et d'autres le reconnaîtront à l'occasion. Que le chef de l'opposition se prépare à rester encore longtemps dans l'opposition!

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Paquette (Labelle):** Je propose l'ajournement du débat<sup>19</sup>.

**M. l'Orateur:** Qui seconde la motion?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Personne.

**M. l'Orateur:** Alors, le débat doit continuer jusqu'à 6 heures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais non!

**M. l'Orateur:** La motion pour ajournement d'un débat est une motion de fond. Le Règlement dit qu'elle doit être proposée et secondée. Jusqu'à aujourd'hui, lorsqu'un député de la droite ou de la gauche proposait d'ajourner un débat, je consultais le chef de son parti pour qu'il désigne un secondateur. Si le chef de l'opposition ne veut pas me désigner un secondateur pour que la motion soit dans l'ordre, je serai forcé de laisser continuer le débat, et c'est ce que je fais maintenant.

**M. Paquette (Labelle):** (Continuant le débat) Sous le gouvernement libéral, on a restreint les prêts aux cultivateurs. Le gouvernement fédéral a toujours tenté, dans le comté de Labelle, d'empêcher les cercles de l'Union des cultivateurs catholiques (U.C.C.) de se développer normalement. De ce fait, depuis 1939, ils ont diminué dans une proportion de 60 %. Nombre de cultivateurs ont retiré dans la province leurs demandes de prêts agricoles, parce que le nouveau gouvernement les a découragés avec ses nouvelles conditions d'emprunts. Le chef du gouvernement a dû rire intérieurement en disant que, sous les libéraux, le cultivateur payait ses dettes parce que le gouvernement l'aidait.

Avant 1936, ce fut un régime de pitons, de retardement de primes, de réductions d'octrois! L'augmentation du taux d'intérêt et le raccourcissement du terme ont rendu les cultivateurs craintifs. Que le gouvernement ne se vante pas de les avoir aidés!

**M. Paquette (Labelle):** Je propose l'ajournement du débat.

**M. l'Orateur:** Qui seconde la motion?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. Sauvé (Beauharnois).

**M. l'Orateur:** Il est proposé par M. Paquette, secondé par M. Sauvé, que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### **Loi pourvoyant à la refonte des lois du Québec**

**M. Talbot (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 15 avril 1937 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 12, 1 George VI, (1937).

Adopté.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Dépôt des *Comptes publics***

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quand les *Comptes publics* seront-ils déposés?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ils le seront très bientôt. Le volume est sous presse et je désire le distribuer à tous mes collègues. Mais le chef de l'opposition n'a pas à se scandaliser du retard, car il n'a pas toujours été si pressé de produire les *Comptes publics* de la province lorsqu'il était au pouvoir. Je comprends la hâte du chef de l'opposition de les lire, puisqu'il constitue le bilan de sa dernière année de gouvernement.

En 1936, lorsque le gouvernement Taschereau était au pouvoir, la session fut ouverte le 22 mars, les *Comptes publics* présentés le 31 mars et le budget le 30 avril. En 1937, lorsque le chef de l'opposition était au pouvoir, la session fut ouverte le 24 février, les *Comptes publics* furent présentés en même temps que le budget, le 6 avril. En 1938, la

session fut ouverte le 26 janvier, les *Comptes publics* furent présentés en même temps que le budget, le 1<sup>er</sup> mars. En 1939, la session fut ouverte le 18 janvier, les *Comptes publics* furent présentés en même temps que le budget, le 1<sup>er</sup> mars.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les *Comptes publics* doivent être présentés à la Chambre dans les huit jours qui suivent l'ouverture de la session.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est ce que le chef de l'opposition dit, mais ce n'est pas ce qu'il a pratiqué au pouvoir.

#### **Explications sur des faits personnels:**

##### **Emprunt provincial**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande la permission à l'Orateur de corriger une déclaration du chef de l'opposition qui était de nature à nuire au crédit de la province. Celui-ci a dit précédemment qu'un emprunt de \$40,000,000 avait été annoncé et qu'on en avait lancé un de \$20,000,000. Il a déclaré également que les journaux ministériels avaient parlé d'un prochain emprunt de \$15,000,000 et qu'il n'en était plus question.

Dans le premier cas, le gouvernement avait emprunté \$25,000,000 tel que prévu et il n'y a pas eu de réduction du montant. Quant à l'emprunt de \$15,000,000, un arrêté ministériel relatif à cet emprunt a été signé à quatre heures de l'après-midi à un puissant syndicat de maisons de banque et il sera lancé demain matin même.

La séance est levée à 6 heures.

#### **NOTES**

1. Ingénieur civil, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

2. Ancien président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et de l'Association catholique des

voyageurs de commerce, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

3. Ingénieur civil, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

4. Avocat, échevin de Montréal et représentant officiel de Montréal sur cette Commission, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

5. Ancien trésorier et grand organisateur du Parti libéral, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

6. Les noms de ces membres sont indiqués dans *Le Devoir* du 6 février, à la page 6.

7. Joseph-Léonide Perron (1872-1930) fut élu député libéral dans Gaspé le 17 février 1910. Nommé conseiller législatif de la division de Montarville (1916). Assermenté ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau le 9 juillet 1920, il fut ministre de la Voirie dans le même cabinet (1921-1929). Ministre de l'Agriculture (1929-1930). Décédé en fonction le 20 novembre 1930.

8. 33 ans, selon *La Presse* du 6 février 1941, à la page 14.

9. \$22,343,348, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6, et selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 4.

10. \$35,000,000, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

11. 1,058,297 arpents de terre, selon *L'Action catholique* du 6 février 1941, à la page 6.

12. \$41,673,283, selon *L'Action catholique* du 6 février 1941, à la page 6.

13. 2.75 %, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

14. 24 ans, selon *Le Canada* du 6 février 1941, à la page 7, et 26 ans selon *L'Action catholique* du 6 février 1941, à la page 13.

15. 35,000 demandes, selon *Le Canada* du 6 février 1941, à la page 7.

16. 15,000 prêts, selon *Le Devoir* du 6 février 1941, à la page 6.

17. 34,000 dossiers, selon *Le Soleil* du 6 février 1941, à la page 15.

18. Un article paru dans *L'Action catholique* parla de sa nomination présumée à la présidence de la Commission du chômage, selon *Le Soleil* du 6 février 1941, à la page 15.

19. Il est 5 h 45, selon *Le Canada* du 6 février 1941, à la page 7.





Séance du jeudi 6 février 1941

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Loi des produits laitiers

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi des produits laitiers.

On veut supprimer toute équivoque au sujet du mot lait. L'ancienne définition décrétait que le lait doit être un produit de bonne qualité. Or, lorsque la Commission de l'industrie laitière poursuivait un délinquant pour avoir vendu un produit adultéré, le défenseur plaidait tout simplement que ledit produit, suivant les prétentions de la Commission, n'était pas de bonne qualité, alors que ce n'était plus du lait au sens de la loi, et, donc, la Commission n'avait pas raison de poursuivre. On veut étendre les obligations actuellement imposées aux marchands de lait à leurs employés ou aux agences dont ils se servent.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi abolissant les rentes seigneuriales

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 14 abolissant les rentes seigneuriales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### Loi des mines de Québec

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

#### Pont dans le canton de Dubuisson

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en vue de la construction d'un pont sur le bras du lac De Montigny qui rejoint le lac Lemoine, dans le canton de Dubuisson, comté d'Abitibi, des chemins d'accès et autres travaux accessoires, mentionnés dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, pourra affecter une somme n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars à prendre sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Que ce pont sera un ouvrage public pour lequel des péages pourront être imposés, selon la section VI de la loi des travaux publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 95).

La construction de ce pont s'impose et coûtera entre \$250,000 et \$350,000. L'Abitibi réclamait deux ponts: celui que nous voulons construire, et un autre, sans péage, sur la rivière Kinojévis, que l'Union nationale a construit au coût de \$250,000. Au temps de l'Union nationale, il existait un bac très rémunérateur pour traverser la rivière Thompson (Piché) à cet endroit. Le propriétaire de la traverse n'a pas été inquiété parce qu'il était *persona grata* auprès du gouvernement. Et, chose extraordinaire, pas très loin en un autre endroit, il y avait aussi un bac. Mais là, l'Union nationale a construit ce dernier pont parce que, chose extraordinaire, le propriétaire du traversier qui transportait les voitures d'une rive à l'autre était un bon libéral.

Pour l'autre pont, on a fait des plans, demandé des soumissions; mais, comme l'Union nationale avait oublié de faire disparaître la traverse qui existe encore, la construction du pont a été retardée. La traverse sur cette rivière est dangereuse. On l'a fait disparaître parce qu'il s'agissait d'un bon rouge et on a construit un pont. Encore l'été dernier, une famille de sept personnes fut engloutie dans le dernier accident.

Les corps publics de l'Abitibi, les conseils municipaux et les Chambres de commerce se sont émus et ont demandé au gouvernement de construire immédiatement ce chaînon indispensable à la route Rouyn-Val-d'Or-Amos, soit un pont sur cette rivière, un pont à péage, et j'ai recommandé le projet au cabinet. J'ai même devant moi des résolutions dans lesquelles il est dit que l'on veut un pont à péage.

Les taux seront moins élevés que ceux actuellement perçus sur le bac et sur les grands ponts, et le service sera de beaucoup plus rapide. Ce que nous allons retirer avec le péage va nous permettre de payer l'entretien du pont, les intérêts et le fonds d'amortissement. Les populations des régions de l'Abitibi et de Gatineau sont pratiquement unanimes à vouloir le pont.

Je n'ai reçu qu'une seule résolution demandant de différer la construction immédiate du pont, parce qu'elle craignait que cela puisse nuire à notre effort de guerre. Avec les péages du pont, cela coûtera encore moins cher que le système actuel.

**M. Gagnon (Matane):** De qui?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Du conseil d'une ville fermée.

**M. Goulet (Témiscamingue):** Je crois que c'est le conseil de la ville de Bourlamaque.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Je ne partage pas l'avis de ce conseil. Je ne crois pas, parce que nous sommes en guerre au Canada, que nous devons cesser toute activité économique dans la province. On doit retarder les projets qui peuvent handicaper notre effort de guerre, mais on ne doit pas, sous prétexte de guerre, cesser les dépenses nécessaires.

Il s'agit de remplacer de façon permanente une traverse fort dangereuse, où une quinzaine de personnes ont déjà perdu la vie. Nous avons complété la route Montréal-Senneterre, et le trafic justifie l'entreprise du pont.

**M. Gagnon (Matane):** Si l'on n'a construit qu'un pont pour remplacer un bac en Abitibi, c'est parce que le ministre des Travaux publics de l'Union nationale, en 1939, n'avait pas assez d'argent en caisse pour construire les deux. Cela devait se faire en 1940. Je reproche, dit-il, au ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) d'avoir introduit de la politique dans la discussion de cette résolution. Le fameux ami de l'Union nationale dont on a parlé n'est nul autre que M. Blais, le fils du député fédéral du comté.

Le ministre, dit-il, est-il sûr que les gérants de mines favorisent ce projet? Le ministre a dû recevoir une résolution des gérants des mines contre le pont.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
J'ai aussi reçu une résolution signée des principaux gérants de mines de la région demandant la construction immédiate de ce pont. Il donne la liste des gérants de compagnies qui ont signé.

**M. Gagnon (Matane):** De quelle date est cette résolution?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Elle date de janvier 1941.

**M. Gagnon (Matane):** J'admets qu'il y a eu des soumissions qui ont été demandées pour le pont de la rivière Piché, mais on ne le construisit pas parce qu'on n'avait pas l'argent nécessaire. L'Union nationale n'a pas voulu faire comme le ministre de la Voirie actuel qui, avec un budget de \$400,000 pour des ponts, a employé presque toute cette somme pour le pont de Belœil. On a construit l'autre pont, de préférence à celui de la rivière Piché, parce que les intéressés l'avaient demandé.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Des ponts ont été construits dans la Gaspésie, sur la route Montréal-Ottawa et sur la route de New York. Quant au pont de Belœil, il était temps de le construire.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement de l'Union nationale, a construit un pont sur la rivière Kinojévis et il n'a pas institué de péage. Et il y a plus. À cet endroit de la rivière Thompson (Piché), il n'y avait aucune nécessité de le faire parce que la route Montréal-Senneterre n'était pas encore terminée. Et incidemment, je crois ici dire que c'est l'Union nationale qui a construit la route Montréal-Senneterre.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

La route Montréal-Senneterre, qui a pris une telle importance que ce pont est devenu nécessaire, n'est pas l'œuvre de l'Union nationale. Il y a longtemps que celui que l'on a surnommé le père de l'Abitibi, l'honorable Hector Authier<sup>1</sup>, a obtenu du gouvernement libéral des subsides pour la construction de cette route. C'est ce dernier qui en fut le parrain et qui fit voter par cette Chambre les premiers deniers devant être employés pour la construction de la route.

Lorsque l'Union nationale prit le pouvoir, la route était déjà commencée. Je ne veux pas blâmer l'Union nationale d'avoir continué la construction de la route. Je l'en félicite même. Mais c'est le Parti libéral qui l'a terminée. Nous avons été heureux de la compléter après notre arrivée au pouvoir en continuant le contrat accordé par l'Union nationale, mais en pratiquant des économies. Nous l'avons terminée; nous l'avons améliorée; nous l'améliorerons encore en raccourcissant des distances.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si cette route était tellement importante pour le développement du Témiscamingue et de l'Abitibi, je me demande pourquoi le gouvernement libéral d'avant n'avait pas commencé les travaux! C'est l'Union nationale qui a commencé et construit la route. Le gouvernement actuel l'a terminée et s'en est vanté, comme s'il avait tout fait. Et lorsque les ministres se sont rendus en Abitibi pour l'inaugurer, ils ont oublié de le dire. C'est l'Union nationale qui a construit un pont qui a coûté \$250,000 sur la rivière Kinojévis, parce qu'il se trouve sur la grande route de Senneterre que le gouvernement unioniste a construite pour la plus grande partie. On se rappelle la caravane qui est partie de Montréal pour l'Abitibi l'an dernier. Elle a été organisée par le gouvernement actuel pour inaugurer la grande route que le gouvernement de l'Union nationale avait construite. Il y a eu des cérémonies importantes. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) s'était déjà fait recevoir chef sauvage dans la tribu iroquoise des Têtes-de-Boule.

Le premier ministre en était fort jaloux et il a profité du voyage pour se faire recevoir sauvage lui aussi à Maniwaki. Mais le député de Saint-Hyacinthe, qui le surveillait, a voulu être aussi reçu une seconde fois en même temps que le premier ministre. Le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin) était là, mais on n'a pas voulu le recevoir chef et il est resté simplement sauvage.

Lors d'un grand banquet qui eut lieu en cette occasion, le ministre de la Voirie fut publiquement interrompu par un citoyen de l'endroit. Tout ce que le premier ministre et le ministre de la Voirie ont rapporté, ce furent des titres de chefs sauvages! Tout ce que le gouvernement a fait depuis qu'il est au pouvoir fut de banqueter d'abord, de voyager ensuite, et finalement de taxer!

Le ministre parle de pont à péage. Je suis contre les ponts à péage. L'Union nationale a toujours été contre l'établissement des péages. Ils font un tort considérable à la province d'abord, car ils sont une entrave au tourisme qui s'en détourne, puis les relations économiques doivent exister et se multiplier dans la province. Pourquoi empêcher les touristes de venir dans la province?

Nous, nous avons baissé les péages sur les autres ponts. Le gouvernement de l'Union nationale a construit pour des millions de nombreux ponts, mais n'a pas imposé de nouveaux péages, notamment sur le grand pont Le Gardeur-Repentigny, qui a coûté cependant \$2,500,000. On parle d'un pont à péage et, pourtant, le Parti libéral a aboli les ponts à péage en 1912 par une loi qui disait que les ponts à péage constituaient une entrave au commerce, au tourisme, à l'agriculture et à l'industrie.

On veut maintenant poser de nouvelles entraves. Pourquoi y revient-il? Cela vient à l'encontre des anciennes déclarations des libéraux qui disaient naguère que jamais ils n'en imposeraient! Le ministre de la Voirie devrait déclarer dans sa résolution qu'il ne s'agira pas d'un pont à péage. Je dirai aussi que le ministre a eu tort de ne pas continuer les travaux de cette route dans le comté de Terrebonne.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

On reproche au Parti libéral d'avoir eu pour politique d'abolir les ponts à péage. Il est bien vrai que le gouvernement libéral fut longtemps pour l'abolition des taux de péage sur les ponts. Nous avons aboli les ponts à péage en 1912, c'est vrai. En réalité, nous les avons abolis en plusieurs endroits. Comme question de fait, nous avons aboli les péages parce que nous en avions les moyens dans ce temps-là. La province n'avait pas été endettée par l'Union nationale. Aujourd'hui, nous ne le pouvons plus. Nous en abolirions d'autres si nous étions capables et si les finances n'avaient pas été gaspillées par l'Union nationale. Nous avons dû les remettre parce que le gouvernement actuel a repris la province dans une situation financière difficile.

Si mon honorable ami n'avait pas endetté la province de \$150,000,000 en trois ans - ce qui coûte \$10,000,000 par année d'intérêts - ce serait plus facile, et nous n'aurions pas été obligés de le faire. Je n'aurais pas été obligé de demander à ceux qui passent sur les ponts de donner à la province un demi-million par an de péages afin de payer les dettes. Nous aurions aboli tous les ponts. Vous pourriez être assuré que si nous avions les moyens de le faire, nous n'y manquerions pas!

(Applaudissements à droite)

Quant aux péages eux-mêmes, je dirai ceci. Le chef de l'opposition, lorsqu'il était premier ministre, n'a pas imposé de nouveaux péages, mais il se trouve toutefois qu'il a nommé une commission de révision des taxes pour voir aux moyens de rétablir les finances de la province. Et l'une des premières recommandations de cette commission fut de recommander l'imposition de péage sur le pont de Repentigny et sur nos grands ponts. Mais les électeurs de la province ont décidé que ce serait un autre gouvernement qui déciderait.

L'imposition du taux de péage sur les routes et les ponts constitue encore le meilleur moyen moderne d'avoir de l'argent pour améliorer nos ponts et nos routes, et de restaurer les finances de la province. C'est un moyen moderne pour réaliser des progrès que l'on veut dans la province de Québec comme dans les autres provinces et dans les autres pays. Il est bien beau de recommander d'abolir les péages pour les touristes, de prétendre qu'il n'y a pas de péages dans l'Ontario. Qu'on y aille en Ontario ou dans la République américaine et on changera d'idée!

On construit actuellement un nouveau pont interprovincial à Niagara où le taux de péage sera de \$1. Les touristes américains qui entrent dans la province d'Ontario doivent payer \$1 par automobile pour passer sur les ponts de Niagara et de Gananoque. Ils paient aussi sur le pont Roosevelt. Malgré les vantardises et en dépit de tout ce que peuvent dire certaines gens de l'Ontario et de l'opposition qui essaient de nuire à notre province, il est une chose certaine: en Ontario, où il n'y a pas de grands ponts comme au Québec, on paie des taux de péage sur les ponts de cette province et, souvent, l'on paie beaucoup plus cher que ceux de la province de Québec. Aux États-Unis, c'est la même chose.

Faut-il que nos propres concitoyens nuisent à notre province parce qu'il n'y a que dans Québec qu'on paie sur des ponts? Vous pensez que nous sommes les seuls à avoir des ponts à péage? Qu'on dise qu'il faut exempter les touristes! On nous dit: permettez aux touristes de passer gratuitement. Très

bien! Mais peuvent-ils nous garantir que nous ne paierons rien aux 16 barrières de péage situées dans un rayon de 23 milles<sup>2</sup> autour de New York et qu'il faut payer pour entrer à New York? Que fait-on des 250 ponts<sup>3</sup> de péage à travers les États-Unis? Et on vient prétendre que, dans la province de Québec, on peut attirer les touristes par une belle voirie sans leur faire payer quelques sous pour passer sur nos grands ponts! Il n'y a que les Canadiens qui soient assez riches pour laisser passer les gens gratuitement! Nous sommes prêts à laisser les touristes américains passer sur nos ponts gratuitement s'ils font de même pour nos gens en visite chez eux! Autrement, pourquoi le ferions-nous?

Je suis allé aux États-Unis récemment pour assister à un congrès d'ingénieurs de voirie à Portsmouth, près de Boston. Pour y arriver, nous avons pris un raccourci. Il y a là une route nouvelle pour éviter le centre de Boston. Pour y circuler, il faut payer 25 cents. J'ai payé sur les routes et les ponts. Pour voyager de New York à Montréal, ceux qui veulent utiliser les routes les plus rapides doivent traverser trois barrières de péage. Samedi dernier, il y a eu une convention à New York.

Ceux qui voulaient s'y rendre pouvaient utiliser le Philadelphia Turnpike dans la ville<sup>4</sup> de Philadelphie, pour économiser du temps et de l'espace. Mais ceux qui voulaient l'utiliser devaient payer \$5 par auto, et \$10 par camion. La question de prélever des péages est un des moyens modernes d'assurer le progrès qu'on doit réaliser sur les ponts et les routes.

Les Américains, qui sont des gens pratiques, n'ont pas hésité à recourir aux péages et ils approuvent ce système. S'ils imposent des péages, c'est parce que la chose est bonne. Ceux qui utilisent des nouvelles routes modernes rapides économisent 10 fois plus de temps et d'argent que le montant qu'ils peuvent donner en péage. Ce n'est que juste qu'ils laissent une partie de cette économie. Les Canadiens français sont-ils plus fins que les autres et capables de construire et entretenir des routes et des ponts sans exiger un péage sur les ponts, quand on les fait payer si cher aux États-Unis?

L'automobiliste américain paye \$1 pour passer ces barrières sur certaines grandes routes américaines, parce que la vitesse y est permise et qu'il fait une économie de temps et de gazoline. Quand nous aurons raccourci sur la Rive-Sud la distance entre Montréal et Québec d'une heure, permettant par exemple aux camionneurs une économie de \$3 à \$4 en salaire, en essence et en huile, ne sera-t-il pas juste de leur demander de payer \$0.60 sur les ponts?

N'est-il pas juste que ceux qui l'utiliseront soient appelés à payer? N'est-il pas juste que ces gens paient pour ces utilités publiques plus que le fermier et la masse du peuple qui ne s'en servent pas? Le principe sur la question routes-ponts, c'est que ceux qui en bénéficient doivent payer pour, dans la mesure où ils en retirent des bénéfices. Ceux qui tirent des avantages spéciaux d'une entreprise publique doivent payer plus que ceux qui ne l'utilisent pas. Ce n'est que justice!

Cela diminue les dépenses et améliore les moyens de locomotion. Le péage fait partie du progrès moderne et permet au gouvernement de se faire rembourser, par ceux qui en ont les moyens, une partie de l'argent qu'il dépense pour l'amélioration des routes. C'est pourquoi les ponts à péage sont nécessaires si nous voulons développer pleinement notre système routier. On nous reproche d'avoir haussé les billets sur les ponts. En réalité, tout le monde peut passer sur les ponts avec des billets de 20 sous, valables sur tous les ponts de la province, et les usagers journaliers ont des tarifs extrêmement bas.

Le chef de l'opposition m'a reproché d'avoir suspendu les travaux de la route Montréal-Senneterre dans le comté de Terrebonne, entre Saint-Jérôme et Sainte-Agathe. La vérité, c'est qu'il y avait un bout non achevé entre Sainte-Agathe et Sainte-Adèle. M. Hector Authier avait obtenu des subsides du gouvernement libéral pour ouvrir cette route. Beaucoup de choses se sont passées avant la naissance du bébé fatidique de l'Union nationale. Quand l'Union nationale se vante d'avoir construit la route Montréal-Senneterre, elle ne doit pas tout de même prétendre avoir construit la route Montréal-Saint-Jovite, par exemple!

L'ancienne administration ne peut s'attribuer le mérite de toutes ces routes du nord de la province. Elle ne peut nier que le Parti libéral a été le père des bonnes routes dans cette province. C'est nous qui avons commencé cette grande route, aussi tôt qu'en 1931, quoi qu'on dise! Si elle était croche, c'est parce qu'il fallait faire un travail de pionnier en pleine forêt. Ce sont les gouvernements qui ont construit ces routes, croches si on le veut, mais des routes tout de même, et suivant les moyens du temps, car il en coûte extrêmement cher de redresser les courbes.

Ce qui est arrivé au sujet de la route entre Sainte-Agathe et Sainte-Adèle, c'est que nous avons suspendu les travaux dans Terrebonne, parce que l'Union nationale avait signé un contrat pour jusqu'en 1942 avec la National Paving, dont faisait partie M. James Franceschini. Nous avons demandé à la

compagnie de soumettre de nouveaux prix, comme nous l'avions fait d'ailleurs pour toutes les autres compagnies. J'ai (l'honorable M. Bouchard) demandé une réduction de prix parce que la nouvelle administration trouvait les prix exorbitants. On a refusé.

J'ai donc suspendu les travaux. Onze mois plus tard, après des mois de négociations avec le séquestre de cette compagnie de M. Franceschini, j'ai obtenu le droit de continuer les travaux entre Sainte-Adèle et Sainte-Agathe. Et vous pouvez être sûr que ce sera à meilleur marché. Nous allons demander des soumissions, et, si aucun obstacle ne survient, nous commencerons les travaux au début de la belle saison. Malgré que les matériaux et la main-d'œuvre aient augmenté depuis 1939, ils coûteront moins cher que ce que le contrat original indiquait et que s'ils avaient été faits par l'Union nationale. Nous n'avions pas raison de traiter cette compagnie autrement que les autres. Je crois que le peuple nous approuvera d'avoir agi ainsi. Nous ne voulons pas faire de favoritisme. J'ai fait mon devoir en cette occasion et, en demandant l'autorisation de construire ce pont, je fais encore mon devoir!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) se contredit nettement. Ce dernier commence par dire que la politique du Parti libéral est d'abolir les péages au fur et à mesure des moyens, que si le gouvernement actuel est obligé de les imposer, c'est à cause de l'administration de l'Union nationale et que, lorsque les finances seront bonnes, le Parti libéral diminuera les péages. Or, y a-t-il un gouvernement qui a imposé plus de nombreux péages que le gouvernement libéral au temps de M. Taschereau? Faut-il alors conclure que le gouvernement libéral au temps de M. Taschereau eut une mauvaise administration financière? Le ministre de la Voirie affirme que l'administration libérale n'impose des péages que par suite des difficultés financières d'administration. Puis le même ministre pose en système que les péages sont un régime excellent qui doit être maintenu.

Le ministre a parlé des ponts à péage en Ontario. L'Ontario n'a pas de ponts à péage. Il a oublié de dire que les ponts à péage de l'Ontario sont des ponts internationaux établis sur la frontière. Il n'y en a pas d'autres. Ce n'est sûrement pas en multipliant les ponts à péage que l'on va attirer dans la province les touristes.

Quant à la route de Sainte-Agathe, le ministre a parlé de Franceschini et de la National Paving. Il aurait pu également ajouter que l'un des principaux

intéressés dans cette compagnie est un frère du sénateur Donald Raymond, trésorier et organisateur du Parti libéral.

Le gouvernement a fait perdre des milliers et des milliers de piastres à la province en ne continuant pas les travaux de la route Montréal-Mont-Laurier. La suspension des travaux dans le comté de Terrebonne aura pour résultat d'en augmenter le coût et va rendre inutiles certains travaux qui ont déjà été faits. Une bonne partie de l'ouvrage qui avait été exécuté devra être refaite à cause des dommages causés par l'érosion. Et, à l'heure actuelle, vu le coût de la main-d'œuvre et des matériaux, le gouvernement se trouvera forcé de payer plus cher pour les mêmes travaux. Le ministre de la Voirie laisse entendre que les contrats de voirie accordés par l'Union nationale étaient d'un prix élevé. Or, tous les contrats accordés par l'Union nationale pour la voirie l'ont été à meilleur marché que sous les gouvernements Gouin et Taschereau.

Les libéraux affirment que l'Union nationale a augmenté la dette de la province de \$150,000,000. C'est une devise qu'ils veulent répandre pour fins politiques. À mon arrivée au pouvoir, j'ai dû payer pour \$150,000,000 de comptes du régime Taschereau et les réclamations continuèrent à arriver jusqu'en 1939. Et le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), qui se prétend fort en chiffres, affirme que la province doit payer en intérêts et amortissements \$10,000,000 par année pour éteindre cette dette. Chacun sait que ce montant est exagéré presque du double. De plus, il aurait pu dire que, lorsque nous avons pris le pouvoir, nous avons dû payer plus de \$60,000,000 des dettes laissées par le régime précédent. Nous avons prêté, mettons \$30,000,000<sup>5</sup> aux cultivateurs, ce qui n'est pas une dette mais un placement.

Nous avons construit des ponts, sur la rivière Kinojévis, sur le boulevard Pie-IX, sur la rivière Black et au Bout-de-l'Île dans le district de Montréal, dont \$2,500,000 pour le pont du Bout-de-l'Île. Et il y a les dépenses pour l'éducation, les universités, l'agriculture, la colonisation. Notre politique a toujours été de faciliter les communications non seulement au bénéfice des touristes, une partie importante de la vie économique de la province, mais aussi au bénéfice des voyageurs locaux et des cultivateurs.

Ce qui prouve que l'Union nationale n'a pas augmenté la dette comme on le prétend et que l'argent a été dépensé à bon escient. Si la dette a augmenté de 65.7 % sous l'Union nationale en trois ans, avec la multitude d'œuvres que nous avons à

montrer, elle avait augmenté de 66.7 % dans les trois dernières années de M. Taschereau, alors qu'on ne faisait rien du tout. Sous l'Union nationale, l'administration a été si efficace qu'elle a obtenu pour ses emprunts des taux plus bas que jamais le régime Taschereau et le régime actuel n'ont pu en obtenir. Les travaux faits par l'Union nationale ont constitué de véritables placements. Il est facile de voir où l'argent est allé!

Je diffère d'opinion avec le ministre de la Voirie, mais il est injuste de lui faire porter la responsabilité des actes du gouvernement. Il est une chose injuste, c'est la campagne de dénigrement faite contre le ministre de la Voirie chez les députés ministériels. Exemple: lorsque la politique des ponts à péage a été établie, le député de Saint-Hyacinthe a été injustement pris à partie. On accuse le ministre d'avoir imposé les taux de péage, multiplié les taxes et d'avoir imposé une vingtaine de millions de taxes en plus par année. On l'accuse d'avoir imposé tout cela en disant que c'est sa faute et non celle du premier ministre.

Je proteste au nom du ministre et je veux le défendre contre ces attaques injustes! C'est le gouvernement qui a décidé cette politique. Car même s'il voulait imposer à lui seul les péages, il ne le pourrait pas. En effet, tous les arrêtés ministériels et les mesures du gouvernement doivent être approuvés par les autres ministres, et aucune ne vaut, si elle n'est pas signée par le premier ministre. Il n'y a pas de doute que le premier ministre va se lever et mettre fin à cette campagne de dénigrement.

**M. Allard (Abitibi):** Le projet de ce pont rencontre l'approbation générale de tous les corps publics, des cultivateurs, des gérants de mines. Tous approuvent le projet d'un pont à péage. Au cours de la dernière saison, 63,000 véhicules ont traversé la rivière sur le bac. C'est dire que la circulation est intense. De plus, l'endroit est dangereux et 15 tragédies s'y sont produites. Le 11 août dernier, sept personnes se sont noyées. Je ne blâme pas le propriétaire de ce traversier. Il fait tout ce qu'il peut pour donner un bon service, mais il y a eu 15 pertes de vie à date, dans des accidents. Pour la sécurité du public, le pont s'impose.

Le chef de l'opposition a parlé de la visite en Abitibi des personnalités les plus éminentes de la province à l'occasion de l'inauguration de la route Mont-Laurier-Senneterre. Il a tort de traiter de caravane politique le voyage ministériel en Abitibi. Il a été invité, mais il n'a pas voulu accepter de se rendre chez nous. S'il avait accepté l'invitation que je

lui ai adressée moi-même, il aurait constaté que cette visite n'avait aucun caractère politique, mais une tournée qui a permis de constater ce qu'est l'Abitibi et quels sont ses besoins. Plusieurs de ses amis ont même adressé la parole au dîner que nous avons offert aux visiteurs, et l'un de ses plus intimes a porté le toast aux dames.

(Applaudissements à droite)

Je remercie le ministre de la Voirie, et le gouvernement d'avoir réalisé cette promesse que j'avais faite à l'Abitibi.

(Applaudissements à droite)

**M. Nadon (Gatineau):** L'Union nationale n'a pas le droit de réclamer la paternité de la route Montréal-Senneterre. L'ancienne administration a donné nombre de contrats à des incompetents, occasionnant ainsi des dépenses inutiles à la province. Je veux dire un mot des travaux que l'Union nationale a faits sur cette route. Je suis obligé d'aller fréquemment chez le ministre de la Voirie pour faire réparer des erreurs des entrepreneurs de l'Union nationale. Le chef de l'opposition me regarde en ce moment et doit trouver que je dis la vérité!

(Applaudissements à droite)

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Loi de la pêche

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant la loi de la pêche soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Loi de la chasse

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 5 modifiant la loi de la chasse soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Travaux de la Chambre:

##### Motion concernant la canalisation du Saint-Laurent

**M. Robinson (Brome):** Il y a, sur le *Feuilleton*, une motion du chef de l'opposition au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. La motion, sur l'ordre du jour depuis le 17 janvier, se rapporte à une question très importante. En fait, c'est la question la plus importante à laquelle les gens ont à faire face après la guerre. Il me semble qu'il devrait se trouver au moins un homme de l'autre côté de la Chambre qui ait le courage de l'étudier! S'il est opportun de discuter pareille question à la Législature de Québec, c'est bien maintenant, afin que la Chambre québécoise fasse savoir aux autorités fédérales quelle est son attitude. Je demande que le débat soit continué sur cette motion et que le gouvernement fasse une déclaration.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Brome a parfaitement raison. Nous avons inscrit cette motion pour donner aux membres de cette Chambre l'occasion d'exprimer leur opinion. C'est le devoir du premier ministre et de tous ceux qui ont la responsabilité de l'administration de prendre une attitude sur cette question. Le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde), qui a ajourné le débat, et le gouvernement devraient avoir le courage de donner leur opinion. On dirait que le gouvernement a peur de ses responsabilités!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, le chef de l'opposition peut être certain que lorsque le gouvernement aura des responsabilités à prendre sur la question de la canalisation du Saint-Laurent, ou sur d'autres questions, nous n'aurons pas besoin d'aller prendre des leçons du chef de l'opposition, mais nous ne manquerons pas de courage et nous les prendrons en temps et lieu!

(Applaudissements à droite)

Nous avons pris devant l'opinion publique des attitudes que le chef de l'opposition, quand il était premier ministre, n'a peut-être pas eu le courage de prendre. Nous traversons une période délicate. Nous sommes dans une période où le calme et la réflexion sont nécessaires. Actuellement, il y a des choses beaucoup plus importantes. Il importe de gagner la guerre d'abord. Sur certaines questions, il faut user parfois d'une discrétion nécessaire pour ne pas compromettre le but principal.

Le chef de l'opposition ne m'entraînera pas dans sa politique qui consiste à jeter de la poudre aux

yeux et tout gêner par des déclarations intempestives à tout propos! Ce n'est pas notre méthode. Ce ne serait pas dans l'intérêt général d'en parler actuellement. Nous appellerons la motion relative à la canalisation devant la Chambre quand il sera opportun!

(Applaudissements à droite)

### **Tourbières**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à payer annuellement, pendant une période de quatre années à compter du premier avril 1940, une prime sur le produit marchand de toute tourbière où l'on inaugurera, dans le cours des deux premières de ces années, l'extraction de la tourbe et sa mise en vente, et qu'il pourra, à cette fin, faire tout règlement concernant le montant de la prime à accorder, les renseignements à fournir et les conditions à remplir pour l'obtenir, le tout selon la loi qui accompagne les présentes résolutions.

2. Que les dépenses encourues pour la mise à exécution de ladite loi ne devront pas excéder la somme de douze mille cinq cents dollars pour chacune desdites quatre années, et elles seront payées sur le fonds consolidé du revenu de la province.

Il y a des tourbières dans la plupart des comtés de la province de Québec et, jusqu'ici, à cause des raisons économiques, leur exploitation n'avait pas été très poussée. Nous avons actuellement une occasion exceptionnelle de mettre en valeur les tourbières de la province de Québec. Les États-Unis avaient l'habitude d'acheter en Allemagne, en Suède et en Hollande des quantités considérables de tourbe. En 1939, ils en ont importé 75,000 tonnes. Mais la guerre est venue et ces

marchés sont maintenant fermés. La tourbe de la province de Québec est maintenant en grande demande aux États-Unis. Nous avons donc un marché illimité devant nous. L'essentiel, c'est d'organiser la production à temps pour nous emparer du marché américain et pour le garder même après la guerre.

Nous avons au département des Mines des experts qui ont examiné la valeur de nos tourbières. Nous avons plusieurs tourbières qui sont extrêmement intéressantes, entre autres celles à l'Isle-Verte, à Rivière-du-Loup, à Sainte-Anne, à Rivière-Ouelle et ailleurs.

J'en connais trois dans mon comté, à Bergeronnes, aux Escoumins et à Mille-Vaches. Pour encourager la production de ces tourbières, nous avons promis l'aide du gouvernement.

**M. Gagnon (Matane):** Quel sera le taux de l'octroi accordé?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Il n'y a rien de fixé à ce sujet. Les résolutions nous autorisent à donner \$12,500 par année à compter du 1<sup>er</sup> avril 1940. Nous demandons à la Chambre de nous autoriser à donner \$12,500 de primes par année pendant quatre ans.

**M. Gagnon (Matane):** Quel genre de primes l'on veut donner?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Ce sera une prime basée sur la production.

**M. Gagnon (Matane):** Combien y a-t-il de tourbières dans la province?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Je l'ignore.

**M. Gagnon (Matane):** Vous avez donc promis certains montants puisque vous donnez un effet rétroactif à la loi. Pourquoi la loi a-t-elle un effet rétroactif du 1<sup>er</sup> avril 1940? Est-ce que l'on veut protéger une industrie particulière? Est-ce un poisson d'avril? Quels montants avez-vous promis?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Rien de précis. L'an dernier, nous n'avons pas fait voter des crédits pour cela et des travaux ont été faits que nous voulons aider.

Certaines tourbières exigent un plus grand capital que d'autres pour être mises en opération. La



première chose à faire, c'est le drainage. Je me suis engagé à fournir à la tourbière de l'Isle-Verte certaines facilités de drainage. J'ai également promis d'aider celles de Rivière-du-Loup et de Rivière-Ouelle.

Il y a des chances, si nous faisons vite, de créer une industrie chez nous qui pourra suppléer à la demande de l'Amérique, incapable d'importer de la tourbe d'Europe depuis la guerre. Il s'agit de quelques milliers de dollars.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne suis pas contre le développement des tourbières...

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Très bien!

**M. Gagnon (Matane):** Celui qui a fait le drainage à la tourbière de l'Isle-Verte, c'est celui qui parle. Nous en avons fait aussi à Rivière-Blanche dans le comté de Matane. C'est l'Union nationale qui a commencé à développer l'industrie de la tourbe dans la province. Nous avons commencé à aider les tourbières et je voudrais qu'elles soient toutes sur le même pied.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Je suis prêt à reconnaître ce que le député de Matane a fait de bien et même à marcher sur ses traces. C'est dans ce but que nous proposons la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre a fait des promesses sans savoir si la loi serait adoptée par la Chambre. Il s'est engagé d'avance au nom des députés. Ce n'est pas un procédé démocratique.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Il ne fallait pas retarder l'organisation des tourbières, car il importe de commencer la production au plus tôt. J'étais convaincu que les députés adopteraient volontiers une loi constructive.

**M. Gagnon (Matane):** La tourbière de l'Isle-Verte est en production depuis 10 ans et paie des dividendes. Cette industrie est très rémunératrice. On y fait des profits considérables. Il ne faut pas aider seulement la tourbière de Rivière-du-Loup.

Il y en a une dans Matane, et j'espère qu'on l'aidera. Il me semble que le ministre devrait garder ses octrois pour les cultivateurs qui s'organisent en coopératives pour exploiter les tourbières, et non pas les donner à des gros commerçants qui sont capables de financer eux-mêmes leurs entreprises.

C'est une excellente politique que de développer les tourbières, mais il y en a dans presque tous les comtés. Allez-vous mettre tout le monde sur le même pied?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Nous voulons aider ceux qui produisent la tourbe végétale. Les tourbières qui, d'après nos experts, peuvent être exploitées avec avantage, seront aidées par le gouvernement. Si le montant que nous votons aujourd'hui n'est pas suffisant, je reviendrai l'an prochain avec un autre bill.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Pas les grandes industries, alors. J'ai étudié la question au cours d'un voyage d'Europe pour le gouvernement de l'Union nationale. J'en suis venu à la conclusion que la tourbe est trop dispendieuse comme combustible.

Je demande qu'on développe les tourbières pour le combustible aux îles privées de charbon et de bois. Quelle sorte de tourbe, dit-il, va bénéficier des octrois? Va-t-on aider les tourbières au point de vue combustible?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Uniquement au point de vue fertilisant, litière ou isolant. L'expérience a prouvé qu'il n'est pas pratique dans la province de Québec d'exploiter la tourbe comme combustible.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La tourbière de l'Isle-Verte a été encouragée par le gouvernement libéral dès 1931. L'ex-ministre des Mines (M. Gagnon) a continué cette politique.

Il n'était pas besoin d'aller en Europe pour découvrir que la tourbe est trop coûteuse comme combustible. Nous le savions avant le rapport du député des Îles-de-la-Madeleine, qui a étudié le problème dans un voyage d'Europe.

La tourbière de Rivière-du-Loup appartient uniquement à des citoyens de Rivière-du-Loup ou des alentours, tous de bons Canadiens français. J'ai demandé au gouvernement de les aider, car elle n'est pas une grosse compagnie. Cette compagnie est en opération depuis le 1<sup>er</sup> juillet. La tourbière de Rivière-du-Loup a payé \$38,700 en salaires et expédié 50,000 ballots<sup>6</sup>, l'an dernier. On espère payer \$100,000 et expédier 200,000 ballots<sup>7</sup> cette année. La compagnie a employé de 220 à 240 hommes à la fois, et elle en emploie 112 cet hiver. Cette industrie a réglé en partie le problème du chômage à Rivière-du-Loup.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel montant la compagnie va-t-elle obtenir?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** J'espère que le gouvernement sera généreux. Le comté le mérite!

(Souriant) Le député le mérite aussi!

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Il est impossible d'établir des taux uniformes pour toutes les tourbières parce que chacune diffère sensiblement de l'autre et que la production n'est pas la même dans tous les comtés.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il y a une tourbière dans Matane, à Rivière-Blanche.

Le député de Matane y a dépensé \$38,000 quand il était ministre et, cependant, elle n'a pas encore produit un seul ballot de tourbe.

**M. Gagnon (Matane):** Non, un peu moins de \$13,000.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Combien de ballots la tourbière de Rivière-Blanche a-t-elle expédiés?

**M. Gagnon (Matane):** Il faut commencer par faire le drainage, le ministre des Mines le disait tantôt.

Nous avons fait des travaux de drainage surtout, comme le ministre en a fait lui-même.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** La tourbière de Rivière-Blanche n'a donc pas expédié un seul ballot. Celle de Rivière-du-Loup en a expédié 50,000.

Si le député de Matane vient visiter la tourbière de mon comté, il y rencontrera de ses amis politiques et, l'an prochain, il félicitera le gouvernement de l'avoir aidé.

(Longs applaudissements à droite)

Les résolutions sont adoptées.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Dépôt de documents:

##### *État des Comptes publics*

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics* de la province de Québec et rapport annuel de l'auditeur de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 14)

(Applaudissements prolongés)

##### Prélèvement exigé des employeurs professionnels

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au prélèvement exigé des employeurs professionnels, prévu à l'article 20, chapitre 50, 1 George VI. (Document de la session no 15)

##### Charte de Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de province de Québec, depuis le 20 juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 75, 4 George VI (1940). (Document de la session no 16)

##### Loi relative aux seigneuries

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de province de Québec, depuis le 9 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant aux seigneuries et aux lois y relatives, dans la province de Québec. (Document de la session no 17)

**Succession de  
Joseph-Narcisse Perrault**

**M. Caron (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession de  
Joseph Masson**

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte  
de Lachine**

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession de  
Malcolm William Mitchell**

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Notre-Dame-du-  
Mont-Carmel**

**M. Morin (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 20 octobre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Association  
des chiropraticiens**

**M. Morin (Québec-Centre)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**The Roberval and Saguenay  
Railway Company**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Chemin de fer  
Alma et Jonquière**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**Saguenay Terminals,  
Limited**

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de Saguenay Terminals, Limited soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

**The Saint Nicholas Russian  
Orthodox Church**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Contrat de mariage  
de D. -A. Pesant et A. Delorme**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant le contrat de mariage de Didier-Alphonse Pesant, cultivateur, et Armandine Delorme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Ville des Îles Laval**

**M. Leduc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 20.

4. *The Gazette* du 7 février 1941, à la page 1, emploie le mot "state" pour désigner la ville de Philadelphie.

5. \$35,000,000, selon *The Gazette* du 7 février 1941, à la page 11.

6. 250 wagons, selon *La Presse* du 7 février 1941, à la page 12.

7. 1,000 wagons, selon *La Presse* du 7 février 1941, à la page 12.

---

**NOTES**

1. Hector Authier (1881-1971). Courrieriste parlementaire au Canada, à *La Patrie*, *L'Action catholique* et *La Presse*. Fondateur et directeur en 1920 du premier journal du Nord-Ouest, *L'Abitibi*, devenu plus tard *La Gazette du Nord*. Élu député libéral dans Abitibi (1923-1935). Orateur suppléant en 1935. Ministre de la Colonisation dans le cabinet Taschereau (1936). Élu député libéral à la Chambre des communes dans Chapleau en 1940.

2. 25 milles, selon *Le Devoir* du 7 février 1941, à la page 7.

3. 229 ponts, selon *The Gazette* du 7 février 1941, à la page 1, et 259, selon *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 4.

## Séance du mardi 11 février 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 4 heures<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville de Louiseville, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la corporation de la cité de Richmond, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (24 George V, chapitre 100);

- de Jean-Paul Rolland et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale;

- de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de dame Stella Frances McCready Langan et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu James McCready;

- des Petites Sœurs Franciscaines de Marie de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte;

- de la municipalité du village de Montebello et la commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement numéro 184 de ladite municipalité du village et une résolution de ladite municipalité scolaire passée le 3 décembre 1940 et le contrat intervenu entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec ladite commission scolaire comme intervenante;

- de la corporation du village de Maniwaki, demandant l'adoption d'une loi confirmant l'entente

intervenue entre la Gatineau Power Company, ladite corporation du village de Maniwaki et les commissaires d'écoles de Maniwaki relativement à l'évaluation de certaines propriétés et du paiement des taxes;

- de Paul Pratt et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant les règlements numéros 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Institut de gestion  
industrielle et  
commerciale

**M. Joyal (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 139 constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Longueuil

**M. Joyal (Chambly)** demande la permission de présenter le bill 140 ratifiant les règlements numéros 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte  
de Montréal-Est

**M. Leduc (Laval)** demande la permission de présenter le bill 135 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte  
d'Asbestos

**M. Desmarais (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 134 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte  
de Richmond

**M. Desmarais (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 119 modifiant la charte de la corporation de la ville de Richmond.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Succession de James McCready**

**M. Lawn (Pontiac)** demande la permission de présenter le bill 143 concernant la succession de feu James McCready.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Trois-Rivières**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 111 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter pour la bonne administration de ses affaires et ratifiant certains actes de son conseil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Charte de Louiseville**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** demande la permission de présenter le bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie**

**M. Francœur (Montréal-Mercier)** demande la permission de présenter le bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Maniwaki**

**M. Nadon (Gatineau)** demande la permission de présenter le bill 109 concernant le village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Montebello et le Seignior Club**

**M. Lorrain (Papineau)** demande la permission de présenter le bill 120 ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec lesdits commissaires d'écoles comme intervenants.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Refonte du Règlement, Crédits provisoires**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération la proposition de modifier le Titre XVII du Règlement relativement au vote des crédits provisoires.

Le but du changement au Règlement est de faire face aux circonstances nouvelles, au point de vue fiscalité, parce que nous avons changé la date du commencement de l'année fiscale. Cette date a été avancée de quelques mois, soit du 30 juin au 31 mars. Il se pourrait maintenant que la session ne soit pas terminée le 31 mars, en sorte que, les sessions ayant généralement lieu en hiver, il peut arriver que le budget ne soit pas voté alors que l'année fiscale a pris fin, ce qui paralyserait tout le service civil. Nous avons besoin qu'une partie du budget soit votée pour pouvoir continuer à administrer.

La façon de procéder que l'on propose existe dans tous les Parlements britanniques. Les modes peuvent différer quelque peu, mais celui que nous avons choisi nous paraît le plus conforme à nos besoins. Personne n'a intérêt à suspendre les opérations régulières du système financier.

De plus, il ne s'agit pas d'une situation particulière à la présente année. L'année fiscale se terminera toujours le 31 mars, mais rien ne nous garantit que les sessions pourront toujours s'ouvrir au début de janvier. Voilà pourquoi le Règlement ne doit pas être provisoire, mais permanent.

**M. Lorrain (Papineau):** Le nouveau Règlement change radicalement le présent. Il est juste que cette motion soit étudiée en comité plénier de la Chambre, afin de permettre à chacun des députés de prendre la parole.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Très bien. Que la Chambre se forme en comité plénier.

La motion est adoptée.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose: Que le chapitre suivant soit ajouté au Titre XVII du Règlement de la Chambre:

CHAPITRE III  
DU VOTE DES CRÉDITS PROVISOIRES

"671a. Par dérogation aux dispositions du Règlement, le vote des crédits provisoires est soumis aux règles spéciales qui suivent:

"1° Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des subsides, si un ministre déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre; mais le comité des subsides ne peut alors étudier qu'une telle proposition;

"2° Au cours d'une séance du comité des subsides, tout ministre peut, que ce comité ait été formé ou non pour cette fin, proposer de voter provisoirement et en bloc un ou deux douzièmes des différents articles d'un budget préalablement renvoyé au comité;

"3° En comité des subsides, la discussion d'une telle proposition peut porter sur les articles comme sur l'ensemble du budget auquel celle-ci se rapporte; mais la discussion de la proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus que cinq heures, soit trois heures de la part des députés d'opposition et deux heures de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"4° Les résolutions portant allocation de crédits provisoires que le comité des subsides a rapportées sont immédiatement lues ensemble, une fois seulement et sans débats; puis, elles sont immédiatement examinées ensemble; mais la discussion de ces résolutions ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la question principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que cette résolution (*ou* ces résolutions) soit maintenant agréée";

"5° Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des voies et moyens, si un ministre déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires votés à Sa Majesté, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre;

"6° En comité des voies et moyens, la discussion d'une telle proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"7° Les résolutions portant autorisation de payer des crédits provisoires sont lues et examinées suivant les règles prescrites au paragraphe 4 du présent article;

"8° Le bill fondé sur les résolutions du comité des voies et moyens peut être soumis à deux ou trois lectures dans la même séance;

"9° La motion introductive du bill n'est pas susceptible de débats;

"10° Il est interdit de proposer la révocation d'un ordre du jour décrétant la lecture du bill;

"11° La discussion de la motion proposant la deuxième lecture du bill et la discussion de la motion en proposant la troisième lecture, ainsi que la discussion de toute question qui est soulevée au cours des débats, ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la motion principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que le bill soit maintenant lu une deuxième (*ou* troisième) fois".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Voilà une des motions les plus extraordinaires que la Législature de Québec n'ait jamais été appelée à étudier! Cela veut dire plus de liberté de parole, plus de liberté de débat. Elle prive la Chambre du droit de discuter le budget de façon appropriée. C'est une mesure qui équivaut au bâillon le plus infâme! C'est la mort de la liberté de parole que l'on demande.

C'est une atteinte directe à la liberté d'expression qui a fait le prestige de la province de Québec par le passé. C'est une mesure qui sape les bases mêmes de la Constitution et évacue l'autonomie de la Législature. La Chambre, livrée aux caprices du gouvernement, deviendra une agence des régimes parlementaires d'Hitler, de Staline et de Mussolini!

(Protestations à droite)

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Ce ne sera plus le "salon de la race" du temps de l'Union nationale!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela ne fera pas perdre de contrats d'assurance au ministre. Je demande au gouvernement d'y songer deux fois avant de poser un acte aussi grave de conséquences! Que veut-on en résumé? Le règlement qu'on veut faire adopter dit qu'en n'importe quel temps un ministre pourra se lever et faire une motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides et demander le vote en bloc soit d'un douzième, soit d'un sixième du budget. Comme l'opposition n'a que trois heures de discussion et le gouvernement deux heures, la clôture s'applique et le budget se trouve voté sans autre discussion. Il n'y aura pas de vote sur la motion du ministre et le débat en comité plénier ne pourra durer plus de cinq heures.

Rien n'empêchera le lendemain le même ministre, ou un autre collègue, de proposer le vote d'un douzième provisoire le matin, et d'un autre, le soir. Il n'y a pas de limite! Bref, en quelques jours, on peut faire adopter pratiquement tout le budget, et, en pratique, on a bâillonné la Chambre. Comme les ministres ont le droit de parler pendant deux heures, on pourra empêcher la Chambre d'obtenir les renseignements qu'elle est en droit d'avoir. Puisqu'il n'a que deux heures à parler avant la clôture, le ministre n'a qu'à faire parler deux ou trois députés pour combler les heures et le tour est joué. L'Orateur pourra mettre la motion aux voix et, dès que le comité en sera arrivé à une décision, il fera rapport à la Chambre sans qu'aucun compte ne lui soit demandé. Comme l'opposition ne peut, en vertu du nouveau règlement, présenter de motions ou d'amendements, le débat se trouve ainsi limité à sa plus simple expression.

C'est le devoir du gouvernement de répondre aux questions et de renseigner la Chambre. Le ministre de la Voirie nous a dit que la session, cette année, est commencée en retard. À qui la faute si la session est convoquée plus tard? Le gouvernement donne comme raison le changement d'année fiscale. Mais si la session ne s'ouvre pas au début de janvier, si le Parlement n'est pas prêt avec sa législation et son budget, si le gouvernement ne peut discuter les motions qu'il a au *Feuilleton*, à qui la faute? Pour notre part, nous avons facilité de toutes les façons possibles la marche des procédures. Nous avons procédé avec diligence dès le début de la session en cours! Nous avons voulu accélérer l'expédition des affaires en ne faisant pas de débat sur l'adresse en

réponse au discours du trône, en suspendant les règlements pour permettre d'envoyer devant les comités parlementaires les bills qui n'étaient pas imprimés. Nous avons manifesté notre désir de coopérer.

Est-ce la faute de l'opposition si le gouvernement n'a pas de besoin pour siéger plus de six heures par semaine? La présente mesure équivaut au bâillon le plus odieux, dont Staline lui-même aurait honte!

(Nouvelles protestations à droite)

C'est le bâillon, la guillotine! Le premier ministre fait en sorte de rendre le ministre de la Voirie encore plus impopulaire en lui faisant proposer une telle motion!

Il ne faut pas oublier que la Chambre a deux tâches principales: étudier la législation, et discuter le contrôle des subsides. Et le vote des subsides, c'est le travail le plus important de la Chambre. Le gros des luttes que nos pères ont livrées a été avant tout pour le contrôle des subsides. Nos pères se sont battus et leur sang a même coulé pour obtenir et conserver ce privilège. Il y a eu une révolution en 1837 et de grandes batailles constitutionnelles ont été menées. Avec le règlement proposé, que devient le contrôle des subsides? Ce contrôle devient illusoire.

Les articles 321 et 322 du Règlement permettaient à tout député, au cours des motions pour aller en subsides ou en comité des voies et moyens, de présenter des amendements qui permettaient aux députés de soulever au cours du débat des questions sur les crédits ou tout sujet d'intérêt public. Or, avec le nouveau règlement, ces droits disparaissent! L'opposition ne pourra faire valoir ses vues! Nous ne pourrions plus faire écho aux revendications populaires! Hitler et Staline ne font guère autre chose avec leurs propres Parlements et n'ont jamais fait davantage!

Le gouvernement est capable de faire voter tout le budget en six ou douze séances. Si nous laissons faire le gouvernement, il pourra procéder par douzièmes et par sixièmes et faire voter tout le budget. Il faut se souvenir que les règlements de la Chambre sont faits pour protéger les droits de la minorité, car la majorité est toujours capable de se défendre elle-même. La majorité fait disparaître les droits de la minorité. Pourquoi ignore-t-on les droits de la minorité? Si le Parlement de Québec méprise ainsi les droits de la minorité, comment les nôtres pourront-ils espérer faire valoir leurs revendications?

Trois contre un et le gouvernement veut bâillonner l'opposition! A-t-il quelque chose à cacher? Vraiment, le gouvernement avec ses



73 députés contre les quelques députés de l'opposition ne fait pas preuve d'un courage à toute épreuve! Il s'agit d'une mesure arbitraire et inique! Nous avons 16 membres en cette Chambre, mais nous représentons une forte proportion de la population. Un déplacement de 6 % serait suffisant pour faire tomber le gouvernement! Le gouvernement a une forte majorité et il a peur de l'opposition!

(Rires bruyants à droite)

On dira que si le gouvernement se donne ainsi des pouvoirs abusifs, cela ne veut pas dire qu'il en abusera. Mais si le gouvernement n'a pas l'intention d'en abuser, pourquoi se donner précisément ces pouvoirs dictatoriaux au lieu de les limiter au bon sens?

Les membres de la droite ont toujours aux lèvres le nom de Sir Wilfrid Laurier, et j'en connais un qui cherche à s'affubler de son manteau, vraiment trop grand pour ses épaules. En 1913, un gouvernement conservateur a proposé à Ottawa une loi du bâillon, une loi beaucoup moins odieuse que la loi actuelle, car elle laissait plus de liberté de parole. Sir Wilfrid Laurier a protesté et dit: "En juillet prochain, la Confédération comptera 46 ans d'existence, et combien de fois a-t-on eu recours à des tactiques obstructionnistes dans ces 45 ans? Quatre fois, ni plus ni moins, avant cette année.

Qu'on me permette de les énumérer: une fois en 1885, une fois en 1896, une fois en 1908 et une fois en 1911. Et il (Sir Wilfrid Laurier) ajoutait: "Le Ciel m'est témoin que je préférerais de beaucoup me trouver ici aujourd'hui dans l'opposition, ayant subi une défaite par cet appel au peuple<sup>3</sup> plutôt que de devoir mon maintien au pouvoir par la force du bâillon [...] C'est la première fois que nous voyons l'introduction, au Canada, de la machine politique."

La première tentative de bâillon fut tentée en Angleterre, où on a passé une loi de clôture sous le gouvernement de Salisbury. Puis, plus tard, en 1882, par Gladstone, afin d'empêcher l'opposition irlandaise, conduite par le grand patriote irlandais Charles Stewart Parnell, de réclamer le Home Rule. L'histoire rapporte que Gladstone, au cours de l'élection qui suivit, avait promis de la rappeler s'il était revenu au pouvoir. Ce fut là le berceau de la loi de clôture, établie sur la tombe du Home Rule.

Le gouvernement actuel s'est inspiré de la loi Borden. Sir Wilfrid Laurier, s'adressant à M. Borden, disait: "Mon honorable ami n'a pas oublié ces paroles de Shakespeare:

"This even handed justice

"Commends the ingredients of our

"Poisoned chalice

"To our lips"<sup>4</sup>.

Nos adversaires répondront que nous pourrions, à notre tour, faire boire plus tard le poison qu'ils nous offrent aujourd'hui. Mais, au-dessus de la politique, au-dessus du gouvernement, de l'opposition, il y a les institutions parlementaires et les libertés du peuple! Nous sommes la minorité. On peut nous bâillonner; on peut bien nous empêcher d'exprimer nos opinions; on peut fouler aux pieds nos droits! Mais le jour de la rétribution arrivera et il viendra après la dissolution de cette Législature! Une majorité numérique n'a jamais créé les droits et la justice!

MM. Carvell, Boivin, Lemieux, Clarke, exprimèrent avec force les mêmes idées. Je dis au gouvernement qu'il a la force numérique pour nous bâillonner, mais qu'il veut faire adopter une loi qui ferait rougir les dictateurs les plus tyranniques et les plus despotes! Il pose un acte qui déshonore le blason de la province de Québec! C'est un acte qui déshonore la réputation du Parti libéral! Si les nouveaux règlements passent, inutile de convoquer la Législature. Le gouvernement est capable de convoquer la session avant janvier. Se servir de la guillotine pour couvrir son manque de prévoyance, c'est une attitude inqualifiable! On n'a pas voulu faire de session d'automne pour cacher la situation financière dans un budget complet! On veut ainsi cacher la négligence du gouvernement dans la préparation de ses lois!

On nous dira: "Les temps changent! Ce qui était bon hier n'est pas bon pour aujourd'hui!" La liberté de parole et de discussion n'a pas d'âge! Les libertés rajeunissent avec l'âge. La réputation de la province est en jeu. Alors que nous combattons les dictatures par la force des armes, à l'heure où nous nous battons pour les principes démocratiques, on nous propose une législation plus antidémocratique qu'en Russie et en Allemagne! Le gouvernement introduit les mesures les plus dictatoriales qui n'aient jamais été présentées!

J'ai siégé ici depuis 14 ans. M. Taschereau, qui était un combatif avec tous ses défauts, et celui qui vous parle ne se sont jamais ménagés. Mais jamais M. Taschereau n'aurait pensé proposer une loi semblable. Ni Sir Lomer Gouin, ni Parent, ni Marchand, ni Mercier n'ont montré autant d'audace! Ça prenait le gouvernement d'aujourd'hui pour y penser! Le gouvernement veut ternir le blason du Parti libéral. Grandeur et décadence d'un parti politique!

La vérité, c'est que le gouvernement actuel a peur. Il a voté un budget camouflé, l'an dernier, et nous l'avons prévenu. Par exemple, il n'a inscrit

qu'une somme de \$1,000 comme indemnité des députés, quand chacun retire \$2,800. Et c'est pour des raisons comme celle-là qu'il craint.

Le gouvernement plaide qu'il est en retard, qu'il n'est pas prêt. Je fais l'offre suivante au gouvernement: Étant donné que la session a été convoquée le 7 janvier et que la préparation du budget est plus difficile cette année à cause du changement de date de la fin de l'exercice financier, nous sommes prêts à voter quatre douzièmes provisoires du budget, si le gouvernement consent à ne pas changer le Règlement, pour lui donner du temps de voir à ses affaires. Nous sommes prêts à coopérer, mais pas à la suppression des droits du Parlement. Dans quatre mois, la session sera certainement terminée. Personne ne pourra dire que l'offre n'est pas raisonnable. S'il ne veut pas, nous voterons les deux sixièmes du budget.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
C'est trop.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais nous ne voulons pas d'une mesure comme celle que l'on propose, une mesure si peu canadienne-française et si peu démocratique! Nous n'allons pas inclure dans nos règlements une mesure aussi peu parlementaire!  
(Acclamations à gauche)

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
J'ai bien écouté le discours du chef de l'opposition. Mais ce beau discours vient trois ans en retard. Il a parlé du bâillon de 1913 à Ottawa. Après 1913, se rappelle-t-il le 22 février 1939? Le 22 février 1939, le chef de l'opposition d'aujourd'hui a établi le bâillon à l'Assemblée législative de Québec. Il était alors premier ministre. Ce n'est pas aujourd'hui! J'ai protesté. Je me rappelle alors lui avoir cité tous les arguments qu'il nous débite aujourd'hui. Et j'ai précisément cité au chef de l'opposition d'aujourd'hui les paroles de Sir Wilfrid Laurier qu'il vient de citer. C'est curieux comme il ne semblait pas les comprendre dans ce temps-là!

(Applaudissements à droite)

Dans cette Chambre, ce n'est pas le Parti libéral, encore une fois, qui a commencé à imposer le bâillon. Et cette loi-ci n'est pas du tout une loi du bâillon. Cette loi est une mesure tellement nécessaire. La preuve que la mesure est nécessaire, c'est que le chef de l'opposition nous offre, sans discuter, de voter quatre douzièmes provisoires du budget. Nous n'avons pas besoin de tant que cela! Nous lui demandons tout simplement le droit de

demander à la Chambre de voter un douzième à la fois pour permettre aux rouages des services administratifs de fonctionner comme d'habitude, même si le budget n'est pas adopté le 31 mars. Et plus tard, si la session se prolonge, nous pourrions faire voter un second douzième.

Nous avons besoin d'assurer la continuité de l'administration et d'empêcher en même temps les abus de la liberté de parole. Cette loi n'empêchera pas les députés de discuter un à un tous les articles du budget. Lorsque le chef de l'opposition affirme que ce règlement nouveau nous permettra de faire voter tout le budget, ce n'est pas exact. Quand nous voterons des douzièmes provisoires, nous ne voterons pas le budget sans discussion. Il est bien certain que nous ne pourrions jamais voter douze douzièmes provisoires du budget, parce que ce serait tout le budget et ce ne serait plus provisoire du tout. Même si nous votions onze<sup>7</sup> douzièmes provisoires, l'opposition aura toutes les occasions et le temps voulus pour discuter toutes les dépenses du gouvernement, car le budget devrait encore être discuté et voté par les députés item par item, d'après les règlements ordinaires.

L'opposition pourra parler sur chaque item tant qu'elle le voudra. Mais elle ne pourra pas, dans le seul but de faire de l'obstruction et d'embarrasser le gouvernement, prolonger la discussion des crédits et paralyser le service civil. Ce que nous voulons, c'est que le service civil ne soit pas embarrassé par l'abus de la liberté de parole, à cause de l'expiration de l'année fiscale. Grâce au nouveau Règlement, les services pourront continuer à fonctionner, les employés civils ne pourront plus souffrir des abus de la liberté de parole!

Qui donc nous a empêchés de parler en cette Chambre, alors que nous étions un contre six, de 1936 à 1939? Ce n'est nul autre que le chef de l'opposition actuel! Qui a inséré dans les règlements de la Chambre la vraie loi du bâillon? C'est le chef de l'opposition. Qui donc a adopté la loi qui fixe à une heure les discours des députés? C'est le même champion de la liberté de parole!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre doit savoir que la loi que nous avons présentée décrète qu'un député ne peut plus parler plus d'une heure à l'Assemblée législative de Québec. Elle n'impose aucune limite au chef du gouvernement, au chef de l'opposition, à celui qui propose une motion, au ministre qui lui répond, tandis que les règlements présentés à Ottawa par le très honorable M. Lapointe

limitent les discours à 40 minutes<sup>6</sup>. En vertu de notre loi, le chef de l'opposition peut parler 5, 10, 20 heures, s'il le veut. Les ministres peuvent en faire autant.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Le bâillon, c'est le chef de l'opposition actuelle qui a commencé par l'imposer et par vouloir nous empêcher de parler, lorsqu'il a fait décréter que les discours seraient limités à une heure par député. Se rappelle-t-il le moment où l'Orateur de la Chambre avait demandé le vote des députés toriens alors que d'autres députés étaient encore debout prêts à parler? On disait que l'item était adopté, contrairement à tous les règlements! Je n'ai pas besoin de remonter à 30 ans en arrière, au Home Rule et à l'époque de Salisbury et de Gladstone, mais de retourner à il y a quelques mois pour me rappeler ce qu'est un gouvernement tyrannique qui refusait la liberté de parole aux députés, ou ce qu'est un gouvernement tory. Il suffit de se rappeler le beau régime de l'Union nationale!

(Applaudissements à droite)

Il suffit de gratter sur un député de l'Union nationale pour trouver un tory. Sous l'Union nationale, on nous faisait voter les crédits sans donner un mot d'explication! Sous le gouvernement de l'Union nationale, les subsides étaient votés alors qu'un député était debout pour parler, au mépris des règles parlementaires. Ah! Je l'ai connu, le beau temps béni du régime de la liberté de parole sous l'Union nationale! Je l'ai connu, le beau temps où l'opposition quittait la Chambre en bloc, parce que c'était le seul moyen qui restait à l'opposition de protester!

Elle jugeait indigne de collaborer à l'administration d'un gouvernement ayant à sa tête un chef qui faisait fi de toutes les libertés parlementaires, et qui revendique aujourd'hui la liberté de parole, mais lui niait, dans le temps, le droit de critiquer ses actes! Aujourd'hui, les mêmes gens viennent prêcher la liberté de parole! J'ai connu ce temps où un gouvernement ayant à sa tête un monsieur, qui se proclame le champion des libertés dans cette province, agissait, lui, comme dictateur! Et ce monsieur vient se plaindre parce qu'à l'exemple du gouvernement britannique et du Parlement d'Ottawa, nous venons demander à la Chambre de voter provisoirement un douzième du budget!

La mesure que nous proposons est suivant les meilleurs précédents britanniques parlementaires. May, pages 518-520, dit notamment: "Les votes

provisoires sont à présent devenus une nécessité à chaque session, suite à l'accroissement de la rigueur dans la vérification des *Comptes publics* et de la difficulté d'assurer la prise en considération des estimés en temps opportun."

En 1891, le Parlement se réunit le 29 avril et un dixième des estimés annuels fut voté sans discussion avant le 1<sup>er</sup> juillet. Un cinquième fut voté plus tard et, enfin, le reste du budget fut voté en la manière ordinaire. En 1896, le gouvernement conservateur fit voter une partie du budget et, en septembre, sous Laurier, trois bills provisoires de subsides furent présentés. En 1899, la même chose se produisit.

Le chef de l'opposition nous accuse d'avoir commencé la session en retard. Nous avons commencé la session en temps utile. Nous la terminerons en temps opportun et utile, en respectant cependant la liberté de parole de tous les députés. Le Parti libéral ne sera jamais accusé des abus de pouvoir que nous avons connus!

(Applaudissements à droite)

À l'entendre, le chef de l'opposition nous a dit qu'il voulait nous empêcher de ternir le blason du Parti libéral et qu'il se chargerait de sauvegarder le blason du Parti libéral. Est-ce bien au chef du parti de barbouilleurs, que nous avons connu de 1936 à 1939, que nous pouvons permettre de défendre le blason du Parti libéral? On a essayé de le barbouiller ce blason, mais on n'a pas réussi. Il n'est pas encore terni! Le blason du Parti libéral brille de tout son éclat, et il est aussi brillant qu'il ne l'a jamais été dans la province de Québec! Le chef de l'opposition l'a reconnu du reste!

(Applaudissements à droite)

Les nouveaux règlements empêcheront les premiers ministres de l'avenir d'imiter le chef de l'opposition lorsqu'il occupait le siège du leader de la Chambre. Ils sont nécessaires pour que les services publics ne soient pas interrompus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, ce règlement est donc dirigé contre moi?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Certainement! Il n'y a aucun principe constitutionnel en jeu dans ces règlements. Le vote des crédits par la Chambre des députés est respecté. Vous pensiez que votre gouvernement était éternel; vous le croyiez d'airain ce colosse, mais ses pieds étaient d'argile et il a suffi d'un souffle du peuple pour le renverser et le faire tomber du piédestal où vous vous étiez placé!

(Nouveaux applaudissements à droite)

Le règlement que nous proposons permet de discuter cinq heures sur la principale phase du bill, et une heure sur les deux autres phases, ce qui fait sept heures en tout. C'est amplement suffisant. Nous y respectons non seulement l'esprit des règlements eux-mêmes de la Chambre, mais également la liberté de parole.

S'il y a eu une vraie loi du bâillon adoptée par cette Chambre, elle l'a été par celui qui prétend que le gouvernement actuel veut toucher à la liberté de parole!

(Applaudissements et ovation à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** reproche au ministre de la Voirie de n'avoir pas répondu à ses arguments et réplique en citant M. Oliver, un ancien ministre fédéral, qui avait dit que le bill de clôture voulait faire du Parlement fédéral un bureau d'enregistrement.

Le ministre de la Voirie, dit-il, a admis que sa motion allait beaucoup plus loin que notre loi qui avait pour effet de limiter les discours à une heure. Il a dit: "Grattez sur un député de l'Union nationale et vous trouverez un tory." C'est absolument faux! L'Union nationale n'a jamais rien eu à faire avec les tories. L'Union nationale est composée d'hommes libres, de conservateurs, de libéraux et d'indépendants qui placent l'intérêt de la patrie avant celui du parti. La meilleure preuve a été donnée par le premier ministre lui-même dans une entrevue au *Saturday Night*, alors qu'il avait déclaré en marge des élections de 1939: "Nous n'avons pas eu tous les libéraux qui nous avaient laissés en 1936, mais nous avons eu l'appui d'un grand nombre de conservateurs."

On ne peut comparer la loi qu'on présente actuellement avec la mesure de modération et de bon sens que l'Union nationale avait présentée. La loi que nous avons passée pour limiter les discours à une heure favorisait plutôt qu'elle ne restreignait la liberté de parole. Celle-ci laissait à chaque député le droit de parler une heure durant sur chaque motion, chaque amendement, chaque item du budget. De plus, les chefs de partis avaient droit de parler tant qu'ils le désiraient, ainsi que celui qui répondait à une motion d'un ministre. Comme il y avait en Chambre 90 députés, on pouvait donc parler sur une même chose 90 heures. On a calculé que si tous les députés exerçaient leur droit de parole sur le seul budget, chaque session durerait plus de trois années et demie!

Ce n'est donc pas une loi de bâillon, mais une loi qui favorise la liberté de parole. Elle est tellement

bonne que le ministre de la Voirie, qui l'avait dénoncée dans le temps comme un bâillon, a lui-même proposé au comité spécial chargé de la refonte du Règlement, dont il fait partie, que cette loi soit insérée mot à mot dans le livre des règlements de la Chambre. Il reconnaît aujourd'hui que c'était une bonne loi après l'avoir tant combattue en 1939. Ou notre loi était bonne, ou elle était mauvaise. Si elle était bonne, pourquoi le ministre l'a-t-il critiquée, et vient-il aujourd'hui prétendre que nous avons voulu imposer le bâillon? Si notre loi était mauvaise, pourquoi le même ministre vient-il aujourd'hui l'insérer dans ses projets de règlements de la Chambre, et mot pour mot? Et s'ils gardent maintenant cette loi, pourquoi les ministériels prétendent-ils que c'était une loi injuste?

Les nouveaux règlements sont dirigés contre moi. La haine est mauvaise conseillère et la vengeance est mauvaise inspiratrice! Ce qui fait l'affaire de l'Angleterre et d'Ottawa ne fait pas toujours l'affaire de notre province, où nous avons nos coutumes et où nous respectons la liberté de parole! Le Parlement de la province de Québec a toujours donné l'exemple de la liberté de parole!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Oui, nous l'avons vu de 1936 à 1939!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion présentée vise à faire taire le chef de l'opposition. Cette motion nous enlève le droit que nous ont toujours donné les règlements de faire écho aux réclamations populaires, de discuter la politique du gouvernement et de présenter des amendements sur la motion pour voter les subsides. Le texte dit que l'opposition pourra parler pendant trois heures et le gouvernement pendant deux heures. Les ministres n'auront qu'à parler au début pendant deux heures et ensuite, l'opposition aura beau poser des questions, demander des renseignements, on ne sera pas tenu de nous répondre. Nous avons le droit de discuter n'importe quelle question d'intérêt général!

Je n'ai jamais vu un spectacle comme celui d'un premier ministre faisant siéger la Chambre jusqu'à 4 heures du matin, l'an dernier. Quand nous étions au pouvoir, le ministre de la Voirie et le député de Rivière-du-Loup nous ont lu de longs documents.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Non, vous nous avez empêchés de les lire!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement prend figure de tyran, de despote et ne fait que se préparer plus grande la force que les électeurs lui réservent!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Ovation de la droite) (Se levant) Je n'ai pas l'intention de faire de discours, mais de mettre les choses au point.

M. l'Orateur, je veux me surprendre, avec vous sans doute, dit-il, de cette attitude de l'honorable chef de l'opposition. Je puis l'assurer que, s'il s'agissait de nous priver, de ce côté-ci de la Chambre, du plaisir d'entendre les éloquentes discours du chef de l'opposition, jamais nous n'aurions proposé ces règlements. Les mesures de liberté, le peuple les a toujours obtenues sous le Parti libéral. Tant que mon honorable ami (M. Duplessis) voudra parler, il recevra toujours du Parti libéral la plus grande liberté de le faire.

Il peut être assuré qu'il aura toujours dans cette Chambre la plus large mesure de liberté comme il l'a toujours eue d'ailleurs. Seulement, s'il fut un temps où l'on oublia dans la province de Québec le principe de liberté, s'il fut un temps où, l'on a fait sentir aux Canadiens français que les libertés ministérielles avaient cessé et qu'il n'y avait plus de liberté de parole parce qu'un dictateur menait la province, c'est lorsque l'Union nationale était au pouvoir.

(Applaudissements à droite)

Parce que nous sommes des libéraux, nous ne voulons pas manquer à notre devoir de bien administrer la province avec économie, avec sagesse. La Chambre a besoin de la liberté de parole et elle ne peut tolérer les abus qui font perdre de l'argent à la province.

Le chef de l'opposition a parlé de la liberté de discours. Il a dit qu'en dépit de sa loi pour limiter les discours, il pouvait lui-même, ainsi que les ministres, parler cinq heures, 10 heures, 20 heures même. On a vu à la Législature une perte de temps considérable. Nous avons entendu un discours dans cette enceinte parlementaire en 1936 de l'ex-député de Maisonneuve-Rosemont, M. William Tremblay<sup>7</sup>, alors dans l'opposition, qui parla pendant 20 heures<sup>8</sup>, ce qui a coûté \$25,000 à la province. Nous ne voulons pas que cela se répète. On n'a pas le droit de faire perdre le temps et l'argent de la province!

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a parlé d'une séance qui a duré jusqu'à 4 heures du matin. Il nous reproche d'avoir siégé la nuit. C'est exact et il le fallait. Si nous avons siégé toute une nuit, comme l'a

rappelé le chef de l'opposition, c'était pour ramener certaines gens à la raison. Nous avons gaspillé des heures et des jours, alors nous avons travaillé la nuit pour mettre fin à des abus de parole. J'avais averti l'opposition que si l'on gaspillait les heures du jour, il faudrait travailler la nuit pour reprendre le temps perdu. C'est ce que nous avons fait, et si cela est nécessaire, nous le ferons encore!

(Applaudissements à droite)

Nous voulons que les longs discours, les discours inutiles, les discours qui font perdre le temps des députés, les discours prononcés pour jeter de la poudre aux yeux ne puissent plus nuire à la bonne administration de la province. La présente loi est faite pour présenter ces abus, non seulement de la part de l'opposition actuelle, mais pour l'opposition future, au besoin, si les ministériels d'aujourd'hui se livraient à des abus de parole.

Qu'ils ne craignent pas, les membres de l'opposition auront le loisir d'exprimer leur pensée. L'opposition ne sera pas une minute privée du droit de parole. Il n'est pas un sou qui sera voté sans que l'opposition n'ait la chance de faire connaître ses critiques en vertu de ce nouveau règlement. Mais nous voulons quand même administrer la province en dépit des palabres destinées à faire perdre le temps des députés.

La Législature de Québec a bon renom en général à l'étranger, mais elle a en particulier une réputation qui doit disparaître: celle d'avoir les sessions les plus longues. Ses sessions sont trop longues parce que nous entendons les mêmes discours 20 fois sous la même tournure. Pour ma part, je suis prêt à les écouter. Mais le peuple trouve que cela coûte cher à la province et il faut que ces abus cessent.

Dans la province voisine qui a un budget d'un quart plus élevé que le nôtre, les travaux parlementaires ne durent jamais plus de quatre à six semaines. Chez nous, ils durent trois et même quatre mois, ce qui coûte des milliers de dollars à la province, simplement pour permettre de faire des discours et entendre les mêmes choses exposées de la même façon. Je trouve que cela coûte cher!

L'opposition n'a rien à craindre. Il n'est pas un sou qui sera voté sans qu'elle puisse se faire entendre. Seulement, si quelqu'un veut faire un dévergondage de paroles en cette Chambre, je ne veux pas que ce soit la province qui paie!

(Ovation à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie n'a pas réussi à défendre sa motion, mais il a fait un meilleur discours que le premier ministre.

Il n'a pas eu autant d'audace! Le premier ministre a mauvaise grâce de parler de sessions longues de trois ou quatre mois. Qui a convoqué la session en retard? Qui a convoqué la session alors qu'il n'avait pas de projets de loi prêts? Qui a fait siéger la Chambre seulement six heures par semaine? Qui avait si peu l'esprit de travail qu'il n'a même pas voulu discuter les motions inscrites par l'opposition? Le premier ministre parle d'économie et de perte de temps, lui qui n'est jamais prêt, qui convoque la Chambre sans avoir de législation prête!

Sa législation n'a jamais été prête depuis les deux années ou sessions dernières! Il ne fait siéger la Chambre que trois jours par semaine, et encore, une seule séance par jour, et parfois des séances d'une heure! Il n'a pas le temps d'étudier les questions de l'opposition! Et c'est ce même premier ministre qui vient nous parler d'esprit de travail! Quelle farce!

Sir Wilfrid Laurier a-t-il fait du dévergondage de paroles lorsqu'il faisait de l'opposition systématique au gouvernement Tupper en 1896? Si l'on prend le raisonnement du premier ministre, il faut en conclure que Sir Wilfrid Laurier faisait du dévergondage de paroles, ainsi que MM. Frank Oliver<sup>9</sup>, Rodolphe Lemieux<sup>10</sup> et Alfred Clarke<sup>11</sup>, eux qui dénonçaient la loi de clôture, qui, pourtant, était moins grave que celle que le gouvernement libéral présente. MM. Marchand, Parent, Gouin, Taschereau et Mercier n'ont jamais voulu imposer le bâillon.

En 1936, quand nous avons fait de l'opposition systématique à M. Taschereau qui avait plus de courage dans son petit doigt que bien d'autres, malgré ses défauts, le peuple nous a approuvés! En 1936, au lieu de recourir aux moyens que recherche le premier ministre, M. Taschereau a préféré aller au peuple. Ce que le premier ministre ne sait pas, c'est que l'opposition systématique est une arme parlementaire permise dans tous les Parlements britanniques et elle a souventes fois rendu d'immenses services. C'est le moyen que possèdent les minorités de faire entendre leurs revendications, d'obtenir justice.

Le premier ministre nous parle d'économies et de perte de temps. Mais où sont-elles les économies du nouveau gouvernement? La seule économie qu'il a faite depuis qu'il est au pouvoir, c'est celle de la vérité, pas d'autre! Nous verrons sous peu où sont les grandes économies lorsque nous discuterons le budget. Nous démontrerons à la population que les grands gaspilleurs sont du côté de la droite! J'avertis le gouvernement que l'opposition n'entend pas se laisser étouffer, qu'elle ne se laissera

pas étouffer! Elle revendiquera ses droits par les moyens légaux, parlementaires et constitutionnels!

Laurier et Oliver étaient aussi intelligents que le premier ministre. Si les nouveaux règlements imposent des restrictions intolérables, nous ferons la lutte quand même. Nous prendrons les moyens constitutionnels pour obtenir justice! L'opposition n'entend pas se laisser étouffer et fera preuve du courage et de l'énergie nécessaires! Nous ferons la lutte et revendiquerons les droits du peuple! J'aime mieux ma position de chef de l'opposition, qui revendique les libertés populaires, que celle du premier ministre, qui s'applique à les étouffer et qui se fait le tombeau des prérogatives constitutionnelles!

(Rires à droite)

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

(Souriant) Le chef de l'opposition est satisfait de sa situation; nous ne sommes pas mécontents de la nôtre! Nous gardons la loi de l'Union nationale de 1938 parce que les gens de l'Union nationale l'ayant alors trouvée de leur goût n'ont pas raison de s'en plaindre aujourd'hui. Quand il était premier ministre, le député de Trois-Rivières avait des lacets pour prendre l'opposition au lasso. Aujourd'hui, il proteste parce que nous resserrons la boucle pour compléter son œuvre. Car c'est son œuvre! Il a peur que le gouvernement serre la boucle maintenant!

Le chef de l'opposition se trouve pris à son piège. La mesure n'était pas dirigée contre les siens lorsqu'il l'a présentée. Pourquoi les ministériels d'aujourd'hui aboliraient-ils ce règlement? Il me fait penser au médecin qui trouve amères ses propres pilules. Il a peur de trouver sa propre médecine amère! Mais il est bon que le médecin goûte parfois le médicament qu'il va faire prendre! On va lui faire réaliser les petits ennuis de la petite dictature de 1936 à 1939!

Le député de Trois-Rivières a voulu faire de cette question un débat académique. Très bien. Je crois ce nouveau règlement nécessaire encore une fois. Il a été imposé par le changement de date de l'exercice financier. Nous serons larges dans son application. Ce règlement a simplement pour but de rendre l'administration prompte, expéditive et efficace. Nous sommes prêts à recevoir les critiques de l'opposition, car elle aura plusieurs heures pour se faire entendre sur chaque vote. Il me semble que c'est suffisant. L'argument énoncé, que nous voulons empêcher la liberté de parole, ne tient pas debout!

Quand il était premier ministre, le chef de l'opposition s'occupait à sa façon de la liberté de

parole. Il avait un petit moyen simple d'enrayer les discours. Il défendait à ses députés de parler et ça ne parlait pas. C'était sa manière à lui de respecter le privilège des membres de cette Chambre. Nous ne priverons personne de la liberté de parole. De 1936 à 1939, le chef de l'opposition d'alors (l'honorable M. Bouchard) n'a jamais abusé de son droit de parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il (l'honorable M. Bouchard) a parlé cinq heures, ayant lu un discours-papyrus!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non! Il s'est trouvé un colon qui s'ennuyait dans le bois et qui, se servant de la tapisserie de sa Chambre, m'avait écrit ses malheurs sous le régime de l'Union nationale. Il m'a écrit une lettre de 37 pieds de long par 14 pouces de large. Pensant que sa lettre était élogieuse, le premier ministre de l'Union nationale m'a demandé de la lire à la Chambre. Aujourd'hui, il se plaint que c'était trop long! Au surplus, ce n'est pas ma faute si les Canadiens aiment tant à écrire!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le député de Rivière-du-Loup n'a pu lire son document ce jour-là, lui! Le chef de l'opposition sait que lorsqu'il était chef du gouvernement, il n'a jamais voulu donner de renseignements à l'opposition!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ajoute quelques mots.

Le comité passe ensuite à l'étude clause par clause du Règlement.

Le comité étudie le paragraphe 1 de l'article 671a du Règlement, qui se lit comme suit:

"1° Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des subsides, si un ministre déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre; mais le comité des subsides ne peut alors étudier qu'une telle proposition".

**M. Gagnon (Matane):** En décret parlementaire, c'est sur la motion d'un ministre que la Chambre peut faire entendre ses revendications. Cet article ne permet pas la discussion. Si le gouvernement veut imposer le bâillon avec sa majorité brutale, nous la suivrons; mais qu'on ne foule pas aux pieds un droit reconnu depuis un temps immémorial dans les Parlements britanniques!

Le paragraphe 1 de l'article 671a du Règlement est adopté sur division (Pour: 43, Contre: 11).

Le comité étudie le paragraphe 2 de l'article 671a du Règlement, qui se lit comme suit:

"2° Au cours d'une séance du comité des subsides, tout ministre peut, que ce comité ait été formé ou non pour cette fin, proposer de voter provisoirement et en bloc un ou deux douzièmes des différents articles d'un budget préalablement renvoyé au comité."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article va plus loin que le premier, puisqu'un ministre peut interrompre une discussion et proposer de voter des subsides provisoirement.

Le paragraphe 2 de l'article 671a du Règlement est adopté sur division (Pour: 43, Contre: 11).

Le comité étudie le paragraphe 3 de l'article 671a du Règlement, qui se lit comme suit:

"3° En comité des subsides, la discussion d'une telle proposition peut porter sur les articles comme sur l'ensemble du budget auquel celle-ci se rapporte; mais la discussion sur la proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus que cinq heures, soit trois heures de la part des députés d'opposition et deux heures de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un moyen d'empêcher l'opposition d'obtenir des détails. Sur une question posée par la gauche, un député ministériel pourra parler pendant une heure, un autre pendant une heure, et le temps sera expiré. Et pas de réponse!

Le paragraphe 3 de l'article 671a du Règlement est adopté sur division (Pour: 43, Contre: 11).

Le comité étudie le paragraphe 4 de l'article 671a du Règlement, qui se lit comme suit:

"4° Les résolutions portant allocation de crédits provisoires que le comité des subsides a rapportées sont immédiatement lues ensemble, une fois seulement et sans débats; puis, elles sont immédiatement examinées ensemble; mais la

discussion de ces résolutions ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la question principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que cette résolution (*ou* ces résolutions) soit maintenant agréée".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est de la consommation de l'iniquité! Staline aurait honte de cela!

Le paragraphe 4 de l'article 671a du Règlement est adopté sur division (Pour: 43, Contre: 11).

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la proposition et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

La séance est levée à 6 heures.

---

## NOTES

1. Plusieurs députés étaient arrivés après l'heure réglementaire à cause du retard des trains, selon *Le Canada*, du 12 février 1941, à la page 5.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Perreault Casgrain (Gaspé-Nord), selon *Le Canada* du 12 février 1941, à la page 5.

3. En 1911.

4. *Cette justice à la main toujours égale présente à nos propres lèvres la coupe où nous avons versé le poison pour d'autres.* Traduction de Nisard dans le tome troisième des *Chefs-d'œuvre de Shakespeare*, Paris, Hachette, 1878, page 128.

5. Dix douzièmes provisoires, selon la *Presse* du 12 février 1941, à la page 17.

6. Quarante-cinq minutes, selon *Le Canada* du 12 février 1941, à la page 5.

7. Ministre du Travail, lors du premier mandat de l'Union nationale.

8. Quatre heures, selon *The Gazette* du 12 février 1941, à la page 14.

9. Frank Oliver (1853-1933), ministre de l'Intérieur et des Affaires indiennes de 1905 à 1911, sous le gouvernement de Wilfrid Laurier.

10. Ministre du Travail fédéral en 1906, de la Marine et des Pêches en 1911, il devint Orateur de la Chambre des communes, le 8 mars 1922, et le restera jusqu'en 1930.

11. Alfred Henry Clarke (1860-1942), député d'Essex South à la Chambre des communes, de 1904 à 1911.



## Séance du mercredi 12 février 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 h 45<sup>1</sup>.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 concernant les commissaires d'école de Saint-Pierre-aux-Liens;

- bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 20 octobre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 104 accordant certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen;

- bill 107 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perreault;

- bill 133 concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell.

## Bibliothèque Saint-Sulpice

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice.

Ce bill autorise le ministère des Travaux publics à signer avec les prêtres de Saint-Sulpice un contrat pour l'acquisition de la bibliothèque, en considération du paiement de toutes les taxes dues à

la ville de Montréal par la corporation et ses subsidiaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi sur la fraude et la corruption  
dans les affaires municipales

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 16 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales.

Le bill a pour but de fixer un délai de prescription pour les poursuites contre les membres d'un conseil municipal qui contractent avec la corporation ou en retirent les émoluments. Ces poursuites ne peuvent être intentées après cinq ans de la date où l'incriminé a cessé d'être membre du conseil municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 4 modifiant la loi de l'art musical.

## Demandes de renseignements:

## Entretien des chemins

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai reçu un télégramme de M. Donat Champoux, conseiller municipal de Notre-Dame-du-Nord, comté de Témiscamingue, m'informant que le chemin entre Rouyn et Notre-Dame-du-Nord est si mal entretenu que 40 cultivateurs de Notre-Dame-du-Nord et des paroisses environnantes, qui étaient allés à Rouyn en camion pour vendre leurs produits, ont eu des difficultés à revenir du marché samedi, parce que le chemin était complètement bloqué par la neige. On

me dit qu'une somme de \$3,000 a été votée, comme au temps de l'Union nationale, mais que le chemin n'est pas bien entretenu en hiver.

Le présent gouvernement ne fait rien pour aider ces cultivateurs en détresse. De plus, les routes étaient bien mieux entretenues au temps de l'Union nationale. Je demande au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) et au ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) de bien vouloir s'intéresser à cette question. Demande leur en a été faite, me dit mon informateur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les cultivateurs et les colons de cette région de la province sont entre bonnes mains en ce moment avec le ministre de l'Agriculture et le ministre de la Voirie, et nous faisons tout ce qui est possible pour les aider. Nous n'avons reçu aucune demande pour l'enlèvement de la neige, et les informations de celui qui a télégraphié au chef de l'opposition ne sont pas exactes sur ce point. La route en question est entretenue non pas par le gouvernement, mais par les municipalités. Il doit s'agir d'un cas particulier, car la population de la région, les colons et leurs associations, je le répète, n'ont que des compliments à faire au présent gouvernement et considèrent qu'ils sont mieux traités qu'ils ne l'ont été pendant les trois ans de régime de mon honorable ami (M. Duplessis).

La municipalité en question aurait pu faire une demande au gouvernement au lieu de s'adresser au chef de l'opposition. Leur traitement actuel ne se compare nullement avec celui dont ils ont été l'objet au temps de l'Union nationale. Nous avons soin des cultivateurs de l'Abitibi et du Témiscamingue. Sous l'Union nationale, les colons ne pouvaient vivre sur leurs terres. Aujourd'hui, nous recevons des félicitations des colons.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis informé que les renseignements que l'on m'a fournis ont été envoyés et au ministre de l'Agriculture et à celui de la Voirie. Dans tous les cas, la route est mal entretenue.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais le premier ministre l'a dit! Le gouvernement n'entretient pas les routes d'hiver n'importe où! Le gouvernement n'a jamais entretenu de chemin dans l'Abitibi ou le Témiscamingue. La route, dans cette partie de la province, est entretenue l'hiver soit par les municipalités, soit par les comtés qui demandent des subventions au gouvernement. Nous, nous accordons des subventions. Pour la route désignée par le chef de l'opposition, un montant de \$3,000 a été voté comme d'habitude pour aider à l'entretien

de cette route. Le gouvernement n'est donc pas responsable. Le télégramme est signé par un agent électoral du chef de l'opposition. Si les gens du Témiscamingue ont eu de grosses tempêtes, ce n'est tout de même pas de la faute du gouvernement!

Notre système est équitable et juste. Le gouvernement traite tous les comtés sur le même pied, sans s'occuper de la couleur de leurs députés. Ce n'est pas comme au temps de l'Union nationale, où l'on accordait, par exemple \$100 par mille pour entretenir en hiver la route de Trois-Rivières à Grand'Mère, tandis que l'on ne donnait rien à la route Québec-Montréal dans le comté de Berthier, plus importante, parce que son député était libéral. En voulant frapper le gouvernement, l'agent électoral du chef de l'opposition attaque ses propres concitoyens. Nous, nous traitons tous les citoyens également. Grâce à la sage politique du gouvernement actuel, nous allons entretenir deux fois plus long de routes d'hiver cette année que l'an dernier avec des dépenses moindres. Si la route a été bloquée temporairement, c'est probablement à la suite d'une tempête.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est du devoir du gouvernement d'ouvrir les routes l'hiver pour permettre aux cultivateurs d'aller vendre leurs produits.

**M. Goulet (Témiscamingue):** Le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais entretenu la route de Ville-Marie à Notre-Dame-du-Nord, et le chef de l'opposition est mal venu de jeter le blâme sur le gouvernement actuel.

(Applaudissements à droite)

Nous avons pour l'entretien de cette route cette année \$3,000, tout comme cela se passait au temps de l'Union nationale. Avec \$3,000, la route est actuellement entretenue de Cadillac à la frontière ontarienne. Si les cultivateurs de Notre-Dame-du-Nord ont eu des difficultés à revenir du marché de Rouyn, c'est à cause d'une tempête extraordinaire qui s'est abattue sur le nord-ouest de la province ces jours derniers.

#### Demandes de documents:

##### Salaires des bûcherons

**M. Bégin (Dorchester)** propose, appuyé par le représentant de Papineau (M. Lorrain), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la

Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant aux salaires des bûcherons dans la province de Québec ainsi qu'aux salaires de toutes personnes employées aux opérations forestières dans la province.

M. l'Orateur, la province de Québec compte aujourd'hui environ 75,000 bûcherons. Leur nombre, à lui seul, légitime tout intérêt qu'on peut prendre à leur cause. Représentant d'un comté où vivent, pour ne pas dire où crèvent, plusieurs centaines d'hommes de la forêt, il est de mon devoir, il me semble, de plaider leur cause auprès du gouvernement. Presque chaque année, j'ai pris la parole à ce sujet dans cette Chambre, réclamant pour cette catégorie de travailleurs de chez nous un standard de vie plus élevé et des conditions de travail plus humaines.

Avant d'entrer dans le vif de mon sujet, et, comme il s'agit d'une classe intéressante de la population, il ne serait pas déplacé de faire, à vol d'oiseau, l'historique de l'industrie de la pulpe et du papier de par le monde et dans notre pays, car la plus grande partie du bois qui est coupé en forêt est utilisée sous forme de papier.

La fabrication du papier remonte à quelque 600 ans avant Jésus-Christ, c'est-à-dire que c'est bien après le déluge que le papier fut inventé sous la forme de papyrus, nom d'une plante aquatique dont l'écorce, préparée d'une certaine façon, servait de papier. Avant cette époque, ceux des hommes qui s'étaient senti le besoin d'écrire l'avaient fait sur la pierre, la cire des peaux d'animaux, etc.

De l'Égypte, la fabrication du papyrus passa en Grèce et en Italie, et se répandit dans toute l'Europe, où elle persista jusqu'au X<sup>e</sup> siècle. Vers cette période, deux autres produits étaient aussi utilisés: les parchemins et le vélin, faits avec des peaux d'animaux blanchies.

Les Chinois furent les premiers à fabriquer du papier avec du coton. La date de la découverte est inconnue: peut-être ce papier fut-il inventé pour permettre à Confucius d'écrire sa philosophie. Toujours est-il que les Chinois gardèrent d'une manière orientale le secret de la fabrication. Ce papier pénétra en Europe vers le X<sup>e</sup> siècle et, étant plus commode que le papyrus, remplaça ce dernier. Au XII<sup>e</sup> siècle, les Espagnols commencèrent la fabrication du papier; tour à tour, l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Angleterre utilisèrent cette découverte de l'imprimerie. La fabrication du papier fit de rapides progrès.

Au Canada, la première usine fut construite en 1803, par des Américains, à Saint-André, province de Québec. Quelques années plus tard, un publiciste d'Halifax, nommé Holland, en créa une deuxième. Le Haut-Canada n'eut pas de fabrique de papier avant 1825 et, en 1863, trois fabriques étaient établies. La fabrication de la pâte à papier ne fut entreprise que plus tard, vers 1870. Elle fut due à l'initiative des Riordios, qui formèrent une des compagnies les plus célèbres du Canada.

Ces débuts relativement lents ne laissaient en rien prévoir l'ampleur que l'industrie forestière prendrait chez nous. La comparaison des chiffres nous montre ce qu'un demi-siècle a fait dans ce domaine. En effet, en 1881, le capital engagé n'était que de \$92,000 et la valeur des produits \$63,000. En 1924, le capital engagé au Canada était rendu à \$500,000,000 et la valeur des produits atteignait environ \$175,000,000. Pendant les 15 ou 16 années qui suivirent, les chiffres sont restés sensiblement les mêmes.

Ce qu'il y a d'intéressant à constater, c'est que le développement de l'industrie du papier a été phénoménal dans la province et que la province de Québec égale la moitié de la production du Canada. En effet, en 1938, le capital engagé dans la province de Québec était de \$310,000,000<sup>2</sup> et la valeur des produits \$89,000,000, un peu plus que la moitié de la production totale du Canada. C'est donc dire, M. l'Orateur, que l'industrie forestière doit être placée au tout premier rang, chez nous.

M. l'Orateur, une exploitation rationnelle de nos forêts, j'en suis et personne n'est contre; mais l'exploitation irrationnelle et calculée de nos bûcherons, je n'en suis pas du tout! Et il convient de poser ici une question. Est-ce que ce développement graduel de l'industrie forestière, chez nous, indique une amélioration adéquate dans la condition des bûcherons? Malheureusement, la réponse est négative. Le capital-argent s'est développé d'une façon prodigieuse, tandis que le capital humain, le plus important, a été lamentablement négligé. Jamais classe d'hommes ne fut plus exploitée que la classe des bûcherons.

Avant 1935, personne à peu près n'avait songé à s'occuper d'eux et les bûcherons constituaient la classe la plus exploitée. Aucune législation ne les protégeait. Chaque automne, des milliers de scieurs de bois, poussés par la nécessité, s'enfonçaient dans les forêts avec l'espoir toujours déçu de revenir avec un fruit proportionné à leur dur labeur. Il y avait bien des murmures, mais leur voix ne parvenait pas jusqu'aux oreilles de ceux qui

étaient sourds parce qu'ils ne voulaient pas entendre. Le gouvernement libéral, depuis 40 ans, ne s'était jamais fait un problème de leurs salaires et de leurs conditions de vie. Résultats: exploitation sadique par les compagnies, travail dur pour récolter la misère.

En 1935, le gouvernement Taschereau, à la veille de sombrer, ce qui eut pour effet d'augmenter l'acuité du sens de l'ouïe et d'opérer le miracle de faire entendre les sourds, ledit gouvernement Taschereau passa un ordre en conseil accordant \$30 par mois de salaire aux bûcherons. Pas de prix minimum pour le travail à forfait. Trente piastres par mois, est-ce suffisant? Ce salaire nous démontre bien ce que pouvait être la situation avant cet ordre en conseil.

En 1936, le gouvernement Taschereau accorda un salaire minimum de \$37 par mois, mais pas de prix forfaitaire. Ce n'est que sous l'Union nationale que l'on a commencé à leur donner justice. Le 13 octobre 1936, la même année, mais sous le gouvernement Duplessis, un ordre en conseil accorda \$40<sup>3</sup> par mois, ce qui, en deux ans, était une amélioration sensible.

Mais le gouvernement de l'Union nationale ne s'arrêta pas là. S'autorisant d'une loi qu'on avait passée à la session de 1937, la loi 1 George VI, chapitre 30, le gouvernement Duplessis décrétait que les entrepreneurs forestiers devaient payer un salaire de \$2.75 par jour aux floteurs de bois, avec une limite de 60 heures de travail par semaine, et \$0.40 de l'heure pour le travail extra et le travail du dimanche.

En 1937, par un ordre en conseil du 2 juillet, rétroactif au 1<sup>er</sup> mai, le même gouvernement accorde aux bûcherons un salaire minimum de \$45<sup>4</sup> et un prix forfaitaire de \$2 par jour pour les floteurs de bois, et les conditions de travail et d'hygiène étaient réglementées. L'année suivante, par un ordre en conseil du 30 août, rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet, les mêmes conditions de salaires furent renouvelées et pour les bûcherons et pour les floteurs de bois. Le salaire mensuel était maintenu à \$45 et le prix forfaitaire était fixé à \$1.70 la corde de 128 pieds cubes, en 1939, par un ordre en conseil du 13 septembre, rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet.

Voilà le rapide exposé de ce qui a existé depuis 1935. L'Union nationale a pris ses responsabilités. Pendant les trois années que nous avons été au pouvoir, le sort des bûcherons s'est graduellement amélioré: fixés à \$35 par mois en 1936, les salaires étaient haussés jusqu'à \$45 en 1939, et le prix à forfait de \$2 la corde.

M. l'Orateur, ce n'est pas en vain que je fais ce retour sur les années. C'est que je constate que,

depuis un an, nous avons rétrogradé. Entre ce qui existait au mois d'octobre 1939 et ce qui existe présentement, il y a une différence qui n'est pas du tout à l'avantage des bûcherons. J'ai fait inscrire au *Feuilleton* de la Chambre une motion demandant de produire les ordres en conseil passés par le gouvernement actuel, depuis son arrivée au pouvoir et relatifs à la question du salaire des bûcherons, afin de pouvoir discuter ces ordres en conseil et montrer par où ils pèchent.

Le principal ordre en conseil est en date du 7 juin 1940. Il est surtout remarquable par sa nébulosité. Il est si difficile à comprendre et à interpréter que le Conseil exécutif n'y voyait goutte. C'est pourquoi il fallut un autre ordre en conseil, daté celui-là du 22 juin 1940, et soi-disant pour clarifier et compléter l'arrêté ministériel précédent. Cependant, contrairement au résultat attendu, il ne fit qu'embrouiller davantage les choses.

Voici, à mon sens, ce qu'avec la meilleure volonté du monde je puis y comprendre. Il est question du prix à forfait et c'est ici qu'est la perle des perles: il est accordé aux bûcherons \$2 la corde, jusqu'à concurrence de une corde et demie par jour; pour le surplus d'une corde et demie, c'est \$1.50 la corde, ce qui fait une moyenne de \$1.70 la corde.

Donc, voici un bûcheron ayant des biceps plus gros que ceux d'un autre et une capacité de travail plus grande que cet autre; s'il coupe, supposons, trois cordes par jour, je tiens à dire que, dans Dorchester, je connais plusieurs bûcherons qui font leurs trois cordes par jour, ce bûcheron ou ces bûcherons recevront moins, toute proportion gardée, qu'un autre qui coupera une corde par jour. Ce qui revient à dire que plus un homme travaille, moins il est payé. Absolument l'inverse du bon sens et de la logique. Je comprends qu'en un pays comme la Russie, par exemple, de tels décrets puissent exister, mais, dans la province de Québec, cette sorte de communisme, mitigé si l'on veut, devrait être banni.

Je suis pour la protection du faible, mais ce n'est pas protéger le faible que d'agir dans ce sens. Si un homme est plus fort qu'un autre, plus vif, plus habile, c'est la Providence qui l'a voulu ainsi et la loi naturelle exige qu'il travaille plus qu'un autre et que, par conséquent, il soit payé proportionnellement à son travail.

Si la charité est une vertu, l'injustice n'en est pas une encore; et qui veut faire l'ange souvent fait la bête. Il est des raisonnements philosophiques beaucoup plus difficiles à comprendre que celui-là.

L'arrêté ministériel établit, d'autre part, un salaire de \$52 par mois, à ce qu'il semble, mais ce

n'est pas très clair. En fait, je suis en mesure de dire que les bûcherons n'ont pas reçu, cet hiver, plus que \$45 par mois de salaire, sauf dans quelques chantiers où les patrons ont exigé de leurs employés un rendement de travail qui dépasse de beaucoup en valeur le salaire reçu.

M. l'Orateur, je le répète, depuis un an, la situation des bûcherons, loin de s'améliorer, a empiré. Et pourtant, des raisons de plus en plus pressantes et nombreuses exigent l'amélioration de cette situation.

L'augmentation du coût de la vie est un fait qui n'a pas besoin d'être prouvé, les taxes sont d'autres faits que personne ne peut nier. Si le gouvernement avait mis autant de cran à fixer des salaires qu'il en a mis à imposer des taxes, tout le monde serait heureux et bien payé, et j'oserais dire que l'honorable trésorier de la province vient de baisser à 8 % par tour de force digne des Lilliputs. Oui, M. l'Orateur, le coût de la vie a augmenté, les taxes ont augmenté et, avec le même salaire, ceux qui crevaient de faim doivent vivre. Cela me rappelle la Tour de Babel, mais cela a mal tourné.

Deuxièmement, le prix du bois a augmenté d'au moins 25 % depuis le début de la guerre. À qui va cet argent, sinon aux compagnies qui s'engraissent? À mon sens, il n'y a pas de profitage de guerre plus direct et plus révoltant que celui-là. Il n'y a que ceux qui se cachent la tête dans le sable comme des autruches pour ne pas voir cela.

M. l'Orateur, ce sont là des faits que tous les hommes de bonne volonté ne peuvent nier. Ces abus, tout le monde les connaît: c'est au gouvernement d'y mettre fin une fois pour toutes. Je demanderais que le gouvernement passe un autre ordre en conseil, non pas pour embrouiller davantage les deux autres, mais pour les annuler.

Dans cet arrêté ministériel, il serait accordé aux humbles ouvriers de la forêt un prix forfaitaire de \$2.50 ou \$3 pour tout bois coupé, sans limite, et si un ouvrier coupe 10 cordes par jour, il recevra \$25, c'est-à-dire l'argent qu'il a gagné.

De plus, lorsque le salaire de \$52 par mois est payé, il faudrait empêcher les compagnies de demander à leurs hommes un rendement de travail qui dépasse de beaucoup, en valeur, ce salaire de \$52. En d'autres termes, faire faire à un cheval l'ouvrage d'un cheval.

Comme le prix de la pulpe et du papier a presque doublé depuis l'époque où l'Union nationale fixait le salaire à \$45 par mois, passant de \$4.50 la corde à \$8.50, il n'y a pas de raison pour que les salaires des bûcherons restent au même niveau actuel. Et pourtant, les salaires des bûcherons ont été

diminués depuis la nouvelle administration provinciale. Le coût de la vie a augmenté pour les bûcherons comme pour les autres. En adoptant ce prix, le gouvernement ferait une bonne action. Le gouvernement pourrait aussi effectuer un contrôle plus sévère dans l'application de la clause de l'ordonnance qui stipule que les hommes doivent être transportés gratuitement, en forçant les compagnies à transporter les bûcherons gratuitement. Il y a encore beaucoup à faire au sujet de l'hygiène dans les camps, et les lois de l'hygiène devraient être mieux respectées.

J'espère que le gouvernement va remédier à la situation et qu'il va étudier attentivement les vœux émis lors du récent congrès des bûcherons tenu à Saint-Georges de Beauce: création de bureaux de placement; les employeurs devraient être forcés de payer leurs hommes au moins tous les 15 jours; paie à la sortie du chantier; mesure de 128 pieds cubes; transport obligatoire des bûcherons; plus d'égard dans les chantiers pour les propagandistes de la section des bûcherons de l'Union catholique des cultivateurs; et, enfin, un prix minimum devrait être fixé pour le charroiage du bois.

M. l'Orateur, je fais ces demandes au gouvernement avec la conviction qu'il interviendra. À une heure où il faut éviter tout murmure et tout mécontentement, où, plus que jamais, la nation canadienne-française doit être une grande famille unie, c'est le devoir du gouvernement de cette province de prévenir par des lois sages et justes tous les maux qui pourraient prévenir la grande cognée fatale.

**M. Renault (Beauce):** M. l'Orateur, l'honorable député de Dorchester (M. Bégin) n'a aucune raison de s'inquiéter. Depuis qu'il est à la tête du ministère qu'il dirige, le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) s'est occupé depuis plusieurs mois déjà des questions qui touchent à l'ouvrier de la forêt. Je puis dire qu'il s'est intéressé plus que n'importe lequel de ses prédécesseurs au sort des bûcherons.

**Des députés applaudissent.**

**M. Renault (Beauce):** Le député de Dorchester a dit que le prix du bois de pulpe avait doublé depuis quelque temps. Ce n'est pas exact. Le prix du bois a varié comme suit: \$4.50 la corde en 1935; \$5.75 en 1936; \$5.50 en 1937; \$8.75 en 1938; \$7.85 en 1939; \$7.25 en 1940. Ce n'est pas le double cela! Il est exagéré d'affirmer que le prix du bois a doublé depuis deux ans.

D'ordinaire, les salaires des bûcherons ont été basés sur le prix du bois. J'admets que les bûcherons n'ont pas toujours eu satisfaction, mais il ne faut pas oublier que leur cas n'est pas unique et qu'ils n'ont pas été les seuls à souffrir de la baisse des prix. Toutes les classes de travailleurs ont été affectées par cet état de choses. Les bûcherons n'ont pas été payés suffisamment dans le passé, mais des corrections ont été faites graduellement. Les derniers salaires ont été fixés après des études approfondies, conduites avec l'Union catholique des cultivateurs (section des bûcherons), pour faire accepter par les compagnies des salaires raisonnables. L'entente a été complète. J'ai coopéré avec le secrétaire de l'Union, qui m'a dit qu'il n'avait jamais eu autant de satisfaction aussi rapidement du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) qu'avec l'ordonnance de novembre 1940.

Le sort des bûcherons m'intéresse beaucoup. J'ai la conviction qu'une décision sera prise avant longtemps, qui donnera plus de satisfaction aux ouvriers de la forêt. Il y a encore des plaintes. Il y en aura toujours. Il y a des corrections nécessaires autant dans l'organisation de l'Union que du côté du gouvernement. Les modifications se font et le sort des bûcherons s'améliore.

Il y a actuellement à l'étude un projet destiné à régler le prix du bois de pulpe. Lorsque le gouvernement présentera un projet de loi pour fixer le prix du bois, on pourra s'en servir comme d'une base pour fixer les salaires, et les ouvriers de la forêt recevront des salaires que, malheureusement, ils n'ont pas reçus dans le passé.

Le député de Dorchester (M. Bégin), qui est mon voisin, peut être certain qu'avec un bon ministre comme celui qui préside au département des Terres et Forêts, les ouvriers forestiers seront satisfaits. Le ministre saura donner satisfaction aux cultivateurs et aux colons et il trouvera une juste solution aux problèmes des bûcherons. Avec le ministre actuel, les bûcherons peuvent être assurés que leur sort est entre bonnes mains.

(Applaudissements)

**M. Paquette (Labelle):** Je ne suis pas de l'avis du député de Beauce (M. Renault) qui dit que tous les ouvriers en forêt sont satisfaits.

**M. Renault (Beauce):** Je n'ai jamais dit cela.

**M. Paquette (Labelle):** Cela est étrange! Selon le député de Beauce, tout va bien dans l'industrie forestière; au contraire, selon les bûcherons, tout va mal.

**M. Renault (Beauce)** sourit en voyant que l'on insiste à gauche pour faire mine de ne pas l'avoir compris.

**M. Paquette (Labelle):** Les trois ordonnances rendues pour régler le cas des bûcherons sont contradictoires. J'ai examiné les arrêtés ministériels du gouvernement actuel. J'ai vu des feuilles d'engagement disant que les bûcherons recevraient de \$35 à \$52. Un bûcheron, qui sait à peine signer son nom et ne peut lire le document, a parfois de cruelles surprises en revenant du bois. Le gouvernement actuel a assez reproché à l'Union nationale de ne pas voir que les bûcherons fussent suffisamment payés qu'il devrait avoir le courage de forcer les compagnies à payer des salaires convenables. Les bûcherons paient leur transport, ce qui diminue leurs revenus. Il y a des lois pour protéger les animaux dans cette province; il devrait y en avoir pour protéger les hommes.

L'inspection des chantiers ne se fait pas suivant la loi. Les conditions hygiéniques sont mauvaises et navrantes dans les camps de bûcherons. Des dortoirs sont placés près des écuries, des harnais sèchent dans les camps et les lits ne sont pas à l'abri de l'humidité. Il y a des locaux où l'eau tombe sur la tête des occupants. Qui pourrait dormir dans un lit mouillé sans en être incommodé? Je suis surpris que le député de Beauce trouve que tout va bien.

**M. Renault (Beauce)** sourit de nouveau.

**M. Paquette (Labelle):** Que le premier ministre vienne visiter les camps de bûcherons de mon comté et il verra que tout ne va pas si bien que cela! J'invite le premier ministre, lorsqu'il passera à Mont-Laurier, à ne pas aller seulement au Château Laurier, mais à rencontrer les bûcherons de mon comté!

**M. Beaulieu (Témiscouata):** Que le député de Labelle (M. Paquette) vienne visiter les camps de mon comté, de toute la province, et il verra un autre tableau que celui qu'il vient de nous tracer. Il se rendra compte que les travailleurs de la forêt sont mieux traités qu'on vient de le dire. Il y a environ 1,500 bûcherons dans mon comté et ils ne se plaignent pas de leur sort. Comme l'a dit le député de Beauce (M. Renault), ce n'est pas encore parfait mais, depuis un an, nous avons fait un essai et nous allons le continuer.

Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) a apporté toute son attention aux réformes à faire. Sans doute des améliorations restent à faire,

mais précisément, depuis un mois, nous travaillons sur un nouveau projet de loi qui devra corriger dans une large mesure les situations dont on a à se plaindre et qui donnera plus de satisfaction aux bûcherons.

Dans mon comté de Témiscouata, les inspecteurs d'hygiène font leurs visites régulièrement des camps et ont des ordres sévères. Ils me transmettent une copie de leur rapport et je fais enquête sur toutes les plaintes. Les conditions hygiéniques sont satisfaisantes. Ce qui n'est pas complètement satisfaisant encore, c'est le salaire.

Je dois signaler ici à la Chambre que, dans certains camps, des compagnies ont employé un certain nombre d'anciens employés de la colonisation sous l'Union nationale, remerciés de leurs services parce qu'ils ne faisaient pas leur devoir et qui font de la politique parmi les bûcherons. Je signale aussi le cas des entrepreneurs qui ne paient pas les salaires prévus et éludent la loi. Ils paient \$65 par mois à des membres de leur famille et \$35 à \$45 aux autres hommes. De cette façon, ils arrivent à payer en moyenne le salaire fixé par la loi.

Il faudra remédier à cet état de choses et établir un salaire fixe. Les salaires n'ont pas augmenté en proportion de la hausse du coût de la vie, mais le gouvernement étudie un projet qui devra redresser les griefs des bûcherons. Le gouvernement fait son grand possible, mais il faudrait un salaire fixe pour donner satisfaction à tous. Toute la Chambre veut améliorer le salaire des bûcherons et je sais que le gouvernement leur donnera justice.

**M. Gagnon (Matane):** Je n'ai pas l'intention d'éterniser le débat actuel sur le sort des bûcherons de Québec. Mais je suis surpris que les députés de la Beauce (M. Renault) et de Témiscouata (M. Beaulieu) présentent une gerbe de fleurs au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) à cause de sa sollicitude, et qu'ils soient satisfaits du sort des bûcherons dans leurs comtés respectifs, car les bûcherons ont été placés sous la juridiction du ministre du Travail depuis un arrêté ministériel passé il y a quelques mois. C'est au ministre du Travail et des Mines (l'honorable M. Rochette) qu'il faudrait parler de la condition des bûcherons de la province.

Avant le transfert de ce département à son collègue du ministère du Travail, le député de Bonaventure, ministre des Terres et Forêts, s'est occupé des bûcherons de son comté. Le ministre des Terres a une bonne presse. Les journaux lui ont fait des compliments parce qu'il avait incité dans une entrevue les compagnies forestières à donner de

l'emploi aux bûcherons de son comté, mais en oubliant les bûcherons des autres comtés. Il a pris soin de faire engager par les compagnies forestières un très grand nombre de chômeurs de son comté. Nul doute que ses électeurs lui en sont reconnaissants. Mais il aurait dû voir également aux comtés de Matane et de Gaspé-Sud qui n'auraient pas demandé mieux que de faire employer de leurs chômeurs eux aussi. Ils sont mal traités contrairement à ce que prétend la droite et je demande au ministre de leur donner justice.

L'Union des bûcherons a demandé de faire amender la loi des poids et mesures à Ottawa, parce que les petits entrepreneurs ne recevaient que le prix de la petite corde<sup>5</sup> en fournissant une grande corde<sup>6</sup>. Au temps du régime Taschereau, le salaire de ce temps payé aux bûcherons n'était que de \$37 par mois, alors que le gouvernement unioniste, dont je faisais partie, a relevé ce salaire à \$40 et \$45 par mois. J'ai fait amender cette loi en imposant une double amende aux délinquants. On me dit que la loi n'est pas observée, faute d'inspecteurs.

Les arrêtés ministériels, qui sont au nombre de trois, sont un dédale parfait de complications et de contradictions. Je demande au ministre du Travail (l'honorable M. Rochette), puisque c'est lui et non le ministre des Terres et Forêts qui a juridiction sur les bûcherons, de voir à ce que ceux-ci reçoivent des compagnies forestières toute la protection et le salaire suffisant qu'ils méritent.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, je vais causer une autre surprise au député de Matane (M. Gagnon), étant le troisième cet après-midi, après les représentants de Beauce (M. Renault) et de Témiscouata (M. Beaulieu), à féliciter le gouvernement des lois protectrices qu'il a édictées en faveur des bûcherons.

Les rares plaintes qu'on entend dans le comté de Gaspé-Nord prouvent une chose, c'est que la grande majorité des bûcherons de mon comté sont satisfaits. Ils trouvent que cela va mieux avec les nouvelles ordonnances.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ceux qui ont à se plaindre vous l'ont-ils dit?

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Il y en a qui se plaignent. Il y a toujours des gens qui se plaignent. On n'entend qu'eux, car ceux qui sont satisfaits ne disent jamais un mot. Mais il y a des gens qui sont mieux appréciés quand ils se taisent!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous ne devez pas être satisfait du gouvernement, vous, puisque vous parlez!

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Le sort des bûcherons, salaires, règlement du travail, etc., est une des questions les plus délicates à traiter. Il y a un point de vue que l'on n'a pas suffisamment observé. Autrefois, les chantiers ne s'ouvraient qu'en hiver seulement, alors que les cultivateurs étaient dans la morte-saison.

Depuis quelques années, à cause de la demande industrielle, sans doute, les chantiers qui s'ouvraient autrefois en novembre, puis en octobre et en septembre, commencent maintenant leurs opérations au mois d'août, avec le résultat que les cultivateurs ou les pêcheurs, qui considéraient les chantiers comme un travail saisonnier, un revenu additionnel ou comme un supplément aux bénéfices qu'ils retiraient de leurs terres, n'y vont plus.

Ceux qui vont dans les chantiers n'ont pas toujours un autre métier et ils sont inoccupés pendant le temps de l'année où les chantiers sont fermés.

Ils ne peuvent gagner suffisamment en deux ou trois mois pour vivre toute l'année. Cet état de choses doit inquiéter à bon droit le législateur. Aujourd'hui, c'est différent. Un bûcheron va aux chantiers cinq ou six mois et c'est son gagne-pain pour l'année. Toute une classe de ces travailleurs s'est formée.

Dans mon comté, les seules plaintes que j'ai reçues étaient à l'effet que le salaire minimum était trop élevé et empêchait des ouvriers en forêt non expérimentés d'obtenir du travail, faute de pouvoir rivaliser de compétence avec les autres. On suggère un minimum de \$2.50 la corde. Très bien, mais il faudra laisser une marge assez large dans la future législation pour les ouvriers non expérimentés qui ne pourraient pas autrement obtenir du travail, le patron exigeant un rendement de \$2.50 la corde s'il paie ce prix-là.

Le gouvernement devrait fixer un salaire minimum, ce qui permettrait aux gens inexpérimentés de pouvoir trouver de l'emploi dans les chantiers. À cause de certaines conditions, on semble avoir perdu l'entraînement physique nécessaire à cette besogne et, assez souvent, ces bûcherons sont disposés à travailler à rabais, soit pour \$2.50 ou \$2 la corde. À cause des exigences de certaines organisations, ils demeurent sans emploi.

J'ajouterai que les bûcherons étaient en excellentes mains lorsqu'ils étaient sous la protection du ministre des Terres et Forêts (l'honorable

M. Côté) et qu'ils le seront également sous les soins du ministre du Travail (l'honorable M. Rochette).

(Applaudissements à droite)

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je ne m'entends pas avec le député de Beauce (M. Renault), qui est satisfait. Je m'entends mieux avec le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain), qui a montré par son discours qu'il n'est pas satisfait. Je m'entends également mieux avec le député de Témiscouata (M. Beaulieu) qui a dit qu'il faut des réformes.

Quant aux nouveaux règlements imposés aux bûcherons par le gouvernement, j'estime qu'ils comportent des stipulations antisociales et donnent lieu à des injustices. Ainsi, en vertu de ces arrêtés ministériels, on décrète qu'un bûcheron qui bûche une corde et demie par jour recevra \$2 par corde pour la première corde et \$1.50 par corde additionnelle. C'est punir ceux qui mettent le plus de zèle à leur travail et c'est décourager le bûcheron.

On défend le "bunchage", mais il se pratique très souvent. Il y a aussi le cas du "jumping". Le règlement dit qu'un bûcheron devra avoir travaillé 14 jours avant d'avoir le droit de quitter le chantier. On s'arrange pour renvoyer de bons ouvriers avant qu'ils aient travaillé leurs 15 jours pleins, et on ne les paie que sur une base de \$35 par mois. J'espère que le gouvernement remédiera à ces injustices.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le député de Dorchester (M. Bégin) nous a fait une histoire intéressante. Il est remonté très loin, mais il ne nous a pas dit quels salaires recevaient les bûcherons sous le gouvernement Flynn, gouvernement conservateur. Je me rappelle le temps où j'étais bûcheron en 1912 dans les chantiers de Cabano. Les salaires des bûcherons étaient les mêmes que ceux payés aujourd'hui. Je me souviens qu'il y a 40 ans, le gouvernement Parent a fait payer les bûcherons \$40 par mois.

La situation des bûcherons ne s'est pas beaucoup améliorée depuis et l'Union nationale n'a rien fait pour les aider. Je me demande comment il se fait que ces salaires sont encore les mêmes! Il n'y a pas de doute que les bûcherons doivent recevoir de meilleurs salaires, mais le gouvernement est si bien disposé qu'ils peuvent avoir confiance.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** C'est grâce à la réouverture de l'usine de Chandler par le gouvernement de l'Union nationale que les chantiers de la Gaspésie ont repris leurs opérations. Il y aurait lieu d'empêcher les compagnies forestières de faire



leurs chantiers durant les mois d'été. J'admets que cela est plus avantageux pour les compagnies, mais c'est créer un malaise social qu'il faut faire disparaître. Le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) a parlé de la coupe du bois en été. C'est une méthode malsaine ces chantiers hâtifs, si on force le cultivateur à faire du bois en été, car on l'enlève à l'agriculture. La même chose pour le pêcheur. J'espère que le gouvernement prendra les moyens pour que les chômeurs gagnent leur vie dans les chantiers si les cultivateurs et les pêcheurs n'y peuvent aller.

Au point de vue hygiène, l'an dernier, les bûcherons ont souffert d'une épidémie de typhoïde et plusieurs ont encouru des frais considérables. Je suis d'avis que la Commission des accidents du travail devrait voir à indemniser ces gens.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** J'ai pris part à un débat identique, en 1934, où je préconisais de porter le salaire de \$30 à \$45, ce qui ne s'est produit que beaucoup plus tard. Je suis surpris de voir les députés de l'opposition pleurer soudainement sur le sort des bûcherons. Ce sont les mêmes hommes qui, de 1935 à 1936, promettaient aux bûcherons de régler leur problème. Ils ont eu trois ans pour le régler et n'en ont rien fait. Sous leur gouvernement, la situation des bûcherons a été pire que sous tous les régimes. La situation n'est pas encore satisfaisante. L'an dernier, nous avons espéré obtenir un salaire de \$60 pour les bûcherons, mais nous continuons à travailler pour l'obtenir.

J'ai appartenu à la profession de bûcheron. Nous avons connu des années d'abondance. Dans l'hiver de 1929, nous travaillions pour \$100 et \$125<sup>7</sup> par mois. Le député de Dorchester (M. Bégin) a oublié cette partie de l'histoire dans son discours. C'est de 1936 à 1939 que les députés de l'opposition auraient dû avoir du chagrin du sort des bûcherons. Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) donnera satisfaction aux travailleurs de la forêt. Je suis libéral, mais lorsqu'il y a des lacunes, je le dis.

Le gouvernement est à donner satisfaction aux bûcherons. Cette profession est plus dure qu'autrefois. Autrefois, le bûcheron apprenait son métier à ses fils. Aujourd'hui, on bûche individuellement. On devrait laisser une différence entre les salaires payés aux débutants et aux bûcherons d'expérience, mais cette différence ne devrait pas être trop grande.

L'ouvrier de la forêt a autant le droit de vivre de son labeur que l'ouvrier des villes. Je regrette de voir que le métier s'en va, que bientôt nous n'aurons plus de véritables bûcherons dans la province si on

ne les encourage pas à continuer leur travail. J'insiste pour que les jeunes aient l'avantage qu'ont eu leurs aînés, d'apprendre, ce que j'appelle avec fierté, cette belle profession.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** M. l'Orateur, je félicite l'honorable député de Dorchester (M. Bégin) du discours courtois qu'il a prononcé sur la question forestière. Il a fait un discours de gentilhomme. Malheureusement, je ne puis dire la même chose de tous les députés de l'opposition qui se sont levés. Ceux qui ont parlé après lui n'ont pas été capables de se dépouiller de l'homme politique, du petit politicien.

L'honorable député de Matane (M. Gagnon) s'est particulièrement distingué dans ce genre. Il y gagnerait à s'attacher davantage au fond du problème. Il ne devrait pas nier aux autres leur droit d'avoir une part du soleil qui luit pour tout le monde. Je crois deviner le mobile du député de Matane.

Il ne m'en veut pas parce que j'ai signalé aux compagnies où elles pouvaient trouver des bûcherons pour leurs chantiers, et assurer ainsi du travail, un peu de soleil, à des braves gens. Mais il m'en veut, j'allais dire que c'est de l'envie, parce qu'il a vu cela dans les journaux et il croit que j'ai parlé aux journalistes pour en tirer un avantage personnel.

Quant à nos arrêtés ministériels, je dirai ceci: Nous avons assuré aux bûcherons le salaire minimum le plus élevé qu'ils aient obtenu depuis 15 ans: \$52 par mois, \$58 pour le travail à forfait, et \$35 pour les travailleurs non expérimentés. Cela permettra aux jeunes sans expérience de trouver quand même de l'emploi, et surtout de former des bûcherons d'expérience pour l'avenir.

Tous les arrêtés ministériels passés sur ma recommandation par le cabinet provincial ont été passés après consultation avec les techniciens du ministère ainsi que les représentants du capital et du travail, soit les patrons, les employés, l'union, les experts et les députés. J'ai dit aux compagnies: Je respecte les droits du capital, mais que feriez-vous sans le travail des bûcherons? Conséquemment, donnez-leur satisfaction. Le travail doit aussi coopérer avec le capital. Je respecte le capital honnête et l'industrie a aussi des droits qui doivent être protégés. Les compagnies ont droit à la protection!

Il y a deux côtés à cette question. Le gouvernement désire obtenir pour les travailleurs forestiers les meilleurs salaires et conditions de travail possible, mais on ne doit pas oublier que pour

atteindre ce but, le gouvernement doit, de façon similaire, protéger les employeurs, sans lesquels il n'y aurait pas de travailleurs. Notre loi est humaine, faite par des humains et pour des humains. Il se peut que la loi ne soit pas encore parfaite, pas complètement efficace, mais je suis prêt à considérer toutes les suggestions pour l'améliorer, d'où qu'elles viennent. Les suggestions du député de Dorchester seront portées à l'attention de tous les intéressés et nous serons heureux de les incorporer aux arrêtés ministériels ou aux lois pour le bénéfice du travail et du capital, si on nous démontre qu'elles doivent être acceptées. Le problème est sérieux et j'ai prié les techniciens de mon département d'en étudier tous les aspects.

Quelqu'un a suggéré de doubler le salaire des bûcherons. C'est beau en principe, mais délicat en pratique. Je crois qu'il est défendu à un gouvernement d'imposer un fardeau à une industrie qu'elle ne serait pas capable de supporter. Il faut tenir compte du capital et du travail. Si un gouvernement impose des conditions trop onéreuses aux compagnies et des salaires prohibitifs, les compagnies feront faillite ou s'en iront ailleurs, et les bûcherons se trouveront sans emploi. Que ferons-nous alors de nos bûcherons? Que deviendront-ils? Notre devoir est donc de demander au capital des sacrifices raisonnables, mais il y a une ligne de démarcation que la sagesse nous défend de franchir et que ceux qui aiment les ouvriers ne doivent pas dépasser.

Autrement, nous mettrions en danger et le capital et le travail qui en vit. Les lois actuelles suffisent à réprimer à peu près tous les abus qui peuvent être commis. S'il y a encore des abus, ce n'est pas parce que les lois sont mauvaises, mais parce qu'on néglige de se prévaloir des lois, ce dont le gouvernement ne saurait être tenu responsable. Les textes sont là. Il s'agit de réclamer devant les tribunaux quand ils sont violés. Ainsi, la mesure de 128 pieds cubes est dans la loi.

On a dit que les bûcherons, satisfaits sous l'Union nationale, professaient de la haine pour le gouvernement actuel. On a mentionné M. Côté, mon homonyme, le président de l'Union catholique des cultivateurs (section des bûcherons). C'est le même M. Côté, qui disait à Limoilou, au cours des dernières élections, que l'Union nationale avait été un régime néfaste pour les bûcherons et qu'elle serait renversée du pouvoir précisément à cause de la façon dont elle a traité les bûcherons.

**M. Gagnon (Matane):** N'est-il pas vrai que vous avez eu M. Côté à votre emploi?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Oui, mais cela ne change rien à sa compétence. Le député de Matane l'a reconnu tout à l'heure comme un expert. Le président de l'Union des bûcherons de Paspébiac a déclaré publiquement, de son côté, que l'actuel ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) avait donné justice aux bûcherons.

On a parlé des "jumpers". Je pratique le droit depuis 26 ans à New Carlisle. Je n'ai jamais eu de cause pour les compagnies forestières. J'ai toujours plaidé pour les bûcherons. Je connais leurs problèmes. Je ne permettrai pas que les bûcherons honnêtes et de bonne foi souffrent d'abus commis par des gens qui se font une profession de passer d'un camp à l'autre et d'embarrasser les entrepreneurs. Les "jumpers" professionnels sont en train de mettre en danger toute l'industrie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre sait que les compagnies paient mal alors?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** L'interruption m'inspire un autre argument. La loi n'est pas toujours mauvaise. Elle est souvent bonne mais on ne s'en prévaut pas. Quand il y a de l'argent dans la forêt, dit-on chez nous, il y a de l'argent partout dans la province. Le problème de la forêt a donc, dans notre province, une grande envergure, qui le rend complexe. Exemple: les contrats collectifs. Il est facile de passer un contrat collectif dans une industrie qui est entre quatre murs. Mais quel problème lorsqu'il s'agit d'un contrat collectif pour 70,000 hommes, disséminés dans toute la province!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est contre le contrat collectif?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je n'ai jamais dit cela. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de déformer mes paroles. Les bûcherons sont aussi quelquefois victimes de certaines personnes dont on peut soupçonner la bonne foi.

Et je reviens à la question du "jumping". J'avoue que ce sont des cas exceptionnels, mais j'ai été informé qu'à un certain endroit, des bûcherons partent le samedi pour la forêt et en reviennent le lundi en disant: "la forêt ne me va pas". Ils sont logés et nourris pendant toute la fin de semaine. Ils font ainsi le tour des chantiers. Dans le cas que j'ai mentionné, ils sont partis 203 et ils sont revenus 185<sup>8</sup>. Voilà qui fait un tort considérable. Le gouvernement veut aider les bûcherons honnêtes, mais pas ces gens-là.

**M. Lorrain (Papineau):** Je soulève un point d'ordre! Le ministre n'a pas le droit d'insulter les bûcherons sans dire à quel endroit cet incident s'est produit! Que le ministre nomme le camp où se sont rendus ces "jumpers"! Je représente un comté de bûcherons et je ne veux pas que mes bûcherons soient insultés!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je soulève un point d'ordre! Que le député de Papineau me dise donc, comme un gentilhomme, en quoi j'ai insulté les bûcherons! Qu'il me cite l'article du Règlement sur lequel il base son point d'ordre et ensuite je discuterai!

**M. Lorrain (Papineau):** Il devrait dire où cet abus s'est produit afin que les bûcherons des autres parties de la province ne puissent en être blâmés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur...

**M. l'Orateur:** Quel est le point d'ordre? Quel est le règlement de la Chambre que l'on veut invoquer? Je demande au député de Papineau de me citer l'article.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vais l'expliquer.

**M. l'Orateur:** Que le chef de l'opposition prenne son siège!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne peut plus parler maintenant!

**M. Lorrain (Papineau):** C'est en vertu de l'article 245.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vous voulez qu'on vous explique le point et vous ne voulez pas qu'on parle! Va-t-il falloir que l'on parle par signe? L'article 245<sup>9</sup> dit que l'on n'a pas le droit de porter des accusations comme celle que vient de faire le ministre, en traitant de criminel les bûcherons!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je n'ai pas prononcé le mot criminel!

**Des députés ministériels** rient.

**M. l'Orateur:** Mais en quoi les règlements ont-ils été violés?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'article 245 défend de prononcer des paroles offensantes. Et ça fait rire la droite lorsque l'on parle des bûcherons!

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas de point d'ordre! Personne n'a été insulté. L'Orateur a le droit de savoir sur quel article du Règlement un point d'ordre soulevé est appuyé. Je déclare que le député de Papineau n'avait aucune raison de soulever un point d'ordre et qu'en conséquence, nul ne peut dire que qui que ce soit ait été insulté. À l'ordre, messieurs!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est 6 heures.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je n'en ai plus que pour une minute.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous siégeons ce soir. Il y a assez longtemps que les ministres font leurs discours à la dernière minute! Vous finirez ce soir.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Je propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

### Reprise de la séance à 8 h 30

**Charles LeBlanc**

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles LeBlanc au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Robert LeBlanc**

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert LeBlanc au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**George Anthony  
Alexopoulos**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 permettant à George Anthony Alexopoulos de changer son nom de famille d'Alexopoulos en celui d'Allison.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à cette loi, car il voit un danger aux changements de nom.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Wales Home**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 106 modifiant la charte de The Wales Home.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Saint-Étienne-des-Grès**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution, en date du 3 décembre 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à cette loi concernant la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice, et la Commission scolaire de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, car la Chambre a rejeté sa demande pour que la période de commutation de taxes accordée aux compagnies dans la loi soit réduite de 10 à cinq ans.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Évaluation immobilière  
à Grand'Mère**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 124 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies.

**M. Guibord (Laviolette)** propose que l'ordre soit révoqué et que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** s'oppose à cette loi.

Adopté sur division. L'ordre est révoqué et le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Collège d'Amos**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 132 constituant en corporation "Le Collège d'Amos".

Adopté.

**En comité<sup>10</sup>:**

Les articles 1 à 7 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. La corporation devra transmettre au lieutenant-gouverneur en conseil, annuellement, au mois de janvier, et, quand elle en sera requise, un état des biens qu'elle possède, les noms de ses officiers et une copie de ses règles et règlements."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de loi en lui-même est excellent. Mais je vois, dans le bill, une clause à l'effet que le Collège d'Amos devra faire rapport au gouvernement. On devrait retrancher cette clause. Le gouvernement de l'Union nationale a passé une loi en 1937 exemptant toutes les communautés religieuses de faire rapport au gouvernement. Celle-ci retranchait des Statuts la loi qui autorisait de tels rapports. Pourquoi changer la loi? Si nous devons avoir confiance en quelqu'un, c'est bien en nos éducateurs! C'est humiliant de les forcer à faire rapport sur simple caprice du gouvernement!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ce n'est pas le gouvernement qui a demandé d'incorporer cette clause dans le bill. Le projet de loi est présenté tel que rédigé. Le chef de l'opposition<sup>11</sup> n'a rien à craindre. Je siége en cette Chambre depuis 1912, sauf une vacance de trois ans, et je n'ai jamais entendu parler que les séminaires aient à se plaindre du gouvernement. Nous ne demanderons pas plus de rapport du Collège d'Amos qu'à d'autres collèges. Nous ne mettons en rien l'autonomie du Séminaire d'Amos en danger.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement se trompe lorsqu'il assimile les corporations, dont le capital est le travail et l'abnégation, à d'autres corporations qui ont en vue de réaliser des bénéfices. Il est à présumer qu'on trouve l'obligation de faire rapport une excellente chose, puisqu'on ne supprime pas cette clause. Le Collège d'Amos va se trouver dans une situation particulière puisque la loi générale n'astreint pas les autres institutions. Je propose que la clause soit biffée.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Il ne faut pas laisser la Chambre sous l'impression que nous avons le droit de nous ingérer dans l'administration des communautés religieuses. Le chef de l'opposition se montre chatouilleux. Le bill oblige le Collège d'Amos à faire un rapport au gouvernement pour l'informer: 1. du nom du président de la corporation; 2. de la liste des biens possédés par la corporation; 3. des noms des membres de la corporation.

En quoi le rapport que nous pouvons demander met-il en péril l'autonomie du Collège d'Amos? C'est tellement dangereux que le pétitionnaire nous a demandé de la laisser dans le bill, et le pétitionnaire, c'est Son Excellence Mgr J.-A. Desmarais, évêque d'Amos. Apparemment, l'évêque d'Amos n'éprouve pas les craintes du chef de l'opposition pour la religion!

Le chef de l'opposition, qui pense à ses créchards, a pourtant, je le répète, passé une loi obligeant les communautés religieuses à lui soumettre leurs plans avant d'entreprendre de nouvelles constructions. Je ne comprends pas pourquoi il a passé cette loi. Est-ce que cela ne voulait pas dire que l'Union nationale entendait avoir un droit de regard sur les messieurs qui avaient le contrat?

Il (M. Duplessis) ne voulait pas que les sœurs se trompent de contracteur! Et ce sont ces gens-là qui viennent se couvrir du manteau de la religion pour faire de la politique! Je demande le renvoi de l'amendement du député de Matane.

**M. Allard (Abitibi):** Comme parrain de ce bill, je suis heureux de dire qu'il a été présenté par Mgr Desmarais lui-même. Le chef de l'opposition n'est chatouilleux que sur les points des plans des communautés sous l'assistance publique.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis ému de voir qu'en matière de religion, le gouvernement confie toujours ses causes au député de Saint-Hyacinthe. Il a parlé d'une loi que nous avons passée pour exiger des plans. Nous avons obligé les communautés à soumettre leurs plans au ministère de la Santé, rien de plus, car nous avons constaté de graves abus.

Je puis citer le nom de M. Dansereau, un contracteur très puissant, qui a souscrit \$75,000 au *Soleil*, alors que ce journal retirait \$300,000 du gouvernement. Il ne faut pas confondre les institutions d'assistance publique et les institutions éducationnelles, religieuses.

Dans notre loi, il s'agissait de l'examen des plans au point de vue hygiène. Il est arrivé que des maisons aient été induites en erreur. Un trust odieux a régné sous l'ancien régime dans la construction des institutions religieuses. Le principe en jeu dans cette clause, c'est le principe de l'ingérence politique. Le séminaire d'Amos devra être traité sur le même pied que tous les autres collèges classiques.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Au ministère de la Santé et au lieutenant-gouverneur en conseil. C'est dans votre loi. Le bill du Collège d'Amos n'impose pas pareilles obligations. Nous allons donner au collège \$10,000 par année. Si la loi de l'Union nationale était nécessaire pour empêcher M. Dansereau d'obtenir des contrats, elle n'aurait sans doute pas été nécessaire s'il se fût agi de M. Boileau. Il est juste que nous ayons au moins le droit de demander le nom de l'économe, car nous voulons savoir à qui nous devons adresser le chèque. La loi n'oblige pas l'évêque d'Amos à nous soumettre des plans et à prendre le constructeur de notre choix. C'est ce que vous avez fait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi pas envoyer le chèque à Mgr Desmarais qui est le promoteur du bill? Le ministre a tort de nous reprocher notre attitude envers les corporations religieuses. Dans le contrat de l'Université de Montréal, le gouvernement de l'Union nationale n'est jamais intervenu. Ce sont Mgr Gauthier et Mgr Papineau qui se sont occupés de cette question. Nous avons réglé le problème de l'Université de Montréal, et le gouvernement n'a fait que changer les membres de la corporation de l'Université. La loi de l'Union nationale était tellement bonne que le gouvernement nouveau n'a pas été capable de la remplacer.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous avez fait retrancher la réclamation de M. Philippe Beaubien dans cette affaire de l'Université de Montréal. Nous avons nommé, entre autres, M. Joseph Beaubien, maire d'Outremont, pour qui j'ai le plus grand respect.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne sommes pas intervenus. Le tout a été réglé par les autorités religieuses. Il y avait eu des abus. Nous avons donné aux dites autorités le droit de décider.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le Parti libéral qui va régler définitivement le problème de l'Université de Montréal. Le

gouvernement de l'Union nationale était un fléau d'Égypte. Heureusement qu'il n'a duré que 36 mois! Les corporations religieuses ne se sont jamais plaintes et n'auront jamais à se plaindre de nous parce que nous ne sommes pas un gouvernement de camouflage, qui se cache sous le manteau de la religion. Le Parti libéral est assez fort pour se tenir debout sur ses propres jambes!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est nous qui avons réglé le problème de l'Université de Montréal. Notre loi était tellement bonne que le nouveau gouvernement ne l'a pas changée. L'honorable sénateur Élie Beauregard, le doyen actuel de l'Université, a dit lui-même que notre loi était bonne. Le gouvernement actuel veut faire de l'Université de Montréal un organisme libéral. Dans toute mesure que le gouvernement présentera, l'opposition est prête à collaborer; mais si une mesure est contraire aux principes que nous avons posés, nous la combattons!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements) M. le président, je remercie le chef de l'opposition de la collaboration qu'il offre au gouvernement. Elle sera bien accueillie, si elle est sincère pour une fois. Le chef de l'opposition vient de se vanter d'avoir réglé le problème de l'Université de Montréal. Il a passé une loi qui aurait pu régler le problème, mais elle est restée dans les Statuts pendant deux ans, sans qu'il fasse quoi que ce soit pour régler le problème universitaire de Montréal, avec le résultat qu'à l'Université de Montréal il y a des professeurs éminents, remarquables par leur science, qui sont des gloires de notre province et qui sont traités comme des parias.

Le chef de l'opposition n'a rien trouvé durant ses trois années de pouvoir pour régler cette situation. À la faculté de médecine, par exemple, il y a des gloires mondiales qui travaillent dans des conditions inhumaines. Les étudiants poursuivent leurs travaux dans des conditions impossibles. Pourquoi? Parce que durant trois ans, il ne s'est rien fait sous l'Union nationale. On a gaspillé de l'argent pour toutes sortes de choses, mais on n'a rien fait pour former une génération instruite dans notre province.

Le gouvernement libéral, bien qu'il ait été obligé de restaurer les finances de la province, compromises par un régime de trois ans, bien que la guerre ait fait naître des difficultés, le gouvernement libéral va régler le problème de l'Université de Montréal.

(Longs applaudissements)

Et il le fera en suivant les mêmes principes de toujours, c'est-à-dire en laissant l'Université se conduire elle-même. En réglant le problème de l'Université de Montréal, le Parti libéral laissera à l'institution son entière autonomie. Le chef de l'opposition accuse le gouvernement d'avoir imposé une commission qui ne valait pas la précédente. Le chef de l'opposition a dit: "Vous n'avez fait que changer les membres de la corporation". Je lui répondrai que c'est Mgr Gauthier, archevêque de Montréal, qui a nommé les membres de la corporation de l'Université. Et cela, le chef de l'opposition le sait.

Le chef de l'opposition ne manque jamais l'occasion, depuis des années, de nous représenter comme des anticléricaux dans la province, comme des démolisseurs de la religion. Je n'ai pas à faire étalage de mes principes religieux, mais je crois que l'on me connaît bien dans la province sous ce rapport. Je respecte nos chefs religieux autant, je crois, que le chef de l'opposition. Je n'ai aucune leçon à recevoir de ce dernier à ce sujet.

Je crois de plus que c'est une bien mauvaise méthode de recourir à ce genre de discussion. Sa méthode de nous prêter des opinions que nous n'avons pas, il devrait l'abandonner après les trois ans de gouvernement qu'il a donnés à la province. Quand il a jeté de la boue à la face de ses adversaires, la province a eu un moment d'oubli, mais elle s'est ressaisie depuis.

Je reconnais au chef de l'opposition du patriotisme et de la sincérité. Avec le talent que je lui connais, si le chef de l'opposition mettait de côté ce biais de son caractère de trouver des méchantes intentions partout, nous serions heureux d'accepter sa collaboration si, pour une fois, je le répète, elle était sincère. S'il voulait étudier sérieusement les lois, nous irions beaucoup plus loin.

Revenant au bill qui est à l'étude, je dirai tout simplement ceci: cette loi a été préparée par Mgr Desmarais. Nous l'acceptons sans en changer un mot ni une virgule. Je crois que nous n'avons rien à nous reprocher. Être catholique comme son Excellence Mgr Desmarais, j'aime autant cela qu'être catholique comme le chef de l'opposition! Si nous l'adoptons, ma conscience serait tranquille!

(Applaudissements prolongés à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a parlé des sentiments qu'il professe à mon égard. Il a parlé d'amitié pour moi. Son amitié ne m'intéresse pas, car cela ne l'empêche pas de faire des personnalités et des déclarations d'invectives! Je

n'ai jamais fait de personnalité dans la discussion; mais si on veut le faire, je peux le faire et je vous garantis que ce n'est pas moi qui aurai à m'en plaindre!

Nous avons discuté le problème de l'Université. Le premier ministre a prétendu qu'il serait heureux d'accepter ma collaboration si, pour une fois, elle était sincère. Il faut avoir de mauvaises intentions pour en prêter aux autres! Il doute de la sincérité du chef de l'opposition qui a donné des centaines de mille dollars à l'Université de Montréal, à Laval, à McGill, à Bishop!

Il est vrai que l'Université de Montréal a besoin d'aide. Nous avons des professeurs qui travaillent dans des conditions intolérables à l'Université de Montréal, des élèves qui doivent étudier dans des conditions difficiles. Tout cela est vrai. Mais ce que le premier ministre a oublié de dire, c'est que le gouvernement dont il a fait partie durant huit ans dans le passé n'a rien fait pour améliorer le problème de l'Université! Lorsqu'il était ministre dans un gouvernement libéral, pourquoi n'a-t-il pas réglé le problème de l'Université? Je répète que nous sommes prêts à coopérer sur ce point avec le gouvernement.

Il n'a fallu que l'Union nationale pour avoir le courage de poser un acte que l'ancien gouvernement n'a pas eu le courage de poser. Le problème était complexe. Cela comportait beaucoup de difficultés. Il nous a fallu faire une étude du problème universitaire dans son ensemble. Il a fallu établir des bases de contribution pour les autres universités. Nous avons rencontré les autorités des universités de la province, et je suis heureux de dire que nous avons obtenu de chacune la plus entière collaboration. Tous ont fait preuve d'une telle largeur de vues.

Nous avons passé la loi qui, d'après M. Beauregard, est un monument. Nous ne pouvions tout faire en trois ans. Mais c'est nous qui avons posé l'action salvatrice. Nous avons posé le geste rénovateur, nous l'avons accompagné de faits accordant un commencement de contribution. Tout ce que le gouvernement actuel a à faire aujourd'hui, c'est d'exécuter l'œuvre de l'Union nationale, c'est d'aller auprès des banques et d'aider à l'expansion de l'Université, au lieu de couper ses octrois.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. le président, le chef de l'opposition m'a demandé pourquoi l'ancien gouvernement libéral n'a pas réglé le problème de l'Université. Je dirai au chef de l'opposition que ce problème aurait été réglé en 1936, si la province n'avait commencé à connaître à

cette date un régime de terreur et de noirceur. Nous avons préparé un projet qui réglait à la fois le problème de l'Université de Montréal et le problème des Sulpiciens. Le chef de l'opposition est venu ensuite et a proposé une solution pour les Sulpiciens et l'Université. Il a mis la loi dans les Statuts.

Je sais qu'il se trouvait dans la loi de l'Union nationale tout ce qu'il fallait pour régler le problème de l'Université. Mais aucun des engagements de la loi n'a été tenu. Tout ce qu'on lui reproche, c'est d'avoir manqué d'accomplir ses promesses. Nous avons aujourd'hui l'obligation de remplir les promesses du gouvernement de l'Union nationale comme dans bien d'autres cas.

Le chef de l'opposition a prétendu que je faisais des personnalités dans la discussion. Je ne pense pas qu'on puisse m'accuser d'avoir attaqué directement personne, ou de prêter des intentions mauvaises à mes adversaires. Je suis connu dans la province. Je n'ai pas peur! Le chef de l'opposition sait cependant qu'il se fait une campagne au sein de son parti contre moi, par des gens qui sont tellement bas qu'on ne peut même pas les mentionner. Pendant des années, on a jeté de la boue, on a volé des réputations.

Le chef de l'opposition peut être sûr que, malgré la campagne qui se fait contre moi, je n'en ferai pas moins mon devoir! Les personnalités du chef de l'opposition et de ceux qui sont payés par d'autres, comme en 1935 et en 1936, ne m'empêcheront pas de discuter des problèmes qui sont soumis à notre attention! Pendant des années, on a pu faire souffrir des familles, mais cela ne peut plus se produire. La population est bien prémunie contre les voleurs, et quand je parle des voleurs, je parle des pires qui existent: les voleurs de réputation! Pendant des années, nos amis d'en face ont été des voleurs de réputation!

Le chef de l'opposition ne m'empêchera pas de dire ce que je pense. Quand même le chef de l'opposition ferait des menaces voilées, je ne crains rien pour ma réputation! Je préviens les instigateurs de cette campagne, cependant, qu'ils ne peuvent m'enlever mon meilleur actif, soit ma réputation d'honnêteté et d'intégrité.

J'ai servi ma province pendant plusieurs années en cette Chambre. Après les premières huit années que j'ai passées dans la politique, j'ai connu la pauvreté et la misère. Mes enfants ont manqué de quelque chose; ils ont manqué du nécessaire parfois. Mais il y a une chose que je leur laisserai intacte, ce à quoi je tiens par-dessus tout: c'est mon nom, auquel personne ne peut toucher, ni le chef de l'opposition ni

ceux qui dans son parti sont payés pour tenter de nous salir!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Franchement! À l'entendre, celui qui ne connaîtrait pas le premier ministre dirait de prime abord que personne au monde n'est plus doux, plus suave et doucereux que lui, qu'il n'a jamais prononcé de paroles discourtoises, qu'il n'a jamais fait de personnalités. Cependant, s'il est un parti qui a fait une campagne que je ne veux pas qualifier, c'est bien le parti qu'il dirige!

Le chef du gouvernement est reconnu, aujourd'hui, par toute la province, comme celui qui a fait contre moi la pire campagne de dénigrement en 1939! Personne n'a été l'objet d'attaques plus mesquines et plus perfides de la part des journaux libéraux que celui qui vous parle! Personne plus que moi n'a été en butte aux plus atroces calomnies et aux rapports les plus bas durant les 38 mois de mon administration! Il (l'honorable M. Godbout) n'a rien négligé pour gagner les élections, pas même de m'attaquer personnellement!

Le premier ministre a droit à sa réputation et j'ai droit à la mienne, moi aussi! Que n'a-t-on pas dit contre moi au cours de la dernière campagne? Je n'ai pas d'enfant, mais j'ai une famille. J'ai eu un père qui a laissé un nom sans tache. J'ai eu une mère. Je laisserai à ma famille un nom aussi intègre que celui que l'on m'a légué. Comme chef du gouvernement, j'ai été appelé à manier des millions. Cependant, si quelqu'un dans la province de Québec peut dire que j'ai pris un seul centin qui ne m'appartenait pas, qu'il se lève! Je défie un ministériel de prouver que j'ai voté un seul centin! Je sais que je n'ai pas besoin de leçon d'honnêteté de qui que ce soit! Je répète que je suis prêt à collaborer avec le gouvernement pour aider toutes les universités.

**M. Leduc (Laval):** J'ai une suggestion à faire. Pourquoi le gouvernement provincial ne profiterait-il pas de l'offre du fédéral, qui est prêt à aider à la construction d'hôpitaux? On pourrait construire un hôpital à côté de l'Université de Montréal.

L'article 8 est adopté.

L'article 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.



**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Louis  
Cohen**

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 129 changeant le nom de famille de Louis Cohen *et al.* en celui de Mescon.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Maniwaki**

**M. Nadon (Gatineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 concernant le village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Les Petites  
Sœurs Franciscaines  
de Marie**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Louiseville**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Trois-Rivières**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter pour la bonne administration de ses affaires et ratifiant certains actes de son conseil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Succession  
de James McCready**

**M. Lawn (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant la succession de feu James McCready soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Charte  
de Richmond**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la charte de la corporation de la ville de Richmond soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
d'Asbestos**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 modifiant la charte de la ville d'Asbestos soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte  
de Montréal-Est**

**M. Leduc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Longueuil**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 ratifiant les règlements

Nos 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Institut de gestion industrielle et commerciale**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Montebello et le Seignior Club**

**M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution de la commission scolaire de la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec lesdits commissaires d'écoles comme intervenants soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Salaires des bûcherons**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Dorchester (M. Bégin) dont elle a été saisie ce même jour:

Qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant aux salaires des bûcherons dans la province de Québec ainsi qu'aux salaires de toutes personnes employées aux opérations forestières dans la province.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** En apportant plus d'assistance aux bûcherons, nous avons voulu qu'il ne soit pas appelé à fournir un effort plus grand que celui d'un homme raisonnable. Mon ami de Gaspé-Sud (M. Pouliot) peut être assuré que les techniciens du ministère font enquête présentement pour savoir si la saison forestière ne doit avoir lieu qu'en hiver. Nous avons à cœur l'intérêt du travailleur de la forêt. Si mon collègue du Travail (l'honorable M. Rochette) peut faire mieux que nous avons fait pour améliorer le sort du bûcheron, je serai le premier à l'en féliciter, et les concessionnaires, comme les ouvriers eux-mêmes, en seront fort heureux.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tout le monde admet que le député de Dorchester (M. Bégin) a bien fait de soulever le débat sur les bûcherons. Plusieurs orateurs ont parlé. On a fait des compliments au ministre et au gouvernement. C'est dans l'ordre, mais tous les orateurs ministériels ont reconnu cependant qu'il y a des réformes considérables à faire en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail des bûcherons. Il résulte d'ailleurs des déclarations du ministre que quelque chose ne va pas. Et je regrette la façon de discuter du ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté). Je ne sais pas ce qu'il a contre le député de Matane (M. Gagnon), mais il n'a pas raison!

Je connais depuis longtemps le député de Matane. S'il y a eu émulation entre nous, il y a eu aussi concours de bonne volonté. J'ai été heureux de le compter parmi mes ministres. Que le député de Bonaventure me permette de lui dire que toute l'administration des choses forestières devrait demeurer au ministre des Terres et Forêts. C'est le ministre des Terres et Forêts qui est le plus en mesure d'intervenir auprès des compagnies forestières pour leur faire payer des salaires convenables.

La situation des bûcherons était pénible sous l'ancienne administration libérale, mais l'Union nationale a amélioré leur sort. Je conseille au gouvernement de contrôler étroitement la surproduction et la surcapitalisation qui sont les deux maux de notre industrie forestière. Il nous faut une politique forestière progressive avec le triple objectif d'encourager la reforestation, prévenir la surproduction et rendre justice à toutes les parties intéressées et, surtout, aux ouvriers forestiers.

**M. Lapointe (Wolfe):** J'ai passé ma vie avec l'ouvrier forestier. Les bûcherons québécois ont passé leurs plus mauvaises heures au début de la dernière décade. C'est en 1930, 1931, 1932 et 1933

que la situation des bûcherons a été la plus déplorable. Il y a encore des choses qui manquent dans la loi. Ainsi, on ne devrait plus punir le bûcheron qui fait plus d'une corde et demie par jour en lui accordant un salaire moindre pour le surplus. Or, ce n'est pas correct. Si l'on veut s'exempter des difficultés, qu'on n'établisse qu'un seul taux. Tant mieux pour le bûcheron s'il réussit à faire plus d'une corde et demie.

Je demande au gouvernement d'établir un prix à la corde, des salaires à la journée pour la coupe du bois en billots, et de faire cesser les abus des compagnies qui forcent les hommes à marcher pendant une heure pour aller au travail et pour revenir au camp, une fois leur journée accomplie.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Tout le monde admet que, jusqu'à 1930, l'industrie forestière était prospère dans la province, et le bûcheron était content. Les opérations forestières marchaient bien. En 1930, la crise financière est venue, la situation est devenue instable et les bûcherons ont vu leurs salaires baisser. Dès cette époque, le gouvernement libéral s'est intéressé au sort du travailleur de la forêt. En 1934, on créait la Commission des bûcherons, dont le président fut M. Paul Joncas qui rendit de très grands services.

En 1936, nous avons été jetés, comme on le sait, hors du pouvoir. Les orateurs de la gauche ont tenté d'établir que la province a traversé, à cette époque, un âge d'or. Pendant les trois années du gouvernement de l'Union nationale, on a passé des lois aux titres ronflants et notamment celle qui est intitulée: "Loi assurant des salaires raisonnables aux ouvriers travaillant à des exploitations forestières"<sup>12</sup>. Mais ça ne fit qu'empirer leur situation. Comme le disait tout à l'heure, de façon fort pittoresque, le député de Wolfe, on a tricoté des lois dont plusieurs mailles étaient brisées. On ne s'occupait même pas des termes de ces édits.

J'ai ici le rapport expliquant le mécanisme des lois passées par l'Union nationale. On ne les a pas mises en pratique et, dans certains cas, on a commis des infractions. On a fait du sabotage comme pour la loi des contrats collectifs et celle du salaire minimum. On disait que les bûcherons recevraient des salaires de \$45, mais, en réalité, on accordait des exemptions à tout le monde et on payait aussi bas que \$20 par mois. On ne pensait qu'au capital politique.

En 1939, le gouvernement libéral revint au pouvoir et s'occupa immédiatement des bûcherons. Les bûcherons eux-mêmes ont demandé à ce que leur cas soit transporté au ministère du Travail. On décida

d'abord de confier au ministère du Travail le soin de leur assurer de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Nous n'avons pu rien faire au début, parce qu'il eût été injuste de fixer de nouveaux salaires au milieu d'opérations forestières en cours.

Je n'ai peut-être pas tous les talents que veut bien me prêter le chef de l'opposition, mais je puis dire ceci aux bûcherons: c'est qu'ils peuvent être assurés de mon entière collaboration. Durant la courte période durant laquelle la question des bûcherons dépendait du ministre des Terres et des Forêts, des améliorations importantes furent apportées.

Les arrêtés ministériels de mon collègue des Terres et Forêts ont sensiblement amélioré le sort des bûcherons. Voici quelques chiffres qui illustrent bien ceci: la moyenne des salaires payés dans les opérations forestières, qui était de \$36.50 par mois, a été portée à \$42.50; le travail à forfait payé \$1.70 a été porté à \$2; des arrêtés ministériels élevèrent de \$45 à \$52<sup>13</sup> par mois le salaire des charretiers, celui des hommes d'écurie dans la même proportion; celui des cuisiniers de \$65 à \$80.

**M. Lorrain (Papineau):** Le ministre avait-il des inspecteurs sur les lieux?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Nos inspecteurs ont surveillé toutes les opérations. Grâce aux rapports qu'ils ont faits, nous avons mis fin au favoritisme et au patronage. Récemment, un journal indépendant, l'organe même de l'Union des bûcherons, *La Terre de chez nous*, faisait éloge de la façon dont sont traités les ouvriers forestiers.

Et je termine. Le ministère fait actuellement une étude complète de la situation. Bientôt une ordonnance sera édictée, réglementant la "drave" du printemps. Depuis qu'on m'a demandé de m'occuper des bûcherons, j'ai étudié la situation dans toute la province. J'ai accumulé des faits et des constatations, et la prochaine législation sera une ordonnance sur le flottage des billots. Les bûcherons peuvent être assurés que nous apportons une attention particulière à leur sort, comme à celui de tous les ouvriers de la province.

(Applaudissements à droite)

La motion est adoptée sur division.

La séance est levée à 11 heures.

## NOTES

1. *Le Canada* du 13 février 1941, à la page 1, indique que la séance fut retardée de trois quarts d'heure par une entrevue du cabinet avec les syndicats catholiques. *The Gazette* du 13 février 1941, à la page 9, décrit comme suit l'atmosphère de cette journée dédiée au bûcheron: "La célébration annuelle du jour du bûcheron s'est tenue à la Législature québécoise aujourd'hui, des ministres de la couronne, le chef de l'opposition et une vingtaine de députés des deux côtés de la Chambre tendant une main bien manucurée aux robustes travailleurs forestiers du Canada français, qui ont survécu à plusieurs débats de ce genre au Parlement provincial. La séance s'est terminée dans l'agitation quand l'honorable Bernard Bissonnette, Orateur de la Chambre, a dû intervenir pour ramener un semblant d'ordre dans une Chambre législative sur le point d'échapper à tout contrôle et où fusaient les interruptions, les points d'ordre, les claquements de bureaux et autres signes d'énervement."
2. \$318,000,000, selon *L'Événement-Journal* du 13 février 1941, à la page 4.
3. \$35, selon *Le Canada* du 13 février 1941, à la page 1.
4. \$40, selon *Le Canada* du 13 février 1941, à la page 1.
5. 128 pieds cubes, selon *Le Canada* du 13 février 1941, à la page 5.
6. 150 pieds cubes, selon *Le Canada* du 13 février 1941, à la page 5.
7. \$150, selon *La Patrie* du 13 février 1941, à la page 5.
8. 180 bûcherons, selon *L'Événement-Journal* du 13 février 1941, à la page 4.
9. Il est fait ici référence à la clause 15 de l'article 245 du Règlement de la Chambre qui se lit comme suit: "Il est interdit à tout député qui a la parole de se servir d'expressions offensantes pour l'une ou l'autre des deux Chambres ou pour un de ses membres."
10. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 13 février 1941, à la page 5.
11. Du gouvernement, selon *La Presse* du 13 février 1941, à la page 21.
12. Il s'agit du bill 17 intitulé: "Loi abrogeant la loi relative aux opérations forestières et aux bûcherons", sanctionnée le 12 novembre 1936.
13. \$55, selon *Le Soleil* du 13 février 1941, à la page 17.

## Séance du jeudi 13 février 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Howard Lindsay  
Mussells**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Howard Lindsay Mussells demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Howard Lindsay Mussells demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

**Comité permanent mixte  
des impressions législatives**

CONSEIL LÉGISLATIF

5 février 1941

*Résolu:* Qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission

mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Fisher, Giroux, Grothé, Laferté, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond et Roy.

*Ordonné:* Que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

**Bibliothèque  
Saint-Sulpice**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice.

Adopté.

## Demandes de documents:

**Motion pour la reprise du débat sur la  
canalisation du Saint-Laurent**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** appelle l'item 11 du *Feuilleton*: "Deuxième lecture des résolutions de l'honorable M. Rochette relatives à la loi favorisant par une prime l'exploitation des tourbières."

**M. Barrette (Joliette):** M. l'Orateur, j'ai une motion à soumettre à la Chambre. Le chef de l'opposition a inscrit avant même l'ouverture de la session une motion sur l'ordre du jour et qui a trait au projet de canalisation du Saint-Laurent. La canalisation du Saint-Laurent est une question de la plus haute importance. L'opposition est anxieuse de discuter et de vider cette question. Et, de plus, la population de la province de Québec attend avec impatience que le gouvernement appelle la question. Il s'agit d'un problème extrêmement important. Les principaux corps publics se sont prononcés pour ou contre le projet. La canalisation du Saint-Laurent intéresse au plus haut point toute la province et spécialement les villes de Montréal, Trois-Rivières et Québec, sans oublier les chemins de fer.

On commence à dire un peu partout que le gouvernement craint de s'expliquer là-dessus avec le chef de l'opposition. Le retard que le leader du

gouvernement apporte à appeler cette motion, dont la discussion a été commencée, fait croire à la province que l'on ne veut pas se prononcer sur la question. Il est temps que, dans la province de Québec, on ait le courage de donner au moins une opinion. Toute la population veut savoir où elle va et vers où le gouvernement actuel la conduit. Le Saint-Laurent est l'artère vitale, le cœur même de la province de Québec.

Comme la canalisation du Saint-Laurent est une question vitale pour notre province, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), en date du 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. l'Orateur:** Je crois que la motion est hors d'ordre. Aujourd'hui, jeudi, les motions du gouvernement ont préséance sur les autres. Le premier ministre et leader de la Chambre ayant appelé l'item 11 du *Feuilleton*, la motion du chef de l'opposition étant l'item 22, le numéro 11 doit être pris en considération en premier lieu. Le député devra attendre qu'on ait disposé d'abord des items précédents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur devra attendre que la question soit discutée avant de rendre une décision. Je soutiens que la motion du député de Joliette peut être présentée en aucun temps et que la canalisation du Saint-Laurent doit être discutée tout de suite. En tout temps, un député peut proposer la discussion d'un item particulier. Si l'Orateur décide le contraire, et que la Chambre maintient sa décision, nous avons le droit de refaire une autre motion à l'item suivant qui est appelé.

La canalisation du Saint-Laurent est une question vitale et urgente pour la province de Québec. La canalisation est en voie de réalisation. Les États-Unis se sont prononcés en faveur du projet de canalisation. On demande au Congrès américain d'adopter un traité. Le gouvernement d'Ottawa

refuse de prendre une position catégorique, mais laisse entendre qu'il faut se plier aux exigences des Américains. La province de Québec est intéressée d'une façon vitale. Elle a le devoir d'exprimer sa volonté avant qu'il ne soit trop tard!

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités. S'il ne veut pas les prendre, l'opposition est disposée à le faire. La motion pour passer avant l'ordre du jour s'est faite de tout temps depuis que je siége en cette Chambre. La discussion doit être permise dans un Parlement libre et démocratique. La motion du député de Joliette est conforme aux règlements et à la coutume.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je dois déclarer que quels que soient les règlements, il est entendu que s'il y a consentement unanime, la Chambre peut considérer la motion du député de Joliette, à savoir si la discussion doit immédiatement reprendre sur la motion du chef de l'opposition relative à la canalisation du Saint-Laurent.

Quant à moi, je ne m'oppose pas à ce que la Chambre se prononce sur la motion du député de Joliette (M. Barrette).

**M. l'Orateur:** J'étais, et je suis encore d'opinion que la motion du député de Joliette était prématurée. Mais puisque le leader de la Chambre donne son consentement, je n'ai pas d'objection. Je permets le débat sur la motion, mais il faudra s'en tenir à la motion.

**M. Barrette (Joliette):** Je disais donc que la canalisation du Saint-Laurent est d'une importance vitale...

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'honorable député n'a pas le droit de parler de nouveau sur sa motion. Je soulève la question d'ordre! La motion est déjà devant la Chambre. Tout ce que l'on peut faire, c'est de prendre le vote sur sa motion. Les députés ont le droit de voter pour ou contre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Joliette a le droit de donner les motifs qui l'incitent à présenter cette motion. Nous ne sommes pas ici dans le Reichstag! Avant que le vote ne soit pris sur la motion du député de Joliette, il faut indiquer aux députés l'urgence et la nécessité de l'étude de la motion sur la canalisation du Saint-Laurent.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** veut répliquer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** signale que le ministre n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le député de Joliette (M. Barrette) a donné ses explications et l'Orateur a rendu sa décision. Le chef de l'opposition ne peut plus la discuter.

**M. Gagnon (Matane):** L'Orateur a bien compris ce qu'a dit le premier ministre à savoir que la motion du député de Joliette ne pouvait être discutée avant la prise du vote. Le premier ministre a donné son consentement à la discussion. Le gouvernement a retiré ses objections et l'Orateur a permis la discussion sur la motion. À part la guerre, il n'y a pas de question plus urgente, au point de vue de notre avenir économique, que la question du Saint-Laurent.

Le gouvernement devrait prendre attitude sur cette question très importante et la plus importante pour la province de Québec, qui peut avoir les plus grandes répercussions sur l'avenir économique et politique de la province. Cette question de la canalisation intéresse plus la province de Québec que les autres provinces du dominion.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! L'honorable député doit s'en tenir au point d'ordre. La décision est que le député de Joliette a donné ses explications et qu'il a conclu en proposant sa motion. Il ne peut donc prononcer un second discours. Il doit maintenant la laisser discuter en attendant d'exercer son droit de réplique.

**M. Gagnon (Matane):** La province de Québec va payer un tiers de la canalisation qui va coûter, les uns disent \$250,000,000, d'autres \$500,000,000<sup>1</sup>. Il est vrai qu'il y a plusieurs années que M. Roosevelt veut réaliser le projet du Saint-Laurent.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'honorable député n'a pas le droit de parler sur le fond de la question, sous prétexte de montrer l'urgence qu'il y a de considérer la motion principale relative à la canalisation! Il peut tenter de démontrer l'urgence de la discuter, mais pas aller au-delà. Je soulève de nouveau la question d'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La liberté de discussion comporte l'exposé des prémisses. M. Roosevelt et M. King ont donné des entrevues. La province de Québec devrait se prononcer!

**M. l'Orateur:** Je renvoie le point d'ordre. La motion du député de Joliette n'expose pas de motifs d'urgence. Que l'on soit obligé de toucher à la question vitale, c'est possible, mais il faut avant tout que l'on démontre l'urgence. C'est à cette seule condition que je permettrai la suite du débat.

**M. Gagnon (Matane):** Je vais me conformer à votre décision. Tous les journaux se prononcent sur la canalisation. Même la *Gazette*, très sympathique au gouvernement...

(Rires à droite)

... dénonce le projet comme une trahison, et lui demande de se prononcer immédiatement.

**M. l'Orateur:** L'honorable député n'a pas le droit de citer les opinions de journaux. Il doit s'en tenir à la question d'urgence.

**M. Gagnon (Matane):** En tout cas, il est temps que le gouvernement sorte de son mutisme et de sa peur!

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'appuie les remarques du député de Matane. La canalisation du Saint-Laurent est la question primordiale du jour. Il est urgent que le débat sur la canalisation du Saint-Laurent soit repris. Dans quelques jours, le Parlement reprendra ses travaux à Ottawa, et c'est un secret de polichinelle que la canalisation du Saint-Laurent sera un des projets annoncés par le gouvernement du dominion. Pourquoi la province de Québec, par sa Législature, ne se prononcerait-elle pas sur ce projet?

(Applaudissements à gauche)

**M. Lorrain (Papineau):** Grands parleurs en toutes occasions, je suis surpris de voir les ministériels hésiter et trembler quand il s'agit de prendre une attitude. Pourquoi les ministériels se taisent-ils aujourd'hui? Ils ont peur? L'ancien premier ministre, M. Taschereau, n'a pas craint de donner son opinion. Le premier ministre Taschereau s'est toujours opposé au projet de canalisation. Je suis surpris que ses successeurs n'emboîtent pas le pas. Pourquoi le gouvernement...

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Il ne s'agit pas de cela! Il s'agit de savoir s'il est urgent de considérer la motion relative à la canalisation du Saint-Laurent.

**M. Lorrain (Papineau):** M. l'Orateur, il me semble que c'est évident, qu'il est urgent de

considérer cette question. Il me semble que je n'ai pas besoin de le rappeler! Il est temps que le gouvernement se prononce, afin que l'angoisse cesse d'étreindre les cœurs de cette province!

(Sourires)

**Un député:** C'est trop urgent pour que je prenne la peine de répondre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre assiste cet après-midi à un spectacle très intéressant. Avec une majorité de 4 contre 1, le gouvernement n'a même pas le courage de dire un mot, de prendre une attitude! Quelle bravoure! Ça fait 41 jours que la motion touchant la canalisation est sur l'ordre du jour, 41 jours que le gouvernement sait que nous voulons discuter cette question, et le gouvernement n'a pas eu le temps de se préparer pour répondre! Cette motion fournit à tous les membres de cette Chambre l'opportunité d'exprimer leur opinion sur un projet qui peut avoir des répercussions incalculables. Notre motion ne comporte aucun blâme. Elle suggère tout simplement des expressions d'opinions.

**M. l'Orateur:** L'honorable chef de l'opposition doit parler de l'urgence du débat. Vous n'avez pas le droit d'exercer votre droit de réplique sur votre motion principale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je reconnais à l'Orateur beaucoup de talent. Mais je ne lui en reconnais pas encore assez pour prévoir ce que je vais dire!

**M. l'Orateur:** Mais vous êtes en voie d'exercer votre droit de réplique!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais non! Je n'exerce pas mon droit de réplique! J'exerce mon devoir qui est de dénoncer l'incapacité du gouvernement à prendre une attitude sur cette question urgente. Je parle tout simplement sur la motion du député de Joliette à l'effet qu'il est urgent de discuter la question de la canalisation.

Je demande qu'on discute la motion. Si la canalisation du Saint-Laurent est un projet ruineux, c'est le devoir du gouvernement de prendre une décision qui empêchera la ruine de la province de Québec.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Pourrais-je poser une question au chef de l'opposition?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Non! Je ne permettrai pas que des députés ministériels me posent des questions tant et aussi longtemps que le premier ministre n'aura pas le courage de se lever! Il y a urgence d'étudier la question de la canalisation. Les pourparlers en vue du traité sont en cours. Du moment qu'un traité interviendra entre le gouvernement américain et Ottawa, ce sera fini. Il sera trop tard pour Québec de définir son attitude.

Il ne sera plus temps de faire entendre la voix de la province de Québec. La canalisation ruinera le port de Montréal. Elle coûtera au moins \$600,000,000 au Canada en guerre, et \$200,000,000 à Québec qui paie 33 % des taxes du pays. Ce projet aurait aussi pour effet de faire augmenter le déficit du Canadian National Railway et de créer un conflit d'envergure internationale.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Toute cette question est hors d'ordre, puisque je n'ai pas pu identifier quoi que ce soit sur l'ordre du jour à propos du projet de canalisation.

**M. Paquette (Labelle):** Le député ne sait pas lire!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On ne gagne rien à se taire quand il faut parler; on ne gagne rien à manifester de la mollesse quand il faut avoir du courage! Le gouvernement se doit de faire entendre une protestation aux autorités fédérales. La Législature de Québec ne doit pas être rien qu'un écho du Parlement fédéral! Le Parlement de Québec doit être autre chose qu'une succursale du gouvernement d'Ottawa!

Cette question est au-dessus des partis politiques. Elle intéresse les intérêts vitaux de la province, et il me semble que le gouvernement devrait avoir le courage de se prononcer énergiquement. Nous n'en voulons pas de la canalisation! Québec n'est pas intéressée à la réalisation d'un tel projet et ne veut y participer d'aucune manière. Cette entreprise est un crime et un suicide national! Pourquoi donc le gouvernement hésite-t-il à laisser débattre le cas? Est-ce quand un crime a été commis qu'on intervient? A-t-il honte de certains documents de la correspondance qui a été échangée?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements) M. l'Orateur, j'ai trouvé tellement disgracieuse l'attitude de l'opposition, qui est hors d'ordre depuis une heure, de discuter toute autre chose que ce qui aurait dû être discuté, que je



n'ai pas l'intention de faire la même chose et j'éviterai de tomber dans ses excès. Je ne répondrai pas non plus, pour la même raison, aux attaques personnelles qui ont été faites, car l'opposition a profité de cette occasion pour lancer des attaques contre les membres du gouvernement. Mais je veux répondre aux reproches que l'on fait au gouvernement. Il s'agit tout simplement de savoir si la motion du député de Joliette pour la reprise du débat sur la canalisation doit être ou non acceptée.

On demande d'entamer la discussion d'une motion très importante. Je ne crois pas qu'il soit opportun de discuter immédiatement la motion sur la canalisation du Saint-Laurent. D'abord, parce que les membres de l'opposition doivent vouloir, comme nous, exprimer une opinion basée sur des faits, sur des projets. Or, il n'y a absolument aucun projet devant le gouvernement. Aucun ne nous a encore été soumis.

En second lieu, je sais parfaitement que nous vivons des jours d'une extrême gravité dans un autre domaine pour nous et pour le monde tout entier. Le désir de tout véritable Canadien est d'abord de s'intéresser à la grande question qui se déroule présentement en pays troubles, pour permettre en cette Chambre des discussions qui pourraient nous distraire de la grande question qui nous préoccupe tous à l'heure actuelle.

Il se discute dans un autre pays un projet qui peut sauver des choses beaucoup plus importantes que celui de la canalisation du Saint-Laurent et cette discussion nous commande la discrétion tout au moins. Je fais mon devoir. Le chef de l'opposition est au courant des responsabilités qui nous incombent. Si le chef de l'opposition était à ma place, il sait que pour faire son devoir, il lui faudrait prendre l'attitude que je prends. J'en suis sûr, car je ne doute pas de son patriotisme ni de sa prévoyance, pas plus qu'il n'a de raison de douter de la mienne.

(Applaudissements à droite)

Pour le moment, la question qui se déroule de l'autre côté des mers est beaucoup plus importante que celle de la canalisation du Saint-Laurent. Le fleuve Saint-Laurent coulera toujours. Mais si demain nous sommes sous la botte d'Hitler, notre Saint-Laurent ne vaudra plus rien pour nous, car nous n'aurons plus un mot à dire sur l'eau qui y coule.

(Applaudissements à droite)

Notre pays est actuellement en discussion avec un pays dont nous avons besoin, plus que jamais, dont la liberté a besoin, dont le monde a besoin. Et je ne crois pas que ce soit le temps de discuter cette question qui pourrait embarrasser, de

l'autre côté de la frontière, des gens bien disposés pour des choses qui nous sont chères. Les libertés humaines et notre avenir sont en jeu dans la discussion qui se déroule dans le pays auquel j'ai fait allusion. Notre devoir est de ne faire aucune déclaration intempestive qui pourrait causer du malaise entre pays amis. L'opposition le sait et, cependant, elle lasse la patience de tout le monde depuis une heure. Elle a lassé jusqu'à votre patience, M. l'Orateur, qui, pourtant, égale votre courtoisie.

Le chef de l'opposition peut être tranquille. Nous n'avons rien à cacher. L'occasion lui sera donnée de discuter cette question tant qu'il le voudra, selon les règlements de la Chambre.

Nous n'avons pas pris d'attitude? Je l'ai dit et je le répète: nous prendrons nos responsabilités en temps opportun, selon l'intérêt bien compris de la province, sans peur de l'opinion publique, sans nous laisser influencer par ceux qui veulent diriger l'opinion publique vers des intérêts qui ne sont pas assez parfaitement compris et ceux qui veulent nous entraîner dans un débat inopportun!

(Applaudissements à droite)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquet, Pouliot, Talbot, 11.

**Contre:** Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Kirkland, Lapointe, Messier, Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Thisdel, 49.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

### Tourbières

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières, rapportées et lues une première fois jeudi le 6 février courant, soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Gagnon (Matane):** L'opposition a déjà fait connaître son attitude au sujet des tourbières. Elle est d'avis qu'il faut donner des octrois pour l'exploitation des tourbières lorsqu'il s'agit de cultivateurs qui se groupent en coopérative pour le faire, mais elle s'oppose à toute mesure de favoritisme. Le but de la présente loi, dans mon opinion, n'est pas de favoriser les cultivateurs, mais bien certains intérêts financiers qui n'ont aucun besoin qu'on les aide.

Adopté. Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que les résolutions soient maintenant adoptées.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité<sup>2</sup>:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le second alinéa de l'article 2, qui se lit comme suit:

"[[2. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à cette fin, faire tout règlement concernant le montant de la prime à accorder, les renseignements à fournir et les conditions à remplir pour l'obtenir.]]"

**M. Gagnon (Matane):** Qui dirige la tourbière de Rivière-du-Loup? Quels sont les noms des personnes intéressées dans cette tourbière?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Je n'en connais pas la liste complète, mais je sais que

M. Irvine, de l'Isle-Verte, en est le gérant. Il m'a dit que la compagnie avait l'intention d'investir \$150,000 de capital dans cette entreprise. Les primes que nous donnerons seront basées sur chaque ballot de tourbe exporté. Si la même précaution avait été prise par l'Union nationale, l'on n'aurait pas dépensé inutilement des sommes considérables à la Rivière-Blanche.

**M. Gagnon (Matane):** Lorsque le ministre parle de gaspillage, il insulte les fonctionnaires de son département. Il n'y eut pas d'argent gaspillé. Nous avons fait faire l'arpentage de trois tourbières représentant une superficie de 10 milles carrés. Nous avons fait faire le relevé topographique des lieux et creusé trois grands canaux de trois milles, pour l'égouttement des tourbières. C'étaient des travaux préparatoires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On m'informe que M. Irvine est un organisateur du ministre et député de Kamouraska-Rivière-du-Loup qui a vendu la tourbière de l'Isle-Verte à un syndicat judéo-américain et s'est ensuite établi à Rivière-du-Loup. Je suis aussi informé qu'on a vendu au même syndicat ou qu'on est sur le point de lui vendre la tourbière de Rivière-du-Loup.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition parle à côté de la question. Il est vrai que M. Irvine était intéressé dans la tourbière de l'Isle-Verte. La tourbière de l'Isle-Verte n'a pas été vendue par M. Irvine parce qu'il n'en avait pas le contrôle. Cette tourbière a été vendue en effet à un syndicat américain. Elle a été vendue par la compagnie dans laquelle M. Irvine avait des actions. Cette compagnie a été subventionnée par tous les ministres des Mines, même le député de Matane.

Nous ne demandons rien pour cette compagnie. Les gens de Rivière-du-Loup ont demandé à M. Irvine, qui est un expert, d'organiser leur tourbière. C'est une compagnie à fonds social qui porte un nom anglais: "La Canada Peat". Elle est composée de citoyens de tous les partis, dont l'ancien candidat de l'Union nationale. Les directeurs sont MM. Deslanges, Blaise Fournier, le Dr Couturier et M. Alfred Dionne. M. Irvine ne la contrôle pas.

**M. Gagnon (Matane):** Je n'ai pas subventionné la tourbière de l'Isle-Verte, mais j'ai payé les deux tiers d'un chemin de mines dont elle a profité. Quant aux directeurs de la tourbière de

Rivière-du-Loup, ce sont des citoyens honorables, et je suis heureux des renseignements que nous a donnés l'honorable ministre et député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (M. Casgrain).

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Il y a cinq tourbières organisées dans la province: celles de Rivière-Ouelle, de Rivière-du-Loup, de l'Isle-Verte, de Saint-Guillaume de Yamaska et de Waterville.

**M. Gagnon (Matane):** Les gens se plaignent du nouveau syndicat parce qu'on ne respecte pas les salaires minimums ordonnés dans la province. Je demande qu'on stipule dans la loi que des octrois ne pourront être donnés qu'à des producteurs *bona fide* de la province et non à des syndicats étrangers.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

C'est l'intention du gouvernement de créer cette industrie qui peut être appelée à un grand développement à cause de l'état de guerre.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Le gérant et les directeurs du syndicat de la tourbière de l'Isle-Verte sont des étrangers qui ne parlent ni l'anglais ni le français. La population se plaint d'eux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'un syndicat juif de New York qui paie mal ses employés et je ne veux pas que des primes soient données à ceux qui viennent exploiter les ouvriers de la province de Québec!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il ne s'agit pas de Juifs. Le propriétaire du syndicat de l'Isle-Verte est un M. Walbeimar. Il parle l'anglais et il parle un peu le français qu'il cherche à apprendre davantage. C'est un Américain d'origine allemande (comme M. Wendell Willkie) qui est parfaitement en règle avec les autorités canadiennes. Au début, les gens se sont plaints et ont cru qu'il s'agissait d'espions. Mais une enquête conduite par la Gendarmerie royale a montré que la nouvelle organisation n'était aucunement pro-nazie.

L'article 2 est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**Pont dans le  
canton de Dubuisson**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**

propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson, rapportées et lues une première fois jeudi le 6 février courant, soient maintenant lues une deuxième fois.

**M. Gagnon (Matane):** Nous ne sommes pas contre la construction d'un pont sur la rivière Piché, pourvu que ce ne soit pas un pont à péage. La région de l'Abitibi se développe normalement et le péage constituera une entrave à son développement.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Il y a eu divergence d'opinions entre nous et le député de Matane, qui prétendait que le pont passerait sur la rivière Piché, tandis que nous pensions que c'était la rivière Thompson. C'est sur le lac Montigny que le pont passera. C'est précisément pour faire disparaître une entrave à la circulation que nous construisons ce pont. Il s'agit de remplacer un bac à un passage très dangereux. Une quinzaine de pertes de vie ont été enregistrées à cet endroit depuis trois ans. Nous voulons assurer une circulation rapide et sûre, tout en chargeant les taux en vigueur dans les autres parties de la province.

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre peut-il me dire s'il se propose d'établir un péage sur le pont de la rivière Kinojévis?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Non.

**M. Gagnon (Matane):** L'Abitibi sera placée dans une situation spéciale. Elle aura un pont à péage et le Témiscamingue n'en aura pas. Ce sont pourtant les mêmes besoins, la même route, le même territoire. Il n'est pas juste de construire un pont à péage en Abitibi alors qu'il s'en trouve un qui n'est pas à péage au Témiscamingue!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Il y aura des péages sur le nouveau pont, mais il n'y aura plus rien à payer sur le bac. Les gens de l'Abitibi connaissent leurs affaires et réclament la construction du pont. Tous sont pour la construction de ce pont.

**M. Gagnon (Matane):** Mais pas pour un pont à péage.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre prétend que la population de l'Abitibi a demandé d'imposer des taxes? C'est ridicule!

C'est la première fois que j'entends dire que la population demande de lui imposer des taxes! L'Union nationale a construit de grands ponts dans cette partie de la province et ailleurs, sans établir de péages.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Vous n'avez pas eu le temps d'imposer des péages! Vous êtes partis avant la publication du rapport Montpetit.

Adopté. Les résolutions sont lues une deuxième fois sur division.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que les résolutions soient maintenant adoptées.  
Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuison.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuison soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

Le comité adopte les articles 1 à 3.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"[[4. Ce pont sera un ouvrage public pour lequel des péages pourront être imposés, selon la section VI de la loi des travaux publics (Statuts refondus, 1925, chapitre 95).]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement actuel aime mieux s'inspirer de ceux qui aiment à taxer que de ceux qui ne le veulent pas.

#### **L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

À l'heure actuelle, l'Union nationale a laissé la province beaucoup trop pauvre pour que nous bâtissions un tel pont sans péage. Il faut payer les dettes de l'ancien régime. Si nous avons créé des ponts à péage, c'est pour payer les dettes de l'Union nationale.

Les péages nous ont été suggérés par la commission Montpetit<sup>4</sup>, créée par l'Union nationale. En somme, c'est le gouvernement de l'Union nationale qui est le père des ponts à péage et qui est cause de la pauvreté de la province!

(Applaudissements à droite)

**M. Gagnon (Matane):** Le ministre est un pince-sans-rire! Le ministre dit que la province a été appauvrie par l'Union nationale. Mais le rapport Sirois, que le très honorable M. Lapointe a appelé "un monument de sagesse", dit que Québec est la province la moins endettée du dominion, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard!

**M. Allard (Abitibi):** Tous dans mon comté sont pour la construction d'un pont à péage parce que ça leur coûtera moins cher qu'avec le bac.

**M. Gagnon (Matane):** Un certain M. Jones, rédacteur du journal anglais<sup>5</sup> le plus important de l'Abitibi, s'oppose et condamne la construction du pont.

**M. Allard (Abitibi):** Le journal cité par l'honorable député de Matane est un journal du Témiscamingue. Tous les journaux de l'Abitibi approuvent la construction de ce pont à péage. Les gérants de mines l'approuvent aussi. Les gens de l'Abitibi, qui sont obligés de faire du transport, se rendent compte qu'ils vont économiser de l'argent grâce au nouveau pont. Ils devront de la reconnaissance au gouvernement.

On cherche un nom au pont. Si j'avais une suggestion à faire, pourquoi ne pas l'appeler le pont Bouchard lorsqu'il s'agira de le baptiser?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Oh! Non, je m'y oppose!

**M. Gagnon (Matane):** J'approuve cette idée! Je suis en faveur de l'appeler le pont Bouchard parce que c'est un autre pont à péage!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Quand on procède à un baptême et que l'intéressé a

59 ans, il a droit d'être consulté! Il a le privilège de donner son opinion sur son baptême. Je ne suis pas pressé de donner mon nom à cette masse de pierre et d'acier!

Si on veut me canoniser, j'espère que ce sera après ma mort!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris qu'on oblige le ministre de la Voirie et des Travaux publics à porter le poids de toutes les mesures impopulaires. Voilà qu'on suggère maintenant de coller son nom à un pont à péage! J'approuve l'idée que tous les ponts à péage soient des ponts Bouchard.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Oh! Non, il y a assez du plan Bouchard...  
(Rires)

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du ministre du Travail, 1939

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1939. (Document de la session no 18)

##### Rapport du ministre du Travail, 1940

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre du Travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 19)

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je dépose, sur le bureau de la Chambre, des réponses à des ordres de l'Assemblée législative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plus fort! Plus fort! Il me semble qu'une merveille telle que le secrétaire de la province devrait se faire entendre!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Si le chef de l'opposition veut me prêter sa voix, je lui prêterai mes oreilles et il entendra très bien!  
(Rires et applaudissements)

#### Loi des sociétés agricoles

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 janvier 1941, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au chapitre 38, 1 George VI et ses amendements. (Document de la session no 20)

#### Assistance aux mères nécessiteuses

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1938 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 81, 1 George VI, (1937) et ses amendements. (Document de la session no 21)

#### Immeuble du ministère de l'Agriculture, Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 12 avril 1938 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 39, 2 George VI, (1938) ainsi qu'à l'immeuble y désigné. (Document de la session no 22)

### Université de Montréal

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 février 1941, demandant la production de copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 69, 3 George VI, et au chapitre 3, 4 George VI. (Document de la session no 23)

### Rapport annuel de la Commission des liqueurs, 1939-1940

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Rapport annuel de la Commission des liqueurs de Québec, 1939-1940. (Document de la session no 24)

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque la Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30<sup>6</sup>.

4. Édouard Montpetit (1881-1965), avocat, économiste et professeur universitaire, préside deux commissions d'enquête pour le gouvernement de la province de Québec: la Commission des assurances sociales, de 1930 à 1932, et la Commission spéciale chargée d'étudier le problème de l'Université de Montréal, de 1937 à 1939. Elle a pour objectifs de faire une étude de toute la question universitaire et des causes qui l'ont fait surgir, notamment délibérer sur les moyens à prendre pour assurer le développement de l'enseignement universitaire, analyser les finances de l'institution et les moyens de les restaurer, ainsi que l'aspect dit pédagogique du problème de l'Université. Elle cesse ses activités en 1939.

5. Il s'agit d'un article du *Rouyn-Noranda Press*, selon *La Frontière* du 20 février 1941, à la page 1.

6. La Chambre s'ajourne pour permettre aux membres du cabinet de recevoir la délégation de la Chambre de commerce de Montréal, selon *Le Canada* du 14 février 1941, à la page 7.

### NOTES

1. Entre \$300,000,000 et \$600,000,000, selon *La Presse* du 14 février 1941, à la page 19, et *Le Devoir* du même jour, à la page 6. Entre \$300,000,000 et \$400,000,000, selon *L'Action catholique* du 14 février 1941, à la page 11.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Cyrille Dumaine (Bagot).

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Fernand Choquette (Montmagny).

Séance du mardi 18 février 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Tourbières**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Gagnon (Matane):** Nous ne sommes pas opposés à ce que le gouvernement encourage cette industrie nouvelle, mais cet encouragement devrait être offert aux cultivateurs qui veulent former des coopératives pour ouvrir à l'exploitation industrielle de nouvelles tourbières plutôt qu'aux financiers qui ont déjà commencé en ce domaine une production qui s'avère lucrative.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** C'est mon intention de favoriser surtout les nouvelles exploitations. Je ne favoriserai les industries existantes que dans la mesure où elles auront besoin de subsides pour augmenter leur production.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demandes de documents:****Motion pour la reprise du débat sur la canalisation du Saint-Laurent**

**M. Gagnon (Matane):** Je désire attirer l'attention de la Chambre sur une question urgente. On annonce que tout est prêt pour commencer la construction du canal du Saint-Laurent. Nous apprenons que des dispositions sont actuellement prises pour le règlement du projet de la canalisation et par Ottawa, et par Washington. La Chambre québécoise n'a pas été consultée sur le projet de canalisation du Saint-Laurent qui est d'intérêt vital

pour la province. Il y a urgence et le gouvernement de la province ne s'est pas encore prononcé. En conséquence, la Chambre devrait étudier la motion proposée à ce sujet par le chef de l'opposition.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), en date du mardi 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a déjà 45 jours que notre motion est sur l'ordre du jour. Le gouvernement a eu pourtant le temps de prendre position pour se prononcer sur le sujet. On nous rétorque qu'il n'est pas opportun de soulever des débats à ce sujet. Tel n'est pas le cas. On n'a pas le droit d'imputer des idées fanatiques et fantastiques au président des États-Unis, M. Roosevelt. Il est ridicule pour le gouvernement d'affirmer, par inférence, que de parler contre la canalisation pourrait affecter les excellentes relations existant entre le Royaume-Uni et les États-Unis. C'est le devoir du gouvernement de se prononcer immédiatement sur cette question.

Qu'on ne vienne pas dire que cela pourrait nuire à certaines délibérations de l'autre côté de la frontière! Cette motion ne peut nuire en rien aux négociations qui se poursuivent aux États-Unis. M. Roosevelt lui-même vient de déclarer que le consentement du Canada à son projet de canalisation n'est en aucune façon la condition de l'aide qu'il entend donner à la Grande-Bretagne. L'idée que l'aide américaine aux pays britanniques est subordonnée à ce projet est fantastique!

Il est anormal qu'un gouvernement qui coupe les secours directs à partir du 31 mars, pour fins d'économie, envisage d'engager le pays dans une dépense de \$100,000,000. Le gouvernement canadien vient de déclarer qu'il n'a plus d'argent pour contribuer au secours direct des chômeurs.

Cependant, il serait prêt à se lancer dans un projet aussi coûteux et aussi ruineux. S'il n'a pas d'argent pour accomplir un devoir humanitaire, comment peut-il en avoir pour un projet aussi prématuré et aussi nocif pour nous? Il me semble qu'il ne doit pas avoir \$300,000,000 à \$500,000,000 à dépenser pour un projet aussi ruineux que la canalisation du Saint-Laurent!

Cette question comporte de multiples problèmes constitutionnels complexes, et on ne doit pas passer un tel projet sans au moins consulter la province de Québec. Si le gouvernement fédéral a juridiction sur les rivières navigables et "flottables", les provinces ont des droits exclusifs sur le lit des rivières et les développements hydroélectriques. Or, il a été décidé par le Conseil privé qu'aucun traité conclu par le gouvernement canadien ne doit venir en conflit avec le droit des provinces. Il est donc évident que le consentement de la province de Québec est essentiel à la réalisation du projet.

Le chef de l'opposition cite ensuite une parole du président des États-Unis pour signaler le fait que la conclusion de l'entente internationale relative à la canalisation du fleuve approche.

Au nom de l'opposition, dit-il, au nom par conséquent du gouvernement de demain, et ce sera plus tôt que ce que plusieurs pensent, je déclare officiellement que jamais je ne reconnaitrai un projet de canalisation réalisé par un gouvernement bleu ou rouge à Ottawa, sans que l'on ait consulté au préalable l'Assemblée législative de Québec et sans que celle-ci ait donné son consentement.

On dit que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) a un discours de préparé sur la question. Je le sais. On ne devrait pas le forcer à s'asseoir sur son discours! Il est évident que l'on veut surtout développer des forces hydrauliques, ce qui est un empiétement sur les droits de la province de Québec reconnus par le Conseil privé. Je ne vois pas pourquoi le député de Westmount-Saint-Georges ne continue pas le débat.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

**Contre:** Allard, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult,

Comeau, Côté, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 54.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée<sup>1</sup>.

### **Refonte du Règlement, Crédits provisoires**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, et appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération la proposition de modifier le Titre XVII du Règlement relativement au vote des crédits provisoires.

Adopté.

### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose: Que le chapitre suivant soit ajouté au Titre XVII du Règlement de la Chambre:

#### **CHAPITRE III DU VOTE DES CRÉDITS PROVISOIRES**

"671a. Par dérogation aux dispositions du Règlement, le vote des crédits provisoires est soumis aux règles spéciales qui suivent:

"1° Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des subsides, si un ministre déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre; mais le comité des subsides ne peut alors étudier qu'une telle proposition;

"2° Au cours d'une séance du comité des subsides, tout ministre peut, que ce comité ait été formé ou non pour cette fin, proposer de voter provisoirement et en bloc un ou deux douzièmes des différents articles d'un budget préalablement renvoyé au comité;

"3° En comité des subsides, la discussion d'une telle proposition peut porter sur les articles comme sur l'ensemble du budget auquel celle-ci se rapporte; mais la discussion de la proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours



des débats ne doivent pas durer ensemble plus que cinq heures, soit trois heures de la part des députés d'opposition et deux heures de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"4° Les résolutions portant allocation de crédits provisoires que le comité des subsides a rapportées sont immédiatement lues ensemble, une fois seulement et sans débats; puis, elles sont immédiatement examinées ensemble; mais la discussion de ces résolutions ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la question principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que cette résolution (ou ces résolutions) soit maintenant agréée";

"5° Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des voies et moyens, si un ministre déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires votés à Sa Majesté, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre;

"6° En comité des voies et moyens, la discussion d'une telle proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"7° Les résolutions portant autorisation de payer des crédits provisoires sont lues et examinées suivant les règles prescrites au paragraphe 4° du présent article;

"8° Le bill fondé sur les résolutions du comité des voies et moyens peut être soumis à deux ou trois lectures dans la même séance;

"9° La motion introductive du bill n'est pas susceptible de débats;

"10° Il est interdit de proposer la révocation d'un ordre du jour décrétant la lecture du bill;

"11° La discussion de la motion proposant la deuxième lecture du bill et la discussion de la motion en proposant la troisième lecture, ainsi que la discussion de toute question qui est soulevée au cours des débats, ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la motion principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que le bill soit maintenant lu une deuxième (ou troisième) fois".

**M. Lorrain (Papineau):** Je manquerais à mon devoir si je ne m'opposais pas à ce projet despotique et inique. Pourquoi une majorité brutale imposerait-elle le bâillon aux représentants du peuple? Par quoi peut bien être motivée une telle conduite? On ne peut pas prétendre qu'on craint de l'obstruction de la part de l'opposition, quand elle a, depuis le début de la session, fourni la plus grande coopération afin de hâter l'expédition des affaires. Le ministre ne semble pas anxieux de voir discuter les actes de son administration. Il veut nous fermer la bouche sur leur administration d'à peine 16 mois! Le gouvernement administre dans une perpétuelle frayeur!

Le gouvernement actuel accomplit des actes antidémocratiques alors que son chef a déclaré, au soir de son élection à la tête de son parti, qu'il était libéral parce que ce parti est à la base de la démocratie. Il a déclaré qu'il était prêt à s'immoler, à donner jusqu'à la dernière goutte de son sang pour les droits de la démocratie. Que les temps sont changés! Voici qu'il veut aujourd'hui nous imposer le bâillon. Nous, de l'opposition, nous voulons pouvoir discuter scrupuleusement la dépense des deniers publics. Un homme a dit que, sous le gouvernement de l'Union nationale, les droits des représentants du peuple n'existaient plus. Cet homme, c'est l'honorable premier ministre!

(Applaudissements à droite)

C'est pour réclamer ces droits que nos pères nous ont gagnés, que nous nous opposons à ce règlement antidémocratique. C'est pour les droits du peuple que nous combattons aujourd'hui, et c'est cet homme qui veut nous imposer le bâillon. Nous voulons faire subsister les privilèges des représentants du peuple. En raison des taxes abusives imposées par le gouvernement, nous pouvons avoir le droit de les dénoncer et d'étudier comment les subsides sont dépensés. Nous voulons mettre fin au gaspillage éhonté!

Il cite ensuite les opinions de Sir Wilfrid Laurier et des paroles du très honorable M. Lapointe concernant la question de la liberté de parole. Le Parti libéral, dit-il, fait maintenant tout le contraire. Pourquoi veut-on bâillonner l'opposition, forcer les députés ministériels au silence et pourquoi veut-on établir la dictature du cabinet?

Le nouveau règlement que l'on veut nous imposer pour le vote des crédits, continue-t-il, constitue un coup d'audace d'un régime de passage. Avec ce bâillon, les ministériels seront les propres artisans de leur propre esclavage. Pourquoi le premier ministre veut-il ainsi imposer le silence à ses propres députés? C'est là de la dictature! Les ministres en Chambre ne peuvent avoir des pouvoirs supérieurs à ceux des députés. Nous savons que le nouveau règlement est une vengeance contre le chef de l'opposition. D'ailleurs, le ministre de la Voirie et des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) l'a déclaré en cette Chambre la semaine dernière. C'est une vengeance contre le chef de l'opposition parce qu'il dépasse les ministres de cent coudées!

Le premier ministre sent le pouvoir lui échapper. Ses partisans se révoltent et le peuple gémit sous le fardeau des taxes. Mais pourquoi s'en prend-il à nous et veut-il nous bâillonner? Les membres de la droite devraient prendre garde. La motion dépasse les cadres de cette Chambre. La question étudiée ressemble à la fameuse question des subsides pour laquelle nos pères ont lutté sous la direction de Papineau. J'ai tenu à protester solennellement au nom de mes électeurs. Je leur dirai que j'ai voulu parler en homme libre à la Législature de Québec et que l'on m'a appliqué le bâillon.

**M. Gagnon (Matane):** Je veux moi aussi protester au nom des électeurs de mon comté. M. le président, vous avez dû être profondément ému par la véhémence protestation du député de Papineau. Il a raison de dire que ce règlement viole les droits des députés. La motion du ministre de la Voirie...

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous ne devons pas recommencer la discussion sur le principe du règlement. On est en comité plénier. Qu'on s'en tienne aux règlements. Il ne s'agit pas ici de discuter le principe du bill. On doit l'étudier article par article et sans plus. Nous devons discuter la cinquième résolution.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la première fois que je vois un gouvernement avoir une telle audace! Il présente une mesure pour étouffer la

liberté de parole et, non content de cela, il veut faire étouffer ceux qui veulent protester! On veut nous étouffer avant même que l'on ait l'occasion de dire un mot! Le gouvernement devrait laisser parler les députés avant de les étouffer! En comité plénier, l'on a le droit d'exposer les conséquences d'une motion ou d'un projet de loi. J'avertis le gouvernement qu'il ne gagne rien à soulever des points d'ordre. Tout ce qu'il va gagner sera de faire perdre le temps de la Chambre.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Le principe d'un projet de loi ne peut certainement pas être discuté en comité plénier. Le Règlement est formel. On devrait s'en tenir à la discussion de la résolution.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous devrions maintenant discuter la loi article par article.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons le droit de discuter les résolutions de A jusqu'à Z. C'est une résolution sans principe, qui affiche un manque de tout principe en matière de liberté de parole. Hitler aurait honte de cette mesure! Staline en aurait honte! Ce geste est un démenti flagrant de la doctrine libérale que l'on prêche partout. Au lieu de discuter son administration, le premier ministre a présenté un plaidoyer de pitié pour prier l'opposition de ne pas trop discuter ses actes. Tout le monde sait que ça ne va pas très bien dans le cabinet. Il y en a plusieurs qui sont humiliés du fait qu'on leur a passé par-dessus la tête pour aller chercher un autre ministre à l'extérieur.

Le premier ministre n'a pas osé le présenter lui-même. On dirait qu'il s'ingénie à rendre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) de plus en plus impopulaire en le forçant à présenter cette mesure de bâillon. On en fait le "pâtira" de l'administration actuelle! Le leader de la Chambre, il me semble, doit être le premier ministre. Cette motion devrait être présentée par le premier ministre lui-même, lorsqu'il s'agit d'amender des règlements comme on le fait présentement. S'il ne le fait pas, c'est qu'il ne connaît pas cette mesure ou qu'il en a honte.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition me reproche de présenter cette résolution. Je fais partie du comité spécial qui étudie la refonte de tous les règlements. Il n'y a donc rien de surprenant que ce soit moi qui aie présenté ce projet. Le chef de l'opposition me trouve bien

malheureux. Il craint que je me rende impopulaire. Tous les ministres, comme moi, sont prêts à proposer des mesures impopulaires si elles sont dans l'intérêt de la province. Je suis prêt à accepter les taches impopulaires en autant qu'elles puissent être utiles à la province. Si ma popularité s'en va, et bien mon Dieu, elle partira!

Il y a déjà des popularités qui sont parties. Celle du chef de l'opposition par exemple, et ce n'est pas parce qu'il proposait des mesures impopulaires. Le chef de l'opposition oublie qu'il a perdu, lui, sa popularité et qu'il l'a perdue très vite, en faisant adopter des lois pour remplir des ventres creux et les ventres des crèchards de son parti. Et, avant tout cela, le chef de l'opposition s'est fait battre, comme premier ministre.

(Rires et applaudissements à droite)

Moi, si je suis battu à cause de bonnes lois, tant mieux. Je ne crains pas l'impopularité. Il vaut mieux succomber en faisant son devoir que de triompher en ne le faisant pas. J'aime autant perdre ma popularité et tomber en faisant mon devoir que demeurer au pouvoir en agissant contre les intérêts du peuple. Je suis prêt à faire tous les travaux impopulaires. S'il y a des travaux impopulaires à faire dans l'intérêt de la province et des Canadiens français, on n'a qu'à s'adresser au député de Saint-Hyacinthe et il fera son devoir.

Ma popularité, ce n'est pas ça qui me préoccupe. C'est mon devoir qui me préoccupe. Si ma popularité doit en souffrir, tant pis! J'ai déjà été battu une couple de fois. On m'a ensuite élu de nouveau. Si je le suis encore, je resterai dans la vie privée. Je suis bien comme cela. Je fais de la politique en amateur et cela m'amuse. Quand on est amateur, on aime à prendre des risques.

Revenant au projet, on veut prétendre que cette mesure a pour but de bâillonner l'opposition. Je dirai qu'il n'en est rien, qu'il est faux que l'on demande la passation d'un règlement pour enlever la liberté de parole, car il ne touche nullement à la liberté de parole en cette Chambre. Il ne prive en rien les membres de la Chambre de leurs prérogatives. Il n'a pour but que d'empêcher l'opposition d'abuser de la licence de parole. On pourra toujours discuter le budget, même après avoir voté des douzièmes provisoires. Mais les Canadiens français en ont assez des grands discours interminables de 15 heures qui coûtent une fortune à la province et qui ne font plaisir qu'à ceux qui les prononcent.

On devrait, au lieu de protester, accepter avec plaisir un régime qui va permettre de hâter l'expédition des affaires. La liberté de parole n'est

pas limitée pour une minute. Nous voulons que les affaires de la province puissent continuer à la fin des années fiscales, et c'est la raison pour laquelle nous faisons amender le Règlement. Nous voulons une Législature d'hommes pratiques, d'hommes d'affaires. La liberté de parole n'est pas limitée d'une seconde par ce règlement qui existe, du reste, dans tous les Parlements britanniques. Nous aurons ainsi un peu moins de discours et de bavardage, et ce sera tant mieux pour les Canadiens français et la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe vient de faire une déclaration assez extraordinaire. Si le député de Saint-Hyacinthe s'amuse dans la politique, les chômeurs ne s'amusent pas, eux!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Voilà un exemple de bavardage inutile! Si le chef de l'opposition veut discuter la question du chômage, qu'il inscrive une motion au *Feuilleton* et nous la discuterons! Il nous donne un exemple de l'abus de la liberté de parole aujourd'hui! Nous parlerons du chômage quand le moment sera venu!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La politique amuse le député de Saint-Hyacinthe!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je m'en tiens aux règlements de la Chambre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Saint-Hyacinthe nous a engagés sur ce terrain et j'ai le droit de parler autant que je le voudrai! Il a dit que nous avions dépensé l'argent de la province pour des crèchards et des ventres-creux. Quel compliment aux cultivateurs auxquels nous avons donné \$35,000,000!

**M. le président:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai le droit de répondre au ministre de la Voirie! Le député de Saint-Hyacinthe a dit que nous avons dépensé des millions pour des ventres-creux et des crèchards. Les cultivateurs, les vieux et les vieilles, les aveugles, sont-ce tous ces gens-là que vous appelez des crèchards?

C'est là un beau compliment de la part du gouvernement, car c'est pour tous ces gens que nous avons dépensé! Ce sont eux que le député de Saint-Hyacinthe traite de ventres-creux et de crèchards! Il

insulte ainsi les mères nécessiteuses, les vieillards, les cultivateurs et les aveugles.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je n'ai pas dit cela!

**M. le président:** C'est vrai. Le ministre a voulu parler des contracteurs quand il a parlé de crèchards.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vraiment! Que voilà une drôle de mesure! Le premier ministre, à qui il appartenait de la présenter, en a chargé le ministre des Travaux publics, et il faut en plus que ce soit le président qui explique les paroles de ce dernier!

Le ministre de la Voirie prétend encore que le nouveau règlement ne limite pas la liberté de parole. Jamais nous n'avons eu de mesure aussi arbitraire! Le gouvernement Taschereau lui-même n'aurait jamais osé aller aussi loin que cela! Le gouvernement actuel n'est même pas digne du gouvernement Taschereau!

En vertu de l'article 322 du Règlement de la Chambre, lorsqu'une motion est présentée en comité des subsides ou de voies et moyens, chaque député a le droit de discuter. Voilà une loi essentielle! Elle disparaît avec le présent règlement. L'opposition n'a plus la liberté de présenter un amendement! Le gouvernement décrète par ce règlement que les minorités n'ont pas de droits! Nous perdons le droit de faire entendre les revendications populaires! Nous n'avons pas été élus pour supporter le présent gouvernement et je m'en flatte! Nous représentons l'Union nationale et les droits du peuple!

Avec la mesure proposée par le gouvernement, pas de discussion et pas d'amendements en comité. En vertu des coutumes de cette Chambre, tout député peut prendre la parole sur un subside. L'argent des taxes, c'est l'argent du peuple. Cependant, nous avons autant que les ministériels le droit de défendre les intérêts du peuple! Les ministres ne peuvent administrer sans rendre compte. On sabote les droits de la minorité. Si le Parlement de Québec commence par donner l'exemple de la violation des minorités, comment les nôtres des autres provinces et des États-Unis pourront-ils espérer obtenir leurs droits? L'acte que le gouvernement pose est un acte désastreux pour les minorités!

En vertu de ce règlement, l'opposition aura le droit de parler pendant trois heures et les ministériels pendant deux heures. Si nous voulons poser une question, un député de la droite pourra parler pendant une heure et un autre pendant une heure encore, et

nous aurons perdu toute chance d'obtenir les renseignements désirés. Un simple agent d'assurances est obligé de rendre compte, et l'opposition ne pourra plus savoir quel emploi le gouvernement a fait des millions qu'il administre?

On a reproché qu'un discours de l'honorable M. William Tremblay avait duré 20 heures et coûté \$25,000 à la province. Ça valait cela! Il a contribué à nous débarrasser d'un gouvernement néfaste! Si son discours a coûté quelque chose à la province, les \$45,000 que nous avons fait rembourser à Antoine Taschereau<sup>3</sup> compensent amplement. Le peuple nous a donné raison.

De plus, en vertu du présent règlement, le gouvernement pourra faire voter des sixièmes provisoires aussi souvent qu'il le voudra. C'est le bâillon le plus odieux qu'aucun gouvernement n'a jamais imposé et il fallait le gouvernement actuel pour y penser!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition manque de conséquence. Il a dit, au début du débat: "On veut nous bâillonner!". Il a dit que ce règlement étouffait complètement la liberté de parole, puis il admet que la gauche pourra parler pendant trois heures. Au cours d'une autre étape, l'opposition aura encore deux heures pour parler. Cela fait cinq heures en tout. N'importe quel item du budget pourra être discuté pendant l'étude d'un douzième ou d'un sixième provisoire.

Il ressort du présent débat que l'opposition n'est pas bâillonnée, et je répète que le vote de douzième provisoire n'empêche nullement la discussion des estimés.

Le chef de l'opposition a insinué que le règlement avait pour but de permettre aux ministres de ne pas répondre aux questions de l'opposition. Il peut être certain que les ministres répondront toujours aux questions du chef de l'opposition qui auront du sens et qui seront dans l'intérêt de la province. Nous n'abolissons pas la liberté de parole. Nous réglementons la liberté de parole, de façon à ce que le trésorier puisse faire voter par la Chambre des douzièmes provisoires à la fin de l'année fiscale, afin de payer les fonctionnaires et maintenir les services du gouvernement. Cette résolution est introduite pour que le gouvernement puisse faire face à la nouvelle situation créée par le changement apporté lors de la dernière session à la date de la fin de l'année financière, qui est maintenant le 31 mars plutôt que le 30 juin. Nous réglementons une chose qui doit être réglementée et c'est un règlement qui existe dans tous les Parlements britanniques.

Nous n'avons jamais touché aux droits des députés pour obtenir des renseignements. D'ailleurs, ce n'est pas nous qui avons mis la loi du bâillon dans les règlements. C'est le chef de l'opposition qui a proposé une loi pour faire disparaître l'opposition systématique en cette Chambre. Le bâillon, c'est le chef de l'opposition qui nous l'a imposé quand il était au pouvoir.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est inexact. D'après les règlements que nous avons passés, les députés ont une heure pour parler, et le proposeur d'une motion ainsi que le chef de l'opposition peuvent parler aussi longtemps qu'ils le veulent. Les députés ne pourraient parler qu'une heure, mais le chef de l'opposition peut parler 50 heures s'il le veut. Nous n'avons jamais touché aux droits des députés d'être renseignés sur le budget.

On veut empêcher l'opposition d'exercer ses droits. Et pour quels motifs? Il me semble que nous n'avons pas fait d'obstruction. Nous avons facilité le travail de la Chambre de toutes façons. Cette année, l'adresse a été votée sans débat. C'est la première fois depuis 1867.

Nous avons même consenti à la suspension des règlements pour hâter l'envoi des bills au comité. L'opposition systématique est chose nécessaire dans un Parlement. La loi de clôture a été imposée par Ottawa, par un gouvernement qui a été maudit du peuple et des rouges.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition était contre l'opposition systématique, puisqu'il a lui-même passé sa loi du bâillon quand il a fait voter un règlement pour limiter la durée des discours.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas limité la discussion sur les subsides.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Certainement!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi n'était pas du tout une loi du bâillon, puisque tout député, sur motion pour aller en subsides, pouvait présenter n'importe quel amendement sur tout sujet d'intérêt public et, là alors, parler 10, 20 heures et plus, s'il le désirait.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'Union nationale a fait disparaître le droit à l'opposition systématique. Le chef de l'opposition

doit se souvenir qu'un soir, quand il était au pouvoir, il a fait taire l'opposition qui discutait les estimés budgétaires de l'Union nationale. Le chef du gouvernement de l'Union nationale prétendait que le règlement qu'il avait fait voter limitait les discours en comité des subsides à une heure. De plus, son règlement limitait également le droit de discussion sur les subsides. La question a été référée à l'Orateur de la Chambre qui a décidé que le règlement s'appliquait au comité.

On retrouve aux procès-verbaux de la Chambre que l'honorable chef de l'opposition avait demandé à l'Orateur si le nouvel article 229<sup>4</sup> s'appliquait aussi aux séances des comités pléniers. L'Orateur répondit que tel était son avis, mais qu'il demandait à la Chambre d'en décider afin de lui donner une direction sur ce sujet. J'en ai appelé de la décision de l'Orateur et j'ai demandé le vote. La décision de l'Orateur fut approuvée par 55 voix contre 16. Tous les députés de l'Union nationale ont voté pour le maintien de cette décision.

Le chef de l'opposition dit qu'il va me questionner quand je présenterai mes estimés. Qu'il ne se gêne pas. Mais, sous son gouvernement, nous avons questionné et on a refusé de nous répondre. Nous répondrons toujours. Nous croyons à l'utilité de l'opposition. Nous admettons que l'opposition aide à l'administration lorsqu'elle fait de la bonne critique. Quand j'étais chef parlementaire de l'opposition, j'ai offert ma coopération et mes conseils au chef du gouvernement de l'Union nationale. Il n'en a pas voulu. Il a eu tort, car il serait peut-être resté deux ans de plus au pouvoir.

(Rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous ne sommes que 14 de ce côté-ci et on veut nous étouffer!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Mais non, mais non!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Combien étions-nous de 1936 à 1939 quand nous n'avions pas le droit de parler?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je trouve étrange que les gens qui, dans le temps, voulaient limiter la discussion sur les subsides viennent aujourd'hui se plaindre! On veut simplement jeter de la poudre aux yeux. Quant aux questions posées aux ministres, le chef de l'opposition peut être assuré qu'on lui donnera toutes les réponses voulues, bien que, dans le temps de

l'Union nationale, on répondait peu aux questions posées par l'opposition d'alors. L'opposition remplit un rôle utile quand elle fait des critiques appropriées, et le gouvernement lui donnera tous les renseignements raisonnables qui peuvent aider l'opposition à rendre service au gouvernement.

Nous ne sommes pas en faveur de supprimer la liberté de parole et nous ne demandons en somme que ce qui existe dans les autres Parlements britanniques. Le chef de l'opposition peut avoir l'assurance que nous ne sommes pas en faveur de la suppression de la liberté de parole.

**M. Gagnon (Matane):** Le gouvernement a tort de parler de bâillon. Il a inclus notre loi dans la sienne, sans en changer une virgule. L'article 229 du Règlement, passé par le gouvernement de l'Union nationale, n'était pas une loi du bâillon comme le prétend le ministre de la Voirie. La preuve, c'est qu'il l'a reproduite telle quelle dans son projet de refonte des règlements de l'Assemblée législative. Ou cet article 229 était un bâillon, ou ce n'en était pas. Si c'en est un, pourquoi le ministre l'a-t-il gardé et reproduit? Si ce n'en était pas, que vaut son argumentation?

Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) prétend que tous les Parlements britanniques ont un règlement comme celui que veut passer le gouvernement actuel. Il ne peut pas dire que cette loi est en force dans tous les Parlements britanniques. À Ottawa, par exemple, pareil règlement n'existe pas. On vote des douzièmes provisoires, mais en vertu d'une entente entre les deux chefs des partis, et il n'y a aucun règlement qui empêche la discussion.

Le Parlement fédéral n'a pas voulu consentir une disposition spéciale semblable à celle qu'on nous demande de voter. Ce règlement que l'on nous demande de voter viole les droits parlementaires et nous continuerons de le dénoncer comme un attentat contre la liberté et la véritable démocratie. Pourquoi faut-il que la seule Législature canadienne-française dans le monde donne l'exemple d'un gouvernement dictatorial?

Lorsque la majorité parlementaire ne représente plus qu'une faible minorité dans la province au point de vue de l'opinion publique, et que la minorité parlementaire représente, elle, presque toute la province, celle-ci a le droit d'insister pour forcer le gouvernement à respecter la volonté populaire. C'est une législation d'amateur par laquelle on sabote nos droits parlementaires.

Cette mesure est une violation des droits parlementaires et de la minorité. C'est une législation

de dictateur! Le gouvernement écrase nos droits parlementaires. Nous combattons cette mesure clause par clause!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Évidemment, le député de Matane ne se rappelle pas ce qui s'est passé à Ottawa. À Ottawa, les crédits provisoires sont présentés sous forme de bills. Or, les bills sont tous sujets à la loi de clôture. Il n'était donc pas nécessaire de présenter une réglementation spéciale pour les douzièmes provisoires, puisque la loi de clôture s'y appliquait.

La Chambre des communes a une loi de clôture qui fonctionne et elle n'en a pas besoin de nouvelle. Il sait que les douzièmes provisoires peuvent être votés au moyen d'un bill. Le gouvernement fédéral a, dans sa loi, tout ce qu'il lui faut pour arriver au résultat désiré.

Ici l'Union nationale proteste, mais on se sert en somme du remède qu'elle a appliqué à cette Chambre. Tout ce que le gouvernement veut, c'est de parer aux éventualités que le changement dans l'année fiscale peut entraîner, afin que les services publics continuent à fonctionner normalement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après notre loi, chaque député peut parler une heure sur chaque item du budget, tandis que, d'après la présente motion, l'opposition n'aura que quatre heures en tout pour tous les items. Même s'il y a un règlement semblable à Ottawa, ce n'est pas une raison pour l'imiter.

Il est temps que le Parlement de Québec cesse d'être une doublure du Parlement d'Ottawa. Il est temps que les députés de Québec cessent d'être les Charlie McCarthy<sup>5</sup> des députés d'Ottawa. Cette mesure n'est pas nécessaire. Elle n'a pas de bon sens!

Pas un dictateur, ni Hitler, ni Staline, n'aurait pu concevoir quelque chose de semblable! Je demande au député de Saint-Hyacinthe d'y penser avant de faire adopter cette mesure qu'il sait arbitraire. Le spectacle que nous voyons est d'une lâcheté sans nom!

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi le gouvernement ne demande-t-il pas à la Chambre de restreindre la portée du règlement en question et de l'autoriser à voter trois douzièmes provisoires? Cela serait suffisant. Il pourrait se rendre ainsi jusqu'au 30 juin.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le député de Matane dit que cette mesure n'est plus

provisoire. Si le gouvernement demandait de voter douze douzièmes provisoires, cela ne serait plus provisoire. Ce serait le budget entier.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois sur division.

La séance est levée à 5 h 30.

5. Edgar Bergen (1903-1978), comédien américain; le plus populaire ventriloquiste dans l'histoire des arts et spectacles; sa marionnette la plus connue est certainement Charlie McCarthy. Ils ont participé à une émission de radio très populaire de 1937 à 1957 et ont également participé à plusieurs films. Pour en savoir plus sur Bergen et McCarthy, voir: Bergen, Edgar, dans *Current Biography, Who's News and Why*, New York, The H. W. Wilson Company, 1945, p. 42 à 45.

---

#### **NOTES**

1. Selon *Le Canada* du 19 février 1941, à la page 7, la motion du député de Matane fut rejetée par un vote de 11 contre 4.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), Orateur suppléant.

3. Durant l'enquête du comité des comptes publics, en 1936, Duplessis mit à jour une série de scandales qui paralysèrent le gouvernement libéral. Entre autres, il y fut démontré que l'ancien ministre Irénée Vautrin a subtilisé des fonds à son ministère pour des dépenses personnelles, que Charles Lanctôt a reçu du gouvernement \$140,000 de frais de voyage depuis 1928, alors que Antoine Taschereau, le frère du premier ministre, a déposé \$75,000 du Trésor provincial à la Banque Canadienne Nationale de Saint-Pacôme pour encourager son fils qui y était gérant. Ce dernier a également versé \$10,000 d'intérêts dus à la province dans son compte personnel, ce qui, disait-il, était la coutume sous ses prédécesseurs.

4. L'article 229 décrivait ce qui suit: "Avec la permission de la Chambre, un député peut s'expliquer sur un fait personnel, bien que la Chambre ne soit alors saisie d'aucune question; mais dans ce cas, il ne peut entamer aucun sujet qui prête à discussion et nul débat ne peut s'ensuivre."





## Séance du mercredi 19 février 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Charte  
de Montréal

**M. Caron (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte, et que cette pétition soit maintenant présentée, lue et reçue.

Adopté.

## Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la cité de Montréal demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte est présentée, lue et reçue par la Chambre.

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville;
- bill 119 modifiant la charte de la corporation de la ville de Richmond;
- bill 134 modifiant la charte de la ville d'Asbestos;
- bill 120 ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec lesdits commissaires d'écoles comme intervenants.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval.

Votre comité recommande de prolonger au 6 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de faire rapport que le préambule du bill numéro 113, intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec", n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

Le rapport est adopté.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la corporation de la ville d'Acton Vale, demandant l'adoption d'une loi ratifiant ses règlements numéros 232 et 233.

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de Howard Lindsay Mussells, demandant de voter une loi autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres, après examen, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité recommande de prolonger au 6 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de

dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

#### **Acton Vale**

**M. Choquette (Montmagny)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 141 ratifiant les règlements numéros 232 et 233 de la ville d'Acton Vale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Howard Lindsay Mussells**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** demande, appuyé par le représentant de Compton (M. Duffy), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Maladies vénériennes**

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** demande, appuyé par le représentant de Maskinongé (l'honorable M. Thisdel), la permission de présenter le bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Contrôle budgétaire**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), la permission de présenter le bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Explications?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** En l'absence du représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), je dois déclarer qu'à l'avenir, il sera possible de discuter en cette Chambre les dépenses qui ne sont pas budgétaires. Il s'agit de restreindre la marge des dépenses qui ne sont pas budgétaires et d'assurer un meilleur contrôle sur la dépense des deniers publics par la Législature.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que ce bill abroge la loi provinciale de l'assurance-chômage et de l'aide du drainage. Je voudrais avoir plus d'explications.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il s'agit tout simplement de savoir où nous allons dans les finances de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Questions écrites de l'opposition**

**M. l'Orateur** appelle l'ordre du jour.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre le fait que le gouvernement n'a pas encore répondu à des questions de l'opposition inscrites au *Feuilleton* depuis le 25 janvier. Le gouvernement doit répondre dans les vingt jours de la production des questions.

#### **Demandes de documents:**

##### **Motion pour la reprise du débat sur la canalisation du Saint-Laurent**

**M. Lorrain (Papineau):** Avant de passer à l'ordre du jour, je désire rappeler à la Chambre qu'il est une question très importante actuellement, celle de la canalisation du Saint-Laurent. Le Saint-Laurent est l'une des grandes richesses de la province et, comme il est question de le canaliser, il est urgent que la Chambre reprenne le débat sur la motion du chef de l'opposition, à ce sujet.

Le chef de l'opposition n'a pas craint de déclarer que l'Union nationale a toujours été et sera toujours opposée à la canalisation du fleuve. Le gouvernement n'a pas jugé bon de faire connaître son attitude. L'heure n'est pas aux entreprises nouvelles de grande envergure de ce genre et il est urgent que le gouvernement de la province fasse connaître son attitude sur cette question.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat en date du mardi 28 janvier dernier, sur la

motion de l'honorable M. Duplessis, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Barrette (Joliette):** Si l'opposition insiste sur cette question, c'est que la province est inquiète. La province a des droits reconnus sur le fonds du fleuve et sur ses ressources hydroélectriques. Il y a urgence pour la province de définir son attitude, parce que les États de la Nouvelle-Angleterre et ceux du littoral de l'Atlantique s'opposent à la canalisation. Si l'opposition insiste, c'est qu'elle veut savoir l'opinion du gouvernement. Il y a urgence que cette question soit discutée.

**M. Gagnon (Matane):** Je ne puis que seconder avec la plus grande énergie cette motion du député de Papineau. Il n'y a rien de plus urgent que la répression d'un crime comme la canalisation du Saint-Laurent. C'est l'ancien premier ministre, l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, qui disait, il y a déjà quelques années, que la canalisation serait un crime national. Je suis convaincu qu'il n'existe personne dans cette province qui ne soit d'opinion que cette question de canalisation du Saint-Laurent est de la plus grande urgence.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette motion est sur l'ordre du jour depuis le début de la session. C'est le devoir du gouvernement d'avoir le courage de dire quelle sera sa politique sur une question aussi vitale. Aux États-Unis, des démarches se font actuellement au sujet de la canalisation. C'est dire qu'il y a eu des pourparlers d'entrepris et qu'ils sont avancés. On a même dit qu'il en a été question lors d'un voyage du premier ministre à Ottawa.

La canalisation comporterait une violation des droits de la province qui a des droits acquis sur le fonds du fleuve. Ce serait violer l'autonomie de la province, et aucun gouvernement n'a le droit de prendre aucun engagement sans soumettre la question à la Chambre.

La province de Québec a le droit d'exiger que le gouvernement ait le courage de se prononcer sur cette question immédiatement. Si le gouvernement

prend des engagements au sujet du Saint-Laurent sans l'assentiment de la Législature, l'Union nationale ne les respectera pas s'il reprend le pouvoir. Aucun contrat signé par l'actuel gouvernement relativement au développement du Saint-Laurent ne sera reconnu. Le premier devoir du gouvernement, c'est de se prononcer immédiatement.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

**Contre:** Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Comeau, Côté, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dumaine, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Kirkland, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Panet, Plamondon, Potvin, Rochette, Sabourin, Thisdel, Toupin, 51.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

### Réseau routier du Québec

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 51, 2 George VI et ses amendements.

Adopté.

### Crédit agricole

**M. Barrette (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat sur la motion de l'honorable M. Élie, en date du mercredi 5 février courant, à

l'effet qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts, soit contractés, soit garantis, soit autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, relativement au crédit agricole du Québec établi par la loi 25, chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session (1936) et ses amendements jusqu'au 8 novembre 1939.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** ne soulève aucune objection à cette proposition.

**M. l'Orateur:** Je donne la parole au député de Labelle.

**M. Paquette (Labelle):** Le premier ministre a dit qu'il ne voulait pas endetter les générations futures avec de trop longs prêts. Pourquoi cela? Le gouvernement n'est pas sérieux en disant qu'il a réduit les prêts pour ne pas engager les générations futures. Les générations futures ont été engagées de diverses manières par toute une série d'entreprises publiques pour lesquelles nous payons présentement. Et le présent gouvernement continue de faire des dépenses qui ne seront soldées que par les générations qui suivront.

L'industrie laitière n'a pas été très payante. Le prix du beurre a été fixé dans une saison morte. Cette mesure a pu être avantageuse pour certains spéculateurs, mais n'a guère amélioré le sort de la classe agricole.

Dans mon comté, un prêt de \$1,000 a permis à un père d'assurer l'avenir de ses enfants. Je demande au gouvernement de continuer notre politique de prêts et mettre un montant substantiel à la portée des cultivateurs. De nombreux cultivateurs de mon comté, menacés de perdre leurs terres, ont pensé remettre sur pied et continuer l'exercice de leur profession grâce à la politique de l'Union nationale. Le député de Berthier nous a reproché d'avoir réduit les octrois aux écoles de rang...

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Le député de Labelle me dira-t-il quel pourcentage l'Union nationale payait pour les écoles de rang?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une question et je soulève un point d'ordre!

**M. Paquette (Labelle):** Le député de Berthier prend plaisir à poser des questions impertinentes à des députés qui font leur possible pour ne pas retarder les travaux de la Chambre! L'Union nationale a contribué à la construction d'écoles rurales dans une mesure inconnue jusque-là. Dans l'Abitibi et le Témiscamingue, nous avons construit des centaines d'écoles entièrement aux frais de la province et nous avons payé les institutrices dans les colonies.

La politique de l'Union nationale était inspirée par l'amour du peuple et fut très populaire. Je demande au gouvernement de se montrer généreux et de mettre un autre montant de plusieurs millions à la disposition des cultivateurs qui ont besoin de crédit.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Le gouvernement de l'Union nationale n'a jamais compris les intérêts de la classe agricole. La façon dont il a administré le crédit agricole a nui à la majorité des cultivateurs qui avaient besoin de prêts. Les prêts se faisaient aux amis et ceux qui en avaient besoin n'en obtenaient pas.

(À ce moment, l'Orateur, M. Bissonnette, invite le représentant de Montréal-Laurier, M. Gauthier, à le remplacer au fauteuil présidentiel. Il est longuement applaudi.)

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** (S'adressant au président *pro tempore*) M. l'Orateur, je vous félicite d'occuper le fauteuil et j'espère que vous saurez remplir la tâche avec le tact de celui qui vous l'a confié. Nous devons aider les cultivateurs, mais nous devons aussi aider les ouvriers des villes. L'ouvrier a trouvé moyen de traverser la crise sans emprunter.

Le chef de l'Union nationale avait promis de les aider tous. Il ne l'a pas fait et c'est pour cela qu'il a eu une si grande déception. M. Bennett a créé les secours directs...

**Des députés de l'opposition:** Le député de Montréal-Mercier (M. Francoeur) parle de tout, excepté de la question en jeu.

**M. Gagnon (Matane):** Je demande à l'Orateur d'inviter le député à s'en tenir à la question.

**M. l'Orateur:** Je comprends que tout cela était introductif.

**Des députés:** Ha! Ha! Ha!<sup>1</sup>

**M. l'Orateur:** Je prierais le député de Montréal-Mercier de s'en tenir à la motion en discussion.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je suis sympathique, comme vous, au député de Matane (M. Gagnon). Je suis certain que le premier ministre saura rendre la vie rurale assez agréable tant que les bons cultivateurs demeureront sur leurs terres, sans avoir besoin que le gouvernement leur garantisse constamment leur avenir, et qu'il aidera aussi les ouvriers des villes. Quant aux travaux de guerre de toutes sortes, ils devraient être exécutés par l'ouvrier des villes et non par les cultivateurs. Que chaque classe de la société reste dans son domaine et tout ira bien!

**M. Labbé (Mégantic):** Les paroles du député de Montréal-Mercier sont bien dans la tradition du Parti libéral qui a toujours été opposé au crédit agricole provincial. Il y a des députés ministériels qui n'aiment pas à parler du crédit agricole parce qu'ils ont toujours voté contre cette mesure. C'est une des raisons pour lesquelles la population de Mégantic a voté contre le gouvernement. Sur 71 bureaux de votation, 37 ont voté pour l'Union nationale. Comme représentant d'un comté en grande partie agricole, je suis contre le décret d'Ottawa qui fixe le prix du beurre.

Grâce à la création d'un système provincial de prêts, l'Union nationale n'a pas seulement aidé les cultivateurs en leur évitant la ruine et en les maintenant sur leurs terres. Elle a aussi aidé les ouvriers des villes en empêchant les cultivateurs de quitter leurs charrués et d'émigrer vers les grands centres.

Je regrette les paroles du député de Montréal-Mercier. Elles prouvent qu'il ignore totalement la situation. Il ne connaît pas les besoins des cultivateurs. Il prétend même que le crédit agricole est fait pour encourager les paresseux. S'il est une classe de gens qui ne mérite pas ce qualificatif, c'est bien celle des cultivateurs pour qui la limitation des heures de travail est totalement inconnue. Le présent gouvernement a saboté le crédit agricole et la population rurale de Mégantic a condamné ouvertement cette politique, puisque 21 bureaux de scrutin, dans les campagnes, ont donné des majorités à l'Union nationale. Les autres comtés attendent l'occasion de prononcer le même jugement et la même condamnation.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** M. l'Orateur, l'opposition a provoqué ce débat pour se vanter des prêts consentis

sous son régime pour le crédit agricole. Nous avons dit, lorsque nous étions dans l'opposition, et nous le répétons aujourd'hui, que l'Union nationale a toujours fait de la politique et du patronage électoral avec le crédit agricole. Au temps de l'Union nationale, les comtés les mieux favorisés au point de vue du prêt agricole furent ceux des députés unionistes du temps, alors que les comtés représentés par des députés libéraux furent ignorés. Voyons ce que disent les chiffres, que nul ne peut contester.

L'Union nationale a fait des élections partielles dans trois comtés de la province pendant ses trois ans de régime. Voici le total de l'argent prêté dans ces trois comtés: Beauce, \$895,000; Bagot, \$800,000; Stanstead, \$701,000. Dans Yamaska, pour consoler le député de l'Union nationale, on a prêté \$875,000. Dans Deux-Montagnes, pour faire plaisir au député de l'Union nationale, on a prêté \$714,000. Dans Portneuf, dont le député était ministre d'Union nationale, on a prêté \$785,000<sup>2</sup>; dans Beauharnois, \$424,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et dans Trois-Rivières?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** On va y arriver. Tout le monde sait que Trois-Rivières est un comté essentiellement agricole. Nous verrons dans un instant ce qu'on y a prêté.

Dans Chambly, on a prêté \$894,000 pour faire plaisir à l'organisateur en chef de l'Union nationale, et dans Châteauguay, \$710,000. Dans Iberville, pour récompenser M. Lamoureux, qui nous avait laissés, on a prêté \$526,000<sup>3</sup>; dans Joliette, \$763,000; dans Rouville, \$667,000. J'arrive enfin au comté essentiellement agricole de Trois-Rivières; on y a consenti 230 prêts<sup>4</sup> au montant de \$133,000. Dans Rivière-du-Loup, on a prêté \$404,000<sup>5</sup>, soit \$154,000 de moins que ce que nous aurions dû avoir proportionnellement.

Aujourd'hui, M. l'Orateur, le crédit agricole est sorti de la politique. Tout le monde est traité également. Le président de l'Office distribue les prêts suivant la population, que les comtés soient représentés par des libéraux, des nationaux ou par de bons conservateurs, comme mon bon ami le député de Matane (M. Gagnon). Tout à l'heure, lorsque le député de Montréal-Mercier a parlé de M. Bennett, le député de Matane a soulevé un point d'ordre. Quand on parle de M. Bennett ici, ça fait de la peine au député de Matane et ça fait plaisir au député de Trois-Rivières.

(Rires et applaudissements à droite)

Des députés de l'opposition ont reproché au gouvernement fédéral d'avoir fixé le prix du beurre, que l'on essayait de faire monter indûment sans bénéfice pour les cultivateurs. Nos adversaires, qui ont fait la Grande Guerre de 1914 à 1918, ne peuvent comprendre qu'à la présente guerre il n'y ait pas de profiteurs, que la présente guerre n'ait pas fait de millionnaires comme à la dernière guerre. Pourquoi? Parce que le gouvernement actuel d'Ottawa empêche les profiteurs de faire de l'argent en spéculant sur les nécessités de la vie. Le fédéral fixe un prix maximum en hiver pour protéger les consommateurs, et il fixera un prix minimum en été pour protéger les cultivateurs.

Le gouvernement actuel de la province veut le bien-être des cultivateurs. Il ne suffit pas de prêter aux cultivateurs; il faut encore leur permettre de rembourser leurs prêts. C'est ce que le récent gouvernement, dirigé par un cultivateur, entend faire. De 1897 à 1936, nous avons été maintenus au pouvoir sans interruption par les cultivateurs. Il n'est pas possible qu'ils se soient trompés pendant 39 ans. En 1939, après trois ans de régime d'Union nationale, les cultivateurs nous ont reportés au pouvoir parce qu'ils connaissent leurs véritables amis. Le Parti libéral continuera à aider la classe agricole, et lorsque nous irons devant le peuple, nous aurons encore sa confiance!

(Applaudissements à droite)

**M. Robinson (Brome):** Je suis heureux d'apprendre que le crédit agricole est sorti de la politique. Je suis également heureux que le gouvernement ait décidé d'économiser, mais la population agricole doit être aidée. Le présent gouvernement a raison de vouloir pratiquer l'économie.

Mais la véritable économie consiste à conserver le capital que l'on a. C'est ce qu'a compris l'Union nationale en créant le crédit agricole. Si nous avions laissé les cultivateurs abandonner leurs terres et s'en aller dans les villes, les terres et les bâtisses auraient perdu une partie de leur valeur et ce n'eût pas été de l'économie.

Il est vrai que l'Union nationale a beaucoup dépensé, mais elle a beaucoup d'œuvres à montrer, tandis que le présent gouvernement a dépensé autant en ne faisant presque rien. Prêter aux cultivateurs, ce n'est pas une dépense, mais un placement et une économie.

**M. Dumaine (Bagot):** M. l'Orateur, pendant trois ans, nous avons été témoins d'une propagande

épouvantable, faite dans toute la province par le gouvernement d'Union nationale, à l'effet que le gouvernement était prêt à prêter de l'argent à tous les cultivateurs par l'entremise du crédit agricole. On leur a rendu ainsi un mauvais service, car plusieurs qui n'avaient pas besoin de prêt en ont demandé quand même tellement on leur disait que c'était facile d'emprunter du gouvernement. On aurait dû se contenter de satisfaire aux demandes raisonnables. Mais on a prêté aux favoris.

Comment prêtait-on de l'argent aux cultivateurs? Je vais vous donner un exemple. Dans mon comté (Bagot), on a prêté \$5,700<sup>6</sup> à un M. Fontaine, maître de poste, sur une mauvaise terre, alors qu'il n'était pas un véritable cultivateur. L'argent a été employé à réparer des bâtisses. Le but du crédit agricole n'est pourtant pas d'aider les "gentlemen-farmers", mais d'aider les vrais cultivateurs qui étaient menacés de perdre leurs terres. Depuis que le gouvernement libéral est au pouvoir, tous les cas ou à peu près ont été réglés pour le prêt agricole provincial. Tous ceux qui offraient des garanties morales et financières ont reçu justice.

En réponse au député de Mégantic (M. Labbé), je dirai que j'ai voté pour le crédit agricole. Lorsque j'étais député à Ottawa, on a présenté une loi autorisant des prêts au total de \$90,000,000 aux cultivateurs.

**M. Gagnon (Matane):** Qui a présenté cette loi?

**M. Dumaine (Bagot):** C'est le gouvernement Bennett. Ce n'était pas un gouvernement que nous aimions, mais la mesure était bonne et nous avons voté en faveur, à l'unanimité.

(Applaudissements à droite)

On a parlé d'octrois aux écoles rurales. Sous le gouvernement Taschereau, à la construction d'une école de \$1,200, la province payait 100 %; sous l'Union nationale, 40 %. Pour les écoles de \$1,500, le gouvernement Taschereau payait 80 %, l'Union nationale, 25 %.

Nous sommes en voie de nettoyer la maison. En avançant \$6,000,000 au crédit agricole l'an dernier, le gouvernement a donné satisfaction à tout le monde à peu près. Si on avance encore de \$6,000,000 à \$8,000,000 au crédit agricole, d'ici deux ou trois ans, tout le monde sera satisfait. J'ai confiance que le gouvernement actuel va mettre à la disposition des cultivateurs de cette province ces avances chaque année.

(Applaudissements à droite)

**M. Barrette (Joliette):** Les ministériels, malgré leur amour tout neuf pour les cultivateurs, n'en continuent pas moins de combattre le crédit agricole provincial; à preuve, le discours du député de Montréal-Mercier. Le député de Montréal-Mercier a déclaré tout à l'heure qu'il était contre le prêt agricole...

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Je ne me suis jamais prononcé contre le prêt agricole. J'ai dit cependant qu'il n'y avait pas que ce seul moyen d'aider l'agriculture.

**M. Barrette (Joliette):** Tout au long de son discours, le député de Montréal-Mercier a parlé contre le prêt agricole provincial. Le député de Bagot a parlé tout à l'heure de prêts consentis par l'Union nationale en périodes électorales. Jamais, en aucun temps pendant des élections complémentaires ou des élections générales, l'Office n'a consenti des prêts aux cultivateurs de la province.

(Rires à droite)

L'Union nationale a voulu aider l'agriculture. Les libéraux, pour les cultivateurs, n'ont rien fait si ce n'est des discours. Et je défie les ministériels de citer un nom contraire à ce que j'affirme!

**M. Dumaine (Bagot):** Je vais lui citer un cas précis. L'ancien ministre de l'Agriculture, l'honorable Bona Dussault, est allé visiter une terre en février et a consenti lui-même un prêt durant l'élection complémentaire dans le comté de Bagot...

**M. Barrette (Joliette):** Aucun ministre, ni le ministre de l'Agriculture n'avaient le droit de consentir des prêts. Cela était réservé exclusivement à l'Office du prêt agricole. Seul l'Office a juridiction en la matière et accorde les prêts. La loi de l'Union nationale a véritablement sauvé l'agriculture en cette province.

C'est une loi nationale, une mesure salvatrice. Notre loi est tellement bonne que le nouveau gouvernement l'a conservée. C'est l'Union nationale qui a fait augmenter les prêts en faveur des cultivateurs, tout en faisant diminuer les taux d'intérêt.

Le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain) a cité certains comtés qui, prétend-il, ont été particulièrement favorisés, parce que ministériels. Mais il s'est gardé de tout citer. Il aurait pu noter par exemple que le comté de Verchères, représenté par un libéral, a obtenu \$436,000; que Saint-Jean a eu \$428,000, que Saint-Hyacinthe a eu \$488,000, tandis que Laviolette,

comté unioniste, n'a eu que \$292,000, et Charlevoix-Saguenay, aussi unioniste, n'a pu emprunter que \$254,000.

**Un député ministériel:** Il a été battu aussi!

**M. Barrette (Joliette):** De toutes les industries basiques de la province, seule l'agriculture n'avait pas de source de crédit. Il y avait sans doute le prêt agricole fédéral. Seulement, il ne prêtait pas, en pratique. À preuve, dans le comté de Joliette, en 11 années bien comptées, le prêt agricole fédéral n'a consenti que 10 prêts, et encore, à des conditions telles que n'importe quel prêteur consentait dans le temps des conditions aussi avantageuses que le prêt fédéral.

D'ailleurs, les cultivateurs savaient parfaitement à quoi s'en tenir. Dès que le prêt agricole provincial a été offert, c'est par milliers qu'ils ont fait des demandes au point que l'Union nationale leur a prêté, en trois ans, \$35,000,000.

Pendant des années et des années, les politiciens libéraux ont offert aux cultivateurs de notre province tout l'attirail de leurs belles promesses, mais avec les mains vides. L'Union nationale, elle, a prêté par millions, et elle a véritablement sorti la classe agricole du dangereux marasme où l'incurie libérale l'avait placée.

Pendant des années, les libéraux, qui faisaient de si beaux discours vides de substance à leurs électeurs, dès qu'ils étaient rendus en Chambre, se hâtaient de voter contre leurs promesses, et ils ont rejeté par exemple les projets de loi de crédit agricole, à chaque occasion. Encore aujourd'hui, le thème général des discours est pour vanter le crédit fédéral qui ne prête pas. On se rappelle, dans le temps, que les libéraux affirmaient que les cultivateurs ne feraient pas honneur à leurs obligations. Les événements et les cultivateurs eux-mêmes se sont chargés de donner un démenti éclatant à cette calomnie gratuite. On a promis aux cultivateurs que les taux de crédit fédéral seraient abaissés et qu'il valait mieux emprunter au fédéral parce que ce dernier fournissait l'argent. On sait ce que valent maintenant ces beaux arguments.

Pendant qu'on dépense des centaines de millions pour l'effort de guerre, seuls les cultivateurs n'en bénéficient pas, car on a fixé le prix du fromage, du beurre, des denrées, à un niveau très bas. Au temps que le premier ministre était ministre de l'Agriculture, la superficie des terres en culture et les troupeaux avaient diminué. Des libéraux, ministres et députés actuels, ont bénéficié du crédit agricole, mais ils avaient comme mot d'ordre de dénoncer le crédit

agricole provincial à tout prix, sans s'occuper s'il était utile à la province.

**M. Potvin (Roberval):** Je trouve étrange la conduite de l'opposition qui laisse entendre que le gouvernement actuel et le Parti libéral cherchaient à diminuer l'aide au cultivateur et qu'ils avaient l'intention d'abandonner le crédit agricole, alors qu'il n'en est rien du tout. Il n'y a rien devant cette Chambre qui puisse justifier cette assertion. Cette loi a rendu service à la province, particulièrement dans mon comté. On parle beaucoup du cultivateur et tout le monde s'intéresse à son sort, et il est indéniable que la sollicitude du gouvernement actuel à l'égard du cultivateur s'est manifestée de bien des façons.

Je représente un comté essentiellement agricole dont l'étendue en culture s'élève à 153,250 acres. La valeur de la dernière récolte s'élève à \$2,281,000. Mais on en a considérablement réduit les effets par une ingérence politique telle qu'il était impossible d'obtenir des prêts si l'on n'était pas dans les bonnes grâces du gouvernement.

Nos amis de la gauche ont prétendu qu'il n'y avait pas eu d'ingérence politique dans l'application du prêt agricole. Je veux souligner des faits qui ont été portés à ma connaissance au Lac-Saint-Jean. Il est certain que ceux qui n'étaient pas partisans du gouvernement ne pouvaient pas obtenir quoi que ce soit dans notre région. L'étude des titres était même faite par des notaires amis du gouvernement. Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons constaté quelque chose d'anormal dans ce domaine. Des demandes, vieilles de deux ans, étaient demeurées sans réponse. Depuis un an, toutes les demandes ont été étudiées et solutionnées. C'est un progrès que l'on doit à la nouvelle administration. Le gouvernement a fait disparaître toute ingérence politique dans l'administration du prêt agricole provincial.

On a dit que le cultivateur ne pourrait pas payer ses dettes. Jamais les hommes publics actuels n'ont eu cette méfiance à l'égard du cultivateur. Dans l'administration du prêt agricole, on doit tenir compte de la solvabilité des gens à qui l'on prête. J'ai confiance dans la solvabilité des cultivateurs de mon comté. Ils sont mal venus, ceux qui veulent faire croire que le Parti libéral ne favorise pas le cultivateur en prenant toutes sortes de moyens indirects pour nuire à la classe agricole. Le gouvernement doit aider la classe agricole, mais le placement ne doit pas être infructueux.

Nous avons actuellement à la tête de la province un premier ministre qui est lui-même un agriculteur et non pas un pilote. J'ai cru de mon

devoir de protester contre cette manière d'agir injuste envers le gouvernement et la classe agricole.

(Applaudissements)

**M. Lorrain (Papineau):** Le député de Roberval semble s'imaginer que la politique agricole du Parti libéral a commencé cette année. Dans le passé, le premier ministre s'est toujours opposé à toute politique de crédit agricole provincial en prétendant que les agriculteurs étaient riches, qu'ils n'avaient pas besoin de crédit. Le premier ministre ne comprend pas les besoins réels de l'agriculture. La prospérité de l'agriculture d'après l'honorable premier ministre est celle des "gentlemen-farmers". Le député de Roberval a dit que le premier ministre était un agriculteur. Ce n'est pas exact. C'est un "gentleman-farmer" et un des plus importants.

L'ancien gouvernement libéral trouva \$15,000,000 pour sauver la Banque Nationale<sup>7</sup>, mais n'eut pas d'argent pour la classe agricole. Je me demande comment il se fait que le nouveau ministre de l'Agriculture, qui est maintenant premier ministre, ne soit pas venu en aide aux cultivateurs avec un prêt agricole, alors qu'il était ministre de l'Agriculture. Il a fallu l'arrivée au pouvoir de l'Union nationale pour que le crédit agricole fût une réalité, pour qu'il soit un crédit qui prête. On dit que la situation de l'agriculteur est meilleure que l'an dernier. M. Authier<sup>8</sup> disait à Ottawa que 50,000 agriculteurs de la province de Québec sont dans la détresse la plus grande.

Le crédit agricole a profité aux membres du gouvernement. Il (M. Lorrain) nomme le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et le député de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain). Le premier ministre, déclare-t-il, a trouvé le moyen d'emprunter \$5,000 du crédit agricole fédéral. Il (M. Lorrain) ajoute que des ministres et des députés libéraux ont profité de la loi de crédit agricole instaurée par l'Union nationale. Il mentionne le nom du représentant de Pontiac (M. Lawn).

**M. Lawn (Pontiac):** Non, non. Je n'ai jamais emprunté.

**M. Lorrain (Papineau):** Je n'ai jamais prétendu que le député de Pontiac avait profité directement du crédit agricole.

**M. Lawn (Pontiac)** explique qu'il n'a profité, ni directement, ni indirectement, du crédit agricole.

**M. Lorrain (Papineau):** Le député de Pontiac a profité...



**M. l'Orateur:** Je rappelle le député de Papineau à l'ordre, et il doit accepter la parole du député de Pontiac.

**M. Lorrain (Papineau):** Je retire mes paroles parce qu'il le faut en vertu des règlements, mais je ne crois pas que c'est exact.

**M. l'Orateur** lui demande de retirer ses paroles sans restriction.

**M. Lorrain (Papineau)** se fait un peu prier et finit par y consentir. Le crédit agricole, poursuit-il, est une des plus belles lois de la province, et c'est cela qui fatigue le gouvernement actuel!

**M. Lawn (Pontiac):** Personnellement, je suis en faveur du prêt agricole. Le gouvernement de l'Union nationale a gaspillé l'argent de la province en faisant faire des travaux souvent inutiles dans les villes. La province doit aujourd'hui payer leurs dettes!

**M. Talbot (Chicoutimi):** Le député de Roberval (M. Potvin) laisse entendre que l'Union nationale s'est servie du prêt agricole pour faire de la petite politique. Cependant, le comté de Roberval, pendant que l'ancien gouvernement était au pouvoir, a reçu \$512,000 du prêt agricole. Le comté de Chicoutimi, où des élections complémentaires ont été tenues en 1938, n'a reçu que \$437,550.

Le député de Roberval n'a pas été capable de citer un seul cas d'ingérence politique. Qu'on cesse donc également de nous dire qu'avec \$6,000,000 le régime libéral a fait plus que l'Union nationale avec \$35,000,000! La vérité, c'est que le prêt agricole ne prête plus!

On demande aux gens de se prévaloir du prêt fédéral. S'il est bon pour Ottawa de prêter, pourquoi cela serait-il mauvais pour Québec? Grâce au prêt agricole provincial, un grand nombre de municipalités ont été remboursées des montants que leur devaient les cultivateurs.

Je propose, appuyé par le représentant de Beauharnois (M. Sauvé), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

#### Dépôt de documents:

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de déposer sur le bureau

de la Chambre des réponses à des ordres de l'Assemblée législative.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Plus fort, plus fort!

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** M. l'Orateur, combien je regrette que l'honorable chef de l'opposition soit devenu sourd à subir les éclats de sa propre voix, tellement il a parlé depuis quelques jours!

(Rires à droite)

À tout événement, je ferai de mon mieux pour qu'il puisse entendre, boire et goûter chacune de mes paroles.

(Applaudissements à droite)

#### Développements hydrauliques

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à tous développements de pouvoir d'eau ou à toutes constructions de barrages ou écluses en vue de production d'énergie électrique, dans notre province. (Document de la session no 25)

#### Propagande communiste

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 11 des Statuts refondus de la province de Québec, (1925). (Document de la session no 26)

#### Crédit agricole

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document

suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à l'article 4 et au paragraphe "m" de l'article 8, du chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2e session, (1936). (Document de la session no 27)

#### **Office du crédit agricole**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 6, 4 George VI, (1940). (Document de la session no 28)

#### **Salaire des institutrices**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 4 février 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1936 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant au salaire des institutrices dans les municipalités rurales de la province de Québec. (Document de la session no 29)

#### **Loi pourvoyant à la refonte des lois du Québec**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 février 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 15 avril 1937 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 12, 1 George VI, (1937). (Document de la session no 30)

La séance est suspendue à 6 heures.

#### **Reprise de la séance à 8 h 30**

#### **Industrial Life Insurance Company**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 concernant le nom de Industrial Life Insurance Company.  
Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. *"Industrial Life Insurance Company"* est autorisée à faire affaire sous ledit nom anglais *"Industrial Life Insurance Company"* ou le nom français de *"L'Industrielle Compagnie d'Assurance sur la Vie"*."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a évidemment anguille sous roche. Je trouve extraordinaire qu'on vienne, après 35 ans, faire valider un nom.

Il y a danger que la compagnie soit transformée en compagnie à stock et que les mutualistes perdent leurs profits accumulés qui iront enrichir un petit groupe.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.  
Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession d'Edith Mary Wurtele**

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay.  
Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Est déclarée suffisante et valable l'attestation du testament d'Édith Mary Wurtele ou Lindsay, veuve de feu le major William Pentland Lindsay, de la Royale gendarmerie à cheval du Canada, en son vivant de la cité de Québec, fait à Kingsmere, dans la province de Québec, d'après le mode dérivé de la loi d'Angleterre, en présence de James Sabiston Rankin, avocat, et de Winnifred Mary Rankin, son épouse, tous deux de la cité d'Ottawa, comme témoins, le 21 septembre 1936, testament dont copie est ci-jointe comme annexe A, et ledit testament peut être présenté pour vérification et être vérifié en la manière prescrite à l'article 857 du Code civil du Bas-Canada, nonobstant les modifications apportées à ce code par les articles 14 et 15 de la loi 21 George V, chapitre 101, et le fait que lesdits témoins soient mari et femme."

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** Il s'agit simplement d'une requête afin de respecter les vœux de la défunte et déclarer la validité de son testament librement rédigé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le bill en question est totalement illégal, et aucun tribunal ne le reconnaîtra.

L'article 1 est adopté.

L'article 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement<sup>9</sup>.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession  
de Thomas Mussen**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 accordant certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession de  
Joseph-Narcisse Perrault**

**M. Caron (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 107 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Caron (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession de  
Malcolm William Mitchell**

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 133 concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bourque (Sherbrooke)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Notre-Dame-du-Mont-Carmel**

**M. Morin (Champlain)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 20 octobre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Morin (Champlain)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour la Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion proposée par le représentant de Yamaska (M. Élie), mercredi le 5 février courant, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts, soit contractés, soit garantis, soit autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, relativement au crédit agricole du Québec établi par la loi 25, chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, (1936) et ses amendements jusqu'au 8 novembre 1939.

**M. l'Orateur:** La parole est au député de Chicoutimi.

**M. Talbot (Chicoutimi):** N'en déplaise au gouvernement qui estime que l'œuvre de l'Union nationale, en fait de crédit agricole, a été inutile, les 15,000 cultivateurs qui ont emprunté alors, et dont un bon nombre ont été ainsi sauvés de la ruine, savent ce qu'il faut croire de l'Union nationale. Le gouvernement actuel, pris d'un beau zèle, a décidé de rayer sans pitié le plus grand nombre de demandes, sous prétexte de ne pas commettre d'erreurs. Il vaut peut-être mieux courir le risque de se tromper dans deux ou trois cas que de priver des milliers de cultivateurs de l'aide dont ils ont besoin. Les \$6,000,000 votés par le gouvernement ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins réels de la classe agricole d'ici quelques années. La majorité ministérielle a tort de prendre l'attitude qu'elle prend sur cette motion. Si l'on veut préparer l'après-guerre, il faut aider le cultivateur à se maintenir sur la terre, et l'un des moyens de le faire, c'est de développer le crédit agricole.

La motion est adoptée sur division<sup>10</sup>.

##### **Refonte du Règlement, Crédits provisoires**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la résolution

relative à la modification du Titre XVII du Règlement de la Chambre quant au vote des crédits provisoires soit maintenant lue une deuxième fois.

**M. Gagnon (Matane):** Je n'ai pas l'intention de répéter les divers arguments que l'opposition a soulevés contre ce projet de loi, mais je désire enregistrer de nouveau ma protestation contre ce qui est la violation des droits parlementaires.

On dirait que les démocraties sont atteintes d'une curieuse maladie qui pousse des gouvernements à détruire les droits parlementaires. Le gouvernement a tort d'essayer de bâillonner la minorité, surtout quand cette minorité, comme c'est le cas présentement, représente la vaste majorité de la population. Le projet que l'on soumet permet au gouvernement de faire passer ses crédits en limitant la discussion à quelques heures au plus, en supprimant le droit de l'opposition de discuter de façon pratique les subsides.

Le procureur général (l'honorable M. Girouard) et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté) ont siégé au Parlement d'Ottawa. Ils savent que les douzièmes provisoires du budget se votent par entente entre le ministère et l'opposition. Rien ne restreint la discussion. On vote un douzième quand la nécessité s'en fait sentir et on n'a pas changé les règlements pour cela. De plus, les députés ont toute liberté de discuter tant qu'ils veulent sur chaque douzième provisoire. Ici, on ne nous propose que cinq heures de discussion sur un douzième pour l'opposition.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Applaudissements) M. l'Orateur, le projet en discussion touchant directement à l'administration de mon ministère, je crois devoir prendre la parole. Je n'avais pas l'intention de participer au débat, mais les discussions qui se font depuis deux jours me poussent à dire ce que j'en pense. Il y a dans l'Écriture sainte une parole qui dit: "Il n'y a pas de pire sourd que celui qui ne veut pas entendre; il n'y a pas de pire aveugle que celui qui ne veut pas voir".

**Un député de l'opposition:** Vous le démontrez!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Les orateurs de l'opposition ont déployé tout ce qu'ils ont d'éloquence dans des discours en faveur de la liberté de parole. La liberté de parole n'est pas en jeu dans ce projet, et mes honorables amis le savent. Son adoption permettra au gouvernement de mener à bien les affaires de la

province, même devant une éventuelle opposition systématique de la part des députés de l'opposition. Quand on parle de liberté de parole, il ne faut pas confondre la durée d'un discours avec le sujet. La liberté de parole est avant tout le droit de dire tout ce que l'on veut dire, et non pas tant le droit de répéter la même chose des heures durant.

Un dicton déclare qu'il importe de servir le Roi si l'on veut que le Roi soit servi. Or, le spectacle dont nous avons été témoins hier après-midi et cet après-midi est désolant.

L'honorable député de Matane (M. Gagnon) a parlé de la France. Or, je puis en parler de la France. J'ai un frère qui dort en paix de son dernier sommeil sur le sol sacré français et j'ai moi-même versé mon sang pour la France et pour notre propre Empire pendant la dernière guerre. Mais, un écrivain a dit qu'imiter une personne, ce n'est pas cracher comme elle. Je crois donc être en mesure de dire que j'ai assisté aux séances du Parlement français et j'y ai compris ce qui a amené le désastre de la France. Ce fut le dévergondage de paroles à perte de vue, ces pratiques où la France a gaspillé le meilleur de ses énergies intellectuelles en discussions stériles et en bavardages. N'imitons pas la France dans ses échecs, mais dans sa splendeur culturelle et intellectuelle, un héritage qui nous a été légué.

Notre patrie est en guerre et, dans la seule Législature d'Amérique, et probablement du monde entier aujourd'hui, où l'on parle français, en dehors de la France, nous avons donné, au peuple de cette province et à ce pays, hier et cet après-midi, un spectacle de déshonneur! C'est un exemple d'enfantillage et de verbiage inutiles qui fera la ruine de la véritable démocratie ici comme en Europe et en France, particulièrement si on le tolère plus longtemps.

S'il fallait une preuve de la nécessité du projet en discussion, elle nous a été donnée depuis deux jours. Il ne faut pas que le véritable travail et les discussions véritablement utiles soient bloqués par des discours inutiles et qui ne conduisent à rien.

Je fais un appel spécial à tous les membres de la Chambre, car cette motion est d'une importance particulière pour l'administration de mon département, à coopérer avec le gouvernement de cette province pour le bien de son peuple. Que l'on mette de côté tous les intérêts politiques, tous les enfantillages, pour serrer les rangs dans l'intérêt du pays devant l'ennemi commun.

**M. Lorrain (Papineau):** M. l'Orateur, je suis surpris du discours du trésorier de la province. Ce monsieur a-t-il le droit...

**M. l'Orateur:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'Orateur décide qu'on ne peut plus dire que le trésorier provincial est un monsieur, ce sera à lui d'en prendre la responsabilité!

**M. Lorrain (Papineau):** Le discours du trésorier provincial est assez étrange. L'honorable trésorier, qui vient d'un pays où l'on se bat, n'a pas le droit de dire que nous faisons perdre le temps de la Chambre. Est-ce là perdre le temps de la Chambre que de défendre les intérêts du cultivateur, que de réclamer des crédits agricoles plus substantiels, que de protester contre la nouvelle loi du bâillon et de demander au gouvernement de se prononcer définitivement sur la canalisation du Saint-Laurent? Nous devrions avoir le droit de discuter la question du Saint-Laurent et je proteste!

Le gouvernement, en parlant par la bouche du trésorier provincial, fait de beaux compliments à des questions de premier intérêt pour la province quand il qualifie en même temps de bavardages la discussion de cet après-midi sur le crédit agricole, à laquelle bon nombre de ministériels, dont un ministre, ont pris part.

Le trésorier lance un grand appel pour que la Chambre se mette au travail. Mais à qui la faute si le gouvernement n'a pas de lois prêtes, si le discours du budget n'est pas prêt, si le budget n'est pas encore déposé, si le gouvernement siège six heures par semaine? À qui la faute si les ministres, au lieu de faire leur travail sessionnel, se promènent de banquet en banquet?

Ce n'est tout de même pas la faute de l'opposition qui, elle, a supprimé le débat sur l'adresse en permettant aux ministres d'avancer la besogne. Les ministériels ont pris leur large part dans les débats que dénonce le ministre et ce dernier ferait mieux de prêcher dans sa paroisse. Que le trésorier commence donc par voir la poutre dans son œil avant de voir la paille dans l'œil du voisin!

**M. l'Orateur:** La motion sera-t-elle adoptée?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Vote!

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Allard, Bastien, Beaulac, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull),

Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Hyde, Joyal, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Morin (Québec-Centre), Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Sabourin, Thisdel, 49.

**Contre:** Barrette, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 10.

Ainsi, la motion est adoptée. La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

### **Bibliothèque Saint-Sulpice**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose: 1. Que le ministre des Travaux publics sera autorisé à signer, avec "Les prêtres de Saint-Sulpice de Montréal", corporation ayant son siège social en la cité de Montréal, un contrat pour l'acquisition définitive de la bibliothèque Saint-Sulpice en considération du paiement, à être effectué sur le fonds consolidé du revenu, de toutes les taxes (avec intérêts) dues à la cité de Montréal par ladite corporation et les subsidiaires qu'elle a formés, savoir le Collège de Montréal Inc. et The Chomedy Land Company Limited, lesquelles taxes, avec intérêts courus au 31 mars 1939, s'élèvent à la somme de sept cent quarante-deux mille six dollars et cinquante-neuf cents.

2. Que l'exécution du contrat ci-dessus prévu aura l'effet de soustraire les biens en faisant l'objet aux dispositions de la loi 1 George VI, chapitre 2, et de l'acte de cession qu'elle prévoit.

Cette bibliothèque est la plus précieuse que nous ayons dans la province. Cette loi autorise le gouvernement à acheter la bibliothèque Saint-Sulpice. Il y a quelques années, les ennuis financiers ont été tels que la bibliothèque a dû être fermée. Le gouvernement croit qu'il est d'intérêt public de l'ouvrir au bénéfice de tous les citoyens de la province. C'est une affaire qui intéresse toute la province, et nous croyons que la résolution est dans l'intérêt général.

Le présent bill nous permet d'acheter la bibliothèque à un prix à peu près au montant dû en taxes à la ville de Montréal par les MM. de Saint-Sulpice, soit \$742,000. Nous aidons donc du même coup la ville de Montréal qui a besoin de cet argent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut régler le problème des Sulpiciens. Sa loi n'est pas nécessaire, car voici ce que nous avons fait...

Par suite d'une opération effectuée par l'Union nationale, la bibliothèque appartient maintenant à la province. En vertu de la loi de 1937, il n'est pas nécessaire au gouvernement d'aujourd'hui de passer une nouvelle loi pour acheter la bibliothèque puisqu'elle lui appartient déjà. Ce n'est pas le meilleur temps de disposer de cette bibliothèque.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le gouvernement ne possède le bien des MM. de Saint-Hyacinthe qu'à titre de fidéicommiss.

(Rires sur ce lapsus)

Il (l'honorable M. Bouchard) accompagne ses collègues dans leur sourire et explique son erreur en disant qu'il avait fait son cours dans un autre collège.

Il importe, dit-il, de passer une loi ici pour donner au gouvernement la propriété définitive de la bibliothèque, continue-t-il.

Il donne ensuite des détails techniques sur le projet et sur les raisons qui ont motivé la décision du gouvernement.

Les résolutions sont adoptées.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que les deuxième et troisième lectures soient votées immédiatement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je préfère attendre afin de prendre certains renseignements pour savoir ce que pensent de cette mesure les MM. de Saint-Sulpice.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**  
Dans ce cas, prenez tout le temps voulu.

### Loi des actions pénales

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi des actions pénales soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas une loi dont le procureur général a le droit d'être fier parce qu'elle se trouve à faire disparaître la prescription qui est une nécessité en matière civile, mais qui est encore beaucoup plus importante lorsqu'il s'agit de la réputation et de la liberté de quelqu'un. Avec cette loi, on fait disparaître la prescription. C'est de nature à pratiquer l'intimidation.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**  
La loi n'a pas du tout la portée que prévoit le chef de l'opposition. Il s'agit d'un cas particulier, celui des personnes qui font affaire sous une raison sociale non enregistrée.

Je trouve que les déclarations du chef de l'opposition sont en contradiction avec ses actes. Cette loi vise surtout la loi de déclaration de société. Le chef de l'opposition avait lui-même intenté une poursuite dans un cas semblable alors qu'il était procureur général, en demandant que la prescription ne soit pas considérée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela a pu être fait sans que j'en prenne connaissance.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**  
Je suis heureux de prendre note de l'aveu du chef de l'opposition. C'est la première fois que j'ai l'occasion d'apprendre que quelque chose a pu se faire sous son gouvernement sans qu'il en ait pris connaissance!

(Rires à droite)

**M. Gagnon (Matane)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit ajourné.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. Selon *L'Événement-Journal* du 20 février 1941, à la page 4, une grande majorité des députés présents comprirent que M. Bissonnette avait dit: "improductif", d'où les éclats de rires qui accompagnèrent cette remarque.

2. \$795,000, selon *La Presse* et *L'Action catholique* dans leur édition du 20 février 1941, respectivement aux pages 10 et 15.

3. \$710,000, selon *La Presse* du 20 février 1941, à la page 10.

4. 233 prêts, selon *La Presse* du 20 février 1941, à la page 10.

5. \$433,000, selon *La Patrie* du 20 février 1941, à la page 5.

6. \$5,500, selon *La Presse* du 20 février 1941, à la page 14.

7. Allusion au crédit de \$15,000,000 accordé, en 1924, par les libéraux alors au pouvoir, à la Banque Nationale à ce moment en difficulté, évitant ainsi des pertes à ses actionnaires et à ses déposants, dont un certain nombre sont des parlementaires, des parents et amis du premier ministre L.-A. Taschereau.

8. Hector Authier (1881-1971). Courrieriste parlementaire au Canada, à *La Patrie*, *L'Action catholique* et *La Presse*. Fondateur et directeur en 1920 du premier journal du Nord-Ouest, *L'Abitibi*, devenu plus tard *La Gazette du Nord*. Élu député libéral dans Abitibi (1923-1935). Orateur suppléant en 1935. Ministre de la Colonisation dans le cabinet Taschereau (1936). Élu député libéral à la Chambre des communes dans Châteauguay en 1940.

9. Selon *La Presse* du 20 février 1941, à la page 14, la discussion en comité plénier a mis aux prises

notaires et avocats. Les premiers étaient représentés par MM. Delagrave et Dumaine, et les autres par MM. Duplessis et O. Gagnon. Le débat a été, toujours selon *La Presse*, plus amusant que violent.

10. Selon *La Presse* du 20 février 1941, à la page 14, la motion est adoptée à l'unanimité, et ce, contrairement aux *Journaux de l'Assemblée législative*, 1941, p. 74, où il est inscrit que ladite motion a été adoptée sur division.



Séance du jeudi 20 février 1941

Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 111 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter pour la bonne administration de ses affaires et ratifiant certains actes de son conseil.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal".

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 139 constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 114 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

**M. Leduc (Laval):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 115 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company;  
- bill 116 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;  
- bill 117 modifiant la charte de Saguenay Terminals, Limited.

## Loi des mines de Québec

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 11 modifiant la loi des mines de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose: 1. Que, nul ne pourra, en la manière prévue à l'article 28 de la loi des mines de Québec, remplacé par l'article 11 de la loi 1 George VI, chapitre 41, et modifié par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 51, et par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, obtenir le droit d'extraire la tourbe ni la marne; et que le droit d'exploiter ces minerais pourra être concédé par permis spécial émis aux conditions que le lieutenant-gouverneur jugera à propos de fixer.

2. Que, suivant le premier des deux alinéas ajoutés à l'article 61 de ladite loi des mines de Québec par l'article 14 de la loi 3 George VI, chapitre 51, remplacé par le paragraphe *b* de l'article 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, pendant quatre ans à compter du premier juillet 1939, réduire à vingt-cinq cents l'acre la rente annuelle exigible pour l'émission et le renouvellement des permis de mise en valeur, à la condition que le requérant ait exécuté de bonne foi, dans le délai prévu, tous les travaux requis par les articles 58 et 61 de ladite loi des mines de Québec; et que n'aura pas droit à cette réduction celui qui, pour effectuer les travaux, obtiendra le délai prévu à l'article 61*b* de ladite loi.

3. Que, par dérogation aux dispositions de la loi des mines de Québec, tout détenteur de claim et de permis de mise en valeur, en service actif pendant la présente guerre, sera soustrait à l'obligation d'effectuer les travaux requis par l'article 61 de ladite loi, s'il en fait la demande par écrit au ministre; et que ne pourront bénéficier de ce privilège ceux qui

obtiendront leur claim ou permis après leur enrôlement en service actif.

4. Que la disposition décrétée par l'article 4 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, stipulant que, dans les Îles-de-la-Madeleine, le jalonnement pourra être fait comme dans les terrains non arpentés, aura l'effet de valider les claims et permis de mise en valeur obtenus à la suite d'un jalonnement effectué dans le passé de la manière permise par cette disposition.

Ce projet de loi a pour but d'exclure de la liste des substances minérales qui appartiennent au propriétaire de la surface, la marne, les ocres et la stéatite. Ces trois substances, jusqu'ici, n'étaient pas considérées comme des minerais et n'étaient pas soumises aux dispositions de la loi des mines. L'amendement que je présente a pour but de classer ces substances au nombre des minerais ordinaires. Mais il ne s'applique pas aux terrains déjà concédés. Par conséquent, les propriétaires actuels de terrains où se trouvent de la marne, des ocres ou de la stéatite restent propriétaires absolus de ces richesses. La nouvelle loi sera applicable seulement aux concessions futures en protégeant toutes les concessions déjà faites. Mais, à l'avenir, lorsque la couronne concédera un terrain, les dispositions ordinaires de la loi des mines s'appliqueront. La stéatite est très employée dans la poterie, alors que la marne est employée pour des fins agricoles.

**M. Gagnon (Matane):** La marne est une substance de nature calcaire dans les lacs de vase. On utilise cette vase comme engrais. Voilà que maintenant le gouvernement, en vertu de la loi en discussion, veut exiger un permis. C'est là une arme dangereuse. La présente loi vient à l'encontre de la loi sur le drainage. Le gouvernement est en voie de donner un démenti à tout ce qu'il dit sur la loi du drainage. Les cultivateurs qui avaient des marnières à proximité de leurs terres ne pourront plus en profiter.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Au contraire, la loi a pour but d'aider l'agriculture en encourageant l'exploitation des marnières et en facilitant l'utilisation de la marne comme engrais. De la marne, il s'en trouve seulement ou à peu près dans les comtés de Gaspé-Nord, Gaspé-Sud, les Îles-de-la-Madeleine, Matapédia et Bonaventure. Nous voulons populariser cette nouvelle industrie découverte, qui s'appelle la marne et la stéatite. Nous ne voulons exproprier personne.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je proteste contre la disposition de la première résolution qui soustrait au piquetage la tourbe et la marne. D'après cette disposition, dit-il, le droit d'exploiter ces minerais ne pourra plus être obtenu que par des permis spéciaux. Le ministre devrait s'habituer à répondre aux questions et ne pas s'écouter parler, comme il le fait. La nouvelle loi du ministre constitue, qu'on le veuille ou non, une confiscation pure et simple.

Le gouvernement veut s'emparer sans formalité aucune de la propriété et des produits des cultivateurs. Le gouvernement pourra, de la sorte, donner ces terrains à qui il voudra, à des amis politiques par exemple. On pourra, en vertu de cette loi, s'emparer des terrains sans payer un seul centin.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Le chef de l'opposition veut, il est bien clair, jouer sur les mots. Le projet de loi n'affectera nullement les concessions déjà faites. Les craintes du chef de l'opposition sont mal fondées puisque cette disposition ne s'applique qu'aux concessions futures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les marnières, si je comprends bien, se trouvent situées dans les comtés actuellement représentés en cette Chambre par des députés ministériels...

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Tous les députés ont compris la portée de la loi. On veut étendre à toute la communauté ce qui, pour le moment, ne profite qu'à des particuliers. Il n'est nullement question d'octrois pour la marne et pour la stéatite.

**M. Gagnon (Matane):** À quelle condition le gouvernement va-t-il accorder des permis?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Tout dépendra des circonstances. Il est impossible d'établir des tarifs à l'avance. Nous accordons, nous du Parti libéral, les mêmes avantages à tout le monde, sans nous préoccuper des opinions politiques.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le nouveau gouvernement a tout enlevé aux cultivateurs: le crédit agricole, les pensions de vieillesse, les allocations aux mères nécessiteuses. On a imposé une foule de taxes aux cultivateurs. On a même taxé les pensions de vieillesse et les allocations aux mères nécessiteuses. Tout ce qui leur restait, c'était la marne, et voici qu'on la leur enlève! Ce n'est pas juste!

**M. Pouliot (Gaspé-Sud)** prend la parole.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptées sur division<sup>1</sup>.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 11 modifiant la loi des mines de Québec.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Avant que l'on passe à un autre item, j'attire l'attention de la Chambre sur le fait que mon comté est riche en dépôt d'ocre. Un grand nombre de propriétés sont peintes avec des peintures fabriquées sur place. À l'heure actuelle, l'industrie a besoin d'ocre. Il faut faire venir ce produit des États-Unis. Je suggère au gouvernement d'envoyer une mission géologique aux Îles-de-la-Madeleine pour s'enquérir de la valeur des dépôts d'ocre et de gypse.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Je prends la demande en considération.

### Loi des actions pénales

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 19 février courant, sur la motion du représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), proposant que le bill 8 modifiant la loi des actions pénales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des actions pénales (Statuts refondus, 1925, chapitre 164) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 3:

"mais quand la contravention consiste en l'omission de remplir un devoir imposé par la loi, le temps pendant lequel l'omission dure ne compte pas."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général (l'honorable M. Girouard), hier soir, a soulevé toute une tempête concernant un dossier et une cause prise au temps de l'Union nationale<sup>3</sup>. Je ne comprends pas que le gouvernement veuille faire disparaître la prescription pour les actions pénales contre les personnes qui font affaire sous un nom collectif et qui ont négligé de faire une déclaration au bureau d'enregistrement et à celui du notaire.

En droit criminel, il y a des prescriptions pour toutes les offenses, sauf pour les cas de meurtre. Avec la présente loi, le gouvernement veut aller au-delà de cela pour des affaires d'importance beaucoup moindre. Au temps de l'Union nationale, le département du procureur général n'était pas un instrument de vengeance. Le projet de loi est dangereux, parce qu'il affecte tous les cas de pénalité au point de vue de prescription.

**M. Gagnon (Matane)** renouvelle les objections de la gauche à cette loi qui fait disparaître la prescription dans le cas des infractions aux lois pénales provinciales.

**M. Choquette (Montmagny):** Il est un principe de droit qu'il ne faut pas oublier. Il s'agit simplement de faire reconnaître le principe qui dit que les offenses continues ne se prescrivent pas. C'est logique et juridique. Je ne concours pas dans le jugement rendu il y a plus d'un an par le juge Forest, de la Cour supérieure, à l'effet que les cautions contre les sociétés se prescrivent par deux ans. Il me semble, en conséquence, que l'on devrait, pour éviter toute équivoque, expliquer clairement que l'omission devrait concourir avec la durée du devoir.

À cette fin, je suggère que les mots "mais quand la contravention consiste en l'omission de remplir un devoir imposé par la loi, le temps pendant lequel l'omission dure ne compte pas" soient remplacés par les mots "mais quand la contravention consiste en l'omission de remplir un devoir imposé par la loi, le temps pendant lequel subsiste le devoir et continue l'omission de le remplir ne compte pas."

Qu'on spécifie bien dans le bill que la durée de l'omission devra cesser avec la durée du devoir. Je crois que, de cette façon, le bill ne pourra soulever aucune objection possible, car il s'agit ici de reconnaître un principe de droit.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis étonné que le gouvernement accepte un amendement d'un de ses partisans. Il me fait grand plaisir d'admirer le courage d'un député de la droite qui est capable de dire, par un amendement, que la loi du procureur général ne vaut rien ou pas grand-chose et que sa loi a besoin d'être modifiée!

Je félicite le député de Montmagny (M. Choquette) d'avoir eu le courage de présenter un amendement à un bill du gouvernement! Je crois que le procureur général recevra avec bienveillance cette suggestion de son futur collègue.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'accepte avec plaisir l'amendement du député de Montmagny. L'amendement rendra la loi plus claire sinon plus forte, et aidera au but à atteindre. J'ai toujours demandé la collaboration de tous mes collègues. Nous sommes toujours heureux de la coopération de tous les députés, et leurs suggestions sont toujours bienvenues.

Nous aurons ainsi un article qui pourra couvrir tous les cas. Il n'y aura aucun danger pour l'exercice de la vengeance. Nous voulons tout simplement donner justice aux justiciables.

**M. Gagnon (Matane):** Le projet de loi, même avec l'amendement suggéré, va encore beaucoup trop loin.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'amendement va plus loin que la loi elle-même. Il est pire que la loi! La victime sera ainsi prise et en allant et en revenant.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau<sup>4</sup>.

#### **Charte de Louiseville**

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La valeur imposable des biens immobiliers par nature ou par destination, actuellement possédés par The Associated Textiles of Canada Limited, à Louiseville, est de cinq cent trente-trois mille trois cent trente-trois dollars et trente-trois cents, telle que déterminée par les contrats de transaction et déclarations de règlement entre The Associated Textiles of Canada Limited et "La ville de Louiseville", annexe A et B, respectivement, et produits dans les causes no 11989 et no 12004 des dossiers de la Cour de magistrat pour le district de Trois-Rivières."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'est pas raisonnable de consentir cette exemption de taxes.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 9, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Richmond**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 modifiant la charte de la corporation de la ville de Richmond.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte d'Asbestos**

**M. Desmarais (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Desmarais (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Montebello et le Seignior Club**

**M. Lorrain (Papineau)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec lesdits commissaires d'écoles comme intervenants.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Lorrain (Papineau)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Ville des Îles Laval**

**M. Leduc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Leduc (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Acton Vale**

**M. Choquette (Montmagny)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 ratifiant les règlements numéros 232 et 233 de la ville d'Acton Vale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Howard Lindsay Mussells**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 du drainage;
- bill 3 modifiant le Code municipal relativement au cours d'eau;
- bill 7 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture;
- bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Impôt du Québec sur le revenu**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 20 juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 16, 4 George VI (1940). (Document de la session no 31)

##### **Approbation des règlements du crédit agricole**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à l'article 9 du chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, (1936). (Document de la session no 32)

#### **Impôt sur les corporations et compagnies**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 19, 3 George VI, (1936). (Document de la session no 33)

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Questions écrites de l'opposition**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au gouvernement de répondre à ses questions inscrites sur le *Feuilleton* de la Chambre depuis la fin de janvier.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

Également, un député d'un comté rural, qui est notaire de sa profession et qui avait participé, la veille, à une altercation "pousse-café" au sujet des mérites respectifs des avocats et des notaires, a sans doute voulu démontrer qu'il était sincère quand il a parlé de la haute culture de ses collègues de la profession notariale. Il s'est, en effet, livré avec conscience à un profond sommeil au cours des débats terre-à-terre qui avaient trait à la marne, à la tourbe, aux lacs de vase et à l'engrais.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 21 février 1941, à la page 1.

3. Jugement du juge Forest cité la veille, selon *La Presse* du 21 février 1941, à la page 29.

4. Selon *Le Canada* du 21 février 1941, à la page 3, le président Bissonnette avait suivi avec intérêt le débat, assis à une banquettes ministérielle.

#### **NOTES**

1. Selon *L'Événement-Journal* du 21 février 1941, à la page 16, le débat a duré 1 heure 33 minutes.

Séance du mardi 25 février 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Questions et réponses:****Comptes bancaires  
de la province**

**M. Morin (Champlain):** Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 27 janvier 1941, inclusivement:

1. Les comptes de banque de la province ont-ils été soutirés?

Dans l'affirmative:

*a.* Pendant combien de temps?

*b.* Pour quelle somme totale?

*c.* Quel est le taux d'intérêt payé par la province sur ces comptes soutirés?

*d.* Les comptes soutirés ont-ils été à découvert, et si oui, à quelles dates et pour quels montants?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Oui, en conformité de l'entente avec les banquiers de la province.

*a.* En variant temporairement le solde débiteur net consolidé aux bureaux principaux de nos banquiers situés dans la cité de Québec. En parvenant au solde débiteur consolidé net dans la cité de Québec, aucun compte n'a été pris à même les deniers en dépôt au nom du trésorier de la province dans leurs succursales en dehors de la cité de Québec, ni à même les deniers tenus en dépôt pour les fonds d'amortissement de la province. Les comptes de dépôts de la province en dehors de la cité de Québec n'ont pas été à découvert.

*b.* Voir les détails donnés.

*c.* 3 % par année.

*d.* À découvert aux dates suivantes pour les montants établis: (Voir le tableau ci-dessous)

Le 17 novembre 1939 .....	\$ 56,005.65
Le 18 novembre 1939 .....	364,538.11
Le 12 février 1940 .....	17,618.02
Le 14 septembre 1940 .....	19,755.02
Le 15 septembre 1940 .....	19,755.02

**Emprunts par obligations  
ou débetures de la province**

**M. Morin (Champlain):** Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 27 janvier 1941, inclusivement:

1. La province, par son gouvernement, a-t-elle contracté des emprunts par obligations ou débetures de la province de Québec?

Dans l'affirmative:

*a.* Quand?

*b.* Pour quel montant?

*c.* À quel taux d'intérêt réel dans chaque cas?

*d.* Quelle est la somme totale payée, par la province, en frais de courtier ou commissions?

*e.* Quelle est la somme totale payée, par la province, pour impression des débetures ou obligations intérimaires, de même que pour impression des débetures ou obligations définitives, ainsi que pour frais légaux?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Voir le tableau à la page suivante)

<i>a</i>	<i>b</i>	<i>c</i>	<i>d</i>	<i>e</i>	<i>f</i>
<i>Date de l'émission</i>	<i>Montant</i>	<i>Taux actuel %</i>	<i>Frais de courtage ou commission</i>	<i>Impression</i>	<i>Frais légaux</i>
Remboursement					
2 janvier 1940 .....	\$12,000,000	2.75	Nil	\$ 4,118.00	Nil
15 février 1940 .....	25,000,000	2.75	Nil		\$1,001.50
Consolidation de dettes accrues et remboursements de l'échéance du 1 <sup>er</sup> septembre 1939 }	8,500,000 <u>31,500,000</u>	3.78 4.04	\$1.25 par \$100 \$1.50 par \$100	20,025.75	Nil Nil
<i>Total</i> .....	\$65,000,000				
Remboursement					
15 novembre 1940 .....	\$ 1,970,000	2.75	\$0.50 par \$100		Nil
	1,410,000	2.63	\$0.25 par \$100		Nil
	560,000	2.75	\$0.50 par \$100		Nil
	1,391,000	2.84	\$0.25 par \$100		Nil
	579,000	2.93	\$0.50 par \$100	(x) 1,027.68	Nil
	1,474,000	3.06	\$0.25 par \$100		Nil
	496,000	3.12	\$0.50 par \$100		Nil
	1,451,000	3.31	\$0.25 par \$100		Nil
	519,000	3.36	\$0.50 par \$100		Nil
	<u>11,750,000</u>	4.22	\$1.50 par \$100		Nil
<i>Total</i> .....	\$21,600,000				

(x) Pour obligations intérimaires seulement.

### Bons du Trésor

**M. Morin (Champlain):** 1. Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 27 janvier 1941, inclusivement, quel est le total des bons du Trésor, ou "billets promissaires" consentis par le gouvernement de la province de Québec, au nom de cette province?

2. Quel est le taux d'intérêt payé sur tous et chacun de ces bons du Trésor ou "billets promissaires" consentis au nom de la province?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. \$88,750,000 comprenant les renouvellements et les arrangements temporaires *re: les échéances d'obligations.*

2. 2 % par année.

### Demandes de documents:

#### Motion pour la reprise du débat sur la canalisation du Saint-Laurent

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande de passer à l'item 22 de l'ordre du jour.

**M. l'Orateur** donne la parole au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin).

(Avant que le ministre ne commence ses explications, le député de Matane se lève et prend la parole)

**M. Gagnon (Matane):** Il est urgent, dit-il, de reprendre ici le débat sur la canalisation du Saint-Laurent. On nous informe que la province d'Ontario et le gouvernement de l'État de New York sont à conclure une entente pour la canalisation du Saint-Laurent.

Je n'ai pas besoin d'insister sur la nécessité qu'il y a de passer immédiatement à la discussion de cette question d'une grande importance pour la province de Québec. Je fais motion en conséquence.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat en date du mardi 28 janvier dernier, sur la motion de l'honorable M. Duplessis proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance



échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

Que le gouvernement réponde à la demande de la population et l'éclaire sur cette malheureuse et ténébreuse affaire!

**M. Barrette (Joliette):** Le temps presse de se prononcer!

**M. Lorrain (Papineau):** Il s'agit d'une question vitale...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On dit que la canalisation permettra aux navires...

**M. l'Orateur:** L'honorable député parle sur le fonds de la question et non sur l'urgence. À l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet de la canalisation du Saint-Laurent pourrait avoir des répercussions très profondes. La rumeur veut que des négociations sont actuellement en cours au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Dès le 3 janvier, nous avons déposé une motion pour permettre à tous d'exprimer leur opinion sur cette question. Nous avons voulu faire entendre la voix de la province qui a tout intérêt à exprimer son opinion sur cette question qui pourra avoir les conséquences les plus graves pour notre province.

Il y a un dicton qui dit: "Qui ne dit mot consent". Il y a un autre qui affirme que: "Le silence est d'or". Jusqu'ici, le gouvernement a gardé le silence. Le silence du gouvernement équivaut à une complicité.

Il y a des fois où le silence est d'or mais, en certaines circonstances, il y a parfois des silences qui équivalent à la trahison et à la lâcheté parce que le gouvernement ne veut pas se prononcer sur cette question d'importance vitale!

Jusqu'au gouvernement fédéral à Ottawa qui semble vouloir cacher la conduite de la province de Québec au sujet de la canalisation du Saint-Laurent! Est-ce que la conduite du gouvernement est tellement scandaleuse qu'on doive en avoir honte? L'attitude de la province de Québec est-elle si extraordinaire qu'on ait honte de la montrer? Je ne puis concevoir la

conduite d'un gouvernement qui n'a pas le courage, avec la majorité que possède le présent gouvernement, de faire entendre son opinion! Je ne conçois pas que le premier ministre reste assis sur son siège quand on lui demande de se prononcer sur cette question!

Je parle ici au nom de l'Union nationale, le gouvernement de demain, et j'affirme à nouveau ce que j'ai déjà dit: l'opposition ne reconnaîtra aucun traité conclu par le gouvernement fédéral sur cette question qui engagera la responsabilité de la province sans que la Législature se soit prononcée. Nous ne reconnaitrons pas un accord conclu à notre insu! Le gouvernement actuel, en gardant le silence, donne le spectacle d'une complaisance que je ne veux pas qualifier parce qu'elle correspond à quelque chose d'inqualifiable!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements) M. l'Orateur, l'opposition aura beau jouer avec cette question, on ne me fera pas changer d'avis. Je veux dire à mes honorables amis de l'opposition que, malgré la violence de leurs expressions, mon attitude n'est pas changée. Je vais répéter ce que j'ai dit. On ne m'entraînera pas à faire une déclaration prématurée. J'ai dit, et la Chambre et les gens sensés l'admettent avec moi, que nous n'avons actuellement aucun projet défini devant nous au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Il n'y a rien de précis à ce sujet de canalisation.

Il n'y a pas lieu de prendre une attitude maintenant. Cependant, l'opposition et la population peuvent être assurés que le gouvernement actuel est tout aussi impatient de protéger les intérêts de la province sur cette question que quiconque à l'intérieur ou à l'extérieur de cette Chambre.

Lorsque nous aurons un projet défini devant nous, nous l'étudierons. Quand la canalisation se fera, si elle doit se faire, la Chambre sera informée des propositions faites et en prendra connaissance. Et, si elle le juge à propos, nous discuterons de ce projet aussi longtemps qu'il sera nécessaire de le discuter, et nous saurons prendre nos positions. Mais, comme nous n'avons pas de projet défini devant nous, le temps de cette discussion n'est pas venu. Je ne crois pas qu'il soit temps de faire la discussion qu'on nous demande de faire, et on ne me forcera pas à en accepter la discussion. La Chambre devrait rejeter cette motion.

(Applaudissements prolongés à droite)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 13.

**Contre:** Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Mathewson, Messier, Moreault, Perrier, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 42.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

#### **Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 16 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit de fixer un délai de prescription pour les actions prises contre les membres d'un conseil municipal qui ont fait un contrat avec la corporation ou en ont retiré un profit. En vertu de la loi actuelle, un échevin ou un conseiller qui a ou a eu un contrat avec sa municipalité peut être déqualifié pour cinq ans. On n'a rien prévu pour la prescription, ayant convenu que celle de 30 ans s'appliquerait. Mais aujourd'hui, on convient que cela n'est pas dans l'intérêt public et nous réduisons la durée de la prescription de 30 à cinq ans.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe de la loi est bon.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que cette Chambre se forme en immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>1</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (Statuts refondus, 1925, chapitre 107) est modifiée en y ajoutant, après l'article 4a décrété par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 65, le suivant:

"4b. Les poursuites prévues aux articles 3 et 4 ne peuvent être intentées après cinq ans de la date où l'incriminé a cessé d'être membre du conseil municipal consécutivement au terme au cours duquel l'offense a été commise."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les membres du cabinet manquent de logique! Voici que le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) contredit, en fait de prescription des actions, les avancés faits par le procureur général (l'honorable M. Girouard). Ce dernier voulait, sur la loi des compagnies, que la prescription soit prolongée. Et le ministre des Affaires municipales, lui, demande de diminuer le terme de la prescription. Le ministre propose une mesure contraire, en principe, à celle qu'il applaudissait bruyamment il n'y a pas cinq jours. L'honorable député de Québec-Est ne doit pas avoir encore les mains refroidies! Si je citais les paroles que l'honorable député prononçait au temps où le premier ministre actuel le considérait indigne de siéger sur un tel banc, je crois que tout ne marcherait pas aussi bien que maintenant!

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Pourvu que le bill marche.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je sais que l'honorable député a toujours été bien occupé par les bills! Je rappelle que le premier ministre disait du ministre des Affaires municipales que s'il n'occupait pas la 73<sup>e</sup> place en Chambre, c'est parce qu'il n'y en avait que 72. D'autre part, je ne rappellerai pas au premier ministre les tendres et aimables propos que le ministre des Affaires municipales tenait à son égard, mais ils valaient bien les siens!

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** (Souriant) Je n'entrerai pas dans pareille digression!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aujourd'hui, un ministre nous demande d'établir la prescription. L'autre jour, un autre ministre, le procureur général, nous demandait de l'abolir. L'opposition croit qu'une prescription devrait être imposée. La loi n'est pas claire cependant. Je suppose le cas d'un conseiller municipal qui tombe sous la loi de déqualification. Il est quatre ans sans siéger, puis se

présente et est réélu. Cinq ans après l'expiration de son deuxième mandat, il pourra encore être poursuivi. Je crois qu'on devrait dire que la prescription de cinq ans prendrait effet cinq ans après l'expiration du mandat durant lequel l'offense a été commise. La loi n'est pas claire.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous allons la clarifier.

(Le ministre des Affaires municipales et le chef de l'opposition se réunissent autour du président et préparent un amendement. L'honorable M. Bouchard rejoint bientôt le groupe pour soumettre le texte de l'amendement désiré.)

**M. le président:** L'article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. La loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (Statuts refondus, 1925, chapitre 107) est modifiée en y ajoutant, après l'article 4a décrété par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 65, le suivant:

"4b. Les poursuites prévues aux articles 3 et 4 ne peuvent être intentées après cinq ans de l'expiration du terme d'office au cours duquel le droit d'action a pris naissance ou, s'il y a eu réélection, de l'expiration du dernier des termes consécutifs."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois que quelqu'un d'autre a mis la main à la pâte<sup>2</sup>. La loi était loin d'être claire, mais cet amendement est en plus, rédigé en mauvais français! C'est une insulte à la langue française! La loi est moins claire qu'avant, car elle ne modifie en rien le sens de la rédaction originale!

(Rires à gauche)

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous pourrions peut-être faire quelques retouches si le chef de l'opposition y tient.

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division et adopté sur division.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Refonte du Règlement, Crédits provisoires**

**M. l'Orateur** propose, selon l'ordre du jour, l'adoption de la résolution relative à la modification du Titre XVII du Règlement quant au vote des crédits provisoires qui a été lue une première fois le 18 février courant, et une deuxième fois le 19 février courant, laquelle résolution se lit comme suit:

#### CHAPITRE III DU VOTE DES CRÉDITS PROVISOIRES

"671a. Par dérogation aux dispositions du Règlement, le vote des crédits provisoires est soumis aux règles spéciales qui suivent:

"1<sup>o</sup> Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des subsides, si un ministre déclare qu'il proposera au comité de voter des crédits provisoires, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre; mais le comité des subsides ne peut alors étudier qu'une telle proposition;

"2<sup>o</sup> Au cours d'une séance du comité des subsides, tout ministre peut, que ce comité ait été formé ou non pour cette fin, proposer de voter provisoirement et en bloc un ou deux douzièmes des différents articles d'un budget préalablement renvoyé au comité;

"3<sup>o</sup> En comité des subsides, la discussion d'une telle proposition peut porter sur les articles comme sur l'ensemble du budget auquel celle-ci se rapporte; mais la discussion de la proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus que cinq heures, soit trois heures de la part des députés d'opposition et deux heures de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"4<sup>o</sup> Les résolutions portant allocation de crédits provisoires que le comité des subsides a rapportées sont immédiatement lues ensemble, une fois seulement et sans débats; puis, elles sont immédiatement examinées ensemble; mais la discussion de ces résolutions ainsi que celle de toute

question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la question principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que cette résolution (*ou* ces résolutions) soit maintenant agréée";

"5° Lors de la lecture d'un ordre du jour décrétant la formation du comité des voies et moyens, si un ministre déclare qu'il proposera au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires votés à Sa Majesté, l'Orateur quitte le fauteuil sans consulter la Chambre;

"6° En comité des voies et moyens, la discussion d'une telle proposition ainsi que celle de toute question qui est soulevée au cours des débats ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la proposition principale deviennent caduques, le président du comité met celle-ci aux voix et, dès que le comité s'est prononcé, fait un rapport à la Chambre, sans consulter le comité;

"7° Les résolutions portant autorisation de payer des crédits provisoires sont lues et examinées suivant les règles prescrites au paragraphe 4° du présent article;

"8° Le bill fondé sur les résolutions du comité des voies et moyens peut être soumis à deux ou trois lectures dans la même séance;

"9° La motion introductive du bill n'est pas susceptible de débats;

"10° Il est interdit de proposer la révocation d'un ordre du jour décrétant la lecture du bill;

"11° La discussion de la motion proposant la deuxième lecture du bill et la discussion de la motion en proposant la troisième lecture, ainsi que la discussion de toute question qui est soulevée au cours des débats, ne doivent pas durer ensemble plus de deux heures, soit une heure de la part des députés d'opposition et une heure de la part des ministres ou des députés ministériels; à l'expiration du temps auquel la discussion doit se limiter, les questions autres que la motion principale deviennent caduques et l'Orateur met aux voix la motion: "Que le bill soit maintenant lu une deuxième (*ou* troisième) fois".

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la résolution soit maintenant adoptée.

**M. Sauvé (Beauharnois):** Je propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Robinson), un amendement pour que la deuxième lecture des résolutions soit rescindée de façon à recommencer la discussion.

**M. l'Orateur:** Pourquoi recommencerait-on le débat sur cette question?

**M. Lorrain (Papineau):** Parce que le représentant de Beauharnois (M. Sauvé) n'a pas eu encore l'occasion de discuter cette question! Il faut la lui fournir<sup>3</sup>.

**M. l'Orateur:** Je suis d'opinion que l'amendement est hors d'ordre. L'honorable chef de l'opposition a-t-il des raisons à me soumettre?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous pouvons faire des amendements à ce stade de la procédure, comme à la deuxième lecture d'une loi. Le but est de rescinder les résolutions pour qu'elles reviennent à la deuxième lecture.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Cette résolution doit être assimilée à un bill public et l'amendement est irrégulier.

**M. l'Orateur:** La décision de l'Orateur est qu'à ce stade de la procédure, il ne peut même pas y avoir de débat. Les résolutions viennent d'un comité qui les a discutées longuement. Le seul amendement possible est un amendement négatif demandant le renvoi à six mois ou le renvoi des résolutions devant le comité plénier.

Je ne tolérerai pas qu'un député de cette Chambre, qu'il soit d'un côté ou de l'autre, ne souffre d'injustice sur cette question du vote des crédits. J'ai hésité à rejeter l'amendement. Si on croit que quelque injustice puisse être commise, la Chambre peut se prononcer.

**M. Gagnon (Matane):** En toute déférence, M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de M. l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain

(Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Perrier, Plamondon, Potvin, Rochette, Sabourin, Thisdel, 45.

**Contre:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 14.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. l'Orateur:** La motion principale sera-t-elle adoptée?

**M. Paquette (Labelle):** Je propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Joliette (M. Barrette), que les résolutions soient référées de nouveau au comité plénier et que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient remplacés par les suivants: "la résolution relative à la modification du Titre XVII du Règlement de la Chambre quant au vote des crédits provisoires soit renvoyée de nouveau au comité plénier de la Chambre".

**M. Barrette (Joliette):** J'appuie cette motion. Ces résolutions en question sont la négation des droits parlementaires. C'est une atteinte portée aux principes démocratiques pour lesquels nos pères se sont battus. Le gouvernement veut imposer le bâillon aux députés de l'opposition!

**M. l'Orateur:** Je rappelle au député de Joliette qu'il ne peut discuter le fond de la question et qu'il doit s'en tenir aux raisons qui, d'après lui, motivent le renvoi devant le comité plénier.

**M. Barrette (Joliette):** Il est indéniable que c'est le bâillon! Pourquoi faut-il que le seul Parlement français qui subsiste aujourd'hui donne l'exemple d'une autre démocratie qui tourne vers la dictature?

**M. Lorrain (Papineau):** J'appuie aussi l'amendement. Ce règlement des crédits provisoires constitue une mesure inique, vexatoire et despotique, et un sabotage des privilèges parlementaires.

**M. l'Orateur:** Je rappelle de nouveau que le fond de la question ne peut plus être discuté.

**M. Lorrain (Papineau):** Je demande que les résolutions soient renvoyées devant le comité plénier afin que les représentants du peuple aient encore l'occasion d'exprimer leurs vues et de dire qu'on n'a pas le droit de présenter une mesure aussi antidémocratique!

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** J'appuie l'amendement. Les résolutions n'ont pas encore été assez discutées sous tous les angles. Il continue ses remarques.

**M. l'Orateur** rappelle le député de Gaspé-Sud à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous allons à pas de géant dans la direction de l'arbitraire, digne de la dictature la plus odieuse!

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je dis au gouvernement qu'il n'est pas là pour longtemps et qu'il sera le premier à payer pour son arbitraire et son oppression!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 14.

**Contre:** Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Godbout, Groulx, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Mathewson, Messier, Moreault, Plamondon, Potvin, Rochette, Sabourin, Thisdel, 39.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, rejeté.

Le débat se poursuit sur la motion principale.

**M. Lorrain (Papineau):** Je tiens à protester de nouveau contre une mesure pareille qui est une agression contre nos libertés parlementaires! Je proteste contre ce despotisme!

**M. l'Orateur:** Je vous rappelle à l'ordre.

**M. Lorrain (Papineau):** C'est servir bien mal la cause des minorités! Nous ne pouvons juger les ministériels par leurs paroles mais par leurs actes. Qu'on ne s'y trompe pas: la force ne prime pas le droit!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** demande au député de Papineau la permission de lui poser une question.

**M. Lorrain (Papineau):** Vu que c'est la dernière fois que nous pouvons parler librement avant que le gouvernement ne nous applique le bâillon, je crois que nous n'avons pas le droit de nous laisser aller à des digressions!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! Je renvoie le point d'ordre.

**M. Lorrain (Papineau):** (Dans un grand mouvement oratoire) C'est le parti ministériel qui fait de l'obstruction!

(Rires à droite et à gauche)

**M. l'Orateur:** Je demande à l'honorable député de s'en tenir à la question.

**M. Lorrain (Papineau):** Nous ne faisons pas d'obstruction nous, dans l'opposition!  
(Nouveaux rires)

**M. l'Orateur:** (D'une voix ferme, élevant le ton) Le débat doit être sérieux et je demande à l'honorable député de se tenir dans l'ordre!

**M. Lorrain (Papineau):** C'est tellement difficile de parler ici, même aujourd'hui. Si c'est difficile aujourd'hui de faire entendre la voix des électeurs qui nous ont confié un mandat, comment sera-ce quand ces résolutions seront adoptées et qu'on nous aura appliqué le bâillon?

**M. l'Orateur:** Je demande aux honorables députés de respecter l'ordre!

**M. Lorrain (Papineau):** Qui fait de l'obstruction et prolonge les sessions? Ce sont les membres du cabinet qui refusent de renseigner la Chambre!

(Protestations à droite)

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable trésorier a parlé de la France. Il a parlé de crachats!

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les résolutions ont pour but de refuser de l'information à l'opposition!

**M. l'Orateur:** Que l'honorable député reprenne son siège!

**M. Lorrain (Papineau):** Dans l'Union nationale, nous voulons être les représentants libres d'un peuple libre! Si l'on veut nous empêcher de parler en cette Chambre, c'est devant le peuple que nous parlerons alors, M. l'Orateur, si vous nous bâillonnez!

**M. l'Orateur:** (D'une voix sévère) À l'ordre!

**M. Lorrain (Papineau):** Pardon, je n'ai pas parlé de vous, M. l'Orateur. Que le gouvernement prenne garde! Il y a un tribunal au-dessus de la Chambre, c'est le tribunal du peuple! Si l'opposition ne peut parler en Chambre, c'est devant le peuple qu'elle ira revendiquer les droits parlementaires! Si on peut bâillonner l'opposition, on ne pourra pas bâillonner le peuple! Le peuple constitue un tribunal encore plus grand que celui de la Chambre!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** (Vivement) Nous n'avons pas peur du peuple!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La Chambre devrait être au courant des aspects nouveaux que suscite la résolution. Nous avons exposé le principe néfaste de ce projet qui, sous couleur de voter des crédits provisoires, équivaut en somme à supprimer en fait toute discussion utile sur les crédits. Non seulement le gouvernement peut faire voter tout le budget au moyen de ces sixièmes provisoires, en quelques séances, mais il peut utiliser le truc pour bloquer toute discussion, tout amendement. Les règlements de la Chambre sont faits pour protéger la minorité.

Cependant, toute liberté de parole est violée! J'affirme que, par cette mesure, le gouvernement pourra empêcher n'importe quel débat. Avec ce règlement, le gouvernement pourra empêcher toute

discussion sur la canalisation du Saint-Laurent. Il suffit qu'un ministre se lève pour demander la discussion de crédits provisoires. Immédiatement, il n'y a plus d'amendement, motion, ni discussion qui tiennent et l'on doit discuter la motion du ministre. Aucun pays civilisé n'aurait pensé à présenter une mesure semblable qui ajoute l'iniquité à l'infamie, mesure dont Hitler et Staline eux-mêmes rougiraient de honte!

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Allard, Beaulac, Beaulieu, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Godbout, Goulet, Groulx, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lapointe, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Plamondon, Potvin, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 44.

**Contre:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Pouliot, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Sauvé (Deux-Montagnes), Talbot, 14.

Ainsi, la motion principale est adoptée. La résolution est, en conséquence, adoptée.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons pas l'intention de faire perdre inutilement le temps de la Chambre. Mais quand nous prenons le vote, les députés de la droite sont absents. S'ils ne veulent pas siéger, qu'ils en parlent à leurs électeurs<sup>4</sup>!

### Bibliothèque Saint-Sulpice

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que les résolutions relatives au bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice soient maintenant lues une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre adopte maintenant les résolutions.

Adopté sur division.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie les troisième et quatrième alinéas de l'article 2, qui se lisent comme suit:

"Un lot de terre, et dépendances, situé en le quartier Saint-Louis, de ladite cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis, comme étant le lot numéro sept cent trente-huit (no 738), mesurant une largeur de cent quatre pieds, par une profondeur de cent soixante pieds; avec bâtisses dessus construites;

"Un emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, étant la partie sud-est du lot de terre numéro sept cent quarante et un (no 741) des susdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, mesurant ledit emplacement trente et un pieds sept pouces de largeur en front par une profondeur de cinquante et un pieds deux pouces, et de là ayant une autre largeur de trente-quatre pieds par une profondeur additionnelle de cent huit pieds dix pouces; borné en front au nord-est par la rue Saint-Denis; en arrière par une ruelle de trente pieds de largeur; du côté nord-ouest par le résidu dudit lot numéro sept cent quarante et un; et du côté sud-est par le lot numéro sept cent trente-huit; avec une maison en pierre dont les murs et pignons nord-ouest sont mitoyens, et le milieu desdits pignons fait la ligne de division; et autres bâtisses existant sur ladite ruelle en arrière dudit lot en commun avec les autres qui pourraient y avoir droit. Sujet à certaines restrictions contenues dans le titre d'acquisition."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quelle est l'évaluation municipale de l'immeuble et du terrain?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne puis le dire de mémoire. Nous avons fait évaluer les volumes et les immeubles. Et nous en sommes venus à la conclusion que le gouvernement va faire un bon marché en payant le tout \$742,006.59.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** D'après mes renseignements, les livres conservés par les MM. de Saint-Sulpice valent au-delà de \$1,000,000 à eux seuls. À ce montant, il faudrait ajouter quelques centaines de mille dollars pour le terrain et les édifices. On paie donc un prix ridicule. En achetant la bibliothèque pour les taxes, on dépouille injustement les Sulpiciens. Le gouvernement ne devrait pas profiter d'un moment de crise pour les déposséder de leurs biens.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Le secrétaire de la province pourra prendre les mesures voulues pour mettre ladite bibliothèque à la disposition du public selon les règlements qui pourront être faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, lequel nommera les fonctionnaires et employés nécessaires.

"Les dépenses ainsi encourues seront payées sur les montants votés annuellement à cette fin par la Législature."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est le secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier) qui aura l'administration de la bibliothèque. Pourquoi n'a-t-il pas présenté la loi?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Parce que c'est le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Bouchard) qui voit à l'achat des immeubles de la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est question de nommer des fonctionnaires. Y aura-t-il des gens de Saint-Hyacinthe?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** On va essayer d'en trouver.

L'article 4 est adopté.

L'article 5 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi abolissant les rentes seigneuriales**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 abolissant les rentes seigneuriales soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi abolissant les rentes seigneuriales vise exclusivement la suppression des rentes constituées en remplacement des droits seigneuriaux. Dans la pratique, certaines rentes constituées, établies antérieurement à l'Acte seigneurial de 1854, ont été traitées par les intéressés de la même manière que les rentes seigneuriales.

Il est arrivé qu'un certain nombre de ces rentes soient incluses dans les terriers. L'article 1 permet qu'en ce cas, le Syndicat national du rachat des rentes seigneuriales opère le rachat de ces rentes comme des rentes seigneuriales proprement dites. Pour assurer la prompte remise du capital de la taxe imposée pour tenir lieu de taxes rachetées, cette faculté de rachat est restreinte à une période déterminée de chaque année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi est bonne, mais le principe est mauvais. Cette loi s'inspire d'un principe faux, puisque le gouvernement est venu à la rescousse des seigneurs en faisant des corporations municipales les serviteurs des seigneurs.

Auparavant, les seigneurs devaient eux-mêmes pourvoir à la perception de leurs créances, en prouver le bien-fondé, assumer les frais des poursuites et de la preuve. En fait, dans bon nombre de cas, ces créances étaient si aléatoires et la perception si peu fructueuse que les seigneurs n'en faisaient pas la perception, ou se contentaient d'un versement minime. Désormais, ce sera la municipalité qui fera la perception aux lieu et place des seigneurs, qui en supportera les frais et les ennuis, et qui devra payer la totalité de la somme due aux seigneurs, peu importe que ladite municipalité perçoive ou non la somme.

Autrement dit, le gouvernement, grâce à sa loi, a transformé en créance privilégiée des créances qui souvent sont douteuses et onéreuses. Le gouvernement a chargé les municipalités de la perception à leurs frais et dépens et ennuis, libérant le seigneur d'autant.



**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

La loi favorise plus les corporations municipales et les censitaires que les seigneurs eux-mêmes. Ces derniers avaient un intérêt de 6 % parfaitement garanti sur leurs rentes, sans jamais racheter le capital. S'ils peuvent retirer leur capital, ils ne pourront certainement pas placer leur argent avec les mêmes garanties. Désormais, en continuant pendant 20 ans à payer encore 6 % pour rembourser le capital, ils se trouveront à racheter le capital. Car le gouvernement, en prêtant aux municipalités l'argent à 3 % pour rembourser le capital, leur permet de se rembourser chez les censitaires sans que ceux-ci n'en soient plus obérés. C'est une loi excellente, très bien accueillie. Il n'y a plus que deux petites municipalités qui n'ont pas encore homologué leurs terriers et elles le feront bientôt. La loi proposée est excellente à tous les points de vue.

**M. Barrette (Joliette):** Sous l'Union nationale, le gouvernement avait établi une commission pour déterminer la valeur réelle des seigneuries, afin que les censitaires ne fussent pas lésés. Comme question de fait, lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, la commission nommée par le gouvernement unioniste avait pratiquement terminé tout le travail, et le gouvernement actuel n'a eu qu'à prendre le travail fait. Malheureusement, alors que l'Union nationale avait travaillé pour protéger les censitaires, le gouvernement actuel ne vise qu'à protéger les seigneurs au détriment des municipalités et des censitaires.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 26 de la loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82), modifié par l'article 4 de la loi 4 George VI, chapitre 25, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le bureau des commissaires peut, par résolution, ordonner que toutes rentes constituées, affectant des immeubles dans la province, incluses

dans des terriers déposés en vertu de la présente loi, seront traitées comme des rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux et soumises à toutes les dispositions de la présente loi. La radiation de tout enregistrement relatif à des rentes constituées ainsi rachetées sera effectuée sur dépôt, au bureau d'enregistrement qu'il appartient, d'un certificat du secrétaire-trésorier du syndicat établissant ce rachat et décrivant les immeubles affectés et les enregistrements à radier. Le syndicat paiera au registraire l'honoraire fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lorsque le gouvernement actuel est arrivé au pouvoir, son trésorier, que ses amis proclamaient un génie, avait proclamé qu'il allait tout renouveler dans la province. Or, dans la réponse à la question posée par l'opposition sur le *Feuilleton* de la Chambre, il nous apprend que le syndicat a emprunté de la banque, sur billets promissoires, une somme de \$10,000 à intérêt de 3½ %. Quand nous étions au pouvoir, nous empruntions à 2 %. Aujourd'hui, les grands génies de la finance qui siègent à droite sont obligés de passer des arrêtés ministériels pour emprunter de petits montants à 3½ %, en donnant des chèques sans provision.

Je constate par un document du trésorier que la Commission des rentes a dû donner des chèques sans fonds, puisqu'elle a emprunté des sommes à la banque de \$3,000 en février 1940 par ordre du conseil, et de \$10,000 en octobre, à 3½ %. Ainsi donc, nos génies financiers n'ont donc pas fait de merveilles. Nous, nous empruntions des millions, à 2 %, 2½ % et 3 %. Et finalement, le syndicat a emprunté \$3,000,000 à intérêt de 3 %.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Pas à la fin de votre régime!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Au commencement et à la fin. Et, tout cela, pour mettre en application une loi qui est une prime aux seigneurs. Parmi ces seigneurs, il y a un M. Antoine Taschereau<sup>5</sup>. Quant à la loi actuelle, elle oblige tout simplement les municipalités à payer aux seigneurs la totalité des redevances sans que le seigneur n'ait à s'occuper de prouver sa créance, de la réclamer et de la percevoir. C'est un fait acquis que des milliers de réclamations seigneuriales restaient vaines, faute de titres bien établis.

Désormais, ces rentes seigneuriales deviennent une véritable taxe municipale. Il me

semble que le seigneur Antoine Taschereau devrait être capable de collecter ses rentes. Cette loi a été présentée au temps où M. Antoine Taschereau était seigneur et probablement à sa demande. Cette loi est une prime aux seigneurs. Le gouvernement les met au-dessus de la province et des corporations municipales. Une foule de gens qui n'ont jamais payé de rentes seigneuriales se trouvent aujourd'hui forcés de payer pour les autres. Tout ce qu'on a aboli, ce sont les droits des contribuables au bénéfice des seigneurs. Pourquoi le gouvernement fait-il collecter les rentes par les corporations municipales, qui sont les agents des seigneurs?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Il n'y a plus de seigneurs. Le chef de l'opposition a indiqué la différence qu'il y a entre son régime et le gouvernement actuel. Depuis 50 ans, les politiciens promettaient d'abolir les rentes seigneuriales, mais ils n'en faisaient rien. Nous ne sommes pas des faiseurs de discours, mais nous posons des actes. Nous ne parcourons pas les campagnes pour dire que nous abolirons les rentes seigneuriales. Nous les avons abolies. Nous avons aboli les rentes seigneuriales le 11 novembre 1940. Nous avons aboli les seigneurs aussi.

**M. Élie (Yamaska):** Qui donc paie alors?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est le bon sens qui paie. Nous ne faisons pas de discours. Nous faisons de l'action. Les rentes disparaissent et sont remplacées par des taxes municipales; mais, en payant 6 % aux corporations municipales, les cultivateurs, autrefois censitaires, paieront 3 % d'intérêt et 3 % pour éteindre leur dette. Nous nous sommes servis du mécanisme municipal pour que les censitaires du député de Yamaska, par exemple, ne continuent pas indéfiniment à payer du 6 %. Il n'y a plus de seigneur, pas même dans Yamaska. Il n'y a plus de rentes. Et chaque fois qu'un censitaire paie six piastres, il a la satisfaction de savoir que la moitié de cette somme sert à éteindre son capital.

Pas un cultivateur de la province ne s'est opposé à cette loi de l'abolition des rentes seigneuriales. Il y avait 60,000 censitaires qui payaient régulièrement des rentes sans n'avoir jamais espoir d'éteindre le capital de leurs dettes.

On a parlé de M. Antoine Taschereau. Il n'a jamais été en faveur de l'abolition des rentes seigneuriales. Le chef de l'opposition le sait comme je le sais.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre est plus intime que moi avec M. Taschereau.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne suis pas intime avec M. Taschereau. Mais tout le monde sait qu'il était un des plus forts opposants à l'abolition des rentes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un seigneur!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je ne sais de quelle noblesse, car les titres de noblesse n'existent plus depuis 1854. Ce que nous avons fait disparaître, nous, ce sont les rentes seigneuriales. Alors que toutes les terres anglaises étaient exemptes de toute rente, nous avons voulu que la même chose fût faite pour les Canadiens français, descendants des colonisateurs du sol français. Ce sera un des plus beaux titres des gloires du Parti libéral d'avoir les terres colonisées par les Français sur le même pied que les terres colonisées sous le régime anglais. Le rachat des rentes seigneuriales ne coûte rien à ceux qui ne sont pas intéressés. Il assure cependant la liberté des terres françaises de la province de Québec et les met sur le même niveau que les terres anglaises qui n'avaient jamais été grevées par les droits des seigneurs.

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition a parlé du crédit de la province. Il était bon notre crédit lorsque le chef de l'opposition a pris le pouvoir, en 1936, parce que le Parti libéral avait bien administré la province. Lorsque le chef de l'opposition a quitté le pouvoir, la province n'avait plus de crédit parce qu'elle avait été mal administrée. L'Union nationale a ruiné ce crédit en trois ans!

Le chef de l'opposition a parlé de chèques sans fonds. Mais il a donné 26,000 chèques sans provisions avant de quitter le pouvoir pour payer les salaires des employés. A-t-il oublié cela? La province ne l'a pas oublié, elle! Nous n'avons pas suivi ce mauvais exemple de l'Union nationale!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre ne sait pas que le trésorier provincial nous a remis, au début de la séance, les documents indiquant qu'il a remis des chèques sans provision?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Commission des rentes seigneuriales n'a jamais donné de chèques sans fonds. Nous n'en avons plus donné parce que nous avons des fonds; nous avons tout le crédit nécessaire parce que le gouvernement

libéral a rétabli le crédit de la province en l'espace de 15 mois. Nous avons réussi à emprunter pour le syndicat des rentes seigneuriales. La Commission des rentes seigneuriales a emprunté une somme de \$3,000,000 à 3 % pour racheter les rentes. Je défie le chef de l'opposition, d'avoir pu emprunter même un mauvais cinq sous à 6 % lorsqu'il quitta le pouvoir!

Les députés de l'Union nationale ont essayé de faire de l'agitation contre le gouvernement à propos de l'abolition des rentes seigneuriales. Cela n'empêche pas les anciens censitaires d'approuver le Parti libéral. Nous avons donné, avec l'abolition des rentes seigneuriales, une loi que la province aurait dû avoir depuis trois quarts de siècle. Notre loi n'est pas nouvelle. Elle a été adoptée dans le duché de Savoie, en France, au XV<sup>e</sup> siècle.

Le Parti libéral a rempli ses promesses et donné à la province une bonne législation. Notre loi est excellente. Elle ne coûte pas cher, ceci ne coûte rien à ceux qui ne sont pas intéressés. Les commissaires donnent leurs services gratuitement. Le chef de l'opposition ne sert pas bien son parti en critiquant cette loi qui sera toujours considérée comme une législation bienfaitrice pour 60,000 cultivateurs de la province de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a parlé de finances de la province sous l'Union nationale avec une audace comme je n'en ai jamais vue! Le ministre dit que nous ne pouvions pas emprunter à 6 %.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** J'ai dit qu'à la fin de votre régime vous ne pouviez pas emprunter cinq sous, pas même à 6 %.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Et pourtant, sous l'Union nationale, jamais la province n'avait payé et n'a payé des taux d'intérêt aussi bas. Nous n'avons pas payé un seul sou pour l'impression des débentures alors qu'auparavant, c'était la province qui payait. L'Union nationale a emprunté de la Banque de Montréal \$5,000,000 pour les Sulpiciens à 2¼ %.

Au mois d'août 1939, quelque temps avant de perdre le pouvoir, nous avons emprunté \$30,000,000<sup>6</sup> sur un des plus vastes marchés du monde, le marché américain, où tout le monde, l'Angleterre, la France et le Canada voulaient et voudraient bien emprunter. L'emprunt sur ce marché a été donné au deuxième syndicat en importance des États-Unis et il a été souscrit en une demi-heure.

(Rires à droite)

Cet emprunt de \$30,000,000 a été fait par moi et à des conditions bien meilleures que le gouvernement actuel ne pourra jamais obtenir. Les financiers sont venus avec M. Ford. Ils avaient préparé un document et j'ai dit que je ne le signerai pas. J'ai dit:

"Vous allez payer les frais légaux, vous allez payer les frais d'impression des obligations qui coûtaient \$25,000". Ils ont accepté et ont dit: "Vous donnez votre parole que le marché est conclu?" J'ai donné ma parole et ils l'ont acceptée.

Sous l'Union nationale, on a vu le premier ministre capable de faire un emprunt sur le plus grand marché du monde en donnant sa parole comme seule garantie. Le gouvernement de l'Union nationale est le seul qui ait réussi à faire affaire avec les plus grands banquiers au monde, et cela, uniquement sur sa parole!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Mais le peuple n'a pas cru en vous! Au contraire, il a cru en nous!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, comme il a cru en Barrabas<sup>7</sup>!

(Rires)

Pour payer une échéance de \$10,000,000 à la Banque de Montréal, nous avons obtenu \$10,000,000 à 1¾ %. Au lieu de nuire aux municipalités, de les écraser sous de nouvelles charges, nous les avons aidées. Nous avons amélioré le crédit des municipalités scolaires et rurales. Nous avons bâti, nous avons fait quelque chose! Aujourd'hui, le gouvernement bâtit sur les ruines des municipalités. Le gouvernement n'a pas obtenu cela de ses banquiers et, cependant, il prétend avoir dans ses rangs un génie financier dans la personne du trésorier (l'honorable M. Mathewson), un surhomme et une merveille dans la personne du secrétaire de la province (l'honorable M. Perrier), et, dans la personne du premier ministre, le seul et le plus grand ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Godbout) depuis la Confédération.

(Applaudissements à droite)

J'aime l'attitude des membres de la droite! J'aime mieux les voir ainsi que les entendre faire des discours: ils nuisent moins à la province! On fait ce qu'on peut: il y a des gens qui agissent avec leur tête; il y en a d'autres qui agissent avec leurs mains et leurs pieds!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** veut se lever pour poser une question, mais le chef de l'opposition continue de parler.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'étais à discuter sérieusement et je n'ai pas le temps de répondre à toutes sortes de questions! Jamais les finances de la province n'ont été aussi bonnes que sous l'Union nationale! Le gouvernement a tout fait pour obtenir des emprunts et n'a jamais pu réussir. Tout dernièrement, il y a quelques semaines, j'ai vu des représentants d'importantes maisons de finances rencontrer M. Courtois<sup>8</sup>. Il s'agissait de négocier un emprunt, mais on n'a pas réussi.

L'emprunt de \$15,000,000 lancé dernièrement n'est pas vendu. Il traîne sur le marché parce que le crédit du gouvernement est nul. Sous le gouvernement de l'Union nationale, les membres de la Commission Dafoe-Sirois, qui sont des libéraux, ont dit que la dette de la province de Québec était la plus basse de toutes les provinces de la Confédération, sauf l'Île-du-Prince-Édouard. Depuis que le gouvernement actuel est au pouvoir, les taux d'intérêt ont augmenté. On nous reproche d'avoir dépensé de l'argent. Nous avons fait des œuvres, nous avons laissé quelque chose!

Nous avons amélioré la voirie, aboli les ponts de péage, dégrevé les municipalités, donné \$35,000,000 pour le crédit agricole, pour les pensions aux vieux et aux mères nécessiteuses et aux malades. Nous avons aidé à l'essor de la colonisation. Nous avons donné des millions pour l'œuvre de l'éducation. Nous avons dépensé, c'est vrai, mais nous avons placé notre argent!

Aujourd'hui, c'est tout le contraire. On voit trois ou quatre employés qui ne font rien, remplacer un bon employé. *Le Canada* et *Le Soleil* présentent les ministres comme de grands génies, mais les chômeurs crèvent de faim, les vieillards, les mères nécessiteuses sont opprimés et les aveugles sont dans la misère.

(Protestations à droite)

Le gouvernement veut maintenir ses finances aux dépens des malheureux, au détriment de la charité chrétienne. Le régime actuel a tout saboté. Aujourd'hui, les faits sont là pour le prouver et le mécontentement de la population est tel que les membres du gouvernement, pour avoir des acclamations, doivent se faire recevoir chefs sauvages!

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Perreault Casgrain (Gaspé-Nord), selon *Le Canada* du 26 février 1941, à la page 14.

2. L'honorable ministre de la Voirie (M. Bouchard) se contenta de sourire, selon *L'Événement-Journal* du 26 février 1941, à la page 3.

3. En raison de ses devoirs militaires, le capitaine Sauvé ne peut assister à toutes les séances, selon *L'Événement-Journal* du 26 février 1941, à la page 3.

4. Comme la droite accusait depuis quelque temps l'opposition de faire de l'obstruction, le chef de l'opposition voulut se payer une petite vengeance en disant ces mots d'un air sérieux, selon *L'Événement-Journal* du 26 février 1941, à la page 3.

5. Durant l'enquête du comité des comptes publics, en 1936, Duplessis mit à jour une série de scandales qui paralysèrent le gouvernement libéral. Entre autres, il y fut démontré que l'ancien ministre Irénée Vautrin a subtilisé des fonds à son ministère pour des dépenses personnelles, que Charles Lanctôt a reçu du gouvernement \$140,000 de frais de voyage depuis 1928, alors que Antoine Taschereau, le frère du premier ministre, a déposé \$75,000 du Trésor provincial à la Banque Canadienne Nationale de Saint-Pacôme pour encourager son fils qui y était gérant. Ce dernier a également versé \$10,000 d'intérêts dus à la province dans son compte personnel, ce qui, disait-il, était la coutume sous ses prédécesseurs.

6. \$13,000,000, selon *L'Action catholique* du 26 février 1941, à la page 16.

7. Dans la Bible, c'est cet homme qui se présenta en même temps que Jésus devant Ponce Pilate et qui fut absous de tous ses crimes alors que Jésus fut condamné à la mort.

8. Rosaire Courtois: Officier spécial du bureau du trésorier.

La séance est levée à 6 heures.

## Séance du mercredi 26 février 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** présente le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Caisse Nationale d'Économie, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de Pierre-Edmond Paquette;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

**M. Dumoulin (Montmorency)** présente le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 140 ratifiant les règlements numéros 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Votre comité a aussi décidé de faire rapport que le préambule du bill no 141 ratifiant les règlements numéros 232 et 233 de la ville d'Acton Vale n'a pas été prouvé à sa satisfaction, la preuve apportée ayant été contradictoire.

## Charte de Montréal

**M. Caron (Maisonnette)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

**M. Caron (Maisonnette)** présente, en conséquence, le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Caisse Nationale d'Économie

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Gauthier), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette.

Adopté.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** présente, en conséquence, le bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Statuts refondus,  
1941

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 21 concernant les Statuts refondus, 1941.

Ce projet de loi permet l'impression des Statuts refondus préparés par la Commission de refonte des lois spéciales et leur promulgation par proclamation du lieutenant-gouverneur. Il indique la façon dont les Statuts seront imprimés. Suivant la coutume, on ne choisira que les lois d'un caractère général et permanent. On y insérera celles qui seront adoptées au cours de la session actuelle. L'Imprimeur du Roi sera chargé du travail d'impression.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi  
concernant les Statuts

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 22 modifiant les Statuts.

Ce projet de loi limite les effets de l'abrogation d'une loi et définit les effets d'une refonte, de telle sorte qu'on n'aura plus besoin de faire des réserves expresses dans chaque cas. L'abrogation d'une loi ou de règlements faite en vertu de la loi concernant les Statuts n'affecte pas les

droits acquis, les infractions commises, les peines encourues et les procédures intentées; les droits acquis peuvent être exercés, les infractions poursuivies, les peines imposées et les procédures continuées, nonobstant l'abrogation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Refonte des lois**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois générales de la province.

Ce projet de loi a pour but de restreindre le travail de refonte des Statuts à la compilation et à la coordination du texte. En conséquence, l'impression du rapport est supprimée tandis qu'un autre projet pourvoit à l'impression définitive du texte ainsi préparé. Quant aux modifications que la Commission pourrait être amenée à suggérer, il ne pourra y être donné suite qu'au moyen de projets de loi soumis au Parlement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Demandes de documents:**

#### **Prix du beurre et du fromage**

**M. Dumaine (Bagot)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Leduc), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout ministre du gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral ou toute personne, relative à la fixation du prix du beurre et du fromage depuis le premier juillet 1940 jusqu'au premier février 1941.

J'ai présenté cette motion dans le but d'aider la classe agricole. Depuis quelques années, on a tenté de le faire en adoptant plusieurs législations, mais nous n'avons pas encore réussi à lui donner la part qu'elle mérite. Depuis la crise, les cultivateurs ont fait les plus lourds sacrifices. Les prix des produits agricoles ont été si bas que le cultivateur perdait souvent de l'argent avec la production de beurre et de fromage. En 1936, nous avons promis une prime

de trois sous sur chaque livre de beurre et de fromage durant les mois d'hiver. L'Union nationale promettait la même prime, mais durant toute l'année.

L'Union nationale a été au pouvoir durant trois ans et les cultivateurs n'ont rien reçu. En 1939, nous avons promis, lors des élections, une prime de trois sous par livre pour le beurre durant les mois d'hiver lorsque celui-ci se vendait moins de 30 sous la livre. Les circonstances ont changé depuis. Le gouvernement fédéral demande de produire davantage et il vient de fixer le prix du beurre à 34 sous la livre, et celui du fromage à 14.25 sous. On demande aux cultivateurs d'augmenter leur production de produits laitiers d'au moins quatre ou cinq millions de livres par année, mais ils ne peuvent augmenter sensiblement la production de fromage. Le cultivateur ne peut augmenter cette production si on ne lui donne pas les revenus suffisants pour améliorer son troupeau et ses pâturages. La production de fromage a augmenté dans tout le pays, en ces dernières années. Pour augmenter la production dans notre province, il faut que les producteurs organisent leurs fabriques. Ils ne peuvent le faire sans être aidés. On se rendra compte de la situation en comparant la situation durant les dernières années.

En 1935, la production de fromage pour la province était de 20,000,000 de livres, en vendant au prix moyen de 10.2 sous la livre, ce qui faisait au cultivateur un revenu de \$0.74 par 100 livres de lait. En 1940, la production a été de 33,000,000 de livres avec un prix moyen de 13.6 sous la livre et un revenu de \$1.09 du 100 livres de lait aux cultivateurs. C'est à peu près la même chose pour le beurre. Si l'on tient compte des dépenses des cultivateurs, il faudrait, pour que cela soit raisonnable, qu'il puisse vendre son lait entre \$1.35 et \$1.40 le 100 livres. Il est temps que le gouvernement provincial aide la classe agricole et les producteurs de beurre et de fromage. Il faut que le gouvernement fournisse aux cultivateurs les moyens d'augmenter leur production. Je ne suis pas en faveur d'une prime qui serait payée toute l'année quant au beurre.

Je ne réclame pas une prime sur le beurre. Ce serait une erreur. Il serait plus avantageux pour le cultivateur de lui payer une prime raisonnable pour chaque livre de fromage produite dans la province, et cette prime pourrait être basée selon la classification. Cette prime ne devrait pas être accordée pour un an ni pour la durée de la guerre, mais devrait demeurer tant que notre production n'aura pas été complètement réorganisée. À l'heure actuelle, on achète notre fromage à 10 sous la livre, on l'expédie ailleurs où il est traité et on vient ensuite nous le revendre à des prix variant de 30 à 60 sous la livre.

Je demande pour la classe agricole une mesure de justice. Je ne veux pas qu'on croie que la classe agricole veut profiter de la guerre pour faire de l'argent, mais il est raisonnable qu'elle profite, elle aussi, de l'augmentation des affaires. Malgré les prêts du crédit agricole, les cultivateurs ne sont pas plus riches qu'il y a cinq ans. Nos cultivateurs font leur part de l'effort de guerre. Ils sont patriotes. Ils veulent faire leur devoir. Le prix des produits de l'agriculture n'a pas augmenté, mais le cultivateur doit quand même payer plus cher pour tout ce qu'il achète.

Je demande au gouvernement de conclure une entente avec Ottawa pour établir un prix raisonnable pour le lait que vendent les cultivateurs. Avec une prime provinciale sur chaque livre de fromage en plus de celle d'Ottawa, on pourrait établir un prix raisonnable pour les cultivateurs, et ça encouragerait les fermiers à se rendre au désir des autorités fédérales. Il faudrait aussi un prix raisonnable pour chaque livre de beurre, au moins 30 sous la livre. Je favorise un encouragement intensif de la part des autorités provinciales à l'endroit des classes agricoles pour la production de beurre et de fromage. Il est plus urgent de donner une prime sur le fromage que sur le beurre, si l'on ne peut accorder les deux, parce que le fromage est actuellement le produit laitier qui bénéficie d'un meilleur marché. Les cultivateurs seront toujours reconnaissants aux hommes publics de l'intérêt qu'ils leur portent.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je suis heureux de profiter de l'occasion qui m'est offerte de parler de cette question qui intéresse tout particulièrement le comté de Bellechasse que je représente en cette Chambre. Je félicite l'honorable député de Bagot d'avoir soulevé ce débat. Tout ce qui touche à la classe agricole touche par le fait même au fondement de notre société. Le cultivateur est l'homme qui se lève le plus tôt le matin. Il travaille comme ses pères travaillaient. Ses produits laitiers ne lui rapportent rien; ils lui font même perdre de l'argent. C'est une question de la plus grande importance que celle que vient de soulever le député de Bagot. Pour comprendre la situation actuelle, il faut la comparer avec celle des années passées.

Lorsqu'on discute de beurre et de fromage, il est bon de comparer la situation avec ce qu'elle était en 1920 ou en 1930, pour mieux comprendre les données du problème. Ainsi, à cette époque de 1920, la production du fromage dans la province était de 52,162,000 livres et avait une valeur de \$13,372,000. En 1930, nous avons produit 34,059,000 livres, ayant une valeur de \$5,186,000. En 1938, cette production

était de 28,569,000 tonnes et sa valeur, de \$3,822,000. En 1920, le fromage se vendait 27 sous la livre et, en 1938, seulement 13 sous, c'est-à-dire moins de la moitié du prix de 1920.

La même comparaison peut être établie pour le beurre, qui se vendait 56 sous la livre en 1920, et 24 sous en 1938, avec production presque double. En 1920, la province de Québec a produit 41,638,000<sup>1</sup> livres de beurre d'une valeur de \$23,580,000, tandis qu'en 1938, nos cultivateurs ont produit 79,750,000<sup>2</sup> livres d'une valeur de \$19,577,000. Avec ce système, les cultivateurs ne peuvent réaliser de profit, et aujourd'hui ils opèrent souvent à perte. Cependant, ils doivent consacrer les mêmes efforts à la production, le même temps, le même capital et les mêmes soins à leurs troupeaux.

Depuis quelques années, les gouvernements ont consacré une attention toute spéciale à la classe ouvrière qui a bénéficié de plusieurs législations sociales magnifiques que j'approuve, et que tous les citoyens approuvent, et j'en félicite tous les gouvernements. On a institué pour eux les salaires minima, des secours aux chômeurs, l'assistance publique. Mais je crois que nous n'avons pas consacré assez de soins aux problèmes des cultivateurs de cette province. Je me demande si on n'a pas négligé la classe agricole.

Le premier ministre de la province est l'homme tout désigné pour répondre à cette question. Il ne peut y avoir de meilleur ministre d'Agriculture que lui. Aujourd'hui, les cultivateurs demandent une prime sur la production du beurre et du fromage dès que les finances de la province le permettront. Je réclame au nom de mes électeurs, qui sont en grande partie des cultivateurs, une prime immédiate sur le fromage et une prime sur le beurre quand l'occasion se présentera. Je n'ai pas accès aux livres du trésorier de la province, mais je sais que le paiement de cette prime constituerait un avantage marqué pour le travailleur agricole. Je rappelle la période de 38 mois du gouvernement de l'Union nationale qui avait promis de payer pendant 12 mois une prime sur le beurre et qui, en définitive, ne paya pas un sou vaillant. J'aime mieux une promesse accomplie pour six mois qu'une prophétie qui reste dans le rêve pendant 12 mois. Depuis 1939, le gouvernement fédéral paye une prime sur le beurre.

**M. Gagnon (Matane):** Ces primes ne sont-elles pas payées depuis 1935?

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Mes chiffres indiquent que le gouvernement fédéral donne une prime sur la production du fromage depuis 1939 seulement.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de 1939, le fédéral a payé en primes, dans tout le Canada, durant la première année, \$586,365. Malheureusement, de ce chiffre, la province de Québec n'a touché que \$79,564 parce qu'elle ne produit que 20 % du fromage au pays. De son côté, l'Ontario en produit 70 %.

Le gouvernement d'Ontario accorde depuis le 1<sup>er</sup> février dernier une prime de 12 mois sur la production du fromage. On paiera ainsi une somme d'environ de \$2,000,000 par année aux producteurs. Pourquoi Québec n'en ferait-il pas autant? On pourrait faire varier cette prime d'un à trois sous selon la classification faite par les inspecteurs du gouvernement. Pourquoi la province de Québec ne paierait-elle pas une prime d'un sou, de deux et de trois sous par livre pour le fromage, de troisième, de deuxième et de première qualité? Ce serait un stimulant qui contribuerait à augmenter le volume et la qualité du produit. À ce taux, les fabriques recevraient en moyenne \$1,500 par année. Ce serait pour elles une excellente affaire. Il y a des saisons plus propices à la production du beurre, et d'autres à celle du fromage. On permettrait ainsi à nos fabriques de profiter des avantages du marché. On les aiderait à mieux s'outiller. Avec cet octroi, les producteurs pourraient se procurer des chambres froides, augmenter leur rendement et réaliser un profit légitime qui compenserait pour les pertes subies dans le passé.

Il faut placer la classe agricole de la province de Québec sur le même pied que celle de l'Ontario. Il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement. Je crois l'occasion excellente et on ne doit pas la laisser échapper. On parle souvent de l'excellence de la classe agricole dans les discours patriotiques. L'heure est venue de faire quelque chose de tangible à son endroit.

(Applaudissements)

**M. Potvin (Roberval):** M. l'Orateur, je félicite le député de Bagot d'avoir eu le courage de soulever une question aussi importante. J'ai la conviction que tous les députés de la Chambre approuveront la demande de l'honorable député de Bagot. Je ne doute pas que les députés de l'opposition seront favorables à l'octroi de ces primes. Bien que personne n'ait jamais mis en doute l'importance de l'industrie laitière dans la province de Québec, tous reconnaissent également la nécessité d'accroître le rendement de nos troupeaux. Ce problème n'aurait peut-être pas attiré l'attention de nos gouvernements, n'eût été la période d'importance vitale que traverse présentement cette industrie.

Le ministère de l'Agriculture aux destinées duquel préside l'honorable premier ministre de cette province a, depuis longtemps, saisi toute la portée de la question, et une vaste campagne a été organisée en vue d'augmenter notre production de beurre et de fromage. L'importance de l'industrie laitière apparaît aux yeux de tous. Il s'est avéré que cette industrie est l'une des sources de revenus sur lesquelles la classe agricole compte le plus. Les statistiques nous démontrent, en effet, qu'en 1940, notre production fromagère s'élevait à plus de 33,000,000 de livres alors que la consommation canadienne atteignait environ 40,000,000 de livres. Il y a une marge considérable à combler. Cette production s'avère donc déjà insuffisante pour nos propres besoins, et s'il nous faut tenir compte des engagements que notre pays a contractés envers la Grande-Bretagne, pour une exportation d'environ 112,000,000 de livres, combien est justifiée cette attitude du ministère sollicitant des cultivateurs une augmentation de production.

Cette question intéresse un nombre considérable de comtés de la province, et je félicite particulièrement les honorables députés qui appuient la demande faite au gouvernement. Je veux croire que les membres de l'opposition donneront dans le mouvement et apporteront à la solution de ce problème la coopération qu'ils nous ont si souvent fois offerte. Un exposé bien à point a été soumis à cette Chambre sur la situation provinciale de l'industrie laitière, par les honorables députés de Bagot (M. Dumaine) et de Bellechasse (M. Bienvenue). Je les en félicite sincèrement. Je ne pourrai renchérir sur ce qui a été déclaré ici, ni le faire avec une éloquence plus persuasive. Je me bornerai donc à soumettre, sous un angle particulier, peut-être même quelque peu restreint, mais qui m'intéresse souverainement, certaines explications en rapport avec l'importance de l'industrie laitière dans le comté de Roberval que j'ai l'honneur de représenter ici. Ces faits justifieront, je veux le croire, la demande que nous soumettons.

De tous les comtés de la province de Québec, le comté de Roberval est, sans contredit, celui où l'industrie laitière a connu l'expansion la plus considérable, puisque 23 % de la production totale du fromage de la province de Québec provient de la région du Lac-Saint-Jean. Avant même que soit entreprise la campagne en vue d'augmenter la production des produits laitiers, les cultivateurs de mon comté réalisaient d'eux-mêmes l'importance de cette politique, et un louable effort a été fait en ce sens. Cela est dû au fait que, depuis quelques années,



on s'est appliqué à améliorer la base de cette industrie. Depuis deux ans, en effet, plus de 1,800 acres de terre ont été mises en pâturage permanent. La situation actuelle n'est pas satisfaisante pour les cultivateurs et l'on comprendra la justice de leurs revendications. D'une production de 2,285,000 livres de fromage pour l'année 1939, elle a augmenté au-delà de 3,000,000 de livres en 1940. Il convient immédiatement de souligner que 92 % de la production totale de fromage a été classée numéro 1; 7.7 %, numéro 2; et 0.3 %, numéro 3. Nous présentons donc, à la fois sur le marché, et la quantité et la qualité.

Je ne voudrais pousser plus loin l'exposé du développement de cette industrie dans notre région sans rendre hommage à une classe particulière de travailleurs qui, par leur labeur, leurs conseils et leurs efforts soutenus, ont rendu des services signalés à la classe agricole, et je veux parler des agronomes. Le moment est venu, je crois, de leur rendre un témoignage public d'estime et de considération.

C'est en 1917 qu'arriva dans la région, le premier agronome, feu M. Michel Bélanger. Étaient confiés à ses soins les comtés de Roberval, Lac-Saint-Jean et Chicoutimi. Homme de devoir, profondément attaché à la classe agricole, il s'attaqua résolument à la tâche, malgré des difficultés quasi insurmontables. L'immensité du territoire à parcourir, les difficultés des communications, voire même une certaine crainte de la part des cultivateurs eux-mêmes, n'étaient pas les moindres difficultés et rendaient le travail ardu. Aucun obstacle ne lui paraissait insurmontable. Durant quatre années consécutives, il dépensa ainsi ses énergies au succès d'une cause qui lui était chère. Au moment même où l'agriculture prenait un nouvel essor, où il commençait à recueillir les fruits de son travail, il succomba à la tâche, laissant à ses successeurs le soin de continuer son œuvre.

Le premier travail des agronomes fut l'amélioration des troupeaux laitiers et l'augmentation de la production dans l'industrie laitière par l'arrivée des premiers bovins pur sang. Des cercles de contrôle laitier furent organisés et des placements de taureaux pur sang semés ici et là par l'entremise des cercles agricoles.

L'amélioration des pâturages, afin de tirer plus de fourrage possible pour l'alimentation des animaux, fut prêchée avec un tel succès qu'en ces deux dernières années seulement, 1,800 acres de terre ont été fertilisées. Quelques fermes de démonstration ont été organisées afin de servir d'exemple aux cultivateurs.

Au fur et à mesure que le travail agronomique progressait, l'agriculture se perfectionnait, et toujours en regard de l'industrie laitière, en 1929, une vaste campagne était entreprise pour la tuberculisation des bovins. Dès 1930, le gouvernement fédéral, sur les instances des techniciens, permettait la formation d'une zone dans les comtés Roberval, Lac-Saint-Jean et Chicoutimi. Il fut également permis, pour conserver la santé des animaux, d'éprouver les troupeaux contre les avortements épizootiques. Enfin, plusieurs cercles de jeunes éleveurs furent organisés aux fins d'intéresser la jeunesse à un élevage soigné et les initier de bonne heure à la science agricole. Cette éducation populaire ne pouvait manquer de porter des fruits en regard de l'ardent désir qu'avaient les cultivateurs de rendre leur terre fertile et de garder des troupeaux sélectionnés susceptibles de leur donner de plus grands profits.

Les résultats en sont aujourd'hui très appréciables, car les comtés Roberval et Lac-Saint-Jean comptent actuellement 35,670 vaches. Plus encore, des records jamais égalés à date ont été obtenus par des cultivateurs du comté Roberval. Ainsi, nous détenons le plus haut record de la race canadienne, dans la classe adulte, où pour une période de production de 365 jours, il a été produit 21,075 livres de lait, d'une épreuve moyenne de 4.35 % de gras. Dans cette même race, pour la classe de quatre ans, nous détenons un autre record de production, pour une division de 365 jours, avec 15,149 livres de lait, d'une épreuve moyenne de 4.73 % de gras.

Dans la race Airshire, mon comté s'enorgueillit de compter un autre championnat avec une production de 19,017 livres de lait, d'une épreuve moyenne de 3.73 % de gras, pour une même période de production. En tout, cinq championnats sont détenus dans le comté de Roberval pour des records d'année.

Alors que la production moyenne des vaches dans la province de Québec est de 4,300 livres de lait, nous détenons 25 records dans la race canadienne, avec une production d'au-delà de 10,000 livres de lait, et 75 dans la race Airshire, pour une semblable production.

Les derniers rapports du ministère de l'Agriculture démontrent que la médaille d'or du Mérite agricole pour l'année 1939 fut enlevée par un cultivateur de mon comté, M. Elzéar Vallée et que M. Xavier Boily obtint le quatrième prix. Douze concurrents ont participé au concours pour l'obtention de la médaille d'argent, et les troisième,

cinquième et sixième prix furent remportés par des cultivateurs de mon comté.

Cette imparfaite énumération de faits particuliers et de succès remportés ne montre pas encore sous son vrai jour l'importance de l'industrie laitière dans le comté de Roberval. Elle ne soulève que faiblement le voile qui cache aux yeux de la province les louables efforts de toute cette phalange de braves cultivateurs qui, dans l'ombre et le calme, ont rendu à mon comté et à la province des services inestimables.

À la lumière de ce bref exposé, je peux donc déclarer devant cette Chambre que les cultivateurs de mon comté ont fait seuls les premiers pas. Ils n'ont pas craint les sacrifices. Ils ont organisé leur propre industrie et, de concert avec leurs agronomes, l'ont établie sur des bases stables.

Dans une industrie maintenue en ces derniers temps au prix d'énormes sacrifices, qui n'apporte pas au cultivateur les profits qu'il est en droit d'attendre, on lui demande de faire encore davantage, d'augmenter sa production. Il veut bien y consentir, mais les autorités doivent cependant tenir compte de divers facteurs souverainement importants: l'augmentation du coût de la vie, difficultés de rendement à certaines périodes de l'année, alimentation plus dispendieuse durant l'hiver, coût de fabrication qui varie entre 15 % et parfois même 16 %, ne laissant au producteur qu'un revenu approximatif de \$1.00 du 100 livres de lait. Ces raisons militent en faveur de la demande que nous soumettons. Plus encore, c'est un devoir pour nous de faire connaître leurs conditions de vie et de solliciter l'aide dont ils ont besoin.

Le temps est venu, semble-t-il, pour le gouvernement de faire quelque chose et de supporter, par des octrois substantiels, cette industrie de base dans la province. Je sollicite donc du gouvernement une prime de \$0.03, \$0.02 et \$0.01 sur la fabrication du fromage, à être accordée aux cultivateurs suivant la classification de leurs produits.

Je ne voudrais terminer ce trop bref exposé sans attirer de nouveau l'attention de la Chambre sur un autre problème qui se rattache également aux difficultés de la classe agricole. Je comprends qu'il me faut ouvrir une parenthèse pour insérer, dans le cadre de ce débat, les remarques que je désire soumettre. Il s'agit du salaire du bûcheron. Nombreux sont encore, dans mon comté, les cultivateurs qui, durant la saison d'hiver, se voient dans l'obligation d'aller chercher à l'extérieur le surplus de revenu nécessaire pour leur permettre de faire face à leurs obligations.

À diverses occasions, plusieurs membres de cette Chambre ont sollicité une amélioration des salaires des bûcherons. Ce problème est épineux et je sais l'intérêt que porte le ministère à sa solution. Après une étude de la question et diverses visites des opérations forestières, je crois qu'il faudra sans tarder trouver une solution à ce problème. Pour ma part, j'ai la conviction que le bûcheron devrait retirer un salaire minimum de \$75 par mois et je réclame en son nom ce salaire pour lui. Ce ne serait là qu'une juste rémunération pour le travail dur et pénible qu'il accomplit. Ce serait rendre service non seulement à ceux qui se vouent exclusivement aux opérations forestières, mais également à une partie importante de la classe agricole.

Il était de mon devoir de soumettre ces considérations au nom des électeurs du comté que je représente, et je veux croire que le gouvernement, soucieux de sauvegarder les intérêts de cette classe sur laquelle repose tout l'échafaudage de notre vie économique, verra d'un œil favorable les suppliques que nous adressons au nom des cultivateurs et y donnera suite dès la présente session.

J'ai donc les meilleures raisons du monde de seconder la proposition de mon ami de Bagot. Le temps est venu pour le gouvernement de donner, avec ce souci qui le caractérise, les octrois nécessaires afin que les cultivateurs puissent continuer leurs louables efforts. J'espère qu'avant la fin de cette session, l'honorable premier ministre, qui connaît mieux que moi les besoins de la classe agricole, en comprendra l'importance mieux que nous tous, qu'il comprendra qu'il s'agit là d'une revendication juste et équitable et prendra, de concert avec le gouvernement central, les mesures nécessaires pour donner suite à cette demande.

**M. Leduc (Laval):** Je m'intéresse à cette question en ma qualité de député d'un comté rural. Le problème est encore plus complexe qu'on ne l'a dit. Le problème du lait se pose peut-être différemment dans mon comté, mais il se pose tout de même. Il y a actuellement surabondance de lait sur les marchés des grandes villes. La consommation du lait, au lieu d'augmenter, a une tendance à diminuer. Une enquête faite à Chicago a révélé une situation analogue. Par contre, la consommation des liqueurs douces augmente. En voulant aider le producteur et le consommateur, le gouvernement a fait figer les produits laitiers, cette industrie capitale, en fixant un prix minimum pour le lait.

Le lait est le seul produit pratique d'alimentation dont la consommation soit demeurée

stationnaire quand elle n'a pas subi de régression, alors qu'en même temps, la consommation des liqueurs douces a augmenté de 30 %. On est en train de développer une nation de buveurs de liqueurs dans la province de Québec, en un temps où il y a surproduction de lait.

Les cultivateurs doivent donc s'efforcer de fabriquer des produits de conserve comme le beurre et le fromage. Le lait est le seul aliment basique de l'alimentation générale, surtout chez les enfants, qui n'a pas augmenté de prix depuis un certain nombre d'années. La consommation du lait va sans cesse en diminuant.

On consomme plus de fruits, de beurre, de graisses, de viandes, mais moins de lait. À Montréal, par contre, en une seule année, la consommation des liqueurs douces a augmenté dans une proportion de 30 %. Je n'ai rien du tout contre ces boissons, mais les liqueurs douces ne devraient pas remplacer le lait.

Beaucoup d'enfants sont forcés de boire des liqueurs douces parce que leurs parents ne peuvent acheter du lait, car ils ne peuvent payer le prix qu'on demande pour ce produit. Pourquoi ce phénomène qui joue au détriment de la santé de nos enfants, de la santé de notre peuple? Il est temps d'y voir.

On réclame des primes. Très bien. Mais les primes ne régleront pas les problèmes du lait, car le prix du lait est contrôlé. Il est inutile de tenter de régler le problème du lait tant qu'on n'aura pas rétabli la libre concurrence. On est rendu à un point où il est impossible d'offrir gratuitement une chopine de lait à un miséreux sans déroger à la loi. Cette anomalie peut être aisément observée. À Montréal, on ne peut donner une bouteille de lait à un pauvre homme. Il faut le vendre à un prix fixé par une commission.

Il est impossible de régler le problème du lait si on fixe un prix au producteur et au consommateur. Aucun épiciers ne peut faire une faveur à un pauvre malheureux en lui vendant le lait à un prix inférieur au prix fixé par la Commission de l'industrie laitière. Autrefois, il y avait des magasins qui, à un moment donné, pouvaient vendre le lait à un prix très réduit, ce qui était à l'avantage des pauvres gens. Aujourd'hui, c'est le prix fixe ou rien.

Pour régler l'épineux problème de la consommation du lait, il faut donner plus de liberté au commerce. Ce problème de la diminution de la consommation du lait se réglerait de lui-même si on laissait plus de largeur d'action aux intéressés. Je sais que les opinions sont partagées sur cette question, mais j'affirme que le problème est important. Dans certains foyers, on élève les enfants avec des liqueurs douces à \$0.06 pour cinq grands verres. La santé

publique s'en trouve atteinte de façon inquiétante, par suite du prix élevé qu'on charge pour le lait.

Ne soyez pas surpris, M. l'Orateur, si la santé des jeunes n'est pas bonne. La raison en est qu'il n'y a pas moyen d'avoir du lait à bon marché. Bientôt, nous serons obligés d'améliorer la santé de nos enfants. Nourrir les enfants à la liqueur douce, comme cela se pratique dans les grandes villes, ne saurait que produire des générations débiles affectées par une alimentation inadéquate. Les statistiques que l'on nous montre obligeront à prendre action. Certaines statistiques qui se dressent actuellement sont de nature à nous faire réfléchir très sérieusement.

Le problème est plus grave qu'on ne le croit généralement. Je sais qu'il n'est pas soumis actuellement à votre discussion, mais j'ai cru qu'il se greffait facilement au présent débat et j'ai voulu profiter de cette opportunité pour signaler une anomalie qui se présente dans nos grandes villes. Je suis en faveur de la prime suggérée par mon collègue. Les cultivateurs ont des charges de plus en plus lourdes. Leurs troupeaux sont soumis à des inspections sévères. Une autre maladie, l'avortement enzootique, est en train de faire des ravages analogues à ceux de la tuberculose. Il faudrait se prémunir contre ce fléau.

Le problème est plus grave qu'on ne l'a dit. J'insiste sur le fait que les cultivateurs ont autant le droit d'avoir une prime sur leurs produits laitiers que les cultivateurs de l'Ouest sur le blé. Ne soyons pas surpris que le cultivateur réclame chez nous une prime sur le fromage quand le cultivateur de l'Ouest reçoit un prix minimum pour son blé. Nous pourrions même insister, car le gouvernement fédéral ne s'est pas gêné pour taxer les gens des villes et des campagnes pour assurer un prix minimum aux producteurs de blé de l'Ouest. Nous devrions insister d'abord pour que le gouvernement fédéral augmente sa prime sur le fromage. Pour ma part, je ne demande pas au gouvernement d'accorder seulement la prime sur le beurre et le fromage, mais d'étudier de façon approfondie la grande question de l'industrie laitière dans la province de Québec, afin de donner justice au consommateur autant qu'au producteur.

**M. Bonvouloir (Iberville):** M. l'Orateur, je représente un comté agricole et je suis moi-même un cultivateur. Au banquet des éleveurs, la semaine dernière, l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a demandé aux cultivateurs d'augmenter la production du beurre et du fromage. On l'a dit avec raison: il faut pour cela que les

cultivateurs organisent leurs fabriques et ils ne peuvent les organiser sans l'aide du gouvernement.

Il y a nécessité d'organiser l'industrie laitière pour que le cultivateur puisse joindre les deux bouts. On nous demande d'augmenter la production du lait. Les cultivateurs sont prêts à faire leur part, mais je crois qu'ils sont en droit d'attendre qu'on les encouragera à poursuivre leurs efforts. Tout ce que nous demandons, c'est d'être capables de vivre et de faire un peu d'argent, comme les autres classes de la société.

**M. Gosselin (Missisquoi)<sup>3</sup>:** L'honorable député de Papineau (M. Lorrain), ces jours derniers, a eu des mots peu aimables pour les "gentlemen-farmers". Tout récemment, le député de Papineau a déclaré en Chambre que le premier ministre était un "gentleman-farmer". Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans. J'en suis un moi-même et j'en suis fier.

(Applaudissements à droite)

Et c'est comme tel que j'appuie cette demande de l'honorable député de Bagot (M. Dumaine) pour qu'une prime sur le fromage soit accordée aux cultivateurs. Bien des promesses ont été faites aux cultivateurs. Mais toutes n'ont pas été remplies. À l'heure actuelle, plus que jamais, ils ont besoin qu'on leur vienne en aide. J'espère que le gouvernement fera quelque chose pour la classe agricole. J'ai confiance que le gouvernement se rendra à notre demande et qu'il fera tout ce qu'il sera capable de faire pour la classe agricole.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Il y a une chose qui m'a frappé dans le discours du député de Laval: c'est l'augmentation de la consommation des liqueurs douces. Dans ce débat, les intérêts des consommateurs sont en jeu. Dans mon comté, 75 % des pères de famille gagnent en moyenne \$80 par mois. Il leur faut acheter du lait au prix fixé par la Commission. Normalement, une personne devrait consommer une pinte de lait par jour. Comme les familles sont en moyenne de cinq membres, cela veut dire que le lait coûterait à chaque chef de famille \$7.50<sup>4</sup> par mois. En supposant que la consommation soit d'une chopine seulement, la population ouvrière de Montréal-Verdun devrait consacrer 10 % de son salaire à l'achat du lait seulement.

Le premier ministre, on le voit par le présent débat, n'a jamais si bien fait de confier à un ministre le portefeuille de la Santé. Il l'a confié à un homme qualifié et tous deux ont un grand souci de la santé publique. C'est un problème qui mérite d'être pris en sérieuse considération. Nous devons chercher des

solutions. Je suis en faveur d'un prix du lait rémunérateur pour le cultivateur et avantageux pour le public. Je veux que les enfants améliorent leur santé en buvant du lait. Je suggère au gouvernement d'accorder une prime sur le lait vendu au consommateur, afin d'assurer une nourriture saine aux enfants. Ce serait encourager une industrie de base et travailler à l'amélioration de la santé publique.

La crise que nous venons de traverser a été dure pour la santé publique. La nourriture de base, pour l'enfant, c'est le lait. Malheureusement, les prix sont prohibitifs. Il est donc évident que le prix du lait est trop élevé par rapport au pouvoir d'achat de la majorité des citoyens de Montréal-Verdun. Je crois que la prime que je suggère serait bien accueillie non seulement par la population des campagnes, mais aussi par la population des villes. J'ai confiance que la prime sera accordée, et je la voudrais même pour le lait, si la chose est possible. De cette façon, le prix du lait serait plus stable et ce produit serait accessible à un plus grand nombre de consommateurs.

**M. Renault (Beauce):** Je propose, appuyé par le représentant de Lotbinière (M. Chaloult), l'ajournement du débat.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ajourner le débat? L'opposition n'est pas intervenue pour prolonger la discussion. Ce sont les ministériels qui, suivant le mot du trésorier, font perdre le temps de la Chambre. Le gouvernement n'est même pas prêt à discuter une simple motion. Nous devrions continuer ce débat, car il n'y a pas de raison valable pour le remettre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je m'imagine que le député de Beauce veut donner à tous les députés, même aux membres de l'opposition, l'occasion de donner leur opinion sur cette importante question. Le sort des cultivateurs semble laisser indifférents nos amis de l'opposition. Il y a de l'autre côté de la Chambre des députés oppositionnistes qui représentent des comtés ruraux et nous espérons les entendre. J'espère que demain, ou après-demain, nous entendrons une expression d'opinion de la part de nos amis d'en face. Elle serait bien vue du gouvernement. Ce sera une occasion de parler d'une question qui semble les intéresser, si l'on s'en tient à leurs discours.

**M. Gagnon (Matane):** Il va arriver à cette motion ce qui est arrivé à la motion au sujet de la

canalisation du Saint-Laurent. Et votre excellent discours, M. l'Orateur<sup>5</sup>, aura le même sort que celui du député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde). Vous serez obligé de vous asseoir dessus.

Aujourd'hui, un ajournement de motion veut dire un enterrement de première classe! Le premier ministre, qui est de bonne humeur, devrait laisser continuer le débat et dire ce qu'il pense de la prime.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'aurai l'occasion de le dire, et l'honorable député peut être assuré qu'il aura l'occasion de discuter tout à loisir la motion en question.

La motion est adoptée. Le débat est ajourné.

#### **Loi abolissant les rentes seigneuriales**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 14 abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 26 de la loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82), modifié par l'article 4 de la loi 4 George VI, chapitre 25, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le bureau des commissaires peut, par résolution, ordonner que toutes rentes constituées, affectant des immeubles dans la province, incluses dans des terriers déposés en vertu de la présente loi, seront traitées comme des rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux et soumises à toutes les dispositions de la présente loi. La radiation de tout enregistrement relatif à des rentes constituées ainsi rachetées sera effectuée sur dépôt, au bureau d'enregistrement qu'il appartient d'un certificat du secrétaire-trésorier du syndicat établissant ce rachat en décrivant les immeubles affectés et les enregistrements à radier. Le syndicat paiera au registraire l'honoraire fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** M. le président, le chef de l'opposition a parlé hier des emprunts de la province. Il a dit que l'emprunt

que nous avons lancé tout récemment n'était pas entièrement souscrit et il a ajouté: "Ça ne se passait pas comme cela sous mon régime". Le chef de l'opposition prétend que la situation financière de la province était brillante de son temps. Il nous a dit que, de son temps, les emprunts étaient complétés dans un temps relativement court.

Il nous a aussi parlé des avantages de sa manière de financer. Je crois qu'elle était si peu brillante qu'il a été obligé de faire des élections avant la fin de son mandat, justement parce qu'il ne pouvait plus emprunter. Je lui ai dit et je lui répète qu'au moment de l'élection il n'était pas capable d'emprunter dans la province et qu'il a dû recourir au marché américain, le seul où il n'était pas connu. Le chef de l'opposition paraît avoir oublié l'histoire qui n'est pas de l'histoire ancienne. Mais il paraît avoir oublié tout cela.

Le chef de l'opposition nous a parlé hier de la finance merveilleuse qu'il faisait quand il était premier ministre. Mais, dans son temps, nous n'étions pas en guerre. Les conditions de la finance étaient normales. Les pays, les provinces et les villes n'étaient pas embarrassés, du fait que le gouvernement fédéral avait lancé des emprunts formidables pour obtenir l'argent nécessaire à la défense des foyers canadiens. J'ai ici des chiffres qui ne manqueront pas de l'intéresser. Le 15 mars 1939, le chef de l'opposition, alors premier ministre, faisait un emprunt de \$30,000,000 dans le pays, à un intérêt de 3.25 qu'il vendait aux courtiers 96.42, ce qui veut dire qu'il payait une commission de \$3.58 par \$100 d'après les chiffres officiels du département du Trésor.

"Ça ne retardait pas sous notre régime", a dit hier le chef de l'opposition. Il a ajouté: "Nos emprunts ne traînaient pas." Voyons les faits. Nous constatons que de cet emprunt de \$30,000,000 du 15 mars 1939, alors que le pays n'était pas en guerre, alors que le marché américain n'était pas fermé, le 30 juin de la même année, il restait encore le joli montant de \$5,903,000 qui traînait dans les mains des courtiers. Le gouvernement du temps a été obligé de les aider en rachetant les dernières débentures qui ne se vendaient pas. Ce sont là des faits et je les constate. Les courtiers ont été forcés de garder cette balance et le gouvernement, pour mieux permettre cette finance, leur a transmis \$1,250,000 des fonds d'amortissement de la province.

Le chef de l'opposition a dit: "Je suis allé aux États-Unis". Oui, c'était le seul marché où il n'était pas connu. Aux États-Unis, il a emprunté encore \$30,000,000 parce que le chef de l'opposition s'est

vanté de l'emprunt qu'il a fait sur le marché américain. C'est la pire transaction financière que la province ait faite. Car chaque fois que nous faisons un versement, chaque fois que nous payons les intérêts, nous sommes obligés d'ajouter 10 %, à cause de l'échange, et lorsque nous rembourserons ce montant, il faudra payer \$3,000,000 de plus que ce que nous avons reçu et que nous n'aurons jamais reçu, à cause de la différence du change. Avec les \$675,000 de commission, le 10 % et les intérêts, cela suffit. Je n'ai pas besoin d'en dire plus long.

Savez-vous quelle commission il a payée aux banquiers, quelle commission il a payée pour que le M. Ford, dont il nous a parlé hier, ce grand banquier américain, fasse de belles façons à notre distingué premier ministre de l'Union nationale de la province de Québec? Il a payé \$675,000<sup>6</sup> de commission. Il en a coûté \$675,000 de commission pour que M. Ford et les autres barons de la finance américaine viennent à Québec plumer les citoyens. C'est là le prix de belles façons faites au distingué premier ministre de l'Union nationale.

Maintenant, M. le président, savez-vous que nous, les libéraux, qui sommes arrivés au pouvoir en pleine guerre, au moment où l'Union nationale nous avait laissé une augmentation de dettes provinciales de plus de \$150,000,000, nous avons dû emprunter \$65,000,000 en février 1940 sur le marché local? Le gouvernement fédéral empruntait ce qu'il pouvait pour faire la guerre et, cependant, nous avons emprunté ces \$65,000,000 en payant \$578,500<sup>7</sup> en commission. C'est-à-dire que pour un emprunt plus que deux fois plus élevé que celui du chef de l'opposition, nous n'avons payé que \$100,000 de moins en commission, soit \$578,750. Cela veut dire que le gouvernement de l'Union nationale payait près de \$100,000 de plus pour \$30,000,000.

Voilà les faits. Voilà le tableau clair et évident du crédit de la province! Voilà la différence qui existe entre l'administration du gouvernement actuel et celle des "wizards" de la finance de l'Union nationale.

(Rires et applaudissements à droite)

Dans le rapport de l'auditeur de 1939, signé par M. Edgar Vézina, je lis qu'au 30 juin 1939, l'emprunt de \$30,000,000 du 15 mars n'est pas entièrement souscrit, ce qui a forcé le gouvernement à ne donner au crédit agricole que \$8,000,000 des \$10,000,000 qui lui étaient destinés.

Notre emprunt n'est pas tout souscrit, mais il le sera avant longtemps. L'ancien premier ministre a pu emprunter à de bonnes conditions, surtout au début de son administration, avant d'avoir ruiné le

crédit de la province. Si l'emprunt actuel de la province n'est pas encore souscrit, c'est à cause de la guerre et de la préséance donnée aux emprunts du gouvernement fédéral. J'ai bon espoir de voir cet emprunt entièrement souscrit d'ici quelque temps.

M. le président, dans les circonstances, le premier service que le chef de l'opposition devrait rendre à cette Chambre au sujet des finances de la province, c'est de ne jamais parler de son administration financière devant des gens intelligents qui y connaissent quelque chose!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On peut toujours faire dire ce que l'on veut aux chiffres et le ministre de la Voirie vient de le démontrer abondamment. À travers les chiffres qu'il a cités, il a admis certains faits, savoir que le gouvernement actuel a fait un emprunt de \$15,000,000 qui n'est pas encore souscrit et qui traîne. Le ministre oublie que le gouvernement fédéral a emprunté des millions depuis 1935 et qu'il cherche encore à en obtenir de nouveaux. Le député de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard) a dit tout à l'heure que si son gouvernement avait de la misère à compléter ses emprunts, cela dépendait de la guerre: "Aujourd'hui, c'est la guerre", a-t-il déclaré. Voilà son explication. Mais ce n'est pas d'aujourd'hui que la situation financière est difficile. En 1938, nous avons eu ce qu'on a appelé la crise de Munich<sup>8</sup>. Le monde était sur un volcan. L'on sait quelles perturbations et quelle crise financière elle a produites.

La guerre a été déclarée au début de septembre 1939. Or, l'emprunt que l'Union nationale a négocié aux États-Unis l'a été au mois d'août 1939, en pleine crise. Et le fait que le gouvernement de l'Union nationale ait pu le réussir indique assez quel crédit elle possédait dans les grands centres financiers dans le pays qui contrôle la puissance financière mondiale. C'est là un témoignage au crédit de l'Union nationale. Tous les pays veulent emprunter aux États-Unis. Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) critique l'Union nationale d'avoir emprunté aux États-Unis. D'ailleurs, en critiquant notre emprunt fait aux États-Unis, il oublie qu'il s'attaque en même temps à ses amis. Le chef de son parti, le très honorable Mackenzie King, veut y emprunter; l'Angleterre et la France cherchent à y emprunter. Pendant trois ans, le très honorable M. King a emprunté des centaines de millions aux États-Unis.

L'honorable ministre de la Voirie (M. Bouchard) a voulu ridiculiser M. Ford. Je n'ai pas de mission de

défendre M. Ford, mais il n'en reste pas moins qu'il représentait un des groupes financiers les plus considérables des États-Unis. C'est le président de la First Boston National Bank. Il en connaît en finances probablement autant que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). L'emprunt lancé par l'Union nationale n'était pas pris à la légère car, aux États-Unis, tout emprunt de ce genre devait avoir l'approbation de la *Social Securities*, groupe d'experts nommés par le gouvernement fédéral et qui vérifient les garanties des emprunteurs. Cet emprunt de \$30,000,000 a été souscrit en une demi-heure et avec un tel succès que les débentures faisaient prime une heure plus tard. Il a été accueilli si favorablement et avec une telle confiance dans l'excellence du crédit québécois que les prêteurs ont envoyé un télégramme au premier ministre de la province pour offrir leurs services pour de nouveaux prêts.

Le gouvernement actuel se présente sous la couleur de grands financiers et de savants. Mais le trésorier actuel a inauguré son règne en commençant à rogner 2 % sur les créances dues. Ou celles-ci étaient exagérées, et alors c'était le devoir du trésorier de les contester, ou elles étaient légitimes, et alors le gouvernement avait le devoir de les payer sans en rogner, de force, une partie. D'autant plus qu'une pareille pratique était des plus nuisibles au crédit de la province. Quand on sait que le premier ministre et le ministre de la Voirie actuels faisaient partie d'un gouvernement qui, pendant cinq ans, a été à découvert aux banques d'une moyenne quotidienne de \$6,000,000, à raison de 360 jours sur les 365 jours par année, et en payant un très gros intérêt aux banques, comme ce fut le cas sous le gouvernement Taschereau, on n'a vraiment pas de quoi s'enorgueillir!

Sous le même régime également, on était si grands financiers que, pour couvrir ou diminuer des déficits à la fin de l'année fiscale, le gouvernement faisait emprunter des milliers de dollars par la Commission des liqueurs, à intérêt de 5½ % à 6 %, se faisait transporter ces millions et les présentait comme actif et même des surplus. Et le ministre de la Voirie et le premier ministre faisaient partie de ce grand gouvernement! Ce sont les mêmes ministres qui furent aussi ministres du régime qui payait les colons avec des pitons, qui ont conduit des marchands à la faillite parce qu'il ne pouvait pas et ne voulait pas payer ses comptes. Le même régime qui, en trois ans, a augmenté la dette de la province de 67.7 %, en ne faisant rien du tout, alors que l'Union nationale, qui a fait des travaux immenses, l'a endettée de 66.6 %.

On dit que nous avons dépensé sous notre régime. Oui, mais nous avons créé le crédit agricole, les pensions et allocations; nous avons bâti des ponts. L'Union nationale a prêté \$35,000,000 aux cultivateurs, construit la route Montréal-Senneterre, le pont de Charlemagne, payé des millions pour les pensions de vieillesse, les pensions aux mères nécessiteuses et aux aveugles que l'ancien régime ne payait pas. Il a réglé le problème des Sulpiciens, établi l'Office des salaires raisonnables qui a fait gagner des millions aux ouvriers. Et puis, nous avions hérité de près de \$75,000,000 de dettes à payer dues par le régime Taschereau ou encourues sous ce régime.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Puisque vous y êtes, pourquoi pas \$100,000,000?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Que l'honorable député ait donc du bon sens! On dit que nous avons gaspillé. Mais avoir du cœur, est-ce gaspiller? Au crédit de l'Union nationale on doit encore ajouter la création d'une mine-école, d'une école supérieure de commerce, d'une école des pêcheries, de nombreuses écoles d'agriculture, la solution préparatoire décisive du problème de l'Université de Montréal, des octrois à nos universités, la construction de la route à travers la Gaspésie. De plus, le gouvernement de l'Union nationale a donné de l'ouvrage aux chômeurs, non pas à des salaires de famine, comme aujourd'hui, mais à des salaires raisonnables.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Vingtème édition!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aujourd'hui, notre gouvernement de grands financiers a commencé par obérer les municipalités de nouveaux fardeaux, alors qu'on sait, d'après le rapport Sirois, qu'elles ont été injustement obérées par le gouvernement provincial. On les a obligées à payer une partie des pensions aux vieillards, aux mères nécessiteuses, aux aveugles, alors que, sous l'Union nationale, le gouvernement provincial payait tout. On les a obligées à payer entièrement les augmentations aux institutrices, alors que l'Union nationale votait près de \$1,000,000 par année pour cette fin. De plus, alors que l'Union nationale payait des salaires raisonnables aux chômeurs et leur donnait des travaux, le gouvernement actuel fait travailler les chômeurs pour des salaires de famine et au détriment des employés réguliers qui, auparavant, étaient employés à ces travaux.

Notre gouvernement actuel, lorsqu'il a fait de grandes démonstrations, dans l'espoir de remonter son prestige auprès de la population, n'a pu trouver autre chose que de célébrer et de tâcher de s'approprier le mérite des œuvres de l'Union nationale, comme ce fut le cas notamment pour l'ouverture de la route Montréal-Senneterre, pour l'ouverture de l'École des mines, de la mine-école, du nouveau système hydroélectrique du Témiscamingue. Le gouvernement sait que ses amis ont fait une campagne contre nous qui était inspirée par l'esprit de parti. Ce sont les grands financiers d'aujourd'hui qui, pendant sept ans, ont refusé de payer les pensions de vieillesse, alors que notre province payait 30 % des pensions payées dans les autres provinces, de sorte que Québec a perdu \$70,000,000, dont elle n'était appelée à souscrire que le quart. Belles finances vraiment!

Les ministres du gouvernement actuel ont manifesté leurs capacités en matière de finances, surtout pour tenter de détruire le crédit de la province. Pendant leurs campagnes électorales, ils se sont appliqués à discréditer le crédit financier de la province uniquement pour fins partisans. Aujourd'hui, les ministres récoltent ce qu'ils ont semé, et sont victimes de leurs propres dénonciations. On appréciera la qualité de grands financiers que sont nos ministres actuels par le fait que trois jours avant le départ de l'Union nationale, le trésorier actuel de la province, l'honorable député de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (M. Mathewson), disait que le crédit de la province était mauvais, que la province était en faillite. Et trois jours<sup>9</sup> après son entrée, du même souffle, il affirmait sans vergogne que le crédit de la province était excellent. Vraiment, il dépassait Christophe Colomb qui, en trois jours de délai, a découvert l'Amérique!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Vingtième édition!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier sait parfaitement que les banques ont dû souscrire largement leurs premiers emprunts. Chacun se rappelle les vertueuses protestations sur les économies du premier ministre. Le premier ministre sait que c'est difficile d'administrer. Il devait réduire le nombre des ministres; or, il en a augmenté le nombre. Le nouveau gouvernement devait rétablir le bonheur. La première mesure a été de supprimer à peu près tous les travaux et de mettre les gens à la porte, puis de saboter le crédit agricole, et faire travailler les gens pour rien.

Nos ministres se proclament de grands financiers. Cependant, l'opposition a inscrit au *Feuilleton*, depuis le 25 janvier, des questions sur les finances, questions claires et directes. Or, nos financiers sont tellement au courant de leurs affaires qu'ils n'ont pas pu répondre encore. Qu'on soit franc. Qu'on explique les choses telles qu'elles sont. Quand nous avons emprunté sur le plus grand marché du monde, c'est parce que notre crédit était bon. On juge d'un crédit par la confiance que lui témoignent les grands marchés monétaires. C'est nous qui avons donné des bourses aux étudiants en génie minier.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Combien avez-vous donné de contrats sans soumission?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre sait qu'il y a eu des retards dans le paiement des comptes. Il est en retard à un tel point que des colons ont dû tuer leurs animaux pour pouvoir manger et qu'ils n'avaient même pas de quoi se faire enterrer. J'ai reçu des lettres de chômeurs. Les octrois consentis à l'agriculture et à la colonisation ont été réduits dans les services essentiels, et les rares augmentations ont consisté en salaires plus élevés pour les amis. Comme complément à son grand programme financier, le gouvernement actuel a imposé des taxes nouvelles pour près d'une vingtaine de millions par année. Ce sont ces gens-là qui parlent de finances.

Il a, en plus, placé Montréal sous la tutelle de la Commission municipale du Québec, afin de s'emparer du patronage. On me dit même que le gouvernement s'est servi des fonds d'amortissement de la ville de Montréal pour acheter des débetures de la province de Québec. Autrement dit, le gouvernement provincial prendrait l'argent de Montréal pour sa propre administration et sa propre finance.

Une des grandes œuvres du gouvernement actuel, c'est la station météorologique de Beauport, une affaire de \$50. Il y a eu ministres, députés, photos, et l'on a dépensé en publicité quatre fois la valeur de ladite station. Le tourisme n'y va plus, sinon pour faire du gaspillage. C'est la rançon d'une administration faite par des ministres qui font profession de faire de la politique en "amateurs" et pour "s'amuser". Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dit qu'il s'amusait dans la politique.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Le chef de l'opposition n'a pas l'air de s'amuser actuellement!



**L'honorable M. Casgrain (Kamouaska-Rivière-du-Loup):** Nous sommes loin des rentes seigneuriales...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les grands seigneurs, ce sont les membres du gouvernement qui saignent les vieillards, les mères nécessiteuses et les corporations municipales! Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) s'amuse lorsqu'on parle des orphelins qui pleurent. Il envoie les chômeurs à la détresse! Je comprends le désappointement du ministre de la Voirie qui voulait être premier ministre! Le ministre de la Voirie aurait voulu être chef de son parti! Je comprends qu'il n'avait pas grand-chose à faire!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ah! Non!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Certainement!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Souriant) Si j'avais été élu à la convention, il ne resterait pas un bleu de ce côté-là de la Chambre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On voit bien par là les sentiments du ministre de la Voirie, savoir qu'avec le premier ministre, les chances du Parti libéral étaient bien moindres! Je constate que le ministre de la Voirie voulait bien être choisi chef de parti. Il l'admet!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Est-ce vrai que la loi du bâillon est passée depuis hier? On ne s'aperçoit guère que la loi du bâillon a été passée!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine ensuite le secrétaire provincial (l'honorable M. Perrier) qui regardait son bracelet-montre.

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne):** Je fais des efforts pour vous écouter...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les *Comptes publics* ont été déposés et le budget n'est pas encore prêt. Et ces gens-là parlent de finances. Le gouvernement n'a pas réduit la dette et il a taxé jusqu'à l'agonie et la souffrance. Le devoir du gouvernement est de payer les universités. Le premier ministre sait que l'Université de Montréal n'a pas reçu son argent.

Laval et McGill non plus. Si le gouvernement a accompli les merveilles dont il nous parle, qu'il

paie les octrois qu'il doit à l'Université McGill et à l'Université de Montréal.

Le premier ministre a dû recevoir des lettres de colons. On donne des lots déboisés aux colons. Nous, nous avons construit des routes; nous avons payé des travaux de chômage. Qui est-ce qui a sauvé le Trésor municipal? Sous le gouvernement de l'Union nationale, le taux d'intérêt moyen payé pour les emprunts a été de 2.35 % à 2.37 %, alors que, sous le régime libéral, il a été de 3.27 %, ce qui veut dire que le crédit de la province sous l'Union nationale était meilleur. Les ministres affirment que si l'Union nationale a pu emprunter à bas intérêts, c'est dû au régime Taschereau qui avait laissé un bon crédit. Comment se fait-il alors que le régime Taschereau payait des intérêts très élevés? Enfin, nos grands financiers ne sont même pas capables de présenter leur budget et leurs rapports à temps.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Ça va coûter cher à la province, ce discours-là! Les vieux vont en souffrir!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>10</sup>:** Le gouvernement doit cesser ses prétentions erronées au sujet des finances de l'Union nationale. Il devra cesser de parler de la situation économique de la province alors qu'il ne peut faire souscrire son emprunt de \$15,000,000!

Il continue en parlant des taxes imposées par la présente administration.

#### Rapports de comités:

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

La séance est suspendue à 6 heures<sup>11</sup>.

#### Reprise de la séance à 9 heures

##### Commissaires d'écoles de Saint-Pierre-aux-Liens

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 concernant les commissaires d'écoles de Saint-Pierre-aux-Liens.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Kirkland (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Trois-Rivières

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter pour la bonne administration de ses affaires et ratifiant certains actes de son conseil.

Adopté.

#### En comité:

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Par ce bill, qui a déjà été étudié longuement au comité des bills privés, le conseil de Trois-Rivières demandait la permission d'emprunter \$250,000. On a mis ça de côté. C'est une injustice criante à l'égard des citoyens de Trois-Rivières. La ville de Trois-Rivières est dans une situation particulière. Soixante-trois pour cent de la propriété n'est pas imposable ou bénéficie de commutations de taxes. Trente-cinq pour cent des propriétaires payent 100 % des taxes. Ces petits propriétaires sont, pour la plupart, des ouvriers et des employés d'usines. C'est un malheur que de favoriser la concentration des richesses entre les mains d'un petit nombre. On a décidé que la ville devrait soumettre son projet d'emprunt à un référendum. Les référendums sont faits à vote ouvert. Les compagnies peuvent forcer leurs employés à voter suivant leur désir. Or, les compagnies seront intéressées à voter contre l'emprunt, car alors, le coût des secours directs et des secours spéciaux va être soldé au moyen d'une taxe spéciale. Et les compagnies ne payent pas de taxes spéciales. De plus, dans un référendum, il faut la majorité en nombre et en valeur. Et ce sont les compagnies qui ont la majorité en valeur. Ce sont les compagnies qui vont tout décider. Nous respectons les compagnies, mais nous ne leur accordons pas le droit de mener les villes.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** L'emprunt de \$250,000 a été demandé par la ville pour couvrir un déficit prévu seulement pour le mois de décembre. Je crois qu'il n'est pas bon d'accorder

ainsi d'avance aux villes la faculté de faire des déficits, d'autant plus que, l'an dernier, la ville de Trois-Rivières a dû emprunter \$250,000. Si elle doit arriver à la fin de chaque année avec un déficit, il est bon que les contribuables disent ce qu'ils en pensent. Nous avons confiance dans les contribuables de Trois-Rivières. Nous savons qu'ils ne se laisseront pas influencer par les compagnies.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre des Affaires municipales s'améliore. Il reconnaît que les contribuables de Trois-Rivières sont intelligents. Ceux qui votent aux référendums ne sont pas les contribuables. Ceux qui votent sont la majorité en nombre et en valeur, c'est-à-dire les quatre ou cinq compagnies qui sont intéressées à faire payer les taxes par les autres.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je propose que le titre de la loi qui parle de l'emprunt refusé par le Parlement soit changé en celui de "loi modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières".

L'amendement est adopté.

Le titre, ainsi amendé, est adopté.

#### Rapports de comités:

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement au titre. L'amendement est lu deux fois sur division, et adopté sur division.

**M. Beaulac (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal".

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier)** propose, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Institut de gestion industrielle et commerciale**

**M. Joyal (Chambly)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Joyal (Chambly)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession de Joseph Masson**

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi abolissant les rentes seigneuriales**

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 14 abolissant les rentes seigneuriales.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande en riant aux députés si l'on n'avait pas vu ses pauvres rentes seigneuriales englouties dans le débat.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 26 de la loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82), modifié par l'article 4 de la loi 4 George VI, chapitre 25, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le bureau des commissaires peut, par résolution, ordonner que toutes rentes constituées, affectant des immeubles dans la province, incluses dans des terriers déposés en vertu de la présente loi, seront traitées comme des rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux et soumises à toutes les dispositions de la présente loi. La radiation de tout enregistrement relatif à des rentes constituées ainsi rachetées sera effectuée sur dépôt, au bureau d'enregistrement qu'il appartient, d'un certificat du secrétaire-trésorier du syndicat établissant ce rachat en décrivant les immeubles affectés et les enregistrements à radier. Le syndicat paiera au registraire l'honoraire fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

#### **L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

(Applaudissements) M. le président, la loi à l'étude a été si bien expliquée et si bien présentée par son parrain et le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) - explications données souvent à la demande du chef de l'opposition - que je n'avais pas l'intention de prendre part à ce débat.

Si je le fais, c'est dans un sentiment tout charitable, pour soulager la conscience du chef de l'opposition, qui a dû se rendre compte, cet après-midi, qu'il avait commis quelques exagérations dans ses remarques. Pour lui répondre, je serai obligé, moi aussi, de sortir des cadres de la discussion. Il faudra que je compare nos deux administrations pour étudier la conduite du gouvernement de l'Union nationale et celle du gouvernement actuel.

Si le chef de l'opposition voulait prendre mon conseil, je dirais tout d'abord à mon honorable ami qu'il est un peu tôt pour commencer à faire l'apologie de ses trois ans de régime. Le chef de l'opposition est allé un peu vite dans la défense de son régime. Le peuple de la province de Québec est calme depuis 1939 parce qu'il se sent sûr d'une bonne administration, en voyant à la tête de la province les hommes qui la gouvernent. Mais, si le peuple est calme, cela ne veut cependant pas dire qu'il a complètement oublié une situation dont la responsabilité retombe sur le chef actuel de l'opposition qu'il tente de défendre.

(Applaudissements à droite)

La population de Québec a encore frais à sa mémoire les erreurs et la mauvaise administration du gouvernement de l'Union nationale. Au temps de

l'Union nationale, ce furent des années de terreur. La population québécoise se rend compte aujourd'hui que le cauchemar d'un gouvernement unioniste ne doit pas être répété avant une autre génération ou plus.

(Applaudissements à droite)

Je veux relever certaines parties de son discours, en commençant par les dernières. Le chef de l'opposition a terminé ses remarques cet après-midi en parlant des départements qui m'intéressent. Il a parlé des services qui sont sous ma juridiction: le tourisme entre autres. "Vous êtes en train de tuer le tourisme", a-t-il dit.

Or, la vérité, c'est que les chiffres démontrent que la province de Québec est la seule province de tout le pays qui ait augmenté son tourisme depuis un an. Malgré une campagne conduite dans la province d'Ontario par quelqu'un que le chef de l'opposition connaît, malgré une campagne de toute la presse américaine, par l'opposition elle-même, malgré des événements mondiaux, nous sommes la seule province de la Confédération qui ait augmenté son tourisme. Si le chef de l'opposition avait été bien renseigné, il n'aurait pas dit cela. C'est un record dont nous pouvons être fiers.

Le chef de l'opposition nous a reproché d'avoir payé les dettes de l'ancien régime, qui, pour lui, est celui d'avant 1936. C'est vrai. Nous les avons payées parce que nous avons été précédés par un gouvernement qui ne reconnaissait pas les engagements pris au nom de la province, et qui plaçait la politique au-dessus de l'administration de la province, ce qui est une faute grave. Nous avons payé également des millions de dettes contractées par le gouvernement du chef de l'opposition. Nous avons payé des millions à des adversaires politiques, amis du chef de l'opposition, sans nous occuper de leurs couleurs.

Nous avons dû payer des millions sur seule signature du premier ministre du temps sur des petits papiers, sans aucune promesse officielle, mais sur de simples promesses verbales d'employés secondaires. Il nous reproche d'avoir diminué leurs comptes de 2 %. Un rabais de 2 % vaut mieux qu'aucun paiement du tout. Le trésorier a reçu des témoignages de reconnaissance de la part de nos propres adversaires pour avoir fait honneur aux engagements pris au nom de la province.

Je le répète, ces engagements étaient pris de la façon la plus extraordinaire, et nous avons payé des dettes contractées sur des petits papiers, quelquefois par des gens qui n'étaient même pas du gouvernement.

Le chef de l'opposition a dit cet après-midi que le gouvernement se faisait financer par la ville de Montréal, se servait de Montréal pour sa finance, voulant ainsi dire que nous avions forcé cette ville à acheter des obligations de la province pour assurer notre propre administration. Le chef de l'opposition semble entretenir des craintes sur nos propres difficultés. Qu'il se rassure. Il est vrai que nous avons des difficultés. Nous avons des problèmes plus graves que ceux de nos prédécesseurs, on le reconnaîtra. Mais, sous le rapport de la finance, nous n'éprouvons aucune difficulté à rencontrer nos obligations et à les rencontrer à temps. Nous n'avons aucune difficulté à obtenir du public les argentés nécessaires parce que le peuple a confiance en nous.

(Applaudissements à droite)

Nous ne sommes pas des thaumaturges, mais simplement des hommes de bonne volonté qui veulent donner à leur province la meilleure administration possible. Nous voulons administrer les affaires publiques comme nous administrons nos affaires personnelles. Nous rencontrons nos obligations, nous prenons nos responsabilités avec plus de courage que nous en prêtent nos amis de l'opposition. Nous préférons les actes posés aux paroles inutiles. Nous sommes ici pour faire notre devoir, tout notre devoir, et nous l'accomplirons même s'il peut paraître impopulaire.

La tâche ne nous effraie pas. Notre tâche, nous l'accomplirons. Les obstacles que l'on voudra dresser pour nous en empêcher, des obstacles placés sur notre chemin par des adversaires politiques ou par les circonstances, nous les renverserons. Nous sommes ici pour administrer au meilleur de notre conscience et nous le ferons. Nous sommes ici pour remettre la province sur pied au point de vue financier. Et si, dans quatre ans, le peuple n'est pas satisfait de nous, il en mettra d'autres à notre place.

(Applaudissements à droite)

Nous sommes ici pour remettre la province sur pied et nous y arriverons. Nous sommes ici pour préparer notre province de telle façon que lorsque le conflit mondial sera terminé, elle soit prête pour l'essor brillant qui l'attend. C'est par une politique de saine administration que nous y parviendrons. C'est pour cela que nous avons décidé de rencontrer nos dépenses. Pour cela, nous voulons que nos dépenses, même nos dépenses-capital, ne dépassent pas nos revenus.

C'est pourquoi nous appliquons une politique de paiement à l'échéance. Il nous a fallu imposer des taxes. Nous avons eu et nous aurons le courage de taxer. Ces taxes, elles étaient nécessaires. Il était

impératif de les imposer après le régime de l'Union nationale. Nous n'aurions pu emprunter pendant un mois si nous avions continué la politique de l'Union nationale, mais nous n'aimons pas à emprunter.

Avec cette politique d'emprunts, nous conduirions la province à la ruine. Nul ne le sait mieux que le chef de l'opposition. S'il a déclenché ses élections le samedi, c'est qu'il savait que le lundi il n'avait plus un sou pour administrer la province.

Nous n'administrons pas aux dépens des municipalités, comme l'a prétendu le chef de l'opposition. Pour ce qui est de la ville de Montréal, il y avait une plaie purulente. En ce qui concerne Montréal et nos obligations, je réponds que la cité de Montréal n'a pas acheté un seul sou de nos obligations. Ce n'est pas nous qui avons bénéficié dans le passé de la cité de Montréal. L'Union nationale ne peut en dire autant. N'est-ce pas l'Union nationale qui a bénéficié des millions que l'Union nationale devait à la ville quand nous avons pris le pouvoir? C'est cela qui a compliqué la situation de la ville de Montréal.

Quand le chef de l'opposition refusait de payer à Montréal ce que la province lui devait, il préparait le chaos dans lequel Montréal est tombée. Nous sommes venus au secours de Montréal à temps. Nous avons plongé le fer rouge dans la plaie. Il le fallait. Ce fut notre devoir de l'aider à se remettre sur pied. Nous l'avons fait et sa situation actuelle permet à la ville de Montréal de reprendre courage et de reprendre sa course. C'est pourquoi, aussi, nous avons eu le courage de placer la ville sous la tutelle de la Commission municipale, un autre geste, encore, qui n'était peut-être pas populaire. Maintenant, Montréal reprend la voie du progrès.

Sous le régime de l'Union nationale, Toronto était en train de devenir la métropole du Canada. Il était de notre devoir de faire en sorte que Montréal reste la métropole du Canada, de fait aussi bien que de nom. Montréal est la métropole du pays; et elle va demeurer la métropole du Canada parce qu'un gouvernement a eu le courage de faire son devoir à Québec.

(Applaudissements à droite)

C'est notre façon à nous d'aider et d'administrer le crédit des municipalités.

Le chef de l'opposition a dit cet après-midi qu'il avait aidé les chômeurs et que son gouvernement en avait diminué le nombre. Ce qui s'est produit n'est surtout pas cela. La vérité est que le nombre des chômeurs a augmenté sous l'Union nationale, quand le chômage aurait dû disparaître. La crise du chômage a été particulièrement aiguë en

1936. Pendant les trois années suivantes, les années de l'administration de l'Union nationale, qui ont été quasi prospères pour les autres provinces, Québec a vu son chômage doubler. Leur nombre n'a jamais été aussi nombreux que de 1936 à 1939, alors qu'il diminuait dans toutes les provinces du pays.

Que la Providence nous protège d'une telle administration! Pendant cette période, toutes les provinces ont amélioré leurs finances et Québec a doublé sa dette. L'Union nationale a plus augmenté la dette en trois ans que les gouvernements qui l'avaient précédée durant les 72 ans qui s'étaient écoulés depuis la Confédération. Et on l'entend maintenant dire que son régime a été un régime de prospérité!

"Nous avons semé le bonheur", ne cesse de répéter le chef de la gauche. Dieu nous protège d'un pareil bonheur!

Le chef de l'opposition a été pathétique cet après-midi lorsqu'il a parlé des déshérités, et l'on aurait dit qu'il était le seul à comprendre ces misères. Mon honorable ami a reproché au Parti libéral d'avoir laissé souffrir les vieux déshérités de la vie. Il s'est vanté de leur avoir donné le bonheur. A-t-il oublié l'époque peu éloignée où ses collègues de Rouville et de Hull (MM. Barré et Guertin) disaient ici: "Le pire adversaire des lois sociales en cette province, c'est celui qui représente le comté de Trois-Rivières actuel". Ils le représentaient comme le plus grand ennemi des législations sociales dont le chef de l'opposition se vante aujourd'hui. Je ne renie pas mon passé.

J'ai cru que nos institutions charitables étaient suffisantes et nécessaires, et qu'elles s'acquitteraient de toutes ces tâches à moins de frais et avec plus de charité que tout gouvernement dans le monde. Je croyais cela avant la crise économique. Le chef de l'opposition pensait comme moi. Il est resté de notre avis jusqu'au moment où le gouvernement libéral a présenté en cette Chambre la loi des pensions de vieillesse. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de tout accaparer le mérite. La loi des pensions de vieillesse, pour une, est une loi libérale que nous avons passée, et son auteur est nul autre que l'actuel ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard).

(Applaudissements à droite)

Depuis que nous avons repris le pouvoir, nous avons voulu remettre de l'ordre, et voilà pourquoi nous avons demandé aux corporations municipales de contribuer aux pensions et aux vieux et aux mères nécessiteuses. Depuis un an, nous avons imposé des obligations à la population qui les comprend. Nous avons voulu éliminer les abus parce

que nous réalisons que s'il s'en produit, c'est la classe laborieuse qui paiera pour.

Le chef de l'opposition nous reproche d'avoir demandé la coopération des municipalités et de leur imposer une charge de 2 % des pensions. Nous avons fait à ce sujet une enquête sérieuse pour que la loi des pensions aux vieillards et la loi des allocations aux mères nécessiteuses profitent à ceux qui en ont besoin. Des listes de vieillards sont tombées quelques noms, les noms de ceux qui n'en avaient pas besoin. Ce sont les pauvres que nous avons soutenus, en mettant de l'ordre dans l'administration de ces deux lois sociales. Les municipalités, voulant comme nous que les argents publics soient dépensés pour ceux qui en ont besoin, coopèrent avec plaisir avec nous.

Nous voulons que l'argent qui est voté pour les vieillards leur soit versé en entier. Ce sont des lois d'assistance publique, des lois de soutien aux nécessiteux. Par cette loi, nous avons demandé aux municipalités de coopérer avec nous, et toutes elles sont heureuses de le faire, parce que c'est sûr que les pensions seront versées à ceux-là seuls qui en ont besoin. Nous ne voudrions pas que des lois de cette nature aient pour conséquence d'encourager l'imprévoyance et de faire oublier à la population ses devoirs.

Nous ne pouvions pas, du Parlement de Québec, et le chef de l'opposition ne le pouvait pas lui non plus, contrôler une dépense publique dans toutes les municipalités.

Et puis, M. le président, il y a une loi plus vieille que ce Parlement: celle qui oblige les enfants à prendre soin de leurs parents et les parents à veiller sur leurs enfants. C'est un lien dont nous avons besoin. Si nous le faisons disparaître, nous menaçons la famille, nous menaçons la société. La population de cette province n'a pas de fausse mentalité dans le domaine social. Elle veut que les lois sociales soient appliquées avec justice et sévérité. Les enfants doivent être tenus à l'entretien de leurs parents lorsqu'ils en sont capables. Les enfants qui ont encore du cœur doivent comprendre ce principe. Je sais que nos gens sont encore orgueilleux de leurs devoirs.

Le chef de l'opposition a parlé du salaire des institutrices. "Les salaires des institutrices, nous les avons augmentés", dit le chef de la gauche. Je crois pouvoir réclamer le privilège d'avoir été le premier, M. le président, ici, en 1929, à demander une amélioration du traitement des institutrices. Le gouvernement libéral du temps a passé une loi. Graduellement, jusqu'en 1936, le Parti libéral a passé des mesures pour remédier à la situation. Le chef de

l'Union nationale a fait semblant d'aller plus loin. C'est tout. Le chef de l'opposition a voulu faire quelque chose à son tour, mais il a laissé retomber les institutrices dans leur sort malheureux où elles se trouvaient auparavant.

L'ordonnance fixant le salaire à \$300, déterminée par le Bureau des salaires raisonnables, il l'a révoquée d'un décret-loi. Il a fait augmenter les salaires avec promesse d'octrois aux municipalités. Il a dit aux municipalités: "Payez les institutrices plus cher et vous aurez des octrois." Les municipalités ont payé plus cher, et quand est venu le temps, pour l'Union nationale, de tenir son engagement, son chef a fait litière de ses promesses; il a retiré le tiers de son octroi et c'est nous qui avons tenu son engagement, parce que nous avons dû rencontrer les obligations contractées dans ce domaine par l'ancien régime.

(Applaudissements à droite)

"Les octrois à l'agriculture ont été réduits", a dit le chef de l'opposition. Je voudrais qu'il m'en nomme un seul qui ait été réduit ou abandonné! Mais lui, par exemple, dès que l'Union nationale a pris le pouvoir, bien que la province fût en meilleur état que nous l'avons prise en 1939, son chef a aboli tous les octrois que nous donnions: octrois pour les engrais chimiques, les concours de labours, pour les bâtisses de ferme, pour le transport de la chaux, pour les graines de semence, etc. Tous ces octrois, le chef de l'opposition les a abolis et il a même passé une loi pour abolir les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture.

Ça fait mal, ça me fait de la peine, mais c'est de l'histoire. Il a présenté une loi pour abolir cercles et sociétés, mais lorsqu'il s'est trouvé face à face avec un chef d'opposition aguerri, il a eu peur et il a retiré sa loi.

(Applaudissements à droite)

"Vous n'aidez pas les colons", dit encore le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition a dit que nous avions diminué les primes aux colons. Nous avons dépensé 50 % de moins que lui et, cependant, nous avons placé 600 colons sur un plan provincial, et l'Union nationale n'en a pas placé un seul. Nous avons placé 1,000 colons sur le plan fédéral, comme nos prédécesseurs, qui n'ont placé aucun colon sur un plan provincial.

Ce n'est pas tout. Nous avons inauguré une méthode de colonisation nouvelle qui encourage le colon, qui nous permet de nous substituer au colon pour faire le défrichement de son lot, de faire les travaux les plus difficiles et le préparer pour le labour avant même qu'il s'empare de son lot.

Méthode coûteuse, mais si avantageuse. Nous avons pu faire cela parce que nous avons dépensé pour la colonisation l'argent voté à cette fin.

Nous n'avons pas dépensé l'argent volé aux colons dans les villes ou à chercher des trésors dans le golfe Saint-Laurent, comme cela se passait au temps de l'Union nationale. Nous avons réalisé cela en dépensant l'argent pour les colons eux-mêmes.

Avec un budget réduit de moitié, nous avons doublé la prime de labour; nous avons pratiquement donné 1,200 têtes de bétail aux colons. Nous avons rétabli les primes pour les concours de fermes et nous avons augmenté les primes de construction de maisons.

Qu'il aille donc dire aux colons que nous avons réduit les primes! Le gouvernement de l'Union nationale a fourni aux cultivateurs, travailleurs et colons de Québec plus de rebuffades et d'insultes que quoi que ce soit d'autre. Les colons ont vu leurs octrois soit coupés, soit réduits.

Nous sommes en retard dans nos primes, d'après le chef de l'opposition. Les primes aux colons sont payées avec une semaine de retard tout au plus. Je n'aurais pas été obligé de les donner, mais le trésorier a reçu des ordres de payer les primes aux colons en temps, comme doivent l'être les sommes gagnées par les petits salariés et comme les travaux faits par les cultivateurs sur les chemins, sans aucun retard. Ce que l'Union nationale donnait à Noël pour du travail fait l'année précédente, nous le payons en septembre pour du travail fait au cours de l'année.

Le chef de l'opposition faisait venir des photographes de Québec, sous l'ancien gouvernement, qui photographiaient le ministre de Colonisation du temps, M. Auger, distribuant des primes aux colons, à la veille de Noël, pour payer des primes gagnées pour du travail fait deux ans auparavant.

(Rires)

Je suis agriculteur. J'ai visité les centres de colonisation. Je connais leurs besoins. Nous savons que le colon a besoin d'être soutenu. Et quand il a gagné \$1, il reçoit sa piastre. Nous avons multiplié par cinq le nombre des primes et nous les avons payées au jour le jour. Nous n'avons pas fait cela par gloriole politique, mais pour faire notre devoir. Le chef de l'opposition ne peut nier que jamais un gouvernement n'a payé les colons aussi rapidement que l'administration actuelle.

(Applaudissements à droite)

Nous avons fait cela parce que c'est notre devoir. Si le chef de l'opposition ne veut pas nous en féliciter, il devrait au moins se renseigner avant de parler.

Le chef de l'opposition a dit qu'il était orgueilleux de comparer son administration financière avec celle du trésorier. "Votre emprunt n'est pas entièrement souscrit", dit-il. Il le serait mais nous voulons que ce placement, le meilleur du pays, reste aux citoyens de cette province autant que possible parce qu'il est avantageux pour eux. Il le serait depuis longtemps si le gouvernement avait voulu avoir recours aux services des grosses institutions financières. C'est parce qu'il s'agit d'un placement de tout repos que le gouvernement veut en faire bénéficier le peuple. Le chef de l'opposition s'est vanté d'avoir emprunté sur un grand marché où il n'était pas connu. Nous ne tenons pas à aller sur les grands marchés, car nos obligations offrent trop d'avantages à nos épargnants pour les en priver. Dans la province de Québec, nous aurons de l'argent tant que nous en voudrons.

Le chef de l'opposition a le scandale facile. Notre emprunt est-il en retard? Il a été lancé le 7 février, il y a 20 jours. Il y en a plus de \$10,000,000 de souscrits sur \$15,000,000. Nous gardons le reste pour les nôtres, pour le peuple. Mais, en 1939, un emprunt de \$30,000,000 lancé par le chef de l'opposition le 15 mars, n'était souscrit qu'aux deux tiers deux mois et demi après avoir été lancé, soit le 30 juin. Et les conditions étaient beaucoup plus faciles qu'aujourd'hui. Que le chef de l'opposition ne soit pas inquiet. Nous pouvons avoir tout l'argent dont nous avons besoin. Je l'ai dit: nous voulons que nos ressources rencontrent toutes nos dépenses, même nos dépenses-capital. Voilà notre politique. Elle nous permettra de voir l'avenir sans inquiétude.

Chaque dollar que nous dépensons est avancé pour développer notre patrimoine national. Voilà de la saine administration. Elle nous a valu une confiance qui nous permet de regarder l'avenir sans inquiétude. Nous ne sommes pas ici pour faire de la démagogie. Nous sommes ici pour aider la population à traverser sans encombre une période difficile, afin de se retrouver sur pied à la sortie de cette épreuve. Nous voulons dépenser l'argent de la province, comme le vieux régime, pour bâtir et créer économiquement, et non pour détruire.

(Applaudissements à droite)

Nous voulons nous inspirer des régimes qui, en 40 ans, ont moins augmenté la dette que l'Union nationale en trois ans. Toutes les œuvres essentielles ont été faites par le Parti libéral. Est-il un citoyen qui n'admettra pas que le Parti libéral a créé tout ce que nous avons dans cette province: toutes ses écoles, toutes ses grandes routes, édifié toutes ses constructions et ses œuvres publiques? C'est ainsi

que nous voulons agir. Tout cela a été fait en 40 ans et cela a coûté bien moins cher que ce l'Union nationale a fait en trois ans.

Le chef de l'opposition s'est vanté d'avoir construit un pont, quelques bouts de chemin, une couple de glaciers dans la Gaspésie et de vagues constructions. Et, pour cela, il a augmenté la dette de \$210,000,000. Le pont de Charlemagne n'est à vrai dire qu'un quai, puisque la rivière se traverse à pied. Et la route de Senneterre est une entreprise commencée par les libéraux. Pour cela, le chef de l'opposition a gaspillé non seulement les capitaux matériels de la province, mais aussi le capital le plus important: la renommée de la province à l'extérieur. Le chef de l'opposition sait que, durant son régime, la province de Québec a perdu sa belle renommée, sa première place dans la Confédération. Dans ses trois années au pouvoir, il a manqué une glorieuse opportunité de placer Québec à l'avant-garde de la Confédération.

Pourquoi est-il venu nous faire le tableau des causes de cette regrettable situation? Qui ne se souvient que le chef de l'opposition traitait les ouvriers de bolchéviques et leurs chefs de communistes? C'était le temps, sous son régime, où on voyait des communistes partout. Il a eu un temps de la phobie des communistes. À cette époque, nous du Parti libéral, quand nous réclamions au nom des ouvriers, on nous traitait de communistes. Sous l'Union nationale, j'étais un communiste, tout le monde était communiste. Le chef de l'Union nationale avait tellement peur des communistes qu'il avait un garde du corps!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre! Ni de près, ni de loin, je n'ai jamais eu de garde du corps! Jamais je n'ai eu peur! Il est vrai que j'ai été menacé de mort. J'ai même été menacé de mort par radio. Mais je n'ai jamais eu de garde du corps.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Alors, M. le président, le chef de l'opposition a passé trois années plus heureuses que je ne le pensais. Ce que nous avons mis sur le compte de la crainte et de la nervosité devait être mis sur le compte de la fatigue.

(Rires et applaudissements)

Après nous avoir accusés d'être de l'extrême gauche, on nous accuse d'être aujourd'hui de l'extrême droite. Sous le régime de l'Union nationale, nous étions des communistes. Aujourd'hui, nous sommes des dictateurs, "pires qu'Hitler", dit le chef de l'opposition. Nous sommes

tout simplement des représentants du peuple et nous voulons mettre de l'ordre dans la dépense de son argent. Nous voulons mettre de la raison dans chacun des gestes que nous posons.

Rien ne nous détournera de ce devoir. Quand on nous qualifie de dictateurs, nous avons conscience d'imposer simplement à la démocratie les règles qui doivent lui être imposées. Ce n'est pas un plaisir, mais c'est un devoir.

Que l'on nous traite de dictateurs, peu nous importe: nous ferons notre devoir. Je suis contre une démocratie poussée à l'extrême, cette sorte de démocratie qui dégénère en démagogie et qui a cette licence qui conduit là où se trouve actuellement une démocratie qui avait pourtant assez de vitalité intellectuelle, morale et physique pour bouter dehors 10 hordes comme celles d'Hitler. Mais la vraie démocratie, nous en sommes et nous la conserverons!

(Applaudissements à droite)

Eh bien, nous ne sommes pas des dictateurs. Le chef de l'opposition se plaint que nous voulons l'empêcher de parler, que nous voulons lui enlever le droit de parole. Il se plaint que sa liberté de parole est menacée. Comme il se trompe! Pour chaque parole que j'ai prononcée en cette Chambre, il peut se vanter d'en avoir prononcé au moins une centaine. Nous lui conserverons cette prérogative, car nous avons du reste beaucoup de plaisir à l'entendre. Il est un excellent chef de l'opposition et s'il continue de réveiller, comme aujourd'hui, le souvenir de la population, s'il continue d'étaler les œuvres de l'Union nationale comme il l'a fait cet après-midi, on peut être assuré qu'il sera longtemps un excellent chef de l'opposition.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre parle pour se contredire. Son discours est rempli de sophismes dignes de son talent. Il a accumulé contradiction sur contradiction. Des affirmations que j'ai faites, pas un mot de dénégation! Il s'est attaqué aux seuls détails. Il met au défi l'opposition de mentionner un seul octroi qu'il a supprimé et, cependant, avec la même verve, il affirme avoir diminué 50 % des subventions de l'agriculture.

Il dit que les touristes sont venus moins nombreux pendant le régime de l'Union nationale. Qu'il aille donc voir dans les hôtels de la province de Québec! Les témoignages vont être unanimes! En 1934, notre province était la sixième de la Confédération au point de vue touristique. En 1936,



elle était quatrième, alors qu'en 1937, la province de Québec occupait la première place et que les visiteurs étrangers avaient dépensé \$77,000,000 ici.

Le premier ministre a été savoureux. Il a lancé un emprunt et il ne veut pas que personne emprunte. Il n'est pas sérieux!

(Rires à droite)

Il affirme vouloir faire des emprunts dans la province et, cependant, il ne veut pas les vendre. Il dit qu'il réserve son emprunt pour le peuple. Il les offre au peuple et celui-ci ne les achète pas. Alors puisqu'il n'est pas capable de vendre ses obligations, cela veut dire que le peuple a perdu confiance en lui. Quelle logique!

Le premier ministre a parlé des petits bouts de chemin construits par l'Union nationale. Il appelle ça des petits bouts de chemin, la route Montréal-Senneterre, 210 milles, une partie de la route Montréal-Québec, 90 milles<sup>12</sup>? Ce n'est qu'un exemple de ce que le premier ministre appelle de petits bouts de chemin.

D'ailleurs, je l'avertis, cela ne va pas si bien que ça dans le cabinet.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Hein?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier qui se sent visé, c'est le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard)! J'ai dit que le gouvernement avait fait acheter des débetures de la province à même les fonds d'amortissement de la ville de Montréal qu'il a réduite sous sa tutelle absolue. Il déclare que la ville de Montréal n'a pas acheté d'obligations de la province. Si ce n'est pas vrai, pourquoi ne répond-il pas à la question posée sur l'ordre du jour et inscrite au *Feuilleton* depuis le 25 janvier?

Sous l'Union nationale, l'emploi a été plus considérable dans la province de Québec que dans n'importe quelle autre province du dominion, et ce sont les statistiques fédérales qui l'affirment. Quant aux colons et aux cultivateurs, c'est nous qui les avons protégés. Sous l'Union nationale, les budgets de la colonisation et de l'agriculture ont été doublés et triplés. Je répète qu'actuellement des centaines de colons ne reçoivent pas les primes qui leur sont dues.

Le gouvernement traite les colons de façon mesquine. L'autre jour, j'ai reçu une lettre de l'un d'eux affirmant qu'il était trop pauvre pour mourir, parce qu'il n'avait pas d'argent pour un enterrement décent. Sous le régime actuel, certains colons du Témiscamingue sont obligés de manger leurs chats et

leurs chiens parce qu'ils n'ont pas d'autre viande à donner à leurs enfants, parce que les primes promises n'ont pas été payées à temps!

(Rires)

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Vous n'êtes pas sérieux?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les ministres pensent être des hommes de génie et d'expérience. Le député de Rivière-du-Loup ne devait pas être très sérieux puisque le premier ministre lui a préféré le député de Québec-Est dans le cabinet!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)<sup>13</sup>** (Montrant du doigt son collègue de Québec-Est, l'honorable M. Drouin) Il en a de l'expérience, lui! (Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis heureux de voir le député de Saint-Hyacinthe admettre que les anciens ministres de l'Union nationale ont de l'expérience! L'expérience du député de Québec-Est est due à son passage au sein de l'Union nationale.

En arrivant au pouvoir, c'est nous qui avons dû payer \$50,000,000 des anciennes dettes de l'ancien régime. Nous avons donné à la ville de Montréal des travaux pour des millions et des millions.

**M. Dubreuil (Jeanne-Mance)** se lève pour poser une question au chef de l'opposition.

(Comme son siège est un peu à l'arrière, celui-ci fait mine de ne pas le voir et continue sans s'en occuper.)

**M. le président** fait signe au chef de l'opposition (M. Duplessis) que le député de Jeanne-Mance est debout.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne bronche pas. Un petit sourire au coin des lèvres, il continue son exposé.

**M. Dubreuil (Jeanne-Mance)** se rassoit, n'ayant pu faire entendre son objection.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau à la prochaine séance.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières.

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. 41,632,000 livres, selon *The Gazette* du 27 février 1941, à la page 11.

2. 79,758,000 livres, selon *The Gazette* du 27 février 1941, à la page 11.

3. Le député a fait son discours en anglais, selon *L'Action catholique* du 27 février 1941, à la page 7.

4. \$10.50, selon *The Gazette* du 27 février 1941, à la page 11.

5. M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), Orateur suppléant, était au fauteuil présidentiel, selon *La Presse* du 27 février 1941, à la page 19.

6. \$578,000, selon *Le Canada* du 27 février 1941, à la page 10.

7. \$675,000, selon *Le Canada* du 27 février 1941, à la page 10; et \$578,000, selon *La Tribune* du même jour, à la page 13.

8. La crise de Munich trouve son dénouement dans les accords de Munich. Une conférence est tenue à Munich les 29 et 30 septembre 1938, laquelle réunit les représentants de la France (Daladier), de la Grande-Bretagne (Chamberlain), de l'Italie (Mussolini) et de l'Allemagne (Hitler). Ce dernier exige la réunification des régions appelées les Sudètes, lesquelles représentent 3,000,000 d'Allemands dans un pays de 15,000,000

d'habitants. La France a un traité d'alliance avec la Tchécoslovaquie mais n'est pas prête pour la guerre, sans l'appui du Royaume-Uni. Elle abandonne alors la Tchécoslovaquie. Ces accords firent consensus puisqu'ils permirent de sauver la paix. Les accords qui en résultèrent marquèrent le recul des démocraties occidentales qui, par crainte d'un conflit, laissèrent Hitler annexer le territoire des Sudètes. Les accords de Munich, qui avaient suscité un grand espoir dans les opinions publiques française et britannique, ne firent que renforcer l'Allemagne dans sa politique d'expansion.

9. Deux mois, selon *Le Canada* du 27 février 1941, à la page 10.

10. Après avoir consulté son voisin, le représentant de Matane (M. Gagnon) qui regarda sa montre, ostensiblement, il poursuivit son discours jusqu'à l'ajournement, selon *Le Soleil* du 27 février 1941, à la page 5.

11. Entre les deux séances, les membres des deux Chambres ont reçu Sir Howard d'Egville, secrétaire de l'Association parlementaire britannique, selon *Le Canada* du 27 février 1941, à la page 10.

12. 180 milles, selon *Le Canada* du 27 février 1941, à la page 10.

13. Selon *Le Canada* du 27 février 1941, à la page 10, c'est l'autre Bouchard (Québec) qui prend la parole.

Séance du jeudi 27 février 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec amendement, le bill suivant:

- bill 109 concernant le village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Henry Gaspé Domville, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de dame Adelaïde-Catherine Aubert de Gaspé, veuve de l'honorable Georges René Saveuce de Beaujeu.

**Succession de  
dame Aubert de Gaspé**

**M. Choquette (Montmagny)** demande, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Francoeur), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve G. de Beaujeu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
des cités et villes**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 19 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Moratoire**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 20 concernant le moratoire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Demandes de documents:**

**Motion pour la reprise du débat sur la  
canalisation du Saint-Laurent**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** dit en quelques mots les motifs d'urgence de passer immédiatement à l'étude et à la discussion de cette question. Pourquoi, dit-il, la Chambre n'a pas encore été saisie de cette question ni mise au courant des tractations en cours? Depuis la découverte de notre pays, le fleuve Saint-Laurent a été un facteur de progrès.

(Rires à droite)

**M. l'Orateur:** L'honorable député veut-il présenter une motion?

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Oui pour faire reprendre le débat sur la canalisation du Saint-Laurent. Je disais donc que le Saint-Laurent...

**M. l'Orateur:** Que l'honorable député s'en tienne à sa motion!

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je voulais faire un petit historique du Saint-Laurent. Je propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat, en date du mardi 28 janvier dernier, sur la motion de l'honorable M. Duplessis, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la

canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

On a dit que, si Hitler venait ici...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**Des députés ministériels:** Vote! Vote!

**M. Gagnon (Matane):** Je suis très surpris de constater que les ministériels veulent étouffer la voix du peuple en criant: "Vote! Vote!"

**M. l'Orateur:** À l'ordre, à l'ordre!

**Des députés ministériels:** Rejeté! Rejeté!

**M. Gagnon (Matane):** Pour me conformer à vos ordres, M. l'Orateur, je devrais tout simplement me lever et crier: "Urgence! Urgence"!... Mais pour parler de l'urgence, il nous faut parler de la canalisation. Je ne peux comprendre un tel mutisme de la part du gouvernement. "Rejeté" semble être le seul mot intelligent qui puisse sortir de la bouche des députés ministériels sur cette question considérée comme relevant de la plus haute urgence. Il y a urgence à discuter cette motion, car des jugements du Conseil privé ont défini les droits de notre province sur le fonds du Saint-Laurent.

**M. l'Orateur:** L'honorable député touche au fond de la question et il est hors d'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** Je veux respecter votre décision, M. l'Orateur, mais pour démontrer l'urgence de reprendre le débat, il faut que je parle de la canalisation. La province de Québec est propriétaire du fonds du Saint-Laurent et il faut que la Chambre exprime l'opinion de la province. La Chambre doit être consultée. Je ne conçois pas comment ceux qui se vantent d'être les fils spirituels du gouvernement Taschereau n'ont pas le courage de prendre une attitude aussi ferme que MM. Lomer Gouin et Alexandre Taschereau sur cette même question. Au moins, Sir Lomer Gouin et l'honorable Louis-Alexandre Taschereau avaient le courage de se prononcer sur cette question de la canalisation! Lorsqu'il était premier ministre, l'honorable Alexandre Taschereau a eu le courage de dire son opinion!

**M. l'Orateur:** À l'ordre, à l'ordre!  
L'honorable député doit rester dans l'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** L'Orateur ne permet plus maintenant en cette Chambre que le nom de M. Taschereau soit prononcé. Je ne savais pas que je pouvais pas nommer M. Taschereau.

**M. l'Orateur:** (Intervenant vivement)  
L'honorable député vient de faire une déclaration qu'il doit retirer. Je demande au député de Matane de retirer ses paroles!

**M. Gagnon (Matane):** Très bien. Je retire. La province a des droits sur le Saint-Laurent et la Chambre devrait être consultée. Est-il concevable qu'une entente entre les autorités fédérales et provinciales sur une question de cette nature soit conclue sans que les représentants du peuple ne soient consultés?

**M. Talbot (Chicoutimi):** Toutes les provinces ont donné leur opinion sur cette question. Pourquoi ne pas donner la nôtre? Sommes-nous devenus un simple conseil municipal? Tout le monde dans la province, conseils municipaux et associations patriotiques, s'est déjà prononcé sur cette question. Il est temps que le gouvernement fasse taire la rumeur voulant qu'il soit à la remorque du gouvernement d'Ottawa.

**M. Robinson (Brome):** Pourquoi entourer l'opinion du gouvernement de tant de secrets? Quelle est la force secrète qui empêche le gouvernement de mettre la Chambre au courant des négociations en cours? Pourquoi cette question de la canalisation est-elle si taboue? L'opposition est aussi patriotique que les ministériels, et si ce n'est qu'une simple question d'argent, cela ne fait rien. Si c'est une question de venir en aide à la cause des Alliés, procédons. Mais si la question est politique, il faut y mettre un frein.

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Quand le temps sera venu, comme le premier ministre l'a dit, nous discuterons cette motion. Les dirigeants du pays connaissent leur devoir. M. Hitler...

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** Eh bien je puis au moins dire qu'Hitler n'est pas un monsieur.

**M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement est trop hésitant. Qu'il nous donne donc son opinion! Ni le gouvernement d'Ottawa, ni le gouvernement de

Québec n'ont obtenu de mandat au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Je ne comprends pas l'attitude du gouvernement qui a peur de se prononcer!

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Je proteste contre cette motion perpétuelle. La simple courtoisie veut que nous attendions les résultats des négociations avant de donner notre opinion. Il est d'autres questions plus importantes et plus urgentes pour la Chambre que cette perpétuelle motion de l'opposition.

L'unité du Canada et la défense de l'Empire sont des questions encore plus importantes que celle du Saint-Laurent. Il faut donner au gouvernement fédéral la plus grande liberté d'action pour négocier sans qu'il ne soit continuellement entravé par les expressions d'opinion des Parlements provinciaux.

À quoi servirait au gouvernement fédéral de connaître l'opinion de la province de Québec seulement, quand c'est tout le pays qui a intérêt dans ce projet? Ce n'est pas à l'opposition de décider l'urgence d'un point à débattre mais au gouvernement.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais alors, on veut empêcher l'opposition de parler? La Chambre a tous les droits d'être tenue au courant de la correspondance entre les gouvernements de Québec et d'Ottawa sur la question de la canalisation. Ma motion sur la canalisation du Saint-Laurent est sur l'ordre du jour depuis le 4 janvier dernier, c'est-à-dire depuis près de deux mois. L'opposition a le droit d'obtenir des renseignements sur les tractations en cours entre le gouvernement provincial et les autorités fédérales.

On ne produit pas les documents que l'opposition demande et on veut même l'empêcher de parler. Nous demandons la production de documents publics que le gouvernement doit déposer en Chambre. C'est le moment pour nous d'exprimer l'opinion de la province. Un député de l'opposition, ça vaut au moins autant qu'un député du gouvernement. C'est le devoir d'un homme qui a du courage de se lever et de faire entendre l'opinion de la province. Le premier ministre doit se prononcer et donner au moins l'impression de courage temporaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
(Applaudissements à droite quand il se lève)

**M. l'Orateur:** À l'ordre<sup>1</sup>!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je n'ai pas une longue réponse à donner, car une longue réponse de ma part serait inutile. Le chef de l'opposition est mieux renseigné que personne à ce sujet. La question de la discussion est celle de l'opportunité de discuter la motion de l'honorable chef de l'opposition au sujet de la canalisation du Saint-Laurent. Cette motion nous demande de déposer devant cette Chambre les copies de correspondances qui ne m'appartiennent pas, qui n'appartiennent pas au gouvernement de la province, qui n'appartiennent pas au gouvernement du pays. La question est inopportune. Le chef de l'opposition, qui a été premier ministre durant trois ans, sait parfaitement cela; et, cependant, il insiste. L'opposition demande quelque chose dont elle sait pertinemment que nous ne pouvons leur donner.

La discussion de sa motion est inopportune, car l'heure est inopportune de discuter une telle question devant cette Chambre au moment où le gouvernement du Canada est en négociations à ce sujet avec le pays voisin, qui travaille avec nous en coopération étroite pour la défense et pour le succès d'une cause beaucoup plus importante que la question de la canalisation du Saint-Laurent. Les députés de l'opposition veulent quand même la discuter. L'opposition fait perdre régulièrement le temps de la Chambre en revenant avec sa motion. C'est son affaire.

S'il plaît à l'opposition de faire perdre le temps de la Chambre, nous ne les empêcherons pas. Nous ne pouvons les empêcher de parler. Mais la discussion sur le fond de ce problème est inopportune pour les raisons que j'ai données déjà. Nous appellerons la question du projet de la canalisation, nous apporterons devant cette Chambre les questions citées quand le moment sera opportun, quand cela sera dans l'intérêt de la province et du pays, quand les intérêts de la civilisation dans le monde entier permettront de la discuter et d'en prendre connaissance.

La bataille qui fait rage actuellement en Europe et dans d'autres parties du monde pour la survivance de la démocratie est plus importante que l'amélioration du Saint-Laurent. Si Hitler gagne la guerre, le destin du fleuve importera peu au Canada et à la province de Québec. Les négociations peuvent bien se poursuivre entre Ottawa et les États-Unis sur la question, mais on n'a pas encore demandé à mon gouvernement d'exprimer une opinion. Le résultat des négociations sera d'une importance significative pour la question de l'aide américaine aux forces britanniques. Tant que rien de définitif n'est soumis,

je refuse de me faire entraîner dans un tel débat. Ce qui importe actuellement, c'est de gagner la guerre.

Quand l'intérêt du pays et de la civilisation elle-même est en jeu, nous ne croyons pas opportun de discuter la question du Saint-Laurent. Le temps propice viendra, et alors la discussion pourra être aussi longue que cela sera nécessaire. À ce moment, nous n'aurons pas peur de la soumettre à la Chambre. L'opposition pourra alors discuter à son aise. Nous n'aurons pas peur de donner notre opinion et nous rencontrerons tous les arguments qui pourront être présentés. D'ici là, toute discussion est inopportune.

(Applaudissements à droite)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Bégin, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin, Paquette, Pouliot, Talbot, 11.

**Contre:** Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dumoulin, Duval, Fillion, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Nadon, Perrier, Plamondon, Potvin, Rochette, Sabourin, Thisdel, 47.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

#### Questions et réponses:

##### Production minérale

**M. Gagnon (Matane):** Quelle a été la valeur de la production minérale, dans la province, pour chaque année depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 au 1<sup>er</sup> janvier 1941?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Valeur</i>
1930.....	\$41,158,740
1931.....	36,051,366

<i>Année</i>	<i>Valeur</i>
1932 .....	\$25,683,066
1933 .....	28,164,540
1934 .....	31,310,752
1935 .....	39,141,734
1936 .....	49,755,985
1937 .....	65,203,976
1938 .....	68,877,345
1939 .....	77,369,703
1940 .....	<sup>x</sup> 86,000,000

<sup>x</sup> Estimation

##### Mines d'or et de cuivre

**M. Gagnon (Matane):** Combien de nouvelles mines d'or ou de cuivre, dans la province, ont atteint le stage de la production au cours de chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1925 au 1<sup>er</sup> janvier 1941?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Nombre de mines</i>
1925 .....	Aucune
1926 .....	Aucune
1927 .....	1
1928 .....	2
1929 .....	1
1930 .....	3
1931 .....	Aucune
1932 .....	1
1933 .....	3
1934 .....	2
1935 .....	3
1936 .....	4
1937 .....	3
1938 .....	6
1939 .....	4
1940 .....	2

##### Loi abolissant les rentes seigneuriales

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 14 abolissant les rentes seigneuriales.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 26 de la loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82), modifié par l'article 4 de la loi 4 George VI, chapitre 25, est de nouveau modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Le bureau des commissaires peut, par résolution, ordonner que toutes rentes constituées, affectant des immeubles dans la province, incluses dans des terriers déposés en vertu de la présente loi, seront traitées comme des rentes constituées en remplacement de droits seigneuriaux et soumises à toutes les dispositions de la présente loi. La radiation de tout enregistrement relatif à des rentes constituées ainsi rachetées sera effectuée sur dépôt, au bureau d'enregistrement qu'il appartient, d'un certificat du secrétaire-trésorier du syndicat établissant ce rachat en décrivant les immeubles affectés et les enregistrements à radier. Le syndicat paiera au registraire l'honoraire fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil."

**M. Talbot (Chicoutimi):** M. le président, l'honorable premier ministre nous a parlé hier soir des finances de la province. Il nous a dit que le gouvernement voulait dépenser l'argent public comme l'ancien régime Taschereau...

**M. le président:** À l'ordre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Chicoutimi a le droit de répondre aux assertions du premier ministre.

**M. le président:** La discussion s'est assez prolongée en dehors de la question des rentes seigneuriales. On s'est suffisamment écarté de la question depuis deux jours. Une certaine tolérance s'était exercée, vu que les chefs eux-mêmes croisaient le fer, mais il n'y a pas lieu de revenir là-dessus. Le député voudra bien s'en tenir à la discussion du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député a le droit de répondre au premier ministre qui a fait hier, dans cette Chambre, des déclarations très particulières.

C'est le premier ministre qui a dit qu'il voulait dépenser l'argent comme le vieux régime, c'est-à-dire le régime de M. Taschereau. C'est le chef du gouvernement qui a parlé de l'ancien régime Taschereau.

**M. le président:** Je comprends qu'hier la discussion entre les deux chefs a roulé sur toute l'administration. Mais aujourd'hui, nous allons revenir aux rentes seigneuriales. On a pu hier, au cours de la discussion, dépasser les limites de ce bill, mais ce privilège n'est réservé qu'aux chefs. Le député de Chicoutimi voudra bien s'en tenir aux articles du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends, M. le président, que vous n'aimiez pas à ce que l'on parle du vieux régime. Vous avez bien raison de ne pas aimer à entendre parler du vieux régime Taschereau.

**M. le président:** (Souriant) Revenons aux rentes seigneuriales d'abord et nous verrons le reste ensuite.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je me conforme à votre décision, M. le président, mais j'aurai l'occasion de revenir sur ces sujets. Je trouverai bien le moyen de répondre au premier ministre.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** explique les principaux points de la loi.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** On a déclaré hier que les rentes seigneuriales n'existaient que sous le régime français. Ce n'est pas exact. Aux Îles-de-la-Madeleine, il n'y avait pas de rentes sous la domination française. Les rentes seigneuriales n'ont pas été amenées par les Français, mais, en 1798<sup>3</sup>, sous le régime anglais. Les Îles furent données en cadeau par Lord Dorchester à Sir Isaac Coffin, en 1787.

**M. Gagnon (Matane):** Il n'est pas même certain que les rentes seigneuriales existent aux Îles-de-la-Madeleine.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** À l'heure actuelle, la succession Coffin bénéficie encore de rentes constituées pour un montant de \$2,500 à \$3,000 par année. Les petites terres sont taxées à 20 sous de l'acre. La loi des rentes seigneuriales ne prévoit pas les rentes constituées. Aujourd'hui, la population des Îles est menacée de déportation en masse, comme au temps des Acadiens.

Je demande au gouvernement, au nom de mes électeurs, s'il ne peut y avoir un moyen de les débarrasser eux aussi des rentes qu'ils payent et de mettre les Îles-de-la-Madeleine sur le même pied que

les autres parties de la province. Que le gouvernement fasse disparaître les rentes constituées qui pèsent sur la population de mon comté!

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je suis content de voir que la Chambre revient pour de bon aux rentes seigneuriales. Le député des Îles-de-la-Madeleine a soulevé un point intéressant parce que les rentes qui existent aux Îles ne sont pas des rentes seigneuriales.

À plusieurs endroits de la province, il y a aussi des rentes constituées, mais le bill actuel ne prévoit pas ces cas. Quant aux déportations en masse, nous sommes contre, car cela priverait l'honorable député de son mandat. La question mérite certainement d'être étudiée plus tard, et je promets au député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) de m'en occuper. Mais elle ne peut entrer dans les cadres de la présente loi.

**Des députés de l'opposition** demandent au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin) d'obtenir des renseignements sur le nombre des seigneurs et des seigneuries et le montant de toutes les rentes constituées.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des actions pénales**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 8 modifiant la loi des actions pénales.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité poursuit l'étude de l'article 1 et de l'amendement proposé, qui se lisent comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des actions pénales (Statuts refondus, 1925, chapitre 164) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 3:

"mais quand la contravention consiste en l'omission de remplir un devoir imposé par la loi, le temps pendant lequel l'omission dure ne compte pas."

Et l'amendement proposant de remplacer le deuxième alinéa par le suivant:

"mais quand la contravention consiste en l'omission de remplir un devoir imposé par la loi, le temps pendant lequel subsiste le devoir et continue l'omission de le remplir ne compte pas."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas répéter ce que j'ai déjà dit au sujet de cette loi, mais je tiens à réitérer ma présentation, que la prescription est nécessaire. Je considère cette loi comme mauvaise et dangereuse. Nous sommes contre ce bill qui est du chantage tout simplement. Grâce à cette mesure, le gouvernement pourra poursuivre tout le monde. La prescription est supprimée.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Ça ne se fait plus de cette façon. Le gouvernement est changé dans la province...

(Rires et applaudissements à droite)

Cet article est amendé et se lit désormais comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des actions pénales (Statuts refondus, 1925, chapitre 164) est modifié en ajoutant, à la fin du paragraphe 3:

"mais quand la contravention consiste en l'omission de remplir un devoir imposé par la loi, le temps pendant lequel subsiste le devoir et continue l'omission de le remplir ne compte pas."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois.

### **Loi des mines de Québec**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.



**M. Gagnon (Matane):** Il s'agit ici d'une loi vexatoire et dangereuse que nous ferons disparaître lorsque nous reviendrons au pouvoir. La loi est confiscatoire et inutile.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Les craintes du député de Matane ne sont pas fondées. Notre loi a pour but de favoriser l'agriculture. Les détenteurs actuels de marnières en demeureront propriétaires.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le deuxième alinéa de l'article 3, qui se lit comme suit:

"[[Nul ne peut ainsi obtenir le droit d'extraire la tourbe ou la marne. Le droit d'exploiter ces minerais peut être concédé par permis spécial émis aux conditions que le lieutenant-gouverneur juge à propos de fixer.]]"

**M. Gagnon (Matane):** Je considère que la loi dépossède des cultivateurs. Les propriétaires seront dépossédés!

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Pas du tout. La loi n'affecte que les terres qui seront concédées dans l'avenir, et il est juste que les marnières soient utilisées pour l'avantage de tous les cultivateurs.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La loi n'affecte nullement les cultivateurs qui ont des marnières sur leurs terres. Mais la loi dit qu'à l'avenir lorsque la couronne concédera des terres, s'il se trouve des marnières sur certaines d'entre elles, elles pourront être utilisées pour les cultivateurs en général. C'est ce que le député de Matane veut et c'est ce que nous voulons nous-mêmes.

**M. Gagnon (Matane):** Mais qui verra à leur utilisation?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les coopératives, l'Union catholique des cultivateurs (U.C.C.).

**M. Gagnon (Matane):** Très bien alors. Mais disons-le dans la loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Supposons que dans une localité il n'y ait ni cercle, ni société, ni coopérative, ni Union. On ne pourra pas procéder à l'utilisation en général. Il vaut mieux laisser la loi telle qu'elle est proposée.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Est-ce que les droits des propriétaires de mon comté seront menacés par cette loi?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** La loi ne peut s'appliquer aux Îles-de-la-Madeleine puisqu'il ne reste pas un pouce de terre qui ne soit pas déjà concédé.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'opposition prétend vouloir protéger les intérêts des cultivateurs. C'est ce que nous voulons aussi. Nous sommes du même avis. Pourquoi discuter? Le présent bill ne s'applique qu'aux terres de la couronne qui ne sont pas encore concédées. Lorsqu'elles le seront, les marnières seront réservées par le gouvernement et concédées aux cercles agricoles, aux sociétés d'agriculture ou autres organismes agricoles pour le bien de toute la paroisse intéressée. C'est tout ce que dit le bill. Qu'on me prouve qu'il dit autre chose et je serai contre le bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le projet de loi, il est écrit en blanc et en noir que le gouvernement pourra s'emparer, en vertu de cette loi, de n'importe quelle manière, sans payer. De plus, les propriétaires actuels de ces marnières ne pourront s'en départir sans le consentement du ministre des Mines.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Non. Je vais démontrer le contraire à l'honorable chef de l'opposition à la simple lecture de la loi.

Il en fait donc la lecture.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes pour le principe du bill. Mais ce que nous voulons, c'est ce que le gouvernement paie pour ce qu'il prendra.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition devrait savoir qu'il n'y a pas de propriétaire lorsque la terre n'est pas concédée. Il s'agit ici simplement des concessions nouvelles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas cela que dit le projet de loi.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si le chef de l'opposition trouve une chose telle qu'il l'affirme dans le projet de loi, nous allons sûrement l'enlever.

L'article 3 est adopté.

Les articles 4 à 10 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *a* de l'article 3, qui se lit comme suit:

"*a.* En retranchant, après le mot "lait", dans la première ligne du premier alinéa les mots "dont les achats excèdent cent dollars par mois"."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On devrait changer la définition du mot "lait". L'ancienne loi disait que le lait est un produit de bonne qualité. Or, certains accusés traduits devant les tribunaux, pour avoir vendu du lait de mauvaise qualité, ont prétendu que la loi ne s'appliquait pas, puisque, suivant la définition, le lait doit être un

produit de bonne qualité. Deux juges ont décidé dans ce sens. On veut faire disparaître l'ambiguïté.

On fait disparaître la limite de cent dollars par mois pour les marchands de lait obligés de donner une garantie à la Commission pour le paiement des sommes dues aux cultivateurs. Jusqu'ici, les marchands qui vendaient pour moins de \$100 par mois n'étaient pas obligés de donner des garanties. Désormais, ils le seront. Cette disposition ne s'applique pas au producteur vendant directement son lait au consommateur, mais aux marchands de lait.

Le comité étudie le paragraphe *b* de l'article 3, qui se lit comme suit:

"*b.* En remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Le montant en est fixé par l'inspecteur général selon l'échelle établie par la commission"."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Autrefois, lorsqu'une laiterie nouvelle s'organisait, on requérait une garantie initiale de \$1,000 en attendant la fin de la première année d'exploitation pour imposer une garantie définitive. Mais il est arrivé que, pendant cette période, des marchands ont fait perdre des montants substantiels aux cultivateurs. On veut que l'inspecteur ait le droit d'imposer une garantie proportionnée sur les opérations du mois précédent.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie maintenant le deuxième alinéa de l'article 4, qui se lit comme suit:

"11° D'obliger, dans tout territoire qu'elle désigne, les distributeurs de produits laitiers à se munir d'un permis qui sera octroyé gratuitement par l'inspecteur général ou son représentant, à l'époque et aux conditions prescrites."

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'article exige un permis sur le transport de lait et a pour but de faire cesser une concurrence effrénée entre marchands qui vont s'arracher le lait des cultivateurs, au point où trois ou quatre marchands iront dans le même bout de rang, au détriment du cultivateur en définitive. Il faudrait désormais un permis, sauf pour le cultivateur qui porte son lait où sont les groupements de cultivateurs qui, à tour de rôle, vont porter la charge de lait à la crèmerie.

Certains marchands de lait ont toutes sortes de moyens pour frauder les cultivateurs. Or, certains ne peuvent les dénoncer sans se dénoncer eux-

mêmes à ces marchands qui refusent ensuite de prendre leur production laitière. C'est pourquoi on rend la loi plus sévère et on édicte des pénalités sans option d'amendes, dans certains cas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La Commission de l'industrie laitière est composée de MM. Hadley, Lafrenière, Gladu, Jules Côté, frère de l'honorable Côté et représentant du groupe des marchands.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 à 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### **Charte de Montréal**

**M. Caron (Maisonneuve)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

#### **Caisse Nationale d'Économie**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 101 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre

Charles LeBlanc au nombre de ses membres, après examen;

- bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert LeBlanc au nombre de ses membres, après examen;

- bill 105 permettant à Georges Anthony Alexopoulos de changer son nom de famille d'Alexopoulos en celui d'Allison;

- bill 132 constituant en corporation "Le Collège d'Amos".

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 122 ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 3 décembre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice; avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant à la fin les mots suivants: "(Ledit règlement est reproduit comme annexe A)";

2. L'article 2 est modifié en biffant à la fin les mots suivants: "(Ladite résolution est reproduite comme annexe B)".

Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

Aussi, le bill 124 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant à la fin les mots suivants: "(et ledit règlement est produit comme annexe A)";

2. L'article 3 est modifié en biffant à la fin les mots suivants: "(et ladite résolution est produite comme annexe B)".

Et les annexes "A" et "B" sont biffées.

#### **Saint-Étienne-des-Grès**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 122 ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 3 décembre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Évaluation immobilière à Grand'Mère**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Biens des Sulpiciens**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 4 février 1941, pour copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 2, 1 George VI (1937). (Document de la session no 34)

##### **Les Tramways de Montréal**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 5 février 1941, pour copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec en vertu du chapitre 104, 1 George VI, et du chapitre 105, 3 George VI, depuis le 20 mai 1937 jusqu'au 4 janvier 1941. (Document de la session no 35)

#### **Rapport de l'archiviste du Québec**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant:

Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1939-1940. (Document de la session no 36)

#### **Travaux de la Chambre:**

##### **Discours sur le budget**

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande au trésorier provincial s'il prononcera sous peu le discours du budget.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Bientôt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça veut dire quand?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne puis clarifier mes paroles. J'ai dit bientôt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le public pensera probablement lui aussi qu'il sera trop tôt une fois que les données seront révélées.

##### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi. Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

#### **NOTES**

1. L'Orateur demanda l'ordre, puisque des électrices du comté de Terrebonne se sont laissées aller à une petite manifestation dans les galeries de l'Assemblée législative quand le premier ministre se leva pour parler. L'Orateur menaça même de faire évacuer les galeries. Fait extraordinaire, les compagnons de ces dames, plus expérimentés politiquement, s'étaient abstenus de participer à l'ovation bruyante des

députés libéraux à l'endroit de leur chef, selon *L'Événement-Journal* du 28 février 1941, à la page 3.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse).

3. 1760, selon *Le Devoir* du 28 février 1941, à la page 3.



## Séance du mardi 4 mars 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Questions et réponses:

**Prêts de l'Office  
du crédit agricole**

**M. Gagnon (Matane):** 1. Combien de prêts ont été consentis par l'Office du prêt agricole depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1939 au 1<sup>er</sup> février 1941?

2. Combien de demandes d'emprunts faites par divers cultivateurs à l'Office du prêt agricole ont été refusées à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1939 jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1941?

3. Sur les \$6,000,000 votés par la Chambre à la session de 1940:

*a.* Quel est le nombre de prêts consentis dans chacun des comtés de la province de Québec?

*b.* Quel est le nombre de prêts payés à chacun des comtés de la province de Québec?

4. Combien de prêts agricoles ont été consentis et payés durant chacune des années 1937, 1938 et 1939 sous le gouvernement de l'Union nationale?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. 2,896.

2. 2,403.

3. (Voir le tableau ci-dessous).

	<i>a.</i> <i>Prêts</i> <i>consentis</i>	<i>b.</i> <i>Prêts</i> <i>payés</i>		<i>a.</i> <i>Prêts</i> <i>consentis</i>	<i>b.</i> <i>Prêts</i> <i>payés</i>
<i>Comtés</i>			<i>Comtés</i>		
Abitibi.....	85	42	Charlevoix-Saguenay .....	47	5
Argenteuil.....	12	2	Châteauguay .....	25	21
Arthabaska.....	49	35	Chicoutimi.....	35	12
Bagot .....	34	21	Compton .....	45	26
Beauce .....	118	77	Deux-Montagnes .....	23	12
Beauharnois.....	10	6	Dorchester .....	110	53
Bellechasse .....	59	34	Drummond .....	46	34
Berthier.....	33	16	Frontenac .....	73	41
Bonaventure.....	17	5	Gaspé-Nord .....	1	1
Brome .....	20	12	Gaspé-Sud .....	4	....
Chambly .....	5	....	Gatineau .....	49	25
Champlain .....	59	37	Hull.....	1	1
			Huntingdon.....	21	17
			Iberville .....	13	5
			Îles-de-la-Madeleine.....	....	....
			Joliette .....	37	14
			Kamouraska.....	32	12
			Labelle.....	48	15
			Lac-Saint-Jean.....	30	14
			Laprairie .....	9	3
			L'Assomption .....	16	5
			Laval.....	6	3
			Laviolette.....	18	10
			Lévis.....	27	23
			L'Islet.....	54	20
			Lotbinière .....	71	40
			Maskinongé .....	27	14
			Matane.....	31	16
			Matapédia .....	74	21
			Mégantic.....	65	32
			Missisquoi .....	24	11
			Montcalm .....	19	3
			Montmagny .....	34	17
			Montmorency .....	17	5
			Napierville.....	10	4
			Nicolet .....	70	43
			Papineau .....	49	28
			Pontiac .....	26	3
			Portneuf.....	51	29
			Québec.....	24	10
			Richelieu .....	14	6
			Richmond .....	39	17
			Rimouski .....	51	17
			Rivière-du-Loup.....	47	5
			Roberval .....	69	30
			Rouville.....	26	20
			Saint-Hyacinthe.....	24	13
			Saint-Jean .....	11	4

<i>Comtés</i>	<i>a. Prêts consentis</i>	<i>b. Prêts payés</i>
Saint-Maurice .....	31	22
Shefford .....	37	22
Sherbrooke .....	14	7
Soulanges .....	13	5
Stanstead .....	24	13
Témiscamingue .....	36	21
Témiscouata .....	46	8
Terrebonne .....	32	13
Trois-Rivières .....	2	2
Vaudreuil .....	15	4
Verchères .....	19	9
Wolfe .....	54	27
Yamaska .....	53	24

4. (Voir le tableau ci-dessous)

<i>Année</i>	<i>Consentis</i>	<i>Payés</i>
1937 .....	6,009	2,619
1938 .....	5,478	6,019
1939 .....	3,234	4,403

#### **Loi des produits laitiers**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi des produits laitiers soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des actions pénales**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement du comité plénier au bill 8 modifiant la loi des actions pénales soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que ledit amendement soit maintenant adopté.

Adopté sur division.

#### **Maladies vénériennes**

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 pour

prévenir les maladies vénériennes soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Paquette (Labelle):** Cette loi présente des aspects nombreux, mais nous ne pouvons accepter les modalités offertes pour combattre les maladies vénériennes. L'opposition ne peut accepter les moyens pris par le ministre pour obtenir de l'information relative aux maladies que traitent les membres de la profession médicale. Le gouvernement tente de les priver d'un privilège sacré: le secret professionnel. La mesure, telle que rédigée, met de côté le secret professionnel, qui est une grande sécurité.

Le but poursuivi dans la loi est des plus louables, mais les moyens auxquels l'on recourt auront l'effet contraire à celui qu'on attend. Le gouvernement demande que les médecins soient relevés du secret professionnel. C'est une chose très grave qui peut présenter des ennuis sérieux pour tous. Lorsque le médecin est assermenté, il s'engage à respecter le secret professionnel, et je ne vois pas pourquoi le gouvernement ferait disparaître la plus grande sécurité du client: la confiance dans le secret de son médecin.

Il ne faut pas oublier que si un nombre de plus en plus grand de malades vénériens, soit 60 % dans notre province, vont se faire soigner chez le médecin, c'est avant tout parce qu'ils ont une confiance absolue dans le secret professionnel que le médecin a juré de garder lorsqu'il a été reçu médecin. Jusqu'à maintenant, les victimes de maladies vénériennes allaient voir un médecin parce qu'elles savaient que leur maladie resterait un secret entre eux et leur médecin.

Cette clause, en rendant impérative la déclaration médicale de tous les cas, fera en sorte que plusieurs personnes n'iront pas chercher de traitement médical régulier pour se lancer entre les mains de charlatans ou les gardera à l'écart de tout traitement. Le danger n'est pas nouveau. Les gouvernements précédents ont combattu les maladies vénériennes, incluant l'Union nationale.

L'honorable ministre de la Santé, qui est pharmacien, n'est pas sans savoir non plus que nombre de cas de maladies vénériennes sont souvent traités en marge de la loi par les pharmaciens ou par des charlatans. Le résultat net de ce règlement sera une diminution du nombre de cas de maladies vénériennes traités par des médecins compétents. Je crains qu'en raison de la nouvelle loi, des charlatans recourent à des méthodes qui faciliteront la propagation des infections.



Le nombre de cas clandestins augmentera et ces cas deviendront chroniques, car le patient, craignant que son nom ne soit divulgué s'il rencontre un médecin compétent, aura recours à des charlatans. Dans le cas des médecins qui pratiquent dans les grandes villes, là précisément où ces maladies sont supposées exercer les plus grands ravages, les malades recourront le plus souvent à de faux noms et adresses.

Le danger, avec la nouvelle loi, est que l'obligation pour les médecins de rapporter dans les 48 heures les cas de maladies vénériennes qu'ils traiteront aura pour résultat d'accroître la pratique clandestine, et elle fera en sorte qu'au lieu de traiter 75 % des cas comme actuellement, les médecins ne traiteront plus que 25 % des cas, les malades préférant se confier incognito à quelque charlatan ou tenter l'usage d'un médicament, qui fait disparaître les symptômes de la maladie, mais ne la détruit pas. Le but de la loi est très louable, mais il y a danger que le résultat désiré ne soit pas atteint.

Une grande campagne d'éducation a été menée dans la province depuis 30 ans<sup>1</sup>. Des sommes importantes ont été dépensées dans une campagne d'éducation et pour l'ouverture et l'entretien de cliniques et de dispensaires partout dans la province. Je signale le cas des camps militaires où les soldats atteints de ces maladies sont renvoyés dans la vie civile.

Je sais que le député de Montréal-Outremont, qui est un honnête homme, veut bien faire, mais il n'atteindra son but avec cette loi. L'Union nationale et le gouvernement qui l'a précédée ont fait quelque chose pour enrayer ce fléau. Nous sommes d'accord pour le combattre. Je soumets en passant que le gouvernement fédéral, qui renvoie chez eux les jeunes gens qui offrent leurs services à l'armée et sont atteints de maladies vénériennes, en leur disant: "Allez vous faire soigner", devrait les garder et les faire soigner lui-même.

J'insiste sur le danger que représentent ces maladies, surtout en temps de guerre, alors que des milliers de jeunes gens s'entraînent dans les camps militaires. J'espère que le gouvernement de Québec réalise ce qui se passe dans certains camps militaires. Dans ces endroits, lorsqu'on détecte un cas de maladie vénérienne, le soldat est renvoyé chez lui avec une classification "D", plutôt que d'être traité sur place. J'espère que les autorités provinciales attireront l'attention du gouvernement du dominion sur cet état de choses pour qu'on procède à la ségrégation des patients dans les camps où ils se trouvent pour qu'ils soient traités immédiatement.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**

Ce projet de loi qui est présenté aujourd'hui n'est pas du gouvernement. Cette loi nous a été demandée par tous les corps publics, les sociétés hospitalières médicales, les associations et les autorités civiles et religieuses, un grand nombre d'institutions, d'hôpitaux et de médecins, qui sont alarmés de voir les proportions que prennent les maladies vénériennes dans la province. Tout le monde réclame une lutte vigoureuse pour les prévenir et les enrayer. Le but de la loi est de contrôler l'expansion des maladies vénériennes et de faciliter l'éducation du public.

L'honorable député de Labelle (M. Paquette) nous a parlé tantôt du secret professionnel des médecins. Pourtant, les médecins sont relevés de leur secret professionnel pour les maladies contagieuses. Il admettra que les médecins sont tenus, par la loi actuelle, de rapporter tous les cas de maladies contagieuses. Les rigueurs de la loi à l'étude ne sont destinées qu'aux patients récalcitrants.

L'honorable député de Labelle a parlé des pharmaciens. Il le sait, puisqu'il a pratiqué cette profession en même temps que la médecine: les pharmaciens ne soignent pas les maladies vénériennes. La loi le leur défend. Il devrait savoir que, depuis 30 ans, on ne traite pas dans la pharmacie, si ce n'est en marge de la loi. Dans ce cas, qu'on prenne les sanctions voulues! Je n'ai aucune objection qu'il soit procédé en justice contre ces pharmaciens. Ce que nous voulons, c'est de préserver la population. Notre loi n'a pas d'autre but que de prévenir ces maladies qui sont un danger pour la société.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Je félicite le gouvernement de la mesure. Tous les citoyens devraient approuver le principe de ce bill, mais les moyens employés ne seront pas efficaces. Le bill porte un titre que tous approuvent. Prévenir les maladies vénériennes est aussi important que la prévention de toutes les autres maladies. Tout le monde veut la prévention des maladies vénériennes. Comme Canadiens français, dans l'intérêt de notre race, nous devons être unanimes sur le principe de cette loi. Au point de vue national, c'est la conservation de la race qu'on assure.

Comme citoyen, j'approuve le principe de la loi mais, il me sera permis de différer d'opinion avec le gouvernement sur les modalités, sur les méthodes d'application. Mon seul but est de contribuer à l'amélioration de la prévention des maladies vénériennes. En 1914, on ne parlait jamais de ces

maladies. La guerre en a augmenté le nombre des cas. C'est depuis la dernière guerre surtout que le fléau des maladies vénériennes s'est abattu sur notre pays. Aux États-Unis, en 1916, on a écrit que 10 % de la population en était atteinte. Mais, en quelques années, grâce à une vaste campagne d'éducation, on a réussi à réduire dans certaines régions ce pourcentage de 9 %. Grâce aux campagnes d'éducation que l'on a menées et à l'ouverture d'institutions médicales où l'on traite les maladies, des résultats substantiels furent obtenus dans ce pays.

Les autorités religieuses réclament la prévention de ces maladies. Une loi s'impose, mais le Dr Albéric Martin, de Montréal, qui l'a réclamée, n'a pas demandé la disparition du secret professionnel. Il disait qu'une telle loi sauverait notre race, si elle était adoptée, en plus d'insister sur l'importance de respecter le secret professionnel du médecin. Le secret professionnel, pour moi, est la pierre d'achoppement dans cette loi. Si on en relève les médecins, je crains que la loi n'atteigne peut-être pas son but. Le résultat potentiel d'un seul cas dans une famille pourrait être la contamination de générations de personnes.

Je crois que le meilleur moyen de prévention, c'est encore l'éducation constante de la population et rétablir chez les individus le sens de l'honneur, de l'ordre social, chez les gens qui, consciemment ou non, sont tombés malades, pour qu'ils aillent se faire traiter chez les personnes compétentes. Il faut instruire la jeunesse, lui apprendre la crainte de ces maladies, la crainte étant le commencement de la sagesse.

On veut dépister les malades et empêcher qu'ils ne contaminent les autres, souci très louable, en vérité. Mais il y a aussi le cas des malades qui, suivant le traitement tel que requis, pourront continuer quand même à contaminer les autres. En montrant les résultats terribles que peut entraîner l'absence de traitement, le ministère de la Santé fera entendre raison à ces gens.

Le principe est bon, particulièrement en temps de guerre. J'ajoute quelques mots sur le danger de diffusion de ces maladies dans une période de guerre. Je fais allusion à "l'attrait de l'uniforme" et à la cinquième colonne que constituent certaines filles porteuses de germes dangereux. Je suggère, dit-il, que les filles soient isolées pour trois ans au moins, quand elles seront jugées atteintes de maladies vénériennes. Les maladies vénériennes existent depuis toujours et sont responsables de millions de morts, surtout pendant les guerres et leurs conséquences. On les a toujours vues comme des

maladies extraordinaires et d'une nature interdisant toute discussion ouverte, ce qui explique leur propagation et leurs ravages.

Les Grecs, dit-il, donnent aujourd'hui l'exemple du courage au monde de la vaillance, contre les Italiens. Ne soyons pas surpris. Rappelons-nous les Spartiates et les bons conseils que Démosthène<sup>2</sup> donnait aux jeunes gens, aux premiers temps de la Grèce.

Une loi s'impose et je félicite le ministre de s'être occupé de ce problème. La loi ouvre une page de l'histoire médicale trop souvent gardée cachée dans nos familles, dans nos collèges et même dans nos universités. Il est bon de mettre la province au courant des faits. Le danger de la loi à l'étude, c'est que le secret professionnel puisse être révélé.

Je suis favorable à un examen prénuptial. À mon avis, l'examen prénuptial des conjoints devrait être obligatoire. L'objet de mon propos est d'aider le gouvernement dans ses efforts pour que les générations futures soient en meilleure santé, et ainsi plus heureuses que celles d'aujourd'hui. Je veux que la génération de demain soit saine et heureuse. Pour cela, il ne faut pas lui donner une garantie artificielle, mais une garantie morale qu'elle sera en bonne santé. Une campagne d'éducation serait aussi efficace que la législation que l'on propose, en ce sens qu'elle inculquerait l'idée selon laquelle il n'est que correct et normal d'obtenir des soins médicaux en cas de maladies vénériennes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne veux pas discuter pour le moment des détails de la loi. Je veux simplement dire au gouvernement qu'au point de vue de la prévention et sur la nécessité de prévenir et de faire disparaître les maladies vénériennes, il y a ici, en cette Chambre, unanimité de pensée et de sentiments. Si nous différons d'opinion, c'est naturellement sur les moyens à prendre pour atteindre ce but.

La loi prend une allure de mesure purement pénale. Il ne faut pas que nos lois visent simplement à créer des pénalités. Elles doivent être avant tout des instruments d'éducation populaire. Les gouvernements doivent chercher à guérir plutôt qu'à punir. La santé privée est à la base de la santé publique. Pour améliorer la santé publique, ne nous contentons pas de lois pénales, mais de lois qui tiennent compte du bien-être moral de la population.

Je veux aussi rappeler que c'est l'Union nationale qui a créé le ministère provincial de la Santé et que c'est aussi l'Union nationale qui a facilité la distribution même gratuite des

médicaments pour prévenir et guérir ces maladies. L'Union nationale avait donné une vive impulsion à la campagne d'éducation populaire dans le domaine de la santé.

L'opposition approuve sans réserve le principe du bill. Pour bien montrer que nous sommes unanimes sur le but à atteindre qui est d'enrayer le fléau des maladies vénériennes, nous voulons donner à la province le spectacle d'une Chambre unanime sur cette question. Au nom de l'opposition, nous adopterons la deuxième lecture à l'unanimité. Nous attendrons l'étude en comité pour faire nos remarques.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de: *"Loi des maladies vénériennes"*."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est un titre contraire à la logique, au bon goût et au génie de la langue française. C'est comme si on disait: "Loi des fous". Le titre de la loi n'est pas plus français qu'une loi des fous! La langue française a aussi le droit à sa santé! Il serait préférable de laisser à la loi le titre que porte le bill: "Loi pour prévenir les maladies vénériennes".

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On ne peut tout dire dans un titre de loi. Il ne s'agit pas simplement de prévenir les maladies vénériennes, mais aussi de les guérir et d'en empêcher la contagion. S'il fallait indiquer dans le titre tous les objets du bill, on aurait un titre très long, comme on en a vu en ces dernières années.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. Pour les fins de la présente loi, à moins que le contexte s'y oppose:

"1° "directeur" désigne le directeur médical de la division des maladies vénériennes, du département de la Santé et du Bien-être social de la province;

"2° "maladie vénérienne" désigne la syphilis, la blennorragie, le chancre mou ou la lymphogranulomatose inguinale."

**M. Gagnon (Matane):** Qui sera directeur médical de la division des maladies vénériennes?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** M. le Dr Jules Archambault, de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le projet de loi, l'on parle du ministère du Bien-être social. Mais il n'y a pas de tel ministère créé. Depuis quand existe-t-il un ministère de la Santé et du Bien-être social?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'y en a pas. Mais il sera créé par une loi au cours de la présente session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourtant, le premier ministre, en annonçant l'automne dernier qu'il y avait un nouveau secrétaire provincial, disait qu'il y avait un ministère du Bien-être social. Les journaux ont annoncé qu'un arrêté ministériel a été passé pour créer ce ministère. En vertu de quelle loi? Ce n'est pas légal de créer un ministère par arrêté ministériel. Est-ce qu'il y a eu un arrêté ministériel d'adopté? Est-ce exact qu'il y en a un de passé ou l'enfant a été baptisé avant d'avoir été mis au monde?

**M. Paquette (Labelle):** Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) fait signe que non et le ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx) fait signe que oui. C'est l'image de la belle union qui existe au sein du ministère!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Disons qu'il a été baptisé et on le confirmera bientôt. Il y avait un service qui existait à ce sujet. Un arrêté ministériel a été passé pour créer un service de la Santé et du Bien-être social. Nous avons l'intention de présenter une loi pour en faire un département.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** En quoi consiste ce service? En quoi va consister le travail du département du Bien-être social?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** On verra plus tard.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si cela continue, on va être obligé de passer une loi pour prévenir le mutisme de certains ministres qui ne répondent pas aux questions! Mais j'aimerais voir l'arrêté ministériel qui a fait du député de Montréal-Outremont un ministre du Bien-être social. On devrait produire l'arrêté ministériel.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition verra cet ordre en conseil cet après-midi même. Je vais lui faire tenir. Vous l'aurez cet après-midi.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. Tout médecin, tout surintendant médical d'un hôpital, tout chef d'une institution publique ou d'un lieu de détection est tenu d'adresser au directeur, sur la formule prescrite, dans un délai de quarante-huit heures, un rapport de chaque cas de maladie vénérienne qu'il a sous son contrôle ou sa garde. Le patient doit être désigné par un numéro avec la mention de son âge, de son sexe et du nom de la municipalité où il réside."

**Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article est très dangereux. C'est le plus mauvais de la loi. Quelqu'un s'en va chez le médecin ou dans un hôpital pour se faire traiter, disons pour une maladie cardiaque. On découvre qu'il souffre aussi d'une maladie vénérienne. Immédiatement, tout se met en branle pour annoncer la nouvelle. C'est bien dangereux. Par ce moyen, vous allez empêcher les gens de se faire soigner. La loi va contribuer à propager davantage la maladie au lieu de l'enrayer. Avec le projet de loi, j'affirme que l'on va protéger davantage les maladies vénériennes à cause de la divulgation des noms. La loi va empêcher les gens de se rendre dans les hôpitaux pour se faire traiter pour n'importe quelle maladie, et ce, pour la bonne raison que si l'on découvre par accident qu'ils ont une maladie vénérienne, l'on devra faire rapport. On dénoncera ainsi les gens qui vont dans les hôpitaux, même s'ils sont là pour se faire traiter pour une autre maladie.

Après des campagnes insistantes et difficiles, on a réussi, dans une assez large mesure, à éduquer la population à aller se faire soigner dans les hôpitaux. Or, la nouvelle loi dit que "tout surintendant d'hôpital, tout chef d'une institution publique..." est tenu de signaler au directeur

provincial tout cas de maladie vénérienne qu'il a sous sa garde, bien entendu, avec son numéro. Mais chacun aura quelque inquiétude et se demandera si, en réalité, le secret sera bien gardé, surtout dans les cas de tenues de registres semi-publics. Car nombre de gens iront à l'hôpital pour se faire traiter pour autre chose et se demanderont si on ne les dénoncera pas comme malades vénériens, surtout si la tendance portant à voir en tout des infections de ce genre, on ne sera pas porté à exagérer quelque peu.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Mais il ne faut pas oublier que la loi force actuellement les médecins à rapporter les cas de maladies contagieuses ordinaires, telles que de rougeole, de scarlatine, de typhoïde, de variole, de diphtérie, et des autres maladies contagieuses que le médecin est obligé de dénoncer aux autorités provinciales. Ce sont là des maladies contagieuses tout comme les maladies vénériennes. Pourquoi ne pas les obliger à rapporter les cas de maladies vénériennes, plus dangereuses et aussi contagieuses? D'autant plus que le secret sera respecté, puisque les malades seront désignés par un numéro. Il est absolument nécessaire que la loi soit rigoureuse si l'on veut obtenir des résultats.

Le médecin garde le secret du nom. Aucun nom n'est mentionné. Il ne désigne le patient que par un numéro pour fins statistiques. Les médecins savent que les échantillons envoyés au laboratoire provincial ne portent aucun nom, mais un numéro. Le système a jusqu'ici donné satisfaction à tous. Ce n'est que dans le cas d'un patient récalcitrant, ainsi que le prévoit l'article 4, que le nom sera fourni. Celui qui consent à se faire traiter ne risque aucunement que son nom soit connu.

Les maladies vénériennes sont contagieuses, mais l'on prend les moyens pour sauvegarder l'incognito des malades. Ce n'est que pour les récalcitrants que la loi est énergique. On trouvera que les moyens mis à la disposition des autorités sont sévères, mais le mal est grand. Le gouvernement n'a pas l'intention de procéder par rigueur et intimidation, sauf contre ceux qui, délibérément, persistent à infecter leurs semblables. Il veut au contraire multiplier les campagnes d'éducation afin d'amener les malades à se faire traiter d'eux-mêmes.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Pour rendre la loi efficace, il faudrait défendre certains médicaments qui sont en vente partout, même chez l'épicier du coin. Il ne faut pas se faire d'illusion: la syphilis est plus répandue qu'on ne le pense et nombre de cas

d'angine de poitrine sont en somme des cas de syphilis. Le fait de se faire soigner pour cette honnête maladie peut occasionner la découverte d'une mauvaise maladie et, partant, un rapport et une inscription dans les filières publiques.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La loi a été préparée par le Dr Archambault, le Dr Albéric Martin et par des techniciens autorisés. Nous croyons qu'elle répond aux besoins du moment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** À cause des articles du bill, les gens se feront traiter maintenant en cachette par les charlatans plutôt que d'aller chez un médecin.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Les médecins sont forcés de rapporter les cas de rougeole, de scarlatine et des autres maladies contagieuses. Pourquoi ne pas les obliger à rapporter les cas des maladies vénériennes, plus dangereuses? Il n'y a rien d'extraordinaire dans le fait que la nouvelle loi force les médecins traitant des cas de maladies vénériennes à les déclarer. Tout le monde sait que les médecins, à l'heure actuelle, doivent déclarer tous les cas de maladies contagieuses qui se présentent à eux. Tout ce que fait la nouvelle loi est d'inclure les maladies vénériennes dans cette catégorie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce n'est pas la même chose. Il y a répulsion. On appelle cela des maladies honteuses. La population n'est pas préparée à accepter l'idée que les maladies vénériennes ne sont plus des maladies honteuses ou, du moins, qu'une certaine publicité puisse être faite autour de celui qui en est affligé. La loi va empirer la situation.

**M. Paquette (Labelle):** Le gouvernement devrait d'abord mettre en branle les unités sanitaires pour faire une grande campagne d'éducation populaire. L'honorable ministre obtiendrait de meilleurs résultats en se servant des unités sanitaires. Le système des numéros ne me paraît pas pratique.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Quand un échantillon est envoyé à un laboratoire, il est désigné par un numéro, et cela n'offre aucun inconvénient.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** Il faudrait absolument que les médicaments que l'on annonce comme guérissant "les maladies privées" soient mis à l'index.

**M. Gagnon (Matane):** Tout le monde désire avoir une loi parfaite. Il me semble que la loi devrait être étudiée par un comité composé des députés qui appartiennent à la profession médicale. Ne croyez-vous pas qu'il y aurait lieu, pour le moment, de rapporter progrès et de former un comité composé des médecins, de pharmaciens, de juristes et autres des deux côtés de la Chambre pour scruter la loi, discuter le problème, que leur expérience professionnelle leur dicte, afin de rendre celle-ci la plus efficace possible et en faire une loi parfaite à tous les égards<sup>3</sup>?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Je dois dire à l'honorable député de Matane que la loi a été étudiée par le Dr Jules Archambault, le Dr Albéric Martin et les techniciens du ministère de la Santé. Tous y ont donné leur meilleure attention. La loi a été faite d'après l'avis des meilleurs médecins de la province, ce qui prouve qu'elle répond aux besoins du moment. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de faire appel à un comité spécial. La loi s'inspire de celles qu'on applique dans d'autres provinces et pays.

L'article 3 est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. Tout médecin doit adresser au directeur, dans un délai de vingt jours, un rapport donnant le nom et l'adresse de tout patient qui, susceptible de propager une maladie vénérienne, refuse, néglige, ou cesse de suivre régulièrement le traitement requis, à moins d'avoir reçu avis écrit d'un autre médecin que ce patient suit un tel traitement."

**M. Paquette (Labelle):** Cet article va causer des ennuis considérables aux patients désireux de changer de médecin. Ce n'est pas toujours facile pour un malade de dire à son médecin qu'il n'a plus confiance en lui et qu'il désire se faire traiter par un autre.

Prenez le cas des gens qui vont travailler dans les chantiers pour l'hiver à 60 ou 80 milles de tout médecin; il va falloir les dénoncer? Une foule de gens, obligés d'aller travailler dans les chantiers ou incapables de payer pour se rendre dans les dispensaires, ne pourront suivre leurs traitements régulièrement et deviendront passibles d'emprisonnement. C'est le droit de tout malade de choisir son médecin et ce dernier est tenu au secret professionnel.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):**

Dans tous les pays où l'on a obtenu des résultats, on a pris exactement les mesures que nous voulons prendre.

L'article 4 est adopté.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. Quand le directeur est informé qu'une personne résidant dans la province est infectée d'une maladie vénérienne, refuse, néglige ou cesse de suivre le traitement requis et est susceptible de propager l'infection, il peut:

"1° charger un de ses officiers médicaux ou tout autre médecin de faire enquête et examiner cette personne;

"2° si cette personne est reconnue infectée et jugée susceptible de propager l'infection, prendre les mesures voulues pour qu'elle reçoive le traitement requis, ou procéder, s'il le juge nécessaire, à son isolement dans un hôpital, une prison ou autre lieu de détention aussi longtemps qu'il le faudra pour que cette personne reçoive le traitement requis et ne soit plus susceptible de propager l'infection."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces pouvoirs sont exorbitants puisqu'on donne au directeur des pouvoirs dictatoriaux où il est juge et exécuter à la fois. C'est lui qui décide qu'un citoyen est malade et qu'il doit être emprisonné, ou interné, ou hospitalisé, et pour combien de temps. L'article de la loi qui autorise le directeur médical à isoler un récalcitrant dans un hôpital ou une prison me rappelle l'inquisition d'Espagne. Il serait plus convenable qu'un corps approprié, soit médical, soit judiciaire, pût agir comme tribunal entre la personne et le directeur, ou quelque chose de ce genre.

**M. Leduc (Laval):** Les observations du chef de l'opposition sont tout à fait justes. On met les gens à la merci d'un fonctionnaire. Car qui va déterminer si le citoyen ainsi arrêté ira à la prison ou à l'hôpital? Il y a tout de même une jolie marge entre les deux et il est important qu'on le sache. On donne trop de pouvoirs au directeur médical, qui est juge du cas de chaque récalcitrant, pouvant l'envoyer chercher par la police et décider de façon péremptoire.

**M. Pouliot (Gaspé-Sud):** La guerre aux maladies vénériennes remonte aux premiers jours du monde. Au temps de Moïse, on a établi la

circoncision dont les Juifs ont fait une religion grâce à laquelle le nombre des maladies vénériennes est très faible chez les Israélites. Je suggère l'obligation de la circoncision pour tous les enfants mâles selon la coutume judicieuse suivie par les Hébreux depuis Moïse.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** manifeste bruyamment son approbation à l'endroit de cette suggestion.

**M. Paquette (Labelle):** La loi est trop sévère pour ceux qui refusent, négligent ou cessent de se faire soigner. Les gens vont se cacher au lieu de se faire traiter.

Je demande la suppression des mots suivants: "Ou cesse de suivre le traitement requis". Un grand nombre de gens, dit-il, seront dans l'impossibilité de se faire soigner et pourront alors être envoyés en prison sur un mot du directeur médical.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si une personne refuse ou néglige de se faire traiter pour maladie vénérienne, le directeur médical provincial pourra de son chef envoyer soit dans un hôpital, soit dans une prison, le malade. La loi va faire plus de mal que de bien.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** L'Ontario a une loi semblable à celle que nous proposons et elle donne de bons résultats. L'an dernier, de ce que nous en savons, deux patients malades seulement ont refusé de se laisser traiter.

**M. Paquette (Labelle):** Oui, mais combien de cas étaient cachés?

**M. Gagnon (Matane):** Il ne faut pas tant se baser sur les statistiques que sur les faits.

**M. Paquette (Labelle):** Le ministre est un gentilhomme, un homme honorable, mais il ne devrait pas rendre sa loi aussi sévère. Si un homme demeure à 100 milles du médecin, va-t-on le mettre en prison s'il ne se fait pas soigner parce qu'il ne peut se rendre chez le médecin? Que fera-t-on des malades demeurant très loin des centres médicaux et qui sont pauvres, surtout si le traitement prend des années?

J'ai pour l'honorable ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx) une estime que j'affiche, mais je prédis que le nombre des cas de maladies vénériennes traités par les médecins va diminuer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le directeur a des pouvoirs judiciaires pour l'isolement des malades. Pourquoi passer des lois vouées davantage au mépris de ceux pour lesquels elles sont faites?

L'article 5 est adopté.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. Lorsqu'une personne est appréhendée ou incarcérée pour un délit sexuel ou comme prostituée, racoleuse ou vagabonde, le médecin de la prison ou autre lieu de détention est tenu de procéder immédiatement à l'examen de cette personne pour constater si elle est atteinte d'une maladie vénérienne.

"Si l'examen démontre que cette personne est atteinte d'une maladie vénérienne, le médecin de la prison ou autre lieu de détention doit, dans les quarante-huit heures, adresser un rapport au directeur, et ce dernier donne alors les directives nécessaires pour le traitement et, s'il y a lieu, ordonne l'isolement de cette personne.

"Le patient est tenu de suivre les directives pour son traitement et tout médecin, geôlier ou autre officier ayant la garde d'une telle personne dans une prison, ou autre lieu de détention, est tenu d'observer et de faire observer les directives données par le directeur."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je n'ai aucune objection à soulever. Je m'oppose seulement à ce qu'on place les honnêtes gens sur le même pied que ces gens-là.

L'article 6 est adopté.

Le comité étudie l'article 7, qui se lit comme suit:

"7. Quand le directeur ordonne l'isolement d'une personne en vertu des articles précédents, il transmet un ordre écrit au directeur de la Sûreté provinciale enjoignant à tout constable d'appréhender cette personne et de la conduire au lieu de détention mentionné dans l'ordre, et au directeur de ce lieu de détention de la garder jusqu'à ce qu'il soit autorisé, par le directeur, à la libérer, et cet ordre est un mandat suffisant pour autoriser l'appréhension et la détention de cette personne selon qu'il y est prescrit."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La portée de l'article est trop considérable. Le directeur médical

devient juge absolu et peut de plus décider si la personne doit aller à l'hôpital ou en prison.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je ne doute pas de la bonne volonté des députés de l'opposition, mais le principe de la loi est adopté et nous devrions procéder sans éterniser le débat. C'est pour éviter que les maladies vénériennes se répandent que nous adoptons des mesures sévères. Quand quelqu'un souffre d'une maladie dangereuse pour lui et les siens, c'est son devoir de se faire traiter, pour sa propre protection et la protection de sa famille. Voilà tout le principe de la loi. Si nous n'adoptons pas ces mesures sévères, nous n'enrayerons pas le mal.

**M. Leduc (Laval):** Cette législation est une des plus importantes que nous ayons étudiées. Je voudrais avoir une réponse précise au sujet des pouvoirs du directeur médical. Qui va déterminer l'endroit où le malade récalcitrant sera isolé: la prison ou l'hôpital? Est-ce le directeur? Pourquoi on laisse à la discrétion du directeur de la division des maladies vénériennes la décision d'envoyer dans un hôpital ou une prison les malades qui refuseront, négligeront ou cesseront de se faire soigner? Cette disposition est un peu arbitraire. J'émetts un doute quant à la légitimité des pouvoirs discrétionnaires accordés au directeur de la division des maladies vénériennes. On laisse entendre qu'on peut utiliser ces pouvoirs pour faire disparaître un ennemi politique sous un prétexte fallacieux. Je demande des explications au ministre.

**M. Gagnon (Matane):** Il me semble que l'on est trop sévère en disant que les rigueurs de la loi seront imposées à toute personne qui refuse, néglige ou cesse de se faire soigner. On devrait ajouter "sans raison majeure".

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Répondant au député de Laval, je dis que nous n'avons pas voulu exposer les malades aux caprices des gouvernements. Voilà pourquoi le directeur médical du service aura la discrétion d'envoyer d'abord le malade à l'hôpital et, si ce dernier refuse d'obéir à la loi, le directeur pourra l'envoyer en prison ou dans une maison de détention. Le directeur se basera du reste, évidemment, sur le rapport qu'il aura reçu du médecin traitant quant au caractère du malade. La provision de la loi permettant l'incarcération des malades rebelles s'appliquerait à ces cas. Tout le principe de la loi est là.

Le principe du bill a été admis par nos amis de l'opposition. Je ne veux pas mettre en doute leurs bonnes dispositions. La population est libre de se protéger aussi bien que les médecins. Mais il y a une chose: les maladies vénériennes se propagent dans notre province. Il faut partant prendre des mesures plus sévères. Lorsqu'une personne souffre de cette maladie, elle est un danger constant, en raison de son infection, pour elle-même, pour les siens et pour toute la population. Il faut donc des mesures coercitives.

Actuellement, on laisse encore trop de choses à la discrétion du patient. Pour enrayer la maladie, nous ne voyons pas de meilleur moyen que de forcer la population à se protéger. Ces mesures ne sont pas coercitives pour aucun de ceux qui ont de la bonne volonté. Si nous n'avons pas de mesures coercitives, nous ne changerons rien à la situation actuelle. Nous voulons donc donner plus de protection à notre population. Ces mesures coercitives sont nécessaires pour remédier à la situation. Mais, dans le cas du directeur médical, je crois que nous offrons à la population toutes les garanties voulues.

Répondant au député de Matane (M. Gagnon), je dis qu'il est nécessaire que la loi s'applique à toute personne qui refuse, néglige ou cesse de se faire soigner, car le directeur aura jugé de la nécessité de faire soigner le malade sur le rapport du médecin traitant.

**M. Leduc (Laval):** Mais les gens qui enfreindront les articles 5 et 6 seront entièrement à la merci d'un fonctionnaire. Nous prenons de graves responsabilités. Nous ne savons pas de quelle façon le directeur entendra protéger nos gens. Il les enverra soit à l'hôpital, soit en prison, comme cela lui plaira. Mais de quelle façon cet homme va-t-il régler ces cas?

Je voudrais savoir quelle sera sa ligne de conduite, sur quels faits il se basera pour décider que tel ou tel malade doit être envoyé dans un lieu plutôt que dans l'autre. Il est de notre devoir de le savoir.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je conçois qu'il soit nécessaire de protéger la population contre les caprices d'un employé. Aussi, nous avons voulu que ce soit un homme indépendant de la politique. On va faire tout ce qui est humainement possible pour mettre l'application de cette loi d'intérêt public à l'abri des influences politiques. De plus, la population sera protégée par le rapport du médecin. Le directeur n'agira que sur le rapport du médecin. Il enverra le malade à l'hôpital s'il veut y aller, ou à la prison s'il refuse de se faire soigner.

Cette clause, la clause 5, est nécessaire, car un malade pourra se faire soigner pendant quelque temps, puis cesser le traitement.

**M. Leduc (Laval)** juge les renseignements du premier ministre satisfaisants.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. Tout hôpital qui reçoit des octrois en vertu de la loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus, 1925, chapitre 189) doit pourvoir à l'examen et au traitement des personnes souffrant de maladies vénériennes qui y sont adressées."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois une phrase qui est un outrage à la langue française. Je réclame des lois mieux rédigées, moins nébuleuses, plus françaises. Cet homme-là, M. Louis-Philippe Pigeon<sup>4</sup>, peut avoir un cerveau légal, mais le premier ministre devrait lui nommer des adjoints. Les lois seraient mieux faites! Les lois présentées par le gouvernement n'ont jamais été si ambiguës et peu françaises que depuis l'installation de Me Pigeon au poste de conseiller en droit du premier ministre pour la surveillance générale de tous les projets de loi. Je prédis de nombreux procès en conséquence de cette confusion.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les attaques du chef de l'opposition ne sont pas fondées. Les lois n'ont jamais été rédigées de façon plus française et plus intelligible qu'elles le sont aujourd'hui. La plupart des projets de loi sont d'abord préparés dans les départements, puis révisés par l'officier en loi. J'espère que le chef de l'opposition regrette ses paroles parce que Me Pigeon est sûrement qualifié pour remplir les fonctions qu'on lui a confiées et qu'il connaît très bien son français.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne mets pas en doute l'honnêteté de M. Pigeon, mais sa compétence.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je crois que l'on peut nous rendre le témoignage que nos lois sont sincères, intelligibles et qu'elles seront applicables.

L'article 8 est adopté.



Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Toute municipalité peut établir des dispensaires et hôpitaux spéciaux pour le traitement des vénériens ou subventionner, pour ce traitement, de semblables établissements."

**M. Gagnon (Matane):** Pour un homme de loi, il est clair que les sanatoriums ne seront pas forcés de recevoir les malades, si l'on s'en tient au texte de la loi.

**M. Paquette (Labelle):** Je réclame des dispensaires dans tous les comtés de la province afin que la loi puisse être appliquée. S'il ne le fait pas, le gouvernement devra établir des prisons partout. Il y a un grand nombre de gens qui ne se feront pas traiter parce qu'ils ne le pourront réellement pas. Prenez par exemple les gens de mon comté qui se trouvent à 138 milles du plus proche dispensaire. Parmi ces gens-là, il s'en trouve certainement qui n'ont pas les moyens de faire régulièrement des voyages à Montréal pour aller se faire traiter.

L'article 9 est adopté.

Les articles 10 et 11 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. Toute personne chargée de quelque devoir relatif à l'application de la présente loi est tenue d'observer le secret. Il lui est interdit de communiquer aucun renseignement obtenu à ce sujet autrement que dans la mesure où l'accomplissement de ses devoirs l'exige.

"Le médecin qui communique les informations requises par la présente loi ou par les règlements faits sous son autorité, de même que le médecin qui, lorsque la chose est nécessaire pour empêcher la contagion et pour les fins de la justice, croit devoir mettre en garde les personnes exposées à la contagion de maladies vénériennes, n'est pas et ne doit pas être tenu au secret professionnel."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On décrète bien que, sauf dans le cas de médecins, le secret doit être gardé, mais que l'article ne prévoit pas de pénalité, sauf à l'article suivant où l'on dit que toute infraction à la nouvelle loi est passible d'une amende de \$25 à \$100.

Or, on fait disparaître par là le recours en dommages pour indiscrétions illégales et injustes,

pour tout limiter à une amende de \$25. On devrait réserver au moins les recours en dommages. Quant au secret professionnel médical proprement dit, au sujet des maladies vénériennes, il disparaît à toutes fins pratiques.

L'article 12 est adopté.

L'article 13 est adopté.

Le comité étudie l'article 14, qui se lit comme suit:

"14. Toute procédure judiciaire en rapport avec l'application de la présente loi doit être entendue à huis clos et aucun compte rendu n'en doit être publié, si ce n'est dans les rapports judiciaires."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article est d'un illogisme flagrant! On commence par dire que toute procédure doit être entourée du plus grand secret, puis on conclut qu'on peut tout publier dans les rapports judiciaires.

Il (M. Duplessis) se moque du rédacteur de la loi.

**M. Gagnon (Matane):** Qu'on supprime au moins dans lesdits "rapports judiciaires" les noms des parties en cause ainsi que de la localité!

**Un député de l'opposition** propose un amendement.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** accepte l'amendement.

L'article 14 est amendé et se lit désormais comme suit:

"14. Toute procédure judiciaire en rapport avec l'application de la présente loi doit être entendue à huis clos, et aucun compte rendu n'en doit être publié, si ce n'est dans les rapports judiciaires pourvu que les noms des parties intéressées ne soient pas mentionnés."

L'amendement est adopté.

L'article 14, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 15 et 16 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 17, qui se lit comme suit:

"17. Le ministre de la Santé et du Bien-être social est chargé de l'application de la présente loi."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** lit l'arrêté ministériel en vertu duquel on crée le service du Bien-être social. On y mentionne notamment que le ministre de la Santé, qui était alors ministre du secrétariat de la province et ministre de la Santé, a démissionné de ces deux fonctions. Est-ce que c'est le premier ministre, demande-t-il, qui a ordonné au ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx) de démissionner? Est-ce que les démissions ont été volontaires ou non? Lors de l'élévation du député de Terrebonne (l'honorable M. Perrier) au poste de secrétaire de la province, le premier ministre a fait de grands éloges du secrétaire provincial qu'il a qualifié de "merveille", mais il n'a pas dit un seul mot de l'honorable ministre de la Santé.

**M. le président**<sup>5</sup>: L'honorable chef de l'opposition est hors d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: L'article 17 dit ce qui suit: "Le ministre de la Santé et du Bien-être social est chargé de l'application de la présente loi". Or, où il y a un ministère du Bien-être social ou il n'y en a pas. Je veux savoir ce qu'il en est.

**M. le président**: Cette discussion n'est pas dans l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je comprends parfaitement les sentiments du président qui intervient à propos des éloges faits au secrétaire provincial. Je comprends que je ne sois pas dans l'ordre quand je fais remarquer que le premier ministre a fait venir des gens d'en dehors pour remplir des fonctions importantes dans le cabinet, alors qu'il délaissait des députés de grande expérience comme vous, M. le président!

**M. le président** maintient son point de vue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je demande au premier ministre s'il y a un ministre du Bien-être social et si le ministère a été construit.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** répond par un éloge du ministre de la Santé (l'honorable M. Groulx) qui, suivant les propres déclarations du chef de l'opposition, a le ministère le plus important, puisqu'il s'agit de la sauvegarde du capital humain.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande encore une fois si le premier ministre a demandé au ministre de la Santé de démissionner.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** fait signe que non.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Le ministre de la Santé est le meilleur ministre du cabinet et de beaucoup supérieur à la "Merveille".

(Applaudissements à droite)

Lorsque les amis du ministre ont appris cela, ils sont allés se plaindre au premier ministre qui a alors décidé de créer le service de Bien-être social en compensation, quoiqu'il l'ait fait de façon illégale. Est-ce que le ministre a démissionné volontairement et décidé de s'immoler sur l'autel de Terrebonne? Il y a ici 73 députés ministériels anxieux de servir la province et le parti, comme ministres, mais le premier ministre les a ignorés complètement!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Comme le dit le projet, le ministre de la Santé et du Bien-être social sera chargé de l'administration de la présente loi. Le ministère de la Santé et du Bien-être social, dont nous avons autorisé la création par un arrêté ministériel, sera créé par une loi. C'est l'un des plus importants ministères de l'administration, car il est chargé de la préservation du capital humain.

Le département de la Santé et du Bien-être social, qui a été confié au ministre de la Santé, est destiné à prendre une grande importance à l'avenir en raison même des événements. Son titulaire n'a pas dû se sentir diminué dans l'opinion publique en acceptant de concentrer toutes ses facultés à la bonne administration de ce département important.

L'article 17 est adopté.

L'article 18 est adopté.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** fait prendre le vote sur l'adoption du bill en comité plénier, apparemment pour juger de la cohésion des ministériels à la suite de ses paroles.

**M. le président**: La majorité l'emporte<sup>6</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu une première fois.

**Statuts refondus,  
1941**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21

concernant les Statuts refondus, 1941, soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose une question au ministre.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Cette loi parle de l'impression et de la promulgation des Statuts par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### En comité:

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi le procureur général a-t-il présenté trois projets de loi au sujet des Statuts refondus?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Deux des projets de loi amendent des lois existantes pour assurer leur concordance avec la loi à l'étude.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement présente trois lois au sujet des Statuts, des lois qui auraient pu être fusionnées en une seule et éviter ainsi bien des dépenses. Quels sont les réviseurs actuels de la Commission chargée de la refonte des Statuts?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** M. Emery Phaneuf, M. Bernard Devlin, M. Dalma Landry, qui ont remplacé MM. Désilets, Buchanan et Simard. J'ai déjà eu l'occasion de donner leurs noms à l'honorable chef de l'opposition, qui a fait en cette circonstance l'éloge de Me Devlin. S'il avait connu MM. Phaneuf et Landry aussi bien qu'il semble connaître M. Devlin, il leur aurait adressé des paroles aussi élogieuses, car tous deux sont au premier rang de leur profession, M. Phaneuf à Montréal, M. Landry à Sherbrooke.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La révision est-elle avancée?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Nous avons reçu 79 chapitres et d'autres nous parviendront bientôt.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Des arrangements ont-ils été faits pour l'impression?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** C'est l'intention du gouvernement de faire imprimer les Statuts dès cette année. Nous allons désappointer les imprimeurs de la province par cette loi, qui va nous permettre de ne faire qu'une seule impression, ce qui sera une économie assez importante pour la province.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il vrai que le gouvernement est en pourparlers avec *Le Soleil* au sujet de l'impression des Statuts?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** De nombreuses imprimeries de la province veulent obtenir ce travail d'impression. Cette année, on pourra économiser une somme d'argent considérable en se contentant d'une seule impression, au lieu de deux, comme cela se faisait auparavant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'enregistre l'aveu du ministre qui admet qu'en 1925, son associé, M. Perrault, et M. Taschereau, ont gaspillé l'argent de la province en faisant faire deux impressions.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** L'habitude était de faire deux impressions autrefois, mais on a constaté depuis que les besoins n'exigeaient plus deux impressions.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La commission nommée par mon gouvernement offrait beaucoup plus de garanties de compétence avec MM. Auguste Désilets, Buchanan et Gérard Simard. M. Phaneuf n'a pas les qualifications de M. Désilets. Il a été question de lui comme président de la Commission des liqueurs.

Quant à M. Landry, on connaît sa valeur légale. Il y a M. Devlin qui est un charmant garçon, un excellent avocat, appartenant à un bon bureau légal.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je n'ai rien à dire sur la compétence de la commission qui avait été nommée par l'Union nationale. Le chef de l'opposition n'a pas de difficulté lui-même à admettre la compétence de celle que nous avons nommée. Je suis content de voir qu'au moins un des membres de la commission a trouvé grâce devant lui.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

#### Dépôt de documents:

##### *Statistiques de l'enseignement primaire*

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** dépose sur le bureau de la Chambre: *Statistiques de l'enseignement primaire, 1938-1939*. (Document de la session no 37)

##### **Commission des liqueurs**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la Commission des liqueurs de Québec. (Document de la session no 38)

##### **Assurance-chômage**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 28 janvier 1941, relative à la production d'une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement de la province de Québec, aucun de ses membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, le tout relativement à l'assurance-chômage et aux changements constitutionnels y relatifs, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1937 jusqu'au 3 janvier 1941. (Document de la session no 39)

#### Questions et réponses:

##### **Fonds d'amortissement de Montréal**

**M. Lorrain (Papineau):** Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement:

1. Les fonds d'amortissement de la cité de Montréal ont-ils été employés pour acheter des débentures de la province de Québec?

Dans l'affirmative: *a.* Quand?

*b.* Quel est le taux d'intérêt que comportent lesdites débentures de la province?

*c.* Quel est le prix payé par la cité de Montréal à ce sujet?

*d.* Quelle est la date d'échéance desdites débentures?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** 1. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 1940 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, la ville de Montréal n'a acheté de la province de Québec aucune débenture pour les fonds d'amortissement de la ville de Montréal.

Je suis informé que la ville a acheté sur le marché des obligations de la province émises le 1<sup>er</sup> août 1937.

*a.* L'achat a eu lieu de 2 décembre 1940.

*b.* 2 %.

*c.* 99.90.

*d.* Le 1<sup>er</sup> août 1941.

##### **Argents déboursés par le gouvernement**

**M. Morin (Champlain):** Depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 27 janvier 1941, inclusivement, quel est le total des argents déboursés par la province de Québec, relativement soit à des réclamations ou soit par des comptes antérieurs au 26 août 1936?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** \$167,211.48.

La séance est levée à 6 heures.

#### NOTES

1. 20 ans, selon *L'Action catholique* du 5 mars 1941, à la page 13.

2. Orateur et homme politique athénien (384 av. J.-C. à 322 av. J.-C.). Pour les Grecs, il fut le plus grand de tous les orateurs. Dénonçant le danger barbare,

ainsi que les ambitions de Sparte, il se fit l'apologiste de la démocratie. Son discours marque l'apogée de l'éloquence attique, qui, sortie des écoles de la rhétorique, s'épanouit avec la démocratie athénienne. Il est inégalé dans l'art d'associer les grandes idées à l'actualité. Il détient le sceptre de la grande rhétorique, où sont savamment entrelacés la véhémence, l'imagination, le raisonnement minutieux, le pathétique, la vigueur et la sensibilité.

3. Il y a une demi-douzaine de députés de profession reliée à la médecine en Chambre, selon *The Gazette* du 5 mars 1941, à la page 6.

4. Louis-Philippe Pigeon (1905-1986), juriste, auteur de nombreux écrits et publications majeures dans le domaine légal. Admis au Barreau en 1928, il enseigne le droit civil à l'Université Laval en 1938, devient greffier en loi de la Législature de Québec (1940-1944), et conseiller du premier ministre du Québec Jean Lesage (1960-1966). En 1967, il devient juge puîné à la Cour suprême du Canada où il siégera jusqu'à sa retraite en 1980.

5. Alexis Caron (Hull) occupe, à ce moment, le fauteuil du président du comité.

6. M. le président prend le vote en bloc, sans appeler les députés un par un, et annonce ensuite les résultats dans ces termes peu traditionnels qui eurent le don de dérider tout le monde, selon *L'Événement-Journal* du 5 mars 1941, à la page 4.



## Séance du mercredi 5 mars 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 14 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 136 concernant le contrat de mariage de Didier-Alphonse Pesant, cultivateur, et Armandine Delorme.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- des Clercs paroissiaux ou catéchistes de Saint-Viateur, demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

Votre comité recommande de prolonger au 14 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

## Clercs de Saint-Viateur

**M. Leduc (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur.

Adopté.

**M. Leduc (Laval)** présente, en conséquence, le bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Demandes de documents:

## Transport du grain

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Gagnon), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral, aucun de ses membres ou officiers, et le gouvernement provincial de Québec, aucun de ses membres ou officiers, ainsi que copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement provincial et toute personne, compagnie, corporation ou coopérative, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 23 février 1941, inclusivement, et se rapportant au taux de transport du grain de l'Ouest dans la province de Québec.

Il s'agit présentement du problème du blé. Le problème du blé est de la plus grande importance à l'heure actuelle, car l'état de guerre a créé une situation difficile pour les pays producteurs de froment. C'est une question qui peut être envisagée sous plusieurs aspects. Je me contenterai de rappeler que Québec paie 30 % des subsides fédéraux accordés aux provinces de l'Ouest. Le blé constitue

un grand problème pour l'Ouest et la province de Québec y est intéressée. Nous voulons être justes pour toutes les parties du dominion. Nous voulons vivre en paix avec toutes les provinces et nous voulons la paix au sein de la nation. Mais cela n'empêche pas le problème du blé d'avoir pris des proportions alarmantes. Le problème est devenu plus complexe. Des pays importateurs sont devenus exportateurs de blé. Il y a donc surproduction dans l'Ouest, et les producteurs de l'Ouest ne peuvent vendre leur blé aussi facilement qu'ils le voudraient.

Dernièrement, un projet a été soumis au gouvernement provincial. Ottawa a offert aux provinces de payer 50 % du coût du transport du blé dans l'Est, sur quelque 8,000,000 de boisseaux, dont 3,200,000 pour le Québec, à condition que le provincial paie l'autre 50 %. On m'informe que le gouvernement de la province de Québec a refusé cette offre du fédéral parce que les taux de fret et les obligations étaient trop onéreux. On prétend également que les producteurs de blé de l'Ouest auraient profité de l'occasion pour augmenter leurs prix. Je n'ai pas l'intention d'insister davantage sur la question. Je voulais simplement être mis au courant. Je me contente de demander cette correspondance pour être au courant de la situation.

La motion est adoptée.

#### **Chemin des Dunes et du Pont des Étroits**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** appelle l'item 10 du *Feuilleton*.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance, lettres, télégrammes, rapports, mémoires ou autres documents échangés entre le ministère de la Voirie, le premier ministre et tout fonctionnaire du gouvernement ou certains électeurs du comté des Îles-de-la-Madeleine, et ce, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1936 au 1<sup>er</sup> janvier 1941, et se rapportant à la construction ou à la continuation d'un chemin appelé: Chemin des Dunes et du Pont des Étroits, aux Îles-de-la-Madeleine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** intervient pour qu'on discute l'item 13 de l'ordre du jour.

**M. Robinson (Brome)** se lève pour proposer de passer à l'ordre du jour no 13.

**M. l'Orateur:** J'ai lu la motion du député des Îles-de-la-Madeleine. Il est proposé par le député des Îles-de-la-Madeleine que la Chambre ordonne la production de tous les documents concernant la construction du Chemin des Dunes et le Pont des Étroits, aux Îles de la Madeleine.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. On ne peut revenir à un item antérieur sans le consentement unanime de la Chambre. Ma motion était l'item 12 et on ne peut appeler l'item 10 après le 12. Il faut passer à l'item 13, qui est ma motion au sujet de la canalisation du Saint-Laurent.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai appelé l'item 12 (motion Duplessis) parce qu'à l'ouverture de la séance les collègues du chef de l'opposition qui ont des motions inscrites au *Feuilleton* n'étaient pas tous présents à leurs sièges. Je n'ai pas voulu ouvrir, en leur absence, la discussion sur des motions qui les intéressaient tout particulièrement. Ils sont arrivés pendant que le chef de l'opposition parlait.

J'ai communiqué avec eux et ils m'ont dit qu'ils étaient prêts à procéder avec leurs motions. Je n'ai pu consulter le chef de l'opposition parce qu'il parlait, mais j'ai cru qu'il y avait unanimité entre les députés de l'opposition. Je n'ai aucune hésitation à remettre la discussion des motions de la gauche à un autre jour.

**M. l'Orateur:** Vu les explications du premier ministre et leader de la Chambre, on peut revenir à l'item 10. Le point d'ordre est rejeté.

**M. Robinson (Brome)** demande à la Chambre qu'on discute, avant l'ordre du jour, une motion à l'effet qu'il est urgent d'étudier le problème de la canalisation du Saint-Laurent et de reprendre le débat.

**M. l'Orateur:** La motion de l'honorable député aurait dû être présentée plus tôt. La Chambre est saisie de la motion de l'honorable député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) et la motion de l'honorable député de Brome est hors d'ordre. Il ne peut y avoir deux motions devant cette Chambre à la fois. Celle du député de Brome est donc hors d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement semble intervertir intentionnellement l'ordre des motions inscrites au *Feuilleton* pour passer par-dessus la reprise du débat de ma propre motion relative à la canalisation du fleuve.



**M. l'Orateur:** Votre suggestion est hors d'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'en appelle de votre décision, M. l'Orateur.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Danserau, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Moreault, Nadon, Panet, Perrier, Potvin, Rochette, Sabourin, Thisdel, 48.

**Contre:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin, Paquette, Pouliot, Robinson, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** demande que le débat sur sa motion soit suspendu.

Adopté.

#### **Motion pour la reprise du débat sur la canalisation du Saint-Laurent**

**M. Robinson (Brome):** J'ai l'honneur de faire motion pour que la Chambre reprenne le débat sur la motion du chef de l'opposition relative à la canalisation du Saint-Laurent. Il est plus urgent que jamais de discuter cette question.

Je propose donc, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat, en date du mardi 28 janvier dernier, sur la motion de l'honorable M. Duplessis, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés

ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. l'Orateur:** J'accepte la motion.

**M. Robinson (Brome):** Le développement de la canalisation du Saint-Laurent ne devait pas être commencé à moins que nous soyons assurés que cela ne nuira pas à l'accomplissement de notre devoir principal de l'heure: la victoire. Il a été suggéré que cette question ne soit pas discutée présentement, mais depuis lors, le premier ministre du Canada a lui-même déclaré que cette mesure devrait être considérée uniquement en rapport avec les conditions de guerre présentes. Je le répète, notre premier devoir, c'est de gagner la guerre, et tout le reste devient secondaire. Une défaite voudrait dire, pour nous, la fin de la civilisation et de nos conditions de vie.

**M. Barrette (Joliette)** se prononce en faveur de la motion, exprimant l'urgence.

**M. Gagnon (Matane)** se prononce également en faveur.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** Il n'y a pas d'urgence, car la question doit être discutée entre Ottawa et Washington. Je blâme l'opposition de son acharnement à soulever cette question de la canalisation! Je demande le rejet de cette motion.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, notre motion est sur le *Feuilleton* depuis le 4 janvier. Nous voici rendus au 5 mars et le gouvernement n'est pas encore prêt à discuter notre motion. Nous ne demandons pas la production de la correspondance échangée entre Ottawa et Washington, mais copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la province de Québec et Ottawa, et également tous les ordres en conseil du gouvernement de Québec relativement à cette question. Nous sommes ici en session, de même qu'à Ottawa. C'est le temps de se prononcer.

Le projet de la canalisation coûterait au bas mot \$300,000,000 à la province de Québec. C'est dire que le projet est d'importance pour nous. Nous n'avons pas les moyens de payer cette somme. Et d'ailleurs, nous n'en avons pas le droit. Tout ce que nous demandons, c'est la production de la

correspondance échangée. Est-ce que l'on a honte de cette correspondance? Nous voulons que la Chambre affirme les droits de la province de Québec. On parle de diplomatie, mais la diplomatie implique quelquefois de la lâcheté. Le Saint-Laurent constitue le plus puissant actif de la province de Québec. Si la motion embarrasse quelqu'un, il est important de le savoir. Si le gouvernement fait un faux pas, nous devons être renseignés à ce sujet. L'opinion publique a besoin d'être éclairée et c'est le devoir du gouvernement de prendre une attitude. À nouveau, le gouvernement se dérobe!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements) M. l'Orateur, je ne dirai que deux mots, et les mêmes. Le chef de l'opposition sait parfaitement bien que je ne puis changer d'opinion. Je ne changerai pas d'opinion. Je laisse au chef de l'opposition sa méthode à lui et ses expressions dont il se sert à notre sujet et qui ne sont pas très justes. L'honorable chef de l'opposition n'a pas le droit de se servir d'expressions que l'on trouve généralement dans la bouche de ceux qui les méritent et les prononcent. L'opposition sait fort bien à quoi s'en tenir.

Encore une fois, cette question de la canalisation du Saint-Laurent viendra devant la Chambre uniquement quand il sera opportun qu'elle y vienne, quand il sera possible d'obtenir les documents. Il n'y a rien devant le gouvernement qui puisse justifier un débat sur cette question qui sera discutée en temps opportun. Je répète ce que j'ai déjà dit: les documents que l'on me demande de produire ne m'appartiennent pas, n'appartiennent ni au gouvernement du Québec ni au gouvernement d'Ottawa. Nous les produirons quand ils pourront être produits, quand la diplomatie, la saine diplomatie, la discipline internationale le permettront. L'opposition ne semble pas comprendre cela. Si de l'autre côté de la Chambre, on ignore ce que c'est, de ce côté-ci nous le savons.

(Applaudissements à droite)

**M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement veut sans doute attendre jusqu'à ce que la province soit devant le fait accompli. La discipline, c'est d'abord de faire son devoir!

**M. Robinson (Brome):** L'honorable premier ministre du Canada n'était pas sincère lorsqu'il a dit que la canalisation du Saint-Laurent était une entreprise de guerre, car c'est un de ses projets les plus chers. Nous voulons tous gagner la guerre et

nous sommes loyaux à notre roi. L'opposition est loyale à la couronne et, s'il y avait réellement des objections à une telle discussion, elle serait assez loyale pour s'en dispenser. J'étais sincère en affirmant qu'il était opportun de discuter cette question dès maintenant.

Le président Roosevelt est l'un des plus grands hommes que ce continent ait produits. Nous sommes heureux de l'aide qu'il apporte à notre mère patrie, mais les États-Unis sont aussi intéressés que la Grande-Bretagne à ce que nous gagnions la guerre et ils n'exigeront pas en échange de leur aide le sacrifice du Saint-Laurent. Si on arrive à le convaincre que le projet de canalisation aidera à gagner la guerre, il y consentira, même si cela doit avoir un effet négatif pour la province.

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin, Paquette, Pouliot, Robinson, 12.

**Contre:** Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Choquette, Comeau, Côté, Danserau, Dubreuil, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Moreault, Nadon, Panet, Perrier, Potvin, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 51.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** À quand la prochaine représentation?

(Rires à droite)

#### **Prix du beurre et du fromage**

La Chambre reprend le débat, ajourné mercredi le 26 février dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance entre le gouvernement ou tout

ministre du gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral ou toute personne relative à la fixation du prix du beurre et du fromage depuis le premier juillet 1940 jusqu'au premier février 1941.

**M. Sabourin (Vaudreuil-Soulanges):**

M. l'Orateur, j'approuve la demande de l'honorable député de Bagot et je suis en faveur de la fixation des prix de certains produits agricoles pouvant rapporter au cultivateur un profit raisonnable. Ce n'est pas tout de prêter de l'argent aux cultivateurs; il faut leur procurer des marchés; il faut chercher des moyens pour qu'ils produisent avec profit. Il faut traiter l'agriculture sur le même pied que les industries essentielles à la guerre.

On demande aux cultivateurs de produire davantage. Pour que cela soit possible, il faut d'abord laisser sur les fermes les jeunes agriculteurs dont le travail est essentiel. L'agriculture, à qui l'on demande de grands sacrifices, devrait bénéficier d'une exemption en ce qui concerne le service militaire. Qu'on laisse les fils de cultivateurs sur la terre et que le gouvernement fixe des prix raisonnables pour encourager les cultivateurs à produire avec profit!

La Commission nationale des services de guerre a fait entendre à plusieurs reprises que l'appel des jeunes gens pour l'entraînement militaire se ferait de façon à ne pas désorganiser les industries essentielles de la guerre. Les jeunes cultivateurs, qui sont nécessaires à l'exploitation des fermes, ne devraient donc pas être appelés à l'entraînement. Autrement, on désorganise la production. C'est ce que l'on fait en Angleterre, où un certain nombre d'agriculteurs qui travaillent à la production des aliments sont exemptés du service militaire.

Nous ne demandons pas des privilèges spéciaux pour la classe agricole, mais nous demandons aux autorités de traiter l'agriculture de la même manière que les industries essentielles de guerre. Les fils de cultivateurs devraient être traités de la même façon que les ouvriers qui travaillent aux industries de guerre et exemptés du service militaire.

Cependant, nous croyons que la classe agricole doit contribuer, à l'égal des autres, à l'effort de guerre du Canada pour abattre le "gangster" international qui menace la civilisation chrétienne. Les jeunes ouvriers d'une même industrie ne sont pas appelés tous à la fois. On n'en appelle qu'un huitième, soit 3 % ou 4 % d'un personnel de 100. Dans l'agriculture, c'est différent. Quand il n'y a qu'un garçon pour faire fonctionner une ferme, si on appelle ce dernier à l'entraînement, ce n'est pas 3 %

ou 4 %, c'est le personnel tout entier qui part au camp.

Dans les industries de guerre, on fixe des prix de façon à laisser un profit raisonnable aux industriels. La même mesure devrait être appliquée à la classe agricole. On veut que l'agriculture produise, mais elle ne devrait pas être obligée de produire en bas du prix coûtant. Comme les industries de guerre, les cultivateurs ont droit à un profit raisonnable. Actuellement, ils produisent à perte. Les prix des produits de la ferme ont baissé alors que les prix de tout ce qu'ils doivent acheter pour maintenir la production ont de beaucoup augmenté.

Le fédéral assure aux industriels qui ont des contrats de guerre une marge raisonnable de profits. Si l'on n'assure pas le même avantage à l'agriculture, la production des aliments va continuer de baisser dans une proportion telle que la victoire finale de nos armées peut en être compromise. Il est aussi nécessaire de nourrir les soldats que de les habiller et de les armer convenablement. Jusqu'ici, on a prêté une oreille trop distraite aux réclamations des cultivateurs.

Dans les pays démocratiques, les gouvernements doivent tenir compte de l'opinion publique; et cette opinion que j'expose est, je le sais, l'opinion de tous les cultivateurs pratiquants. Le cultivateur travaille le samedi après-midi et le dimanche et, à la fin de l'année, on ne sait si l'on doit soustraire les dépenses des revenus ou les revenus des dépenses. Cette année, nous produisons du bacon à perte, mais prenons garde pour cette industrie l'an prochain. Les cultivateurs, cet automne, ont gardé un tiers de moins de femelles pour la production du porc. Ceci peut avoir des conséquences graves. La solution est bien simple: qu'on laisse les fils de cultivateurs sur la terre et que les autorités fixent des prix qui donneront des profits raisonnables à ceux qui produisent des aliments.

C'est pour ces raisons que j'appuie la motion du député de Bagot (M. Dumaine), et je demande au gouvernement provincial d'intervenir auprès d'Ottawa pour que les prix du beurre et du fromage soient maintenus à un niveau raisonnable et qu'il fasse son possible pour faire exempter les fils de cultivateurs du service militaire.

**M. Paquette (Labelle):** Je félicite l'honorable député de Bagot de la façon dont il a présenté cette motion.

(Applaudissements. à droite)

Je félicite le député de Vaudreuil-Soulanges (M. Sabourin) du bel exposé qu'il vient de faire.

Évidemment, on met la sourdine pour parler au gouvernement des problèmes agricoles. De tous les députés ministériels qui ont pris part au débat, pas un seul n'a dit que l'agriculture allait bien, que les cultivateurs étaient satisfaits. Ils manifestent par le fait même leur mécontentement devant la politique actuelle du gouvernement qui ne fait pas assez pour la classe agricole.

Depuis 1920, on a vu les prix baisser de 100 % dans la province. L'agriculteur est un artisan de la victoire. Il faut lui assurer, aussi bien qu'aux industries de guerre, un profit raisonnable. Il ne peut continuer de produire à perte le porc à bacon, le beurre et le fromage. Il y a là un excellent domaine d'activité pour le premier ministre, que l'on se plaît à qualifier de "premier cultivateur de la province". L'honorable député de Bellechasse (M. Bienvenue) a parlé d'une partie de poker entre l'ancien premier ministre et le chef actuel de l'opposition.

Le premier ministre (l'honorable M. Godbout) est un excellent cultivateur en effet, puisqu'il a réussi à faire des profits alors que les autres produisent à perte. Mais tous les cultivateurs n'ont pas la chance d'être premier ministre. Si tous les cultivateurs avaient l'avantage d'être premiers ministres, que ne feraient-ils pas? Lui (le premier ministre) qui a tellement d'influence auprès du très honorable M. Lapointe, son père putatif, dont il possède l'oreille, qu'il aille donc le voir, qu'il lui demande de fixer les prix du bacon, du beurre et du fromage! Il lui suffira d'un mot, d'un coup de téléphone; et d'ici six heures, il aura le plaisir d'apprendre à cette Chambre que les fils des cultivateurs sont immédiatement exemptés du service militaire et que, désormais, ils pourront vendre leurs produits à un prix raisonnable. Je ne blâme pas le député de Bellechasse d'avoir parlé dans son discours, de partie de bluff.

**M. Bienvenue (Bellechasse):** Je rappelle au député de Labelle les paroles exactes que j'ai prononcées la semaine dernière en parlant en faveur de la prime sur le fromage.

**M. Paquette (Labelle):** Le député de Bellechasse a fort bien dit que l'on jouait au bluff, d'un côté comme de l'autre. Nous croyons de ce côté de la Chambre que l'agriculture a besoin d'aide. Les députés libéraux condamnent le prêt agricole. Nous, de l'opposition, nous voulons aider l'agriculture. Les députés ministériels s'opposent au crédit agricole, malheureusement. D'une part, on demande aux cultivateurs de produire en plus grande quantité, et

de l'autre, on fixe les prix trop bas. Mais le premier ministre peut faire beaucoup pour la classe agricole car il n'a qu'un mot à dire. Le premier ministre s'oppose au crédit agricole comme moyen de résoudre le problème de l'industrie. Dans ce débat, les députés ministériels ont blâmé le gouvernement.

L'agriculture fait autant que le soldat dans cette guerre. Je prie, à mon tour, le premier ministre de demander à Ottawa de fixer le prix du bacon, de fixer le prix minimum du beurre, non seulement pour l'hiver, mais pour l'été. Le premier ministre est un excellent cultivateur et il est en situation pour faire quelque chose. Je prie le premier ministre de demander à Ottawa que les fils de cultivateurs soient exemptés du service militaire afin qu'ils fassent leur effort de guerre sur la terre. Que les autorités provinciales fassent des représentations à Ottawa pour que le cultivateur, artisan de la victoire, ait sa juste part des profits de guerre!

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean):** Je trouve que la motion de l'honorable député de Bagot (M. Dumaine) est venue au bon moment. La grande partie des électeurs de mon comté se compose d'agriculteurs qui vivent pratiquement de l'industrie laitière. Nos cultivateurs du Lac-Saint-Jean, dirigés par des agronomes experts, se sont lancés dans l'industrie laitière. Les cultivateurs de mon comté attendent avec impatience la nouvelle que le gouvernement va travailler à faire augmenter le prix du fromage.

Je suis satisfait d'apprendre que le gouvernement accordera bientôt une prime sur le fromage. J'espère que cela permettra la production, en hiver comme en été. Le premier ministre s'est toujours intéressé au sort du cultivateur et il manifeste son intérêt non seulement en lui prêtant de l'argent, ce qui n'est pas une panacée universelle, mais en lui donnant les moyens de s'en procurer. Si une prime est accordée, je soumets que le fabricant de fromage devra en profiter dans une proportion équitable, de la même façon que le cultivateur. Je suis certain que le gouvernement accordera une prime substantielle sur le fromage, afin que le cultivateur s'organise et produise davantage. On veut que nos cultivateurs produisent du beurre et du fromage 12 mois par année. Le seul moyen d'y arriver, c'est de rendre cette production payante. Ce qui a manqué jusqu'ici, c'est un prix rémunérateur.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** M. l'Orateur, je veux tout d'abord féliciter le proposeur de la motion (M. Dumaine), qui est actuellement devant cette Chambre, d'avoir ainsi

attiré l'attention de la Chambre et du gouvernement sur cette question d'une souveraine importance. Je le félicite - à la suite de l'honorable député de Labelle - de la manière dont il a présenté la question. Je félicite également tous ceux qui ont pris part au débat. Ils n'ont donné aucun caractère politique à leurs discours en ayant gardé la discussion en dehors des opinions politiques. Je veux envisager le problème du même point de vue.

Cette motion sert à attirer l'attention de toute la Chambre, et particulièrement du gouvernement, sur une question très importante pour l'agriculture. La question de l'industrie laitière est intéressante pour la province parce que 95 % de nos cultivateurs sont directement intéressés à l'industrie laitière, dont ils retirent leur principal revenu. Une forte partie du lait sert à la fabrication du beurre et du fromage. Il est vrai que les prix ne sont pas suffisamment rémunérateurs à l'heure actuelle et qu'il reste aux cultivateurs un très léger bénéfice. C'est toujours le cas en début de période de guerre.

Le processus de transformation des aliments représente un problème complexe qui ne peut être réglé par l'adoption de crédits temporaires ou de sommes parcellaires aux cultivateurs. Avant de trouver une solution, la question doit être soigneusement approfondie. Mais rien n'empêche que l'industrie laitière forme une partie vitale de chaque exploitation agricole dans la province, car elle est le régulateur de la main-d'œuvre agricole 12 mois par année. L'industrie laitière est pour cette raison une industrie d'une extrême importance pour la province.

Elle sert de régulateur sur la ferme et c'est ce qui permet à nos cultivateurs de pouvoir vivre convenablement. Il faut en conséquence aider cette industrie. Il faut faire une enquête, car cette industrie devient une partie vitale de l'exploitation agricole. Je suis persuadé que l'octroi d'un bonus sur la production de fromage aidera à rétablir la situation, tout en contribuant à stabiliser les prix du beurre.

Voilà pourquoi le gouvernement apporte toute son attention à cette question et n'a pas attendu aujourd'hui pour se demander s'il y avait des moyens d'améliorer le sort des cultivateurs. Nous nous sommes émus devant le danger qui existe de voir les fils de cultivateurs quitter la campagne pour la ville. Quel moyen prendre pour améliorer leur sort? Je crois que le meilleur moyen pour nous, puisque nous ne pouvons fixer les prix du beurre et du fromage, est de donner une prime pour la fabrication du beurre et du fromage. Cette prime s'impose à certaines périodes de l'année, surtout pour le fromage. Et le gouvernement va faire tous les

efforts nécessaires pour que le prix du fromage soit augmenté. Ce n'est pas parce qu'il se produit moins de fromage, mais parce que son prix servira de régulateur.

Le député de Labelle (M. Paquette) a reproché au fédéral tout à l'heure d'avoir fixé le prix du beurre à l'automne, au moment où le cultivateur a cessé d'en produire. C'est exact, mais il ne faut pas oublier que le prix déterminé par le gouvernement est un maximum. Ce n'est pas un minimum. C'est justement en septembre et en novembre que le gouvernement fédéral est intervenu, pour empêcher les exploitants, les profiteurs qui se croyaient dans la guerre de 1914.

Les commerçants ont acheté le beurre à un prix ridicule durant toute la saison de production; mais lorsque celle-ci arrêta, les profiteurs ont pensé le temps venu de faire des profits exorbitants, et c'est pour cette raison que le gouvernement fédéral est intervenu. Il ne voulait pas que le consommateur fût appelé à payer un prix exorbitant sans que les cultivateurs profitent de cette augmentation des prix. On n'est plus au temps de 1914. Durant toute l'année dernière, les prix ont été très bas et, en l'espace d'un mois et demi, on les a fait monter de 22 à 38 sous.

Je souriais tout à l'heure en écoutant le député de Labelle, et il se demandait pourquoi. C'est parce que, sans le vouloir, il a fait l'éloge du gouvernement fédéral. Il parlait à sa louange, car il a fait son devoir. Il est intervenu à temps pour empêcher le cultivateur d'être exploité. Je suis un peu au courant des négociations en cours et je sais en outre que le gouvernement fédéral fixera un prix minimum du beurre pour la saison d'été. Le gouvernement fédéral, s'il établit un prix pour le beurre à partir du mois d'avril ou mai, se basera probablement sur le prix déjà fixé pour le fromage. En accordant une prime au producteur de fromage, le gouvernement de la province contribuera indirectement à faire monter de \$0.02 par livre le prix du beurre. Celui du fromage sera basé sur le prix du beurre.

Voilà la façon utile d'intervenir. Voilà notre façon de comprendre notre devoir d'aider la classe agricole. Il y en a bien d'autres, certes, mais en voici une qui est intelligente et efficace. Je voudrais maintenant répondre à quelques avancés du député de Labelle. Il a prétendu que les députés de la droite déplorent la situation actuelle de la classe agricole et que leurs paroles constituaient par le fait même un blâme de la politique du gouvernement. Je sais que la situation des agriculteurs n'est pas très facile. Le

cultivateur porte aujourd'hui une bonne partie du fardeau de la guerre, peut-être la plus lourde. Il ne se plaint pas, quoique son lot ne soit pas particulièrement enviable. Mais la situation changera. Plus tard, les prix monteront peut-être. Le cultivateur pourra en bénéficier d'ici à quelques mois. Le cultivateur ne se plaint pas. Chacun sait qu'il doit accomplir des sacrifices.

Et tous doivent prendre leur part de sacrifice en temps de guerre; le cultivateur comprend cela. Actuellement il accomplit son sacrifice de gaieté de cœur. Il sait que son devoir est de nourrir la nation canadienne, les nations amies et les amis de la nation. L'effort de guerre du cultivateur consiste à produire davantage sur sa ferme. Et tous les cultivateurs de la province approuvent l'attitude prise par le gouvernement fédéral sur le contrôle des prix. Ils approuvent la politique du fédéral qui a voulu réduire la marge des bénéfices et éviter les abus des profiteurs, comme durant la dernière guerre.

Cette guerre n'est pas la même qu'en 1914, alors qu'un autre gouvernement tenait les rênes du pouvoir à Ottawa. Les profiteurs ont été évincés. On n'a pas vu les abus de la dernière Grande Guerre parce que, dès le début, le gouvernement d'Ottawa est intervenu pour fixer le prix du sucre, de la farine et d'autres denrées nécessaires. Il tient les profits dans des limites raisonnables. Et le cultivateur sait que le gouvernement lui est sympathique parce qu'il sait qu'il travaille pour lui en mettant en marche une politique agricole qui l'aide.

Notre gouvernement est sympathique à l'aide agricole. Nous sommes disposés à dépenser des deniers pour un avancement réel agricole. Le gouvernement comprend son devoir. L'agriculteur dans la province doit prospérer si Québec doit vivre. Si la province de Québec doit vivre, l'agriculture doit progresser et se développer, avec la classe paysanne satisfaite de son sort, avec des fils de cultivateurs succédant à leurs pères. C'est la profession la plus utile et le gouvernement le comprend.

Je ne crois pas, tant pour le cultivateur que pour les autres, aux petits emplâtres ici et là destinés à guérir des bobos particuliers, aux petits octrois pour les amis politiques. Bien au contraire, il faut une politique générale, un mouvement d'ensemble. Les cultivateurs sont orgueilleux de leur situation. Ils veulent vivre par eux-mêmes.

Ils tiennent à gagner convenablement leur vie. Il n'est pas juste de leur faire croire que le gouvernement va se charger de régler leurs problèmes. Les conditions sont telles que celui qui est intelligent et courageux peut gagner

convenablement sa vie. Il faut leur aider là où ils en profiteront le mieux.

Ce qu'ils demandent au gouvernement, c'est d'administrer de façon à ce que celui qui est travailleur et courageux, ambitieux, puisse réussir. Il vaut mieux intervenir pour les aider là où on le peut. Les problèmes que connaît l'agriculture ne peuvent pas être résolus par l'adoption d'octrois ou de crédits particuliers. Ce qu'il faut, c'est une politique sage et soigneusement élaborée qui encouragera les cultivateurs à rester sur leur terre et qui améliorera leurs méthodes, non pas en leur faisant croire qu'ils n'ont qu'à demander des sommes au gouvernement pour les recevoir, mais en leur montrant que les administrations sont toujours disposées à leur venir en aide lorsque surviennent les vraies difficultés.

Ce n'est pas avec de petits efforts déployés çà et là que nous arriverons à régler quoi que ce soit dans la problématique de la situation agricole. C'est pourquoi le gouvernement est prêt à répartir \$500,000 en primes sur le fromage. Je crois qu'il serait préférable de réduire quelque peu les intérêts sur les prêts agricoles. Je n'ai pas confiance aux demi-mesures. Une diminution de l'intérêt sur le crédit agricole, divisé entre 150,000 paysans, ne donnerait à chacun que \$20,000 ou \$25,000. Nous allons accorder une prime sur le fromage à nos cultivateurs.

En accordant une prime sur le fromage qui s'élèvera à quelque chose comme un demi-million, et peut-être plus, pendant la période de production du printemps prochain et à chaque année, nous les aidons véritablement. Ce demi-million pourra probablement rapporter de \$2,000,000 à \$2,500,000 aux producteurs de beurre car, je l'ai dit, la prime sur le fromage fera augmenter le profit sur le beurre.

Le député de Labelle (M. Paquette) a cité les prix du beurre à la période la plus élevée que l'on n'ait jamais vue après la guerre de 1914, et les compare aux prix payés au plus profond de la crise. N'oublions pas qu'en 1920, si le cultivateur recevait le gros prix pour son beurre, il payait de son côté 200 % de plus les produits manufacturés dont il avait besoin. D'ailleurs, le député de Labelle sait bien que nous n'avons pas de contrôle direct sur les prix du beurre et du fromage.

L'honorable député a dit qu'un député libéral s'était prononcé contre le prêt agricole. C'est inexact. Tous les députés qui ont parlé sur la question ont demandé au gouvernement de continuer son aide au prêt agricole. Ce qu'il a dit est contraire à la vérité. Nous avons toujours eu à cœur de protéger le crédit du cultivateur: c'est sa bonne renommée.

L'honorable député de Labelle a parlé de faire augmenter le prix du porc à bacon. Il devrait parler surtout des questions qu'il connaît. Sait-il que le gouvernement fédéral a vendu toute la production canadienne de bacon à \$0.015 de plus qu'on ne le payait sur le marché de New York? C'est donc dire que le gouvernement a obtenu une prime \$0.015 par livre de bacon.

**M. Paquette (Labelle):** Au mois de novembre dernier, une entente fut conclue entre le gouvernement fédéral et les autorités britanniques fixant le prix du porc à bacon à \$1.02 de moins le cent livres. J'affirme que le prix convenu était inférieur d'au moins \$0.01 la livre au prix de l'année précédente.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'honorable M. Gardiner, qui a conclu ce marché, avait à rencontrer les prix de cette année et non pas ceux de l'année précédente.

(Applaudissements à droite)

Le prix a été basé sur celui de l'année précédente, mais les prix peuvent varier d'une année à l'autre. Ce qu'on avait à rencontrer, c'étaient les prix en cours sur le marché de Londres, et le gouvernement fédéral a réussi très bien, puisqu'il a obtenu \$0.015 de plus la livre.

Les députés peuvent être certains de l'intérêt porté par le gouvernement à l'industrie laitière. Ils peuvent être convaincus que le gouvernement s'y intéressera tout particulièrement suivant les suggestions qu'il a reçues, car c'est une manière sûre de distribuer les argents publics.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement, au lieu de présenter tout simplement une loi pour aider les cultivateurs, ne fait qu'argumenter sur une motion. Le gouvernement actuel est plus prompt à faire des promesses qu'à les honorer. Le premier ministre a déclaré tout à l'heure que, sur cette question de l'agriculture, il ne voulait pas faire de politique, ce qui ne l'a pas empêché d'en faire dans la majeure partie de son discours.

Il a sans doute changé d'opinion puisqu'il affirme maintenant qu'il n'est pas en faveur des demi-mesures, lui qu'on accusait autrefois d'aider les cultivateurs à la cuiller! Il critique ses prédécesseurs, car il était contre la politique des petits octrois distribués ici et là, qui a été inaugurée par les gouvernements libéraux, et qui vont aux partisans plus qu'à la généralité des agriculteurs. Cela fait sourire ceux qui ont connu l'administration agricole

libérale qui s'était hautement spécialisée dans ce qu'on a appelé "les octrois à la cuillerée".

Personne comme le ministre de l'Agriculture de 1930 à 1936 (l'honorable M. Godbout) n'a eu recours à la politique de petits octrois pour les cultivateurs. Le premier ministre s'amende donc sur ce point aujourd'hui. Je suis heureux de le constater!

Quant à moi, personnellement, je n'ai jamais été en faveur d'une prime sur le beurre, après avoir pris sur le sujet d'abondantes informations auprès des experts en la matière. On m'avait dit que la production du beurre dans la province était presque suffisante pour les besoins de la province. En accordant une prime, on augmentait la production, ce qui nécessitait l'exportation du produit en Europe. Il se trouve que nous envoyons notre beurre sur le marché de Londres où déjà le beurre du pays, particulièrement favorisé tant au point de vue géographique que du climat, nous rend la concurrence tout à fait impossible.

Or, en Europe, notre beurre entrait en concurrence avec celui de la Norvège, et le prix n'en était plus fixé par le marché de Montréal mais par celui de Londres. À tel point que le prix du beurre fixé sur le marché de Londres est \$0.02 moins cher qu'ici.

Pour le fromage, la situation est différente. Le premier ministre a dit qu'il aime mieux accorder une prime sur le fromage que d'aider au prêt agricole. À maintes reprises, le premier ministre s'est déclaré contre le prêt agricole. La politique de l'Union nationale a sauvé, grâce au prêt agricole, nombre de cultivateurs. Je voudrais que la prime soit accordée pour le fromage sur chacune des livres, sans se préoccuper de la qualité, comme cela se fait en Ontario. Que le gouvernement passe des lois saines et rationnelles et il aura l'entière coopération de l'opposition.

D'ailleurs, cette prime sur le fromage n'est pas une découverte ministérielle. Comme il appartient au gouvernement et non à l'opposition de présenter les mesures administratives, nous attendrons le projet de loi pour savoir ce que le gouvernement entend faire et discuter davantage la question. L'opposition favoriserait la mesure que le premier ministre a annoncée à mots couverts, à condition qu'elle soit bonne. Si le projet est bon, nous allons l'appuyer. Mais s'il est mauvais, nous le combattons. Nous sommes toujours disposés à appuyer le gouvernement dans les mesures saines.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Je suis heureux de l'apprendre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre a d'étranges façons de raisonner. Il commence par dire qu'une prime sur le fromage est de beaucoup préférable au crédit agricole. Puis, du même souffle, il ajoute que ceux qui prétendent que le premier ministre est contre le crédit agricole ne disent pas la vérité. Je siége en cette Chambre depuis 1927, sans interruption, et je puis déclarer que le premier ministre s'est prononcé à diverses reprises contre le crédit agricole provincial, et il a même dit que ce dont le cultivateur souffrait, ce n'était pas le manque de crédit mais de l'excès de crédit.

Le gouvernement pourra compter sur l'entière coopération de l'opposition et de l'Union nationale pour tout projet qui aidera véritablement les cultivateurs et la classe agricole. L'Union nationale a toujours proclamé l'importance primordiale de l'agriculture et elle reste fidèle à sa politique. C'est pourquoi l'Union nationale a institué le crédit agricole provincial et a ainsi sauvé des milliers de cultivateurs.

Tout récemment, M. Mitchell Hepburn, premier ministre d'Ontario, a promis une prime générale de \$0.02 la livre sur le fromage. Il s'est aussi déclaré en faveur d'une prime sans gradation. Si l'on doit donner des primes, on doit le faire de façon à aider tout le monde, car ce ne doit pas être une prime sur le fromage ministériel.

Je demande au gouvernement de présenter ses mesures en temps utile pour qu'on puisse les étudier. La fixation d'un prix minimum du beurre peut avoir ses dangers à cause du mal des intermédiaires au détriment des producteurs et des consommateurs. Tout ce que je demande au gouvernement, c'est d'empêcher l'exploitation du producteur et du consommateur.

**M. Dumaine (Bagot):** Je remercie les députés libéraux et tout particulièrement le premier ministre d'avoir fait un accueil favorable à ma motion. Je ne m'attendais pas, dit-il, à voir le chef de l'opposition faire une déclaration aussi précise sur la question du beurre. Je suis surpris de son attitude. Il a de nouveau démontré que la classe agricole ne l'intéresse pas. Son aveu m'a déconcerté.

J'ai été tout particulièrement surpris d'entendre le chef de l'opposition déclarer qu'il avait toujours été contre la prime sur le beurre. Quand on se rappelle les campagnes politiques qu'il a faites en 1935 et 1936 en promettant une prime aux cultivateurs de \$0.03 sur le beurre 12 mois par année, on conçoit que cela puisse être déconcertant.

(Rires et applaudissements)

Qu'il se rappelle le temps où, pour gagner le pouvoir, il promettait des primes sur les deux grands produits de l'industrie laitière de notre province: beurre et fromage. D'ailleurs, chaque fois que nous présentons une mesure utile, les députés de l'Union nationale répondent par la question du prêt agricole et déclarent que nous sommes contre. C'est inexact: nous favorisons le prêt agricole au provincial et au fédéral. L'opposition perd son temps en voulant faire croire aux cultivateurs que les libéraux sont contre cette mesure. Je m'étonne aussi en face du mutisme de l'opposition.

Je critique aussi la manie de l'opposition de toujours rappeler ses œuvres et ses octrois pour le crédit agricole. Quant à la prime sur le fromage, poursuit-il, nous croyons que le gouvernement devra donner un octroi pour les meilleurs produits. Ce ne sont pas toujours les cultivateurs les plus riches qui les fabriquent. Nous voulons que la production du fromage devienne une industrie importante dans la province. Je ne sais pas ce que le gouvernement fera, mais je suis en faveur d'une prime plus élevée sur les meilleurs fromages et une prime moins importante sur les fromages de qualité moindre, afin d'encourager les cultivateurs à améliorer leur production. Je suis en faveur d'une prime graduée afin que les producteurs soient encouragés à produire le meilleur fromage possible.

La motion est adoptée sur division.

#### **Loi des mines de Québec**

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Gagnon (Matane)** réitère quelques objections.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi des actions pénales**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 8 modifiant la loi des actions pénales soit maintenant lu une troisième fois.



Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Maladies vénériennes**

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)**

propose, selon l'ordre du jour, que l'amendement du comité plénier au bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)**

propose que l'amendement soit maintenant adopté.

Adopté sur division.

#### **Statuts refondus, 1941**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)**

propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant les Statuts refondus, 1941.

Adopté.

#### **En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons demandé à l'ancien organisme chargé de la refonte des Statuts de faire une revue complète des lois. C'est une erreur que d'empêcher la révision du Code civil.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

Les commissaires que le chef de l'opposition avait nommés n'ont pas voulu accomplir ce travail. L'ancienne commission de refonte des Statuts n'avait pas voulu se servir des pouvoirs de révision des textes qui lui avaient été accordés par l'ancien gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment le procureur général le sait-il? Ils n'ont pas fait de rapport!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

J'ai eu le plaisir de les rencontrer au mois de novembre 1939.

(Rires et applaudissements à droite)

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau.

#### **Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce),** trésorier de la province, transmet à l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 31 mars 1941, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,

Québec, le 4 mars 1941

(Document de la session no 2)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce),** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que ledit message, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne<sup>1</sup>, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

#### **Dépôt de documents:**

##### **Réseau routier du Québec**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse à l'Assemblée législative, en date du 19 février 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 51, 2 George VI et ses amendements. (Document de la session no 40)

##### **Crédit agricole**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 19 février 1941, relative à la production

d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 8 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant à tous les emprunts, soit contractés, soit garantis, soit autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, relativement au crédit agricole du Québec établi par la loi, chapitre 3, 1 Édouard VIII, 2<sup>e</sup> session, (1936) et ses amendements jusqu'au 8 novembre 1939. (Document de la session no 41)

La séance est suspendue à 6 heures.

#### Reprise de la séance à 9 heures

#### The Roberval and Saguenay Railway Company

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company.  
Adopté.

#### En comité:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 9 de la loi 1 George V (2<sup>e</sup> session), chapitre 84, est remplacé par le suivant:

"9. Nul ne peut être élu directeur s'il ne possède au moins dix actions dans le fonds social de la compagnie.

"Le bureau de direction de la compagnie se compose de neuf membres. [[Ce nombre peut être augmenté ou réduit de temps à autre selon les dispositions du paragraphe 3 de l'article 12 de la loi des chemins de fer de Québec (Statuts refondus 1925, chapitre 230). Le quorum des directeurs peut être fixé de temps à autre par un règlement de la compagnie.]]"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Tous les directeurs devraient être sujets britanniques. Il s'agissait dans le projet initial d'un chemin de fer électoral qui devait faire le tour du lac. Nombre de compagnies sont venues demander des prolongations de leur charte, sans jamais construire de chemins de fer.

**M. Leduc (Laval):** La compagnie a construit vingt milles de voies, et les employés sont très satisfaits du traitement qu'on leur accorde, au témoignage de M. Gérard Picard, des syndicats catholiques.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 4, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Chemin de fer Alma et Jonquière

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Saguenay Terminals, Limited

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 117 modifiant la charte de Saguenay Terminals, Limited.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Fillion (Lac-Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Longueuil**

L'ordre du jour appelle la prise en considération en comité plénier du bill 140 ratifiant les règlements Nos 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly.

Du consentement unanime de la Chambre, il est ordonné que l'ordre soit révoqué et que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. L'ordre est révoqué et le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Maniwaki**

**M. Nadon (Gatineau)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 109 concernant le village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Aux termes mêmes du bill, celui-ci est premièrement présenté pour légaliser d'abord un arrêté ministériel, deuxièmement pour mettre fin aux procédures pendantes entre la corporation du village de Maniwaki et de la Gatineau Power devant la Cour de magistrat de Hull, et à une cause de la Gatineau Power et le député de Gatineau *et al.*, en Cour supérieure.

La municipalité avait poursuivi la compagnie pour évaluation et taxes. En retour, la compagnie avait pris un bref de *quo warranto*<sup>3</sup> contestant la validité de l'arrêté ministériel créant le canton de Maniwaki en municipalité de village, et demandant à ce qu'il soit déclaré que le maire, M. J.-Célestin Nadon, et les conseillers dudit village soient déclarés exercer illégalement leurs charges de maire et de conseillers.

Le parrain du bill est le député de Gatineau. Et pour ce, dans toute cette affaire, il est question d'un M. Nadon, contre qui a été prise une action en déqualification comme conseiller municipal. Et s'il s'agit de la même personne, le député de Gatineau n'a pas le droit de présenter le bill, puisqu'il est directement intéressé. Un député intéressé dans un bill ne peut en être le parrain.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Le député peut présenter le bill et parler, mais n'a pas le droit de voter. Les règlements ne font qu'empêcher le personnage intéressé de voter, mais non de présenter le bill. Tout ce qu'il pourrait arriver, c'est que le député de Gatineau ne pourrait voter. Et comme il n'est pas en Chambre, ceci règle la question.

**M. le président** maintient le point de vue du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard).

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Un député qui n'a pas le droit de vote sur un bill n'a pas le droit d'être parrain de ce bill.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Le député de Gatineau est le maire de Maniwaki.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, c'est bien lui. Et c'est un mauvais précédent.

Il (M. Duplessis) taquine le ministre de la Voirie au sujet des "chefs indiens". C'est à cet endroit, précise-t-il, qu'ils (lui et le premier ministre) ont été faits chefs sauvages! Il suggère que l'on a reçu le ministre de la Voirie comme chef sauvage pour l'induire à passer le bill.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Les intentions des messieurs sauvages étaient pures.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre de la Voirie a accepté par deux fois d'être nommé chef sauvage parce qu'il tient à devenir chef, et qu'il lui faut un détour pour le devenir. Quel est votre nom indien?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**

décline les noms authentiques qu'on lui avait conférés lors de ses deux investitures chez les Indiens: Ana coquina.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ana quoi?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe)**

répète un nom que personne ne réussit à retenir.  
(Rires)

Les articles 1 à 3, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**M. Nadon (Gatineau)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession de dame Aubert de Gaspé**

**M. Choquette (Montmagny)** propose que le bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve de G. de Beaujeu, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Moratoire**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 20 concernant le moratoire soit maintenant lu une deuxième fois.

La loi du moratoire existe depuis 1933 à la suite de la crise économique. Il (l'honorable M. Drouin) passe ensuite en revue les amendements qui furent successivement apportés. Ce projet, poursuit-il, prévoit une prolongation du moratoire des hypothèques qui expire le 1<sup>er</sup> juillet prochain. Cette prolongation ne sera pas obtenue automatiquement, mais par décision judiciaire. Cette mesure a fait naître certaines appréhensions dans le public. J'ai pu constater qu'on n'a pas pris suffisamment connaissance de la portée du bill.

Il s'agit de conserver le principe du moratoire tout en modifiant l'application, de façon à restreindre le nombre de personnes pouvant en profiter et forcer en quelque sorte à payer leurs dettes ceux qui en sont capables mais refusent de le faire. Le temps n'est pas venu de faire un changement radical. Mais les conditions se sont améliorées, bien que nous traversons une période troublée. Le ministre des Finances (l'honorable M. Mathewson) a déclaré récemment que la circulation de l'argent était 20 % meilleure qu'il y a un an. Nous avons cru le moment venu de faire un pas vers le retour à la normale, et nous voulons accomplir un retour graduel vers l'état normal.

Le moratoire, qui a été institué en 1933, constitue une mesure transitoire qui doit disparaître le plus tôt possible, dès que les conditions économiques le permettront. Or, tous avoueront que nous sommes arrivés à ce moment où les conditions économiques se sont améliorées et où il est opportun

d'opérer le retour vers la situation normale, vers l'ordre du passé. Le moratoire, nous le prolongeons jusqu'à 1943.

Mais, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1942, le débiteur devra payer l'intérêt tel que convenu dans l'acte. Pour le passé, il aura 10 années pour payer la différence entre l'intérêt fixé par le moratoire et celui qui est fixé dans l'acte.

La loi du moratoire a occasionné des abus et l'on a même constaté que certaines gens en avaient tiré profit par la spéculation. Nous voulons que l'on respecte la sainteté des contrats. On considère que la situation pour les propriétaires est améliorée et qu'ils doivent payer un peu plus, afin de pouvoir revenir au plus tôt à la normale. Il ne faut pas oublier les créanciers qui n'ont pas été payés depuis un certain nombre d'années. Dans le présent bill, nous établissons que c'est le juge qui décidera si le débiteur est capable ou non de payer.

Il y a certainement des gens qui ont abusé du moratoire. Il existe des gens qui abusent du moratoire. Des gens ont spéculé en s'en servant. En certains milieux, on a pu se bercer de l'espoir que les intérêts consentis ne seraient jamais payés. Normalement et logiquement, les conventions doivent être respectées.

Lorsque l'on signe un contrat, l'on doit payer selon les conventions. De là la différence des intérêts. Des rentiers qui comptaient sur leurs intérêts pour vivre ont souffert. Je crois que notre loi répond à un besoin de l'heure.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre semble oublier que l'Union nationale a consacré le principe de faire juger les cas par les tribunaux. Il n'a pas le droit de laisser entendre que de petits propriétaires se sont parjurés et qu'ils ont la connivence de juges.

Le moratoire ne profitait qu'aux personnes qui n'étaient pas capables de payer. C'étaient les tribunaux qui décidaient. La loi actuellement existante protège le petit propriétaire tandis que la nouvelle loi, qui empêchera plusieurs débiteurs de profiter du moratoire, fera diminuer encore plus le nombre de petits propriétaires. Les petits propriétaires sont à la base de l'ordre social. La loi du moratoire que le gouvernement a l'intention de mettre en vigueur menace cette classe essentielle de la société.

Dans la province, le petit propriétaire est si vite mené à la ruine que seule une maigre proportion de la population des grandes cités peut prétendre au droit de propriété. À l'heure actuelle, on ne compte

que 8 % de propriétaires à Montréal, 12 % à Trois-Rivières et 14 % à Québec. Il y a certainement quelque chose qui ne va pas. Nous assistons à une concentration graduelle de la petite propriété. Alors que les trusts sont à l'œuvre pour accaparer la petite propriété, l'heure est mal choisie pour faire machine arrière.

Ma loi du moratoire protégeait le petit propriétaire, dans l'intérêt de la société en général, tandis que la présente loi empêche tout simplement le débiteur de souffler. Elle impose au petit propriétaire des obligations qu'il ne pourra remplir. Les taxes augmentent. Les conditions deviennent de plus en plus difficiles. On force à payer la différence d'intérêt. La loi qu'on soumet à la Chambre actuellement accroît la difficulté d'obtenir un délai. La loi n'est pas meilleure que celle de l'Union nationale adoptée en 1937 par la Chambre. Cette dernière est bien supérieure, car elle comblait toutes les déficiences que je constate dans le bill actuel.

Je soumetts que le gouvernement prend de lourdes responsabilités. Ce n'est pas un compromis que nous demandons mais un délai. Je demande que la nouvelle loi du moratoire ne soit pas adoptée cette année. Je suis en faveur du maintien du *statu quo*. Les gouvernements des pays les plus importants demandent et obtiennent des délais pour le paiement de leurs dettes.

En conséquence, il est injuste de refuser cette faveur aux petites gens. Nous voulons qu'on allège le fardeau au lieu de le rendre plus lourd. C'est la centralisation des richesses qui est à craindre chez nous. La petite propriété est importante dans notre vie économique. Il faut la protéger. C'est une question de sécurité nationale.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

Il est malheureux que le chef de l'opposition se rappelle si peu la loi qu'il a proposée lui-même à cette Chambre. Voici le mécanisme de cette mesure: cette loi ne soumettait pas l'application du moratoire à une décision du juge. Le juge n'avait absolument rien à dire.

Si un créancier hypothécaire voulait exercer un recours contre un débiteur, il devait donner un avis de 30 jours. Le débiteur n'avait qu'à se présenter devant le notaire, et non pas chez un juge, déclarer qu'il avait rempli les conditions requises par la loi, fournir les documents requis et, automatiquement, il obtenait les avantages du moratoire. Cette loi ne guérissait rien. Elle ne faisait que retarder le mal et l'aggraver en le retardant. Elle l'empirait.

Aujourd'hui, les débiteurs hypothécaires ne doivent pas seulement le capital emprunté, mais toute la différence des intérêts accumulés depuis cinq ans. Et si nous laissons l'ancienne loi, l'intérêt va continuer à s'accumuler. Cette loi a peut-être servi à des propriétaires de bonne foi, mais plusieurs s'en sont prévalus pour prendre les revenus de la propriété, en priver le créancier, ne pas procéder aux travaux d'entretien et attendre la fin du moratoire pour remettre aux créanciers un immeuble détérioré, tout en gardant les revenus. Notre loi soumet l'application du moratoire à un tribunal compétent. Le créancier, pour en avoir le bénéfice, doit prouver qu'il n'est pas capable de payer. Si on laissait subsister la situation, la position du créancier hypothécaire irait toujours en empirant.

J'admets que la loi du moratoire de l'Union nationale a rendu certains services. Notre loi est juste, excellente. Je ne vois pas pourquoi elle n'aurait pas le support unanime de la Chambre. Elle rétablit la liberté des conventions que l'on appelle en certains milieux la "sainteté des conventions". Elle n'abolit le moratoire que dans les cas où il peut être abusif. Moi je n'appelle pas ça la sainteté des contrats. La facilité du moratoire ne doit pas être accordée à l'aveuglette. C'est pour cela que la loi actuelle soumet au juge les cas individuels, contrairement à ce qui se passait au temps de l'Union nationale. Elle est juste et raisonnable parce qu'elle rétablit la liberté des conventions.

Le gouvernement donne un moyen raisonnable d'acquitter les surplus d'intérêts accumulés. Il y a de l'opposition au projet de loi. Il n'y a aucun doute. Il devait fatalement venir un moment où les intérêts accumulés devraient être payés. Ce moment est venu, car, à l'heure actuelle, il n'y a jamais eu autant de travail qu'il n'y en a jamais eu à aucune époque de notre histoire, et jamais les salaires n'ont été si bons qu'en ce moment dans la province de Québec. Personne ne peut nier qu'il y a aujourd'hui, en la province de Québec, plus de travail qu'il n'y en a jamais eu, pour toutes les classes et que les salaires sont meilleurs. Les conditions économiques sont actuellement excellentes.

Les loyers devraient bien se payer en conséquence. Les propriétaires peuvent, plus facilement, retirer le prix des loyers. Il est donc temps de revenir à nos bonnes coutumes d'autrefois, de revenir aux pratiques anciennes et aux contrats sérieux, et de respecter la liberté des deux parties contractantes dans les emprunts sur les hypothèques. Il est temps d'obliger les propriétaires débiteurs à payer leurs dettes et les intérêts accumulés avant

qu'ils n'en soient plus capables. La loi à l'étude est meilleure que l'ancienne, car chaque cas sera examiné par un juge, et le moratoire n'opérera pas en faveur d'un débiteur hypothécaire quand il sera abusif.

On a parlé des abus que pourraient faire certains prêteurs. Il est bon de mettre les choses au point. J'ai toujours été opposé aux abus des créanciers hypothécaires et j'ai jadis prôné l'adoption d'une loi semblable à celle connue en France. Je crois qu'il est également temps de faire ici une déclaration. Si les prêteurs d'argent dans la province veulent profiter des circonstances créées par la loi de 1936 pour pressurer les débiteurs hypothécaires, je les avertis que j'anticipe le jour qu'un mouvement formidable d'indignation populaire sera sans aucun doute lancé dans la province pour que le gouvernement adopte cette excellente loi de l'intérêt qui a existé de 1797 à 1913<sup>4</sup> en France, limitant le taux d'intérêt sur les obligations hypothécaires à 5 %, afin de protéger le petit propriétaire en limitant les taux d'intérêt, et qui a été abrogée, dû à des conditions extraordinaires. À bien des reprises on a exigé, dans la province, des taux d'intérêt qui ont ruiné le petit propriétaire.

Si nous avions eu le bénéfice de cette loi vers 1913-1914, il y a une infinité de petits propriétaires qui n'auraient pas été dépossédés de leurs propriétés. Ma demande à l'Assemblée législative pour cette adoption remonte aussi loin qu'en 1913. Je reste convaincu qu'un homme qui a doublé son capital en 13 ou 14 ans avec un intérêt de 5 % doit être satisfait, et a assez exigé de ceux qui paient l'intérêt et de celui qui travaille et qui fait fructifier son argent. C'est cette loi qui a fait la richesse et la prospérité du petit peuple français pendant 125 ans, permettant aux petits propriétaires de vivre. Ce sont les malheurs de 1914 qui ont forcé la France à mettre de côté cette loi qui a fait sa prospérité.

On conteste, en certains milieux, à la Législature le droit de légiférer sur l'intérêt. On dit que les provinces ne pourraient pas légiférer sur les questions de taux d'intérêt, qui relèvent de compétence fédérale. Je ne suis pas de cet avis. Il est vrai que la Constitution réserve au fédéral la législation concernant l'intérêt. On a peut-être raison. Mais nous pouvons passer par-dessus la loi. Une législation concurrente est toujours possible. De plus, l'hypothèque est un droit civil. Je suis d'avis que les contrats hypothécaires, passés en vertu du Code civil, tombent sous la juridiction des provinces qui ont pleine autorité de passer les législations régissant les conditions ou les conventions signées.

Personne ne peut nous empêcher de passer une loi décrétant que les prêts hypothécaires portant un intérêt supérieur à 5 % dans la province ne pourront être enregistrés. Je sais que c'est surtout dans les grandes villes que le mal d'un trop grand intérêt s'est fait sentir. Cela, en plus des taxes exorbitantes imposées, ajoute à l'insupportable fardeau du propriétaire. Cette situation doit être affrontée dans la perspective d'une solution à trouver. Nous avons donc deux moyens d'adopter cette loi en notre province. Si les prêteurs veulent pressurer les petits propriétaires, ils paieront pour cela!

De toute façon, nous devons trouver le moyen de réduire les charges sur la propriété en même temps que les taux d'intérêt. Il est temps de dégrever les propriétaires non seulement des taxes, mais aussi des taux d'intérêt trop élevés. Quand on ajoute à des taxes formidables des taux d'intérêt formidables, il n'est pas surprenant que le nombre des petits propriétaires ne soit pas plus élevé. Si les prêteurs veulent abuser, un grand mouvement se créera en cette province pour forcer le gouvernement à intervenir. Pour encourager le peuple à devenir propriétaire, il faut réduire les charges sur la propriété.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) trouve juste et raisonnable le taux de 5 % d'intérêt, il n'existe qu'un moyen de le maintenir en vigueur: c'est de continuer la loi du moratoire, et non pas d'obliger les débiteurs à payer les différences d'intérêts entre le taux de 5 % de l'ancienne loi et le taux prévu par le contrat particulier créant l'obligation. Il n'est pas nécessaire d'attendre un commencement de révolution comme celui que l'honorable ministre semble souhaiter!

**M. Gagnon (Matane):** Il est évident que les ministres patinent sur une glace très légère et fragile, en présentant ce projet de loi. Ils sentent bien que leur argumentation porte à faux. Le ministre de la Voirie laisse entendre que les protonotaires pouvaient rendre des ordonnances non conformes à la justice. Cependant, la loi disait que les ordonnances du protonotaire pouvaient être retracées par une requête présentée à un juge de la Cour supérieure. La loi nouvelle ne change rien en réalité.

L'article 33 du Code de procédure civile permet au protonotaire de remplir les fonctions du juge, en son absence, lorsque des droits sont en danger de se perdre. Et dans les districts ruraux, le

juge n'y est présent qu'une semaine par mois. La loi nouvelle ne changera rien dans les campagnes. Ce seront encore les protonotaires qui décideront, la grande partie du temps, dans les districts ruraux. Cette loi ne règle rien et elle n'apporte aucune solution définitive. La loi nouvelle n'est donc pas une grande amélioration. Pourquoi ne pas dire tout de suite que l'intérêt sera de 5 %? La loi actuelle ne fait que retarder le mal!

Le ministre de la Voirie avait voté pour la loi de l'Union nationale en 1937.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** se lève pour parler.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** (Texte en main) Je pense que son (en parlant du député de Matane) souffleur est mauvais et qu'il lui rend un mauvais service!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** ne répond pas, pris par surprise par la déclaration du ministre de la Voirie, et se contente de sourire.

(Rires)

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Entre 1933 et 1936, et en 1938, la Chambre fut unanime sur le principe du moratoire et, aujourd'hui encore, tout le monde est d'accord sur l'importance de continuer. La loi fut présentée pour la première fois en 1933 et adoptée unanimement. En 1936, une nouvelle loi fut présentée comportant un changement dans la procédure. Aujourd'hui, parce que la situation économique n'est plus la même, on croit qu'il est opportun de changer de nouveau la procédure. Il faut tenir compte de ce fait. Il faut prendre les moyens de faire payer ceux qui le peuvent. Et c'est le juge qui décidera.

**Des députés de l'opposition** demandent le vote.

La motion de deuxième lecture est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Choquette, Comeau, Côté, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubreuil, Dumaine, Fortin, Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard,

Godbout, Gosselin, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Hyde, Joyal, Kirkland, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Morin (Québec-Centre), Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rajotte, Renault, Sabourin, Thisdel, 48.

**Contre:** MM. Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Paquette, Robinson, 9.

Ainsi, la motion est adoptée. Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a jugé dans le passé de son devoir de protéger le petit propriétaire. Nous avons dit qu'il fallait donner au petit propriétaire le temps de souffler, comme cela fut accordé à de grosses compagnies, comme la Canada Power & Paper. Pourquoi ne pas accorder aux petits propriétaires ce qu'on avait donné aux grosses compagnies? On sait que la situation est aujourd'hui plus grave que jamais. Les corporations ne peuvent assumer les frais du chômage. De qui les propriétaires vont-ils retirer leurs loyers? Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) dit que le taux d'intérêt de 5 % est un taux raisonnable. Pourquoi veut-il faire payer plus avec sa loi, faire payer jusqu'à 12 %? Notre loi visait à éviter les frais judiciaires en protégeant tout le monde. On va voir une ruée sur le petit propriétaire avec cette loi qui ne fera que continuer la centralisation de la petite propriété aux mains d'un groupe de capitalistes.

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"17. Les honoraires des avocats, sur les procédures visées par les articles 6, 7, 8, 9 et 9a, sont limités à la somme de cinq dollars."

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** se lève pour poser une question au chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** signale au président du comité qu'il est 11 heures.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis)** montre beaucoup d'humeur puisqu'il ne peut parler.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il demande la permission de siéger de nouveau.

### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 11 h 15.

---

### NOTES

1. Le budget supplémentaire déposé se chiffre à \$826,900, soit \$39,700 pour la législation, \$161,000 pour le département du procureur général, \$85,200 pour le Conseil exécutif, \$537,500 pour le ministère de la Santé et \$3,500 pour le ministère du Travail, selon *La Presse* du 6 mars 1941, à la page 17.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Devoir* du 6 mars 1941, à la page 10.

3. *Quo warranto*: traduction: "*par quelle autorité*". Il s'agit d'un bref de prérogative émis contre une personne qui exerce sans droit une charge publique. Le nom "*quo warranto*" n'apparaît pas aux articles 838 et suivants du Code de procédure civile, mais on le retrouve dans diverses lois dont le Code du travail.

4. 1915, selon *La Presse* du 6 mars 1941, à la page 15, et *L'Événement-Journal* du même jour, à la page 16.



Séance du jeudi 6 mars 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 143 concernant la succession de feu James McCready.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé en y retranchant les paragraphes 8, 9 et 10 et en les remplaçant par le suivant:

"Qu'il convient d'augmenter les paiements annuels faits aux petits-neveux et à la petite-nièce dudit testateur."

**Motions des députés:****Les sucriers de Beauce**

**M. Bégin (Dorchester):** Je désire attirer l'attention du ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce (l'honorable M. Drouin) et sur le fait que 150 de mes électeurs de Dorchester doivent traverser la frontière cette saison, comme ils le font chaque année, pour aller travailler à l'industrie du sucre d'érable aux États-Unis dans la région du Maine, soit aux limites des comtés de Bellechasse, Dorchester et Beauce. Et le temps commence à presser. Comme il y a environ 400 hommes de notre région de la Beauce intéressés dans ces travaux, cette question de passeport, ça vaut la peine que l'on s'intéresse à leur cas.

Le ministre devrait faire quelque chose pour eux auprès du consul américain. Nous voulons que le consul américain soit prié d'envoyer des officiers de douane à la frontière, à Saint-Prospère et à Saint-Zacharie, pour remettre les passeports aux intéressés.

On a voulu demander au député fédéral (le lieutenant Léonard Tremblay) de s'en occuper, mais

on ne l'a pas trouvé. Les sucriers de ces deux comtés (Beauce et Dorchester) ont tenté en vain de communiquer avec le député fédéral de Dorchester à ce sujet. On a même proposé une prime importante à celui qui le découvrira. Je demande au ministre d'intervenir auprès des autorités fédérales afin de hâter l'émission de ces passeports pour qu'on obtienne que des fonctionnaires américains soient envoyés sur les lieux pour hâter l'octroi des visas.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous sommes au courant de ces faits qu'avance le député de Dorchester. Des mesures dans le genre de celles qui sont suggérées par le député de Dorchester ont même déjà été prises pour les sucriers dont fait mention le député.

Le gouvernement provincial s'est entretenu avec des fonctionnaires du gouvernement du dominion pour que l'entrée des sucriers aux États-Unis, où ils travaillent chaque année dans les concessions de sucre d'érable, soit facilitée. Nous avons fait les démarches nécessaires auprès du consul américain.

Mon ministère est intervenu auprès du ministre américain et nous avons même l'assurance qu'il fera envoyer un ou deux de ses employés du consulat américain dans les paroisses désignées pour hâter les formalités et remplir les formules relatives aux passeports. Quant à l'allusion de mon honorable ami au sujet du député libéral de Dorchester aux Communes, je puis lui répondre que le député est facile à trouver: il est en service actif dans les rangs de l'armée. Il défend son pays.

(Applaudissements)

**Loi médicale**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **M. Toupin (Montréal-Saint-Jacques)** demande, appuyé par le représentant de Richelieu-Verchères (M. Messier), la permission de présenter le bill 150 modifiant la loi médicale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois<sup>1</sup>.

**Questions et réponses:****Liens familiaux  
avec le ministre Rochette**

**M. Lorrain (Papineau):** 1. M. Alphonse Rochette, frère de l'honorable ministre du Travail,

des Mines et des Pêcheries, est-il à l'emploi du gouvernement, d'une commission, d'un organisme ou office relevant du gouvernement? Dans l'affirmative:

- a. Quelle situation occupe-t-il?
- b. Depuis quelle date?
- c. À quel salaire?
- d. Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé?

2. M. Pascal Rochette, frère de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries, est-il à l'emploi du gouvernement, d'une commission, d'un organisme ou office relevant du gouvernement? Dans l'affirmative:

- a. Quelle situation occupe-t-il?
- b. Depuis quelle date?
- c. À quel salaire?
- d. Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé?

3. Mme Valentine Lapointe, épouse de M. Charles Rochette, frère de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries, est-elle à l'emploi du gouvernement, d'une commission, d'un organisme ou office relevant du gouvernement? Dans l'affirmative:

- a. Quelle situation occupe-t-elle?
- b. Depuis quelle date est-elle employée?
- c. À quel salaire?
- d. Sur la recommandation de qui a-t-elle été nommée?

4. M. Joachim Rochette, neveu de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries, est-il à l'emploi du ministère de la Voirie au village de Saint-Étienne de la Malbaie? Dans l'affirmative:

- a. Quelle est sa situation?
- b. Quel est son salaire?
- c. À quelle date a-t-il été nommé?
- d. Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé?

5. Mlle Thérèse Rochette, nièce de l'honorable ministre des Mines, du Travail et des Pêcheries, est-elle à l'emploi du gouvernement, d'une commission, d'un organisme ou office relevant du gouvernement? Dans l'affirmative:

- a. Quelle est sa situation?
- b. Quel est son salaire?
- c. Depuis quelle date a-t-elle été nommée?
- d. Sur la recommandation de qui a-t-elle été nommée?

6. M. Tremblay, agronome, beau-frère de l'honorable ministre du Travail, des Mines et des Pêcheries, est-il à l'emploi du gouvernement? A-t-il obtenu, depuis 1939, une promotion et des augmentations de salaire? Dans l'affirmative:

- a. Quelle promotion a-t-il eue?
- b. Quel est son salaire?
- c. Sur la recommandation de qui a-t-il été promu?
- d. Pendant quelle période de temps, au cours de l'année, s'occupe-t-il de ses fonctions?

**L'honorable M. Rochette (Chalevoix-Saguenay):**

1. Oui, au bureau de Montréal de la Commission du salaire minimum.

- a. Vérificateur.
- b. Depuis le 15 janvier 1940.
- c. \$1,800 par année.

d. Sur la recommandation de l'organisation libérale de la localité de la cité de Montréal, où était son domicile, et sur celle du vice-président de la Commission du salaire minimum, après examen.

2. Oui, au bureau de Québec de la Commission des accidents du travail.

- a. Cotiseur en chef adjoint.

b. M. Pascal Rochette a été nommé le 17 juillet, 1931, en qualité de commis senior, au bureau de la Commission des accidents du travail, à Québec, lors de la réorganisation de cette Commission, à l'occasion de la nouvelle loi, en 1931. Le 27 novembre 1935, il a été promu cotiseur adjoint; le 29 novembre 1939, il a été promu cotiseur en chef adjoint.

c. M. Pascal Rochette est entré au salaire de \$1,200 par année. Son salaire a été porté à \$1,500 lorsqu'il a été promu cotiseur adjoint, en 1935, et à \$2,200 lorsqu'il a été promu cotiseur en chef adjoint, en 1939, et à \$2,500 lors du réajustement du salaire des nombreux employés de la Commission des accidents du travail, en 1940.

d. M. Pascal Rochette a été nommé en 1931, à cause de ses qualifications particulières et son expérience, sans aucune participation ou demande du député de Charlevoix, actuellement ministre. Il a été maintenu en fonctions, de 1936 à 1939, à la demande des commissaires, vu les fonctions spéciales qu'il exécutait. Toutes ses promotions et augmentations de salaire ont été recommandées dans chaque cas par la Commission, ou son personnel, sans intervention du député de Charlevoix, actuellement ministre.

3. Non.

4. Oui.

a. Assistant-comptable au bureau de la Voirie, à la Malbaie.

- b. \$100 par mois.

c. Le 1<sup>er</sup> août 1940, en remplacement de son père, M. Édouard Rochette, autrefois employé de la voirie, qui gagnait \$125 par mois et qui fut congédié sans avis, en 1936.

d. Joachim-Guy Rochette, comme son père Édouard, a été recommandé par l'administration libérale de La Malbaie, sans aucune intervention spéciale du député de Charlevoix, actuellement ministre.

5. Oui.

a. Sténo-dactylo et secrétaire de l'unité sanitaire de La Malbaie.

b. Entrée au salaire de \$35 par mois, celui-ci fut porté à \$40 le 1<sup>er</sup> mars 1940, et il est encore à ce chiffre.

c. Le 1<sup>er</sup> février 1940.

d. Mlle Rochette a été recommandée par les membres de l'unité sanitaire et aussi par l'administration libérale de La Malbaie, à cause de ses qualifications particulières, vu qu'elle était institutrice bilingue et capable d'assumer ces charges, ayant suivi un cours approfondi; sa nomination a été faite sans intervention spéciale du député de Charlevoix.

6. Non.

#### **Maladies vénériennes**

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** émet quelques brèves remarques. L'opposition, dit-il, est en faveur de toutes les mesures appropriées qui pourront assurer la prévention de ces maladies, mais elle ne peut voter la loi telle que présentée parce qu'elle n'atteindra pas le but recherché.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Statuts refondus, 1941**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 21 concernant les Statuts refondus, 1941.

Adopté.

#### **En comité:**

Le comité étudie le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 1, qui se lit comme suit:

"3<sup>o</sup> Faire imprimer et relier le tout par les soins de l'Imprimeur du Roi."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien va coûter l'impression des Statuts?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Un montant a été prévu dans le budget, mais je ne peux le dévoiler pour le moment. En 1935<sup>2</sup>, l'impression a coûté \$300,000 ou \$330,000. Nous allons diminuer le coût de l'impression considérablement grâce aux lois que j'ai présentées. Le gouvernement n'imprimera plus de rapport pour la Chambre. Cette année, par la loi actuelle et, parce que nous ne ferons qu'une impression, je crois que nous pourrions économiser environ \$100,000 sur ce montant, dans l'impression des Statuts.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Auparavant, le rapport de la première impression était soumis au Parlement. Je comprends qu'en vertu de la nouvelle loi, le rapport des commissaires ne sera plus présenté à la Législature.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Les commissaires n'auront plus le droit de changer les textes. Ils devront à l'avenir s'occuper tout simplement de la phraséologie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les contrats d'impression ne devraient pas être accordés seulement à des amis politiques. Le gouvernement en est même rendu jusqu'à payer pour l'impression des portraits des ministres, ce qui est loin de créer une bonne impression. La province paie aussi pour de mauvaises impressions. Les ministres s'instituent représentants des députés. Les ministériels y consentent peut-être, mais nous, nous n'avons aucunement l'intention de faire des ministres nos représentants!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Il n'en est pas un qui serait prêt à être votre représentant!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre serait bien prêt à représenter un portefeuille!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Cette deuxième impression, nécessaire autrefois, n'a plus sa raison d'être aujourd'hui, parce que les pouvoirs des commissaires chargés de la refonte des Statuts sont bien déterminés. Ils n'ont pas la latitude

de changer quoi que ce soit au texte, ni d'en changer la rédaction. S'il en était autrement, il faudrait soumettre le texte à la Chambre avant de l'imprimer.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les trois bills<sup>3</sup> auraient dû avoir été contenus dans un seul projet de loi, étant donné qu'il s'agit toujours des Statuts. C'est là, tout simplement, un moyen de faire faire de l'argent aux imprimeurs, et ce, au détriment de la province.

**M. Gagnon (Matane):** J'insiste sur l'importance d'avoir des lois bien rédigées, des lois françaises.

La discussion se poursuit pendant quelques instants encore.

L'article 1 est adopté.

Les articles 2 à 11, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Moratoire

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 20 concernant le moratoire.

Adopté.

### En comité:

Le comité poursuit l'étude de l'article 5, qui se lit comme suit:

"5. L'article 17 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"17. Les honoraires des avocats, sur les procédures visées par les articles 6, 7, 8, 9 et 9a, sont limités à la somme de cinq dollars."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce qu'il y a de nouveau là-dedans?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** C'est une nouvelle rédaction qui ne change rien à la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il n'y a rien de nouveau. On a empiré la rédaction tout simplement<sup>4</sup>. Je vois le trésorier provincial qui parle avec le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard). Quand le premier ministre est ici, le trésorier ne parle pas au ministre de la Voirie. Quand le premier ministre n'y est pas, c'est tout le contraire! Le trésorier provincial va jusqu'à s'asseoir à la place du premier ministre! Est-ce une conspiration?

**M. Gagnon (Matane):** Cette loi, au lieu d'améliorer la situation des petits propriétaires, ne va que l'empirer. Nous ne pouvons laisser passer cette loi sans protester, car le gouvernement aurait dû en profiter pour régler pour de bon les difficultés des petits propriétaires.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote sur cette mesure.

**M. Talbot (Chicoutimi):** Je crois que le député de Laval (M. Leduc) n'a pas voté.

**M. Leduc (Laval):** Je ferai remarquer que je me suis levé de toute ma grandeur!

L'article 5 est adopté.

L'article 6 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est inutile pour l'opposition de répéter ce qu'elle a dit en comité lors de l'étude du bill. Un vote a été pris hier et la droite, par sa majorité, a appuyé la loi. Nous voulons enregistrer notre dissidence sur la troisième lecture.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi concernant les Statuts**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 22 modifiant la loi concernant les Statuts soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Refonte des lois**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 23 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois générales de la province soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Loi des cités et villes**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 19 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

### **L'honorable M. Drouin (Québec-Est)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### **En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 2 de la loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102) modifié par l'article 1 de la loi 21 George V, chapitre 54 et par l'article 1 de la loi 2 George VI, chapitre 62, est de nouveau modifié

"a. En ajoutant à la fin du paragraphe 1 dudit article l'alinéa suivant:

"Les dispositions des articles 122, 123, 124, 128 et 586 de la présente loi s'appliquent à toutes ces municipalités à l'effet d'accorder aux femmes le droit de vote et d'éligibilité, et d'empêcher qu'un mari n'ait le droit de vote par les propriétés de sa femme s'il n'en est usufruitier et, dans cette mesure, ces dispositions prévalent sur toute loi particulière;

"b. En retranchant, dans la première ligne du dernier alinéa du paragraphe 3, les mots "l'obtention de"."

### **L'honorable M. Drouin (Québec-Est)**

fournit des explications sur le premier article.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce bill n'est pas logique. On dit que le mari pourra être éligible par les propriétés de sa femme, mais ces mêmes propriétés ne pourront pas le qualifier comme électeur. On fait disparaître l'obligation d'être électeur pour être éligible. Comme cela, le mari ne pourra plus voter, dans ce cas, mais bien la femme. Par contre, il pourra être candidat soit au poste de maire, soit à celui de conseiller ou d'échevin. C'est un tour de force! On dit que le mari qui ne possède rien, mais dont la femme possède des propriétés, n'est pas assez intelligent pour voter, mais qu'il est assez intelligent pour être élu maire. C'est illogique, car le droit d'être élu est un droit plus considérable que celui de voter.

### **L'honorable M. Drouin (Québec-Est):**

Voici quelle est la portée du bill. Supposons que le mari et la femme sont sous le régime de la communauté de biens. Le mari seul, dans ce cas, a le droit de voter et le droit d'être élu. Supposons par contre qu'ils sont sous le régime de la séparation de

biens. Si le mari et la femme ont chacun des propriétés, les deux sont électeurs et les deux peuvent être élus. Cependant, s'il n'y en a qu'un des deux qui soit propriétaire, l'autre est quand même éligible à cause des propriétés de son conjoint.

Mais pour éviter des abus, pour éviter qu'un mari, pour se décharger de ses propriétés, ne les passe au nom de sa femme, nous disons que le mari ne sera pas qualifié comme électeur par les propriétés de sa femme. Les propriétés de la femme qualifient le mari en ce qui concerne l'éligibilité; mais nous disons que, quand la femme a des biens et que le mari n'en a pas, c'est la femme qui doit voter.

L'article 1 de ce projet rend applicables à toutes les municipalités régies par la loi des cités et villes les dispositions qui accordent aux femmes le droit de vote et d'éligibilité. De plus, il modifie cette disposition de la loi des cités et villes qui permet à une ville régie par une loi spéciale d'abandonner sa charte et d'obtenir des lettres patentes sous la loi nouvelle. Le texte actuel comporte que la procédure à suivre pour l'obtention de ces lettres patentes est celle prévue au paragraphe 2. Or, le paragraphe 2 prévoit non seulement les procédures pour l'obtention mais les procédures subséquentes, savoir la publication dans la *Gazette officielle* et dans les Statuts. En retranchant les mots "l'obtention de", toute la disposition relative à la publication sera rendue applicable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est illogique! Celui qui a plus, a moins! Un homme qui a un dollar, a 10 sous! Voici que le mari n'aura pas le droit de vote et qu'il pourra être candidat. Ceci me semble fort! Le mari n'aura que le droit d'éligibilité alors que la femme aura et le droit d'éligibilité et le droit de vote. Le mari n'aura pas le droit de vote pour sa femme qui sera candidate à la mairie ou au poste de conseillère. Par contre, la femme aura le droit de vote pour son mari lorsqu'il sera candidat à ces postes. En accordant à un mari le droit d'être élu parce que sa femme possède une propriété qui peut le qualifier, même s'il ne peut voter, n'ayant pas d'autre qualification que la propriété de sa femme, on change les points cardinaux. Ça ne peut être changé! C'est ça que je vois dans la loi. Celui qui peut être élu maire peut, à plus forte raison, voter. Le droit d'être élu est un droit plus considérable que le droit de voter. C'est là un grand principe qui a toujours été admis.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**  
L'honorable chef de l'opposition exagère la portée

de ce bill. Il ne s'agit pas ici de déplacer les points cardinaux. Si l'on déplaçait les points cardinaux, je serais de l'avis du chef de l'opposition. Sa dissertation est très intéressante et elle serait encore plus captivante si elle ne péchait pas par exagération. Que comporte donc en définitive cet amendement? L'amendement proposé comporte simplement le droit d'égalité de la femme et de l'homme dans la politique des affaires municipales. Ce droit, nous l'avons reconnu dans la politique provinciale à cause des profonds changements sociaux et économiques qui sont survenus dans notre province.

Il s'est produit des transformations profondes, de sorte, qu'aujourd'hui, un très grand nombre de femmes, maintenant, sont obligées de gagner elles-mêmes leur vie. La femme québécoise s'est montrée une collaboratrice dévouée et compétente de ses confrères masculins dans pratiquement tous les secteurs économiques. Tout en demeurant de bonnes épouses et mères, des milliers de femmes, en raison de la crise économique, ont été dans l'obligation de quitter le foyer pour faire vivre leur mari au chômage et leurs enfants.

Nous l'avons reconnu sans que les points cardinaux en aient été déplacés. Le nombre des femmes indépendantes ou obligées de gagner leur vie par elles-mêmes augmente continuellement, de telle façon qu'il est impossible de songer que nos institutions actuelles puissent suffire à leurs besoins. Autrefois, il ne se trouvait qu'au plus 2 % des femmes qui devaient travailler pour gagner leur pain. Les choses sont fort changées. Nous avons le devoir de permettre aux femmes de gagner leur vie quand elles sont dans cette nécessité. Ce n'est que juste envers ces femmes qui doivent travailler et lutter pour la subsistance et le confort de leur famille.

On ne peut pas raisonnablement leur refuser le droit de déterminer les conditions dans lesquelles elles gagneront leur vie et selon quelles règles elles continueront d'aider les hommes à surmonter les tempêtes qui menacent le monde. Si les femmes doivent travailler, elles ont le droit de prendre part à la chose publique pour revendiquer leurs droits et faire décider des conditions de travail. Elles peuvent déjà voter et siéger dans les autres Législatures et au Parlement fédéral. Comment donc la Législature de Québec peut-elle leur refuser le droit de voter et de siéger dans des conseils municipaux?

Il faut leur reconnaître des droits égaux. Ainsi, il n'est qu'équitable que la Législature leur assure ce droit par les amendements à la loi des cités et villes qui sont devant l'Assemblée législative en ce moment.

De par notre projet de loi, nous voulons dire qu'un conjoint peut qualifier son conjoint. Jusqu'ici, notre loi ne permettait pas aux femmes de voter et d'être éligibles aux élections municipales, à moins qu'elles ne fussent propriétaires et sans mari. Mais un mari pourrait se qualifier sur les propriétés de sa femme. Aujourd'hui, nous disons qu'un conjoint peut qualifier son conjoint. Quant au droit d'être électeur, à notre sens, il n'est pas moins considérable que le droit d'être élu. Au contraire, c'est le droit de vote qui est le droit primordial. Nous ne pouvons en conséquence leur refuser le droit de faire entendre leur voix dans l'administration des affaires publiques auxquelles elles sont intéressées autant que les hommes.

Le chef de l'opposition a dit que celui qui a plus a moins, en affirmant que le droit d'éligibilité doit inclure nécessairement le droit de vote, sinon les bases de la société seront changées. Son argumentation est erronée. Il est faux de prétendre que le droit d'éligibilité est supérieur au droit de vote. Le droit de vote est un droit primordial. C'est le droit le plus important. C'est un privilège.

Par ailleurs, ce n'est pas un privilège que d'être élu à une charge publique. La position de maire ou de conseiller, ce n'est pas un privilège, mais uniquement un poste de confiance, une occasion de servir les siens. Et, au contraire, c'est un privilège que d'avoir le droit de choisir ceux qui pourront servir. Je crois en conséquence que, dans tous les cas, nous sommes logiques avec nous-mêmes.

Le gouvernement est logique d'abord en proposant d'accorder le droit de vote et d'éligibilité à toutes les femmes dans les affaires municipales, après l'avoir accordé aux élections provinciales. Les conditions sont telles aujourd'hui que les femmes sont obligées de gagner leur vie comme les hommes; c'est pourquoi il importe de les mettre sur le même pied que ceux-ci. Nous sommes logiques ensuite avec la doctrine sociale qui veut s'adapter aux conditions de notre temps où la femme a pris, dans la société, une place aussi importante que l'homme.

Étant données les transformations sociales, je ne vois pas la différence sur laquelle nous pouvons nous appuyer pour maintenir une distinction entre l'homme et la femme au point de vue de l'éligibilité. Elles doivent donc avoir le droit de faire entendre leur voix dans les administrations publiques. Maintenir la situation actuelle serait une discrimination. La discrimination qui existe depuis trop longtemps doit prendre fin.

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il ne fallait pas descendre de son piédestal le "chef-d'œuvre de la création". L'égalité humaine est impossible. Il y aura toujours des pauvres et des riches, des malades et des gens en santé, des personnes belles et des personnes laides. Il y aura toujours des hommes et des femmes et ils seront toujours différents dans leur mentalité et leur condition. Nous avons droit au maintien des principes basiques de notre ordre social et je considère ce droit plus important que le droit de vote pour les femmes.

Je suis contre tout nivellement. Il faudra toujours une autorité. D'autres mesures sont plus importantes que celle-là. On ne peut changer certaines choses qui existent en ce monde, surtout lorsqu'il s'agit de l'autorité dans les foyers. Il se trouve des personnes très dignes en notre province qui n'ont pas le droit de vote. Les juges n'ont pas le droit de suffrage. Nos traditions fondamentales sont plus importantes que le droit de vote.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 66 de ladite loi est remplacé par l'article 1 de la loi 3 George VI, chapitre 63, est de nouveau remplacé par le suivant:

"66. Le maire est d'office juge de paix durant l'exercice de sa charge, dans les limites de la municipalité, sans être tenu de prêter les serments requis des juges de paix.

"Il est incompetent à entendre et décider les causes dans lesquelles la municipalité ou ses officiers sont parties intéressées.

"Les échevins sont d'office juges de paix pour la réception des serments seulement, durant l'exercice de leur charge, dans les limites de la municipalité, sans être tenus de prêter les serments requis des juges de paix".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi on ne les oblige pas à prêter serment?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** On ne fait que copier une loi de l'Union nationale.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 122 de ladite loi est modifié en retranchant, dans la deuxième ligne, le mot "mâle".

**M. Gagnon (Matane):** La suppression de ce mot rend la phrase d'un français douteux. Hommes et femmes seront désormais désignés par le mot habitant!

L'article 3 est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### **Subsides:**

##### **Budget supplémentaire 1940-1941 (1<sup>re</sup> partie)**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des subsides.

Je voudrais faire adopter le budget supplémentaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes prêts à voter sans discussion un tiers des estimés supplémentaires de ce budget, le tiers de chaque item, avec l'entente que je pourrai discuter tout le budget moi-même la semaine prochaine.

Nous ferons nos représentations que nous avons à faire lorsque l'on étudiera les six autres douzièmes la semaine prochaine. Nous ne voulons pas que le peuple souffre. Nous consentons à voter les six premiers douzièmes immédiatement. Le gouvernement constate qu'il a la coopération de l'opposition.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il n'y a pas de doute que nous l'avons aujourd'hui. Ce budget supplémentaire n'affectera pas les revenus pour cette année. Lorsque j'ai présenté mon rapport financier pour l'année actuelle, qui se termine à la fin du mois, j'avais prévu un surplus de peut-être plusieurs millions à être appliqué au compte capital. Je propose que nous en votions la moitié.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Très bien<sup>5</sup>.

Adopté. La Chambre se forme en comité des subsides.

#### **En comité<sup>6</sup>:**

Budget supplémentaire des dépenses ordinaires de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 31 mars 1941, préparé conformément aux articles 5 et 6 du chapitre 20 des Statuts refondus de la province de Québec, 1925.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit n'excédant pas \$413,450, soit la moitié des différents articles du budget supplémentaire des dépenses qui a été présenté à la Chambre mercredi le 5 mars 1941, soit provisoirement et par anticipation ouvert à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### **Voies et moyens:**

##### **Budget supplémentaire 1940-1941 (1<sup>re</sup> partie)**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté sur division.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été, provisoirement et par anticipation, accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 31 mars 1941, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$413,450.

Adopté.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Loi des subsides  
No 1, 1941**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande la permission de présenter le bill 26 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1941 et pour d'autres fins du service public.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Howard Lindsay  
Mussells**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** taquine le député de Westmount-Saint-Georges de son mutisme concernant la canalisation du Saint-Laurent<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Vous allez voir que lorsqu'il parlera, ça va compter!

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Clercs de Saint-Viateur**

**M. Leduc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Questions et réponses:****Impôt sur le revenu**

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la loi de l'impôt de Québec sur le revenu, (chapitre 16, 4 George VI):

*a.* Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 30 juin 1940 inclusivement jusqu'au 23 février 1941 inclusivement?

*b.* Combien est-il dû au gouvernement du Québec à ce sujet?

*c.* Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré quant au revenu de l'année 1939?

*d.* Combien est-il dû au gouvernement de Québec quant au revenu de l'année 1939?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* \$2,280,167.64.

*b.* L'information demandée ne peut être fournie parce que le montant n'est pas déterminé.

*c.* \$2,186,537.51.

*d.* L'information demandée ne peut être fournie parce que le montant n'est pas déterminé.

**Impôt sur les ventes**

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la loi établissant un impôt sur les ventes en détail dans la province, (chapitre 14, 4 George VI):

*a.* Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 30 juin 1940 inclusivement jusqu'au 23 février 1941 inclusivement?

*b.* Combien est-il dû au gouvernement de Québec à ce sujet?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* \$5,462,916.42.

*b.* L'information demandée ne peut être fournie parce que le montant n'est pas déterminé.

### Impôt sur le tabac

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la loi de l'impôt sur le tabac, (chapitre 15, 4 George VI):

*a.* Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 30 juin 1940 inclusivement jusqu'au 23 février 1941 inclusivement?

*b.* Combien est-il dû au gouvernement de Québec à ce sujet?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* \$1,276,528.10.

*b.* L'information demandée ne peut être fournie parce que le montant n'est pas déterminé.

### Impôt sur les corporations

**M. Lorrain (Papineau):** Relativement à la loi de l'impôt sur les corporations (chapitre 17, 4 George VI):

*a.* Combien le gouvernement de la province de Québec a-t-il retiré depuis le 22 juin 1940 inclusivement jusqu'au 23 février 1941 inclusivement?

*b.* Combien est-il dû au gouvernement de Québec à ce sujet?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** *a.* L'information demandée ne peut être fournie parce que la détermination des taxes dues par les corporations a été faite d'après la loi telle qu'amendée et ne montre pas le montant des taxes perçues d'après l'amendement seulement.

*b.* L'information demandée ne peut être fournie parce que la détermination des taxes dues par les corporations a été faite d'après la loi telle qu'amendée et ne montre pas le montant des taxes qui serait dû d'après l'amendement seulement.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

### NOTES

1. Le bill fut adopté sans discussion et explications. Cependant, cet incident fut amusant, car le premier ministre, s'attendant de façon évidente à ce que l'opposition demande une explication, en l'absence du Dr Toupin et ignorant apparemment la nature exacte de la législation en question, demanda des détails à plusieurs de ses ministres dont aucun, il appert, n'en connaissait plus sur le bill que lui. Prenant la situation en riant, le chef de l'opposition de l'autre côté de la Chambre fit signe à l'Orateur de présenter la mesure en première lecture sans explication, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 7 mars 1941, à la page 3.

2. *Le Canada* du 7 mars 1941, à la page 8, écrit plutôt l'année "1925".

3. Les trois bills concernant les Statuts de la province sont les suivants: bills 21, 22 et 23.

4. L'honorable M. Mathewson est assis à la place du premier ministre et discute avec l'honorable M. Bouchard, selon *La Presse* du 7 mars 1941, à la page 14.

5. Le chef de l'opposition et le premier ministre se rencontrent à la table du greffier et, du consentement unanime, on vote la moitié de ce budget supplémentaire, selon *La Presse* du 7 mars 1941, à la page 14.

6. Le comité se réunit sous la présidence de M. Perrault Casgrain (Gaspé-Nord).

7. C'est M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) qui avait ajourné le débat sur la canalisation, que le gouvernement refuse de reprendre.

Séance du mardi 11 mars 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 4 heures<sup>1</sup>.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Loi électorale**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** demande, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi électorale de Québec.

Le premier but de la loi est d'augmenter de 250 à 350 le nombre des électeurs inscrits dans chaque bureau de votation. Le second corrige tout simplement une erreur découverte dans la loi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Motions des députés:**

**Félicitations à l'Orateur**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. l'Orateur, les journaux nous ont annoncé, en fin de semaine, votre nomination au poste de professeur de droit constitutionnel à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Nous nous réjouissons de cette nomination. Vous remplacez l'honorable juge Philémon Cousineau - je ne dis pas que vous le remplacez comme juge, car vous n'avez pas l'ambition de monter sur le banc...

(Rires)

Le juge Cousineau est un professeur distingué qui a été membre de la Législature de Québec et fut autrefois chef de l'opposition dans cette Chambre. Je suis son remplaçant à ce dernier poste et, comme tel, je suis heureux de vous féliciter de cet honneur si mérité. Vous apporterez à l'accomplissement de vos devoirs comme professeur les qualités que nous nous plaisons à vous reconnaître comme Orateur de cette Chambre. L'Union nationale vous souhaite le plus entier succès dans vos nouvelles fonctions où vous ferez honneur au Parlement. Nous savons tous que vous allez faire honneur à votre nouveau poste, M. l'Orateur. Je ne regrette qu'une chose, c'est que votre vénérable père

ne soit pas ici pour être témoin des succès que vous connaissez et s'en réjouir avec nous.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):**

M. l'Orateur, je voudrais que vous soyez convaincu que, de mon côté, j'ai appris avec une vive satisfaction votre nomination de professeur de droit constitutionnel à l'Université de Montréal. Vous pouvez être assuré que, de ce côté de la Chambre, nous nous réjouissons aussi de votre nomination à un poste aussi important. Je ne veux pas faire de comparaison, mais je sais que vous saurez remplir cette haute fonction avec toute la dignité que vous déployez à la présidence de la Chambre. L'Université de Montréal a fait une heureuse nomination. Personne n'est mieux préparé que vous, M. l'Orateur, par sa culture générale, sa parfaite connaissance du droit, sa haute compétence, sa largeur de vues et sa belle mentalité, pour occuper cette importante chaire de la Faculté de droit, où vous serez un professeur recherché. Je vous en félicite très sincèrement.

**M. l'Orateur<sup>2</sup>:** Je ne peux m'empêcher de remercier le premier ministre et le chef de l'opposition de la gracieuse délicatesse qu'ils ont eue à mon égard en signalant ma nomination de professeur à la Faculté de droit de l'Université de Montréal. On l'a dit, je succède à l'honorable juge Philémon Cousineau, qui, au Barreau, dans la politique, dans la magistrature et à l'université, a été toute sa vie la loyauté et l'honneur même et un exemple pour la jeunesse durant près de cinquante ans de sa belle carrière. J'essaierai modestement de l'imiter et de m'inspirer de ses exemples, car je veux être pour cette grande université un ardent défenseur.

(Applaudissements)

**Loi des cités  
et villes**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 19 modifiant la loi des cités et villes.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

Les articles 4 à 6 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 399, remplacé par l'article 7 du projet de loi, et qui se lit comme suit:

"399. Quand un règlement est soumis à l'approbation des électeurs, le vote est pris au scrutin suivant les dispositions régissant les élections dans la municipalité, en autant qu'elles sont susceptibles d'application et qu'il n'y ait pas dérogé par les dispositions ci-après.

"Sauf les cas autrement réglés, tout règlement qui doit être soumis aux électeurs propriétaires n'a effet que s'il est approuvé par la majorité, en nombre et en valeur immobilière, des électeurs propriétaires qui ont voté."

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** On s'est plaint à plusieurs reprises que le vote des électeurs n'était pas libre dans les référendums au sujet d'emprunts. Nous avons eu des protestations parce que le vote n'est pas secret. On disait que les compagnies influençaient le vote de leurs employés. Nous faisons aujourd'hui un effort pour donner un vote secret en nombre et en valeur. Nous pourrions à l'établissement d'un mécanisme en vertu duquel des billets seront remis aux électeurs propriétaires suivant la valeur de leur évaluation.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le principe de cet article est excellent. Après que j'eus été élu pour la première fois, nous avons réussi à faire adopter une loi améliorant les procédures dans les référendums. Je crois que le bill ne va pas encore assez loin. Nous devrions l'amender en disant que les compagnies, lorsqu'elles profitent d'exemptions de taxes, ne pourront donner un vote en valeur que sur le montant de l'évaluation sur lequel elles paient des taxes. Les corporations qui ont droit de vote à ces référendums devraient être limitées, quant à la valeur, à la valeur basée sur les exemptions de taxes et non sur la valeur réelle des immeubles.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Je n'ai pas d'objection à ce principe. Je vais soumettre la question aux conseillers de mon département.

L'article 7 est adopté.

L'article 8 est adopté.

Le comité étudie l'article 9, qui se lit comme suit:

"9. Le paragraphe 26 de l'article 427 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"26. Pour fixer l'époque où les égouts privés peuvent être faits, obliger tout propriétaire

d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'y empêcher tout refoulement des eaux d'égout, pour prescrire la manière de construire les canalisations et les matériaux à employer pour leur construction, la municipalité les construisant elle-même de la rue jusqu'à l'égout public et pour en répartir les frais de construction sur les propriétaires.

"La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article imposera des dépenses considérables aux petits propriétaires et protégera en même temps les villes dont le système d'égout est insuffisant.

Il demande ensuite si l'égout collecteur de Québec va être construit.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Les travaux vont marcher. C'est nous, il ne faut pas l'oublier, qui les avons fait marcher.

L'article 9 est adopté.

Le comité étudie l'article 10, qui se lit comme suit:

"10. Le paragraphe 12 de l'article 469 de ladite loi est abrogé<sup>4</sup>."

**M. Renault (Beauce):** Si la Chambre adopte cet article, les cités et villes perdront le droit d'imposer une taxe sous forme de permis aux marchands étrangers qui vont faire du commerce dans les municipalités. On prive les municipalités d'un pouvoir qu'elles avaient de se protéger efficacement contre les marchands étrangers. On enlève ainsi au commerce local une arme dont il a besoin pour se protéger contre le colportage. La nouvelle loi permettra de taxer fortement les étrangers, mais il faudra que le commerce local soit aussi taxé. Il est juste et raisonnable que les villes aient le droit de taxer les commerçants ambulants dans une proportion au moins égale à ce que paient les marchands résidents qui demeurent dans les limites de ces municipalités.

Nous devrions laisser dans les Statuts l'article 469. On impose au commerce toutes sortes de restrictions. On lui demande même de collecter les taxes pour le gouvernement et, cependant, on semble prêt à sacrifier les intérêts du commerçant. On

prétend que les municipalités sont maintenant protégées par la loi 4 George VI, chapitre 48, mais ce n'est pas exact. Au contraire, parce que cette loi s'applique seulement aux marchands ou manufacturiers qui vendent directement au commerce, et non à ceux qui font affaire avec le consommateur. On va obliger les cités et villes à taxer les commerces locaux pour atteindre les étrangers. Tous les commerçants seront affectés par cette clause et je ne vois aucune utilité pour la Chambre de l'accepter. Je crois qu'on devrait enlever cette clause du bill et je demande donc au ministre de la retrancher.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** La nouvelle disposition a pour but de faire concorder la nouvelle loi avec un article d'une loi adoptée l'an dernier. Je comprends qu'en vertu de la loi votée l'an dernier, une personne étrangère ne peut faire commerce dans une municipalité avant d'avoir payé un permis n'excédant pas \$200. Depuis l'adoption de la loi 4 George VI, chapitre 48, la clause qui permet d'imposer un permis aux non résidents n'a plus sa raison d'être. L'article 469 est devenu inopérant par la loi 4 George VI, chapitre 48. Il devient nécessaire de l'abroger.

Il reste toujours l'article 526 de la loi des cités et villes concernant les droits et les taxes qu'une municipalité peut imposer. Nous voulons faire disparaître des anomalies. Nous voulons qu'à l'avenir, les cités et villes qui voudront taxer un commerce étranger commencent par taxer le commerce de même nature dans cette municipalité.

**M. Renault (Beauce)<sup>5</sup>:** Je m'explique mal ce changement. Si l'article ne fait rien disparaître, pourquoi alors le faire disparaître de nos Statuts? Les commerces locaux sont taxés en vertu de l'article 526. Pourquoi veut-on alors faire sauter l'article 469? Ce serait aussi bien de faire disparaître les taxes sur le commerce. L'article 469 nous protégeait contre les vendeurs de toutes sortes dont nous étions infestés. Il est probable que des demandes ont été faites par des organisations de vendeurs. Un grand nombre de ces gens-là sont malhonnêtes. Dans une foule de petites municipalités, il se rencontre des commerçants peu honnêtes et scrupuleux qui trompent la bonne foi des gens.

Je vous citerai, par exemple, le cas des marchands ambulants qui vendent des tapis. J'en connais qui se déguisent souvent en matelots pour faire croire qu'ils sont débarqués d'un paquebot avec leurs marchandises d'importation. Ces marchandises,

au contraire, ils les ont passées en contrebande. Si on ne surveille pas les vendeurs malhonnêtes, les populations se feront voler.

On impose au commerce toutes sortes de taxes. On demande même au commerçant de devenir perceuteur pour la province. Mais on est toujours prêt à le sacrifier. Je veux que l'on protège le commerce local. Je serais curieux de savoir, dit-il, quel est le montant des taxes perçues de ces vendeurs de toutes sortes.

J'ai rencontré ce matin le secrétaire de l'Union des municipalités et il m'a dit que l'Union était contre le présent article 10. La Fédération des chambres de commerce a aussi souligné la nécessité de protéger le commerce contre les exploiters. J'ai des documents prouvant que la Fédération des chambres de commerce est contre cette disposition de la loi. En somme, le marchand local est un gros payeur de taxes, un homme qui contribue aux œuvres paroissiales, à toutes les souscriptions. Il constitue un des éléments importants de la collectivité. Tel n'est pas le cas pour le marchand ambulant, souvent malhonnête, qui n'a que sa taxe à payer.

Il faut une meilleure protection au marchand local. Et il ne faut pas oublier que les commerçants ambulants ne collectent pas la taxe de vente, en général, pour le profit et le crédit de la province. Et ces marchands ambulants ne paient pas de taxes foncières aux municipalités. Il faudrait, en vertu de cet article, commencer par imposer une taxe au commerçant local, pour ensuite pouvoir atteindre l'étranger avec une taxe plus élevée que celle-ci de 50 %. Le commerce local est déjà bien assez lourdement taxé et il ne faut pas mettre trop de restrictions au commerce. Il y a un dicton qui dit que c'est le commerce qui enrichit le monde. Protégeons-le, si nous voulons que le monde ne soit pas appauvri.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Beauce a raison. L'article 469 a un double but. Premièrement, il a pour objet un aspect de revenus, et secondement, il a un caractère de contrôle et de surveillance du commerce. L'article qu'on abroge fera disparaître le droit de taxer. C'est l'article 469 qui donne le droit de taxer. C'est un excellent moyen de surveillance et de contrôle.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** On interprète mal la loi quand on dit qu'elle est une restriction au commerce. Le projet que nous présentons a pour but d'empêcher des restrictions au commerce entre les cités et municipalités de la

province de Québec. L'article 10 de la loi à l'étude n'impose aucune restriction au commerce. Bien au contraire, il fait disparaître toute restriction. La loi générale protège complètement le commerce, sans l'interférence d'une taxe spéciale.

À l'heure actuelle, les municipalités veulent se taxer les unes les autres. Il est raisonnable de donner la liberté au commerce, de permettre à des citoyens d'une municipalité de faire affaire dans une autre. Ce sont les restrictions au libre commerce que nous voulons faire disparaître. Ce sont les entraves appliquées au commerce qui ont amené les catastrophes que nous connaissons. Il faut donner une chance aux citoyens entrepreneurs. Adopter cet article, c'est faire un pas en avant. Loin de mettre des restrictions au commerce, la nouvelle loi assure la liberté du commerce. Il faut une véritable liberté de commerce. Il ne faut pas élever des murailles de Chine autour de nos cités et villes. Les murailles de Chine entre municipalités ne sont pas favorables au commerce, elles ne sont pas conformes à l'intérêt général. Avec cette loi, nous rendons le commerce le plus libre possible. Donnons une chance à ceux qui veulent faire du commerce partout dans la province.

(Répondant au chef de l'opposition)  
L'article 526, dit-il, protège amplement le commerce local.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** On vient d'accorder à Montréal ce que l'on retranche aux municipalités en général avec ce bill.

**M. Renault (Beauce):** Puisqu'on veut supprimer quelque chose, les marchands aimeraient mieux qu'on supprime l'article 526 et que nous gardions l'article 469. C'est le seul moyen de protéger le commerce local. Je demande donc le vote sur l'article 10 du bill.

**M. Labbé (Mégantic):** Je favorise moi aussi le maintien de l'article 10. Les municipalités, dit-il, en ont besoin (l'imposition du permis aux marchands non résidents) pour s'assurer les revenus qui leur sont nécessaires. Les petites villes ne doivent pas être à la merci de la concurrence déloyale.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** L'article 10 ne fait qu'abroger une disposition inopérante. Il faut bien se rappeler, par exemple, qu'il n'y a pas seulement que les permis imposés aux colporteurs dans la province. Il y a, en outre, les permis que doivent payer les commerçants de municipalités voisines. On veut les empêcher de

traverser la rivière pour aller faire leur commerce dans la municipalité en bordure. On suggère de supprimer l'article mentionné. On va priver les municipalités d'imposer divers permis.

Si nous voulons arriver à activer le commerce, je crois qu'il faut avoir des lois qui ressemblent un peu à celles des provinces anglaises et des États-Unis, où le commerce n'est pas possible d'un seul côté de la rivière. Le commerce doit être libre. Les taxes et les permis ne sont pas donnés aux municipalités pour mettre des entraves au commerce, mais pour leur permettre de se faire des revenus. Il y a une foule de commerçants des villes qui vont faire du commerce ailleurs que chez eux. C'est comme ça que le commerce doit s'exercer.

On a parlé des colporteurs de tapis. La taxe sur les colporteurs existe. Rien n'empêche de leur imposer une taxe très forte en taxant les vendeurs locaux. On les fera disparaître, mais en vertu de nos lois. Voudrait-on maintenant créer un monopole en faveur des marchands de chaque municipalité? Il faut prendre garde de ne pas encourager la formation de monopoles commerciaux. En d'autres termes, le commerce doit être libre. Nous demandons en somme de faire disparaître un article qui ne sert plus à rien. Nous devrions accorder au département ce qu'il demande.

**M. Renault (Beauce):** Il n'est pas du tout question de monopole. Il s'agit simplement de protéger le commerce local contre l'emprise des étrangers. La déclaration du ministre confirme le fait que pour atteindre un étranger, il faudra surcharger le marchand local.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je rappelle que le député de Beauce a demandé le vote.

**M. le président** prie les députés qui sont en faveur de l'article 10 de se lever.

L'article 10 est adopté<sup>6</sup>.

L'article 11 est adopté.

Le comité étudie l'article 12, qui se lit comme suit:

"12. L'article 488 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, les machineries et

les accessoires placés dans les usines, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds; mais si ce dernier prouve aux estimateurs que des machineries ou accessoires ont été placés par un locataire ou autre occupant, la valeur de ces machineries et accessoires est portée au nom du locataire ou occupant qui les possède et qui, à cet égard, est traité comme un propriétaire d'immeubles imposables."

**M. Leduc (Laval)**<sup>7</sup>: Nous vivons en temps de guerre et de crise économique, et il est très difficile de répondre aux demandes du nouveau moratoire que le gouvernement souhaite nous imposer. Il serait très difficile, dans plus d'un cas, de déterminer qui est le véritable propriétaire d'une machinerie. La machinerie n'appartient en effet pas nécessairement au propriétaire de la manufacture qui l'abrite.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)**: Le gouvernement entend accorder aux municipalités le droit de taxer la machinerie, et il incombe aux conseils municipaux de déterminer qui sont les vrais propriétaires.

L'article 12 est adopté.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** explique les autres articles.

Les articles 13 et 14 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 15, qui se lit comme suit:

"15. L'article 586 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 1 George VI, chapitre 51, est remplacé par le suivant:

"586. Tout règlement qui décrète un emprunt doit, pour avoir force et vigueur, être approuvé par les électeurs municipaux propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

"Le lieutenant-gouverneur en conseil peut n'approuver un tel règlement que pour partie."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Sous l'Union nationale, c'est le ministre des Affaires municipales qui donnait aux municipalités les renseignements dont elles avaient besoin pour leur emprunt. Cet article n'est pas un compliment au ministre des Affaires municipales (l'honorable M. Drouin). Le premier ministre a enlevé à son collègue l'un des rares pouvoirs et juridictions qui lui restaient pour le

donner au cabinet. Il avait jusqu'à ces derniers temps le service de l'aide à la jeunesse qui lui permettait d'inaugurer des écoles d'avionnerie, d'assister à des banquets et de faire des discours. On lui a enlevé ça. On est en train de tout lui enlever. J'ai beaucoup de sympathie pour le ministre, mais il ne lui restera plus grand-chose à faire. Il me semble qu'on aurait dû lui laisser au moins la tâche d'écrire aux municipalités. Avec la nouvelle loi, il faudra que tout le cabinet se réunisse afin de répondre aux municipalités. On est injuste pour le ministre. Je proteste contre ça, contre l'injustice faite au ministre!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)**: Le chef de l'opposition peut être rassuré. La sympathie qu'il manifeste pour le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce ne me surprend pas. Le ministre a aussi occupé un poste dans l'ancien gouvernement. Je le félicite pour la sympathie qu'il manifeste à l'égard de l'un de ses anciens collègues. Mais le chef de l'opposition peut être tranquille et son amitié pour le ministre peut se rassurer. Mon honorable ami (l'honorable M. Drouin) peut être sûr que je suis d'accord avec tout le reste du cabinet, car il fait un travail très important. On peut dès lors s'attendre à ce que le ministre consacre tout le temps qu'il lui sera possible de consacrer à cette partie de ses responsabilités.

La formation de la jeunesse fait partie d'une politique éducative. C'est la raison de son transfert au ministère en charge de l'éducation. Et j'ajouterai que dans la période que nous traversons, s'il est un ministre dont les fonctions sont importantes et qui a beaucoup de travail à faire, c'est bien le ministre des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce.

La période de guerre est essentielle au progrès du commerce et de l'industrie dans la province. Voici que des industries importantes vont s'établir chez nous. C'est son rôle d'en attirer le plus possible et de faire en sorte que notre province soit placée au premier rang de la Confédération en matière d'industrie et de commerce. Si nous voulons arriver à la tête de la Confédération dans ce domaine, il faut y voir immédiatement.

Et je sais que le ministre actuel des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce accomplit son travail avec une activité qui est dans l'intérêt de toute la province. Mais si le ministre présente aujourd'hui cet article, c'est qu'il l'a lui-même proposé et rédigé. Il a proposé que la solidarité ministérielle s'étende à toute activité de son département et s'applique quand il s'agit d'approuver de gros emprunts. Et je crois que c'est juste. Le ministre des Affaires municipales, de

l'Industrie et du Commerce n'a pas faibli à sa tâche. Le chef de l'opposition peut alléger son esprit sur la façon dont notre collègue est apprécié de ce côté-ci de la Chambre. Le chef de l'opposition peut être assuré des bonnes dispositions qui existent entre les membres du cabinet et de la haute appréciation qu'ont du ministre des Affaires municipales ses collègues, la Chambre et toute la province.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le commerce et l'industrie, tout le monde sait que cela ne donne pas beaucoup d'ouvrage au ministre. Si le ministre travaille, c'est probablement pour se chercher de l'ouvrage!

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Le chef de l'opposition peut être tranquille. Il peut être sûr que je suis absolument satisfait de mon sort au sein du gouvernement. Ces questions d'emprunts sont toujours des questions sérieuses. J'ai demandé que les emprunts soient approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. J'ai parfois approuvé des emprunts pour plusieurs millions. Je me suis demandé si un ministre pouvait prendre sur lui de les approuver de sa seule autorité. C'est pourquoi j'ai demandé à mes collègues que nous soyons solidaires.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>8</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Loi médicale**

**M. Toupin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 150 modifiant la loi médicale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Remboursement de droits:**

##### **Collège d'Amos**

**M. Allard (Abitibi)** propose, appuyé par le représentant du Témiscamingue (M. Goulet), que, vu

que le bill 132 constituant en corporation "Le Collège d'Amos" a pour objet de favoriser l'instruction publique en général, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Acton Vale**

**M. Choquette (Montmagny)** propose, appuyé par le représentant de Gaspé-Nord (M. Casgrain), que, vu que le bill 141 ratifiant les règlements numéros 232 et 233 de la ville d'Acton Vale a été rejeté, les droits ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

#### **Contrat**

##### **de mariage de**

##### **D.-A. Pesant et A. Delorme**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant le contrat de mariage de Didier-Alphonse Pesant, cultivateur, et Armandine Delorme.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Succession**

##### **de James McCready**

**M. Lawn (Pontiac)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant la succession de feu James McCready.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**M. Lawn (Pontiac)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.



**Dépôt de documents:****Statistiques municipales,  
1939**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** dépose sur le bureau de la Chambre: *Les Statistiques municipales, 1939*<sup>9</sup>. (Document de la session no 42)

**Aide  
aux chômeurs**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 8, 1 George VI (1937). (Document de la session no 43)

**Bureaux  
du gouvernement**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 29 janvier 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 7 novembre 1939 jusqu'au 26 janvier 1941, inclusivement, et se rapportant au chapitre 21, 2 George VI (1938). (Document de la session no 44)

La séance est levée à 6 heures.

législative depuis 1867, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 12 mars 1941, à la page 3.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges).

4. Cet amendement abroge une disposition permettant d'imposer un permis aux non résidents qui veulent faire affaire dans la municipalité.

5. M. Renault est le président de l'Association des marchands détaillants de la province, selon *Le Soleil* du 12 mars 1941, à la page 3.

6. Cet article a été adopté par 29 voix contre 11 voix. Cinq députés libéraux se sont prononcés contre: MM. Henri Renaud (Beauce); Fernand Choquette (Montmagny); René Chaloult (Lotbinière); Alphide Sabourin (Vaudreuil-Soulanges) et C.-M. Bullock (Shefford), selon *La Presse* du 12 mars 1941, à la page 9, alors que plusieurs députés libéraux, dont trois ministres, refusèrent de se prononcer. Ces ministres sont: Hector Perrier (Terrebonne), Léon Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup) et Cléophas Bastien (Berthier), selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 12 mars 1941, à la page 3.

7. M. Leduc est le président de l'Union des propriétaires de la province de Québec, selon *The Gazette* du 12 mars 1941, à la page 7.

8. Selon *Le Soleil* du 12 mars 1941, à la page 3, le député de Sherbrooke (M. Bourque) et, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du même jour, à la page 3, le député des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais) participèrent également au débat.

9. On y note notamment que la population du Québec s'élève à 3,220,000 en 1939, selon *Le Canada* du 12 mars 1941, à la page 12.

**NOTES**

1. Les ministres ont été retenus par une délégation des propriétaires de la province, selon *Le Canada* du 12 mars 1941, à la page 9.

2. M. Bissonnette est le plus jeune Orateur ayant siégé sur le trône présidentiel de l'Assemblée



Séance du mercredi 12 mars 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 127 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

- bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette.

## Demandes de documents:

Développement  
minier

**M. Gagnon (Matane)** propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1929 jusqu'au 10 février 1941, relativement au développement minier dans la province de Québec, aux facilités éducationnelles et aux travaux publics qui s'y rapportent.

Adopté.

## Taxes municipales

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de bien vouloir faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province de Québec depuis le 22 juin 1940, inclusivement jusqu'au 23 février 1941, et se rapportant à la taxe imposée par le gouvernement aux municipalités de la province de Québec, quant à la pension de vieillesse, quant à l'assistance aux mères nécessiteuses et quant à la pension aux aveugles, en vertu des chapitres 42, 43, 44 (4 George VI).

Adopté.

Motion pour la reprise du débat sur la  
canalisation du Saint-Laurent

**M. Labbé (Mégantic):** M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la reprise du débat en date du mardi 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable le lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Lorrain (Papineau):** Je suis heureux d'appuyer la motion de mon collègue parce que cette question est vitale pour la province de Québec. La province ne comprend pas l'attitude du premier ministre qui refuse de se prononcer sur cette question. La province de Québec a à cœur de protéger une de ses plus grandes richesses naturelles.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous assistons à un spectacle pénible. Le projet de canalisation sera sous peu présenté aux Chambres fédérales. Donc, il y a urgence d'agir. À Ottawa, le très honorable

M. King annonçait dernièrement qu'il y aurait probablement lieu de conclure d'ici peu un traité avec les États-Unis au sujet du Saint-Laurent. Des amis timorés diront qu'il n'est pas temps de discuter cette question immédiatement, de peur de mécontenter les États-Unis, que notre attitude peut déplaire aux Américains. Depuis quand la province de Québec doit-elle être administrée par les Américains? Nous avons beaucoup de sympathie pour le président Roosevelt.

Nous connaissons assez sa sincérité pour ne pas croire que l'aide qu'il accorde à l'Angleterre et à l'Empire est un moyen d'obtenir l'abandon de nos droits sur le Saint-Laurent. Son aide à l'Angleterre n'est pas subordonnée à la canalisation du Saint-Laurent. Le gouvernement ne doit pas subordonner les intérêts de la province à ceux d'un pays voisin, lui qui impose tant de taxes aux citoyens de la province.

Nous sommes dans un Parlement et non pas dans un endroit où l'esclavage est tel qu'un député n'a même plus le droit de parler. Il est temps de faire connaître nos idées. Il sera trop tard pour réclamer nos droits, de faire entendre les revendications que nous voulons soumettre présentement quand un traité ou une entente aura été conclu. Ce serait désastreux pour nous de céder une parcelle de notre territoire, de notre Saint-Laurent aux États-Unis, qui ne doit pas être abandonné pour enrichir les voisins.

En outre, nous n'avons pas les moyens, à l'heure actuelle, de payer les dépenses qu'entraînera l'exécution de ce projet. Le gouvernement, qui a taxé la misère humaine, devrait prendre les moyens d'empêcher la réalisation de cette entreprise. Nous demandons la correspondance. Il n'y a pas de secret là-dedans! L'Union nationale ne reconnaîtra jamais aucun traité qui ne sera pas conforme aux intérêts de la province.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ce doit être la dixième fois, si j'ai bonne mémoire, que je me lève pour répondre à la même question au chef de l'opposition qui sait cependant que notre attitude est la seule logique. Nous ne devons pas nous en départir. Il sait que l'attitude que je prends, il la prendrait lui-même, s'il était à ma place. Il parle de notre lenteur, de notre crainte de prendre nos responsabilités. Il sait pourtant que nos responsabilités, nous ne craignons pas de les prendre devant qui que ce soit! Le gouvernement, lorsque le temps sera venu de le faire, prendra l'attitude qui sera de nature à sauvegarder les intérêts de la province.

Il a parlé de subordonner les intérêts de la province. Il sait parfaitement bien, et mieux que personne, que ce n'est pas un gouvernement libéral qui a subordonné, sacrifié à jamais nos intérêts à ceux d'un pays voisin et étranger. Sur cette question comme sur les autres, le gouvernement prendra l'attitude qui sera conforme aux meilleurs intérêts de la province.

Il réclame la correspondance au sujet du Saint-Laurent. Elle ne m'appartient pas. Je suis obligé de répéter à mon honorable ami qu'il y a des règles d'étiquette internationale dans le monde qui ne nous permet pas de la dévoiler maintenant, dont nous devons tenir compte, et que cela l'aurait aidé, s'il l'avait observée.

Nous voulons donc, à la fois, maintenir la bonne réputation de la province et défendre ses intérêts. Les documents ne m'appartiennent pas. Le chef de l'opposition les aura devant les yeux, lorsque le temps sera venu de prendre une telle attitude. Je répète que lorsque nous connaissons le projet, nous en ferons part à la Chambre avant qu'il ne soit discuté. Le chef de l'opposition veut se prononcer sur un projet qui n'existe pas, en somme. Il sait aussi que chaque fois qu'il posera une réponse de ce genre, je lui donnerai la réponse qu'il donnerait lui-même s'il était à ma place. Nous ne voulons pas suivre son exemple.

Il se prononce catégoriquement sur un projet qu'il ne connaît pas, tandis que nous, nous attendrons de savoir à quoi nous en tenir et, quand le moment sera venu, nous adopterons une attitude conforme aux droits et aux intérêts de la province en nous souvenant toutefois que nous faisons partie de la Confédération et que nous entendons rester dans un monde qui sera le monde civilisé. Voilà pourquoi nous prenons cette attitude.

Le chef de l'opposition a dit que le gouvernement imposait des taxes. Il sait très bien pourquoi nous sommes obligés d'imposer des taxes!

(Applaudissements à droite)

**M. Barrette (Joliette):** Chaque fois que nous nous levons pour réclamer la sauvegarde de nos droits et de nos intérêts, nous recevons toujours la même réponse. Jamais le premier ministre n'a voulu se lever pour dire ce qu'il allait faire pour protéger l'autonomie et les droits de la province. On ne nous répond que par de grandes déclarations, de grandes protestations. Avant de se dérober derrière les questions d'étiquette internationale, le premier ministre devrait se rappeler qu'il existe aussi une étiquette nationale!

**M. l'Orateur** le rappelle à l'ordre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** soulève un point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition sait très bien que si le député de Joliette a été interrompu par l'Orateur, c'est parce qu'il faisait allusion à un débat antérieur.

**M. Barrette (Joliette):** Le premier ministre de la province n'a pas de mandat pour s'occuper de choses et de questions internationales!

**M. Labbé (Mégantic)** ajoute quelques mots.

**M. l'Orateur:** Cette motion est irrégulière.

**M. Bourque (Sherbrooke)** en appelle de cette décision.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec-Comté), Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Danserau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hartt, Joyal, Kirkland, Lapointe, Mathewson, Moreault, Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Rajotte, Rochette, Thisdel, Toupin, 49.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

### Contrôle budgétaire

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. l'Orateur** le titre de cette loi dit son objet. Il suffit de considérer l'histoire de la situation

financière des trois années de l'Union nationale pour se rendre compte que la présente loi s'impose. Il est urgent de l'adopter. Le principal objet de cette nouvelle législation sera d'assurer un contrôle budgétaire plus rigoureux des dépenses de la province. Il y a deux classes ou deux catégories de dépenses: celles qui sont votées dans le budget et celles qui sont autorisées par Statut. Cette pratique est contraire à tous les principes d'une bonne administration démocratique. En vertu de cette loi, tous les items du budget devront être votés par la Chambre, même les items statutaires.

À l'heure actuelle, nous en sommes rendus au point où le contrôle des dépenses budgétaires est devenu impossible pour le ministre du Trésor, parce qu'il y a 65 % du budget de la province qui se compose de dépenses statutaires qui ne sont pas contrôlées par la Chambre des représentants du peuple. Prenons par exemple les \$50,000,000 votés pour la voirie. Ils ont été votés une première fois, puis nous cessons d'en avoir le contrôle.

Le gouvernement peut s'en prévaloir pour faire des dépenses formidables, sans que la Législature en ait le contrôle. Avec un semblable système, il est impossible de contrôler les dépenses et les déficits. Et c'est une mauvaise politique que de marcher sur les déficits. Il n'est pas surprenant que, sous le gouvernement qui nous a précédés, l'administration financière ait été désastreuse et nous ait mis en face de déficits plus considérables que ceux qu'elle anticipait.

C'est un système ruineux. Je vais citer quelques chiffres. Pour l'exercice 1937-1938, première année de l'Union nationale, le gouvernement du jour avait prévu des revenus probables de \$53,000,000 et des dépenses budgétaires de \$78,000,000. Si l'on avait suivi les estimés, le gouvernement s'attendait donc à un déficit probable de \$25,000,000. Or, en dépit de cela, le déficit a été en réalité de \$35,000,000, donc \$10,000,000 de plus que celui que l'on prévoyait.

En 1938-1939, la même situation existe; le budget prévoyait une dépense de \$80,000,000, et je ne parle pas du crédit agricole, et le gouvernement du jour a terminé l'année avec une dépense fiscale totale de \$110,000,000, ce qui a laissé un excédent de \$30,000,000. En 1939-1940, c'est à peu près la même chose. On a commencé à mettre un frein, mais le budget a été de \$82,000,000, les dépenses de \$108,000,000, et l'excédent de \$26,000,000.

Aucun trésorier au monde ne peut contrôler de telles dépenses dans des conditions pareilles. La pierre angulaire de la démocratie, du gouvernement

responsable, c'est le contrôle des dépenses par les représentants du peuple. Je compte donc sur l'appui unanime de la Chambre pour adopter cette loi que je présente actuellement. Je donne ici crédit aux membres de l'ancien gouvernement de l'Union nationale qui ont passé une loi tendant à limiter les dépenses, même celles qui étaient votées par la Chambre. Lorsqu'il était au pouvoir, le chef de l'opposition a présenté une loi dont je lui donne le crédit, car elle autorisait le lieutenant-gouverneur en conseil à ne pas dépenser même les crédits autorisés par la Chambre. Il consacrait là un bon principe, mais il n'a pas mis en pratique ce qu'il projetait.

L'an dernier, le gouvernement actuel a fait un premier pas vers le contrôle des dépenses, en présentant une loi de contrôle qui donnait au lieutenant-gouverneur en conseil le droit de limiter les dépenses mêmes votées par la Chambre. J'ai dit à la Chambre que je ne voulais pas aller trop vite. D'autre part, grâce à cette loi, je suis heureux d'annoncer que l'année fiscale en cours se terminera non par un excédent de déficits, mais par un excédent des revenus sur les dépenses.

(Applaudissements)

Nous avons fait notre possible et les résultats sont mieux que nous ne le pensions. Le contrôle partiel demandé l'an dernier a bien réussi. Nous avons voulu limiter le contrôle à un an. Cette année, nous voulons aller plus loin. Au lieu de limiter le contrôle à un an, nous voulons l'établir d'une façon permanente. Nous voulons que tout item du budget soit contrôlé par la Chambre. Sans un tel contrôle, il est impossible de faire de prévisions budgétaires. Je suis certain que tous les membres de la Chambre nous approuveront. Je suis persuadé que la loi sera votée à l'unanimité. Si le principe de la loi n'est pas admis par la Chambre, je suis prêt à la discuter item par item.

(Applaudissements)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier provincial a parlé de déficits. Il est le fils de l'ancien gouvernement Taschereau. Le trésorier provincial a bien voulu rattacher à nos trois années d'administration la nécessité de limiter les dépenses par la loi qu'il présente. Il a cité des chiffres; il a posé en expert. Ce grand expert devrait se rappeler que lorsqu'il y a eu des mandats en blanc, ce fut sous l'ancien régime Taschereau, avec l'appui du premier ministre actuel qui était le serviteur de M. Taschereau. Il a répondu lui-même à ses assertions en disant que les dépenses de l'année 1940 avaient été les plus élevées, les plus considérables. Or, il était trésorier à ce moment.

C'était lui le grand génie financier de l'administration qui dirigeait le Trésor pour un espace de temps de huit mois. Il était arrivé à la tête de la trésorerie provinciale. C'est donc un aveu de mauvaise administration. Quand le trésorier parle de lois qui ont permis des dépenses sans contrôle, il oublie que ce sont des lois du gouvernement Taschereau. La plupart des lois qu'il veut maintenant abroger dans ce projet ont été passées par le gouvernement Taschereau, dont le premier ministre actuel a fait partie et que le trésorier actuel supportait. Donc, le ministre lance un soufflet à la figure de son chef!

Nous n'avons jamais connu en cette province un gouvernement aussi déficitaire que le régime Taschereau, grâce à des budgets de cachette et fausement représentés! Sous le régime Taschereau, les ministres se rassemblaient et votaient le budget à l'aveuglette. Y eut-il jamais une loi plus néfaste que la loi du chômage votée sous le régime Taschereau et qui donnait au gouvernement le pouvoir de dépenser jusqu'à \$200,000,000 s'il le voulait? On présentait des surplus apparents. On passait des lois qui donnaient un pouvoir illimité.

Grâce à sa loi du chômage notamment, M. Taschereau a pu dépenser des millions et des millions, sans même que les députés fussent consultés. Il n'y avait pas de limite. Non seulement pour le montant à dépenser, mais pour la durée. C'est une loi anticonstitutionnelle. Puis, en vertu de la loi de l'assistance publique, n'importe quel montant pouvait être dépensé. Sous le même régime, le fonds de l'assistance publique était déficitaire de \$4,000,000 à \$5,000,000 chaque année, et ces montants n'apparaissaient pas dans le budget. Jamais les dépenses nécessitées par cette loi n'apparaissaient dans les *Comptes publics*! Jamais le déficit ne figurait dans le bilan!

Sous le régime Taschereau, il y avait la loi des agences commerciales qui permettait des dépenses illimitées pour favoriser des amis du gouvernement. En vertu de la loi de la voirie, le gouvernement pouvait dépenser n'importe quel montant, en plus de ce qui était mentionné dans le budget. Il abroge ces lois du chômage, de l'assistance publique, de la voirie, etc., qui permettent de dépenser n'importe quelle somme d'argent en sus du montant mentionné dans le budget. Si c'était mal, pourquoi ne pas le dire?

Pourquoi faire de la politique, en mettant tout sur le dos de l'Union nationale? Pourquoi mettre aujourd'hui la faute sur l'Union nationale qui n'a été que trois ans au pouvoir? Le trésorier provincial est

jeune, sympathique, mais il oublie l'historique financier du gouvernement Taschereau et sa propre histoire!

Il oublie qu'il a fait figurer dans le budget un montant de \$1,000 pour chaque député, et qu'à date, \$3,300<sup>1</sup> ont été payés à chaque député. Sous le régime Taschereau, les comptes étaient en souffrance, les octrois n'étaient pas payés. Nous avons dû payer, en prenant le pouvoir, \$51,000,000 qui étaient dus. La situation a encore empiré aujourd'hui. Je suis en faveur du principe de limiter les dépenses, mais non en faveur du principe d'une loi comme celle-ci qui met de côté toutes les excellentes lois que nous avons mises dans les Statuts.

Je ne peux approuver un projet de loi qui fait disparaître la loi du drainage des terres, la loi de la colonisation et les lois sociales. La politique du drainage était une politique féconde et la colonisation était une œuvre nécessaire, et les lois sociales et autres que nous avons passées, on met tout cela de côté. Le gouvernement actuel est-il prêt à abandonner toutes ces classes de la société? Il y a du bon dans la loi, mais, comme dans tout ce qui nous vient de la droite, il y a, à côté, beaucoup de mauvais. Le trésorier provincial condamne le régime qu'il a supporté. Il est jeune notre trésorier.

Sa loi va tout révolutionner! Le trésorier viole lui-même le principe de la loi qu'il préconise et qu'il vient de nous exposer! Je ne puis accepter ni le principe de sa loi, ni la loi elle-même. Nous acceptons le système de "budgéter" toutes les dépenses, mais nous discuterons quand même la loi article par article.

Le gouvernement est influencé par des puissances occultes. Il y a du bon dans la loi, mais pourquoi abroge-t-elle des lois de l'Union nationale? Comment le gouvernement peut-il arriver à inclure toutes les dépenses dans le budget quand l'année fiscale de la Commission des liqueurs ne correspond pas à la sienne? Pourquoi n'a-t-on pas fait coïncider l'année fiscale de la Commission des liqueurs avec celle de la province?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je dois dire au chef de l'opposition que l'année fiscale de la Commission des liqueurs correspond maintenant à l'année fiscale de la province, grâce à un arrêté ministériel que nous avons passé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a passé un ordre en conseil pour régler cela. Très bien. Nous

avons proposé ce changement l'an dernier. Pourquoi le trésorier a-t-il voté contre cette mesure? Nous avons donc raison, et le trésorier s'est trompé sur ce point. Il s'est trompé en discutant de la situation financière.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):**

M. l'Orateur, je crois que la loi qui est présentée par le trésorier, et qui est devant la Chambre et à l'étude, est excellente et nécessaire. C'est une loi dont le gouvernement a besoin pour administrer les affaires de la province de manière à sauvegarder autant que possible les finances de la province et les principes constitutionnels de notre administration. Le principe du projet est de limiter les dépenses de la province à celles votées par la Chambre. Le chef de l'opposition reconnaît en partie le principe de la loi comme excellent, mais il nous reproche d'abroger certaines lois de son gouvernement.

Nous ne nions pas le principe de ces lois, mais le trésorier ne veut plus de ces lois qui permettent de dépenser des millions sans le contrôle de la Chambre. Le chef de l'opposition a dit qu'il admettait le principe de "budgéter les dépenses de la province". Le trésorier demande un contrôle qui nous a manqué, surtout pendant les trois années du régime de l'Union nationale, dirigé par le chef de l'opposition.

Si les lois autorisant certaines dépenses sont abrogées, cela ne veut pas dire que l'on fait disparaître le principe des lois. Nous voulons commencer par la base, soit un véritable contrôle des dépenses de la province, ce qui a manqué le plus durant le régime du chef de l'opposition. Ce que nous voulons éviter, ce sont les dépenses non contrôlées. Nous avons besoin de contrôle. Tous les ministres ont besoin de contrôle. Je comprends que les ministres de l'Union nationale ne me croient pas et je comprends que les ministres de l'Union nationale n'avaient pas besoin de contrôle.

Mais le jour est venu où leur chef a compris qu'il en fallait, par suite de l'avalanche des dépenses, et il s'est fait autoriser à suspendre même les dépenses autorisées par la Chambre aux départements. Il sentait le besoin d'un contrôle. Il est surprenant qu'il n'ait pas fait voter lui-même cette loi de contrôle que nous présentons aujourd'hui. Il voulait établir un contrôle et il doit regretter de ne pas l'avoir établi, car cela a causé la chute de son régime deux ans avant la fin de son existence légale.

Le chef de l'opposition a déclaré que le gouvernement Taschereau avait été le plus grand déficitaire de tous les gouvernements...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui, à tous les points de vue!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est son opinion à lui, mais ce n'est pas celle de ceux qui connaissent notre histoire financière. Quels sont les faits? Les faits sont là. Dans ses trois années de pouvoir, le chef de l'opposition a réussi à accumuler la dette la plus formidable que la province ait eu à supporter. Je vais citer les chiffres officiels pour lui montrer où nous a conduits son excellente administration.

En 1936-1937, l'exercice durant lequel l'Union nationale n'a été au pouvoir que pendant six mois environ, les dépenses totales ont été de \$69,788,000 et les revenus de \$46,280,000, laissant un premier déficit de \$23,508,000. Il commençait l'ère des déficits, bien que l'Union nationale n'ait commencé à administrer qu'au mois de septembre 1936. En 1937-1938, le régime des purs a opéré en plein. Les dépenses ordinaires, extraordinaires et de capital ont été de \$88,451,000<sup>2</sup>, les revenus de \$53,344,000<sup>3</sup>, et le joli déficit de \$25,107,000. En 1938-1939, les dépenses totales se sont chiffrées à \$110,000,000, les revenus à \$60,836,000<sup>4</sup>, et le déficit a été de \$49,164,000. L'Union nationale se perfectionnait dans l'accumulation des déficits. L'Union nationale s'est améliorée en 1939-1940, sa dernière année, en augmentant son déficit: les dépenses ont été de \$108,344,000, les revenus de \$55,000,000, et le déficit de \$53,344,000<sup>5</sup>.

J'avais donc raison de dire que l'Union nationale avait \$1,000,000 de déficit par semaine. Quand j'étais chef de l'opposition, j'ai souvent dit cela de mon siège au gouvernement d'alors. M. l'Orateur, ceux qui ont suivi les débats de cette Chambre, sous le régime de l'Union nationale, se souviennent sans doute que je me suis levé à chaque session pour dire au chef du gouvernement de l'époque de surveiller son administration qui nous donnait un déficit de \$1,000,000 par semaine. Le chef du gouvernement, aujourd'hui le chef de l'opposition, me narguait, me disait que je ne m'y connaissais pas du tout en finance.

Si on prend ces mêmes chiffres, nous constatons donc qu'au cours de ces trois années de régime, le chef de l'Union nationale a augmenté la dette de la province de \$198,367,000, soit donc près de \$200,000,000. Or, depuis la Confédération, tous les gouvernements de la province de Québec qui avaient précédé le régime du député de Trois-Rivières avaient endetté la province d'environ \$150,000,000. En trois ans, l'Union nationale a

réussi à mettre sur les épaules des contribuables une dette plus élevée que celle de toutes les administrations précédentes réunies qui l'avaient précédée en 70 ans! En trois ans, l'Union nationale a donc imposé aux contribuables une dette beaucoup plus élevée que celle que nous avons depuis 1867. Et c'est le chef de l'opposition qui vient aujourd'hui nous dire que le plus grand régime déficitaire a été le régime Taschereau!

Si on déduit tous les actifs de la province, et je comprends là les prêts aux cultivateurs, la dette nette était de \$159,990,000<sup>6</sup> quand nous avons laissé le pouvoir. Quand nous l'avons repris, après trois ans, en octobre 1939, elle était de \$303,310,000<sup>7</sup>, ce qui nous a laissé un déficit de \$153,389,000. Le chef de l'opposition a été au pouvoir pendant trois ans et il a accru la dette nette de \$154,000,000. Cent cinquante-quatre semaines à \$1,000,000 par semaine! Le chef de l'opposition, qui a été le plus grand déficitaire de tous les chefs de gouvernements, n'a pas besoin d'aller chez ses voisins, il peut rester chez lui!

C'est la raison pour laquelle le gouvernement libéral a dû imposer des taxes, l'an dernier, des taxes que nous ne pouvions pas ne pas imposer. Car, dans le temps, la province ne pouvait plus emprunter un seul dollar. Nous les avons imposées pour réparer le mal causé au crédit de la province par l'Union nationale. Il fallait payer avec nos propres revenus les dépenses courantes. Bien qu'impopulaire, ce geste a permis au gouvernement d'obtenir la coopération des banques.

Tous les financiers nous ont dit que nous ne pourrions plus emprunter si nous ne réhabilitons pas le crédit de la province. Nous avons fait notre devoir. Nous avons dit au peuple que nous sauverions le crédit de la province, et nous l'avons sauvé. Il nous a fallu prendre des mesures radicales, mais nous les avons prises, oubliant l'intérêt de notre parti pour ne penser qu'à la province. L'opération a été radicale, mais nous avons préféré sauver le crédit de la province que de sauver les intérêts du parti politique auquel nous appartenons.

(Applaudissements)

"En 1940, les dépenses ont été les plus élevées, et c'est le trésorier qui administrait", a dit le chef de l'opposition. Il a dit que nous avons eu un gros déficit quand nous avons repris le pouvoir. C'est vrai. Mais qu'est-ce que nous avons trouvé dans le Trésor? Rien. Ou plutôt, en arrivant au pouvoir, nous avons trouvé dans le Trésor 23,000 chèques tirés sur les banques, sans l'autorisation de celles-ci, pour payer les salaires des employés. Mais il y a plus. L'Union nationale avait prévu un budget de



\$80,000,000 pour l'exercice financier 1939-1940. Or, pour les quatre mois de son administration, l'Union nationale avait dépensé déjà \$68,000,000 de ces \$80,000,000. C'est ce que démontrent les chiffres officiels.

Il n'est pas étonnant que le chef de l'Union nationale ait été pris dans une crise qui l'a forcé à faire des élections, à aller devant le peuple et à tenter d'égarer l'opinion publique. Ne pouvant emprunter, le chef de l'Union nationale devait convoquer les Chambres, ou aller devant le peuple. Les défections dans les rangs de son parti l'ont déterminé à faire des élections. Mais il n'a pas soumis cette cause à l'électorat, il n'a pas dit qu'il ne pouvait trouver l'argent nécessaire à l'administration et pour payer les salaires des employés publics.

Il a cru qu'en remplaçant la question, en parlant de la participation à la guerre au lieu de finances, il avait une chance de passer. Il n'est pas étonnant qu'il ait soumis sa cause au peuple, non sur la situation financière, mais sur notre participation à la guerre et sur des sujets relevant de l'administration fédérale. Le gouvernement de l'Union nationale, acculé à la ruine, fut obligé de faire des élections!

Il aurait pu convoquer les Chambres et demander de nouveaux crédits. Il ne l'a pas fait, sachant bien qu'il aurait été battu. Le chef de l'Union nationale n'a pas osé convoquer les Chambres pour leur demander de lui indiquer un moyen de sortir de la crise, car il aurait été battu en Chambre. Son parti, tout disloqué, l'aurait abandonné! Il est allé au peuple, pensant qu'il pourrait escamoter cinq ans de pouvoir sur la participation à la guerre!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce que dit le ministre est contraire aux faits. Nous avons ordonné des élections en 1939 parce que les intérêts de la province l'exigeaient. Les événements confirment aujourd'hui que nous avons raison. De plus, les chiffres que donne le ministre ne sont pas exacts. Quand il s'agit de la dette du régime Taschereau, il parle de la dette nette; et quand il s'agit de l'Union nationale, il parle de dette consolidée, ce qui n'est pas la même chose. Dans les trois dernières années du régime Taschereau, la dette nette a augmenté de 67.5 %. Pendant les trois années de l'Union nationale, elle n'a augmenté que de 66.5 %.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Les affirmations du chef de l'opposition sont contraires aux faits! Voici les chiffres et ils sont confirmés par les documents publics: Au 30 juin 1936, la dette nette totale était de \$173,592,000<sup>8</sup>; et

au 30 juin 1940, lorsque nous avons pris le pouvoir en 1939, la dette flottante avait atteint \$367,890,000.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qui était au pouvoir au 30 juin 1940?

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est nous qui étions au pouvoir, mais c'est vous qui aviez créé la dette. Le chef de l'opposition dit que nous avons passé une loi qui permettait de dépenser sans limites. C'est vous qui avez créé cette dette! Et maintenant, il représente comme une mauvaise loi, la loi d'aide au chômage...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le ministre confond les deux textes! Vous étiez au pouvoir depuis huit mois!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Non, je ne confonds pas! Mais je pense que c'est le chef de l'opposition qui est confondu!

(Rires et applaudissements)

Le chef de l'opposition dit que le gouvernement libéral a passé en 1930 une loi du chômage qui lui donnait un blanc-seing. Elle a été passée de façon à empêcher la population de subir une trop grande détresse. Avec l'abolition des secours directs, les gens dans le besoin recevront de l'aide en vertu de la loi sur l'assistance publique et avec le concours du ministère de la Santé par son département du Bien-être social. Il a été au pouvoir pendant trois ans. Le chef de l'opposition n'a jamais rappelé cette loi du chômage dont il se plaint. Pourquoi n'a-t-il pas fait disparaître cette loi?

Pourquoi, si elle était mauvaise, mon honorable ami ne l'a-t-il pas rappelée, pendant les trois ans qu'il a été au pouvoir? Grâce à cette loi, l'ancien régime libéral pouvait faire face aux cas d'urgence, aux besoins impériaux. Mais, c'est avec cette loi que l'Union nationale a fait les pires gaspillages dont on n'ait jamais été témoin! L'administration Duplessis fut responsable d'une série de scandales comme on n'en a jamais vus en cette province! Grâce à cette loi, des amis du régime ont accumulé des fortunes de centaines de mille dollars. Quelques amis du gouvernement de l'Union nationale en ont profité largement et de façon constante.

Elle a provoqué les pires extravagances! Elle a détourné, et je sais ce que ce mot veut dire, l'argent destiné aux ouvriers et aux chômeurs pour construire par exemple des chalets à un club de raquetteurs et des parcs de baseball à Trois-Rivières. Cette loi a

permis à des promoteurs de baseball d'aménager des terrains de stationnement et de paver des chemins privés conduisant à des stades de baseball.

Avec cette loi destinée à l'amusement de la jeunesse catholique, l'Union nationale a détourné de l'argent destiné à la jeunesse catholique de la province, pour construire des manufactures appartenant à des particuliers. Avec cette loi encore, on a gaspillé des millions et on a brisé le moral d'un grand nombre de bons ouvriers qui ne demandaient qu'à travailler.

Tout cela, sous l'œil paternel et bienveillant du chef de l'Union nationale. Et c'est le chef de l'opposition qui vient nous dire, après tous ces scandales, que nous avons passé une mauvaise loi en 1934!

(Applaudissements à droite)

"C'est vous qui avez passé les mauvaises lois que vous voulez abroger", a dit le chef de l'opposition. Il sait comme il est dangereux de donner des lois permettant des abus à des ministres qui ont les yeux fermés bien qu'ils ne dorment pas. Maintenant, on vient reprocher à notre habile trésorier cette loi qui a pour but de stabiliser nos finances. À l'honorable trésorier, un des meilleurs que nous ayons eus en cette province et qui suivra les traditions de nos plus grands trésoriers...

(Applaudissements à droite)

... le chef de l'opposition reproche d'abroger ces lois. Mais nous gardons dans le prochain budget la législation nécessaire pour aider ceux qui souffrent en leur trouvant des travaux et pour nous occuper de ceux qui ne peuvent travailler parce qu'ils sont malades et pour assurer la charité publique. Si cette loi doit être abolie perpétuellement, la loi des secours ne sera pas abolie et nous aurons suffisamment de deniers dans le Trésor pour donner des travaux à ceux qui souffrent du chômage et aider la charité privée.

Ce que nous avons fait cesser dans cette province depuis notre arrivée au pouvoir, c'est l'exploitation du Trésor public par les gens de la haute et de la basse. Malgré les promesses et les menaces que l'on a faites à certains de nos ministres, nous avons mis un frein aux ambitions de ceux qui sont prêts à supporter tous les régimes, pourvu qu'on leur accorde du patronage. Nous avons fait cela et cette politique de stricte économie nous a fait sauver \$10,000,000 au Trésor public. Sans cela, nous n'aurions jamais réussi à boucler notre budget.

"Vous votez le budget à l'aveuglette", a dit le chef de l'opposition. Non pas! Que l'on me permette de rappeler l'histoire. J'ai vu le chef de l'Union nationale naguère se présenter devant la Chambre

avec un budget factice, dans lequel il avait coupé lui-même de presque 50 % les budgets de ses ministres, hors de la connaissance des ministres, pour nous faire croire qu'il pratiquerait l'économie pour cacher le mauvais état de ses finances. C'est lui qui parle de budget à l'aveuglette? Les budgets que nous présenterons ne seront pas des budgets à l'aveuglette, mais des budgets honnêtes!

(Applaudissements)

Nous avons promis au peuple de sauver le Trésor et de balancer le budget et nous allons le faire. Nous allons tenir cette promesse. Il fallait régénérer le crédit de la province. Déjà, aujourd'hui, la confiance est rétablie. Nous avons rétabli chez le prêteur la confiance dont nous avons besoin. Le succès de l'emprunt de \$65,000,000 lancé pour payer les dettes de l'Union nationale en est la meilleure preuve.

Le chef de l'opposition a parlé des comptes courants laissés par le gouvernement Taschereau. Il peut en parler des comptes courants. Se rappelle-t-il le montant qu'il nous a laissé lorsqu'il a quitté le pouvoir? Il nous en a laissé, lui, pour \$16,000,000, seulement en petits comptes pour les amis et les entrepreneurs. Et ce n'étaient pas entièrement des dépenses légitimes et raisonnables. En revenant au Parlement, nous avons découvert que les fonds avaient été dilapidés!

Le chef de l'opposition a-t-il oublié qu'un jour, il a fait passer une loi pour se faire autoriser à emprunter pour combler tous les déficits de son administration qu'il pouvait faire dans le cours de l'année? Nous avons combattu cette loi parce qu'elle ne mettait pas de frein aux dépenses et aux emprunts. C'est avec ça qu'il balançait ses budgets! Il balançait en empruntant pour égaliser les recettes avec les déboursés! Ce n'est pas ce qu'a fait le Parti libéral.

Nous savons que ceux qui attendent certains contrats n'aiment pas toujours cela. Ce système était très populaire pour ceux qui avaient besoin de beaucoup de patronage, mais il ne représentait pas le sentiment de la saine population. Sans doute, dépenser pour plaire, c'est agréable à un homme politique imprévoyant.

Nous ne voulons pas de cela. On dit que les clameurs de ceux que nous n'avons pu servir et qui s'élèvent, finiront par emporter le gouvernement. Et les clameurs de ceux qui s'en plaignent, je ne les crains pas parce qu'ils ne sont pas la majorité. Ce ne sont pas les faveurs distribuées à droite ou à gauche, ni les beautés du patronage qui font élire les députés, mais les résultats d'une bonne administration financière publique.

C'est parce que nos adversaires ont pratiqué une politique différente de la nôtre que le peuple leur a retiré sa confiance. Notre politique, c'est de ne pas dépenser un sou quand ce n'est pas dans l'intérêt de la province. Notre politique est de ne pas dépenser un sou si l'intérêt public ne commande pas que nous le fassions.

Nous mettons l'intérêt public avant l'intérêt privé et avant celui de ceux qui vivent aux côtés du gouvernement. Nous sommes capables de démontrer au peuple que si nous avons été obligés d'imposer un régime sévère, c'est à cause des gaspillages et des exactions de l'ancien gouvernement. Nous avons adopté comme politique de payer à mesure ce que nous dépensons.

D'ailleurs, les gouvernements qui font leur devoir sont toujours réélus. Ceux qui voient ainsi l'intérêt public avant l'intérêt privé approuveront toujours les gouvernements qui agissent ainsi. On a pu tromper l'opinion une fois, mais quand on est allé en appel devant le même tribunal, le peuple a dit qu'il s'était trompé en 1936.

Le chef de l'opposition a parlé tout à l'heure de la Commission des liqueurs. Pourquoi n'a-t-il pas, lui, changé l'année fiscale de la Commission?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons jamais, nous, falsifié les livres de la Commission des liqueurs!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** C'est une digression! C'est avec ces digressions que le chef de l'opposition cherche à faire accepter les inconséquences de sa politique et de sa vie politique! Il a parlé de la jeunesse...

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre n'a plus que trois minutes à sa disposition.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Deux me suffiront. Le chef de l'opposition a parlé de notre "jeune" trésorier. Nous avons un jeune trésorier. Oui c'est vrai. J'en suis fier car les ministres libéraux restent longtemps en place!

(Applaudissements)

Il fait honneur à la ligne des trésoriers que le Parti libéral a donnée à la province. Je puis en parler, moi, un vieillard de la politique, le doyen de cette Chambre. J'aimerais avoir le sang qui bout dans les veines de mon collègue. Notre jeune chef a choisi, parmi les jeunes, des hommes d'expérience sur qui il peut compter. Le premier ministre s'est entouré de collègues décidés à faire leur devoir quoi qu'il

advienne. Il a choisi des hommes jeunes autour de lui qui ont fait leur devoir, qui vont continuer.

Nous passons actuellement à travers la crise la plus importante de notre histoire, et ce n'est pas le temps pour les députés libéraux et pour le gouvernement de ne pas faire leur devoir. Ce n'est pas quand l'angoisse étreint le cœur de tant de mères et d'enfants, à cause de la lutte barbare qui se livre en Europe, que le Parti libéral ne fera pas son devoir! Les sacrifices que nous faisons sont bien petits et bien légers, même si nous devons perdre le pouvoir, lorsque nous les comparons aux sacrifices consentis de l'autre côté des mers, par les peuples démocratiques, comparés à ceux qui se font actuellement en Angleterre.

Si nous voulons sauver la démocratie, il faut donner l'exemple d'un gouvernement qui respecte les privilèges de la démocratie et qui ne fait pas appel à la fourbe ni à la lie du peuple pour se maintenir. Pour sauver la démocratie dans notre province, le gouvernement doit rendre justice au cultivateur, à l'ouvrier et même à celui qui par son travail a réussi à épargner quelque chose pour le laisser à sa famille. Nous devons donner l'exemple du bon gouvernement démocratique qui veut rendre justice à tous les citoyens.

(Applaudissements)

**M. Gagnon (Matane):** L'Union nationale n'a pas commis les abus que le ministre vient de signaler. Je n'entreprendrai pas de répondre à la longue argumentation du ministre. L'administration actuelle a réduit les chômeurs au rang de véritables esclaves. Puisque ce dernier a parlé de barbarie, il aurait dû commencer par n'en pas commettre contre les vieillards, les mères nécessiteuses et les chômeurs! Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a parlé de la dette de la province. Il a déclaré que, pendant les trois années d'administration de l'Union nationale, la dette de la province a augmenté de \$150,000,000<sup>9</sup>. Or, plusieurs des ministres du gouvernement actuel ont passé leur temps à crier dans la province, au cours des dernières élections, que l'Union nationale avait augmenté la dette nette de \$400,000,000. Donc, ils mentaient effrontément au peuple! Le nouveau trésorier a fait d'éloquents discours pour faire croire à la population que sous son égide, désormais, le gouvernement équilibrerait son budget. Cependant, lors de la dernière session, le même trésorier annonçait à la Chambre dans son budget qu'il anticipait des revenus de \$52,000,000. En même temps, il présentait des prévisions budgétaires de \$78,996,000 et, en plus, un

budget supplémentaire de \$23,870,000, soit donc une dépense de plus de \$100,000,000, quand il venait de nous affirmer que les revenus ne seraient que de \$52,000,000. Et il avait ensuite l'audace de prédire que la même année financière se bouclerait par un surplus de \$250,000! Qui donc se moquait du peuple? Qui donc le trompait? Le ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) a dit que l'Union nationale avait augmenté la dette de \$150,000,000, pour prétendre que l'Union nationale avait augmenté la dette à un rythme plus accéléré qu'aucun gouvernement ne l'avait fait jusqu'alors. Mais qu'il regarde donc les documents publics qui lui diront que, dans les trois dernières années du régime Taschereau, la dette a augmenté de 67.7 % contre 66.5 % durant les trois années de l'Union nationale. En parlant de la dette de \$150,000,000 de l'Union nationale, il a pris bien garde de ne pas mentionner l'argent prêté pour le crédit agricole, soit \$35,000,000, argent qui reviendra intégralement au Trésor, qui ne constitue pas une dette.

Il a aussi négligé de parler des \$45,000,000 que l'Union nationale a dû payer à son arrivée au pouvoir pour acquitter les dettes criardes du régime Taschereau. Si l'on tient compte de ces \$35,000,000 et de ces \$45,000,000, cela réduit singulièrement la dette mise au compte de l'Union nationale. Et celle-ci a fait des œuvres considérables: elle a fait travailler les chômeurs, au lieu de les laisser crever de faim; elle a construit le pont de Charlemagne et réglé toutes sortes de graves problèmes, voté des sommes considérables à l'agriculture, à la colonisation. Les sommes que nous avons dépensées étaient pour le bien-être général. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, il nous a fallu emprunter \$60,000,000 pour payer les dettes d'un régime de pitons! Et pour une seule journée, pour n'en prendre qu'une, les comptes aux banques étaient soutirés pour \$18,000,000!

Il (M. Gagnon) cite ensuite le rapport de la Dominion Securities Corporation du 6 mars 1940 sur les finances des provinces, où l'on voit que l'intérêt sur les dettes directes du fédéral se chiffre à 3.53 contre 3.21 pour la province, et l'intérêt sur les dettes indirectes à 3.97 contre 2.95 pour la province. Il cite aussi le rapport Sirois qui dit que la dette de la province de Québec est la plus basse par tête, exception faite de l'Île-du-Prince-Édouard.

Si le trésorier provincial prétend que sa loi est pour sauvegarder les finances de la province continue-t-il, mises en danger par des lois de blanchiment de dépenses, alors il doit blâmer surtout le gouvernement Taschereau qui a fait la plupart de ces lois, notamment la loi du chômage de 1931.

Le ministre admettra que la loi du chômage est le plus beau modèle de chèque en blanc que nous ayons dans nos Statuts. Le trésorier reproche à l'Union nationale de ne pas avoir rappelé cette loi. Mais, en fait, l'Union nationale en a fait disparaître le côté dangereux dès la première session du nouveau gouvernement en 1936, lorsqu'on a adopté une loi qui décrète que le gouvernement n'a plus le droit de faire des emprunts nouveaux sans l'autorisation de la Législature.

C'est aussi l'Union nationale qui a fait une loi permettant au bureau du Trésor de suspendre toute dépense, même votée dans le budget. Or, on voit dans les procès-verbaux que le ministre de la Voirie et le député de Berthier (l'honorable M. Bastien), et autres, ont voté contre cette loi que le trésorier proclame cependant une bonne loi. Au départ du gouvernement d'Union nationale, il y avait \$16,000,000 dus aux entrepreneurs, pour la bonne raison qu'on était encore en pleins travaux de construction de voirie, travaux que le gouvernement a suspendus en arrivant au pouvoir.

Il critique ensuite le trésorier pour avoir obligé les créanciers de la province à perdre 2 % de leur créance, sous menace de ne pas être payés.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je n'ai menacé personne!

**M. Gagnon (Matane):** Le trésorier a expliqué dans le temps cette procédure en sorte que les gens ont clairement compris qu'il leur fallait perdre 2 %! Sous prétexte de "budgéter" toutes les dépenses, on en profite pour abolir des lois utiles. C'est ainsi qu'on fait disparaître une loi de l'Union nationale pour le drainage, quand on sait, de l'aveu même du premier ministre, que 80 % des terres de la province sont mal drainées. Il eût suffi d'ajouter un amendement disant que toutes les dépenses encourues d'après cette loi devront être "budgétées".

On fait aussi disparaître une loi qui permet au gouvernement provincial de passer toute entente avec Ottawa pour aider les colons, les cultivateurs, etc. Quel mal y avait-il à laisser cette loi dans les Statuts de la province? Il en est de même pour la loi de l'assistance-chômage qu'on fait disparaître. La loi d'assistance-chômage constitue un mépris flagrant des droits du peuple, des droits des représentants du peuple d'être consultés. Sur cette question, on a vu le premier ministre, sur une simple lettre, engager la province de Québec. L'opposition n'a-t-elle pas raison d'être toujours debout pour protester contre la nouvelle trahison des droits provinciaux qui se

prépare actuellement sur la canalisation du Saint-Laurent?

Le gouvernement fédéral a le droit de s'attendre à la considération du premier ministre, le fils spirituel de M. Lapointe. Tous les gouvernements libéraux précédents au Québec ont au moins défendu et tenté de protéger les droits de cette province, contrairement à l'administration actuelle, au ministre fédéral de la Justice, Ernest Lapointe, et à d'autres députés à Ottawa. Les anciens premiers ministres libéraux ont pu commettre des erreurs, mais on doit reconnaître que jamais MM. Gouin et Taschereau n'ont sacrifié les droits de la province.

**M. l'Orateur** demande au député de Matane de s'en tenir au principe du bill.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon collègue ne fait que répondre à ceux qui ont parlé avant lui et qui ont entraîné la discussion sur ce terrain.

**M. l'Orateur:** Mon intention est de souligner au député qu'il ne peut parler de la canalisation du Saint-Laurent au sujet de laquelle aucune motion n'est devant la Chambre.

**M. Gagnon (Matane):** Je rappelle les critiques récentes de l'opposition contre le procureur général (l'honorable M. Girouard) qui présentait dernièrement trois lois au sujet des Statuts de la province. Si l'on adoptait la même politique que lui, poursuit-il, c'est au moins 25 lois que l'on devrait présenter aujourd'hui parce qu'au moins 25 législations seront abrogées par la présente loi.

Lorsque, dans le passé, nous nous opposions à l'assurance-chômage, c'est que nous voulions garder le contrôle des bureaux de placement. Aujourd'hui, le gouvernement décide que tous les bureaux de placement provinciaux seront abolis et transportés au fédéral. C'est un recul. Tous les bureaux de placement sont devenus des organismes fédéraux et l'on verra un grand nombre des chômeurs des autres provinces venir ici prendre la place de nos chômeurs.

Je reprendrai la discussion lors du débat sur le budget.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** se prépare à répondre au député de Matane.

**M. Gagnon (Matane):** Comme il est 6 heures, je propose, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Dépôt de documents:

##### Rapport du Service des pêcheries maritimes

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du Service des pêcheries maritimes de la province de Québec, 1940. (Document de la session no 45)

La séance est levée à 6 heures.

#### NOTES

1. \$2,300, selon *Le Nouvelliste* du 13 mars 1941, à la page 10.
2. \$80,481,000, selon *Le Canada* du 13 mars 1941, à la page 9.
3. \$58,344,000, selon *Le Canada* du 13 mars 1941, à la page 9.
4. \$69,000,000, selon *Le Canada* du 13 mars 1941, à la page 9.
5. \$52,000,000, selon *Le Devoir* du 13 mars 1941, à la page 7, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 9.
6. \$59,990,000, selon *Le Soleil* du 13 mars 1941, à la page 5.
7. \$309,310,000, selon *Le Devoir* du 13 mars 1941, à la page 7, et *L'Action catholique* du même jour, à la page 9.
8. \$178,592,000, selon *Le Canada* du 13 mars 1941, à la page 9.
9. \$198,000,000, selon *Le Canada* du 13 mars 1941, à la page 9.



Séance du jeudi 13 mars 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 26 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 26 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 13 mars 1941

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 26 octroyant à Sa Majesté des derniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le

31 mars 1941, et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice.

**Demandes de renseignements:**

**Les chômeurs du Lac Noir**

**M. Labbé (Mégantic):** Un télégramme du maire de Thetford Mines m'informe qu'il a demandé au gouvernement \$2,000 de secours pour les chômeurs de sa municipalité, menacés de mourir de faim. J'attire aussi l'attention du gouvernement sur le cas des chômeurs du Lac Noir, qui est encore plus grave et qui sont dans la détresse. La situation est lamentable et j'espère que le premier ministre et le ministre des Travaux publics se montreront aussi généreux pour les chômeurs de Mégantic que pour ceux de la province.

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** Nous sommes au courant de ces faits. On nous a fait des représentations au sujet de la situation à Thetford Mines et au Lac Noir, disant que le chômage sévissait à l'état aigu. Nous avons envoyé des inspecteurs à ces deux endroits. Suivant la coutume, les représentations faites au gouvernement, au sujet de la ville de Thetford, ont été suivies de l'envoi d'enquêteurs sur les lieux par le Bureau de reconstruction économique. Les inspecteurs nous ont fait rapport qu'à Thetford, la ville n'a pas une proportion de chômeurs suffisante pour justifier l'intervention du gouvernement.

Quant au cas du Lac Noir, la situation est plus grave qu'à Thetford Mines et nous étudions sérieusement l'affaire. Les sans-travail y demeurent parce qu'ils attendent la réouverture de la compagnie qui s'y trouve. Elle aussi a fait des représentations au ministère et j'ai envoyé le chef du Bureau de reconstruction économique voir les autorités de la compagnie. Il a rencontré le gérant de la compagnie qui possède des mines d'amiante, et ce dernier lui a expliqué la situation. À la suite de cette enquête, le gouvernement est d'opinion que la compagnie

d'amiante de cette ville, qui est actuellement fermée, devrait aider le conseil municipal à faire face à la situation et venir au secours des miséreux du Lac Noir.

Dans les deux cas, nous avons reçu un rapport préliminaire de la discussion en cours et nous continuons à nous intéresser au problème. Nous continuons les démarches. Ce n'est pas l'habitude du gouvernement de venir en aide aux municipalités où la proportion de chômeurs est inférieure à 5 %. Nous considérons que lorsque la proportion des chômeurs n'est pas de 5 %, au moins, dans une municipalité, celle-ci doit secourir seule ses chômeurs. Nous allons nous entendre avec la municipalité.

On sait d'ailleurs que, d'ici 15 jours, les secours directs versés aux provinces seront forcément abolis par suite de la décision du gouvernement fédéral d'arrêter sa contribution, mais je puis assurer le député de Mégantic (M. Labbé), et tous les autres députés que cette question intéresse, que le gouvernement étudie actuellement les meilleurs moyens à prendre pour procurer de l'ouvrage aux chômeurs nécessaires, et que les officiers de mon département sont à chercher du travail pour ceux-ci. Et je suis convaincu que le gouvernement fera sa très large part afin de faire exécuter des travaux pour les chômeurs qui veulent travailler. Partout, dans la province, l'on est à la recherche de travaux pour les chômeurs nécessaires. Les municipalités devront aussi faire leur part. Nous estimons que s'il y a moins de 5 % de la population en chômage, la province n'a pas raison d'intervenir. Il se trouve toujours, surtout en hiver, une moyenne de 5 % de la population qui n'a pas de travail. C'est normal ça.

#### Collège de Victoriaville

**M. Duplessis (Trois-rivières):** Les journaux ont appris dernièrement à la province que le gouvernement provincial avait fait l'acquisition, au coût de \$850,000, du collège des Frères du Sacré-Cœur, à Victoriaville. Je voudrais savoir si les Frères ont été payés, quand et en vertu de quelle autorité? Quelles dépenses le gouvernement a-t-il faites à ce sujet?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition doit savoir que cet édifice a été converti en une école pour les jeunes gens qui se destinent à la carrière d'aviateurs. La Chambre devra décider quant à l'achat de cette école. La province d'Ontario a une école importante d'aviation. Nous avons donc cru devoir fournir les mêmes avantages à notre jeunesse. La province de Québec veut ouvrir une école qui sera transformée par le gouvernement

fédéral en école d'aviation importante, où notre jeunesse pourra dans l'avenir jouer un rôle considérable, et où les jeunes gens de notre province pourront recevoir une formation et se préparer à une carrière qui leur sera utile en temps de guerre et en temps de paix. Il en existe dans les autres provinces.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le contrat a-t-il été signé?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Aucun paiement n'a été fait actuellement, et les députés seront appelés à autoriser la dépense. Il n'y a aucun contrat de signé entre le gouvernement et les Frères du Sacré-Cœur pour l'achat de leur collège de Victoriaville au prix de \$850,000, mais nous sommes assurés de pouvoir acheter le collège. La Chambre sera d'ailleurs saisie de la chose un peu plus tard et aura l'occasion de se prononcer sur cette transaction.

#### Subsides:

##### Budget supplémentaire 1940-1941 (2<sup>e</sup> partie)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon, l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Labbé (Mégantic)** propose, par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que tous les mots après "que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, exprime l'opinion qu'il est du devoir du gouvernement de la province de Québec de prendre immédiatement une attitude courtoise mais énergique, au sujet de la canalisation du Saint-Laurent et lui recommande de sauvegarder les droits et les meilleurs intérêts de la province de Québec à ce sujet."

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition a-t-il quelque chose à dire sur cet amendement, car j'ai l'impression qu'il est hors d'ordre en vertu de l'article 322?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Orateur ne doit pas soulever des questions d'ordre. C'est le rôle



des députés. Les fonctions de l'Orateur consistent à empêcher le désordre et il n'a pas le droit de suggérer des objections lorsqu'aucune objection n'est soulevée par le gouvernement. Cette absence d'objection comporte l'unanimité de la Chambre. La Chambre est au-dessus de l'Orateur, et c'est s'immiscer dans les débats que de soulever une question d'ordre.

L'amendement est parfaitement dans l'ordre. Le fait qu'une motion de production de documents sur la canalisation du Saint-Laurent apparaisse au *Feuilleton* de la Chambre ne constitue pas un empêchement de présenter une nouvelle motion. La première motion ne comporte que la production de documents, tandis que celle qui est présentée actuellement a pour but de forcer le gouvernement à donner une expression d'opinion.

M. l'Orateur, vous êtes plus brillant que moi. Vous êtes professeur de droit constitutionnel, et vous admettez qu'un député peut proposer n'importe quel amendement sur une motion pour aller en subsides!

**L'honorable M. Bouchard (Saint-Hyacinthe):** La Chambre est saisie de la question du Saint-Laurent, et cette dernière ne peut être l'objet d'un ordre à la Chambre, lorsque motion est faite pour aller en subsides. Le *Feuilleton* de la Chambre contient déjà une motion pour production de documents et il ne fait pas de doute que cette procédure constitue le meilleur moyen d'amener la Chambre à discuter la question de la canalisation du Saint-Laurent. La motion est réellement hors d'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** Je partage l'opinion du chef de l'opposition.

**M. Lorrain (Papineau):** En 1895, l'honorable Gilbert Miville-Dechéne a proposé un amendement à la même motion pour demander la réduction des dépenses de Spencer Wood.

**M. Talbot (Chicoutimi):** J'appuie la motion du député de Mégantic.

**M. l'Orateur:** Je dois tout d'abord déclarer, en réponse au chef de l'opposition, que non seulement l'Orateur a le droit de soulever la question d'ordre lui-même, mais que les règlements l'y obligent formellement. En vertu des règlements de la Chambre, l'Orateur, pour intervenir, n'est pas obligé d'attendre qu'on soulève un point d'ordre, mais il peut mettre une procédure de côté dès qu'il la juge irrégulière. En intervenant, l'Orateur ne s'immisce pas du tout dans le débat.

Quant au mérite même de la motion, on ne peut présenter une autre motion sur une affaire dont il est question dans une autre motion qui apparaît au *Feuilleton* de la Chambre et elle ne peut avoir priorité sur la motion pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Je déclare donc l'amendement irrégulier et hors d'ordre.

**M. Bourque (Sherbrooke):** J'en appelle de votre décision.

La question: "La décision de l'Orateur sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Allard, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Saint-Hyacinthe), Boucher, Caron (Hull), Caron (Maisonneuve), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Danserau, Delagrave, Desmarais, Dubreuil, Dufour, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Hamel, Joyal, Kirkland, Lapointe, Leduc, Mathewson, Moreault, Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Potvin, Rochette, Thisdel, Toupin, 48.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 12.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est, en conséquence, maintenue.

La motion principale est mise aux voix et est adoptée sur division. En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trente-neuf mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative)", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Impression,

reliure et distribution des Statuts", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Sûreté provinciale", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier disait l'an dernier que tout allait pour le mieux des mieux dans le meilleur des mondes. Le trésorier a, pour le moins, manqué de clairvoyance.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Et ça va encore mieux cette année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cependant, les prévisions du trésorier n'ont pas été extraordinaires, puisqu'il doit revenir aujourd'hui pour demander un montant additionnel de \$826,900... Un budget supplémentaire de \$830,000 est très élevé.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ce budget supplémentaire est, au contraire, possiblement le plus petit que la province n'ait jamais eu. C'est pour réajuster notre budget tout simplement. Sur un budget de \$78,000,000, ce n'est pas un gros réajustement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** donne la réplique en anglais et taquine le trésorier sur la façon de faire des économies et l'accuse d'imprévoyance. Maintenant que j'ai fait plaisir au premier ministre, continue-t-il, je vais parler en français. Dans le budget, on prévoit \$1,000 pour chaque député, mais chaque député a reçu \$2,300. En vertu de quelle autorité les \$1,300 ont été payés?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai suivi une coutume vieille comme la Confédération en payant les députés avant la fin de la session.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Comment le trésorier a-t-il pu payer des dépenses qui excèdent ses prévisions de l'an dernier?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Parce que nous avons épargné. Nous avons dépensé moins que nos estimés dans plusieurs départements. Ce budget supplémentaire

est le plus petit dans l'histoire politique du Québec. Mon honorable ami parle de nos économies. Avec la permission du premier ministre, je vais lui annoncer une nouvelle qui nous vaudra sans doute des félicitations de sa part: ce sera la première fois dans l'histoire de la province, au cours de l'année fiscale 1941-1942, que la province balancera son budget général toutes dépenses confondues, ordinaires, extraordinaires, et capital. Et le prochain budget, que nous présenterons bientôt, sera complètement équilibré en tous points, grâce aux économies que le gouvernement a pratiquées. Après le paiement des items statutaires du budget supplémentaire, après le paiement des salaires des députés, les économies affectées par le gouvernement dépasseront les estimés du budget de plus de \$12,000,000. C'est un fait sans précédent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Lors de la dernière session, le trésorier nous a annoncé que son budget indiquait un surplus. Il y avait un surplus de taxes oui; mais aujourd'hui, il nous apporte un budget supplémentaire de \$830,000. Le gouvernement actuel brille davantage pour les déficits qu'il accuse dans ses réalisations. Le budget supplémentaire est le plus petit depuis plusieurs années parce que le gouvernement a décidé de ne rien faire en matière d'administration publique, mais plutôt de taxer à gauche et à droite!

Le trésorier nous avait parlé de surplus et il arrive aujourd'hui avec un budget supplémentaire de près de \$1,000,000. Est-ce là faire des économies? Pouvons-nous le croire lorsqu'il nous promet que le prochain budget sera équilibré? La seule économie pratiquée l'a été aux dépens des chômeurs, des mères nécessiteuses et des aveugles. On a épargné sur le cœur humain!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Toutes les dépenses mentionnées dans les estimés ont été prévues. Nous ne demandons à la Chambre que de ratifier nos décisions. Le chef de l'opposition serait beaucoup mieux de passer aux choses sérieuses, en étudiant les items du budget, que de faire perdre le temps de la Chambre en discussions odieuses!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-il vrai que le trésorier n'a pu se faire élire à la mairie de Montréal à cause d'un déficit de votes?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Combien de fois mon honorable ami n'a-t-il pas eu un déficit de votes?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'engage à démissionner si le premier ministre peut prouver que je n'ai pas toujours eu la majorité absolue! Il y a un item pour l'Imprimeur du Roi. Le gouvernement songe-t-il à créer une imprimerie nationale?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est de l'histoire ancienne, ça. Il n'est pas question de changement pour le moment.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il est question de changement de gouvernement.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il en a été question, mais le changement a été opéré en 1939 et l'affaire a été réglée.

(Applaudissements et rires à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a un item pour la police provinciale. Est-ce que le procureur général est au courant du fait que, pendant plusieurs semaines, les employés du service de la prévention de la police des liqueurs à Québec et à Montréal ont suspendu leur travail parce que le gouvernement n'avait pas d'argent pour les payer?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Les renseignements du chef de l'opposition ne sont pas exacts et il fait allusion à des faits inexistant. Les officiers de la police des liqueurs n'ont pas suspendu leur travail. Le travail de certains indicateurs a pu être suspendu, mais toutes les enquêtes se sont poursuivies comme d'habitude. Rien de plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Parlant de la police, le procureur général sait-il qu'un criminel, un pauvre arriéré mental accusé de sodomie, était détenu à la police provinciale et que des policiers ont commis une chose honteuse et une inexcusable offense aux quartiers généraux de la police provinciale en abusant de l'inintelligence de cet homme, plus fou que criminel? Est-il vrai que des membres de la Sûreté provinciale ont profité de la débilité de ce pauvre homme pour l'induire dans l'édifice même du parlement à commettre un autre crime révoltant prévu par le Code pénal? Je veux savoir ce qui a été fait à ce sujet.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Apparemment, je constate que l'honorable chef de l'opposition et ses collègues sont des lecteurs assidus d'un petit journal écrit qui s'appelle *L'Éclair*, rédigé, me dit-on, par un nommé Plouffe, qui déshonore la profession du journalisme. Si c'est là qu'ils puisent

leurs renseignements, je ne suis pas surpris de constater qu'ils soient souvent mal renseignés! Il fait une charge contre le journaliste qui publie ce journal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général a la police à sa disposition pour faire arrêter ceux dont il a à se plaindre. Il ne devrait pas les attaquer ici en Chambre! Je demande au procureur général d'avoir le courage de ne pas profiter de son immunité parlementaire pour attaquer un journaliste qui n'est pas ici pour se défendre!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je n'ai pas de leçon à recevoir de l'honorable chef de l'opposition à ce sujet! Pour ma part, depuis que je suis procureur général, j'ai toujours eu des relations amicales et courtoises avec l'honorable chef de l'opposition et les députés de la gauche. Je regrette d'être obligé d'ajouter que je n'ai pas reçu le même traitement de la part de l'opposition, ni en Chambre, ni même au comité, comme cela est arrivé ce matin!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre! On n'a pas le droit de référer à des faits qui se sont produits dans un comité qui n'a pas encore fait rapport!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je veux simplement dire que je n'ai pas reçu du chef de l'opposition le même traitement au point de vue courtoisie. Quant à l'affaire dont il a été question tout à l'heure, je dois dire que le chef de l'opposition a été mal renseigné. Il a pris cela dans *L'Éclair*. Dans le département du procureur général comme dans tous les ministères, il peut se produire des irrégularités. Il s'en est produit lorsque le chef de l'opposition était procureur général. Le devoir du ministre est de ne tolérer ni irrégularités ni abus. Bien avant que le petit journal dont j'ai parlé ne publie, de façon erronée du reste, les renseignements auxquels l'honorable chef de l'opposition a fait allusion, certains faits avaient été portés à la connaissance du gouvernement. Le département du procureur général avait fait immédiatement une enquête sur une affaire disgracieuse. À la suite de cette enquête, cinq policiers de la Sûreté ont été démis de leurs fonctions.

**Des voix de l'opposition:** L'affaire est donc vraie?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Certainement. On ne peut donc pas affirmer que le département a manqué à son devoir. Le département

a accompli son devoir. J'estime avoir fait mon devoir en congédiant ceux qui se sont rendus coupables de cette offense. Il s'agissait de maintenir le bon ordre et la discipline dans le département et au sein de la police provinciale et je n'ai pas hésité. Je considère que j'ai fait mon devoir.

(Applaudissements)

J'ai conscience d'avoir fait mon devoir. Quand des irrégularités sont portées à ma connaissance, je m'empresse de faire enquête. C'est quand tout a été fini que l'article de *L'Éclair* a été publié. On savait alors que j'avais fait mon devoir. Comme j'ai rempli mon devoir en cette occasion, comme en toute occasion, j'avais le droit de m'attendre à être traité avec justice par l'honorable chef de l'opposition et ses collègues. Malheureusement, ce n'est pas ce qui est arrivé. Le chef de l'opposition fait de son mieux, par le biais de l'un de ses journaux, pour salir les députés et ministres du gouvernement.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général se plaint de la façon dont nous l'avons traité. C'est la première fois que j'entends un homme public pleurnicher devant la Chambre parce qu'on discute les actes de son administration. Mais nous sommes ici face à face; si jamais il y a un homme en cette Chambre qui a été injustement attaqué, c'est bien moi! Le procureur général parle de courtoisie. Mais là n'est pas la question. Personne ne peut dire que j'aie jamais attaqué un adversaire en dehors de sa vie publique. Le ministre a admis la véracité de l'accusation portée contre certains membres de la police provinciale. Je n'ai pas besoin du petit journal qu'il a nommé pour me renseigner. Je ne connais pas que le procureur général, que je tiens pour un homme honorable, un homme de talent, se soit choqué parce que je lui ai signalé une offense commise dans son département!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Lorsque l'honorable chef de l'opposition ou n'importe lequel de ses collègues dénonceront des abus dans mon département, je leur en serai reconnaissant, je les remercierai et je mettrai fin aux abus. Mais, dans ce cas, les abus dont il est question aujourd'hui, la dénonciation n'est pas venue de lui, ni par eux. Dans le cas dont l'honorable chef de l'opposition a parlé, les coupables ont été punis avant même que les députés de la gauche n'amènent devant la Chambre cette affaire disgracieuse. J'ai fait mon devoir. Je n'en tire aucune gloriole, mais je répute que j'avais le droit de m'attendre à ce qu'on

reconnaisse au moins que j'avais agi comme il convenait.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général sait que des membres de la Sûreté provinciale, chargés de faire respecter la loi, se sont rendus coupables d'un crime infamant dans les édifices du parlement à l'endroit d'un pauvre misérable accusé de bestialité! Je sais que des irrégularités peuvent parfois se produire. Mais jamais on a vu cinq membres de la Sûreté se rendre coupables d'une telle action! Pour qu'il se passe des choses semblables en plein parlement, il faut que ça aille bien mal!

Bien plus, mes renseignements sont à l'effet que l'un des cinq membres qui ont été destitués a obtenu une place à la Commission des liqueurs quelque temps après. Mes renseignements ne proviennent pas de *L'Éclair* dont il fut question tantôt. Le fait, pour des hommes de police d'abuser à ce point d'un pauvre misérable atteint de débilité morale et mentale pour lui faire commettre une chose infamante et criminelle, n'a aucune excuse quelconque! Le procureur général ne devrait pas se choquer. Lui qui est chargé de découvrir les crimes et de punir les coupables, il devrait être content quand nous lui signalons que des méfaits ont été commis!

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** C'est inexact. Les abus dont parle le chef de l'opposition ont été commis, je l'admets. Mais ils ont été corrigés et les coupables ont été punis avant même que le chef de l'opposition ne le sût. Il prétend qu'un de ces employés a été repris à la Commission des liqueurs. Je suis convaincu que ce n'est pas exact. Il n'a pas été employé à la Commission des liqueurs. Comme cela arrive sous n'importe quel gouvernement, les membres des familles intéressées ont fait appel à la clémence du procureur général et j'ai été informé moi-même qu'un des coupables avait sollicité un autre emploi. On le lui a refusé. Jusqu'à hier, du moins. Je suis sûr qu'il n'a pas été repris.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Alors, le procureur général sait de qui je parle. J'ai parlé d'un bandit et le procureur général le reconnaît. Donc, il a réellement été question de le reprendre au service du gouvernement. Pourquoi?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Il est certain que l'un de ceux qui ont été destitués a fait des démarches, en pleurant auprès de certaines

personnes, pour être placé quelque part, parce que ses enfants et son épouse se trouvent dans le malheur. Pour ma part, j'ai dit carrément que je ne le reprendrai pas, parce que l'offense qu'il a commise n'est pas excusable.

**M. Gagnon (Matane):** Les cinq policiers coupables ont-ils été traduits devant les tribunaux? Il s'agit ici d'accusations très graves. Le procureur général a-t-il l'intention de prendre des procédures contre ces policiers?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Pas encore. La question est à l'étude. Nous n'avons pris aucune décision à ce sujet. Nous avons fait une enquête, nous avons destitué les cinq policiers, mais il n'a pas été décidé définitivement si des procédures criminelles seront prises. En attendant, l'enquête se poursuit.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général peut-il me dire où en sont rendues les procédures que l'Union nationale a prises contre l'honorable sénateur C. B. Howard, de Sherbrooke, pour réclamer les droits de coupe qu'il devait à la province pour \$94,000? Nous avons commencé les procédures et je voudrais savoir où elles en sont rendues.

**M. le président<sup>4</sup>:** À l'ordre! Cette question n'est pas dans l'ordre. Il n'est pas question de procédures civiles, qui relèvent du reste du ministère des Terres et Forêts, mais d'un crédit pour la police provinciale. Nous sommes sur les crédits du procureur général. La question du chef de l'opposition est donc hors d'ordre. Elle devra être posée lorsque le comité étudiera le budget du ministère.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ça relève du procureur général! C'est le procureur général qui est chargé de recouvrer ce qui est dû à la province. J'en appelle de votre décision!

**M. le président:** Ce n'est pas dans l'ordre et ma décision est finale.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** veut discuter.

**M. le président** le rappelle à l'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** J'en appelle de votre décision!

#### Rapports de comités:

**M. le président** fait le rapport suivant à l'Orateur:

Le comité étudie l'item 3 du budget supplémentaire concernant la police provinciale. Le chef de l'opposition, au cours de la discussion, réfère à une poursuite civile intéressant le ministre des Terres et Forêts au sujet des droits de coupe de bois. J'ai décidé qu'aux termes du Règlement cette discussion était hors d'ordre, vu qu'elle n'intéresse pas la police provinciale. On en appelle de ma décision.

**M. Gagnon (Matane):** Le rapport ne dit pas exactement ce qui s'est passé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** appuie le député de Matane.

**M. l'Orateur:** Dans ce cas, il faut que la Chambre revienne en comité plénier pour discuter le rapport.

#### En comité:

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je propose que la séance soit suspendue afin que les députés assistent à une sanction de lois.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'étude des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau au cours de la présente séance.

Il est ordonné que le comité siége de nouveau au cours de la présente séance.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 du drainage;
- bill 3 modifiant le Code municipal relativement aux cours d'eau;
- bill 4 modifiant la loi de l'art musical;
- bill 7 modifiant la loi des abus préjudiciables à l'agriculture;
- bill 9 autorisant la construction d'un pont dans le canton de Dubuisson;
- bill 10 favorisant par une prime l'exploitation des tourbières;
- bill 15 concernant la bibliothèque Saint-Sulpice;
- bill 101 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Charles LeBlanc au nombre de ses membres après examen;
- bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Robert LeBlanc au nombre de ses membres après examen;
- bill 105 permettant à George Anthony Alexopoulos de changer son nom de famille d'Alexopoulos en celui d'Allison;
- bill 122 ratifiant le règlement numéro 37 de la corporation de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès et une résolution en date du 3 décembre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-des-Grès, dans le comté de Saint-Maurice;
- bill 124 concernant la cité de Grand'Mère et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Grand'Mère, dans le comté de Champlain, et pourvoyant à une évaluation fixe des propriétés de certaines compagnies;
- bill 132 constituant en corporation "Le Collège d'Amos".

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 26 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1941, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *bénévolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Subsides:

#### Budget supplémentaire 1940-1941 (2<sup>e</sup> partie)

Conformément à l'ordre du jour adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité:

Le comité poursuit l'étude de la résolution suivante:

3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de soixante-dix-huit mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Sûreté provinciale", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-trois mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Police des liqueurs", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

5. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de sept cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Bureau du lieutenant-gouverneur", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

6. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de huit mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Hygiène publique du Québec", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

7. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent

soixante-quinze dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Fonds de l'assistance publique", du budget supplémentaire de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**M. le président** du comité fait également rapport que le chef de l'opposition (M. Duplessis) n'insiste pas sur son appel de la décision du président du comité.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Hyacinthe (l'honorable M. Bouchard), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

---

#### **NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 14 mars 1941, à la page 9.

2. Le trésorier parle en anglais, selon *L'Action catholique* du 14 mars 1941, à la page 24.

3. Voir note 1.

4. Voir note 1.





## Séance du mardi 18 mars 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Messages du lieutenant-gouverneur:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

E. Fiset, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 31 mars 1942, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, le 18 mars 1941  
(Document de la session no 1)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Est (l'honorable M. Drouin), que ledit message avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

Adopté.

## Subsides:

**Crédits provisoires  
1941-1942 (1<sup>er</sup>/12 du budget)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des subsides.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, afin de voter un douzième provisoire des estimés que je viens de vous présenter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est la première fois qu'on a recours à une procédure semblable<sup>1</sup>.

Je comprends que le trésorier a aujourd'hui un discours à prononcer. Nous n'avons pas d'objection à voter immédiatement le douzième provisoire.

Afin de ne pas retarder le discours de l'honorable trésorier, l'opposition, qui veut montrer qu'elle coopère avec le gouvernement, consent au vote d'un douzième provisoire du budget.

L'opposition montre une fois de plus qu'elle ne paralyse pas les travaux de la Chambre et que le gouvernement est seul responsable des retards.

La motion est adoptée. La Chambre se forme en comité des subsides.

## En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Qu'un crédit provisoire n'excédant pas \$4,133,180.26, soit un douzième du montant de chacun des différents articles du budget des dépenses présenté à la Chambre le 18 mars 1941, soit ouvert à Sa Majesté pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942.

Adopté.

## Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Il est résolu que la Chambre, au cours à la présente séance, se formera de nouveau en comité des subsides.

## Voies et moyens:

**Crédits provisoires  
1941-1942 (1<sup>er</sup>/12 du budget)**

L'ordre du jour appelle la formation de la Chambre en comité des voies et moyens.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je propose, selon l'ordre du jour: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

Je proposerai au comité d'autoriser le paiement des crédits provisoires.

La motion est adoptée. La Chambre se forme en comité des voies et moyens.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été provisoirement accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1942, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$4,133,180.26.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

#### Loi des subsides No 2, 1941

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande la permission de présenter le bill 33 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Avant de prononcer mon discours sur le budget, je tiens à remercier la Chambre d'avoir voté le douzième provisoire, et à remercier l'opposition de sa loyale coopération.

#### Voies et moyens:

#### Discours du budget 1941-1942

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** (Longs applaudissements) M. l'Orateur, je me lève pour proposer que cette Chambre, selon la coutume consacrée, se forme en comité des voies et moyens, afin d'étudier le budget de la prochaine année financière, commençant le 1<sup>er</sup> avril.

Depuis la dernière session, alors qu'il m'était donné de remplir le même rôle, il est survenu dans le monde civilisé des événements qui l'ont ébranlé jusque dans ses bases. C'est le 21 mai 1940 que j'ai soumis une résolution analogue à celle qu'il m'incombe de présenter aujourd'hui. Ce jour-là, les armées allemandes renversaient les défenses des Pays-Bas et se répandaient dans tout le nord de la France. Le conflit prit rapidement une tournure dramatique. Il s'était à peine écoulé quelques semaines d'angoisse que ce qui paraissait incroyable s'était produit: la France avait été envahie, subjuguée et soumise à la domination allemande!

Au sein des autres nations civilisées, cette tragédie eut pour effet de soulever et de fortifier les hommes libres dans leur détermination d'empêcher le triomphe définitif de l'hitlérisme. Cette résolution devint un mot d'ordre non seulement au Canada et dans les autres pays de l'Empire britannique, mais tout aussi bien dans les États-Unis d'Amérique. En établissant, pour la défense de notre hémisphère, des bases aériennes en territoire britannique, les États-Unis ont accompli un acte dont nous comprendrons mieux plus tard la signification et les conséquences. Un rapprochement est en voie de s'opérer. La France est encore avec nous. Ce ne sont pas les corps qui luttent, mais les âmes. L'âme de la France ne forme qu'une seule avec la nôtre.

En plus des problèmes d'ordre purement militaire d'une guerre qui constitue pour notre pays une question de vie ou de mort, nous avons une situation financière à étudier, dans la façon dont elle affecte notre vie économique. Pour financer sa propre destruction, le monde s'est apparemment

engagé dans une voie qui le mène à la banqueroute. Il y a probablement plus d'argent actuellement en circulation dans notre pays qu'en aucun temps de son histoire, mais à quelle fin? Pour produire des engins de destruction!

Cette production doit se continuer et se continuera jusqu'à ce que les puissances du bien aient triomphé. Il n'en faut pas moins nous appliquer à observer et à maîtriser, dans la mesure du possible, les conséquences que nous avons à subir dans notre existence matérielle.

Qui d'entre nous ne se plaît pas à espérer que, dès la fin des hostilités, au moins une partie de la capacité de production due à la guerre pourra être utilisée et servir à des œuvres de paix? Ce n'est sûrement pas trop présumer de l'intelligence de l'homme que de lui attribuer la faculté de pouvoir organiser la production et la distribution des biens de ce monde de telle sorte que jamais plus on n'ait le spectacle tragique de voir brûler délibérément d'excellents aliments et d'autres matières utiles au bien-être des humains, sous prétexte d'en réduire la quantité et de maintenir les prix élevés, et cela, au moment où de malheureux infortunés manquent du nécessaire.

#### *Emprunts*

Le Canada est en danger. Les ressources financières de tout le pays doivent servir à le défendre. Les marchés monétaires du Canada sont presque exclusivement employés à cette fin. Les marchés monétaires étrangers nous sont fermés. Il

s'ensuit que les gouvernements provinciaux et municipaux seront contraints de faire ce qu'ils devraient désirer faire de plein gré, c'est-à-dire vivre selon leurs moyens. En temps normal, des emprunts raisonnables pour une expansion d'ordre capital se justifient. Il n'en va pas de même pour les emprunts excessifs. Il n'est pas sage, non plus, d'emprunter pour des fins qui relèvent des revenus.

C'est une erreur fondamentale que de vivre constamment au-delà de ses ressources. Tout emprunt qui a été contracté est une dette qui doit forcément être payée et dont on grève chaque ferme et chaque usine de la province. Il n'est pas de plus sûr moyen de courir au désastre que de vivre sur l'argent emprunté.

Cette fausse politique économique a été celle de la province durant l'administration de l'honorable chef de l'opposition. Si je rappelle ce fait, ce n'est nullement en vue de soulever un débat. Je me retourne vers le passé dans le seul but d'apprendre comment éviter des erreurs pour l'avenir. Je ne cherche pas à critiquer ce qui s'est fait antérieurement, mais plutôt à tirer parti de l'expérience acquise pour mieux marcher de l'avant.

J'ai déjà eu l'occasion de mettre devant cette Chambre un tableau des opérations financières durant les exercices de 1937 à 1940 inclusivement (excluant les avances à l'Office du prêt agricole et les engagements). Ce tableau renferme les précisions suivantes:

(En millions de dollars)

	<i>Résultat prévu</i>			<i>Résultat réel</i>		
	<i>Revenu</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Déficit global</i>	<i>Revenu</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>Déficit global</i>
1937-1938 .....	46.8	78.2	31.4	53.3	88.5	35.2
1938-1939 .....	57.0	80.1	23.1	60.8	110.1	49.3
1939-1940 .....	59.9	81.2	21.3	55.6	108.2	52.6

On peut voir d'emblée qu'une telle politique d'excès, dans l'augmentation constante des dépenses, ne saurait se continuer indéfiniment. Le discours du budget du mois de mai dernier commentait à fond l'accroissement de la dette. Nous ne servirions

aucunes fins utiles en exposant de nouveau ces faits contenus dans les *Comptes publics* et qui se trouvent en outre expliqués dans le discours du budget de l'an dernier. Sachons mettre à profit les erreurs du passé et y voir des avertissements pour l'avenir.

*Résultat final 1939-1940*

Dans son discours du budget concernant les opérations de l'année financière se terminant le 30 juin 1940, mon prédécesseur, l'honorable M. Martin Fisher, prévoyait comme dépenses totales \$81,200,000, dont \$59,900,000 payés à même les revenus, et \$21,300,000 par emprunts. Ce montant de \$81,200,000 devait répondre à tous les besoins de la province pour les douze mois, du 1<sup>er</sup> juillet 1939 au 30 juin 1940.

Lorsque le gouvernement actuel prit les rênes de l'administration, le 8 novembre 1939, un montant approximatif de \$68,000,000 avait été dépensé ou engagé, et ceci, durant une période de quatre mois, ce qui laissait un solde de quelque \$13,000,000 pour prendre soin des huit autres mois de l'année financière. En fait, nous avons dépensé \$40,000,000 en huit mois, tandis que nos prédécesseurs en dépensaient \$68,000,000 en quatre mois.

Dans le discours budgétaire du mois de mai dernier, j'avais informé cette Chambre que, d'après mes prévisions, les dépenses totales pour 1939-1940 s'élèveraient à environ \$105,000,000. Il s'agissait, bien entendu, de prévisions. Les dépenses réelles

ont été de \$108,000,000. Pour compenser cette dépense additionnelle de \$3,000,000, je suis heureux de signaler une augmentation dans les revenus de plus de \$5,000,000 sur le montant prévu. Conséquemment, le déficit est de \$2,000,000 moindre que celui qui avait été anticipé. Les *Comptes publics* de l'année 1939-1940, qui ont été déposés en cette Chambre il y a quelque temps, établissent ces faits.

*Résultat probable de l'année courante*

Il est encourageant de constater que les opérations pour l'année courante et les prévisions budgétaires pour la prochaine année révèlent une amélioration prononcée dans les opérations financières de la province.

Traisons maintenant des opérations de l'année en cours. Nous devons tenir compte que la Chambre a changé la date du commencement de l'année, en l'avancant du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> avril. Ceci, donc, a pour conséquence de réduire à neuf mois l'année financière en cours. Permettez-moi de vous soumettre un état provisoire des opérations de l'année 1940-1941, dont huit mois sont terminés et un mois est en cours.

Tableau No 1

*Province de Québec*

**État provisoire du revenu ordinaire  
Année financière du 1<sup>er</sup> juillet 1940 au 31 mars 1941**

*8 mois terminés - 1 mois en cours - 9 mois*

**Revenu ordinaire :***Provenant de taxes :*

## Trésor, bureau du revenu :

Loi des véhicules automobiles.....	\$ 1,964,000.00
Taxe sur la gazoline .....	9,264,000.00
Droits sur les successions.....	5,000,000.00
Taxes sur les corporations (sur capital) .....	5,482,900.00
Taxes sur les corporations (sur profits).....	4,871,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	176,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc. ....	121,700.00
Taxe sur le tabac .....	1,515,500.00
Taxe de vente .....	6,312,800.00
Taxe sur le revenu .....	2,481,000.00
Autres taxes.....	61,800.00
	<u>\$37,250,700.00</u>

Tableau No 1

## Province de Québec

**État provisoire du revenu ordinaire**  
**Année financière du 1<sup>er</sup> juillet 1940 au 31 mars 1941 (suite)**

*8 mois terminés - 1 mois en cours - 9 mois*

**Revenu ordinaire :***Provenant de taxes (suite) :*

Trésor, bureau des assurances.....	\$ 62,900.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	1,771,700.00	
Secrétaire de la province.....	79,500.00	
Travaux publics.....	919,100.00	
Travail.....	83,300.00	
Chasse et Pêcheries.....	22,700.00	
Procureur général.....	<u>37,400.00</u>	\$40,227,300.00

*Provenant d'autres sources :*

Subside de la puissance du Canada basé sur la population.....		2,464,500.00
Intérêts (y compris intérêts sur fonds d'amortissement).....		1,167,200.00
Commission des liqueurs de Québec:		
Compte de commerce .....	4,334,800.00	
Moins : Octroi à l'assistance publique.....	<u>750,000.00</u>	3,584,800.00
Richesses naturelles:		
Terres et Forêts .....	6,001,400.00	
Mines.....	334,500.00	
Chasse et Pêcheries .....	327,100.00	
Colonisation .....	<u>99,900.00</u>	6,762,900.00
Honoraires, divers départements.....		368,500.00
Amendes, divers départements .....		246,100.00
Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie, assistance publique et unités sanitaires:		
Entretien des prisonniers.....		4,000.00
Divers, différents départements, etc. ....		<u>172,800.00</u>
		<u>\$54,998,100.00</u>

Tableau No 2

## Province de Québec

**État provisoire des dépenses ordinaires et de capital**  
**Année financière du 1<sup>er</sup> juillet 1940 au 31 mars 1941**

*8 mois terminés - 1 mois en cours - 9 mois*

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	De capital
Législation.....	\$ 625,500.00	\$ 625,500.00	.....
Trésor .....	14,509,500.00	14,509,500.00	.....
Procureur général .....	2,835,300.00	2,835,300.00	.....
Conseil exécutif .....	870,600.00	870,600.00	.....
Secrétaire de la province .....	2,408,900.00	2,408,900.00	.....
Instruction publique .....	2,738,500.00	2,738,500.00	.....
Santé et Bien-être social.....	4,627,000.00	4,590,300.00	\$ 36,700.00
Travaux publics.....	2,025,600.00	1,577,300.00	448,300.00
Mines et Pêcheries maritimes .....	1,056,100.00	803,200.00	252,900.00
Travail .....	4,097,300.00	4,097,300.00	.....
Agriculture .....	4,492,500.00	4,492,500.00	.....
Voirie .....	20,544,500.00	5,008,400.00	15,536,100.00
Terres et Forêts, Chasse et Pêcheries .....	4,631,200.00	2,520,100.00	2,111,100.00
Colonisation .....	3,523,800.00	2,599,300.00	924,500.00
Affaires municipales, Industrie et Commerce .....	449,700.00	449,700.00	.....
Bureau de reconstruction économique.....	715,900.00	1,295,400.00	(2) 579,500.00
	\$70,151,900.00	\$51,421,800.00	\$18,730,100.00

**Sommaire**

**Compte ordinaire :**

Revenu ordinaire..... \$54,998,100.00  
Dépenses ordinaires (1)..... 51,421,800.00

Surplus au compte ordinaire ..... \$ 3,576,300.00

**Compte capital** ..... \$18,730,100.00

(1) Ce montant comprend \$4,117,200.00 de fonds d'amortissement.

(2) Remboursements du Gouvernement fédéral et de certaines municipalités.

Mes prévisions portaient que le revenu serait de \$52,693,000 et que les dépenses ordinaires s'élèveraient à \$52,435,000, laissant un excédent de \$258,000 sur le compte ordinaire.

Le revenu pour les huit mois terminés et le mois en cours est de \$54,998,000, soit une augmentation de \$2,305,000. Les dépenses ordinaires sont réduites à \$51,421,000, soit une réduction de \$1,014,000, ce qui donne un surplus non pas de \$258,000, mais de \$3,576,000, sur le compte ordinaire.

Au compte capital, en incluant les avances à l'Office du crédit agricole, les dépenses prévues étaient de \$32,561,000. Au cours de l'année, il est devenu évident qu'il serait possible de réduire considérablement ce montant. Nous basant sur huit mois terminés et sur un mois en cours, cette réduction se réalise.

Les dépenses au compte capital sur la même base, en excluant les avances à l'Office du crédit agricole, ont été réduites de \$26,561,000 à \$18,730,000.

Après avoir déduit le surplus ci-haut mentionné du compte ordinaire des dépenses au compte capital, en excluant les avances à l'Office du crédit agricole, le montant du déficit global est réduit à \$14,000,000, pour l'année 1940-1941. Les dispositions nécessaires ont été prises pour consolider ce montant.

#### *Office du prêt agricole*

Les montants prêtés par l'Office du crédit agricole aux agriculteurs sont garantis par première hypothèque sur des fermes dont l'évaluation dépasse de beaucoup ces avances. À l'honneur des agriculteurs de cette province, il convient de dire que, contraints d'emprunter, ils ont su, en tant que corps, respecter leurs obligations d'une manière exemplaire.

Le principe d'après lequel se font les prêts agricoles équivaut pour le gouvernement à emprunter sur le crédit de tous les citoyens, et à prêter cet argent à un certain nombre d'entre eux à un intérêt au-dessous du taux réel. Cela peut à première vue paraître de la mauvaise administration, mais elle se justifie par les conséquences sociales et économiques qui en découlent, puisqu'elle permet aux agriculteurs de rester sur leurs terres.

Il n'en reste pas moins que l'état général des finances de la province doit conditionner ces prêts.

Dans sa mise de fonds, la province n'a rien perdu. Le coût de la différence des taux d'intérêt et les frais d'administration de l'Office du crédit agricole constituent une dépense justifiable comme aide à la classe agricole.

Les avances à l'Office du crédit agricole ne sont pas incluses dans le budget. Comme dans le passé, elles font l'objet d'une législation spéciale.

En étudiant les chiffres précités pour l'année budgétaire de 1940-1941, on ne doit pas perdre de vue que les dépenses qui s'y trouvent indiquées comportent le montant versé aux fonds d'amortissement pour le rachat des obligations de la province. Ce montant s'élevant à environ \$4,117,200 a été inscrit comme dépense ordinaire et a été acquitté à même le revenu. En tenant compte de ces fonds d'amortissement, l'augmentation nette de la dette n'a été, en conséquence, que de \$10,000,000. Cette somme est inférieure au montant de dépenses de capital inscrites à l'actif de la province.

#### *Prévisions pour 1941-1942*

Puis-je maintenant attirer l'attention de cette Chambre sur les prévisions budgétaires pour l'année financière commençant le 1<sup>er</sup> avril 1941 et se terminant le 31 mars 1942? Je dépose comme pièces documentaires un état des revenus prévus (*Tableau No 3*) de même qu'un état des prévisions budgétaires (*Tableau No 4*). (Voir les tableaux aux pages suivantes)

Tableau No 3

## Province de Québec

**État des revenus ordinaires probables  
pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942**

**Revenu ordinaire :***Provenant de taxes :*

## Trésor, bureau du revenu :

Loi des véhicules automobiles .....	\$ 7,000,000.00
Taxe sur la gazoline .....	11,500,000.00
Droits sur les successions.....	12,000,000.00
Taxes sur les corporations (sur capital) .....	7,200,000.00
Taxes sur les corporations (sur profits).....	6,700,000.00
Taxes sur transferts de valeurs.....	300,000.00
Licences d'hôtels, restaurants, etc. ....	350,000.00
Taxe sur le tabac .....	2,200,000.00
Taxe de vente .....	8,500,000.00
Taxe sur le revenu .....	2,700,000.00
Autres taxes.....	<u>82,300.00</u>
	58,532,300.00

Trésor, bureau des assurances.....	134,450.00	
Loi des liqueurs alcooliques, permis et droits.....	2,200,000.00	
Secrétaire de la province.....	97,000.00	
Travaux publics.....	1,129,760.00	
Travail .....	87,500.00	
Chasse et Pêcheries.....	20,080.00	
Procureur général.....	<u>1,201,600.00</u>	\$63,402,690.00

*Provenant d'autres sources :*

Subside de la puissance du Canada basé sur la population.....	2,464,553.00
Intérêts (y compris \$1,200,000 <i>re</i> fonds d'amortissement) .....	1,594,853.00

## Commission des liqueurs de Québec:

Compte de commerce .....	5,500,000.00	
<i>Moins</i> : Octroi à l'assistance publique.....	<u>1,000,000.00</u>	4,500,000.00

## Richesses naturelles:

Terres et Forêts .....	8,037,487.00	
Mines.....	1,713,000.00	
Chasse et Pêcheries .....	389,600.00	
Colonisation .....	<u>117,000.00</u>	10,257,087.00

Honoraires, divers départements.....	590,412.00
Amendes, divers départements .....	384,720.00

## Contributions municipales, excepté celles des asiles d'aliénés, écoles de réforme et d'industrie, assistance publique et unités sanitaires:

Entretien des prisonniers.....	63,000.00
Divers, différents départements, etc. ....	<u>684,593.00</u>
	\$83,941,908.00



Tableau No 4

## Province de Québec

**Prévisions budgétaires ordinaires et de capital  
pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942**

Départements	Total	Dépenses	
		Ordinaires	De capital
Législation.....	\$ 740,700.00	\$ 740,700.00	.....
Trésor .....	18,166,976.08	18,166,976.08	.....
Procureur général .....	5,193,600.00	5,193,600.00	.....
Conseil exécutif .....	1,429,497.60	1,429,497.60	.....
Secrétaire de la province .....	6,045,900.00	4,445,900.00	\$ 1,600,000.00
Instruction publique .....	4,744,470.00	4,744,470.00	.....
Santé et Bien-être social.....	5,959,000.00	5,927,000.00	32,000.00
Travaux publics.....	3,793,733.33	2,353,283.33	1,440,450.00
Mines et Pêcheries Maritimes.....	1,285,900.00	957,900.00	328,000.00
Travail.....	5,892,500.00	5,892,500.00	.....
Agriculture .....	6,466,500.00	6,448,500.00	18,000.00
Voirie .....	14,600,000.00	7,100,000.00	7,500,000.00
Terres et Forêts, Chasse et Pêcheries .....	3,403,100.00	2,835,800.00	567,300.00
Colonisation .....	4,200,000.00	3,200,000.00	1,000,000.00
Affaires municipales, Industrie et Commerce .....	500,000.00	500,000.00	.....
Bureau de reconstruction économique.....	1,158,200.00	700,000.00	458,200.00
	\$83,580,077.01	\$70,636,127.01	\$12,943,950.00

## Sommaire

Ordinaires .....	\$70,636,127.01
De capital.....	<u>\$12,943,950.00</u>
	\$83,580,077.01

On constatera, tel qu'il est indiqué au tableau déposé, que les revenus prévus se totalisent à \$83,942,000, et les dépenses ordinaires à \$70,636,000, laissant un surplus de \$13,306,000 sur le compte ordinaire. Les dépenses de capital ont été limitées à un montant de \$12,944,000. Ceci démontre que les dépenses de capital ne dépasseront pas le surplus sur le compte ordinaire. En mettant en regard les revenus de \$83,942,000 et les dépenses totales de \$83,580,000, il reste un surplus global net de \$362,000.

(Applaudissements)

J'espère et j'ai raison de croire que nous obtiendrons les résultats prévus. J'ai confiance que ce résultat sera atteint. Ces prévisions reposent naturellement sur le maintien des revenus aux niveaux indiqués, et, d'autre part, sur la continuation de la politique d'économie et du contrôle efficace des dépenses, telle qu'appliquée durant l'année en cours. Ce contrôle sera en grande partie assuré par la mise en vigueur du bill 18 soumis à cette Chambre à la présente session.

Cet équilibre du budget sur tous comptes signifie que la province acquittera toutes ses

dépenses ordinaires à même son revenu, et qu'elle fera aussi, à même son revenu, honneur à toutes les dépenses de capital. En d'autres termes, pour la première fois depuis de nombreuses années, la province va vivre selon ses moyens et honorer ses obligations pour l'année financière de 1941-1942, sans avoir recours à des emprunts, si ce n'est naturellement pour rembourser les émissions échéant durant cette période et pour consolider les avances faites à l'Office du crédit agricole.

Pour les opérations attribuables à l'année financière 1941-1942, non seulement n'y aura-t-il pas d'augmentation de dette, mais en autant que les exigences des fonds d'amortissement sont incluses dans les prévisions comme dépense ordinaire, il y aura une réduction réelle de la dette de la province pour l'année qui va commencer le 1<sup>er</sup> avril prochain. Le montant ainsi payable en réduction de la dette de la province pour l'an prochain, tel que prévu dans le budget, est de \$4,897,770.24.

La tâche n'a pas été facile d'atteindre le résultat prévu pour l'année courante, de même que pour obtenir le résultat précédent pour l'année 1941-1942. Chaque service du gouvernement a compris les exigences terribles de la guerre et de la situation actuelle. Il s'en est suivi une coopération entière, loyale et de bon cœur dans la tentative de rétablir la position financière de la province. Cet esprit de coopération va continuer et chaque département est tenu en honneur de réduire davantage les dépenses partout où cela sera possible, et à donner à la province des services efficaces, loyaux et économiques.

Je m'en suis tenu jusqu'à présent, M. l'Orateur, à l'aspect financier de l'administration publique. Le gouvernement sait attribuer à la question monétaire l'importance qui convient. Pour être solides, les assises d'une nation doivent reposer sur des finances bien équilibrées. Mais le gouvernement se rend pleinement compte que l'argent est un moyen, non pas une fin. De même qu'il en va pour le feu, l'argent est un bon serviteur, mais un maître insupportable. Qui trop s'endette se voue à l'esclavage. C'est un procédé immoral que de recourir à l'inflation pour acquitter des dettes. Et ce remède est d'ailleurs inefficace. Il équivaut à prendre de la cocaïne pour guérir un rhume. On a la sensation de se sentir mieux alors que le mal empire.

Le gouvernement s'applique donc à résoudre les problèmes financiers d'une façon pratique. Il ne se préoccupe pas uniquement du présent, mais il cherche ce qui assurera le bien-être et la prospérité de notre province dans l'avenir.

Ce n'est pas en luttant contre les éléments de prospérité que l'on améliorera le sort des miséreux. Il faut convaincre les dirigeants d'entreprises industrielles et commerciales, et tous ceux qui ont l'esprit d'initiative, que la province de Québec leur offre à la fois la sécurité et la justice. Une prospérité de bon aloi leur permettra de payer des salaires raisonnables, et ils feront ainsi régner le bien-être autour d'eux.

Le gouvernement veut que tous les hommes d'affaires sachent bien qu'il s'intéresse à leurs problèmes tout autant qu'aux siens. S'il s'est fait un devoir de protéger les faibles, il n'entend pas moins rendre justice à chacun. Le gouvernement invite les industriels et commerçants, les chefs ouvriers et tous les hommes de bonne volonté à l'aider dans ses efforts pour faire de la province de Québec une terre de plus en plus hospitalière, où les hommes libres pourront vivre heureux et travailler en paix.

En préparant le budget, le gouvernement a tenu compte des obligations qui lui incombent à l'égard des contribuables. Il s'est appliqué à ne rien omettre de ce qui est nécessaire au bien-être de la province. Ainsi, on notera que le budget fait une part toute spéciale à l'enseignement, de façon à en favoriser l'extension et l'amélioration. Notre jeunesse sera mieux outillée pour la lutte qui l'attend, et nos universités seront mieux en état de préparer des chefs de file pour la génération montante.

Nos agriculteurs recevront également une aide plus considérable, notamment dans les primes accordées à l'industrie fromagère.

Les travaux de voirie se continueront dans l'étendue de nos moyens.

Le département des Terres et Forêts poursuivra sa tâche constructive. Observons, en passant, que l'industrie de la pulpe et du papier, qui touche à ce département de si près, a le mérite à elle seule d'avoir attiré une très grande partie des fonds américains qui nous sont si indispensables dans notre effort de guerre.

Dans les affaires municipales, le gouvernement maintient un contact plus étroit avec les municipalités et leur offre une plus grande coopération. Le commerce est stimulé et de nouvelles industries sont invitées à venir s'implanter dans notre province.

Des méthodes plus pratiques dans l'administration de la colonisation nous valent de meilleurs résultats.

Le ministère du Bien-être social et de la Santé réalise des progrès constants dans sa lutte incessante contre la maladie et la misère.

Le ministère du Travail ne se relâchera pas dans ses efforts pour maintenir la paix dans nos industries et pour accroître la confiance mutuelle que se doivent le capital et le travail.

Le ministère des Pêcheries peut s'attribuer le mérite d'avoir ramené un peu de prospérité chez nos pêcheurs en préconisant de nouvelles méthodes pour la mise en conserves et en leur ouvrant de nouveaux marchés. Les efforts se poursuivront dans cette voie.

Ceux qui s'occupent de mettre nos mines en exploitation reçoivent tout l'encouragement possible. De cette source coule un flot constant de richesses et sans cesse grandissant.

Le département du procureur général redouble de vigilance pour assurer le maintien de la paix et de la sécurité. Les fomentateurs de troubles n'auront pas beau jeu dans notre province.

Si la liberté est chose désirable, il ne faut pas oublier que son frère siamois est la discipline. Sans discipline, il n'existe pas de liberté, puisque la liberté dégénère alors en licence. Réciproquement, sans la liberté il n'y a pas de véritable discipline, puisque celle-ci se transforme en domination et en asservissement.

En nous unissant dans un esprit de discipline volontaire et de liberté bien ordonnée, faisons face ensemble aux problèmes qui nous confrontent. Nous sommes fiers de notre passé, et nous avons confiance dans l'avenir.

Le problème actuellement devant la Chambre est celui des finances provinciales. Attaquons ce problème avec résolution, sachant que si nous savons le résoudre d'une manière sage et rapide, nous accomplirons, en ce faisant, une partie de notre devoir dans cette guerre.

(Longs applaudissements)

Je propose, M. l'Orateur, que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

**M. Gagnon (Matane):** J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Yamaska (M. Élie), l'ajournement du débat.

Adopté.

### Loi électorale

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il y a deux amendements à la loi électorale que je n'approuve pas. Les deux amendements n'ont rien de bon. En portant de 250 à 350 le nombre de voteurs dans le même poll, en forçant les électeurs et les électrices à attendre leur tour pour voter, on risque de causer de l'encombrement, de décourager bon nombre de ceux qui seront forcés d'attendre et de provoquer ainsi des abstentions.

En second lieu, on ne doit pas donner un traitement de faveur aux avocats de la couronne qui remplissent un rôle quasi judiciaire. Les substituts du procureur général doivent être au-dessus de la politique. Ils doivent être indépendants de la politique. Je crois que les amendements proposés ne sont pas dans l'intérêt public.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>2</sup>:

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 86 de la loi électorale de Québec (1 Édouard VIII, (2e session), chapitre 8), est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du second alinéa, les mots "deux cent cinquante" par les mots "trois cent cinquante"."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi devrait contenir d'autres amendements, entre autres au sujet de la confection des listes. Doit-on s'attendre à d'autres amendements à la loi électorale, vu que plusieurs autres ont été annoncés? Le gouvernement passe-t-il cette loi pour donner l'impression qu'il fait quelque chose, quand, en réalité, il n'est pas prêt à procéder?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Nous proposerons d'autres amendements. La loi accordant le droit de vote aux femmes nécessitera nécessairement d'autres amendements. Ceux qui sont à l'étude ont pour but de diminuer le coût des élections, car cette législation est nécessaire pour diminuer le coût des élections. Il y en aura certainement aussi pour clarifier davantage la loi

électorale. Nous donnons aux bureaux de votation le même nombre de votants que celui des élections fédérales, soit 350 au lieu de 250 que nous avions précédemment, ce qui n'a jamais été une cause d'ennuis.

D'où la logique d'avoir des lois électorales similaires sous cet aspect. L'autre amendement assure l'éligibilité des procureurs de la couronne. Ces amendements viendront en temps opportun et ils amélioreront la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Pourquoi ne pas les apporter immédiatement? Pourquoi on n'a pas groupé dans ce projet tous les amendements à la loi électorale dont il est question? Ça ne ressemble pas vraiment à l'économie qu'on nous a tant vantée et dont le gouvernement est si fier. Le gouvernement parle sans cesse d'économie. Il devrait commencer à prêcher par l'exemple! Même si le nombre de voteurs est le même que pour les élections fédérales, le gouvernement de Québec ne doit pas être nécessairement la "baladeuse" du fédéral.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** La nouvelle disposition relative au nombre de voteurs a pour but de réduire le coût des élections, vu qu'à l'avenir le nombre de voteurs sera plus considérable.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 121 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 8, est de nouveau modifié en insérant, dans la sixième ligne du paragraphe 2, après les mots "ne s'appliquent pas", les mots "aux substituts du procureur général ni"."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela constitue une mauvaise affaire que de permettre aux substituts de la couronne de pouvoir être candidats. Les substituts sont en quelque sorte des quasi-juges. Quelques-uns devraient être destitués.

Si les substituts du procureur général se lancent dans la politique, ils seront peut-être tentés d'encourager la violation des lois, eux qui sont chargés de les faire observer. Je doute que la situation s'améliorera en leur permettant de se mêler de politique. Ce principe de faire des politiciens avec les hommes travaillant au sein de l'administration est absolument mauvais. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur le sujet.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ces avocats ne sont pas strictement, à vrai dire, des employés de la province. Nous considérons que ces derniers ne sont pas, au sens propre du mot, des employés réguliers de la province, car ils servent comme substituts du procureur général. Ils ne font que prêter leurs services en certains cas particuliers et il n'est pas juste de les priver de leur droit d'éligibilité. Parce qu'ils conservent le droit de pratiquer leur profession dans des causes n'impliquant pas l'État, ils ne doivent pas être privés de leur droit d'éligibilité aux postes électifs. La loi qui oblige un employé de la province à avoir démissionné depuis six mois, pour être éligible, ne doit pas s'appliquer aux procureurs de la couronne, à notre avis. Leur donner le droit d'éligibilité est une simple question de justice. C'est encore une mesure raisonnable. C'est le second but de la loi.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

#### Demandes de documents:

##### Motion pour la reprise du débat sur la canalisation du Saint-Laurent

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** appelle l'item 16 du *Feuilleton*<sup>3</sup> et propose que la Chambre étudie des bills privés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous passons à l'étude des bills privés quand il y a sur l'agenda une motion d'intérêt général et de la plus haute importance se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent. Pourquoi pas continuer le débat sur la canalisation du Saint-Laurent? On ne devrait pas mettre ainsi de côté la motion sur la canalisation, vu l'importance du sujet! C'est là une question d'intérêt national!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je dois dire à l'honorable chef de l'opposition que, très bientôt, je pourrai lui donner satisfaction à ce sujet. Il verra alors que nous avons bien agi. Si nous avons retardé à appeler cette motion jusqu'ici et si nous n'avons pu répondre au chef de l'opposition, ce n'est pas par mauvaise volonté. Ce n'est pas non plus pour déplaire au chef de l'opposition. La motion ne saurait tarder à être appelée. Je puis assurer mon honorable ami que nous aurons un débat sur cette motion et nous aurons beaucoup de plaisir à écouter ce que le chef de l'opposition

aura à dire à ce sujet. Ce sera bientôt. J'espère que nous aurons l'occasion de l'entendre et de faire notre profit des lumières que lui-même et les autres membres de cette Chambre pourront apporter sur la question. Je suis sûr qu'à ce moment, le chef de l'opposition saura nous donner un point de vue qui éclairera le débat.

**M. Gagnon (Matane):** Je suis réellement surpris d'entendre le premier ministre parler de la sorte. Cela ne cadre pas avec ses déclarations précédentes. J'espère que la nouvelle que l'honorable premier ministre nous annoncera bientôt aura la fraîcheur de son teint d'aujourd'hui! Des conférences se poursuivent à Ottawa, en ce moment, au sujet de la canalisation. Les journaux nous annoncent qu'un représentant du gouvernement fédéral et un représentant du gouvernement américain sont à étudier un projet. La province de Québec a-t-elle aussi son représentant? Quelles ont été les instructions données à ce représentant?

(Les questions demeurent sans réponses et on passe à l'item 16 de l'ordre du jour)

#### **The Saint Nicholas Russian Orthodox Church**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 127 constituant en corporation The Saint Nicholas Russian Orthodox Church of Montreal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

#### **Clercs de Saint-Viateur**

**M. Leduc (Laval)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 concernant les Clercs de Saint-Viateur.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Leduc (Laval)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Caisse Nationale d'Économie**

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 concernant la Caisse Nationale d'Économie et la substitution Pierre-Edmond Paquette.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 104 accordant certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen;
- bill 106 modifiant la charte de The Wales Home;
- bill 107 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault;
- bill 108 concernant le nom de Industrial Life Insurance Company;
- bill 119 modifiant la charte de la corporation de la ville de Richmond;
- bill 134 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 110 concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la dixième ligne les mots suivants: "testament dont copie est ci-jointe comme annexe A".

2. L'annexe A est biffée.

Aussi, le bill 120 ratifiant le règlement numéro 84 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre, 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited avec lesdits commissaires d'écoles comme intervenants, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

*a.* en biffant dans la 3ème ligne les mots suivants: "(reproduit comme annexe "A")";

*b.* en biffant dans la 7ème ligne les mots suivants: "(reproduit comme annexe "B")";

*c.* "en biffant dans la 10ème ligne les mots suivants: "(reproduit comme annexe "C")";

*d.* en biffant dans la 15ème ligne les mots suivants: "(reproduit comme annexe "D")".

2. Les annexes A, B, C et D sont biffées.

Aussi, le bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 7 est modifié en ajoutant immédiatement après le mot "faire", dans l'avant dernière ligne, les mots suivants: "à ses frais".

2. L'article 13 est modifié en biffant, dans la première ligne, le nombre "183".

3. L'article 14 est modifié en remplaçant dans les 2ème et 3ème lignes les mots: "est remplacé par la ville par le suivant" par les mots: "est modifié pour la ville en remplaçant le premier alinéa par le suivant".

4. L'article 15 est modifié en remplaçant le mot "(Huit)", dans la première ligne du 2ème alinéa, par le mot "(Dix)".

5. L'article suivant est ajouté après l'article 25 comme article 26:

"26. Les taxes imposées pour l'année 1941 sur le territoire de la ville des Îles Laval appartiendront et seront perçues par le conseil de ladite ville."

6. L'article 26 devient l'article 27.

Aussi, le bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du

20 octobre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant à la fin les mots suivants: "(Ledit règlement est reproduit comme Cédule A)".

2. L'article 2 est modifié en biffant à la fin les mots suivants: "(Ladite résolution est reproduite comme Cédule B)".

3. Les Cédules A et B sont biffées.

Aussi, le bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant dans les 1ère, 2ème, 3ème et 4ème lignes de la page 2 les mots suivants: "annexes A et B, respectivement, produits dans les causes no 11989 et no 12004 des dossiers de la Cour de magistrat pour le district de Trois-Rivières".

2. L'article 2 est modifié en biffant dans la 3ème ligne: "annexes A et B respectivement".

3. Les annexes A et B sont biffées.

Aussi, le bill 133 concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 3 est modifié:

*a.* en biffant dans les 2ème et 3ème lignes les mots suivants: "(reproduit comme annexe A de la présente loi)";

*b.* en biffant dans les 4ème et 5ème lignes les mots suivants: "(reproduit comme annexe B de la présente loi)".

2. Les annexes A et B sont biffées.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans la plupart des cas, les amendements ne font retrancher que les cédules annexées au bill. C'est une mauvaise façon de procéder. Les règlements intervenus font en réalité partie de la loi. Ils nous renseignent sur la véritable portée de la loi. Lorsque nous venons consulter les Statuts, nous constatons tout simplement qu'un règlement portant tel numéro a été ratifié. Il n'y a rien à comprendre. On ne peut savoir de quoi il s'agit.

#### **Succession d'Edith Mary Wurtele**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 110 concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte, de nouveau, le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Montebello et le Seignior Club**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 120 ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seignior Club Community Association Limited et lesdits commissaires d'écoles comme intervenants.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte, de nouveau, le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Ville des Îles Laval**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte, de nouveau, le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Notre-Dame-du-Mont-Carmel**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 20 octobre 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de

Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte, de nouveau, le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Charte de Louiseville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte, de nouveau, le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Succession de Malcolm William Mitchell**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 133 concernant la succession de feu Malcolm William Mitchell.

Les amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte, de nouveau, le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Contrôle budgétaire**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 13 mars courant, sur la motion de l'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce) proposant que le bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie le préambule, qui se lit comme suit:

"Attendu qu'il est désirable, pour la bonne administration des finances de la province, que, dans toute la mesure où la chose est possible, les dépenses du gouvernement soient autorisées par des crédits votés annuellement par la Législature;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le projet ne va pas assez loin. Le trésorier provincial prétend qu'il faut limiter les dépenses aux montants fixés dans le budget, parce qu'autrement, on ouvre la porte à des abus ruineux. Or, 90 % des législations qu'il atteint dans ce bill ont été passées par le régime Taschereau.

Il admet donc que le régime Taschereau était un régime d'abus et de ruine financière! Le trésorier amende des lois passées par ses amis, mais il y a contradiction!

À l'encontre de ce que décrète cette loi, la Chambre sera appelée à voter une partie du budget seulement, soit \$49,598,163.16. À l'instant même où il nous dit que toutes les dépenses doivent être votées annuellement, il nous présente un budget où des dépenses prévues pour un montant de \$33,900,000 sont déjà autorisées par Statuts et n'ont pas à être votées.

Donc, son projet veut inclure toutes les dépenses dans le budget, et il nous présente un budget où une bonne partie des déboursés demeurent statutaires.

C'est absolument contradictoire et ça montre quelle importance nous devons attacher aux déclarations ministérielles! Les députés n'auront pas de contrôle! Il n'est pas logique!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Nous ne cherchons pas à tout contrôler au même moment. Autrefois, environ 65 % du budget était constitué de dépenses autorisées par Statuts, dépenses qui n'avaient pas à être votées par les députés. Aujourd'hui, à cause du bill à l'étude, cette proportion est renversée. Il n'y a que \$33,000,000 qui n'aient pas été votés. Les autres \$50,000,000 sont inclus dans les items à voter. C'est donc un grand pas que fait le gouvernement. Mais nous ne nous arrêtons pas là. Nous allons rétablir les droits de la Chambre.

Nous ne pouvons pas voter annuellement absolument tout. Il y a plusieurs montants qui ne changent pas d'une année à l'autre et qui n'ont plus besoin d'être votés chaque année. Il y a des choses comme les octrois aux universités qui sont absolument fixes.

La Chambre ne sera pas appelée à voter les montants qui concernent le service de la dette. Mais, pour le reste, il y a déjà un énorme progrès. Par contre, le gouvernement renonce à prendre avantage de certaines lois trop générales pour faire toutes sortes de dépenses indépendamment de tout contrôle de la Chambre. C'est donc un pas de géant que nous faisons dans la bonne voie. C'est un commencement de réforme. Il reste cependant que la proportion des dépenses à être votées par la Chambre est plus forte que jamais. Il est dans l'intérêt de la province de limiter les dépenses statutaires, et nous comptons bien y arriver.

Le chef de l'opposition trouve que nous n'allons pas assez loin. Il devrait être le dernier à me faire ce reproche! Pourquoi n'a-t-il rien fait en ce sens quand il était premier ministre? Quant à moi, je suis satisfait du progrès réalisé cette année.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette mesure ne va pas assez loin. Je dis que des mesures spéciales comme l'assistance publique, qui a prêté à tant d'abus dans le passé, et qui fut maintenue par tous les gouvernements depuis sa création par le gouvernement Taschereau, sont inconstitutionnelles en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, et que toutes les dépenses nécessaires à l'assistance publique devraient être réglées à partir du fonds consolidé de la province.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** Je félicite le trésorier d'avoir présenté cette loi. C'est un pas courageux vers une vraie démocratie en cette province, enchaîne-t-il.

Mais j'aurais aimé que le trésorier provincial fût allé encore plus loin dans son projet de loi et fasse voter tous les crédits pour la Chambre. On devrait revenir à la vraie démocratie. C'est pour obtenir le contrôle des subsides que nos pères se sont battus.

N'y aurait-il pas moyen de faire voter tous les subsides au complet par la Chambre, histoire de consacrer le principe donné aux représentants du peuple de contrôler les dépenses?

Est-ce que la proportion de 65 % des dépenses, qui n'étaient pas contrôlées par la Chambre jusqu'ici, est diminuée?



**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Nous votons cette année 60 % des dépenses. Le reste est statutaire. L'an prochain, nous améliorerons encore la situation, de façon à administrer la province sur une base d'affaires. Nous avons des yeux pour regarder en avant.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Cette loi marque l'une des étapes les plus importantes que nous avons encore parcourues vers la stabilité financière et la responsabilité en matière de subsides en cette province. Le gouvernement abandonne volontairement des pouvoirs auxquels la Chambre avait renoncé en sa faveur. Le chef de l'opposition n'a pas cru bon présenter une telle mesure pendant son administration.

J'espère que le trésorier va continuer la réforme qu'il a si bien commencée par ce bill, qui sonne le glas de l'époque - et je ne fais allusion à aucun régime en particulier - où les députés n'étaient rien de plus que des "rubber stamps" pour les gouvernements et que le financement étatique était caractérisé par le camouflage. C'est contraire à l'esprit du régime démocratique.

Le préambule est adopté.

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. L'article 36 de la loi du service civil (Statuts refondus, 1925, chapitre 10), remplacé par l'article 10 de la loi 16 George V, chapitre 14, est de nouveau remplacé par le suivant:

"36. Le paiement des officiers et des employés publics de la province est fait sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature."

**M. Lorrain (Papineau):** Quel est le nombre des employés civils à l'heure actuelle? Combien d'employés ont été destitués depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** ne peut lui répondre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette question est pertinente. Nous avons le droit d'avoir une réponse! On a prétendu à plusieurs reprises dans le passé qu'il y avait 3,000 employés civils de trop sous le régime de l'Union nationale. Le nombre des employés fut augmenté, parce que plusieurs

nouveaux organismes furent créés. D'ailleurs, nous avons dû organiser l'Office du prêt agricole, le Bureau des pensions de vieillesse, la Commission du salaire raisonnable, la Régie de l'électricité, le ministère de la Santé, etc.

Nous avons demandé au gouvernement actuel combien de personnes placées sous l'Union nationale avaient été destituées, et on a répondu, dans un document écrit, que l'on en a destitué 312. Le reste n'était donc pas de trop. Étant donné qu'il y a le même nombre d'employés qu'au temps de l'Union nationale, il n'y avait donc pas trop de fonctionnaires de notre temps.

Quand donc a-t-on dit la vérité? Lorsqu'il y avait 3,000 employés de trop ou lorsque l'administration actuelle n'en avait destitué que 312? Ce que le gouvernement oublie de dire à l'heure actuelle, c'est que des centaines d'employés ont été mis à pied par le gouvernement dans des conditions absolument inhumaines, sans raisons valables.

Je suis informé que, sous le gouvernement actuel, lorsqu'il était besoin d'un ou de deux employés dans un service, on en plaçait trois ou quatre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Juste un mot de réplique pour dire au chef de l'opposition qu'il a encore une fois été mal renseigné, si des gens lui ont dit qu'on a placé trois ou quatre employés là où il y en avait qu'un sous l'Union nationale. De mémoire, je puis dire que le nombre d'employés n'a pas augmenté depuis un an et demi. Actuellement, il est essentiellement resté le même, bien que les services aient augmenté considérablement.

De toute façon, nous avons été plus humains que le régime qui nous a précédés, parce que nous n'avons pas donné des certificats de malhonnêteté à ceux que nous avons destitués, parce que nous avons redonné leur position à des employés qui avaient été injustement démis, et parce que nous avons donné des avis raisonnables à ceux que nous avons congédiés.

Et la province le sait. Nous avons été plus humains en remettant en fonction des fonctionnaires renvoyés injustement. À ceux qui sont partis, nous avons donné des avis suffisants. Nous avons été plus humains en donnant à ceux qui étaient démis des avis de pas moins de trois semaines et, souvent, de un mois et de un mois et demi, en plus de leur paie pour cette même période.

Le chef de l'opposition sait que nous avons congédié seulement ceux dont nous n'avons pas besoin, des employés dont les services étaient

inutiles et dont les activités politiques étaient telles qu'elles permettaient d'entretenir des doutes sérieux sur leur loyauté vis-à-vis du gouvernement, non pas envers le parti que nous représentons, mais envers la province. Le chef de l'opposition sait bien qu'un gouvernement ne peut tolérer, dans l'intérêt même de la province, des employés sur la loyauté et la fidélité desquels il ne peut compter. Il en a fait lui-même des destitutions de ce genre et nous ne l'avons pas critiqué.

Nous avons tenu compte des conditions spéciales de chacun et nous avons reçu, dans bien des cas, des lettres de remerciements. Je n'avance rien que je ne pourrais prouver. Le chef de l'opposition pourra trouver dans nos filières des lettres d'employés destitués qui nous ont remerciés de la façon dont ils avaient été traités.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre admet qu'il y a autant d'employés civils aujourd'hui que sous l'Union nationale. Quand il disait qu'ils étaient 3,000 de trop, il se trompait! Il a parlé de procédés humains. Je pourrais lui citer de nombreux cas de gens qui ont été mis dehors avant même d'avoir reçu leur avis de congédiement.

Comme cas typiques, citons ceux de M. Loranger, gardien du palais de justice de Trois-Rivières, congédié sans avis à la veille du jour de l'An, et du régistrateur de Trois-Rivières, remplacé dans des conditions aussi pires. Jamais il n'a traité ces gens avec humanité!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Si des choses de ce genre se sont produites, ce n'est pas à cause de la politique du gouvernement. Que le chef de l'opposition me cite le cas d'employés traités injustement et je ferai aussitôt les rectifications utiles. Qu'un employé ait été victime d'erreur, cela n'est pas impossible.

Je sais qu'un employé de Trois-Rivières, par suite d'une erreur, a été mis dehors avant d'avoir reçu la signification de son congédiement, alors qu'un employé fut responsable du retard apporté à la signification de l'avis de renvoi. Mais, dans ce cas, nous lui avons payé son salaire jusqu'à au-delà du temps où il l'a reçu. Nous avons voulu être justes et humains.

Mais le chef de l'opposition sait que ce ne fut pas ce qui se produisit sous son régime. Il y a des cas particuliers que lui-même ne peut oublier. Il y a des employés supérieurs de l'ancienne administration qu'il a fait mettre dehors de leur bureau par la police provinciale. Ces gens ont été fouillés.

J'ai à la mémoire le nom d'excellents employés. Je ne lui soulignerai qu'un cas en particulier: celui de M. Dolbec, qui était contrôleur du revenu et qui est l'actuel auditeur de la province, qui fut chassé de son bureau par la Sûreté provinciale. Il a dû laisser son bureau comme un voleur et un malfaiteur, escorté d'un policier, alors que toute la province savait qu'il était un honnête homme.

C'était un homme honnête et il était reconnu comme un bon conservateur. Il avait bien servi sa province. En se rappelant des cas comme celui-là, il me semble que le chef de l'opposition doit avoir quelques remords!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne conteste pas les qualifications de M. Dolbec. Je suis prêt à admettre que M. Dolbec possède une vaste expérience et qu'il peut remplir certains emplois. Mais je dis que c'était mon devoir de le remercier de ses services dans les circonstances, et que si c'était à recommencer, je suivrais la même ligne de conduite et je n'hésiterais pas.

Sous l'ancien régime Taschereau, il y avait un M. Oscar Bériau qui exploitait la province en lui vendant des plaques d'automobiles à un prix trois fois plus élevé que la province aurait dû payer, et trois fois plus que le gouvernement de l'Union nationale a payé.

M. Bériau vendait ses plaques sans montant déterminé sur les commandes, et le gouvernement payait les assurances sur le feu sur le surplus inutilisable, et puis les faisait brûler.

Lorsque le gouvernement Taschereau est parti et que les élections ont été déclenchées, j'ai dénoncé le scandale Bériau et j'ai averti le gouvernement et les employés publics que jamais le gouvernement ne reconnaîtrait des contrats passés entre M. Bériau et le gouvernement.

Entre l'appel des élections mêmes, qui ont eu lieu le 17 août, le Trésor a passé un contrat avec M. Bériau pour des milliers de plaques à un prix trois fois trop élevé.

Bien plus, en dépit de cette déclaration, entre la date des élections et le 25 août, date de l'entrée au pouvoir de l'Union nationale, M. Dolbec a payé des sommes à Bériau malgré les dépenses faites, et il en a même payées pendant que j'étais premier ministre. Je l'ai moi-même mis à la porte, et personne d'autre n'est responsable de son renvoi. M. Dolbec, qui est un homme intelligent, savait parfaitement qu'il n'avait pas le droit d'agir comme il l'a fait, et surtout de désobéir à ce qu'il savait être les ordres de son chef, le trésorier provincial.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je trouve que les explications du chef de l'opposition sont plutôt étranges. Il prétend qu'au temps où il n'était encore que chef de l'opposition, en août 1936, il avait mandat pour administrer la province avant même qu'il ne fût élu! Il était à ce moment-là chef de l'opposition et il n'avait pas d'ordres à donner à l'administration.

Il n'a jamais eu mandat à cette période pour administrer et pour commander aux employés civils qui devaient obéir aux ordres de leurs ministres responsables. Après le mois d'août 1936, M. Dolbec a acheté trois paires de plaques, je crois, une dépense d'une quarantaine de cents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** nie ce fait.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** L'action de M. Dolbec était certainement moins défavorable à la province que le geste du gouvernement de l'Union nationale qui a refusé d'utiliser les plaques de M. Bériau, et a donc encouru une dépense plus élevée que les trois plaques à M. Dolbec.

La province a payé plus cher pour la destruction de centaines de mille de plaques d'auto que pour le geste de M. Dolbec qui avait acheté trois paires de ces plaques!

D'ailleurs, ce dernier n'en a évidemment jamais eu connaissance, puisque, pour une affaire aussi minime, c'est un employé subalterne qui a fait l'achat, une affaire sans doute de cinquante sous. Le chef de l'opposition, alors premier ministre, en a fait mettre de côté des milliers parce qu'elles avaient été faites par un libéral. Il fera difficilement accepter sa théorie à la province!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre se contredit, car il affirme que M. Dolbec n'a acheté que trois plaques, puis reproche à l'Union nationale de n'avoir pas utilisé les milliers de plaques achetées de M. Bériau.

Il faut rappeler que les paiements ont été faits après l'élection et que le premier ministre actuel n'avait plus alors de mandat d'administration. M. Dolbec savait qu'il n'avait pas le droit de faire les transactions qu'il a faites, malgré des ordres bien explicites.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Le chef de l'opposition me permettra-t-il une question?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Oui si le ministre veut ôter les mains dedans ses poches<sup>4</sup>!

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** Ha! Ha! Quelles sanctions le premier ministre du temps a-t-il exercées contre M. Bériau?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement a rompu toutes affaires avec lui. J'ajoute que, si le ministère estime qu'il n'y avait pas scandale, il voudra bien expliquer pourquoi tout le monde s'est sauvé en 1936.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 76 de la loi du régime des eaux courantes (Statuts refondus, 1925, chapitre 40) est remplacé par le suivant:

"76. Les traitements des commissaires et du secrétaire et les autres dépenses de la commission sont payés sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature."

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** pose plusieurs questions au ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Côté), qui est aussi président de la Commission.

**M. Gagnon (Matane)** pose également une question.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Le président ne retire pas un sou de salaire. Le vice-président, M. Olivier Lefebvre, I.C., touche \$9,000 par an. Ce n'est certainement pas un salaire exagéré pour un homme de la compétence de M. Lefebvre dont la réputation d'ingénieur a depuis longtemps dépassé les frontières de la province. M. Lefebvre est l'expert du gouvernement dans l'affaire de la canalisation du Saint-Laurent. Il a fait à ce sujet un voyage à Washington et une couple de voyages à Ottawa.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Quel a été le rapport de M. Lefebvre?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Ses rapports n'ont pas encore été faits. Ils le seront prochainement, et je m'empresse de les transmettre à la Chambre.

L'article 3 est adopté.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill et demande la permission de siéger de nouveau.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

#### Questions et réponses:

##### Employées du gouvernement

**M. Gagnon (Matane):** Combien de jeunes filles, femmes mariées ou veuves sont maintenant à l'emploi du gouvernement, dans chacun des divers services de l'administration provinciale?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):**

Affaires municipales, Industrie et	
Commerce .....	67
Agriculture .....	114
Assemblée législative:	
Permanentes .....	15
Temporaires.....	38
Assurances .....	7
Auditeur .....	19
Bureau de reconstruction économique.....	13
Colonisation .....	61
Conseil exécutif .....	9
Conseil législatif .....	2
Chasse et Pêche.....	6
Imprimeur du Roi.....	5
Instruction publique .....	38
Mines et Pêcheries maritimes .....	24
Procureur général .....	514
Revenu (bureau du).....	109
Santé.....	279
Secrétaire de la province.....	54
Terres et Forêts .....	39
Travail.....	300
Travaux publics.....	23
Trésor .....	12
Voirie .....	<u>52</u>

1,800

##### Usine de Havre-Saint-Pierre

**M. Gagnon (Matane):** 1. Le montant de soixante mille dollars (\$60,000) voté à l'item 130 du

budget 1940-1941, pour la construction d'une usine à filet à Havre-Saint-Pierre, a-t-il été dépensé?

2. Dans l'affirmative, de quelle façon?

3. Des constructions ont-elles été faites à cette fin?

4. Dans l'affirmative, qui a obtenu le contrat?

5. Des soumissions ont-elles été demandées et de quelle façon?

6. Quels sont les noms des soumissionnaires et quel est le montant de chacune des soumissions produites?

7. De quelle façon est opérée cette usine à filet?

8. Quels sont les employés du gouvernement à cet endroit?

9. Quel salaire reçoivent-ils?

10. Le montant que le département provincial des pêcheries maritimes devrait recevoir du Fédéral a-t-il été payé?

11. Sinon, pourquoi?

12. Demande a-t-elle été faite au gouvernement fédéral?

13. Quand a-t-elle été faite?

14. Par qui?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

1. Non, sinon une somme de \$1,821.84.

2. Frais techniques préalables concernant l'entreprise.

3. Non.

4. Réponse donnée par 3.

5. Réponse donnée par 3.

6. Réponse donnée par 3.

7. Réponse donnée par 3.

8. Réponse donnée par 3.

9. Réponse donnée par 3.

10. Non.

11. Impossible de contribuer à cause de la guerre.

12. Oui.

13. En juillet 1940.

14. Entrevue entre le Dr A. Labrie et le Dr Finn.

##### Entrepôt de Paspébiac

**M. Gagnon (Matane):** 1. Une construction additionnelle a-t-elle été faite à l'entrepôt frigorifique de Paspébiac?

2. Quel prix a-t-elle coûté?

3. Des soumissions ont-elles été demandées, et à qui et de quelle façon?

4. Quels sont les soumissionnaires qui ont produit des soumissions et quel est le montant de chacune des soumissions?

5. Qui a obtenu le contrat?

6. Quelle était la grandeur de l'entrepôt frigorifique construit à cet endroit auparavant?

7. Combien cet entrepôt avait-il coûté?

8. Quelles sont les dimensions de l'agrandissement qui a été fait, et combien cet agrandissement a-t-il coûté?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

1. Oui.

2. \$13,360.00.

3. Oui; par lettres; à: Jos. Deraiche, Port-Daniel-Est; J.-Robert Belisle, Bonaventure; L.-P. Parisé, Gascons; Charles Guité, Bonaventure; Albert Bédard, Québec.

4. Jos. Deraiche, Port-Daniel-Est: \$13,700; Albert Bédard, Québec: \$13,360.

5. Albert Bédard, Québec.

6. 82' 3" X 61'.

7. \$9,350.

8. 60' X 82' 4" et 15' X 23' 9"; \$13,360.

#### Constructions à Grande-Rivière

**M. Gagnon (Matane):** 1. Le département des pêcheries maritimes a-t-il fait des constructions à Grande-Rivière?

2. Dans l'affirmative, pour quelles fins?

3. Des soumissions ont-elles été demandées et de quelle façon?

4. Dans l'affirmative, à qui?

5. Quel est le montant de chaque soumission reçue et le nom des soumissionnaires?

6. Qui a obtenu le contrat?

7. Quel est le coût entier de cette construction?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

1. Oui.

2. Entreposage, congélation et préparation du poisson.

3. Oui; par lettres et par les journaux suivants en date du 10 et du 11 septembre 1940; *Le Soleil*, *L'Événement*, *L'Action catholique*, *Le Quebec Chronicle-Telegraph*.

4. Arthur Dunn, Cap-des-Rosiers, Gaspé Construction Co., Gaspé, Marcel Cauvier, Grande-Rivière, André Lefebvre, Chandler, Albert Bédard, Québec, Frs Jobin, Inc. Québec.

5. Albert Bédard, Québec; \$54,600.00.

6. Albert Bédard, Québec.

7. \$54,600.00.

#### Construction à Gascon

**M. Gagnon (Matane):** 1. Une construction a-t-elle été faite à Gascon par le service des pêcheries maritimes?

2. Dans l'affirmative, pour quelles fins?

3. Des soumissions ont-elles été demandées et de quelle façon?

4. Dans l'affirmative, à qui?

5. Quel est le montant de chaque soumission reçue et le nom du soumissionnaire?

6. Qui a obtenu le contrat?

7. Quel est le coût entier de cette construction?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

1. Oui.

2. Congélation, entreposage et préparation du poisson.

3. Oui; par lettres.

4. Jos. Deraiche, Port Daniel-Est, J.-Robert Belisle, Bonaventure, L.-P. Parisé, Gascons, Charles Guité, Bonaventure, Albert Bédard; Québec.

5. Albert Bédard, Québec. \$12,300.

6. Albert Bédard, Québec.

7. \$12,300.

#### Entrepôt à Méchins

**M. Gagnon (Matane):** 1. Un entrepôt frigorifique a-t-il été détruit par le feu à Méchins, dans le comté de Matane?

2. Quelle a été la cause de l'incendie?

3. Est-ce que le département des Pêcheries maritimes va reconstruire cet entrepôt?

4. Quand et à la demande de qui cet entrepôt avait-il été construit?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

1. Oui.

2. Un fanal.

3. Non.

#### Ajournement

**M. l'Orateur** prononce l'ajournement.

La séance est levée à 6 heures.

**NOTES**

1. En effet, cette procédure est rendue possible grâce à l'adoption d'un nouveau règlement relatif aux crédits provisoires.
2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull).
3. La loi électorale était l'item 13. En appelant l'item 16, le premier ministre passe par-dessus les motions de M. Hyde, sur la canalisation du Saint-Laurent, et de M. Chaloult, sur la réforme de l'éducation.
4. Ce dernier avait les mains dans les goussets de ses pantalons.

Séance du mercredi 19 mars 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 150 modifiant la loi médicale de Québec.

**Motions des députés:****Grève des ouvriers  
de Valleyfield**

**M. Francoeur (Montréal-Mercier):** M. l'Orateur, je désire attirer l'attention de la Chambre sur une annonce parue dans des journaux de Québec pour offrir du travail à Valleyfield à des ouvriers de Québec<sup>1</sup>. Cette annonce est publiée par une compagnie<sup>2</sup> dont les ouvriers sont en grève. On ne devrait pas permettre à des ouvriers d'une autre localité de prendre la place d'ouvriers locaux.

Je proteste également contre le traitement injuste fait aux entrepreneurs canadiens-français dans la distribution des contrats. Les firmes des provinces étrangères qui obtiennent des contrats dans notre province devraient comprendre qu'elles doivent se conformer aux lois de la province. Nous voulons faire notre part, mais malheureusement, dans les contrats de guerre, on ne s'occupe pas de nous donner justice. Ces compagnies d'Ontario, qui sont assez chanceuses pour prendre les contrats chez nous, devraient au moins se soumettre à nos lois des conventions, comme on l'exigerait de nous si nous pouvions avoir des contrats dans l'Ontario. C'est une injustice flagrante.

Le ministre du Travail (l'honorable M. Rochette) sait-il qu'il y a actuellement une grève à Valleyfield? Cette compagnie de Valleyfield compte environ 150 ouvriers, incapables d'obtenir satisfaction de la part de leurs patrons. Ils sont pratiquement en grève,

à l'heure où l'on se parle. Il est injuste que cette firme ne s'occupe pas de ses propres employés et de leurs demandes, qui semblent justifiées, et qu'elle essaie d'engager des travailleurs de l'étranger pour les remplacer. Il serait bon de prendre les mesures nécessaires à ce sujet, surtout en période de guerre.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

L'annonce commerciale dont il est question ici est strictement du domaine privé et, donc, le gouvernement n'a sur cette affaire évidemment aucun contrôle. Il est impossible pour quelque administration que ce soit d'ériger des murs dans et autour de la province pour tenter de régler des problèmes et des difficultés d'ordre local. Il n'existe pas de grève mais simplement un différend. Il y a des troubles et les conciliateurs de mon ministère sont sur les lieux. Le gouvernement n'interviendra auprès d'aucune entreprise privée par le biais de quelque publication légale qu'il souhaiterait voir paraître dans les journaux de son choix dans telle ou telle localité de la province.

**M. Gagnon (Matane):** Est-il vrai qu'Ottawa pourrait mettre de côté les salaires et les dispositions des conventions collectives passées par le gouvernement de Québec?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Les échelles salariales et les dispositions sanctionnées par le gouvernement de cette province sont respectées et observées par Ottawa.

**M. Gagnon (Matane):** Existe-t-il un règlement spécial permettant aux industries de guerre de mettre de côté les décrets dans certaines conventions collectives?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

En général, les industries de guerre respectent le barème de salaire établi, mais des minima ont été fixés pour certaines d'entre elles, notamment l'industrie de la chaussure, dans l'accomplissement de contrats de guerre seulement.

**Demandes de documents:****Motion pour la reprise du débat sur la  
canalisation du Saint-Laurent**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je suis informé que l'on est en train de consommer un acte

très préjudiciable à la province de Québec. J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Labbé), que la Chambre passe sans délai à l'ordre du jour appelant la reprise du débat sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), en date du 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Talbot (Chicoutimi):** La province de Québec a des droits sur le Saint-Laurent et ce projet de canalisation n'est pas populaire dans notre province. Il est urgent de discuter la question avant qu'une entente soit conclue entre Ottawa et Washington. À mon avis, s'il est question d'une convention plutôt que d'un traité entre le Canada et les États-Unis au sujet de la canalisation, c'est parce qu'une convention n'exige pas les deux tiers des votes du Congrès américain. Il est plus urgent que jamais de prendre une attitude définie sur ce problème qui intéresse toute la province. Le problème est de caractère provincial puisque le lit du Saint-Laurent appartient à la province de Québec.

**M. Paquette (Labelle):** Depuis deux mois, le premier ministre de Québec n'a pas eu encore le courage de prendre ses responsabilités. Le gouvernement a-t-il quelque chose de honteux à cacher? Le gouvernement ignore ses responsabilités en gardant le silence sur une question aussi importante. Le premier ministre semble prendre la même attitude qu'il a prise à la conférence d'Ottawa, où l'on a dit qu'il avait négligé de revendiquer les intérêts de la province qui furent défendus par d'autres. On nous dit que c'est une mesure de guerre. Mais depuis quand n'avons-nous pas le droit de discuter une question intéressant les droits de la province de Québec, même en temps de guerre?

**M. Barrette (Joliette):** Le silence du gouvernement dans cette affaire est une concession apparente qui deviendra un droit pour nos voisins! L'administration s'est désintéressée d'une question économique dont l'importance n'échappe à personne!

**M. Lorrain (Papineau):** Le premier ministre ne veut évidemment pas dire ce que l'on lui a dit de dire!

**M. Gagnon (Matane):** La conduite du gouvernement est inqualifiable! Le peuple de la province lui en tiendra durement compte!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si l'opposition a cru devoir présenter aussi souvent une motion semblable depuis le début de la session, c'est qu'il s'agit d'une question urgente pour la province de Québec et qu'elle souhaite finir par être comprise du gouvernement. Le gouvernement a l'obligation de fournir aux députés les renseignements que demande la motion actuellement devant la Chambre. Autrement, nous serions revenus à l'époque ténébreuse où les représentants du peuple n'avaient rien à dire sur l'administration. Le gouvernement provincial devrait au moins faire preuve d'une once de prévention. Rappelons-nous le proverbe: Qui ne dit mot consent.

Une trahison tacite n'est pas plus honorable qu'une trahison écrite ou exprimée! On nous a dit qu'il n'est pas possible de discuter immédiatement cette question. Nous croyons le contraire, parce qu'il s'agit d'une question vitale. Elle est vitale parce que la province de Québec paie 30 % des taxes du dominion, parce qu'il s'agit d'une des principales ressources naturelles de la province et aussi parce que la province doit avoir à cœur de défendre ses droits à la principale de ses richesses!

Le Parlement siège à Ottawa. Il siège à Québec. Est-ce trop demander au Parlement de Québec de lui dire de ne pas prendre l'attitude de Ponce Pilate<sup>3</sup>? Est-ce trop lui demander que lui dire de se lever et de ne pas attendre que la trahison soit complétée pour protester en prenant une attitude énergique? La question est vitale pour nous, car le Saint-Laurent est l'un des poumons de la province au point de vue matériel. L'immense majorité de la population de la province de Québec est opposée à la canalisation du Saint-Laurent. À tour de rôle dans le passé, tous les gouvernements se sont prononcés contre cette mesure.

Il est urgent que le gouvernement actuel prenne une attitude. Ottawa n'a pas le droit de signer un traité sans connaître d'abord l'attitude de la province de Québec, sans avoir le consentement du Parlement de Québec! Ottawa n'a pas le droit, ni directement ni indirectement, d'aliéner une des parties principales de notre patrimoine! Il sera trop tard pour faire entendre l'opposition de la province



de Québec lorsque tout sera fini. À l'heure actuelle, on veut conclure un second accord qui n'engagerait que le Congrès américain actuel et qui pourrait être révoqué par les Congrès futurs. Il s'agit d'une question trop importante pour qu'on signe un accord qui ne présente pas de garanties de stabilité.

Il est temps de prendre une attitude ferme sur la canalisation du Saint-Laurent. Le président Roosevelt n'a pas de plus grand admirateur plus sincère que celui qui parle en ce moment. J'admire son talent, et c'est lui faire injure de prétendre que sa contribution au succès des armées alliées, que son support à l'Angleterre a pour prix une partie du Canada ou de la province de Québec en exigeant la canalisation du Saint-Laurent.

J'ai trop confiance en lui pour lui prêter de tels motifs. Je dis que si la coopération et la participation des États-Unis à la défense de l'Empire dans la guerre actuelle exigent le sacrifice et l'aliénation des droits de la province de Québec, je n'en suis pas!

Aux États-Unis, une grande partie de la population s'oppose au projet. Je demande au premier ministre de dire à Ottawa: "Halte-là! Vous ne passerez pas dans la province de Québec!" Il est temps que le premier ministre de la province de Québec se lève et dise: "Hands off Québec!"

Le gouvernement fédéral n'a pas le droit de nous lier, de toucher à nos droits et n'a pas le droit d'hypothéquer le présent et l'avenir de la province de Québec, par le biais de quelque contrat à l'aveugle, sans le consentement des représentants du peuple! Nous faisons la lutte pour la sauvegarde de nos droits et ce serait afficher une attitude bien illogique que de sacrifier nos droits sous prétexte de les protéger!

On parle d'unité nationale, mais il n'est pas d'unité possible sans le respect des droits constitutionnels, ni l'intégrité de notre patrimoine national!

Et encore, je refuserais d'accepter un tel contrat ou une telle entente, car ce sont les intérêts du Québec qui priment sur tous les autres, et même en ces temps de guerre. Au nom de l'unité nationale, je demande que l'on fasse entendre à Ottawa la voix du Québec! Le premier devoir du gouvernement, c'est d'obtenir l'autorisation de la province de Québec!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Applaudissements quand le premier ministre se lève) M. l'Orateur, je sais gré à la loyale opposition de Sa Majesté de nous faire oublier les pénitences que la religion nous impose le mercredi, jour maigre. (Rires à droite)

L'opposition, depuis le début de la session, a donné à la Chambre assez régulièrement, ce que j'appellerai, en termes peu français, le "show" amusant, peu intéressant, peu coûteux et habituel. J'ai déjà défini l'attitude du gouvernement sur cette question, et j'ai ajouté que c'était, jusqu'à aujourd'hui, la seule qu'il pouvait tenir. Encore une fois, on nous demande de discuter la question de la canalisation du Saint-Laurent. L'attitude de l'opposition n'a pas eu pour effet d'avancer ou de retarder les choses sur la canalisation.

Nous avons dit que lorsqu'il serait opportun de discuter cette question, la Chambre aurait tout le temps voulu pour la discuter. Je suis heureux d'annoncer que c'est demain que nous discuterons la question du Saint-Laurent en cette Chambre. Le chef de l'opposition et ses collègues pourront parler aussi longtemps qu'ils le voudront, bien qu'ils aient dit à peu près tout ce qu'ils avaient à dire. Les motions et les réclamations ne retarderont, ni n'avanceront d'une minute la reprise du débat. C'est demain qu'elle doit se faire.

Le gouvernement s'est toujours appliqué à respecter les prérogatives des députés. Dans ce débat, deux choses seront sauvegardées dans la province de Québec: les responsabilités du gouvernement et les prérogatives des représentants du peuple. Le chef de l'opposition a parlé des droits des représentants du peuple. La province entière se souvient encore trop ce qui s'est passé pendant trois ans dans la province.

Elle se rappelle trop bien l'attitude de mon honorable ami pour qu'il lui soit permis de parler des prérogatives des députés. Il n'est pas permis décemment à celui qui vient de parler de défendre les prérogatives des députés, quand on sait que, sous son administration, les droits des représentants du peuple étaient foulés aux pieds, qu'ils ont eu leur voix étouffée pendant trois ans, pour croire à la sincérité de mon honorable ami!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre! Le premier ministre s'éloigne de la question! On ne doit pas abuser de sa force numérique, ni profiter du fait que je n'aurai plus droit de réplique pour détourner la discussion sur un autre terrain! La question débattue présentement, c'est celle du projet de canalisation du Saint-Laurent, et rien d'autre!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** J'ai tout simplement suivi le chef de l'opposition sur le terrain où il s'est engagé et où il nous a entraînés. Il a parlé pendant 10 minutes de la question que je viens d'aborder. Je veux respecter les règlements, même si

nos amis d'en face ne les respectent pas. Du reste, j'ai dit tout ce que je voulais dire sur ce point. Je m'étonne cependant que le chef de l'opposition soulève un point d'ordre, lui qui empêchait ses adversaires de parler lorsqu'il était chef de gouvernement. Il a oublié cela! Je sais que le peuple de la province se rappelle ce qu'il a fait! La province se souviendra...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La province se rappelle aussi de ceux qui font serment par oubli!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)<sup>4</sup>:** Ceux qui oublient de tenir leurs engagements sacrés ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre!

(Applaudissements à droite)

Le chef de l'opposition viole constamment les règlements de la Chambre en appliquant à ses adversaires des épithètes, en laissant supposer sur le compte de ses adversaires des intentions qu'ils n'ont pas! Le chef de l'opposition a une façon à lui de prêter à ses adversaires des paroles qu'ils n'ont jamais prononcées! Il a le don d'essayer de déformer les paroles de ses adversaires! Ceux qui manquent à leur devoir, ceux qui oublient leur devoir en sacrifiant les intérêts de la province aux étrangers pour satisfaire des intérêts particuliers, ceux qui oublient les intérêts de la province pour faire marcher des ficelles - qui ne nous feront pas marcher - ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre! On a parlé de traîtres au sujet de ce projet. Les traîtres ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre! Ceux qui préfèrent les intérêts privés aux intérêts supérieurs de la province ne sont pas de ce côté-ci de la Chambre!

(Applaudissements à droite)

Personne ne me forcera à prendre une attitude distante envers le gouvernement de mon pays, comme ce fut le cas du chef de l'opposition lorsqu'il était au pouvoir! On parle d'opposition de la population de la province. La question se posera bientôt et le peuple verra que nous l'avons compris. Nous aurons l'occasion de consulter le peuple et le peuple dira alors quels sont ceux qui l'ont bien servi sur cette question. Nous verrons alors quelle est l'opinion de la province sur la canalisation!

La question se posera et le peuple verra que nous avons mieux compris ses intérêts que ceux qui l'ont fait marcher à l'heure actuelle! Quand la population de la province connaîtra la vérité, toute la vérité sur cette question, je suis convaincu qu'elle n'aura aucune difficulté à discerner qui sont les meilleurs défenseurs des intérêts de la province, du gouvernement actuel ou de l'opposition!

Le député de Labelle (M. Paquette) a parlé de la conférence d'Ottawa et a dit que nous avions oublié de revendiquer les droits de notre province. Il s'est plaint tantôt que le gouvernement aurait sacrifié les intérêts de la province.

**M. Paquette (Labelle):** J'ai dit que l'on avait dit cela. Je n'ai pas dit que le premier ministre avait sacrifié les intérêts de la province. J'ai dit qu'il avait laissé à d'autres le soin de les défendre.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Mes délégués et moi sommes allés à Ottawa avec une attitude d'ouverture, invités à assister à une réunion pour discuter et étudier un rapport. Rendus dans la capitale, nous avons réaffirmé dès le début notre détermination d'étudier ce rapport et de voir s'il n'y aurait pas moyen d'améliorer une situation que nos amis d'en face ne cessaient de déclarer mauvaise. Mon honorable ami aurait-il pu tenir une autre attitude? Cette attitude était tout simplement logique.

Nous ne voulions pas faire comme le gouvernement qui nous a précédés et qui, lui, refusait de coopérer avec les autres. Il y a un homme<sup>5</sup> qui avait accepté de se rendre à Ottawa pour étudier un rapport. Il s'y est rendu et a dit: "Je suis prêt à étudier n'importe quoi, du moment que ce n'est pas dans le rapport Sirois". Si quelqu'un a voulu, après avoir dit qu'il allait à Ottawa pour étudier ce rapport, se lever et dire qu'il était prêt à étudier n'importe quoi sauf ce rapport, qu'il porte la responsabilité de cette attitude!

Je suis heureux de dire que ce n'est pas l'attitude que nous avons prise, mais elle ressemble à celle du chef de l'opposition lorsqu'il était chef du gouvernement. Ce gouvernement n'a aucune leçon à prendre de l'opposition!

(Applaudissements)

Nous entendons poursuivre à l'avenir, comme nous avons fait par le passé. Nous sommes allés à Ottawa pour coopérer avec tout le monde. C'est dans le même esprit que le gouvernement provincial a abordé la question de la canalisation du Saint-Laurent. Comme sur d'autres, nous allons encore coopérer avec tout le monde, comme nous avons voulu coopérer avec toutes les provinces à la conférence d'Ottawa.

La province de Québec n'est pas la seule intéressée. Le Canada tout entier est intéressé. Et nous allons coopérer avec tous ceux qui veulent sérieusement étudier cette question et la régler. Qu'on fasse hurler n'importe qui même, cela ne nous

empêchera pas de faire notre devoir! Que les intérêts particuliers actuellement en jeu continuent leur petit manège, de faire des objections à la question du Saint-Laurent, de tenter de faire du bruit, de publier des articles dans certains journaux; de faire hurler et aboyer certaines personnes, cela ne dérangera rien! Nous, ça ne nous dérangera pas! Cela ne changera rien à l'attitude du gouvernement! Tôt ou tard, le peuple verra que le gouvernement a servi les intérêts bien compris de la province sur cette question!

(Applaudissements et ovation à droite)

La motion est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Bourque, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 14.

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Beaulac, Beaulieu, Bienvenue, Biron, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Côté, Desmarais, Drouin, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Rajotte, Renault, Rochette, Sabourin, Thisdel, 51.

Ainsi, la motion est, en conséquence, rejetée.

### Réforme de l'éducation

**M. Chaloult (Lothbinière)** propose, appuyé par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin), qu'il soit mis devant la Chambre: copie de toute correspondance et de tous documents échangés entre le gouvernement de la province ou son secrétaire et le Conseil de l'instruction publique ou nos seigneurs les évêques, en vue de réformer l'éducation et la rendre plus "réaliste et pratique".

M. l'Orateur, depuis quelques mois, la réforme de l'éducation échauffe bien des cerveaux dans la province de Québec. Jadis, en 1841, la "guerre des éteignoirs"<sup>6</sup> avait donné lieu à l'imposition des taxes scolaires où il s'ensuivit des émeutes. Le croirait-on, l'unanimité s'est établie dans la province sur un point: des améliorations

s'imposent à notre système d'éducation. C'est un progrès tout de même. Nous nous réjouissons que notre premier ministre ait amorcé la discussion sur le problème vital de l'éducation.

Dès mon entrée en Chambre en 1936, j'ai tenté d'attirer l'attention des autorités sur nos insuffisances culturelles. Chaque année, j'ai réclamé des réformes radicales, afin de surmonter une infériorité qui paralyse notre essor dans tous les domaines. L'an dernier, je suggérais une légère modification du Conseil de l'instruction publique. Celui-ci aurait conservé le principe de sa composition en vertu duquel une moitié est formée de clercs, et l'autre, de laïcs. C'était grave pensez donc!

Naturellement, on n'a pas manqué de déformer mes paroles. Cette année encore, on cherchera à fausser le sens de mes remarques. On séparera quelques phrases du contexte pour leur donner une fausse interprétation. Je tiens à préciser, cependant, que la plupart de mes modestes suggestions ne proviennent pas de moi. Souvent, je les ai entendues formulées par quelques-uns de nos meilleurs éducateurs ecclésiastiques qui jugeaient que l'opinion n'était pas mûre encore pour les réaliser.

Il appartient, semble-t-il, aux hommes publics de coopérer avec eux, afin de préparer le peuple à accepter les réformes qui s'imposent. C'est la raison de ce discours. Faut-il rassurer les amis de bonne foi qu'inquiète peut-être la hardiesse, très relative, de mes propos? Me permettront-ils de leur rappeler que j'ai moi-même proposé à la Chambre de conformer nos lois civiles sur le mariage à nos lois canoniques? Que j'ai suggéré deux fois d'interdire, à la demande des évêques, la large publicité accordée à l'alcool?

Que je me suis toujours appliqué, enfin, à propager en toutes circonstances la doctrine sociale de l'Église? Inutile d'ajouter que j'entends continuer à affirmer partout et toujours les mêmes principes. Mais précisément, c'est parce que je suis soucieux de maintenir l'influence menacée de l'Église et d'éviter ainsi la déchéance finale de notre peuple que je ne cesserai de réclamer le redressement de notre éducation. Comme le sujet est très vaste, je limiterai mes remarques aujourd'hui à trois aspects du problème: 1. l'éducation physique; 2. l'éducation réaliste; 3. l'éducation nationale.

Bien que la mission éducatrice appartienne d'abord à l'Église et à la famille, l'État aussi est tenu à des devoirs impérieux. Je cite à ce propos les témoignages de Mgr Paquet et de Pie XI. L'État québécois, continue-t-il, s'est-il bien soucié jusqu'ici de jouer son rôle dans le domaine de l'éducation? Je

ne le crois pas. Dans un pays comme le nôtre où l'initiative des parents est microscopique, l'État ne saurait se soustraire à ses devoirs impériaux en cette matière. Voilà pourquoi il convient de seconder le premier ministre qui veut rendre au gouvernement l'exercice de ses prérogatives et stimuler l'éducation dans le Québec.

Les Canadiens français reçoivent-ils une éducation physique en accord avec leur situation géographique et démographique? Il me semble que, au Québec, on se préoccupe de tout, excepté de forger des corps vigoureux. Dans nos programmes scolaires ne figure pas, généralement, la culture physique. Pourtant, dans les pays civilisés, elle apparaît en tête de programme.

On dirait que le sang s'appauvrit dans nos veines. Pourtant, nos pères étaient robustes. C'est qu'ils menaient à la campagne une vie hygiénique. La tuberculose, le cancer et les maladies de cœur, les trois principales causes de mortalité, chez nous, ne sont-ils pas la conséquence de notre propre incurie? Les examens médicaux que subissent actuellement nos conscrits révèlent, nous assure-t-on, un dépérissement général du peuple canadien-français!

Ayons donc le courage de poser brutalement et dès maintenant la question: Notre peuple n'est-il pas en état de décadence physique? Le fait est que 65 % de notre population vitote maintenant dans les villes. Les conditions d'hygiène sont pitoyables, particulièrement dans les centres populeux, où l'on croupit dans les taudis. L'alimentation est insuffisante et mal balancée. La tuberculose fait deux fois plus de victimes au Québec que dans l'Ontario. En 1939, notre province comptait environ 120,000 syphilitiques, dont 12,000 seulement étaient traités. Si nos collègues ont notablement progressé dans le domaine de l'éducation physique, il faut convenir que nous ne sommes pas encore à la page.

Le manque de ressources matérielles explique ce retard. C'est pourquoi je suggère à la Législature de voter à tous nos collèges et écoles normales, un octroi annuel de \$2,000 à \$3,000 pour leur fournir les moyens de requérir les services d'un professeur compétent de culture physique. On pourrait inviter, au début, des spécialistes de la Suède, de la Norvège ou du Danemark, pays nordiques particulièrement avancés dans le domaine de l'hygiène publique? On pourrait objecter que le gouvernement ne peut pas dépenser ces montants, mais la considération du capital humain ne devrait-elle pas passer avant celle des chemins et des ponts?

Si le gouvernement est incapable d'assumer cette nouvelle charge, pourquoi ne s'entendrait-il pas

avec nos maisons d'enseignement pour qu'une partie des \$10,000 qui leur sont annuellement octroyés serve à des fins d'éducation physique, à la construction de piscines, de gymnases, etc.? Le ministère de l'Hygiène devrait favoriser aussi l'engagement, dans nos collèges, d'au moins un cuisinier spécialisé en diététique. Il nous apprendrait à manger moins de viande et de nos éternelles "beans". Une loi devrait forcer tous ceux qui construisent une école, un collège ou un immeuble important à consulter un ingénieur en ventilation, de tracer un programme d'envergure pour abattre tous les taudis dans la province.

Un plan Bouchard pour mettre fin au chômage, c'est excellent, mais un plan Groulx, pour démolir les taudis, n'est pas moins important. En tout cas, ce l'est beaucoup plus que le gavage bilingue. Qu'on bannisse des couvents les robes noires des pensionnaires, "robes microbiennes", ces reliques du Moyen Âge, qui sont peu esthétiques et qui interceptent les rayons solaires et dont on impose le port à nos fillettes. En un mot, les progrès de l'hygiène physique favoriseraient le développement de l'hygiène morale.

Pour avoir une idée de notre apparence physique, regardez le défilé de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal. Que de pauvres êtres indisciplinés s'en vont les bras ballants, les épaules voûtées, la démarche incertaine, trop souvent dans le plus complet désordre. Comparez un bataillon canadien-français avec un bataillon écossais, par exemple. Le contraste est frappant.

Nous applaudissons le premier ministre et, à sa suite, Mgr Camille Roy, lorsqu'ils réclament une éducation plus réaliste et plus pratique. Nous avons hâte que l'un et l'autre précisent davantage par quelles réformes réalistes et pratiques ils entendent redresser notre éducation. La culture physique, le sport généralisé avec mesure, et un service paramilitaire éveilleraient en nous l'esprit d'équipe, le sens de la discipline, le goût du travail et l'amour de l'effort. À mon sens, un enseignement réaliste et pratique ne sera pas tant réalisé par la modification des programmes que par une adaptation de la mentalité du corps enseignant.

Plusieurs de ses membres sont des éducateurs éminents et possèdent une compétence incontestable. Mais sont-ils doués des qualités spéciales requises pour la formation d'une jeunesse canadienne-française? Il ne s'agit pas de désertir les humanités classiques, mais de les adapter aux besoins de l'heure et aux exigences du milieu. Un système d'enseignement n'est pas intangible: il n'existe pas

de droit divin. N'y aurait-il pas lieu non plus d'établir une distinction entre ceux qui se destinent au monde et ceux qui aspirent au sacerdoce? Croit-on que les besoins soient exactement les mêmes dans les deux cas? Un peu moins de grec et un peu plus de français nuiraient-ils à la formation générale des laïcs? Nous nous contentons de poser des questions. À d'autres d'y répondre.

De plus, nos collègues classiques ne sont-ils pas trop nombreux? La transformation de quelques-uns d'entre eux en écoles d'agriculture, en écoles techniques, en écoles de petite industrie ne marquerait-elle pas un progrès appréciable, surtout si on en favorise l'accès à nos cultivateurs qui ambitionneraient peut-être moins de déclasser leurs fils pour en faire des avocats ou des médecins? Ce qui me semble importer le plus à notre survivance, c'est l'organisation d'un enseignement agricole qui permette à nos gens de vivre sur la terre, de connaître et d'aimer cette "grande amie" qui leur facilite enfin l'établissement de leurs fils. Voilà du réaliste et du pratique. Il est tout simplement dérisoire d'écouter les Québécois parler de leur mission de salut pour préserver la culture française en Amérique.

Je recommande des subventions plus larges à nos universités, afin qu'elles puissent se développer et s'outiller convenablement. Il est scandaleux que l'on soit incapable de trouver \$5,000,000 pour terminer les travaux de construction à l'Université de Montréal, alors qu'on arrive à dénicher de \$12,000,000 à \$18,000,000 annuellement pour des bouts de chemin. Je veux qu'on engage nos jeunes gens à délaissier les facultés de droit et de médecine pour s'orienter vers les carrières économiques. Je leur conseille de délaissier ces professions encombrées.

Le français est ostracisé dans l'aviation pour un prétexte futile. Les forces aériennes de De Gaulle sont instruites entièrement en français. Les aviateurs tchèques, hollandais et polonais sont également formés dans leur langue. Il convient de protester contre cette nouvelle injustice dont nous sommes victimes. La connaissance de l'anglais est utile, voire nécessaire pour ceux qui habituellement prennent contact avec les Anglo-canadiens. Pour les autres, qui constituent la majorité de la population, les cultivateurs et les ouvriers surtout, l'étude de cette langue serait inutile et souvent nuisible à une acquisition convenable de la langue maternelle.

Il n'est pas souhaitable qu'on enseigne l'anglais à toute la population. Car les peuples bilingues sont généralement des peuples inférieurs. Et la chose s'explique très bien. Un être humain,

pour acquérir un niveau intellectuel normal, doit se développer dans le sens de ses innéités. À cause de l'atavisme, la langue française s'adaptera mieux à un cerveau français que la langue anglaise, et inversement. Avez-vous déjà vu un Canadien français héler un bagagiste de couleur dans un train? Avec quelle déférence il s'adresse à lui, tout simplement parce que l'autre parle anglais.

Enseigner simultanément deux langues à l'enfant dès son jeune âge, c'est lui imposer deux moules différents de pensées dont l'un convient moins bien à ses aptitudes. On violente ainsi ses facultés et on désaxe son intelligence. Lorsque l'enfant possède suffisamment sa langue maternelle, vers l'âge de 10 ou 12 ans, on peut sans danger commencer à lui apprendre une langue seconde, mais pas avant. De plus, le temps que l'on accorde à l'enseignement d'une langue étrangère, dans le cas de l'enfant qui ne fréquente l'école que pendant quatre ou cinq ans, est nécessairement prélevé sur le temps consacré à l'étude de sa langue maternelle, car c'est elle qui constituera l'instrument même dont il se servira toute sa vie pour exprimer sa pensée.

Comme il n'y a pas de distinction pratique entre le fond et la forme, plus la langue sera pauvre, plus la pensée paraîtra elle-même indigente. Favoriser le bilinguisme intégral, à l'exemple du président de la Commission scolaire de Montréal, c'est vouloir nous dénationaliser, c'est courir au suicide. Les Acadiens se débrouillent en anglais mieux que leurs compatriotes du Québec, mais en retour, ils parlent leur français encore plus mal que nous.

**M. Comeau (Montréal-Verdun)**<sup>7</sup>: L'honorable député oublie-t-il qu'après la Conquête, les Acadiens sont restés avec moins d'avantages que les Canadiens français?

**M. Chaloult (Lotbinière)**: Je concède facilement que le peuple acadien a été placé dans une position bien inférieure à celle des Canadiens français.

**M. Comeau (Montréal-Verdun)**: Le député de Lotbinière veut-il dire que le député de Montréal-Verdun parle moins bien le français que ses collègues?

**M. Chaloult (Lotbinière)**: Ah non! J'ai eu l'occasion de dire récemment, au contraire, que le député de Montréal-Verdun est l'un de ceux qui s'expriment le mieux en Chambre.

Il (M. Chaloult) continue son discours en citant plusieurs témoignages de pédagogues pour

appuyer sa thèse. M. Jean-Charles Harvey, poursuit-il, déclarait en 1925: "Ne regardons pas comme un bienfait que 50 %<sup>8</sup> de notre population sache les deux langues, car un tel bilinguisme est la pire épreuve qu'un peuple soucieux de vivre n'ait jamais subie. C'est un bien pour un mal, un de ces malheurs nécessaires que nous devons porter comme un cilice et non comme une décoration". Ce qui importe surtout, c'est de perfectionner cet outil indispensable à notre développement intellectuel: le français.

Nous désirons une forte éducation nationale, réaliste et pratique, afin d'obtenir notre libération économique. Il faut également s'assurer que les spécificités catholiques et françaises de notre race soient préservées et renforcées. Nous y parviendrons en formant des compétences techniques et, avant tout, en forgeant des caractères, en façonnant des hommes soucieux et tenaces, en un mot, des personnalités. C'est ce qui nous manque le plus. Le manque de vigueur des Canadiens français est tout simplement lamentable. Ce qui est pire, c'est que nous semblons satisfaits de notre infériorité économique. Cela ne sert à rien de blâmer ce qu'on appelle les étrangers, les Américains et les hommes d'affaires des autres provinces. C'est notre faute à nous.

Cet enseignement intensif de l'anglais, que certains présentent comme une panacée, risquerait moins de compromettre notre survivance si on nous dotait d'une forte éducation nationale. Hélas! C'est la plus tragique de nos faiblesses! Durham avait tort d'affirmer que nous étions un peuple sans histoire. Mais nous aurions raison de soutenir aujourd'hui que nous sommes un peuple sans âme, sans idéal collectif. Que nous formions au Canada l'élément ethnique le plus pauvre et le plus asservi à la dictature bancaire, que nous détenions le record peu glorieux de presque toutes les maladies, que nos universités et nos collèges restent les plus indigents, les moins bien outillés, tout cela, à la rigueur, peut toujours s'expliquer. Mais qu'en dépit de ces infériorités nous paraissions satisfaits de nous-mêmes, que nous n'éprouvions aucune humiliation, que nous ne cherchions nullement à réagir, voilà une mentalité fort inquiétante.

Nous souffrons de ce qu'on a appelé un complexe d'infériorité. Moralement, nous sommes restés des vaincus. Ne nous a-t-on pas parlé beaucoup plus de loyauté envers l'Angleterre que de fidélité envers notre patrie? Sous couleur de loyalisme, on a entretenu chez notre peuple une mentalité serve. Au lieu de lui prêcher la fierté, trop souvent, on lui enseigne la soumission, la

résignation. Évidemment, une telle éducation ne peut engendrer que l'avachissement. Certains maîtres n'ont pas compris l'éducation nationale. Nos jeunes gens sont convaincus qu'avec quelques bribes d'anglais, ils vont conquérir le monde. Aussi bien, la plupart d'entre eux sont incapables d'écrire une lettre correctement. Une mère trouve sa fille instruite quand cette dernière peut parler l'anglais aussi bien que le français.

Souvent, pour nous enseigner l'histoire du Canada, on s'est contenté de farcir notre cerveau de dates. On nous a parlé dogmatiquement du rôle providentiel de la Conquête, on a exalté la générosité des gouverneurs anglais, dont certains ont eu la délicatesse de ne pas nous écraser tous. Avec une telle éducation antinationale, on a formé une génération de soi-disant Français anémiques. On a substitué la mystique du parti à celle de la patrie! Notre peuple lit cinq fois moins que le peuple d'Ontario! La plupart des meilleurs historiens de la province de Québec ne sont pas des Canadiens français, mais des écrivains qui viennent des États-Unis, de l'Ontario et des autres provinces!

Il faut avoir suffisamment de ressort moral pour voir la vérité toute nue sans en être offusqué. Je ne suis pas le seul à penser ainsi. Vers 1935, une espérance nous a bercés. Notre peuple un moment a paru ressaisir sa mystique. Dans un geste de fierté, il a réclamé son affranchissement économique et intellectuel. Toute la jeunesse vibrait déjà à la pensée de sa libération. "Hélas, écrivait l'abbé Groulx, en septembre 1940, la navrante, la terrible déception de 1936 a passé là: elle y a laissé un dégoût, une lassitude, un scepticisme que nous nous efforçons de comprendre sans pouvoir l'excuser".

Je souhaite qu'il surgisse un Pétain pour nous revigorer, pour rendre à nous-mêmes cette confiance que nous avons perdue. Nous avons connu des petits peuples, plus décadents encore, plus humiliés que nous. Cependant, ils se sont relevés. Ils ont été redressés par des hommes puissants qui n'atteignaient pas leurs buts en alimentant les illusions naïves de leurs compatriotes: Salazar au Portugal, de Valera en Irlande, et feu Kemal Atatürk en Turquie. Les chefs des États rénovés ont régénéré leur peuple par une vigoureuse éducation nationale. Nous pouvons nous régénérer avec une vigoureuse éducation nationale. C'est par elle que le maréchal Pétain entend relever la France.

C'est par elle que le Japon est devenu la première nation de l'Asie, une des puissances du monde. Au Japon, le matin, 11,000,000 de petits Japonais se groupent à la porte de leur école

respective pour le salut du drapeau. Chez nos voisins, on salue également le drapeau.

Seul peut-être l'État québécois ignore les raisons profondes de son existence. Nous n'avons pas de drapeau vraiment à nous. On le coiffe ou on se précipite vers la porte au son de l'hymne national. Notre jeunesse ne sait guère quelle est sa patrie. Non, nous nous querellons encore à savoir si nous devrions inclure ou non le Sacré Cœur.

Une réaction, une vigoureuse réaction s'impose évidemment. C'est pourquoi quelque 200 Canadiens français, dont la plupart sont en vedette, ont signé récemment un manifeste pour une éducation nationale. Ils prient toutes nos autorités scolaires d'agir avant qu'il ne soit trop tard. Seront-ils écoutés? Tentera-t-on quelques réformes radicales? Je l'espère. Sinon, et j'exprime là toute ma pensée, pourquoi ne pas renoncer tout de suite à notre survivance française? Car alors il eût peut-être mieux valu, pour la gloire de la France le prestige du catholicisme, qu'une colonie ne fût jamais fondée sur les bords du Saint-Laurent.

(Applaudissements)

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (M. Boucher), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est ajourné.

#### Subsides:

#### Budget supplémentaire 1940-1941 (2<sup>e</sup> partie)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

**M. Lorrain (Papineau)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Bégin), un amendement à l'effet que tous les mots après "que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants: "C'est le devoir du gouvernement d'adopter immédiatement une attitude courtoise mais énergique relativement à la protection des ressources naturelles de la province de Québec et c'est le devoir du gouvernement de sauvegarder les droits et les intérêts de la population et de fournir à la Chambre tous les renseignements à ce sujet."

**M. l'Orateur suppléant<sup>9</sup>:** Je considère que la Chambre s'est déjà prononcée sur cet amendement et je le déclare hors d'ordre, parce qu'il contrevient à l'article 322 du Règlement et est en conséquence irrégulier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai déjà dit que M. l'Orateur de la Chambre n'a pas le droit d'intervenir pour déclarer une proposition hors d'ordre. C'est à la droite à soulever des points d'ordre. Cet amendement est dans l'ordre, car il n'y est nullement question du Saint-Laurent, tandis que dans l'autre, il en est question. L'amendement comporte un principe que personne ne peut contester.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je me lève pour défendre d'abord un principe que le chef de l'opposition a attaqué. C'est le devoir de l'Orateur de la Chambre d'intervenir chaque fois que les règlements ne sont pas observés. Quant à l'amendement, quel est son but? De provoquer une discussion sur une question qui est déjà devant la Chambre? Je crois que l'amendement est hors d'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** Il n'est pas question de la canalisation dans cet amendement et ce serait un déni de justice de le rejeter!

**M. l'Orateur:** Cette motion est hors d'ordre parce que c'est une façon détournée d'amener sur le tapis la question de la canalisation du Saint-Laurent alors qu'une motion apparaît déjà à l'ordre du jour sur cette même question.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** en appelle de la décision de M. l'Orateur suppléant.

La question: "La décision de M. l'Orateur suppléant sera-t-elle maintenue?" est mise aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Bastien, Beaulac, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Boucher, Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Delagrave, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lapointe, Lawn, Leduc, Mathewson, Messier, Moreault, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Rajotte, Rochette, Sabourin, Thisdel, 52.

**Contre:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

Ainsi, la décision de M. l'Orateur suppléant est, en conséquence, maintenue.

La séance est levée à 6 heures.

## NOTES

1. Il s'agit d'une annonce demandant des mécaniciens en tuyauterie pour une industrie de guerre en construction à Valleyfield, selon *La Presse* du 20 mars 1941, à la page 2.

2. Il s'agit de la firme H. F. Maclean, qui a une usine à Montréal et à Valleyfield, selon *The Quebec Chronicle-Telegraph* du 20 mars 1941, à la page 3.

3. Dans la Bible, Pilate est un préfet romain auquel on amena Jésus pour qu'il le juge et le condamne à mort pour s'être proclamé le "roi des Juifs". Après avoir interrogé Jésus, Pilate ne vit aucun motif de condamnation. Croyant avoir trouvé un moyen d'épargner Jésus, conformément à tradition de la Pâque, il propose à la foule de libérer un prisonnier, Barabbas, un meurtrier, ou Jésus, un blasphémateur. Comme le peuple choisit Barabbas et continua de réclamer la condamnation à mort de Jésus, Pilate, voyant qu'il allait provoquer une émeute, abandonna Jésus à la foule, se lava les mains devant celle-ci et déclara: "Je suis innocent du sang de ce juste".

4. L'honorable M. Godbout pointe du doigt le chef de l'opposition, selon *L'Événement-Journal* du 20 mars 1941, à la page 4.

5. Le premier ministre de l'Ontario, Mitchell Hepburn, selon *The Gazette* du 20 mars 1941, à la page 9.

6. À la suite du rapport Durham, les autorités anglaises proposent un système d'éducation publique anglophone financé au moyen d'un impôt local. Les pressions des Églises de toutes les dominations ainsi que des députés canadiens-français ont vite raison de

cette tentative. Les députés font en sorte que le Canada français dispose de son propre système d'éducation. La population fait ce qu'il est convenu d'appeler "la guerre des éteignoirs", en s'opposant violemment à toutes taxes pour financer l'éducation, et elle réussit à arracher au gouvernement quelques subventions. L'Église voit ainsi l'occasion de revenir dans le champ de l'éducation. Les communautés religieuses prennent une place importante dans les écoles publiques des villes et des villages. Elles sont payées moins que les laïcs et s'assurent une part de plus en plus grande du nombre d'écoles. En 1845, le système confessionnel est mis en place à Québec et à Montréal: à savoir un système protestant et catholique. Le Conseil de l'instruction publique est divisé en deux: un pour les catholiques et un pour les protestants.

7. Le député de Montréal-Verdun (M. Comeau) est le seul membre de la Législature à être d'origine acadienne, selon *L'Événement-Journal* du 20 mars 1941, à la page 11.

8. *Le Nouvelliste* du 20 mars 1941, à la page 12, indique 5 %.

9. C'est l'Orateur suppléant, M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), qui occupe le siège de l'Orateur, selon *Le Canada* du 20 mars 1941, à la page 9.



## Séance du jeudi 20 mars 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Delagrave (Québec-Ouest):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

Charte de  
Québec

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La session est commencée depuis janvier. Nous sommes au 20 mars et la cité de Québec devrait être venue plus tôt avec son bill. Je m'étonne que ce bill soit présenté si tard alors que la ville de Québec est si rapprochée du parlement.

La motion est adoptée sur division.

**M. Delagrave (Québec-Ouest)** présente, en conséquence, le bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que ce bill soit imprimé de nouveau pour les membres de votre honorable Chambre.

Le rapport est adopté.

## Subsides:

Budget supplémentaire  
1940-1941 (2<sup>e</sup> partie)

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que l'ordre portant sur la formation de la Chambre en comité des subsides, qui a été écarté mercredi le 19 mars courant, soit rétabli et inscrit au *Feuilleton* de la présente séance.

**M. Gagnon (Matane):** Je proteste contre cette façon de procéder. Il y a autre chose sur le *Feuilleton*, entre autres la motion au sujet de l'éducation. Celui qui l'a proposée (M. Chaloult) veut changer jusqu'à la couleur des robes dans les couvents et il réclame un Pétain dans la province de Québec.

**M. Talbot (Chicoutimi):** En vertu de quel règlement de la Chambre fait-on cette proposition?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement ne connaît évidemment pas les règlements, mais moi je les connais. Depuis 15 ans que je siège en cette Chambre, je n'ai jamais vu pareille ignorance! La motion pour aller en subsides a été écartée à la demande même du premier ministre qui a proposé l'ajournement de la séance. Hier, on a tout simplement oublié de faire une nouvelle proposition pour remettre cet ordre du jour sur le *Feuilleton*. C'est de l'incurie. Et l'on est obligé aujourd'hui de prendre une procédure extraordinaire pour la faire réinscrire. Cette motion indique bien l'incompétence du gouvernement en matière de subsides!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je regrette que le chef de l'opposition ait donné une leçon au député de Chicoutimi en prétendant que lui seul

connaît les règlements. Hier soir, le chef de l'opposition a appelé "6 heures" avant que j'aie eu le temps de proposer de remettre au *Feuilleton* l'ordre du jour en question. Dans mon empressement à lui faire plaisir, j'ai proposé l'ajournement. C'est mon désir d'être agréable au chef de l'opposition qui a été cause de cette distraction. La procédure ne cause aucun autre retard à la Chambre que celui qu'a provoqué le député de Matane, suivi de deux autres députés de la gauche.

**M. Lorrain (Papineau):** Je suis surpris de l'attitude du gouvernement. Il est bien distrait! Le premier ministre paraît disposé à faire des confessions. Il avoue qu'il y a eu des distractions. La province, elle, n'en aura pas aux prochaines élections, car un gouvernement distrait, c'est bien dangereux!

La motion est adoptée sur division.

#### **Commission municipale de Québec**

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est)** demande, appuyé par le représentant de Charlevoix-Saguenay (l'honorable M. Rochette), la permission de présenter le bill 27 modifiant la loi de la Commission municipale de Québec.

Il est inutile de donner maintenant des explications. La loi ne révolutionne rien du tout.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Loi de l'impôt sur le revenu**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu.

Adopté.

#### **Subsides:**

#### **Budget supplémentaire 1940-1941 (2<sup>e</sup> partie)**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, appuyé par le représentant de

Montréal-Outremont (l'honorable M. Groulx), que "M. l'Orateur quitte maintenant son fauteuil" pour que la Chambre se forme immédiatement en comité des subsides.

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine)** propose, appuyé par le représentant de Champlain (M. Morin), que tous les mots après "Que" dans la motion en discussion soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, tout en étant prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, considère que le gouvernement de la province de Québec est obligé de protéger les droits et les intérêts de la province de Québec et de sa population et qu'il est aussi obligé de fournir à la Chambre, avec diligence, tous les renseignements possibles qui lui sont demandés, en matière d'administration provinciale, par les représentants du peuple."

**M. Gagnon (Matane):** Il n'y a aucun blâme du gouvernement dans cet amendement. Cette proposition devrait rencontrer l'appui unanime de tous les députés. Cette motion est conforme à l'affirmation d'un principe élémentaire du droit parlementaire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Cet amendement constitue un blâme indirect et voilé à l'adresse du gouvernement, bien que ce dernier, pourtant, met toute la diligence possible dans l'accomplissement de tous ses devoirs. Et je ne crois pas que le gouvernement soit à blâmer quand il fait toute la diligence possible dans l'accomplissement de son devoir. La Chambre devrait le rejeter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion affirme un principe que tout le monde admet. Elle ne fait porter aucun blâme sur le gouvernement. Nous savons, cependant, que le gouvernement n'a pas protégé les droits et les intérêts de la province et de sa population. Le gouvernement ne respecte pas les lois. Les départements ne sont pas bien administrés. Les vieillards, les aveugles, les mères nécessiteuses se plaignent. Si le gouvernement voit du blâme dans cette motion, c'est qu'il se sent coupable.

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Il est facile de constater que cet amendement comporte un blâme direct au gouvernement. Le discours même du chef de l'opposition est tout simplement un moyen détourné de blâmer la conduite du gouvernement. On prétend que tous les départements sont mal administrés, et combien d'autres accusations gratuites. L'opposition se contredit. Le député de Matane, Monsieur, vous a dit...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Point d'ordre! Le ministre n'a pas le droit de s'adresser directement à un député!

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Mais je me suis adressé à l'Orateur! Le chef de l'opposition aime-t-il si peu le député de Matane que l'on ne puisse le nommer en sa présence?

(Rires)

Le député de Matane a dit: "Il n'y a pas de blâme dans la motion." Et tout de suite après, le chef de l'opposition commente la motion en disant: "Tout va mal dans l'administration." Ce n'est pas la vérité, et c'est pourquoi la Chambre va rejeter cet amendement.

**M. Lorrain (Papineau):** Le gouvernement se sent coupable, puisqu'il ne veut pas adopter cette motion en amendement. Je proteste!

L'amendement est mis aux voix et la Chambre se divise.

Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

**Pour:** MM. Barrette, Bégin, Duplessis, Élie, Gagnon (Matane), Labbé, Langlais, Lorrain, Morin (Champlain), Paquette, Robinson, Sauvé (Beauharnois), Talbot, 13.

**Contre:** MM. Allard, Bastien, Bonvouloir, Bouchard (Québec), Bullock, Caron (Hull), Caron (Maisonnette), Casgrain (Gaspé-Nord), Chaloult, Comeau, Connors, Côté, Dansereau, Desmarais, Drouin, Dubreuil, Duffy, Dufour, Dumaine, Dumoulin, Duval, Fillion, Fortin, Francoeur (Lévis), Francoeur (Montréal-Mercier), Frégeau, Gagnon (Frontenac), Gauthier, Girouard, Godbout, Gosselin, Goulet, Groulx, Guibord, Hamel, Hyde, Joyal, Lawn, Mathewson, Messier, Moreault, Morin (Québec-Centre), Nadon, Panet, Perrier, Plamondon, Renault, Rochette, Thisdel, 49.

Ainsi l'amendement est, en conséquence, rejeté.

La motion principale est mise aux voix et la Chambre l'adopte et se forme en comité des subsides.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi du service civil", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis surpris que le gouvernement ait besoin d'un budget supplémentaire quand le trésorier nous a dit qu'il prévoyait un surplus pour l'année en cours et qu'il en a un de \$3,000,000. On ne peut douter de la compétence du trésorier en matière financière, mais je tiens à souligner qu'au lieu du surplus de \$258,000 que le trésorier provincial avait prédit l'an dernier en présentant son budget, on arrive maintenant avec un budget supplémentaire de \$826,000. C'est donc qu'il restera, d'après moi, un déficit d'environ \$600,000, en réalité, que le gouvernement devra enregistrer.

Si le trésorier provincial se trompe pour si peu, la province n'a pas de grandes garanties avec lui. La province demande un état réel de la situation. Nous avons ici le gouvernement qui a imposé des taxes pour \$20,000,000, les taxes les plus répréhensibles.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'ai déjà expliqué à la Chambre que nous avons fait des économies dans d'autres départements qui compensent bien des items du budget supplémentaire, et que, grâce à cela, nous avons un surplus imposant de \$3,000,000.

Le budget supplémentaire n'est qu'une formalité pour autoriser des dépenses dans cinq services, les plus fortes pour les asiles d'aliénés, où nous avons manqué d'argent. Sur \$80,000,000 de dépenses prévues, nous n'avons manqué que de \$820,000 dans nos prévisions. Le chef de l'opposition devra admettre qu'un budget supplémentaire de \$820,000 sur \$80,000,000 n'est pas considérable.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons ici un item de \$2,500. Je veux savoir pourquoi cet item de \$2,500 pour le service civil? Est-ce pour donner des augmentations à des amis du gouvernement? Est-ce que cela comporte des augmentations de salaire ou le salaire de nouveaux employés?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Ça peut être aussi pour des nominations de surnuméraires ou des permutations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il nous faut plus d'explications que cela! Nous ne voterons pas cet item sans avoir des explications.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je vais faire venir le comptable si on l'exige.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je comprends que le trésorier provincial n'est pas anxieux d'ouvrir la discussion!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Il reste à peine cinq items du budget supplémentaire à voter, la plupart touchant aux institutions de charité. Nous reviendrons d'ailleurs sur les mêmes sujets quand le budget principal sera discuté. Il ne sert à rien de discuter deux fois les mêmes items. Je demande donc la coopération de l'opposition pour hâter l'acceptation du budget supplémentaire.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'opposition a coopéré, jusqu'ici, avec le gouvernement en laissant voter la moitié du budget supplémentaire. Le trésorier provincial devrait admettre que s'il y a une opposition qui a coopéré pour l'adoption des items du budget supplémentaire, c'est bien l'opposition actuelle.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** J'espère que l'opposition continuera dans cette bonne voie.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier peut nous demander de coopérer, mais pas d'être complice. Ce serait de la complicité de notre part de ne pas exiger que le gouvernement expose la situation réelle de la province. Il est de notre devoir d'empêcher le gouvernement de mal agir. Le premier devoir du gouvernement est de voir à aider les chômeurs et non pas à faire des générosités à l'égard de ses amis.

Il y a dans la province des chômeurs qui crèvent de faim et on ne fait rien pour eux! Les colons sont dans la misère à l'heure actuelle par la faute du gouvernement. Ils sont dans le besoin parce que les paiements sont plusieurs mois en retard! Le gouvernement n'a pas besoin d'aide pour faire du mal!

Présentement, nous discutons du service civil. Ce que je veux savoir, c'est si cet item concerne des augmentations de salaire ou si c'est pour de nouveaux employés!

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'item ne concerne pas une augmentation du nombre des employés, mais le transfert possible de certains d'entre eux vers le ministère du Conseil exécutif, sous lequel cet item apparaît.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet item ne peut être pour le transfert d'employés parce que c'est un item général.

**M. Gagnon (Matane)** demande les noms des employés visés par cet item.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** C'est une impossibilité pour moi de donner toutes les précisions de mémoire.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Alors, nous allons ajourner l'étude du budget supplémentaire. Je propose que le comité rapporte progrès à la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ah, non! Nous allons continuer d'étudier le budget supplémentaire. Nous ne sommes pas prêts à voter des items sans explication. Le gouvernement est incapable de fournir l'information. Au moment où nous demandons des renseignements sur un item de \$2,500, le premier ministre demande l'ajournement du comité. Quelle bravoure! Quel courage! Quelle garantie pour la province! Le gouvernement n'a pas le droit d'ajourner le débat dès que l'opposition pose des questions et veut obtenir des renseignements! Si on ne peut pas nous répondre sur un item de \$2,500, comment pourra-t-on le faire sur un budget de \$83,000,000? Quelle confiance pouvons-nous avoir dans le gouvernement? Le gouvernement a évidemment quelque chose à cacher!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** (Répliquant de façon vive) Mais non, mais non!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous sommes prêts à voter les subsides moyennant une discussion raisonnable. On en est rendu au point que c'est le premier ministre qui fait de l'obstruction au budget supplémentaire, qui empêche le vote des crédits! Le premier ministre ne devrait pas donner cette impression à la Chambre!

(Rires à droite)

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Veut-on imiter Hitler ou Mussolini en refusant d'expliquer les crédits? Ce n'est pas juste pour le grand Parti libéral, et ses anciens chefs doivent rougir! Est-ce que le trésorier ne peut pas répondre? Quel mutisme sur un item de \$2,500! J'ai le droit d'exiger une réponse! Il existe des comptes non payés pour des centaines de mille dollars. Les colons ne sont pas payés! Les colons sont dans la misère à l'heure actuelle. Ils sont dans le besoin parce que les paiements sont plusieurs mois en retard.

Je vois que le premier ministre regarde l'heure. Ça lui paraît long! J'ai déjà dit tout à l'heure que ça va mal puisqu'on oublie même les ordres du jour. Le trésorier est courtois et on le force à ne pas être courtois en lui disant de ne pas répondre. Je ne reproche pas au premier ministre d'être muet car il a fait des oublis!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition demande une réponse depuis 10 minutes et, depuis 10 minutes, il semble ignorer le Règlement et l'étiquette qui nous empêchent de parler en même temps que lui! Il devrait savoir que je ne puis lui répondre tant qu'il parle. Le chef de l'opposition a dit notamment que les colons souffraient de la faim et qu'ils étaient dans la misère parce qu'ils ne reçoivent pas à temps leurs allocations. Je tiens à dire à cette Chambre que dans ce domaine, il n'y a pas de comptes en souffrance sous l'administration actuelle.

Il n'y a pas d'allocations qui ne soient payées moins d'une semaine après l'échéance. Les colons sont généralement payés dans la semaine qui suit la réception de leurs comptes. Aucun gouvernement n'a fait cela avant nous. Je déclare devant cette Chambre que jamais, en aucun temps, les colons n'ont été payés aussi rapidement qu'avec le gouvernement actuel, parce que nous comprenons que, s'il y a des gens qui ont besoin de leurs octrois, ce sont les colons. Ce sont des gens qui ont besoin de leur argent pour vivre et nous leur donnons à temps.

Le chef de l'opposition (M. Duplessis) dit que les libéraux devraient rougir de ce qui se passe ici et de ceux qui dirigent actuellement la province. Il me semble qu'ils auraient bien plus raison de rougir si je tenais la même attitude que le chef de l'opposition qui fait perdre le temps de la Chambre depuis plusieurs minutes! Il me semble que j'aurais l'impression de la rougeur me montant au front devant mes partisans, si j'étais à la place de celui qui vient de prendre l'attitude dont la Chambre a été témoin. Si j'avais tenu l'attitude que vient de tenir le chef de l'opposition, j'aurais une impression de honte! Il a parlé pendant plus d'une demi-heure tout simplement pour faire perdre le temps à la Chambre.

Le chef de l'opposition donne à toute la province l'impression qu'il est beaucoup moins sérieux que je ne le crois moi-même. J'ai proposé l'ajournement du comité. Pourquoi? Parce que, depuis des jours et des semaines, le chef de l'opposition nous demande de discuter la question de la canalisation du Saint-Laurent. Hier, j'ai déclaré à la Chambre que cette discussion aurait lieu

aujourd'hui. J'ai demandé que la Chambre rapporte progrès parce que je voulais remplir un engagement pris hier.

Cette motion va se discuter aujourd'hui, même si nous devons siéger ce soir. Le chef de l'opposition ne pourra pas aller crier partout que je n'ai pas tenu mon engagement. Nous avons une sanction de bills à 5 heures. Il le sait. Il veut faire de l'obstruction, éterniser la discussion jusqu'à 5 heures afin que la question du Saint-Laurent ne soit pas discutée aujourd'hui et que je paraisse manquer de parole à la Chambre.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne savais pas qu'il y avait une sanction de bills à 5 heures.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Je croyais que le chef de l'opposition le savait. Le chef de l'opposition a prononcé ce long discours qui le discrédite devant la province pour retarder, apparemment, la discussion sur le Saint-Laurent, après avoir soulevé cette question à plusieurs reprises. Nous ne sommes pas ici pour faire des farces, pour nous moquer les uns des autres. Nous sommes ici pour servir la province. J'ai dit que la question du Saint-Laurent serait discutée aujourd'hui et elle le sera.

J'ai proposé que le comité rapporte progrès de façon à parler du Saint-Laurent. Si mon honorable ami ne veut pas, nous attendrons. Si l'opposition veut continuer comme elle le fait depuis le début de la séance, si elle veut retarder les travaux de la Chambre, très bien! Mais elle peut être assurée que nous étudierons quand même aujourd'hui la question du Saint-Laurent en siégeant ce soir!

(Applaudissements à droite)

**M. Talbot (Chicoutimi):** L'homme qui fait serment par oubli vient encore d'oublier quelque chose. Le premier ministre dit que les colons sont payés une semaine après la réception de leurs comptes. Un groupe considérable du canton Hébert, dans mon comté, n'a été payé que pour les Rois, au début de cette année. Ils ont reçu leur prime du mois de novembre vers le milieu de janvier.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il y a longtemps que l'opposition me taquine sur un point et me prête des propos que je n'ai jamais tenus. Je veux relever tout de suite une phrase formulée par le député de Chicoutimi et par toute l'opposition, de temps en temps, pour me la reprocher. Les membres de l'opposition parlent de serments faits par oubli. Je

tiens à leur répéter ceci: j'ai déclaré, au cours d'un débat de la dernière session, que s'il m'arrivait, par distraction ou par oubli, d'omettre un mot ou une phrase qui pourrait changer la nature d'une déclaration que je voulais faire, je ne me considérerais pas lié par cette déclaration. C'est élémentaire. C'est dans le petit catéchisme.

Le député de Chicoutimi (M. Talbot) prétend que les primes des colons du canton Hébert sont en retard. Je vais m'enquérir et je ferai enquête. Si le député de Chicoutimi a raison de dire qu'ils ont été payés en retard, je le reconnaitrai et j'admettrai en Chambre qu'il a raison. Mais, d'autre part, je le répète, j'affirme qu'aucun autre gouvernement n'a jamais traité les colons avec plus d'égards que nous.

Aucun ne peut prétendre qu'un gouvernement a dans le passé payé plus rapidement les colons, les employés de voirie, les travailleurs sur les chemins. Personne ne pourra nier que le gouvernement actuel a fait l'impossible pour hâter le paiement des sommes dues aux colons. C'est une politique du gouvernement actuel de payer rapidement les petits, parce qu'ils ont besoin de leur argent. Le système a si bien fonctionné que les colons le reconnaissent et ils nous le disent tous les jours dans des lettres de remerciements.

(Applaudissements)

Nous sommes prêts à répondre à toutes les questions, mais nous voulons discuter la question du Saint-Laurent. Voilà des jours que le chef de l'opposition nous le demande, et maintenant il ne veut plus.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous avons demandé en effet que le débat sur le Saint-Laurent soit continué, mais pourquoi le serait-il quand le premier ministre se dit prêt et que nous, nous demandons des explications sur un item du budget supplémentaire? Il est temps que la province réalise de quelle façon le gouvernement procède. Si jamais un gouvernement a fait perdre le temps de la Chambre en proposant trois lois quand une aurait suffi, c'est le gouvernement actuel! Nous siégerons tant qu'il le faudra.

Que le premier ministre ne prenne pas des poses qui ne lui conviennent pas, qu'il n'affecte pas des attitudes suaves qui ne cadrent pas avec son caractère! Je n'ai jamais profité, comme lui, des circonstances où un adversaire ne pouvait répondre pour l'attaquer.

Quand il prétend que les colons sont payés, il n'a pas le droit de l'affirmer s'il ne le sait pas. J'ai reçu des lettres de colons qui disent qu'ils n'ont pas

le moyen de vivre, ni même celui de mourir, parce qu'ils n'auraient pas d'argent pour se faire enterrer! Le premier ministre n'a rien à gagner à se servir de semblables tactiques!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'y a aucune tactique de notre part. Le gouvernement répondra avec plaisir à toutes les questions que le chef de l'opposition voudra bien lui poser. Le gouvernement est prêt à donner tous les renseignements possibles à l'opposition. Si j'ai demandé que le comité rapporte progrès, c'est pour permettre de commencer un débat que l'opposition réclame depuis longtemps. Nous avons dit que nous discuterions aujourd'hui la canalisation du Saint-Laurent et nous allons commencer aujourd'hui. Nous sommes prêts actuellement à discuter la canalisation du Saint-Laurent.

Je ne sais pas à l'intention de qui parle le chef de l'opposition. L'opposition ne peut sérieusement nous accuser de faire perdre le temps de la Chambre, quand, pour retarder la séance, elle s'éternise à discuter un budget supplémentaire qui, dans le passé, a toujours été voté, tous les ans, en 10 ou 15 minutes, et il était généralement beaucoup plus élevé.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cela n'est jamais arrivé! Nous ne posons que des questions logiques et cela ne retarde aucunement le travail de la Chambre!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Il n'y a jamais eu de discussions substantielles sur le budget supplémentaire. Le chef de l'opposition n'a pas à être surpris que le trésorier provincial ne soit pas prêt à donner toute l'information demandée. L'opposition veut des renseignements? Nous allons lui en fournir. Seulement, nous siégerons ce soir.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'opposition pose des questions qu'il n'est pas juste de poser. Si on demandait au président du Canadian Pacific Railway le nom de l'employé qui a conduit hier le train de Winnipeg, ou celui d'avant-hier entre Vancouver et Halifax, pourrait-il le donner? L'opposition m'a demandé le nom des employés qui avaient bénéficié d'une augmentation de salaire. C'est un peu injuste, mais je vais répondre maintenant que l'on me laisse parler. Voilà: les \$2,500 en question représentent les salaires de trois employés temporaires dont les services ont été requis d'urgence pour la réorganisation du département de la comptabilité de l'exécutif, MM. Léo Gervais, H. De Lottinville et R. Carrier.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je vois qu'il est 5 heures, et comme il y a une sanction, nous allons suspendre. J'avertis le trésorier provincial cependant qu'il peut s'attendre à ce que je lui demande des explications sur les items du budget et qu'il ne doit pas prendre cela sur ce ton. L'attitude qu'il prend n'avancera pas les choses!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le chef de l'opposition peut être assuré que nous ne nous laisserons pas attaquer sans nous défendre! Je n'aime pas la façon dont on a discuté cet après-midi. Pendant des semaines, j'ai enduré sans rien dire. Mais j'ai décidé que la meilleure façon est de répondre quand on nous attaque injustement. Nous ne l'attaquerons pas, mais nous nous défendrons. Si on veut discuter sérieusement de choses sérieuses, j'en serai toujours heureux.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le premier ministre ne nous intimide pas! Je suis prêt à le rencontrer sur n'importe quel terrain, à discuter de la vie privée, de la vie publique, de la vie professionnelle ou autre, de n'importe qui avec n'importe qui, du premier ministre en descendant et en remontant!

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

Il est résolu qu'au cours de la présente séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 8 modifiant la loi des actions pénales;
- bill 11 modifiant la loi des mines de Québec;

- bill 14 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales;
- bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes;
- bill 21 concernant les Statuts refondus, 1941;
- bill 22 modifiant la loi concernant les Statuts;
- bill 23 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois générales de la province.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

#### CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 20 mars 1941

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 33 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1942 et pour d'autres fins du service public, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté et sans amendement.

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 8 modifiant la loi des actions pénales;
- bill 11 modifiant la loi des mines de Québec;
- bill 14 modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales;
- bill 17 pour prévenir les maladies vénériennes;

- bill 21 concernant les Statuts refondus, 1941;
- bill 22 modifiant la loi concernant les Statuts;
- bill 23 modifiant la loi pourvoyant à la refonte des lois générales de la province;
- bill 104 accordant certains pouvoirs aux exécuteurs testamentaires de la succession de feu Thomas Mussen;
- bill 106 modifiant la charte de The Wales Home;
- bill 107 concernant la succession de Joseph-Narcisse Perrault;
- bill 108 concernant le nom de Industrial Life Insurance Company;
- bill 110 concernant la succession de feu Edith Mary Wurtele ou Lindsay;
- bill 119 modifiant la charte de la corporation de la ville de Richmond;
- bill 120 ratifiant le règlement numéro 184 de la municipalité du village de Montebello, dans le comté de Papineau, une résolution des commissaires d'écoles pour la municipalité de Montebello, dans le comté de Papineau, passée le 3 décembre, 1940, et un contrat passé entre ladite municipalité et Seigniori Club Community Association Limited avec lesdits commissaires d'écoles comme intervenants;
- bill 121 constituant en corporation la ville des Îles Laval;
- bill 123 ratifiant le règlement numéro 63 de la corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et une résolution en date du 20 octobre, 1940, des commissaires d'écoles pour la municipalité de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, dans le comté de Champlain;
- bill 125 modifiant la charte de la ville de Louiseville;
- bill 133 concernant la succession de feu Malcoln William Mitchell;
- bill 134 modifiant la charte de la ville d'Asbestos.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 33 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour

l'année financière expirant le 31 mars 1942, et pour d'autres fins du service public.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *bénévolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### Subsides:

##### Budget supplémentaire 1940-1941 (2<sup>e</sup> partie)

Conformément à l'ordre adopté précédemment, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

#### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre-vingt-deux mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "bureau du directeur des achats", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est l'Union nationale qui a fondé le bureau central des achats. Dans le passé, chaque département avait son bureau d'achat. Grâce à la connivence de certains employés, la même marchandise était payée deux ou trois fois, et il arrivait même qu'elle n'était pas livrée. Sur un montant de \$1,500,000, nous avons sauvé près de \$900,000.

Notre politique était bonne puisque le gouvernement actuel l'a maintenue. Combien ont coûté les annonces faites par le gouvernement pour dire à ceux qui avaient des comptes non payés qu'ils pourraient être payés immédiatement en consentant une réduction de 2 % ?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Je ne peux le dire séance tenante.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Combien de comptes le trésorier a-t-il eu à payer en arrivant au pouvoir en 1939?



**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Lorsque j'ai pris possession de mon bureau, j'ai trouvé des comptes de toutes sortes, dont quelques-uns ne portaient que la signature personnelle des ministres. Il y avait un véritable barrage de comptes. Le total des sommes à payer s'élevait à plus de \$16,000,000. Après avoir mis des annonces dans les journaux demandant à tous les intéressés de nous faire parvenir leurs factures, j'ai reçu d'autres comptes pour une valeur de \$7,000,000. Je dois ajouter que quelques-uns de ces derniers comptes étaient compris dans les \$16,000,000. Donc, un montant total d'un peu moins de \$23,000,000. Pour solder ces dettes, le gouvernement avait emprunté \$15,000,000 des banques à 2 % d'intérêt et a demandé aux créanciers de la province de consentir à une réduction de 2 % de leurs réclamations.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le trésorier provincial appelle ça un barrage, \$16,000,000! Quand nous sommes arrivés au pouvoir en 1936, nous avons dû payer des comptes en retard pour près de \$50,000,000, et un grand nombre d'autres sont arrivés par la suite. Le gouvernement actuel a payé certains comptes du gouvernement Taschereau que nous avions refusé de payer.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de deux cent cinquante mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "Asile d'aliénés", du budget, de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** L'augmentation était due en grande partie à l'incendie de l'Hôpital Saint-Michel-Archange.

**M. Gagnon (Matane):** Pourquoi aller chercher un constructeur à Montréal pour construire un édifice à Québec?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont):** Les religieuses pourraient vous renseigner mieux que moi. Je ne suis pas intervenu dans l'octroi du contrat.

**M. Gagnon (Matane):** Comment se fait-il qu'après avoir commencé les travaux, un constructeur ait été remercié de ses services pour être remplacé par un Montréalais?

**L'honorable M. Groulx (Montréal-Outremont)** ne répond pas.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On aura l'occasion de revenir sur le sujet lors de l'étude du budget en général.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de quatre mille dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi de la préservation de l'enfance contre la tuberculose", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

4. Qu'un crédit suffisant soit ouvert à Sa Majesté pour compléter la somme de trois mille cinq cents dollars, nécessaire pour défrayer l'article "loi des établissements industriels et commerciaux", du budget de l'année financière se terminant le 31 mars 1941.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Voies et moyens

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que "M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour les dépenses de l'année financière se terminant le 31 mars 1941, il soit permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme additionnelle n'excédant pas \$413,450.00.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

**Loi des subsides  
No 3, 1941**

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande la permission de présenter le bill 28 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1941 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de Québec**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** pour **M. Delagrave (Québec-Ouest)**: Pour qu'il soit étudié la semaine prochaine au comité, avec le consentement unanime de la Chambre, je propose, par dérogation aux règlements de la Chambre et avec l'assentiment du chef de l'opposition, que le bill 138 modifiant la charte de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois et référé immédiatement au comité permanent des bills privés.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: La Chambre constate que l'opposition est toujours prête à coopérer.

**Des députés ministériels** protestent.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Quand les demandes sont légitimes, l'opposition est toujours prête à coopérer.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

La séance est suspendue à 6 heures.

**Reprise de la séance à 9 heures****Loi électorale**

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 24 modifiant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)**: Je me dois de m'opposer à cette loi parce qu'elle est mauvaise. En portant de 250 à 350 le nombre de voteurs dans chaque bureau de scrutin, on découragera les voteurs en provoquant l'encombrement et on entraînera l'abstention d'un grand nombre de voteurs. Je m'objecte aussi à cette loi parce qu'elle permet aux procureurs de la couronne de faire de la politique.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demandes de documents:****Canalisation du Saint-Laurent**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) dont elle a été saisie, le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)**: M. l'Orateur, je suis heureux d'avoir cette opportunité de parler sur la canalisation du Saint-Laurent pour faire un rapide historique des négociations qui se sont poursuivies dans le passé et les divers pourparlers qui ont été entamés depuis une vingtaine d'années sous les divers gouvernements qui ont administré le pays. Nous reconnaissons tous

l'importance du fleuve Saint-Laurent. Les Canadiens de tout le pays doivent reconnaître l'importance vitale du Saint-Laurent dans la vie canadienne, son importance au point de vue économique de ce pays. Nul d'entre nous ne veut d'intervention sur cette majestueuse voie fluviale, si ce n'est dans l'intérêt du Canada. L'opposition s'est déclarée contre le projet. Après avoir réclamé la discussion de la motion du chef de l'opposition, elle a tenté de la retarder cet après-midi. L'honorable député de Matane (M. Gagnon) s'est dit un farouche adversaire du projet. En 1932, lorsque le gouvernement Bennett a fait un traité avec Washington pour la canalisation, le député de Matane était député de Dorchester à Ottawa et il n'a pas dit un mot pour s'y opposer.

**M. Gagnon (Matane):** La question n'est pas venue devant la Chambre des communes pour considération. Si on l'avait amenée, j'en aurais discuté intelligemment.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** Alors je pense que mon honorable ami aurait été pour, s'il avait eu la chance...

(Rires à droite)

**M. Gagnon (Matane):** L'honorable député n'a pas le droit de m'imputer une opinion qu'il ne connaît pas!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je demande que le député de Westmount-Saint-Georges retire ses paroles!

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** Mais oui, je les retire! L'honorable député de Matane a été ministre dans le cabinet Bennett. Il n'a pas dénoncé le traité.

**M. Gagnon (Matane):** J'ai été ministre pendant quelques semaines avant les élections de 1935, et le traité avait été conclu en 1932.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** J'ai ici un pamphlet du Dr Philippe Hamel, qui se déclare carrément pour la canalisation du Saint-Laurent. Or, le Dr Philippe Hamel était à cette époque un des leaders de l'Union nationale.

(Applaudissements à droite)

Le sénateur J.-H. Rainville, M. George Washington Stephens, tous deux anciens présidents de la Commission du port de Montréal, se sont déclarés ouvertement favorables au projet de canalisation, dans l'intérêt de la province de Québec

et du port de Montréal. M. Stephens appuie fortement le projet et l'a déclaré par écrit. Ils ont préconisé, dans le passé, la canalisation du Saint-Laurent, parce qu'elle comporterait de grands avantages pour le pays tout entier, et qu'elle permettrait de faire connaître des développements considérables au port de Montréal, de grandir encore, en plus d'assurer un développement hydroélectrique considérable.

Il y a de bonnes raisons de croire que les intérêts de la province de Québec ont été bien protégés par les représentants du gouvernement actuel. Ce projet fournira de l'électricité à bon marché à l'Ontario alors que les intérêts de la navigation seront sauvegardés. L'intérêt de Québec devrait être sauvegardé dans l'exécution de ce projet au point de vue navigation, au point de vue hydraulique, et par une représentation de notre province à la commission qui verra à la canalisation. Les frais de transport des producteurs de blé seront plus avantageux et les relations entre l'Ouest et l'Est s'amélioreront, tout en ne produisant aucun effet négatif sur les compagnies de chemins de fer.

Le Canada doit coopérer avec les États-Unis pour en assurer la réalisation, surtout dans les circonstances, alors que le gouvernement des États-Unis consacre une somme de \$7,000,000,000 pour venir en aide à l'Angleterre. Quant aux dépenses de l'entreprise, elles seront considérables, il est vrai, mais elles seront assumées en grande partie par le gouvernement des États-Unis. La contribution canadienne sera surtout défrayée par le gouvernement du Canada et par la province d'Ontario. Le coût total de l'entreprise sera de \$547,000,000, dit-on. La part du Canada sera de \$275,000,000, mais lorsqu'on aura déduit \$130,000,000 pour le canal Welland et un autre \$5,000,000 pour un certain nombre d'autres rajustements, le coût net pour le dominion sera seulement d'environ \$140,000,000. Mais, en tenant compte de ce que notre pays en retirera, le coût, pour le Canada, ne sera pas de plus de \$43,000,000, un chiffre bien en deçà des estimations faites par les opposants au projet.

Le chef de l'opposition a dit que ce projet était un suicide national. J'ai la conviction que le premier ministre de la province a pris toutes les précautions nécessaires pour que les droits de la province soient protégés. Ces prévisions seront justes lorsque le projet sera rendu public. Les droits de la province ont été sauvegardés dans la convention signée entre Ottawa et Washington. Tout ce qui bénéficiera au Canada bénéficiera sûrement à la province de Québec, et tout ce qui satisfait mes chefs me satisfait. Si M. King et le premier ministre favorisent le projet, il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

Je me base sur les déclarations des premiers ministres Mackenzie King et Godbout, selon lesquelles ce développement est une mesure de guerre. Il (M. Hyde) cite plusieurs soi-disant autorités qui se sont toutes prononcées lors de différentes occasions en faveur du projet. Il y a beaucoup d'opposition envers ce projet aux États-Unis, dit-il, parce qu'on croit que Québec en retirera trop d'avantages.

Éventuellement, le projet sera mené à terme, et s'il est nécessaire comme mesure de guerre, la population acceptera avec joie de supporter tout fardeau supplémentaire qu'on lui demandera. Les intérêts de Québec sur certains points devraient être sauvegardés.

J'ai confiance en M. King et dans le premier ministre pour défendre les droits du pays et de la province. Personnellement, je ne connais pas grand-chose, mais je me fie dans la sagesse de ces deux messieurs. Je ne suis pas prêt à entrer dans les détails techniques, mais on m'a fait voir que si c'était bon pour l'ensemble du Canada, ça ne pouvait pas être mauvais pour la province de Québec.

J'ai confiance en nos gouvernants, en mes chefs politiques, pour que le projet soit réalisé dans le meilleur intérêt du pays.

(Applaudissements à droite)

**M. Talbot (Chicoutimi):** La réalisation du projet sera nuisible non seulement à la province de Québec, mais à tout le Canada. Mais si le projet de canalisation doit nuire à la province de Québec, c'est surtout à Montréal qu'il nuira. Ou le projet permettra la navigation océanique jusqu'aux Grands Lacs, ou elle n'y parviendra pas. Dans le premier cas, le terminus maritime de Montréal disparaît pour se transporter aux Grands Lacs, et la ville de Montréal en subira d'incalculables dommages. Si on ne change rien, alors on entraîne la province dans une entreprise colossale et ruineuse sans profits pour personne.

Je suis donc surpris de l'attitude du député de Westmount-Saint-Georges, car les intérêts de Westmount sont intimement et essentiellement liés à ceux de Montréal. On a déjà dit en cette Chambre qu'il fallait d'abord être Canadien. J'en suis. Mais je dis que le projet est nuisible non seulement à la province de Québec, mais au Canada tout entier. Pour la bonne raison, d'abord, qu'il sera très onéreux pour le Canada. Mon honorable ami a dit que le projet coûterait plus de \$500,000,000. Cependant, on sait par expérience que des projets de cette sorte coûtent toujours beaucoup plus cher que les estimés des ingénieurs.

Suez devait coûter \$30,000,000 et en a coûté \$80,000,000. Ici, au Canada, Welland devait coûter \$50,000,000 et en a coûté \$128,000,000. Et il n'y a pas de meilleures preuves. Et le canal de Panama? Le coût du canal de Panama était estimé à \$160,000,000 et il a grimpé à \$533,000,000. Il pourra très bien arriver que le canal du Saint-Laurent coûte \$1,000,000,000. Les gouvernements n'ont pas le droit de s'engager dans de pareilles dépenses aussi extraordinaires quand ils ont besoin de leurs revenus pour poursuivre efficacement leur effort de guerre, effort de guerre si dur à soutenir. Tous nos efforts doivent tendre à stimuler l'effort de guerre.

Le projet se présente avec des éléments d'incertitude grave. Le projet, s'il est réalisé, ne sera pas seulement dommageable pour l'unité du pays. La réalisation du projet suscitera aussi des causes de friction entre le Canada et les États-Unis. Jamais elle ne bénéficiera à notre effort de guerre. Nous avons vécu en paix avec nos voisins jusqu'ici parce que nous restons chacun chez nous. Ce projet nuira à l'effort de guerre qui doit prendre tout notre argent. On n'a pas le droit de détourner un sou de l'argent destiné à la guerre.

On ne peut prétendre sérieusement que cela aidera notre effort de guerre, car le conflit sera terminé quand le projet aura été exécuté. On ne peut qualifier ce projet d'effort de guerre, de quelque point de vue que ce soit. Quand les États-Unis auront des intérêts chez nous, il pourra y avoir péril en la demeure. En se couvrant de patriotisme, le gouvernement King essaie de faire passer un "scheme" qui ne servira jamais à la guerre. La vérité est qu'il lui fera obstacle.

Il ressemble à la fusion des chemins de fer, qui se fit pendant la dernière guerre, sous prétexte qu'on en avait besoin pour la victoire. L'étatisation des chemins de fer nous a coûté beaucoup plus que ce que nous estimions. Tout le monde sait que les travaux du Saint-Laurent dureront de cinq à sept ans, et la guerre sera sûrement finie alors, je l'espère. Aucun gouvernement ne peut justifier un geste qui placerait le contrôle du fleuve Saint-Laurent entre les mains de personnes extérieures au Québec. Il en est de même pour les ressources hydrauliques.

Le jour où l'on pourra transporter notre électricité en pays étranger, on ne pourra pas attirer d'industrie ici. Quelqu'un a dit que les adversaires du projet étaient le jouet des tireurs de ficelles. Quand il a été question du canal et du développement de Beauharnois, qui a été le jouet des tireurs de ficelles? Personne ne pourra nier que le Saint-Laurent a fait de Montréal la métropole du pays. La réalisation du

projet fera perdre à Montréal son titre de métropole du Canada au profit d'autres villes. La province perdra d'incalculables sources de richesses. Nous sommes fiers du Saint-Laurent qui a fait de Montréal la métropole du Canada. Allons-nous, maintenant, laisser une autre ville du Canada s'emparer de ce titre?

Nous n'avons aucune garantie que les intérêts de la province et de Montréal seront protégés. C'est pour cela que toutes les négociations se sont faites en cachette! Ottawa et Washington ont passé une convention au lieu d'un traité, pour ne pas être obligés de la faire ratifier par les deux tiers du Sénat américain. Elle ne vaudra que par les lois respectives que les États-Unis et le Canada passeront et qui pourront être écartées et abandonnées à tout moment par l'une ou l'autre des parties. M. Roosevelt craint de ne pas obtenir l'assentiment d'une telle proportion. Mais une convention peut être rompue en tout temps, contrairement au traité. On s'engage donc dans une aventure sans trop savoir où nous allons.

Une preuve que nous ne serons pas protégés, c'est la façon dont on procède. Au lieu de passer un traité qui serait battu au Sénat américain, où les deux tiers des votes seraient nécessaires, on se contente d'un accord qui pourra être annulé par le Canada ou les États-Unis. Quelle garantie quand on aura des centaines de millions d'engagés! On prétendra, pour justifier cette décision, qu'il s'agit de faciliter l'étatisation de l'électricité dans la province de Québec. Quelle blague de la part de ceux qui s'y sont opposés depuis tant d'années! Ceux qui apporteront cet argument sont ceux-là mêmes qui ont toujours été les adversaires irréductibles de la canalisation et qui ont toujours combattu l'étatisation! Ils ont concédé la plus grande partie de nos pouvoirs d'eau pour des chansons!

Comment le peuple pourra-t-il avoir confiance en eux? Ce sera le cas d'un médecin dont le patient serait malade par sa faute et qui s'offrirait pour le guérir ensuite! D'ailleurs, on n'a pas besoin de la canalisation du fleuve si on veut exploiter l'entreprise de la Beauharnois et pour étatiser l'électricité. Rien n'empêche le gouvernement provincial d'acquiescer la Beauharnois quand il le voudra. Québec est maître de ses destinées!

C'est un développement hydroélectrique de ressort uniquement provincial, et le fait de canaliser ou non le fleuve Saint-Laurent n'a rien à voir à l'affaire. Les pouvoirs d'eau de Québec appartiennent à Québec. La province est maîtresse chez elle et elle peut prendre cette décision sans

compromettre autant ses intérêts vitaux dans une aventure pareille. Il faut que nous demeurions maîtres chez nous.

On a dit que les adversaires du projet étaient des amis des trusts. J'en ai trois dans mon comté, et ils m'ont combattu aux dernières élections. On a prétendu en cette Chambre que ceux qui s'opposaient au projet étaient le jouet de tireurs de ficelles. Ainsi donc, M. Taschereau, dont le premier ministre actuel était le collègue, fut le jouet de ces coulissiers lorsqu'il s'opposa énergiquement au projet.

Les gouvernements libéraux successifs au Québec se sont toujours opposés au contrôle étatique des forces hydrauliques. J'admire l'attitude que prenait autrefois l'honorable Louis-Alexandre Taschereau qui était contre ce projet. Nous devrions être tous unis sur cette question. Ce qu'on voudrait étatiser, c'est la Beauharnois. La Beauharnois! Mais qui a créé la Beauharnois, sinon le gouvernement Taschereau? Qui est responsable de celle-ci, sinon le gouvernement libéral de M. Taschereau, dont le premier ministre faisait partie, et qui a fait descendre M. King et les autres amis dans la "vallée de l'humiliation"?

Au lieu d'aider notre effort de guerre, ce projet l'affaiblira parce que le pays n'a pas le moyen de supporter le coût d'une aussi gigantesque entreprise. Personne ne se laissera prendre à pareille argumentation. La province ne croira pas à l'étatisation comme panacée! Il est amusant d'entendre les libéraux se faire les prosélytes de l'étatisation, eux qui ont vendu les chutes Caron pour une vingtaine de mille dollars, qui ont abandonné les immenses pouvoirs hydroélectriques de la province à des prix dérisoires pour un quart de bouchée de pain! Au fond, la véritable raison de l'attitude gouvernementale, c'est que le gouvernement actuel se soumet à tout ce que ses amis d'Ottawa demandent, suivant sa devise: Le parti d'abord et la province ensuite!

(Applaudissements à gauche)

**M. Dumoulin (Montmorency)**<sup>4</sup>: Ce n'est pas sans émotion, M. l'Orateur, que je me lève pour dire quelques mots sur une question si importante pour la santé économique de notre pays, pour dissiper certaines appréhensions et confirmer certaines approbations. Cette question date de nombreuses années. Mon ami de Chicoutimi l'a rajeunie à 20 ans. Elle est contemporaine de celui qui vous parle, et a bien 40 ans. Il y a 40 ans que la question du Saint-Laurent est en suspens.

Il (M. Dumoulin) fait d'abord un historique des rapports soumis par divers comités consultatifs relativement à la canalisation, dont celui en 1910 de l'International Joint Commission. En 1924, continue-t-il, le gouvernement fédéral a nommé une commission de 14 membres, et un comité conjoint de six ingénieurs, dont trois Canadiens et trois Américains, a été choisi pour étudier la question. M. Olivier Lefebvre faisait partie de ce dernier comité, qui a conclu en faveur d'un canal du Saint-Laurent et à la possibilité d'un grand développement hydraulique. Le Joint Board of Engineers estimait le coût de l'entreprise à \$754,000,000<sup>5</sup>.

Le canal devait avoir 27 pieds de profondeur et on pouvait développer 5,000,000 de chevaux-vapeur. Le coût de l'entreprise devait être défrayé par les États-Unis et le Canada. Il y a un double aspect à ce problème: aspect maritime et aspect du développement hydraulique. Mais une partie du fleuve est située à l'extérieur de la province, de sorte que nous ne pouvons en revendiquer le contrôle. La Chambre est intéressée avant tout à la protection des droits de la province. Il n'y a rien à faire peur dans ce projet de la canalisation puisqu'il ne s'agit que d'une dépense de \$260,000,000.

Il (M. Dumoulin) parle ensuite de l'aspect financier et cite l'*Electrical News* qui, dans une étude approfondie, soutient que le Canada, appelé à payer la moitié de \$574,000,000, pourrait ne déboursier que \$38,000,000, si l'on déduit les remboursements qui lui seront faits.

La province de Québec, poursuit-il, si elle n'est pas directement intéressée à l'aspect du problème qui a trait à la navigation, est par contre grandement intéressée dans les développements additionnels d'énergie hydroélectrique auxquels donnera lieu la réalisation du projet. Le total du potentiel électrique additionnel sera de 4,800,000 chevaux-vapeur. Suivant le *Technical News*, le traité de 1932 comportait une dépense totale de \$542,196,000, dont \$272,000,000 pour les États-Unis et \$270,000,000 pour le Canada. M. Georges Washington Stephens, libéral, et le sénateur J.-H. Rainville, conservateur, de l'état-major conservateur même, tous deux ex-présidents de la Commission du port, se sont prononcés en faveur de la canalisation du Saint-Laurent. M. le Dr Philippe Hamel, dont le nationalisme est bien connu, s'est aussi déclaré en faveur du projet.

Tous trois le considèrent dans l'intérêt du Canada et de la province de Québec. Ils estiment que loin d'y perdre, la province de Québec et le port de Montréal y gagneront beaucoup. L'entreprise

comporterait un bénéfice pour le Canada, la province de Québec et la ville de Montréal. Le sénateur Rainville a répondu, à une conférence, en 1932, à ceux qui disent que le projet est prématuré, en disant: "On disait la même chose de la construction du Pacifique Canadien et, cependant, où serait l'unité du Canada sans ce chemin de fer transcontinental? La construction du chemin de fer Pacifique Canadien, il y a 60 ans, était considérée comme un projet téméraire par des hommes peu visionnaires et, pourtant, aujourd'hui, je me demande comment le Canada pourrait fonctionner sans les services de cette grande compagnie de transport".

Le sénateur Rainville a dit que tous les corps publics, toutes les autorités en la matière - dont Sir Alexander Gibb, expert anglais engagé par le gouvernement Bennett - étaient favorables à la canalisation du Saint-Laurent et proclamaient qu'elle n'offrait aucun danger pour le port de Montréal. Le projet, loin de nuire à Montréal, lui sera d'un grand secours, parce que Montréal restera quand même le terminus océanique et le terminus de transport des Grands Lacs. La canalisation aurait pour effet d'augmenter le trafic maritime tant en haut qu'en bas de Montréal et la métropole en bénéficierait d'autant. Le sénateur Rainville a cité l'opinion de Sir Edward Beatty, président du Canadian Pacific Railway, de Sir Henry Thornton, ancien président de Canadian National Railway, tous deux favorables au projet.

J'écoutais, non sans perplexité, mon honorable ami de Chicoutimi (M. Talbot), énumérer, avec peu de conviction, les dangers du projet. Il a cité Panama. Le canal de Panama a été mal commencé, mais bien fini, et il reste à l'honneur du grand ingénieur de Lesseps, qui fut mal entouré. Le député de Chicoutimi, que j'admire depuis le temps de nos études, a parlé de danger de conflit avec les États-Unis. Mais il ne doit pas être mieux renseigné que le président Roosevelt. Comment le député de Chicoutimi peut-il prévoir que le projet donnera lieu à des causes de friction quand M. Roosevelt lui-même déclarait hier qu'il voyait, dans ce projet, une cause additionnelle de bonne entente entre nos deux pays, et que la seule friction qu'il pourrait produire, c'est une friction productrice d'énergie électrique?

(Applaudissements à droite)

Le député de Chicoutimi a dit que l'on cherchait, par une convention, à éviter l'obligation d'obtenir l'approbation des deux tiers des sénateurs américains.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est pas ça du tout!

**M. Dumoulin (Montmorency):** C'est pas ça un petit peu?

(Rires et applaudissements à droite)

Le député de Chicoutimi (M. Talbot) a dit que le président Roosevelt, redoutant de ne pouvoir obtenir l'approbation des deux tiers du Sénat américain, y allait d'une manière plus prudente. C'est ça, n'est-ce pas? Eh bien, M. l'Orateur! Si les sénateurs américains ne sont pas très enthousiastes de ce projet, c'est donc que bien des Américains croient que le Canada y gagnera plus que les États-Unis.

(Applaudissements à droite)

La conclusion des accords d'Ottawa doit aussi être considérée comme un signe de compréhension et de coopération entre le Canada et les États-Unis. La répartition des pouvoirs hydrauliques, selon le projet, bénéficiera au Québec, car, des 5,000,000 de chevaux-vapeur supplémentaires qui seront produits, 1,000,000 iront aux États-Unis, 1,000,000 à l'Ontario et 3,000,000 au Québec. C'est avec plaisir que je prends avantage de la crainte du député de Chicoutimi pour m'appuyer sur l'opinion du président Roosevelt. J'entendais cet après-midi le chef de l'opposition nous dire qu'il y avait trop de chômeurs dans la province. J'espère que l'exécution des travaux se fera dans tous les endroits projetés. Dès qu'on donnera le premier coup de pic, j'espère que le gouvernement verra à ce que tous les travaux soient mis en marche pour aider nos chômeurs.

Les gouvernements d'Ottawa et de Toronto auraient pu procéder indépendamment de la province pour la réalisation des deux tiers du projet. Les Américains et les Ontariens auraient bénéficié largement du pouvoir développé, alors que nous serions demeurés à l'écart. La réalisation conjointe coûtera infiniment moins cher à la province et nous procurera des ressources d'une importance sans pareil. À tout prendre, ce développement hydroélectrique coûtera peu à la province de Québec, comparativement aux ressources immenses qu'il lui apportera. J'espère que les travaux seront entrepris simultanément sur tout le parcours du canal et que la main-d'œuvre québécoise sera dirigée vers les chantiers dès que le premier coup de pic sera donné.

Tout à l'heure, le député de Chicoutimi a fait une allusion presque prophétique à la possibilité de l'étatisation d'une compagnie assez connue qui a longtemps tenu l'affiche dans notre province: la Beauharnois. Il a risqué une prophétie. J'en risquerai une à mon tour. Je me permettrai de dire que, depuis quelques années, je crois qu'un des problèmes qui

ont pris le plus d'acuité dans la province de Québec, une des questions qui ont le plus passionné toutes les classes, depuis l'humble consommateur jusqu'au grand industriel, tant dans les villes que les campagnes, c'est celle des taux de l'électricité, de la diffusion de l'énergie électrique à meilleur marché pour l'éclairage des campagnes dans toutes les parties de la province. Cette question pourrait bien être sur le point d'être réglée à l'avantage de toute notre population.

(Applaudissements)

La question semble en voie de recevoir une solution que tant de gens ont appelée depuis longtemps de tous leurs vœux. Pour ma part, je me demande si le projet du Saint-Laurent ne sera pas aujourd'hui, en tenant compte des possibilités financières de la province, une occasion unique pour le gouvernement d'acheter ou d'étatiser par expropriation la compagnie Beauharnois et d'en faire une véritable Hydro provinciale, et de lui donner le potentiel énergétique pour régler les problèmes qui peuvent exister dans la structure de taux.

Les usines développent actuellement quelque 500,000 chevaux-vapeur et dont le potentiel de production se situe entre 1,300,000, et 1,600,000. Nous aurions ainsi un potentiel d'électricité considérable afin de le faire servir aux besoins de la province. En accomplissant ce geste, je crois que le gouvernement actuel gagnerait un nouveau titre à la reconnaissance de toute la population.

(Applaudissements à droite)

Peu importe la couleur du gouvernement qui aura accompli cette œuvre, toute la population en bénéficiera. Si jamais cela se réalisait, je crois que le peuple ne chercherait pas tant à retenir les noms de ceux qui ont construit la Beauharnois que de celui qui aura enfin étatisé cette industrie et aura mis à la disposition du public de si vastes ressources. Si cela se faisait, le point de savoir si la Beauharnois a été portée sur les fonts baptismaux par un parti ou un autre tiendrait une bien petite place à côté du fait que le gouvernement aurait étatisé l'électricité dans la province et réglé la question des taux pour le bénéfice de toute la population. Cela nous donnera une grande source de revenus et sera une source de travaux pour nos sans-travail. En m'inspirant des sages conseils donnés par *L'Action catholique* aujourd'hui même, si je ne me trompe, je dirai que cette question devrait être traitée de façon désintéressée.

**M. Gagnon (Matane):** L'honorable député n'a pas le droit de citer des journaux. S'il le fait, nous réclamons le privilège d'en faire autant.

**M. l'Orateur:** J'attendais que le député de Montmorency ait précisé ce qu'il avait à dire. En effet, les règlements défendent de citer des journaux. Il a parlé de *L'Action catholique*, mais il ne l'a pas citée.

**M. Dumoulin (Montmorency):** Je voulais tout simplement dire que *L'Action catholique* nous avait donné de sages conseils. Mais je m'incline devant votre décision. Je parlerai de ces conseils avec référence anonyme. M. l'Orateur, j'espère que la réalisation de ce grand projet, souhaité par les esprits les plus avertis, avancera les intérêts de la province de Québec, une fois qu'elle sera complétée. J'espère qu'elle avancera les intérêts plus vastes du Canada et les intérêts plus vastes encore de la solidarité et de la fraternité américaine, qui unira davantage deux grands pays amis. J'espère que la canalisation du Saint-Laurent répondra aux intérêts de notre province, de notre pays et de l'Amérique tout entière.

(Applaudissements à droite)

**M. Robinson (Brome):** Nous avons attendu longtemps pour entendre ce que le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) avait à dire; pourtant, à l'issue de son bref discours, il ne put même pas attendre pour écouter ce que les autres membres avaient à dire<sup>6</sup>. Il devait être particulièrement difficile pour le patriotisme d'un homme comme le député de Westmount-Saint-Georges d'essayer de défendre un projet seulement parce que son chef (l'honorable M. King) veut qu'il soit réalisé. Je me demande quelle attitude les députés de l'île de Montréal adopteront sur cette question.

Personnellement, lorsque cette question fut soulevée une première fois, je me disais qu'il valait mieux ne pas participer au débat avant de connaître exactement le projet. Jour après jour, nous avons cherché à obtenir des renseignements, à faire rompre le silence du gouvernement. On nous a reproché de faire perdre le temps de la Chambre, de causer du trouble. Le député de Westmount-Saint-Georges, que je respecte comme bon patriote et excellent citoyen, n'a pu faire un plaidoyer en faveur de la canalisation. Il approuve la canalisation du Saint-Laurent sans rien y connaître, simplement parce que M. King est pour. La province exigera des raisons un peu plus sérieuses!

Il a tenté tantôt de nous ridiculiser, mais nous sommes un groupe d'hommes loyaux. Nous ne sommes pas nombreux, peut-être, mais puis-je dire que nous formons, nous de la gauche, un corps intelligent. Si l'on examine le travail de l'opposition depuis le début de la session, on doit admettre qu'il

se compare avantageusement avec celui de la droite. Je suis assuré que, de notre côté de la Chambre, il n'est pas un membre qui n'est pas loyal à la couronne britannique. C'est même parce que nous sommes loyaux que nous avons cherché à obtenir tous les renseignements sur cette question. Si nous avons paru vouloir retarder le travail de la Chambre, c'est par loyauté.

Depuis que la discussion est commencée, il n'est pas un seul député de la droite qui ait donné un semblant de raison pouvant justifier la réalisation de la canalisation du Saint-Laurent. Pas un n'a cité le témoignage d'un seul homme en vue, d'un seul expert, d'un seul financier qui se soit prononcé en faveur de ce développement.

(Mouvements de surprise à droite)

Nous ne sommes pas déloyaux à l'Empire en nous opposant au projet. Ce qui nous intéresse de ce côté-ci de la Chambre, c'est d'abord l'intérêt de la province de Québec. Lorsqu'il est question de défendre les droits et le patrimoine de Québec, nous sommes prêts à les défendre contre n'importe qui. Nous ne savons pas où nous allons sur cette question. Nous avons plus à perdre qu'à gagner dans cette aventure. Les discours n'ont fait aucune lumière sur les motifs véritables des ententes d'Ottawa. Pour ma part, j'attends encore une déclaration réfléchie en faveur du projet. Pourquoi ce secret? Aucun vrai patriote ne va défendre un projet de ce genre actuellement, car il va sérieusement gêner notre effort de guerre. La plupart des projets gouvernementaux coûtent toujours de 10 à 25 fois plus que ce qui était prévu à l'origine.

On a suggéré que c'était une façon de coopérer avec les États-Unis. Je suis en faveur de la coopération et nous trouvons admirable cette collaboration des démocraties pour une même cause. Mais le gouvernement n'a pas le droit de se départir de ses richesses hydrauliques en faveur d'un pays voisin. Il ne s'agit pas ici d'une question de coopération, mais de justice pour nous-mêmes d'abord.

Le député de Westmount-Saint-Georges a dit: "Notre chef, M. Mackenzie King est pour cela. J'ai confiance en M. King et dans les chefs de mon parti. Cela me suffit." Eh, bien, cela ne me suffit pas! Ce n'est pas assez pour nous, de l'opposition! Cela ne suffit pas à la population de la province de Québec! Cela ne suffit pas ni pour moi ni pour aucun Canadien sérieux! Un jour viendra où ceux qui sont au pouvoir devront rendre compte des raisons qui les ont incités à se prononcer en faveur d'un tel développement. Le jour du jugement arrivera où une nation, gémissant sous le fardeau de taxes actuel,



demandera pourquoi l'argent destiné à la guerre fut détourné vers un projet qui ne pouvait réellement aider pour l'effort de guerre.

Quelle raison nous a-t-on donnée pour justifier la réalisation de ce projet? On a parlé de transport maritime. On a dit que cela aiderait les provinces de l'Ouest à vendre leur blé. Ce projet va permettre aux fermiers de l'Ouest de sauver un sou ou deux par minot sur le transport de leur blé. En réalité, personne n'a pu montrer que la canalisation du Saint-Laurent aurait d'autre résultat que de réduire de deux ou trois sous le boisseau le taux d'exportation du blé.

On a parlé de ce projet au point de vue hydroélectrique. Nous avons amplement de pouvoir à l'heure actuelle et, si nous le gardons, les capitaux américains viendront bâtir ici leurs manufactures et achèteront notre pouvoir électrique. Nous en avons plus que dans toute autre province. Actuellement, nous avons notre propre électricité ici et lorsque des compagnies américaines la voudront, elles viendront ici et l'achèteront. Cette électricité est développée ici même en cette province, par nous-mêmes de façon générale et pour notre propre bénéfice.

(Applaudissements à gauche)

Gardons ce que nous avons et nous pourrons développer notre province, la rendre plus riche, la faire plus prospère. Nous ne pourrons faire cela que si nous avons des industries. Ce projet n'est pas une question de coopération avec les États-Unis. Si c'était indispensable à notre effort de guerre, nous serions les premiers à le favoriser. Nous avons une population plutôt restreinte, bien que notre sol soit riche en minéraux. Au taux des dépenses à l'heure actuelle, personne ne sait où nous allons. Je me soucie peu de l'argent. Cela ne doit être qu'une considération secondaire. Mais quand nous avons besoin de l'effort de tous, et particulièrement de tous les hommes expérimentés pour poursuivre notre effort de guerre, je ne vois pas comment on puisse être justifié de nous demander la réalisation d'un développement qui ne pourra être complété avant six ans.

Au moment où tous les ressorts du pays sont tendus pour gagner la guerre, pour multiplier la production d'armements, pour combattre Hitler, au moment où les gouvernements demandent aux citoyens d'énormes sacrifices pour combattre pour la civilisation, ce n'est pas le temps d'embarquer le pays dans un projet qui va coûter plusieurs centaines de millions et immobiliser des milliers de techniciens dont l'industrie de guerre a un besoin impérial. On oblige l'industrie à verser dans l'armée industrielle de guerre ses meilleurs techniciens, et on irait les

prendre pour exécuter un projet ruineux qui ne pourra être terminé avant plusieurs années. Ce n'est pas en temps de guerre que l'on doit entreprendre de pareilles choses.

Que la province d'Ontario demande la réalisation de ce projet, ce n'est pas une raison pour Québec de consentir. Pourquoi le peuple du Québec devrait vouloir quelque chose seulement parce que quelqu'un aux États-Unis ou en Ontario le veut? Je ne veux pas parler d'un point de vue égoïste, ni prétendre que nous devons garder exclusivement pour nous ce que nous avons; mais lorsque quelqu'un vient nous prendre quelque chose qui nous appartient, il doit fournir de bonnes raisons qui nous justifient de consentir à cet abandon. On ressuscite aujourd'hui un projet qui fut cher à tous les gouvernements fédéraux depuis de nombreuses années, projet que la Législature de Québec a toujours combattu.

Ce projet a été caressé par M. Bennett, puis repris par M. King. M. Taschereau était contre et le premier ministre actuel était lui aussi féroce contre. Mais aujourd'hui, le premier ministre est en faveur du projet. Pourquoi ce changement? Pourquoi donc a-t-il changé aujourd'hui? Je m'étonne de voir que des hommes comme le premier ministre et ses collègues ne nous donnent pas les raisons de leur conduite. On dit que si le projet est adopté, c'est parce que quelqu'un le veut, aux États-Unis. S'il est vrai que ce projet est nécessaire pour gagner la guerre, j'en serais, mais il a été prouvé qu'il nuirait à l'effort de guerre.

(Applaudissements à gauche)

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montmagny (M. Choquette), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée après 11 heures.

**NOTES**

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 21 mars 1941, à la page 11.
2. Le trésorier donne les renseignements demandés par l'opposition après avoir consulté son département, selon *La Presse* du 21 mars 1941, à la page 23.
3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull). Il est alors 5 h 20, selon *Le Canada* du 21 mars 1941, à la page 11.
4. Il est le neveu de l'ex-premier ministre Taschereau, selon *Le Devoir* du 21 mars 1941, à la page 6.
5. \$784,000,000, selon *Le Soleil* du 21 mars 1941, à la page 8.
6. M. Hyde (Westmount-Saint-Georges) a quitté la Chambre immédiatement après son discours, selon *The Gazette* du 21 mars 1941, à la page 10.

Séance du mardi 25 mars 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Émissions  
d'obligations**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière du Loup (l'honorable M. Casgrain), la permission de présenter le bill 12 relatif aux émissions d'obligations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 103 concernant les commissaires d'écoles de Saint-Pierre-aux-Liens;
- bill 114 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 115 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company;
- bill 116 modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 117 modifiant la charte de Saguenay Terminals, Limited;
- bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal";
- bill 139 constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale;
- bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 13 modifiant la loi des produits laitiers, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

*a.* en ajoutant, après le 1<sup>er</sup> alinéa, l'alinéa suivant comme alinéa *a.*:

*a.* en retranchant, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe 4, les mots: "(dans cette définition, le mot "lait" a le sens donné dans sa propre définition)";

*b.* l'alinéa *a.* devient alinéa *b.*;

*c.* en ajoutant après l'alinéa *a.*, devenu alinéa *b.*, l'alinéa suivant comme alinéa *c.*: "*c.* en retranchant, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 9, les mots: "(dans cette définition, le mot "lait" a le sens donné dans sa propre définition)";

*d.* l'alinéa *b.* devient alinéa *d.*

Aussi, le bill 16 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales, avec l'amendement suivant qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'alinéa 4*b* de l'article 1 est modifié en changeant, aux lignes 2, 3, 4 et 5, les mots: "La date ou l'incriminé a cessé d'être membre du conseil municipal consécutivement au terme au cours duquel l'offense a été commise", par les mots suivants: "l'expiration du terme d'office au cours duquel le droit d'action a pris naissance ou, s'il y a eu réélection, de l'expiration du dernier des termes consécutifs".

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill 109 concernant le village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié:

*a.* en biffant dans la deuxième ligne les mots suivants: "(Annexe A)";

*b.* en biffant dans la cinquième ligne les mots suivants: "(Annexe B)";

*c.* en biffant dans la dix-neuvième ligne les mots suivants: "(Annexe C)";

2. L'article 2 est modifié en biffant dans la troisième ligne les mots suivants: "(Annexe D)".

3. Les annexes "A", "B", "C", et "D" sont biffées.

Aussi, le bill 136 concernant le contrat de mariage de Didier-Alphonse Pesant, cultivateur, et Armandine Delorme, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans la sixième ligne, les mots suivants: "reproduit comme annexe)".

2. L'annexe est biffée.

Aussi, le bill 140 ratifiant les règlements numéros 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots suivants: "reproduit comme annexe "A" de la présente loi".

2. L'article 2 est modifié en biffant, dans les deuxième et troisième lignes les mots suivants: "reproduit comme annexe "B" de la présente loi".

3. L'article suivant est ajouté après l'article 2, comme article 3: "3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 7*h* des règlements numéros 384 et 385, lorsque la Commission municipale de Québec ordonne une vente pour non paiement des taxes, les procédures à l'occasion de telle vente sont celles édictées par la loi de la Commission municipale de Québec."

4. L'article 3 devient article 4.

5. Les annexes "A" et "B" sont biffées.

Aussi, le bill 143 concernant la succession de feu James McCready, avec les amendements suivants qu'il prie l'Assemblée législative d'agréer:

1. L'article 2 est modifié en remplaçant tous les mots dans les neuvième, dixième et onzième lignes par l'alinéa suivant: "Ladite rente viagère de cinq mille dollars (\$5,000) devant être payée à dame Stella Frances McCready Langan comprend la partie de la rente de deux mille dollars (\$2,000) dont elle a hérité en vertu dudit testament, mais ne comprend pas les parties qu'elle a acquises par accroissement de ses frères et de sa sœur et qu'elle a jusqu'ici cédées aux enfants de son frère Frederick Francis Langan, et de sa sœur Helena Langan Stuart par souche, jusqu'à concurrence d'un tiers desdits deux mille dollars (\$2,000) à chaque souche. Lesdites cessions sont approuvées et confirmées, et lesdits

fiduciaires et exécuteurs testamentaires doivent continuer à payer mensuellement ces parties auxdits enfants ou à leurs représentants. Tous les paiements de ces parties effectués jusqu'ici sont ratifiés et confirmés par la présente loi."

2. L'article 2 est remplacé par ce qui suit: "À compter du premier jour de janvier 1941, les fiduciaires et les exécuteurs testamentaires doivent, pourvu que le permettent en tout temps les revenus de ladite succession après le paiement de toutes les dépenses, payer annuellement à chacun des petits-neveux et à la petite-nièce du testateur la somme de trois mille dollars (\$3,000) par versements mensuels égaux, et dans les trois mois qui précèdent la fin de chaque année du calendrier, ils doivent leur distribuer, par parts égales, la totalité du solde net des revenus de cette année-là, mais après avoir déduit cependant une somme égale à 10 % du revenu net de l'année, qu'ils conserveront à titre de réserve et afin de parer à toute éventualité qui pourrait se produire."

#### **Loi des produits laitiers**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 13 modifiant la loi des produits laitiers. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

#### **Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales**

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill 16 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales. Le dit amendement est lu une première fois, une deuxième fois sur division, et adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

#### **Maniwaki**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 109 concernant le village de Maniwaki et les

commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Contrat de mariage  
de D.-A. Pesant et A. Delorme**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 136 ratifiant les règlements numéros 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Succession  
de James McCready**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 concernant la succession de feu James McCready. Lesdits amendements sont lus une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Questions et réponses:**

**Machines à écrire  
et à polycopier**

**M. Lorrain (Papineau):** 1. Quelle marque de machines à écrire le gouvernement provincial a-t-il achetées depuis le 15 octobre 1939 à date?

2. De quelle maison a-t-il fait ces achats?

3. Combien de machines à écrire (typewriter) le gouvernement provincial a-t-il fait réparer depuis le 25 octobre 1939 à date?

4. Par qui ces réparations ont-elles été effectuées?

5. Quel est le coût de chacune de ces réparations?

6. Quel est le montant total desdites réparations?

7. Le gouvernement provincial a-t-il acheté des machines à polygraphier et à additionner depuis la date du 25 octobre 1939 jusqu'à ce jour?

Dans l'affirmative:

a. De qui les a-t-il achetées?

b. Quel est le coût de chacune de ces machines?

c. Quel est le montant total des achats?

8. Le gouvernement a-t-il fait réparer des machines à polygraphier et à additionner depuis la date du 25 octobre jusqu'à ce jour?

Dans l'affirmative:

a. Par qui ont-elles été réparées?

b. Quel est le coût de chacune de ces réparations?

c. Quel est le montant total des réparations?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. a. Royal.

b. Smith.

c. Underwood.

2. a. Cie de Machines de Bureau de Montréal.

b. Clément & Clément Ltée.

c. Davidson Reg'd., P.

d. Lacouline, E.

e. Plante, J.-L.

f. Underwood Elliot Fisher, Limited.

3. 1,142.

4. 5. et 6. (Voir le tableau à la page suivante)

<i>Acme Office Supplies (\$3.50)</i>						
\$ 1.00	\$ 2.50	.....	.....	.....	.....	\$ 3.50
<i>Authier, P. D. (\$32.00)</i>						
\$18.50	\$13.50	.....	.....	.....	.....	\$ 32.00
<i>Blackburn, Raoul (\$125.13)</i>						
\$ 1.00	\$ 2.00	\$ 7.36	\$11.54	\$ 3.94	\$19.92	\$ 125.13
13.59	12.18	7.15	5.75	9.78	11.00	
.....	.....	.....	.....	.....	19.92	
<i>Blier, Ls Phil. (\$4.00)</i>						
\$ 4.00	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 4.00
<i>Canada Typewriter Exchange (\$1.50)</i>						
\$ 1.50	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 1.50
<i>Clément &amp; Clément, Ltée (\$5,766.60)</i>						
\$12.00	\$ 1.50	\$11.00	\$15.50	\$12.80	\$11.50	
8.43	12.08	14.60	12.08	10.54	5.00	
11.84	15.59	26.00	14.34	8.00	13.00	
14.02	13.40	14.40	12.25	10.40	16.75	
29.52	16.96	28.96	14.63	44.62	11.36	
12.44	15.11	15.00	13.65	22.00	13.00	
17.25	8.00	2.80	14.25	1.00	12.25	
22.24	23.00	12.75	8.50	15.80	14.25	
12.00	13.50	5.09	21.43	13.50	18.13	
11.36	13.40	12.08	21.44	14.83	12.22	
14.57	17.78	12.18	15.33	12.42	13.43	
12.71	14.72	29.79	17.12	19.27	13.39	
13.93	14.79	14.10	8.00	14.48	15.33	
13.95	10.88	12.94	12.56	13.66	15.20	
30.25	9.60	12.30	32.47	26.85	27.78	
4.25	14.68	13.90	7.88	16.55	29.33	
12.78	15.75	41.14	6.25	11.50	15.82	
4.75	1.05	12.50	13.50	12.00	13.33	
12.66	17.51	15.11	9.25	12.94	9.10	
13.75	14.35	3.69	11.84	64.30	32.16	
14.63	15.00	15.90	12.75	14.00	3.25	
13.75	14.55	1.44	11.50	14.50	12.00	
12.00	13.35	4.25	13.90	11.99	20.39	
6.62	7.25	7.20	2.25	2.25	2.50	
22.16	11.36	17.60	11.73	13.52	13.76	
15.44	11.84	14.34	13.47	12.32	11.36	
11.59	2.60	12.56	10.90	6.56	12.94	
8.96	13.52	13.52	17.79	13.90	12.32	
11.49	12.32	11.36	12.56	14.10	16.75	
14.36	14.60	15.58	13.90	12.66	14.60	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	1.25	1.25	.....	
13.52	16.24	12.08	16.40	1.75	15.10	
12.15	31.50	13.50	14.00	8.00	14.69	
13.63	13.28	17.36	14.50	3.50	13.25	

*Clément & Clément ltée (\$5,766.60) (suite)*

\$14.30	\$13.04	\$13.04	\$13.50	\$12.25	\$14.50	
12.00	15.02	20.48	15.01	17.02	18.75	
15.00	13.90	16.25	36.75	13.55	12.60	
17.07	19.95	13.52	14.29	12.95	14.34	
23.92	11.36	12.46	14.10	20.00	20.00	
18.36	21.69	10.07	14.50	2.40	19.37	
8.00	20.55	13.20	11.36	15.82	13.14	
12.66	8.00	3.36	12.94	14.86	22.59	
1.00	10.34	3.97	9.86	9.86	3.25	
7.11	0.75	8.86	10.55	4.54	0.75	
6.50	9.86	13.42	12.03	1.00	12.26	
6.50	10.44	15.05	10.82	3.25	4.97	
14.65	4.79	6.50	22.40	12.74	14.24	
12.46	13.43	15.49	15.47	14.96	15.40	
11.36	3.25	13.46	13.15	11.05	0.75	
13.54	13.50	13.93	11.70	12.94	15.96	
17.12	17.83	13.90	14.29	13.74	12.46	
8.00	6.10	5.75	4.65	1.50	0.75	
6.79	10.40	13.28	15.67	13.80	11.35	
2.39	7.51	1.25	10.82	3.69	5.79	
6.50	11.98	13.14	14.25	15.36	14.24	
13.66	12.32	12.66	12.18	3.24	10.00	
10.82	3.50	13.65	14.53	13.50	12.91	
9.86	6.09	4.83	10.50	10.78	2.25	
4.38	13.52	13.04	14.27	16.62	9.52	
6.86	9.86	4.25	3.75	11.36	11.84	
10.50	11.36	11.36	11.36	11.36	11.36	
11.36	11.36	11.36	9.30	15.44	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	
12.00	20.90	6.75	13.00	10.82	7.00	
11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	
11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	
11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	
11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	11.00	
11.00	11.00	11.54	11.92	.....	.....	\$5,766.60

*Davidson Reg'd, P. (\$599.48)*

\$ 1.44	\$ 1.00	\$ 2.00	\$ 1.50	\$ 3.00	\$ 4.80	
12.60	9.35	9.50	7.00	7.25	3.25	
13.50	19.50	2.25	1.50	1.85	2.00	
2.00	2.88	1.50	4.50	4.50	1.25	
1.25	1.25	15.00	32.60	26.40	1.50	
14.20	15.20	15.00	19.50	14.95	1.50	
17.20	18.55	15.40	16.65	0.35	7.65	
1.50	4.25	0.75	7.25	6.00	1.50	

*Davidson Reg'd, P. (\$599.48) (suite)*

\$ 1.50	\$13.00	\$ 1.50	\$ 1.50	\$ 2.00	\$ 1.75	
3.00	8.94	1.72	1.50	1.00	10.00	
3.00	2.50	4.50	34.50	28.75	10.00	
20.00	4.00	2.00	9.50	2.50	20.00	
23.00	2.50	1.00	1.00	8.00	.....	\$ 599.48

*Cie de machines de bureau de Montréal (\$15.92)*

\$15.92	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 15.92
---------	-------	-------	-------	-------	-------	----------

*Dubois, Valère (\$18.30)*

\$ 3.50	\$ 8.00	\$ 1.00	\$ 1.00	\$ 4.80	.....	\$ 18.30
---------	---------	---------	---------	---------	-------	----------

*Eastern Business Machines Reg'd (\$26.40)*

\$ 1.75	\$15.00	\$ 9.65	.....	.....	.....	\$ 26.40
---------	---------	---------	-------	-------	-------	----------

*Federal Typewriter Co. (\$85.59)*

\$20.81	\$16.39	\$26.81	\$21.58	.....	.....	\$ 85.59
---------	---------	---------	---------	-------	-------	----------

*Hall Company Reg'd, Wm. H (\$1.50)*

\$ 1.50	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 1.50
---------	-------	-------	-------	-------	-------	---------

*Lacouline, E. (\$3,422.31)*

\$20.02	\$18.77	\$ 1.75	\$ 1.75	\$ 8.00	\$ 7.44
11.61	13.75	13.00	14.65	13.25	11.75
12.50	12.00	12.00	5.50	11.75	9.92
10.64	15.58	8.00	1.25	11.60	3.25
11.61	10.38	4.25	4.00	29.00	11.75
13.75	10.50	14.25	8.00	12.00	18.00
1.50	3.75	0.50	2.00	11.75	7.90
17.26	5.75	16.96	13.03	7.00	16.57
4.50	11.75	3.75	2.50	1.75	11.75
12.00	3.25	4.75	7.90	3.84	4.80
12.75	14.25	14.50	14.75	18.00	11.75
7.60	8.00	3.84	2.36	12.60	8.40
2.15	11.60	4.16	11.00	16.65	11.25
11.75	11.25	11.25	8.00	11.25	2.50
14.00	11.75	3.50	11.00	11.15	10.89
11.25	13.75	11.15	1.20	2.25	16.00
8.50	15.00	3.50	2.02	11.75	10.25
11.75	23.50	9.00	11.75	11.75	4.75
0.50	2.75	5.50	6.50	17.00	11.75
12.00	18.00	11.60	11.60	6.88	11.60
14.56	3.60	36.74	11.60	14.75	3.60
6.50	16.72	11.75	10.40	14.00	4.50
13.25	12.60	13.59	7.50	11.75	15.00
8.00	11.75	6.25	1.50	12.75	11.75
10.50	11.75	11.75	10.50	18.00	1.50
13.00	12.75	10.50	4.75	11.75	11.75
1.50	11.75	10.25	13.50	10.50	13.70
11.75	13.50	11.00	11.75	11.75	3.00
4.09	17.60	3.68	5.25	16.25	14.75
11.75	11.25	8.00	3.00	8.67	10.84
10.12	8.65	4.50	3.00	11.60	1.92



*Lacouline, E. (\$3,422.31) (suite)*

\$ 4.12	\$ 8.64	\$10.84	\$ 8.67	\$ 7.50	\$ 1.25	
10.12	10.90	10.84	1.23	10.12	4.50	
6.76	4.74	4.25	3.25	2.64	7.50	
0.75	2.00	6.25	0.85	17.36	6.75	
8.60	14.72	8.50	0.75	1.25	10.89	
4.59	2.50	8.92	9.97	6.00	1.20	
10.39	11.61	12.56	1.25	10.12	5.90	
8.64	12.65	8.66	8.92	9.84	10.13	
10.76	9.40	11.60	11.96	10.38	12.50	
16.25	11.60	11.60	11.60	16.40	11.60	
11.60	10.36	9.88	5.84	9.16	9.40	
10.13	10.64	5.10	24.06	7.00	5.17	
8.00	10.88	1.49	6.34	5.30	4.62	
2.42	9.90	10.12	11.80	1.25	1.25	
2.66	6.35	10.37	5.13	2.90	3.25	
7.00	8.00	5.50	10.12	9.40	1.25	
1.75	2.96	6.75	3.90	11.25	1.25	
15.91	6.05	3.60	26.00	9.40	8.05	
13.76	4.89	11.60	4.59	3.64	7.00	
10.36	9.88	6.50	2.64	9.26	10.95	
11.60	6.35	11.12	15.49	9.80	19.28	
17.12	6.49	4.90	5.59	10.84	10.84	
9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	
8.92	9.40	5.50	13.08	2.25	11.60	
9.90	11.60	16.48	12.56	6.50	13.08	
10.00	2.59	3.12	4.48	7.20	5.76	
3.75	3.50	12.56	11.75	1.75	10.00	
1.25	10.00	12.35	9.50	9.50	9.50	
9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	9.50	
9.50	11.15	10.75	10.75	10.75	10.00	
12.00	12.50	10.50	9.75	13.50	10.38	\$3,422.31

*Lerossignol, Jules (\$841.13)*

\$ 9.40	\$ 2.50	\$ 3.00	\$ 8.60	\$ 8.40	\$ 8.88	
8.80	6.92	6.48	1.00	4.00	7.00	
1.75	2.50	7.00	5.00	9.40	4.96	
3.00	6.16	2.50	8.00	12.65	3.00	
3.00	12.38	7.00	4.95	6.00	6.00	
3.00	9.00	5.00	10.46	8.40	20.25	
10.60	11.66	7.00	2.50	1.00	2.30	
9.88	14.90	7.40	14.68	16.40	13.00	
13.00	10.50	10.25	9.50	13.50	16.00	
12.87	13.00	14.34	12.76	9.88	12.20	
7.50	11.76	14.63	12.76	22.00	17.28	
4.50	9.00	50.75	2.00	4.00	11.10	
12.00	9.75	9.25	13.90	9.50	9.00	
11.00	10.75	10.50	9.50	9.75	3.00	
9.50	10.00	9.50	9.65	21.84	.....	\$ 841.13

*Martineau, Gérald (\$139.50)*

\$11.75	\$16.75	\$12.75	\$14.85	\$ 8.75	\$16.53	
20.80	15.57	10.00	11.75	.....	.....	\$ 139.50

*Martineau & Fils, N. (\$108.24)*

\$ 3.50	\$ 2.58	\$ 6.96	\$13.48	\$12.66	\$15.83	
26.28	4.08	4.12	1.00	2.64	1.25	
1.00	1.00	10.36	1.50	.....	.....	\$ 108.24

*Mathias Typewriter Exchange (\$23.22)*

\$ 9.00	\$14.22	.....	.....	.....	.....	\$ 23.22
---------	---------	-------	-------	-------	-------	----------

*McCourt, F. A. (\$86.00)*

\$ 9.00	\$ 9.00	\$ 9.00	\$ 9.00	\$ 9.00	\$ 9.00	
8.00	8.00	8.00	8.00	.....	.....	\$ 86.00

*National Typewriter Exchange (\$414.11)*

\$22.04	\$28.13	\$28.79	\$27.42	\$36.47	\$23.66	
31.00	8.39	32.40	1.75	1.00	1.24	
1.00	24.99	22.32	28.78	2.50	1.25	
0.70	1.25	15.57	7.14	6.00	1.00	
1.00	1.00	30.24	27.08	.....	.....	\$ 414.11

*Paquette, A. L. (\$13.50)*

\$ 1.00	\$12.50	.....	.....	.....	.....	\$ 13.50
---------	---------	-------	-------	-------	-------	----------

*Poulin, Gérard (\$4.50)*

\$ 4.50	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 4.50
---------	-------	-------	-------	-------	-------	---------

*Remington Rand Co. (\$45.36)*

\$20.21	\$ 5.00	\$20.15	.....	.....	.....	\$ 45.36
---------	---------	---------	-------	-------	-------	----------

*Leclerc, J.-Donat (\$22.26)*

\$22.26	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 22.26
---------	-------	-------	-------	-------	-------	----------

*Royal Typewriter Company (\$61.72)*

\$19.04	\$ 1.25	\$6.25	\$16.26	\$ 1.25	\$17.67	\$ 61.72
---------	---------	--------	---------	---------	---------	----------

*Stephan, Edmund (\$63.63)*

\$10.00	\$ 1.75	\$ 1.75	\$14.26	\$9.42	\$ 5.45	
6.50	7.50	7.50	.....	.....	.....	\$ 63.63

*Therrien, A. (\$4.00)*

\$ 4.00	.....	.....	.....	.....	.....	\$ 4.00
---------	-------	-------	-------	-------	-------	---------

*Underwood Elliott Fisher, Limited (\$166.43)*

\$20.13	\$ 2.88	\$ 1.30	\$ 1.00	\$ 1.00	\$ 1.00	
22.91	17.28	15.52	24.04	27.59	24.64	
1.00	4.14	1.00	1.00	.....	.....	\$ 166.43

*Vézina Enr. (\$56.19)*

\$13.50	\$13.50	\$18.28	\$ 2.75	\$ 8.16	.....	<u>\$ 56.19</u>
---------	---------	---------	---------	---------	-------	-----------------

*Grand total des réparations*..... \$12,152.02

7. a. b. c.: Oui.  
(Voir le tableau ci-dessous)

<i>Burroughs-Adding Machines of Canada</i>					
\$ 235.15	\$125.24	\$288.55	.....		\$ 648.94
<i>Clément &amp; Clément, Ltée</i>					
\$ 292.80	.....	.....	.....		\$ 292.80
<i>Gestetner of Canada, Ltd., D.</i>					
\$ 320.63	\$542.93	\$670.11	.....		\$1,533.67
<i>Lacouline, E.</i>					
\$ 439.01	\$270.28	.....	.....		\$ 709.29
<i>Office Machines and Supplies Reg'd</i>					
\$ 93.60	.....	.....	.....		\$ 93.60
<i>Pierce, O. E.</i>					
\$1,169.10	.....	.....	.....		<u>\$1,169.10</u>
<i>Total</i> .....					\$4,447.10

8. a. b. et c.: Oui.  
(Voir le tableau ci-dessous)

<i>Blackburn, Raoul</i>					
\$ 4.14	\$25.54	.....	.....	.....	\$ 29.68
<i>Burroughs-Adding Machines of Canada Ltd.</i>					
\$46.90	\$45.58	\$33.57	\$25.28	\$56.01	
35.56	46.26	48.33	31.39	.....	\$ 368.88
<i>Clément &amp; Clément ltée</i>					
\$ 4.50	\$21.31	\$ 6.75	\$16.60	\$11.25	
30.00	30.00	24.37	11.35	2.75	
30.00	6.50	9.61	9.50	17.73	
14.91	15.00	7.25	35.00	8.00	
14.54	6.25	11.00	9.00	2.25	
38.75	7.56	6.86	.....	.....	\$ 408.59
<i>Gestetner Co. of Canada Ltd., D.</i>					
\$15.20	\$ 6.65	.....	.....	.....	\$ 21.85
<i>Lacouline, E.</i>					
\$19.40	\$ 9.80	\$18.48	\$ 1.25	\$18.90	
15.20	13.25	5.09	18.96	31.85	
9.10	10.65	6.50	21.11	20.98	
6.43	3.36	29.00	14.30	13.50	
1.25	1.25	16.00	5.25	0.60	

*Lacouline, E. (suite)*

\$21.25	\$29.75	\$ 8.75	\$ 7.50	\$13.10	
10.65	12.60	36.75	14.75	1.25	
40.38	18.00	17.94	79.06	20.00	
11.50	17.23	18.20	4.45	14.43	
12.40	38.90	2.78	21.88	11.00	
14.60	8.50	3.72	4.25	12.20	
16.16	14.20	27.00	.....	.....	\$ 897.19

*Lerossignol, Jules*

\$13.62	\$17.80	\$10.00	\$ 4.00	\$ 0.45	\$ 45.87
---------	---------	---------	---------	---------	----------

*Martineau & Fils, N.*

\$ 2.50	\$ 8.85	\$ 18.50	\$ 30.00	.....	\$ 59.85
---------	---------	----------	----------	-------	----------

*Multigraph Sales Agency*

\$33.40	\$10.50	\$ 4.12	\$12.36	\$ 4.12	
18.50	5.80	7.50	3.50	9.00	
4.05	3.00	4.05	81.38	15.70	
18.36	4.95	4.12	13.50	4.12	
47.08	2.17	4.00	12.90	46.11	
26.16	18.45	4.00	13.05	4.12	
4.12	2.32	0.49	.....	.....	\$ 447.00

*National Typewriter Exchange*

\$23.65	\$11.75	.....	.....	.....	\$ 35.40
---------	---------	-------	-------	-------	----------

*Stephan, Edmund*

\$ 1.70	.....	.....	.....	.....	\$ 1.70
---------	-------	-------	-------	-------	---------

*Underwood-Elliot Fisher Co.*

\$ 1.50	\$ 2.00	\$ 7.50	\$ 2.25	\$ 1.50	
14.50	3.64	2.50	2.75	2.00	
7.11	1.75	1.60	.....	.....	\$ 50.60

*Vézina enr.*

\$43.55	.....	.....	.....	.....	<u>\$ 43.55</u>
---------	-------	-------	-------	-------	-----------------

*Total* ..... \$2,410.16

**Route entre Matapédia et Dawson**

**M. Gagnon (Matane):** 1. *a.* Est-ce que la route nationale entre Matapédia et la station de Dawson, sur le C.N.R., est entretenue durant l'hiver, de façon à ce que les autos puissent y circuler?

*b.* Dans l'affirmative, pour quelles raisons?

*c.* Quel est le coût de l'entretien?

*d.* L'entretien de cette route est-il fait entièrement aux frais du gouvernement?

*e.* Est-ce que la circulation est considérable sur la partie ainsi entretenue?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Le ministère de la Voirie n'entretient pas cette section de route durant l'hiver et n'a accordé aucune subvention pour ce travail.

**Communauté  
des Sœurs Servantes  
de Notre-Dame, Reine du Clergé**

**M. Gagnon (Matane):** 1. Le gouvernement a-t-il décidé d'accorder un octroi à la Communauté des Sœurs Servantes de Notre-Dame, Reine du Clergé,

pour la construction d'un immeuble dans le village de Lac-au-Saumon, comté de Matapédia?

a. Dans l'affirmative, pour quelles fins cette construction sera-t-elle faite?

b. Le gouvernement a-t-il reçu une délégation d'Amqui, demandant la construction d'un hôpital à cet endroit?

c. Une décision a-t-elle été prise à ce sujet?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** 1. Non.

a. Répondu par le numéro 1.

b. Oui.

c. Non.

#### Loi de l'impôt sur le revenu

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité<sup>1</sup>:

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 1. Que l'article 2 de la loi de l'impôt de Québec sur le revenu (4 George VI, chapitre 16) soit modifié en remplaçant le paragraphe 4° par le suivant:

"4° "revenu net" signifie le revenu défini par la loi de l'impôt de guerre sur le revenu (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 97, avec amendements, au premier décembre 1940), déduction faite des exemptions et déductions prévues à ladite loi, sauf celles prévues aux alinéas *c, d, e, ee, i, j* et *n* du premier paragraphe et aux paragraphes 2 et 3 de l'article 5."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Il s'agit d'une des nombreuses taxes imposées par le gouvernement. Cette loi taxe tout. Elle taxe les salaires qui représentent le travail comme les revenus eux-mêmes, qui, au sens large du mot, comprennent l'intérêt sur les capitaux. La taxe ne fait aucune distinction entre revenus et salaire. On devrait faire une différence entre le salaire et les revenus. En taxant le salaire, on taxe le travail et le talent. On taxe donc le travail et l'intelligence, tout comme le produit de l'argent. C'est un mauvais principe. Il est injuste pour un gouvernement provincial de profiter d'une taxation de guerre pour remplir ses propres coffres, le levier provincial étant basé sur des retours du gouvernement du dominion.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Si nous fixons une limite pour les impôts, c'est que nous ne voulons pas que la taxe sur le revenu paralyse l'ambition et le talent. Notre but avec cette loi est de diminuer l'impôt sur le revenu, parce que nous ne voulons pas profiter des impôts nouveaux décrétés par le fédéral sur le revenu pour fins de guerre.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 2. Que l'article 3 de ladite loi soit remplacé par le suivant:

"3.1. Afin de pourvoir aux besoins du service public de la province, toute personne visée par l'article 4° de la présente loi est tenue de payer annuellement à Sa Majesté, aux droits de la province, un impôt égal au pourcentage ci-après fixé du montant de la taxe payable par cette personne à Sa Majesté, aux droits du dominion du Canada, sur le revenu de l'année précédente, sous l'empire de la loi de l'impôt de guerre sur le revenu (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 97, avec amendements, au premier décembre 1940), à l'exception de la partie XV de ladite loi (Impôt de la défense nationale)."

2. Ce pourcentage sera:

Si le revenu net n'excède pas .....	\$ 4,000,000 .....	4 %
S'il excède \$4,000,000 et non .....	\$ 6,000,000 .....	4½ %
S'il excède \$6,000,000 et non .....	\$ 8,000,000 .....	5½ %
S'il excède \$8,000,000 et non .....	\$12,000,000 .....	6 %
S'il excède \$12,000,000 et non .....	\$16,000,000 .....	6½ %
S'il excède \$16,000,000 et non .....	\$18,000,000 .....	7 %

S'il excède \$18,000,000 et non .....	\$25,000,000 .....	7½ %
S'il excède \$25,000,000 et non .....	\$30,000,000 .....	8½ %
S'il excède \$30,000,000 et non .....	\$35,000,000 .....	9 %
S'il excède \$35,000,000 et non .....	\$50,000,000 .....	10 %
S'il excède \$50,000,000 et non .....	\$60,000,000 .....	10½ %
S'il excède \$60,000,000 et non .....	\$80,000,000 .....	11 %
S'il excède \$80,000,000 et non .....	\$95,000,000 .....	11½ %
S'il excède \$95,000,000 .....		12 %

3. L'impôt payable annuellement par une même personne, en vertu du présent article, ne doit, en aucun cas, dépasser sept mille dollars.

4. Les personnes suivantes sont exemptées de la taxe prévue par le présent article:

a. une personne mariée dont le revenu net n'excède pas deux mille dollars;

b. un célibataire dont le revenu net n'excède pas mille dollars."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est d'autant plus mauvaise parce qu'elle ne limite pas les taxes que devront payer les petits tandis qu'elle limite celles qui seront appelées à payer par les riches. Pourquoi mettre ainsi dans une loi une clause qui dit clairement la protection que le gouvernement veut assurer aux riches?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Contrairement à ce que dit le chef de l'opposition, notre loi a pour but de venir en aide aux petits. Nous donnons en effet une exemption plus élevée que celle accordée par le fédéral. Elle accorde des exemptions aux personnes mariées dont le revenu net n'excède pas \$2,000, tandis que l'exemption, suivant la loi fédérale, ne s'applique qu'aux personnes mariées dont le revenu n'excède pas \$1,500. Cette échelle que nous demandons d'adopter a été arrêtée après une longue étude.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 3. Que l'article 15 de ladite loi soit modifié en ajoutant au paragraphe 2: "Il peut également changer la date à laquelle l'impôt est payable et la date à compter de laquelle l'intérêt est exigible de façon à concorder avec les dispositions analogues régissant l'impôt sur le revenu du dominion."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Qu'est-ce que l'impôt provincial sur le revenu a rapporté au gouvernement l'an dernier?

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'an dernier, environ \$2,600,000.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose: 4. Que la loi qui sera basée sur les présentes résolutions s'appliquera au revenu de l'année 1940, à tous les exercices financiers se terminant durant ladite année et au revenu de toutes les années et exercices financiers subséquents.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cette loi est mauvaise parce qu'elle a un effet rétroactif. Lorsque la loi a été présentée l'an dernier, on a taxé non seulement pour 1940, mais aussi pour 1939.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Le chef de l'opposition parle d'effet rétroactif. Les impôts sont payables en 1941 sur les revenus de 1940 et il est impossible de faire autrement. Il en sera toujours ainsi. La province percevra l'impôt sur les revenus de l'exercice financier précédent.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues une première fois.

#### Demandes de documents:

##### Canalisation du Saint-Laurent

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné jeudi le 20 mars courant, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie mardi le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant

de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, vous me permettrez tout d'abord d'exprimer ma sincère admiration pour le merveilleux discours prononcé jeudi dernier par mon honorable ami, le député de Montmagny (M. Dumoulin), à l'appui du projet de canalisation.

(Applaudissements à droite)

Nous connaissions son beau talent, mais nous ignorions qu'il possédât le don de prophétie. Peut-être est-ce tout simplement du discernement. En tout cas, je le félicite. Notre parti a fourni de grands premiers ministres à la province. Je nommerai, entre autres, Sir Lomer Gouin, qui nous a laissé l'École des hautes études commerciales et nos écoles techniques; l'honorable Louis-Alexandre Taschereau, à qui nous devons la loi des liqueurs que toutes les provinces ont imitée, la loi de la Commission des accidents du travail...

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'honorable député de Gaspé-Nord a toute mon estime, mais il ne peut parler à côté du sujet en discussion.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** (Souriant) J'entends si souvent mon honorable ami, le chef de l'opposition, parler à côté du sujet en discussion que je puis commettre les mêmes erreurs que lui sans encourir son blâme, il me semble. Il est juste de rappeler, à l'occasion de l'acte courageux que pose actuellement le premier ministre actuel de la province, des vérités historiques.

(Applaudissements à droite)

Le Saint-Laurent, navigable avec ses canaux, part de la tête du lac Supérieur, à Port-Arthur et Fort-William, au Canada, et à Duluth, au Minnesota, pour se déverser dans le golfe Saint-Laurent, entre les rives de la Gaspésie et du comté de Saguenay. Sur son parcours, on y rencontre d'abord les lacs Supérieur, Huron, Érié, Ontario et le fleuve proprement dit, jusqu'aux environs de Cornwall en Ontario. Dans cette partie, le fleuve Saint-Laurent est international, tout comme la Méditerranée ou les océans. Puis, à trois milles de Cornwall, en venant de l'Ouest, il

pénètre dans la province de Québec par le lac Saint-François. Là, c'est la partie exclusivement canadienne du fleuve qui commence, pour se continuer jusqu'au golfe. De Port-Arthur jusqu'à Montréal, il y a 1,821 milles. De la métropole à Liverpool, 2,760 milles.

Les sauvages, auxquels Jacques Cartier demandait une description du Saint-Laurent, répondirent: "C'est une rivière sans fin." Et Jacques Cartier l'appelait lui-même "la rivière du Canada", dans ses rapports et mémoires. C'est le nom que l'on trouve sur les vieilles cartes. Si on plaçait le Saint-Laurent sur la carte de l'Europe, il s'étendrait du port d'Anvers, en Belgique, jusqu'aux monts Oural, en Russie.

Plusieurs traités ont été signés à ce sujet. Le traité de Washington, le dernier en date, signé en 1871, constatait "que là où le fleuve et les autres lacs servent de frontières entre les deux pays, les eaux sont internationales". De plus, il est prévu par ce traité que le fleuve et les canaux, situés tant sur le territoire américain que sur le territoire canadien, pourront servir à la navigation des deux pays. De fait, les parties contractantes, en faisant ainsi des conventions seulement pour les endroits où le fleuve ne sert pas de frontière entre les deux pays, indiquent bien qu'elles considèrent inutiles telles conventions pour les endroits où le fleuve sert de frontière et que le droit international y supplée au contrat. Quant au problème de la navigation dans les eaux canadiennes, il est réglé par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. De fait, depuis la Confédération, le gouvernement fédéral s'est toujours occupé du creusage du fleuve Saint-Laurent, des améliorations à la navigation et des canaux. C'est d'ailleurs lui qui a payé pour les travaux des ports de Montréal et de Québec, comme tous les autres ports du dominion. Le fleuve Saint-Laurent n'est donc pas un fleuve provincial. C'est un fleuve canadien et il est même international dans une grande partie de son étendue et soumis à un traité de navigation, quant au reste.

Tout ce qui regarde les canaux, les ports, la navigation, etc., relève du gouvernement central et non des provinces. Je soumets respectueusement que ceux qui prétendent que le Saint-Laurent est un fleuve québécois commettent une erreur historique, géographique et juridique. Quant aux pouvoirs d'eau et aux forces hydrauliques, elles appartiennent à chaque province, mais sous les restrictions mentionnées dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, pour ce qui concerne les pouvoirs d'eau attachés aux canaux ou en résultant.

La province de Québec ne peut rien faire pour empêcher le Canada de creuser des canaux et

des chenaux dans tout le parcours du Saint-Laurent. D'après les règles de l'équité et du droit, on ne peut non plus empêcher l'Ontario de développer tout le pouvoir hydraulique qui peut être tiré du fleuve Saint-Laurent dans son territoire, dès que nous pouvons faire la même chose chez nous. Et même d'après les ingénieurs, après la canalisation accomplie, notre situation sera meilleure qu'avant. La canalisation du Saint-Laurent sera une entreprise très profitable pour le Canada et surtout pour la province de Québec.

Il appert que le coût global de l'entreprise s'élèvera à \$350,000,000, et chaque pays en paiera la moitié. Cependant, comme le Canada a déjà construit à ses frais le canal Welland, il recevra des États-Unis une compensation de \$132,000,000, ce qui signifie que le Canada n'aura à payer pour la canalisation que \$43,000,000 sur les \$350,000,000 que coûtera l'entreprise, soit la différence entre le prix du canal Welland et la moitié du coût de l'entreprise à la charge du Canada.

En plus, cependant, le gouvernement canadien aura à verser une somme de \$7,972,500 à la province de Québec qui a exprimé l'intention d'exproprier la Beauharnois, à l'occasion des travaux entrepris pour la canalisation du Saint-Laurent. Le paiement des intérêts et l'amortissement du capital de cette somme s'élèvera à environ \$2,500,000 par année.

Montant très peu élevé si on considère qu'il s'agit de l'aménagement de 3,600,000 chevaux-vapeur pour le Canada. En établissant à \$100 le prix d'un cheval-vapeur, cette dépense d'environ \$50,000,000 rapportera éventuellement au pays \$350,000,000, sans compter l'impulsion formidable qu'en recevra l'industrie. En ce qui regarde Québec, l'on n'a pas à hésiter, car la section canadienne où on doit dépenser \$82,500,000 est située entièrement dans notre province, d'où travaux considérables pour notre main-d'œuvre.

Parlant de la prétention des adversaires de la canalisation à l'effet que le développement des canaux va nuire au port de Montréal, je dis que plus il y a de trafic à travers un port de mer, plus ce port s'agrandit. Ceux qui y font affaire ont intérêt à ce que la vie maritime y rayonne et y afflue de tous les côtés.

Il cite à ce propos les autorités déjà mentionnées par le représentant de Montmorency (M. Dumoulin): Railler, Stephens, Edward Beatty, président du Canadian Pacific Railway, Henry Thornton, ancien président du Canadian National Railway.

L'après-guerre, poursuit-il, peut nous amener une expansion industrielle formidable, à condition que nous y soyons préparés. Les États-Unis et l'Ontario l'ont compris. Québec doit le comprendre également. Alors que l'Ontario peut tirer un développement additionnel d'environ 1,200,000 chevaux-vapeur de la canalisation du Saint-Laurent, Québec peut en tirer environ 2,500,000. De nombreuses industries européennes s'installeront sur nos rives après la guerre, autant que nous pourrions les recevoir. Nous n'avons pas le droit de prétendre que le Saint-Laurent doit être fermé. Nous n'avons pas le droit non plus d'enlever au peuple de la province ses chances d'avenir et de prospérité. Sir Wilfrid Laurier a prophétisé que le XX<sup>e</sup> siècle serait celui du Canada. Les événements se précipitent à un rythme encore plus rapide que ne l'avait prévu ce grand politique et ancien premier ministre du Canada.

C'est le développement des chutes Niagara qui a amené une prospérité industrielle considérable à l'Ontario. Le développement de la Beauharnois et des rapides de Lachine peut amener chez nous une prospérité égale et peut-être même plus grande. Nous avons l'obligation de conscience à l'égard de nos enfants de mettre la province en état de fournir aux générations futures une vie économique qui soit au moins égale à celle des autres parties du pays. Les événements de l'heure actuelle offrent à ceux qui dirigent la province l'occasion de mettre les ressources hydrauliques entre les mains du peuple.

Ce qui, hier, pouvait être abandonné à l'initiative privée, ne peut l'être aujourd'hui. Il n'y a plus de raisons valables pour qu'un groupe de particuliers exploite, à son seul profit, nos formidables ressources naturelles et hydroélectriques. Le peuple veut que cela cesse, et l'expérience de la province voisine lui donne raison. Les compagnies qui ont abusé des lois existantes n'ont qu'elles-mêmes à blâmer. Celles qui ont bien traité les consommateurs admettront qu'il est raisonnable que les ressources naturelles, qui appartiennent au peuple, soient exploitées par le gouvernement qui représente le peuple.

(Applaudissements à droite)

Je soupçonne que toute cette campagne menée depuis des années contre la canalisation du Saint-Laurent, tant au Canada qu'aux États-Unis, est en grande partie l'œuvre de ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change dans la législation de nos ressources naturelles. Ils sont riches, puissants, extrêmement habiles. La plupart des adversaires du projet ont des intérêts formidables à préserver.



Certes, quelques adversaires peuvent avoir été inconsciemment induits en erreur; à ceux-là, je concède la bonne foi. Mais si on examine le problème à fond, on ne voit aucune raison sérieuse contre le projet de la canalisation du Saint-Laurent, et on se demande qui a pu lui susciter cette lutte acharnée, sinon ceux qui profitent de l'état de choses existant et craignent un changement.

Nous avons à la tête de la province de Québec un gouvernement véritablement libéral, qui, digne de ce nom, sera un gouvernement capable d'opérer de grandes réformes. Une des plus belles de ces réformes sera de soustraire la province de Québec à la dictature économique d'un capitalisme à forme désuète qui a fait son temps et n'a plus sa raison d'être dans un pays vraiment démocratique. Le Canada tout entier connaîtra un développement merveilleux lorsque son fleuve et ses Grands Lacs seront devenus la Méditerranée d'Amérique.

L'étatisation du plus grand pouvoir hydraulique de Québec, situé au cœur de la région industrielle, amènera une concurrence entre l'État et les compagnies privées dont le peuple bénéficiera. Une ère nouvelle va s'ouvrir pour le pays et Québec connaîtra d'ici quelques années une extraordinaire prospérité, grâce au grand homme d'État qui dirige ses destinées et qui aura eu le courage et la vision de réaliser une entreprise aussi considérable.

(Applaudissements à droite)

**M. Barrette (Joliette):** Après trois mois d'attente, le gouvernement, qui jusqu'ici avait refusé d'émettre une seule opinion, s'est prononcé tout d'un coup pour la canalisation du Saint-Laurent, mais seulement lorsque le projet a été adopté et qu'il soit devenu trop tard, semble-t-il, pour que les protestations de Québec aient la chance de prévaloir. Les deux partis se sont toujours opposés au projet de canalisation du Saint-Laurent, pensant qu'il était contraire aux intérêts et à l'autonomie de la province. Si des arguments convaincants avaient été soumis, j'aurais peut-être été tenté de changer d'avis. Mais aucun argument n'a été avancé, et je n'en suis pas surpris. En cas de doute, la province n'a aucunement le droit d'endosser un tel projet. Le gouvernement provincial est en voie de concéder au fédéral tous les droits de la province sur le fleuve.

Le député de Gaspé-Nord a dit que le fleuve Saint-Laurent est canadien, et même international. Oui, mais quand le fleuve traverse notre province, il est québécois. Il est international dans la zone internationale. Mais ce qui nous intéresse, nous de la Législature de Québec, c'est la partie du Saint-

Laurent présentement navigable, partie qui est entièrement dans la province de Québec, partie qui n'est pas internationale. Si les droits de navigation sont du domaine fédéral, Ottawa reconnaît que le lit des rivières navigables et les pouvoirs hydrauliques qui peuvent y être établis sont du domaine des provinces.

On dit que la canalisation amènera chez nous de nouvelles industries. Je ne crois pas que la canalisation nous amène des industries. C'est tout le contraire qui va normalement se produire. Elle favorisera plutôt l'industrie étrangère. Il y a présentement disette d'électricité aux États-Unis. Par contre, dans la province de Québec, nous avons encore des millions de chevaux-vapeur en disponibilité. Sans la canalisation, nombre d'industries américaines auraient été obligées de venir s'installer chez nous. Grâce à la canalisation, les Américains deviendront en mesure de garder leurs industries, à cause des milliers de chevaux-vapeur que leur procurera la réalisation du projet.

Le député de Gaspé-Nord a parlé des campagnes insidieuses et mauvaises contre la canalisation, qui sont l'œuvre des compagnies privées. Oublie-t-il que le plus grand adversaire de la canalisation jusqu'ici a été l'ancien premier ministre libéral, M. Alexandre Taschereau?

En 1927, on évaluait à \$550,000,000 le coût du projet. Depuis, les salaires et les matériaux ont beaucoup augmenté. Le coût total de la canalisation approchera le milliard. Le canal de Suez devait coûter \$30,000,000 et il a coûté \$80,000,000. Le canal Welland devait coûter de \$30,000,000 à \$40,000,000 et il a coûté \$80,000,000.

Les compagnies ferroviaires ne pourront guère supporter la concurrence des navires lorsque le Saint-Laurent sera navigable à eau profonde sur tout son parcours. La canalisation du Saint-Laurent nuira à tel point aux chemins de fer qu'elle amènera sûrement la fusion des entreprises ferroviaires. Nous perdrons ainsi dans la province des centaines de milles de voie ferrée. Des milliers d'employés seront alors mis à pied. Le gouvernement a tout négocié dans l'ombre, sans donner aux députés l'opportunité de se prononcer. L'opposition avait averti le gouvernement qu'il se trouverait un jour devant le fait accompli et que le silence, gardé par lui, était un silence coupable.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! L'honorable député ne peut référer aux débats antérieurs.

**M. Barrette (Joliette):** J'ai dit que nous avions trouvé son silence coupable, car c'est le sort de la métropole québécoise qui est en jeu.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Barrette (Joliette):** On répondra qu'il faut se garder d'un provincialisme étroit et considérer le problème au point de vue canadien. Mais la véritable prospérité du pays ne consiste pas à appauvrir une province en faveur d'autres parties du pays, mais dans la prospérité de toutes les provinces du pays. La canalisation fera perdre à Montréal son titre de métropole et, à la province de Québec, celui de reine du Canada.

Montréal est la métropole du pays parce qu'elle est le port de mer océanique le plus avancé à l'intérieur du pays. Si, par l'exécution de projets maritimes, on déplace ce terminus de navigation océanique vers une autre ville, c'est celle-ci qui deviendra la plus grande ville du Canada. Autrefois, Québec était le plus grand port canadien. Depuis que les océaniques se rendent jusqu'à Montréal, Québec a perdu presque toute son importance comme port de mer. Il en sera de même pour Montréal lorsque la canalisation permettra aux océaniques de se rendre jusqu'aux Grands Lacs.

En fait, le gouvernement provincial est aujourd'hui victime de son servage de partisanerie politique à l'égard du Parti libéral du Canada. C'est parce que les dictateurs d'Ottawa ont décidé la canalisation du Saint-Laurent que le gouvernement actuel s'y soumet. Les chefs libéraux du fédéral dominant maintenant de tout leur poids les chefs libéraux du provincial, et ceux-ci acceptent à l'avance les décisions des dictateurs d'Ottawa, et c'est ce qui a permis aux boss d'Ottawa de machiner un accord sans même s'occuper du gouvernement de Québec, sachant à l'avance que leurs désirs seraient interprétés comme des ordres.

L'attitude des députés libéraux semble fort peu convaincue. Nous savons bien que cette attitude leur a été imposée par Ottawa, en raison de la sacro-sainte unité du Parti libéral. C'est pourtant dans la province de Québec qu'un premier ministre de Québec doit prendre son inspiration. Je préfère à l'attitude du gouvernement actuel, qui se sent sur un terrain glissant, celle de M. Taschereau qui disait aux conservateurs et aux libéraux d'Ottawa du temps: "Hands off Quebec". Le Parti libéral, dirigé par l'honorable M. Taschereau, préférerait à l'étatisation l'initiative privée et s'opposait à la canalisation.

Il était dans le temps applaudi par le chef actuel du gouvernement et bon nombre de députés qui sont actuellement dans cette Chambre. La politique autonomiste de M. Taschereau fut maintenue par l'Union nationale qui, elle, n'allait pas

chercher son inspiration à Ottawa, mais la prenait dans la population de la province de Québec. Cette politique actuelle de toujours faire ce que veut Ottawa nous conduira aux pires désastres.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Barrette (Joliette):** On veut nous faire croire que si le Canada favorise le projet, c'est parce qu'il est le gagnant en l'affaire. On ne fera jamais croire aux gens que nos amis les Américains, gens pratiques et qui ont éminemment le sens des affaires, sont venus ici pour canaliser nos rivières et nos fleuves, rien que pour le Canada, mais au contraire pour l'avantage des États-Unis. D'ailleurs, ils l'ont bien prouvé, car chaque fois que le Canada a transigé avec les États-Unis, ce fut toujours à notre désavantage. Le traité de Webster-Ashburton<sup>2</sup>, l'arbitrage pour le détroit de Béring, les accords pour les privilèges des pêcheurs, sans oublier la diversion des eaux du lac Michigan, nous en fournissent des preuves abondantes.

Il ne saurait d'ailleurs en être autrement, car l'histoire nous enseigne qu'en matières de relations internationales, la loi du plus fort est toujours la meilleure. On nous dit que les Américains paieront le gros de l'entreprise. Nos voisins sont pratiques et ne paieront pas pour rien. Nos voisins sont tout-puissants et j'ai pour eux beaucoup d'admiration; mais je crois que toute concession de notre part quand il s'agit du Saint-Laurent, même si elle semble entourée de toutes les précautions possibles, deviendra demain un droit que l'on réclamera contre nous.

Prenons garde que ces droits sur notre fleuve ne nous conduisent à des concessions plus graves. La présente guerre mondiale a commencé à propos d'un corridor en Europe: Dantzig. Qui sait si les Américains ne réclameront pas demain un corridor leur donnant un débouché sur le Saint-Laurent dans le voisinage de Québec? Prenons garde que les Américains créent un corridor avec le canal du Saint-Laurent. Ils nous demanderont peut-être, par exemple, un jour, l'annexion du comté de l'Islet!

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Ha! Ha! (Rires)

**M. Barrette (Joliette):** Nos relations avec les États-Unis sont aujourd'hui cordiales, mais qui peut garantir l'avenir? Il serait préférable pour nous de ne pas susciter entre les deux pays des causes possibles de conflits futurs.

On doit se demander en quoi la province de Québec a besoin de la canalisation du Saint-Laurent. Nous avons le terminus de transport maritime océanique et de nombreux ports. Nous n'avons donc rien à gagner sur ce point, mais plutôt à perdre. Est-ce pour l'électricité que nous devrions approuver le projet? Mais nous avons un potentiel hydroélectrique formidable et à peine entamé. Et d'ailleurs, les développements hydroélectriques que l'on propose seront pour d'autres et non pour notre province.

Le projet nous amènera des taxes et elles seront deux fois plus élevées que la réduction des taux d'électricité par l'étatisation. D'aucuns prétendent qu'on entraînerait une réduction des taux d'électricité. Outre que la chose reste à prouver de façon pratique, cette diminution ne pourrait entraîner après une dizaine d'années de travaux qu'une économie de 25 sous par mois, par famille environ. Mais, par contre, nous devrions au moins payer le double en taxes, et dès maintenant.

(Applaudissements à gauche)

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je félicite l'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) qui nous a fait un plaidoyer rempli de faits et de chiffres en faveur de la canalisation du Saint-Laurent. Je me plais à parler après le député de Joliette, car j'ai toujours eu de l'admiration pour lui. Je devrai le réfuter cependant, mais je ne doute pas de sa bonne foi. Nous devons tenir compte de nos responsabilités et y faire face bravement. Le problème de la canalisation est très complexe. Il faudrait des connaissances en géographie et en génie civil pour le discuter convenablement. Mais, d'autre part, les députés sont appelés à exposer leur attitude et il convient qu'ils prennent leurs responsabilités. Inutile de dire que je suis pour le projet. Je fonderai une bonne partie de mon opinion sur un pamphlet du Dr Philippe Hamel.

Le député de Joliette (M. Barrette) a dit que les adversaires du projet et les députés ministériels approuvaient le projet sur un mot d'ordre, et obéissaient à la discipline sacro-sainte du parti. On n'accusera certainement pas le Dr Hamel d'agir par esprit de parti, et je crois que l'on ne peut certes m'accuser de donner mon opinion sur un mot d'ordre et d'être un homme de parti.

Le projet soulève des attitudes diverses. Il y a de l'opposition au projet. Plusieurs sont opposés au projet de canalisation parce qu'ils ne le connaissent pas suffisamment. Certains éprouvent une appréhension vague, irraisonnée devant l'entreprise: ils ont peur de l'annexion aux États-Unis. Un grand nombre y sont opposés pour des motifs invincibles:

ce sont les trustards et les tenants des trusts. Il se trouve en cette Chambre un parti politique qui a défendu les trusts lorsqu'il se trouvait au pouvoir. Si l'on considère que les tenants des trusts sont opposés à la canalisation, il faut en conclure qu'il y a des intérêts puissants en jeu.

Il suffit de lire la vieille *Gazette* de Montréal dans des articles réfutés par *Le Canada* de ce matin pour se convaincre que les trusts sont les pires adversaires de la canalisation du Saint-Laurent. Il faut se rappeler que si un parti politique a reçu de l'argent de ces mêmes trusts, il est permis de croire que certains politiciens sont ainsi influencés dans leur opinion. S'ils combattent le projet, c'est que leurs intérêts sont en danger et leurs intérêts ne sont pas ceux du peuple.

Je baserai mon opinion en faveur du projet sur cinq arguments: 1. La canalisation va permettre à la province de Québec d'augmenter considérablement ses forces hydrauliques, une de ses principales richesses; 2. La navigation sera rendue plus facile dans Québec et nos ports deviendront plus achalandés; 3. Le port de Montréal en retirera des avantages et se développera davantage; 4. Des milliers de chômeurs pourront obtenir du travail; 5. Le projet va susciter une collaboration nationale et internationale plus étroite et nécessaire.

La canalisation se fera sans nous ou avec nous. Elle se réalisera avec notre concours ou malgré nous. On ne pourra arrêter en Amérique la marche du progrès. Nous ne pouvons empêcher le fleuve de suivre son cours. Le projet se réalisera parce qu'il favorisera le développement économique de toute l'Amérique. La canalisation doit se faire parce qu'elle est nécessaire au progrès économique de notre pays et parce qu'elle correspond aux besoins économiques de l'Amérique. Si elle se fait sans nous, il y a danger qu'elle se fasse contre nous. Si nous nous opposons au projet, il travaillera contre nous.

La province de Québec est le pays le plus riche au monde au point de vue de pouvoirs hydrauliques. D'après les recherches faites par les experts, la Beauharnois peut développer entre 2,000,000 et 2,500,000 chevaux-vapeur, et le canal Lachine, quand il sera développé, pourra produire 1,000,000 à 1,200,000 chevaux-vapeur. On peut conclure que la canalisation nous assurera entre 3,000,000 et 4,000,000 de chevaux-vapeur de plus qu'à l'heure actuelle. De plus, le détournement des eaux du lac Long et de la rivière Ogoki augmenterait le débit du fleuve.

D'après le Dr Hamel, nous pourrions produire l'électricité à raison de \$6 du cheval-vapeur et la

revendre \$10 ou \$12 le cheval-vapeur au prix du gros, et \$25 au prix du détail. Actuellement, le prix de l'électricité nous coûte \$18 le cheval-vapeur en gros, et \$70 en détail.

Tous les présidents du port de Montréal ont été en faveur de la canalisation. Ce qu'il y a de plus important que le problème de la canalisation, c'est la nouvelle annoncée par le premier ministre: l'étatisation de la Beauharnois et la création d'une grande centrale de distribution électrique pour faire concurrence aux trusts de l'électricité. Je n'en suis pas encore revenu!

Je suis un peu habitué aux promesses des chefs politiques, mais je ne m'attendais pas à voir celle-ci se réaliser aussi tôt. Je savais que c'était là un article dans le programme du Parti libéral, mais, M. l'Orateur, j'avoue que je suis devenu un peu sceptique sur les promesses des chefs de partis politiques. J'en ai tant vu de programmes!

Même si cet article avait été mis de côté, ce n'aurait pas été un crime. Aujourd'hui, il semble un peu convenu que les partis ne tiennent pas leurs engagements. Le premier ministre a d'autant plus de mérite de réaliser cette promesse que des chefs de gouvernement avaient oublié leurs engagements sur cette question avec une facilité qui m'a rendu sceptique. Mais le Parti libéral a tenu le sien. Il a donné plus que les plus optimistes ne pouvaient espérer.

Il a fait plus que combler les espérances de ceux qui ont combattu contre le trust de l'électricité et réclamé la concurrence d'État. Le chef du Parti libéral tient sa promesse. J'en félicite le premier ministre et je le remercie en mon nom propre, au nom du Dr Hamel et au nom de tous ceux qui ont combattu, pour employer l'expression du président Roosevelt, le brigandage international des trusts. On se souvient des luttes que nous avons livrées contre les trusts, nous qui étions alors de l'Union nationale, qui voulions le bien du peuple canadien-français, qui avons pris l'engagement, en 1935 et 1936, de créer des centrales électriques sur des points stratégiques.

Nous étions sincères. Nous voulions le bien du peuple. Nous demandions la concurrence de l'État aux trusts sur des points stratégiques. Le mot stratégique veut dire quelque chose. On nous a donné une petite centrale dans l'Abitibi, non pour concurrencer le trust, mais pour fournir l'électricité aux compagnies minières. La montagne en travail avait enfanté une souris! On nous a traités d'"électro-maniaques" dans le temps.

Tout le monde ne peut ne pas penser comme le Dr Hamel, mais c'est un homme droit, un homme loyal et sincère. On l'a injurié, on a cherché à la

ridiculiser. Il est temps de revendiquer l'honneur qui lui revient. Les "électro-maniaques" sont bien vengés aujourd'hui par le Parti libéral en expropriant Beauharnois, et j'espère que cela se poursuivra sur cette voie.

À l'heure actuelle, 50 % de notre blé canadien passe par New York. On lui fait faire un trajet de 800 milles de plus que s'il passait par la province. Il y aurait tout avantage à diriger ce blé dans la voie du Saint-Laurent. Une fois le projet réalisé de Montréal aux Grands Lacs, ce blé sera expédié par notre fleuve. D'où, recrudescence d'activité pour les ports de la province de Québec. Tous les ports du Saint-Laurent en bénéficieraient. Il en sera de même pour le charbon de la Nouvelle-Écosse, actuellement expédié par des ports étrangers. Les gens de l'Est pourraient transporter leurs produits plus facilement. Nos ports prendraient une importance considérable. Ce qui fait la puissance d'un pays, c'est son commerce maritime. Dans l'ensemble, Québec profiterait du développement de la navigation.

À Montréal, il y a une inconnue. Ce qu'il y a de certain, c'est que la canalisation ne peut enlever à Montréal son titre de métropole, car la canalisation ne se fera que sur une profondeur de 25 pieds, ce qui veut dire que les gros paquebots à fort tirant d'eau ne pourront se rendre jusqu'aux Grands Lacs et resteront à Montréal. Quatre-vingt-cinq pour cent du commerce qui se fait par bateau dans la métropole est un commerce d'importation. Il n'y a aucun doute non plus que le développement de la Beauharnois attirera à Montréal et ses districts un nombre incalculable d'industries, multipliant ainsi les profits pour la province et la cité, ce qui compensera aisément le coût du projet. Ce que la ville perdrait, d'un côté, elle le gagnerait amplement de l'autre. La canalisation du Saint-Laurent serait aussi de nature à favoriser le tourisme. C'est un point de vue à considérer.

Le chômage est un autre problème à envisager. Après la guerre, nous aurons une crise suraiguë du chômage. Comme il est à peu près certain que la guerre sera terminée avant la canalisation du Saint-Laurent, on pourra, grâce à cette entreprise, donner du travail à des milliers de chômeurs. D'après Rielle Thomson de l'Université McGill, l'étatisation de la Beauharnois et le développement de Lachine va nous valoir dans la province de 3,000,000 à 4,000,000 de chevaux-vapeur et nous amènera 12,000 industries<sup>3</sup>, qui donneront de l'emploi à 300,000 hommes et placeront \$2,000,000,000 de capitaux, ainsi que \$800,000,000 en salaires.

Je suis nationaliste et j'entends le rester. Mais j'estime que le nationalisme est compatible avec le canadianisme et l'américanisme. Il y a aussi la solidarité nationale et internationale. Même s'il (le projet) ne comportait pas de grands avantages pour nous, comme il en offre, la solidarité internationale nous suffirait pour approuver le projet. Grâce à la canalisation, les producteurs de blé de l'Ouest pourront plus facilement faire concurrence à l'Argentine et à la Russie, car le transport en Europe se fera plus facilement.

Quant à l'argument que le projet de canalisation est nécessaire à la poursuite de notre effort de guerre, j'ai beaucoup d'estime pour M. Roosevelt, mais le président des États-Unis ne m'a pas convaincu. Je ne crois pas que ce sera suffisant pour sacrifier les intérêts de la province de Québec. La guerre sera probablement terminée quand l'entreprise sera réalisée et il sera toujours facile à l'ennemi de faire sauter une écluse. Cet argument est de bonne diplomatie, mais il ne m'impressionne pas.

Je ne vois pas en quoi la canalisation peut favoriser l'établissement des industries étrangères. Cela serait à craindre si nous n'utilisions pas le pouvoir de la Beauharnois, mais le gouvernement montre sa bonne volonté de l'utiliser. Québec n'aura qu'à payer 25 % des \$43,000,000 du coût de l'entreprise, soit la part que la province paie en taxes à Ottawa. Si l'on ajoute le \$8,000,000 octroyé par le fédéral, cela fera un montant d'environ \$50,000,000 sur lequel nous paierons 25 %. Le directeur du *Devoir*, M. Georges Pelletier, prétend que l'entreprise coûtera \$250,000,000. J'ai beaucoup d'estime pour M. Pelletier, mais je ne suis pas prêt à admettre ses chiffres.

Même si le projet devait coûter au Canada \$250,000,000, j'en serais quand même, car ces millions ne nous appauvriront pas. Quand bien même le coût du projet devrait être très élevé, si nous considérons les millions dépensés pour la guerre, c'est une goutte d'eau dans l'océan. Et, au lieu d'avoir dépensé de l'argent pour des œuvres de mort, nous l'aurons dépensé pour des œuvres de vie. Le Canada est endetté et va s'endetter davantage. C'est vrai. Mais, après la guerre, le régime monétaire actuel ne subsistera pas. Quel que soit le système qui prévaudra demain, les millions dépensés dans l'intérêt du peuple n'auront pas été mal employés.

Certaines personnes ont vu dans la réalisation du projet un danger de nous américaniser. Il faudrait d'abord prouver que nous ne sommes pas américanisés. Mais l'américanisation est commencée depuis longtemps chez nous. Et après tout, serait-ce

un si grand mal? Est-ce qu'il y a des inconvénients à ce que nous devenions Américains? Je pose la question sans y répondre. Pour ma part, je me sens autant chez moi à New York ou à Miami qu'à Toronto ou Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. Jusqu'ici, nous avons été solidaires des querelles européennes. Y aurait-il vraiment si grave inconvénient à ce que nous prenions part aux conférences pan-américaines? Je me demande en quoi ce lien avec les États-Unis, pays voisin situé sur le même continent, serait préjudiciable pour notre pays.

On parle également du danger pour notre religion. On dit: "Oui, il y a danger pour la religion, dans un rapprochement avec les États-Unis." Je réponds: Il y a 20,000,000 de catholiques aux États-Unis. Ils sont aussi bons catholiques que nous. La seule différence, c'est qu'ils sont un peu moins jansénistes que nous, peut-être, et c'est tout. Je ne crois pas réellement qu'il y ait lieu de craindre l'américanisation. Le Canada a des droits sur les canaux et il n'y a guère de danger pour l'autonomie canadienne qui existe d'ailleurs assez peu.

Je veux, en conclusion, manifester la joie que j'éprouve de l'étatisation de la Beauharnois. Enfin, nous pouvons espérer dans Québec qu'on va pouvoir maîtriser le trust de l'électricité qui est un brigandage international, comme l'a déclaré le président Roosevelt, par autre chose que des paroles. J'ai confiance que l'on va faire concurrence aux trusts, que l'Hydro pourra faire concurrence d'État à la Montreal Power, et que l'on va combattre non seulement la dictature politique en Europe, mais la dictature économique chez nous, suivant les principes du pape Pie XI, récemment acceptés par M. Churchill, le président Roosevelt et M. Willkie<sup>4</sup>.

Le président Roosevelt, dans presque tous ses discours, revendique les droits du peuple contre les puissants. Il ne perd aucune occasion de combattre la dictature économique. Hier encore, M. Willkie a parlé dans le même sens et a réclamé un ordre social nouveau en faveur des petits. La dictature totalitaire est un fléau, mais la dictature des trusts n'est pas moins dangereuse. J'espère qu'on va exproprier la Beauharnois et qu'on paiera la valeur réelle et pas au-delà. J'espère qu'on lavera tous les scandales qui ont présidé à sa naissance. Il est temps de réclamer les droits des pauvres et des miséreux.

Nous vous remercions M. le premier ministre et nous ne serons pas trop exigeants. Nous sommes devenus plus sages à la suite des déceptions que nous avons eues. Nous ne reviendrons pas demain pour vous demander encore davantage. Le gouvernement

pourra toujours compter sur les véritables nationalistes lorsqu'il s'agira de faire quelque chose pour mettre le trust à la raison. Si le premier ministre continue dans cette voie, s'il nous libère de la dictature économique, et je suis convaincu qu'il continuera, le premier ministre, qui réalisera ce grand projet, pourra compter sur toutes les phalanges nationalistes et passera à l'histoire pour le plus grand premier ministre canadien-français que nous ayons jamais eu. Comme le disait le Dr Hamel, ceux qui ont oublié leurs promesses, ceux qui l'auront combattu, sombreront dans la honte avec la honte qui s'attache à ceux qui trahissent.

(Applaudissements à droite)

**M. Paquette (Labelle):** Le député de Lotbinière (M. Chaloult) est libre de se jeter dans les bras du premier ministre et de lui faire une déclaration d'amour. Le député de Lotbinière nous a déclaré qu'il est devenu bien sage et qu'il avait appris à ne pas trop demander. Dois-je ajouter que s'il est devenu plus sage, il est devenu plus naïf? Il fera bien de se rappeler qu'une promesse faite par un chef de gouvernement n'est pas toujours réalisable, surtout quand il s'agit de son chef actuel. Les premiers ministres ne tiennent pas leurs promesses, même s'ils ont l'air de les tenir.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Parlez-vous par expérience?

**Des députés ministériels:** Ha! Ha! Ha!

**M. Paquette (Labelle):** Les promesses de la Beauharnois ne sont pas réalisées et il le verra. Le député de Lotbinière nous a dit que la canalisation du Saint-Laurent aidera les ports de la province, parce que les barges qui monteront ou descendront le cours du fleuve arrêteront à divers endroits. Me sera-t-il permis de lui faire remarquer que ce n'est pas à voir passer les bateaux qu'une ville devient prospère?

Le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) nous a dit, lui aussi, que le port de Montréal retirera grand profit du projet de canalisation, parce que les bateaux vont s'arrêter en passant. Le privilège de regarder les bateaux qui passent ne donnera pas du travail aux débardeurs de Montréal. Ils se chargeront à Toronto, ce qui placera ainsi ce port dans une meilleure position que ne l'est l'actuelle métropole du Canada. Après l'exécution du projet, Toronto deviendra la métropole du pays parce que Montréal perdra sa suprématie en tant que métropole commerciale du Canada.

Le même député a fait valoir également que les chemins de fer profiteraient de la canalisation du Saint-Laurent par l'augmentation du trafic qui en résulterait. C'est une assez curieuse façon de présenter la question, car chemins de fer et navires partagent le transport des marchandises. Or, on ne voit pas bien comment, si les navires enlèvent une partie du commerce ferroviaire aux chemins de fer, ceux-ci s'en trouveront mieux, puisqu'on amène comme grand argument de la canalisation que le transport maritime sera plus considérable et rapide. Nos chemins de fer enregistrent des déficits de l'ordre de \$125,000,000 par année. Je ne sache pas que le fait de leur enlever de la clientèle va améliorer leur sort.

Le projet est d'une grande envergure et, avant de s'y engager, les promoteurs devront amener des arguments plus sérieux que ceux qu'ils nous ont présentés. Depuis 20 ans, des commissions d'étude nous ont présenté des rapports contradictoires, tant au Canada qu'aux États-Unis. Le projet va causer une perturbation dans nos finances. En 1932, le traité a été passé, mais il n'a pas été ratifié et l'État de New York a présenté une opposition tenace au projet. Ici, dans la province, une résolution contre la canalisation a été proposée en cette Chambre par l'honorable Athanase David et le gouvernement Taschereau a condamné le projet. Or, six ministres actuels du gouvernement ont voté pour la résolution David<sup>5</sup>.

La situation n'a pas changé ces quelques dernières années, alors que partout dans la province on s'opposait au projet de canalisation. J'ai l'impression qu'il y a eu entre temps quelque intervention surnaturelle. Est-ce que, depuis lors, le fleuve Saint-Laurent a changé son cours? Est-ce que le prix des travaux serait devenu moindre? Non. Qu'y a-t-il de changé depuis 1932? Rien, sinon l'opinion du premier ministre à cause de son allégeance politique à Ottawa qui lui est un réflexe de Washington. Ce n'est pas ainsi que l'on sert les intérêts du peuple. On ne peut que trouver étrange l'attitude du premier ministre qui, pendant deux mois, a refusé de discuter la question. Attitude étrange et mystérieuse qui laisse soupçonner quelque combinaison.

Ce projet de canalisation est prématuré et ruineux pour l'économie de la province de Québec. C'est un pas vers l'annexion d'une partie de notre territoire aux États-Unis et un empiètement sur l'autonomie provinciale. La véritable raison du gouvernement, c'est le député de Westmount-Saint-Georges (M. Hyde) qui l'a donnée quand il a déclaré

qu'il ne connaissait rien au projet, mais que, puisque M. King l'avait décidé, il l'approuvait. L'affaire est d'autant plus étrange que le premier ministre n'a pas été invité. S'il l'a été, il a pris bien soin de n'en pas avertir la Chambre qui a tout de même quelque droit à savoir ce qui se passe. Car si le premier ministre peut être le gouvernement, il n'est pas la Chambre.

M. Roosevelt a mis le projet de l'avant. Tous, nous rendons hommage à M. Roosevelt pour l'œuvre magnifique qu'il accomplit. Mais, dans cette affaire de la canalisation du Saint-Laurent, M. Roosevelt agit comme président des États-Unis. Je suis un admirateur de M. Roosevelt, mais ce grand homme d'État sert naturellement les intérêts des États-Unis. C'est son devoir et son droit. Mais il est également du devoir des premiers ministres d'imiter M. Roosevelt, en agissant l'un comme premier ministre du Canada, et l'autre, comme premier ministre de la province de Québec, au lieu de jouer le rôle de remorques.

**Un député:** Il y a certainement quelque chose de changé.

**M. Paquette (Labelle):** Par ce projet de canalisation du Saint-Laurent, Montréal perdra des avantages considérables. Il ne faut pas oublier que, présentement, il se charge à Montréal 100,000,000 de boisseaux de blé. Si le terminus maritime est transporté au fond des Grands Lacs, c'est autant que Montréal perdra. Montréal perdra également des industries, car il ne faut pas oublier que, dans une large mesure, le terminus maritime équivaut au terminus ferroviaire et que de multiples industries et commerces sont greffés au commerce maritime. La canalisation fera perdre à Montréal un grand nombre d'industries qui s'étaient installées là parce que c'était le terminus maritime du Saint-Laurent.

Ce projet nous entraînera vers des complications internationales graves. Le sénateur Ten Eyck, président de la Commission des eaux courantes de New York, a dit que le gouvernement américain devrait s'emparer de la partie sud du fleuve Saint-Laurent comme la frontière géographique américaine. Ce n'est qu'une opinion, sans doute, mais une opinion qui vient d'un homme en vue qui occupe une situation politique et économique importante. Nous nous exposons par ce projet à des tentatives d'américanisation et à des ennuis graves.

Des députés ont laissé entendre que le coût sera peu élevé. L'Engineering Institute of Canada a dit que l'exécution du projet coûterait \$650,000,000. Des ingénieurs américains ont affirmé qu'il en

coûterait \$1,350,000,000; d'autres ont dit qu'il en coûterait \$350,000,000 ou \$550,000,000. Bref, les estimés varient largement. L'expérience nous apprend qu'en ces affaires il faut se méfier des estimés officiels qui sont toujours doublés sinon triplés.

Le Manchester Ship Canal, qui devait coûter \$40,000,000, en a coûté exactement le double; le canal de Suez, estimé à \$30,000,000, en a coûté \$80,000,000; le canal de Panama, qui devait coûter \$160,000,000, en a coûté \$375,000,000; le canal Welland, qui devait coûter \$50,000,000, en a coûté \$131,000,000; le canal de diversion de Chicago, qui devait coûter \$16,000,000, en a coûté \$53,000,000; le chemin de fer Transcontinental, qui devait coûter \$61,415,000, en a coûté \$171,000,000; le Grand Tronc Pacifique, qui devait coûter \$30,000,000, en a coûté \$80,000,000<sup>6</sup>; le chemin de fer jusqu'à Churchill, qui devait coûter \$21,000,000, a coûté \$110,000,000; le pont Jacques-Cartier, qui devait coûter \$10,000,000, en a coûté \$17,000,000; les vastes travaux à Saint-Paul-l'Ermite, qui devaient coûter \$9,000,000, ont coûté \$25,000,000.

Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a parlé de la goutte d'eau de \$250,000,000. Évidemment, je trouve que l'honorable député boit des liqueurs dispendieuses. Mais je puis lui assurer que ce ne seront pas des gouttes d'eau quand le contribuable sera appelé à payer! On cherche de l'argent partout. Ottawa en cherche, Québec en cherche. On taxe, on surtaxe et retaxe impitoyablement. Dans ces conditions, il semble que l'on a mauvaise grâce à parler de la petite goutte de \$250,000,000. Nous avons besoin de notre argent et de tous nos hommes. Et l'on va dépenser des millions et immobiliser dans cette entreprise 40,000 hommes qui pourraient servir leur pays autrement.

Le premier ministre désire à tout prix répondre aux désirs de M. King. Cela l'empêche de voir clairement les intérêts de la province. On parle de l'effort de guerre, on cherche partout de l'argent. Alors, qu'on nous démontre par des raisons sérieuses pourquoi l'on va diverter de l'effort de guerre des millions d'argent et des milliers de techniciens! Le premier ministre a eu des difficultés à faire passer la pilule de la canalisation à ses députés. Il a voulu faire avaler ce projet avec un sirop plus doux et on a présenté le projet de la Beauharnois.

Le premier ministre devrait se rappeler que la première fois qu'un premier ministre a touché à la Beauharnois, il a roulé dans la vallée de l'humiliation et que ce pourrait être alors le second acte du drame. C'est plutôt regrettable, mais je fais la prédiction que

le premier ministre s'engagera dans cette situation désagréable. Ce serait dommage que la même chose lui arrivât car le premier ministre a un si bon sourire en ce moment.

Je propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (M. Langlais), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

6. \$180,000,000, selon *L'Action catholique* du 26 mars 1941, à la page 8.

La séance est levée à 6 heures.

---

## NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Alexis Caron (Hull), selon *Le Canada* du 26 mars 1941, à la page 7.

2. La ratification du traité Webster-Ashburton, en 1842, vient mettre un terme à la dispute frontalière anglo-américaine qui impliquait depuis 1783 le Nouveau-Brunswick et le Maine. Les termes de ce traité, négociés par les représentants britanniques, ont cependant été sévèrement critiqués par les administrateurs canadiens qui jugeaient trop grandes les concessions accordées aux Américains. Quant aux frontières intercoloniales, ce n'est qu'en 1851 que la frontière entre le Canada-Est (le Québec actuel) et le Nouveau-Brunswick est clairement instituée. Il est à noter que l'île Saint-Jean, désignée colonie en 1769, est rebaptisée Île-du-Prince-Édouard, en 1799. De plus, la colonie de l'île du Cap-Breton est réannexée à la Nouvelle-Écosse en 1820.

3. 1,200, selon *La Presse* du 26 mars 1941, à la page 11.

4. Il cite l'encyclique *Quadragesimo Anno*, des paroles de Churchill et le mandement des évêques anglicans, selon *L'Action catholique* du 26 mars 1941, à la page 8.

5. Le premier ministre (l'honorable M. Godbout) ainsi que les honorables M. Côté, M. Rochette, M. Drouin, M. Casgrain, M. Bastien et M. Thisdel, selon *La Presse* du 26 mars 1941, à la page 11.



Séance du mercredi 26 mars 1941

**Présidence de l'honorable B. Bissonnette**

La séance est ouverte à 3 heures.

**Prière.**

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 3 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 3 avril prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces délais.

Le rapport est adopté.

**Loi des  
terres et forêts**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** demande, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi des terres et forêts<sup>1</sup>.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi  
du Barreau**

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** demande, appuyé par le représentant de Bonaventure

(l'honorable M. Côté), la permission de présenter le bill 38 concernant le Barreau.

Le projet de loi a pour effet d'apporter deux amendements à la loi du Barreau: le premier, pour permettre aux femmes d'être admises au Barreau, et le second, pour réduire à sept jours le délai d'appel au conseil général des décisions disciplinaires des conseils de section, et pour préciser la date à compter de laquelle ces décisions deviennent exécutoires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des  
voitures d'hiver**

**M. Renault (Beauce)** demande, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Morin), la permission de présenter le bill 152 modifiant la loi concernant les voitures d'hiver.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)<sup>2</sup>:** Ce projet de loi a pour but d'ajouter le comté de Beauce aux trois comtés dans lesquels la loi concernant les voitures d'hiver permet aux municipalités locales de réglementer elles-mêmes la construction des voitures qui peuvent y être utilisées dans les chemins d'hiver. Dorchester est sur le chemin croche, et la Beauce, sur le chemin droit. Il s'agit de concilier les intérêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**M. Talbot (Chicoutimi):** 1. M. Elzéar Dufour, de Chicoutimi, a-t-il, au cours des années 1927 ou 1928, été nommé garde-chasse par le gouvernement provincial? Dans l'affirmative:

- a. À quel salaire?
- b. Pendant combien de temps a-t-il été en fonction?
- c. A-t-il été destitué?
- d. À quelle date?
- e. Pour quelles raisons?

2. M. Elzéar Dufour de Chicoutimi a-t-il, au cours des années 1929, 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, 1935, agi comme expropriateur à l'emploi du ministère de la Voirie? Dans l'affirmative:

- a. À quelle date a-t-il été nommé?

b. Pendant combien de temps a-t-il occupé ces fonctions?

c. À quel salaire?

d. A-t-il été destitué? remercié?

e. Pour quelles raisons?

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** 1. Oui.

a. \$800 par année.

b. Du 1<sup>er</sup> décembre 1927 au 30 avril 1933.

c. Oui.

d. 30 avril 1933.

e. Pour défaut de se rendre aux instructions du département quant à la production de ses rapports.

2. De 1929 à 1933 inclusivement, M. Elzéar Dufour a réglé certains cas d'expropriation. Il a été remboursé de ses mémoires de frais, mais n'a pas reçu de salaire.

#### Motions de condoléances:

##### **Mineur enseveli à Cap-aux-Meules, enquête sur la cause de la tragédie**

**M. Langlais (Îles-de-la-Madeleine):** Je veux attirer l'attention du gouvernement sur une tragédie qui s'est déroulée dans mon comté. On est à développer une mine de manganèse, et un éboulis s'est produit, avec le résultat qu'un mineur a été enseveli vivant. J'offre à la famille mes sincères condoléances.

Lorsque j'ai été averti de la nouvelle mardi matin, j'en ai notifié le département des Mines à qui j'ai demandé d'envoyer un inspecteur sur les lieux. On m'a renvoyé au département du procureur général. Ce matin, les journaux nous informent que les secours ont été envoyés au malheureux par la province de la Nouvelle-Écosse. J'ai communiqué avec le ministre des Mines dès que j'eus appris la tragédie, mais je suis surpris de constater que les secours sont venus de la Nouvelle-Écosse. Je me demande pourquoi la province de Québec n'a pas les experts nécessaires dans ce domaine pour assurer la protection des mineurs.

Comment se fait-il que la province de Québec ne puisse pas elle-même envoyer l'inspecteur voulu pour empêcher des accidents aussi pénibles? La province devrait avoir sur place des inspecteurs qui pourraient prévenir de tels accidents.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):**

Nous avons été informés immédiatement de l'accident par l'inspecteur du gouvernement qui était sur les lieux. Parce qu'il s'agissait d'un cas de

mortalité, l'affaire a été immédiatement transmise au département du procureur général pour lui demander de s'enquérir des circonstances de la tragédie. Ce département, par l'entremise de Me Léopold Désilets, a donné instructions au coroner des Îles-de-la-Madeleine d'effectuer toutes les recherches nécessaires et de l'aviser de ses conclusions.

J'offre à mon tour ma vive sympathie à la famille de M. Petitpas, qui a trouvé une mort si tragique dans cet accident. Apparemment, un groupe de travailleurs était dans le puits quand les ouvriers ont été prévenus qu'un éboulis allait se produire dans la mine de manganèse que l'on exploite. Tous ont pu se sauver à l'exception de M. Petitpas qui retarda un peu avant de fuir.

Le procureur général a ordonné une enquête. J'ai reçu voilà quelques heures un télégramme de l'inspecteur du gouvernement disant que le cadavre avait été retiré de la mine au cours de la matinée.

#### **Charte de Montréal**

**M. Caron (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** C'est là une autre preuve du désir de coopération de l'opposition qui est toujours prête à reprendre la discussion sur la canalisation et commencer le débat sur le budget provincial.

Adopté. La Chambre se forme en comité plénier.

#### **En comité<sup>3</sup>:**

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 21s de la loi 62 Victoria, chapitre 58, édicté par la loi 11 George V, chapitre 112, cédule B, article 5, est abrogé<sup>4</sup>."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Autrefois, l'on n'exigeait qu'une année de résidence. Est-ce que l'on ne voudrait pas, par hasard, viser le cas d'une personne actuellement détenue<sup>5</sup>?

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Pas du tout.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** On a eu tort de rejeter un des articles du bill qui permettait aux électeurs, lors des élections municipales, de voter pour moins de trois candidats dans une catégorie donnée.

Car il arrive que l'électeur doit donner son vote pour un candidat qu'il désapprouve de tout cœur, s'il ne veut pas que son bulletin soit annulé.

L'article 4 est adopté.

Le comité adopte les articles 5 à 29.

Le comité étudie l'article 30, qui se lit comme suit:

"30. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en y insérant après l'article 363, édicté par la loi 8 George V, chapitre 84, article 33, l'article suivant:

"[[363c. 1. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par les autres articles de la charte déterminer, imposer et prélever, certains droits annuels ou taxes pour le montant qu'il jugera à propos sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, ou en raison d'occupation, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la cité, s'il n'existe pas dans la charte de disposition à cet effet.

"2. Le conseil peut modifier et prélever, sous forme de permis, toute taxe spéciale imposée en vertu du présent article. Cette taxe est alors payable aux dates et conditions que le conseil détermine, et elle ne peut excéder la somme de deux cents dollars par année.

"3. Sans limiter les pouvoirs et l'autorité conférés au conseil par le présent article, le conseil de la cité a autorité pour déterminer dans quelle catégorie ou classe ce commerce doit être imposé.]]"

**M. Caron (Hull):** On va trop loin. D'après moi, on taxe le travail. On donne à la ville le droit de taxer les non-résidents. C'est de nature à élever entre les municipalités des barrières tarifaires en miniature. Je propose un amendement pour faire disparaître du domaine de la taxation projetée "ou en raison d'occupations, les arts, professions, métiers".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La ville de Montréal, par sa charte spéciale, a des pouvoirs extraordinaires de taxation. Maintenant on y ajoute d'autres pouvoirs très étendus.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** Si l'on ne veut pas que Montréal taxe les citoyens étrangers qui viennent faire affaire à Montréal, on devrait édicter que les autres villes étrangères ne pourront imposer lesdites taxes aux citoyens de Montréal. Or, ces taxes ont précisément les pouvoirs de la loi des cités et villes.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** J'approuve l'amendement proposé par le député de Hull. Dans la province, dit-il, aucune municipalité ne devrait avoir droit d'élever des murailles tarifaires.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** On doit au moins donner à Montréal les pouvoirs des autres municipalités. À l'heure présente, on daube le propriétaire, on le taxe et surtaxe au point que la proportion des propriétaires est diminuée à 8 %. Car, devant le flot des taxes foncières, ils s'en vont en dehors de Montréal. On parle toujours de soulager le petit propriétaire, mais on s'arrange pour ne taxer que lui. J'approuve la clause.

**M. Caron (Hull)<sup>6</sup>:** Je retire mon amendement. Cet amendement, explique-t-il, a été discuté et décidé au comité. Un vote a déjà été pris au comité des bills privés. Je ne veux pas que l'on recommence toute la discussion.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Cet article est en toutes lettres dans la loi des cités et villes.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande le vote sur l'article<sup>7</sup>.

L'article 30 est adopté.

Le comité adopte les articles 31 à 53.

Le comité étudie l'article 54, qui se lit comme suit:

"54. La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en y ajoutant, après l'article 536d, les articles suivants:

"[[536e. Si la réclamation est pour dommages à des effets périssables, le réclamant doit donner à la cité avis, par lettre recommandée, qu'il garde ses effets à la disposition de la cité pour examen, pendant les 72 heures suivantes. Il ne peut en disposer sans excuse raisonnable avant l'expiration de ce délai, le tout sous peine de déchéance de son droit d'action.]]"

"[[536f. Si la réclamation est pour dommages causés à une automobile, le réclamant doit également faire tenir, par lettre recommandée, un avis à la cité lui accordant au moins 48 heures pour en faire faire l'examen, les réparations ne pouvant être commencées avant l'expiration de ce délai, le tout sous peine de déchéance de son droit d'action.]]"

"[[536g. Nonobstant toute loi contraire, la cité n'est pas responsable des dommages résultant d'une chute faite par une personne sur toute traverse ou chaussée de rue ou de ruelle, si cette chute est causée par la glace ou la neige.]]"

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous voulons modifier l'article 54 du bill qui dit: "La cité n'est pas responsable des dommages résultant d'une chute faite par une personne sur toute chaussée de rue ou de ruelle, si cette chute est causée par la glace ou la neige". J'ai dit que nous voulions modifier cet article en y ajoutant après le mot ruelle les mots "sauf aux traverses".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Cet article est en contravention avec un principe de droit du Code civil, article 1054. On décrète que si un citoyen est victime d'un accident sur la chaussée, sauf aux traverses, la ville n'est pas responsable. C'est injuste pour l'accidenté et, de plus, c'est une invitation à la négligence de la part de la ville.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** C'est un mauvais principe que l'on veut établir. La ville impose une taxe spéciale pour l'enlèvement de la neige. Or, on veut décréter que si elle n'enlève pas la neige, elle ne sera pas responsable des accidents dus à sa négligence. Cet article est en contradiction avec le Code civil, et je ne crois pas que la Chambre devrait l'adopter.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je m'y oppose fortement. La responsabilité civile est une des bases de notre Code, et on ne devrait pas la mettre de côté à la légère.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** Pour une fois, je m'accorde avec l'honorable chef de l'opposition. Cet article est un accroc au principe de la responsabilité civile. Parce qu'il a pu exister des abus, ce n'est pas une raison pour enlever aux honnêtes gens un droit indiscutable.

**M. Comeau (Montréal-Verdun):** Ce sera une prime à la négligence, et cela entraînera des complications plus grandes qu'auparavant.

**M. Chaloult (Lotbinière):** Je partage l'opinion de mes collègues qui s'opposent à ce sabotage du Code civil. Cet article est nuisible à l'intégrité du droit civil.

**M. Gagnon (Matane):** Il n'y a pas de raison valable de priver les gens d'un droit de recours contre la négligence de la ville. La Législature ne devrait pas sanctionner un principe comme celui contenu dans cet article.

Pourquoi la ville de Montréal, comme d'autres villes, telles Québec, Trois-Rivières, ne prendrait-elle pas de polices d'assurance pour se protéger contre les accidents? Ça ne coûterait pas plus d'un sou par tête de population.

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** C'est toujours un danger de toucher au Code civil qui est vénérable. Si le Code civil est vénérable et était à point il y a cinquante ans pour Montréal, il ne faut pas oublier que, depuis 50 ans, la ville de Montréal a changé.

Elle est devenue une grande ville et il faut protéger les gens par une réglementation mieux observée. Il y a des endroits pour traverser les rues et il est grand temps que les Montréalais réalisent qu'ils ne vivent pas dans un village et qu'ils cessent de traverser les rues de façon dangereuse.

Aujourd'hui, il est devenu nécessaire d'habituer la population à observer les règlements de la circulation. C'est ce que nous voulons faire en limitant la responsabilité de la ville aux accidents survenant aux traverses. D'un autre côté, s'il faut protéger le citoyen contre les accidents, il faut également protéger sa vie.

Il se trouve qu'à Montréal, des gens traversent encore les rues n'importe comment, au détriment de la sécurité publique, comme dans un petit village. En disant que la cité de Montréal ne sera pas responsable des accidents sur la chaussée, sauf aux traverses, nous protégerons la ville, la vie de la population et en même temps le Trésor public. Quand on induit la population à suivre des règlements de circulation, c'est pour la protéger.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Une chose ne cesse pas d'être utile parce qu'elle vieillit. À preuve que le bon sens existe depuis toujours et qu'il reste toujours avec la même valeur.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** Nous allons ajouter à l'article les mots "sauf aux traverses".

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** L'article ne s'applique pas aux trottoirs et aux traverses sur la chaussée. Il s'applique seulement à la chaussée. Il en résultera que si un piéton traverse la rue à des endroits autres que les intersections régulières, il le fait à ses propres risques. Aux traverses, la ville reste responsable de l'entretien de la chaussée au point de vue accidents.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** Alors, si un accident se produit sur le trottoir ou à une traverse, la cité de Montréal est responsable.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** Certainement, oui.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** Alors, très bien.

L'article 54 est adopté<sup>8</sup>.

Le comité adopte les articles 55 à 77.

Le comité étudie l'article 78, qui se lit comme suit:

"78. La Régie des services publics devra, avant le 1<sup>er</sup> octobre 1941, déterminer les tarifs relatifs à la fourniture de l'électricité, présentement requise pour éclairage des rues, avec un système modernisé, pour l'aqueduc et pour les autres services municipaux de la cité.

"La cité devra commencer immédiatement la modernisation de son système d'éclairage des rues et le compléter avant le 1<sup>er</sup> mai 1943.

"Pour assister la cité aux fins de ses travaux de modernisation, elle devra être assurée par le fournisseur d'une réduction minimum de trois cent mille dollars par année, répartie sur douze mois, et ce, pour les exercices 1941-1942 et 1942-1943, et pour les exercices subséquents, pourvu que ces travaux soient complétés dans la période susdite, les travaux fixés par la régie en raison de pareille modernisation; et ceux relatifs aux autres services municipaux, entreront en vigueur, mais devront représenter une réduction minimum de trois cent mille dollars par année sur les taux actuels."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'Union nationale a fait baisser les taux d'électricité montréalais de \$400,000 par année. Elle a fait payer à la ville une somme de \$950,000 en trois ans, le tout sans obliger Montréal à déboursier un sou. Avec ce projet, pour que la compagnie puisse accorder une

réduction dans ses taux, la ville de Montréal devra dépenser plus d'un demi-million pour moderniser non seulement ses services d'éclairage, mais aussi la partie qui appartient la Montreal Light, Heat & Power.

Celle-ci va économiser du courant, des frais considérables dans la transformation du courant et de l'outillage. C'est en somme un cadeau que l'on fait à la compagnie au détriment de Montréal. La compagnie fournira moins d'électricité et fera des profits plus grands encore que présentement. En réalité, les taux ne baisseront pas du tout et en définitive, la compagnie bénéficiera dans cette affaire d'une somme de \$50,000 environ. Sous prétexte d'aider Montréal, on la ruine davantage.

L'article 78 est adopté.

Les articles 79 et 80 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 81, qui se lit comme suit:

"81. Nonobstant les dispositions de la présente loi et de toute autre loi, toute taxe foncière générale ou spéciale, municipale ou scolaire, qui doit être imposée et répartie en raison de la valeur des immeubles sera, chaque année, jusqu'à ce que le total de l'évaluation des biens immeubles imposables, d'après le rôle d'évaluation, ait atteint le chiffre total d'un milliard de dollars, imposée et répartie comme suit, quel que soit le chiffre total de la valeur inscrite au rôle d'évaluation.

"Le directeur des finances devra majorer la valeur des immeubles imposables inscrits au rôle d'évaluation, en proportion de leur valeur respective, d'un montant représentant la différence entre ladite somme d'un milliard de dollars et la valeur totale desdits immeubles inscrits au rôle, majorer du même pourcentage la valeur des immeubles non imposables inscrits au rôle ainsi que la valeur des immeubles qui pourront être ajoutés au rôle au cours de l'année et sur ces valeurs majorées répartir la taxe.

"La taxe ainsi répartie aura les mêmes effets que si elle était répartie sur la valeur inscrite au rôle.

"Le comité exécutif peut, par résolution, avec l'approbation de la Commission municipale de Québec, modifier, s'il y a lieu, quant au taux le ou les règlements fixant le taux de la taxe municipale générale ou spéciale pour l'exercice 1941-1942."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Les gens de Montréal sont en meilleure position que les gens de Québec pour établir la valeur foncière de leurs biens.

C'est la première fois qu'un tel procédé est mis à exécution. Nous ne sommes pas ici compétents pour faire une telle évaluation. Ce système empêchera la construction et constituera un encouragement à la démolition des immeubles pour ne pas être dans l'obligation de payer des taxes.

**M. Leduc (Laval):** Les propriétaires de Montréal sont alarmés. Ce nouveau système d'évaluation équivaut à une augmentation de taxes, et de très importantes. Il vient à l'encontre des principes du Code civil.

Il n'appartient pas à la Législature de fixer les évaluations foncières dans les municipalités. Ce plan constitue un accroc au Code civil et aux droits des gens. Il n'y aura plus maintenant de limites à la taxe foncière.

Il y a quelque chose qui choque dans cet article. Le nouveau système municipal à Montréal ne nous a apporté aucune amélioration, si ce n'est que les taxes ont continué à s'accroître. Le gouvernement devrait nommer un comité d'étude avec mission de trouver, pour la ville de Montréal, une forme de gouvernement qui tiendrait compte de tous les besoins.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ce projet est très nuisible. En soufflant la valeur réelle de la propriété foncière, on apporte une grave perturbation dans les prêts hypothécaires, car on va détruire le marché au détriment de Montréal. Tout cela, pour masquer une augmentation de taxes contre les propriétaires fonciers de Montréal.

On doit craindre que pareille mesure n'ait pour résultat d'entraîner la démolition de nombreuses bâtisses par les propriétaires qui voudront échapper aux surévaluations et surtaxes qui s'ensuivront.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri):** L'évaluation municipale n'est pas toujours juste à Montréal, surtout pour le petit propriétaire, et il est temps que la Législature mette fin à ces injustices. Elle est à la fois arbitraire et illogique. Je suis en faveur de cet article, qui fera réfléchir bien des gens à Montréal, et nous donnera, je l'espère, une évaluation basée sur la valeur réelle de la propriété. Je représente une division ouvrière, une division de petits propriétaires. Leurs propriétés sont évaluées à leur pleine valeur, et certaines propriétés de l'ouest de Montréal ne le sont pas.

**M. Leduc (Laval):** En l'occurrence, il ne s'agit pas de politique, rouge, bleue ou caille, mais

seulement de piastres et de sous. On a imposé par le présent bill de très lourdes charges nouvelles au propriétaire. Ainsi, les réparations à la chaussée, payables auparavant à même le fonds général du revenu, sont maintenant chargées uniquement à la taxe foncière spéciale. On a dit qu'il ne s'agissait que de \$150,000 par an. En réalité, cela va atteindre le million de dollars par année.

Il y a aussi les primes défavorables du change, lorsqu'il s'agit d'emprunts contractés pour exécuter des travaux de pavage. Elles seront désormais chargées à la taxe foncière spéciale, ce qui fera, rien que pour cette année, une taxe nouvelle de \$300,000. La surévaluation a d'abord pour résultat d'augmenter de \$800,000 la taxe scolaire. Si on a besoin de l'augmenter, qu'on le dise donc tout simplement.

**M. Francœur (Montréal-Mercier):** Les évaluations de Montréal sont très mal faites<sup>9</sup>. Pourquoi ne pas aborder le problème carrément? Les raffineries de pétrole sont rassemblées à Montréal-Est et elles ne paient pas grand-chose grâce à cette combinaison. Westmount et Outremont existent et ne peuvent vivre que parce que Montréal leur a fourni les grands services. Mais, au lieu d'aider Montréal, elles s'arrangent pour ne pas faire leur part, par exemple dans le cas de la taxe d'eau.

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** approuve le député de Montréal-Mercier.

**M. Hartt (Montréal-Saint-Louis):** L'article va à l'encontre de tous les grands principes de l'économie politique. C'est de l'inflation qu'on veut faire. S'il est adopté, il transformera Montréal en désert. On veut répéter ce que les Allemands ont fait en 1932.

L'article 81 est adopté<sup>10</sup>.

Les articles 82 à 86, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Caron (Maisonnette)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demandes de documents:****Canalisation  
du Saint-Laurent**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 25 mars, sur la motion du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie mardi le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse, le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Paquette (Labelle):** Le projet du Saint-Laurent est un bloc enfariné qui ne me dit rien qui vaille. Nous allons voir comment le gouvernement va exproprier la Beauharnois. Avant de se prononcer définitivement, l'opposition attendra d'en connaître les tenants et les aboutissants. J'estime cependant que la Beauharnois pourrait bien forcer le premier ministre de la province à rejoindre M. King dans la vallée de l'humiliation.

Je désire attirer l'attention du premier ministre sur une opinion émise par un de ses amis sur l'expropriation de la Beauharnois. Cet ami disait que l'expropriation pourrait bien être organisée par un financier qui détient pour des centaines de mille dollars d'obligations de cette compagnie et que ceux qui ne voient pas anguille sous roche manquent de flair. Cette opinion est signée du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard) et elle date de janvier 1937. Voici ce qu'il écrivait sous sa signature dans son journal, *En Avant*, le 22 janvier 1937, au sujet du projet d'achat de la Beauharnois:

"Ne soyons pas des dupes

"L'expropriation de la Beauharnois est un piège

"La rumeur veut qu'un des plus actifs partisans de cette expropriation soit un des principaux intéressés à la valorisation du capital de cette grande organisation hydroélectrique; ce monsieur, en apparence un des pires ennemis du trust de l'électricité, mais en réalité, un spéculateur voulant se tirer d'un mauvais pas, serait le détenteur

de valeurs se chiffrant dans les sept ou huit cent mille dollars, qu'il aurait transportés aux banques en garantie collatérale. Il est clair que, si le gouvernement décrétait l'expropriation forcée de la compagnie géante, les valeurs de la *Beauharnois* monteraient considérablement de prix.

"Jamais, en effet, le prix consenti par les arbitres pour les exploitations expropriées par un gouvernement quelconque n'a été défavorable aux intérêts privés. Dans notre province, comme un peu partout ailleurs, l'expropriation pour cause d'utilité publique par nos administrations gouvernementales ou municipales est toujours une bénédiction pour les expropriés.

"Il n'est pas étonnant que les spéculateurs, qui sont intéressés à renflouer les valeurs qu'ils détiennent, tâchent d'induire le gouvernement à exproprier les usines, pour sauver leurs placements aventureux. Mais, pour en arriver là, il ne faut pas suivre des chemins droits; il faut passer par des sentiers détournés. On connaît le sentiment du peuple contre les trusts; pour faire réussir le coup, il faut mettre le public sous l'impression que l'expropriation de la *Beauharnois* serait un moyen de punir cette grande corporation pour les méfaits commis par ceux qui l'ont organisée.

"Exproprier la *Beauharnois*, ce serait en réalité aider ceux qui sont porteurs de ses valeurs, à se tirer d'un mauvais pas dans lequel ils se sont placés eux-mêmes par leur propre cupidité, quand ils sont des promoteurs originaires, et par leur propre erreur de jugement s'ils sont des placeurs de fonds, qui ont été étrangers à l'organisation de cette corporation.

"La situation actuelle de la compagnie est désespérante pour le moins; l'avenir qui lui est réservé ne paraît guère encourageant. Que diable le gouvernement irait-il faire dans cette galère? Comme on le voit, la situation de la *Beauharnois* est loin d'être rose et il est étrange que l'on ait suggéré dans de pareilles conditions d'en faire faire l'expropriation par le gouvernement provincial.

"Ceux qui ne se rendent pas compte qu'il y a anguille sous roche manquent évidemment de flair. Si le gouvernement décide d'exproprier la *Beauharnois*, il devra nommer des arbitres. Quand les arbitres auront décidé du prix, le peuple devra le payer, quel qu'il soit.

"Baptiste Canayen, attention à ton gousset! Que ceux qui sont pris dans la *Beauharnois* pour des centaines de mille dollars se débattent comme ils l'entendront; la province ne doit pas se ruiner pour les sauver. On veut de l'énergie électrique pour faire

concurrence; nous en sommes, mais qu'on la produise en utilisant les chutes et le pouvoir qui appartiennent au domaine public. Le cheval-vapeur ne nous coûtera alors que ce qu'il vaut, et nous pourrions vendre le courant à des prix qui rétabliront l'électricité à bon marché, que tout le monde réclame avec tant d'insistance pour faire cesser l'exploitation dont nous avons été jusqu'ici l'objet, particulièrement de la part de ceux qui sont pris au piège de la *Beauharnois*, qu'ils avaient tendu contre les autres.

"(Signé) Damien Bouchard"

Voilà ce que disait un ami du premier ministre, le ministre actuel de la Voirie. Je sais l'admiration que les députés libéraux ont pour l'homme qui est ministre de la Voirie.

(Applaudissements à droite)

Je vois comment, de l'autre côté de la Chambre, on peut faire semblant d'être gai quand on a le cœur en désarroi, que l'on peut faire contre mauvaise fortune bon cœur. Je vois comment l'on peut avaler une couleuvre, ici, à la Législature, même quand on reçoit des ordres qui viennent de l'autre côté de la ligne 45<sup>e</sup>!

**Des députés ministériels protestent.**

**M. Paquette (Labelle):** Montréal est mal prise dans ses affaires et on veut l'étrangler.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Paquette (Labelle):** Je ne veux pas être complice de ceux qui veulent abandonner nos droits sur le Saint-Laurent. Je ne veux pas être complice de ceux qui veulent que Montréal perde son titre de métropole du Canada au bénéfice de Toronto. Je disais hier que les concessions faites par le Canada à ses puissants voisins peuvent nous entraîner bien loin. Un sénateur américain ne vient-il pas de proposer aux États-Unis d'acheter la rive sud du Saint-Laurent?

Le gouvernement devrait voir plus clair dans cette affaire. Au moment même où je parlais, la veille, M. O'Brien, député de Michigan, demandait au gouvernement des États-Unis, à Washington, de s'entendre avec Ottawa pour acheter toute la rive sud du Saint-Laurent. Il y a donc un grave danger et il ne faut pas attendre d'être rôti et dévoré pour s'en apercevoir. On peut rire, mais le fait est qu'il y a danger. Quand on est patriote, il ne faut pas attendre d'être dévoré et rôti pour voir le danger. Que l'on se rappelle que le port de Québec a déjà été sacrifié

pour de mesquines petites questions politiques. Le port de Montréal aura le même sort. Le chef du gouvernement apprendra trop tard qu'un parti qui a peur est voué à sa perte. Ce sera le châtimement du gouvernement actuel de périr pour avoir suivi aveuglément ses amis d'Ottawa sans se soucier des intérêts de la province. Ce sont les politiciens d'Ottawa qui ont porté ce gouvernement au pouvoir et ce sont eux qui seront cause de sa défaite prochaine. Dans l'intérêt du pays, de la province, de ma race, je suis contre ce projet. Que les gouvernements prennent seuls la responsabilité du crime national qui se commet.

(Applaudissements à gauche)

**M. Morin (Québec-Centre):** (Applaudissements)

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Beauce (M. Renault), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est suspendue à 6 heures.

**Reprise de la séance à 9 heures**

**Dépôt de documents:**

**Taxes municipales**

**L'honorable M. Perrier (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 12 mars 1941, relative à la production d'une copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le gouvernement de la province de Québec depuis le 22 juin 1940, inclusivement, jusqu'au 23 février 1941 et se rapportant à la taxe imposée par le gouvernement aux municipalités de la province de Québec, quant à la pension de vieillesse, quant à l'assistance aux mères nécessiteuses et quant à la pension des aveugles, en vertu des chapitres 42, 43 et 44 (4 George VI). (Document de la session no 46)

**Demandes de documents:**

**Canalisation  
du Saint-Laurent**

La Chambre reprend le débat, ajourné ce jour, sur la motion présentée par le représentant de Trois-



Rivières (M. Duplessis), dont elle a été saisie mardi le 28 janvier dernier, proposant qu'il soit présenté à l'honorable lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial de Québec, aucun de leurs membres ou officiers, ainsi que copie de tous arrêtés ministériels adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1930 jusqu'au 3 janvier 1941, et se rapportant à la canalisation du Saint-Laurent et aux projets y relatifs.

**M. Morin (Québec-Centre):** (Longs applaudissements) M. l'Orateur, je dois tout d'abord féliciter ceux de mes collègues qui ont pris part à ce débat, et en particulier l'honorable député de Montmorency (M. Dumoulin) qui faisait son début et a parlé de façon si élégante. À l'entendre, on a constaté rapidement qu'il était déjà aguerri, mais non blasé.

**Des députés rient.**

**M. Morin (Québec-Centre):** Bon sang ne peut mentir, et on sait que le député de Montmorency a de qui tenir. Avec autant de candeur que je puis en posséder à mon âge, je vous avoue, M. l'Orateur, que c'est avec une vive émotion que je me lève pour la première fois en cette Chambre pour adresser la parole.

Le problème de la canalisation du Saint-Laurent peut se ramener à deux objectifs principaux, mais dont l'un, en définitive, ne serait que le corollaire de l'autre. Le premier objectif consiste à améliorer et à développer nos voies d'eau intérieures navigables jusqu'à la tête des Grands Lacs, pour y amener plus facilement le transport maritime canadien jusqu'à l'intérieur du continent. Le second intéresse le développement hydroélectrique au profit des États-Unis, de l'Ontario et du Québec.

Les adversaires du projet prétendent qu'il y aura des conséquences désastreuses pour les deux grands ports maritimes québécois, Montréal et Québec. Montréal est non seulement le plus grand port du Québec, mais aussi du Canada, et le second port de mer en importance de l'Amérique du Nord. Quoique artificiel, il est considéré comme une merveille au point de vue technique et outillage maritime, et il doit en grande partie son importance à sa situation géographique. Trait d'union entre le centre de l'Amérique du Nord et l'océan Atlantique, il est à plus de 1,000 milles de la mer, et à mi-chemin entre

l'embouchure du Saint-Laurent et la tête des Grands Lacs, terminus de la navigation océanique, côtière, intérieure et de celle des Grands Lacs, tout en étant également le point de départ des canaux qui rayonnent jusqu'au centre du pays et du continent.

Il n'est pas un port du continent qui possède de tels avantages réunis, ce qui explique qu'en 1928, plus de 211,000,000 de boisseaux de blé ont été exportés de Montréal, chiffre qui n'a jamais été dépassé par aucun port de mer du continent. Aussi bien, ni la canalisation du Saint-Laurent à 27 pieds, ni Toronto, ni Sault-Sainte-Marie, ni Port-Arthur ne réussiront jamais à enlever à Montréal sa formidable supériorité maritime. Sa qualité de port océanique à eau profonde lui vaut la grosse partie de ses avantages. Montréal peut recevoir en effet des paquebots de 20,000 tonnes.

La canalisation ajoutera à l'importance du port montréalais, car à ses activités maritimes normales et habituelles viendront s'ajouter les activités de ce que les experts maritimes appellent l'escale de ravitaillement. Il faut tenir compte, en question de commerce maritime, de ce qu'on appelle "la journée d'armement" qui sert à déterminer le coût d'opération du transport. Dans le cas de Montréal, le développement du commerce maritime des Grands Lacs entraînera forcément les opérations de ravitaillement et de chargement. Les navires, qui partent des Grands Lacs et y retournent, ont intérêt à se ravitailler à Montréal, au lieu de faire le plein du voyage aller-retour, parce que cela leur permet le transport, en marchandises, de la moitié de ce ravitaillement total. Un navire, qui aurait besoin de 1,200 tonnes de combustible pour le voyage aller-retour des Grands Lacs à Montréal, a intérêt à prendre 600 tonnes pour atteindre Montréal, car cela lui permettra d'emporter 600 tonnes de marchandises de plus pour l'aller. On peut donc prévoir de ce fait un énorme accroissement d'activités de chargement et de ravitaillement pour Montréal.

D'aucuns veulent faire croire que Montréal perdrait sa position de terminus ferroviaire maritime. La chose n'est pas possible, car, à mon avis, la grande majorité des armateurs n'enverront jamais leurs navires à gros tonnage dans les canaux, car la perte de temps serait trop grande, puisque le facteur temps est impérieux dans la computation des frais d'exploitation maritime. Il n'est que sophisme subtil de dire que Montréal serait reléguée au rang de station-service en raison du développement du bassin du Saint-Laurent, et ceux qui essaient de propager cette croyance sont des propagandistes à la solde du trust de l'électricité.

Aussi le capitaine Gillies, de l'Anchor-Donaldson Lines, déclarait-il, en 1932, au comité sénatorial d'Ottawa, que ses navires ne sont pas construits pour la navigation dans les canaux et devraient être tirés par des remorqueurs, et que le navire devrait passer 12 jours dans les eaux intérieures, ce qui signifierait une augmentation de 100 % dans les taux d'assurance. M. Gillies parlait de navires de 8,000 à 10,000 tonnes. La navigation dans les canaux est toujours lente et dangereuse, au point qu'à Panama, pourtant bien outillé, il faut neuf heures pour traverser 40 milles de longueur.

L'Allemagne inaugurerait, en 1896, son canal de Kiel, à 27 pieds, pour le porter à 34 pieds quelques années plus tard. Sur le point de savoir si l'on peut entrevoir la possibilité d'un chenal à eau profonde, il faut toujours se rappeler que la profondeur des canaux du Saint-Laurent sera toujours limitée par la profondeur du chenal navigable entre Québec et Montréal, et je n'entrevois pas la possibilité que les grands transatlantiques puissent aller à Chicago ou à Toronto.

La facilité de transport fluvial apportée à Montréal par la canalisation ne pourra lui enlever 85 % de son trafic maritime individuel ou encore les 15 % qui lui restent du trafic de transit. Dans le moment, une proportion considérable du grain de l'Ouest canadien s'expédie par rail de Port-Arthur à la tête du lac Supérieur, à Vancouver, pour être là réexpédié en Europe via le canal de Panama. De Port-Arthur à Vancouver, il y a une distance de 1,900 milles<sup>11</sup> de chemin de fer, et de Vancouver à Liverpool, via Panama, 8,486 milles marins. De Winnipeg à Liverpool, par la voie du Saint-Laurent, il n'y a que 4,425 milles marins, soit 4,061 milles marins de moins. Le port de Montréal, et incidemment celui de Québec, recevront un surplus de trafic nord-américain parce que c'est la route la plus courte et la moins dispendieuse pour l'Europe.

Sans la moindre nuance de prophétie, je prévois qu'à peu près tout le blé de l'Ouest canadien à destination de l'Europe prendra la route du Saint-Laurent, de préférence à celle de Vancouver et de Panama. Normalement, lorsque la canalisation sera terminée, tous les silos de nos principaux ports intérieurs se rempliront à pleine capacité. Le canal de Panama a provoqué un développement considérable dans tous les États américains de la côte du Pacifique, et démontre que le transport par eau joue un rôle de premier plan dans l'économie d'un pays.

Me voici rendu au port de Québec, M. l'Orateur, un beau port naturel, à eau profonde, avec une rade superbe qui semble plus intéresser le

touriste sur la terrasse que les navires et leurs armateurs. L'un des plus beaux ports naturels au monde, il n'y a pas à dire. Et pourtant, n'était la petite navigation du cabotage, ce serait un port quasi désert. La canalisation du Saint-Laurent tuera le port de Québec, dit-on. Mais depuis quand assassine-t-on un cadavre, M. l'Orateur? Le port de Québec est décédé à peu près en même temps que la navigation à voile. Plusieurs de nos corps publics, que je préfère ne pas nommer, n'ont pas encore voulu se rendre à l'évidence et continuent à pratiquer la respiration artificielle sur son cadavre et à lui offrir des pilules roses dès que, par hasard, au début, au milieu ou à la fin d'une guerre mondiale, il donne le moindre signe de vie.

Le port de Québec ne deviendra un grand port que par la force des choses. Ceci arrivera peut-être plus vite que nous croyons, mais certes pas plus vite que nous le souhaitons. Dans toute chose vile, il y a quelque chose de bien pour quelqu'un. La guerre moderne fera peut-être pour le port de Québec ce que la paix n'a pu faire. À la prochaine guerre, et il y en aura encore des dictateurs et des guerres mondiales ou quasi mondiales, le port de Québec sera le grand port naval intérieur de l'Est du Canada et l'un des ports les plus importants de toute l'Amérique du Nord, au point de vue stratégie navale.

Il sera alors doté de chantiers maritimes de construction navale qui ne céderont en rien aux chantiers américains ou européens de ce temps-là. Québec avait un port très achalandé à l'époque des navires à voile parce qu'il s'appuyait sur des industries. Ces industries ayant disparu ou déménagé, Québec ne pouvait que devenir ce qu'il est aujourd'hui: un port de cabotage. Si le port de Québec, lors de la disparition de la voile des mers, se fût trouvé à 180 milles plus à l'ouest et le port de Montréal à 180 milles plus à l'est, les choses seraient peut-être les mêmes qu'aujourd'hui, mais en sens inverse. Mieux eût valu pour Québec avoir la marée basse avec une position géographique favorable que d'avoir la marée haute avec une position géographique quelque peu défavorable au point de vue transport maritime.

La réserve de potentiel d'énergie électrique qui proviendra de la canalisation du Saint-Laurent permettra peut-être à de nombreuses industries de s'établir ici ou dans la banlieue, et alors le port de Québec, déjà partiellement ranimé par les constructions navales et leurs industries immédiatement connexes, retrouvera son activité d'autrefois, et ses débardeurs qui comptent parmi les meilleurs du monde, ne dépendront peut-être plus

des secours directs pour s'hiberner. Depuis que le port de Québec est administré d'Ottawa par une commission fédérale, il s'est enlisé davantage dans la torpeur, dirait-on. Car en quoi une commission peut-elle être utile dans l'organisation et l'administration de telles entreprises, un port de mer par surcroît? Bacon disait que si Dieu avait confié la création du monde à une commission, le monde serait encore dans le chaos, la terre et l'eau ne seraient pas encore séparées de la terre.

**Des députés** rient et applaudissent.

**M. Morin (Québec-Centre):** Certains peuvent trouver mon tableau du port de Québec sombre, M. l'Orateur, mais quand on peut semer des chrysanthèmes et des renoncules sur les terre-pleins d'un port, il faudrait être doué d'une imagination pour le moins "Jules-Vernique" pour célébrer ses activités maritimes<sup>12</sup>.

À l'argument que la canalisation nuira aux chemins de fer, je réponds que la concurrence leur vient actuellement des camions et des autocars. L'État ne peut guère intervenir que pour coordonner le transport ferroviaire avec celui de l'automobile. Quant à la navigation, elle n'a jamais ruiné les chemins de fer. Lord Shaughnessy, ancien président du Canadien Pacifique, disait: "Ce qui bénéficie à l'ensemble du peuple bénéficie en même temps aux chemins de fer".

En 1932, la part du Canada, en chiffres approximatifs, était fixée à \$38,000,000 pour terminer le projet de canalisation, qui comprenait deux étapes<sup>13</sup>. Le projet de 1941 comprend une seule étape, ce qui représente une économie approximative de \$25,000,000, économie qui s'appliquera dans la proportion d'à peu près  $\frac{3}{8}$  à la production de la force motrice et  $\frac{3}{8}$  à la navigation.

On ne peut faire de comparaison entre les travaux faits à Panama et ceux qu'on fera sur le Saint-Laurent. Avant le premier coup de pelle, des millions furent dépensés pour l'assainissement des marécages de Panama et la lutte sans merci au paludisme sous toutes ses formes. Des éboulis compliquèrent encore le travail. Malgré toutes les difficultés, le coût du canal en pleine jungle équatoriale n'a coûté que \$223,000,000.

La canalisation du Saint-Laurent assurerait au Canada l'ère nouvelle prédite par le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain). Je remercie le premier ministre de l'initiative qu'il a prise au sujet de la Beauharnois. En homme d'État et en homme d'action qu'il est, et ce n'est pas peu dire dans notre

province, je sais que le premier ministre continuera l'œuvre commencée jusqu'à sa parfaite réalisation. Et pour exprimer au premier ministre et aux membres de son cabinet toute ma gratitude personnelle, celle des électeurs de la province et de mes électeurs, je me servirai de l'expression en usage dans la marine royale et la marine américaine, deux institutions où les superlatifs sont bannis, dans cette simple expression: "Well done sire!"

Excusez-moi, M. l'Orateur, d'avoir été aussi long dans mes remarques. Je vous remercie de votre inaltérable indulgence à mon égard. Et pour terminer, permettez-moi de dire avec toute la franchise dont je suis capable, et ce n'est pas une franchise de commande, croyez-moi, permettez-moi de dire jusqu'à quel point je suis heureux de voir deux grands pays qui me sont chers s'entendre mutuellement au point de vouloir réaliser ensemble une œuvre matérielle commune, qui ne sera que le prélude d'une plus entière compréhension et d'une coopération spirituelle; deux grands pays, le Canada que j'aime du plus profond de mon âme, et les États-Unis, où j'ai vu le jour, dans la marine et l'armée desquels j'ai servi comme matelot et comme soldat, et que j'aime encore de tout mon cœur.

(Longs applaudissements)

**M. Bégin (Dorchester):** Mon honorable ami de Québec-Centre a dit que les bateaux ne dépasseront pas le port de Montréal. Tout le monde sait que ce serait du gaspillage que de faire arrêter les bateaux à Québec ou à Montréal à cause des frais d'amarrage. Il est un fait reconnu, c'est que 90 % des navires qui se rendent actuellement à Montréal pourront aller plus loin lorsque la canalisation sera faite, parce qu'ils n'ont pas un tirant d'eau de plus de 25 pieds. Il y a tout lieu de croire que la plupart dépasseront Montréal sans s'y arrêter. Si l'on veut que la canalisation soit utile, il faudra que les navires se rendent plus loin que le port de Montréal. S'ils ne le font pas, la réalisation du projet de canalisation aura été une dépense inutile.

On a, dans les discours précédents, cité de nombreuses autorités, de nombreux témoignages. Pour ma part, je veux citer les déclarations que faisait en 1928 l'honorable Lucien Cannon, solliciteur général dans le cabinet King, dans une conférence au Jeune Barreau. M. Cannon<sup>14</sup> disait alors qu'il était évident que la navigation avait tendance à remonter davantage à l'intérieur des terres. En conséquence, l'activité du port de Montréal diminuerait au bénéfice des ports de Chicago et de Toronto. Il disait aussi que c'étaient

les fermiers de l'Ouest américain qui voulaient un nouveau débouché pour leurs produits et qu'il n'était pas juste que la province de Québec et le Canada paient pour le leur assurer.

Au sujet du développement hydroélectrique, M. Cannon disait que ce serait créer un surplus d'énergie électrique qui ne pourrait être utilisé immédiatement au Canada et qu'il y aurait danger qu'on soit tenté d'exporter le surplus de cette énergie électrique outre-frontières, quand notre intérêt nous commande une politique d'embargo sévère sur l'exportation d'énergie électrique.

M. Cannon disait encore que les adversaires de la canalisation entrevoyaient le danger d'annexion aux États-Unis et de nombreuses causes de conflit entre les deux pays. Ce serait nous mettre dans une situation semblable à celle de Panama et de l'Égypte, où les Américains et les Anglais et les Français sont les maîtres respectifs.

Ce n'est pas dans mon intention d'entrer dans tous les détails, mais je veux d'abord attirer l'attention de la Chambre sur les clauses 11 et 12 de l'accord actuel. Québec, d'après l'entente, doit recevoir un octroi de \$7,972,000 s'il décide d'étatiser la Beauharnois. Je tiens à souligner que nous recevons un traitement différent de l'Ontario. Nos amis de la droite prétendent qu'il s'agit d'un cadeau formidable. Cependant, il ressort de tout cela que la province d'Ontario, qui n'aura aucuns travaux à exécuter, paiera pour sa part un montant de \$64,000,000.

Cette province sait, avant que rien ne soit commencé, ce qu'il lui en coûtera pour la canalisation du Saint-Laurent. L'entente intervenue entre Ottawa et l'Ontario prévoit aussi que la province d'Ontario paiera sa contribution par annuités. Elle se sauvera ainsi des intérêts et, de ce chef même, c'est pour elle une économie de \$23,850,000.

Si nous revenons à la province de Québec, nous savons exactement ce que coûtera le projet du Saint-Laurent. M. Olivier Lefebvre, ingénieur, estimait le coût des travaux pour la section nationale<sup>15</sup> à \$200,000,000 en 1928. Il faut en déduire, parce qu'il n'y a pas d'entente entre Québec et Ottawa, que tous les travaux exécutés dans la section provinciale seront payés par la province.

Il nous faut soustraire cependant le coût de l'entreprise de la Beauharnois, qui a été réalisée depuis que cet estimé a été fait. L'Ontario recevra d'Ottawa \$23,000,000 alors que Québec n'en recevra que \$8,000,000. Et encore faudra-t-il que Québec exproprie la Beauharnois. Comme on a déjà dépensé

\$100,000,000 à Beauharnois, je présume qu'il y a tout lieu de croire que l'entreprise coûtera un autre \$100,000,000 à la province.

Vous me permettrez, M. l'Orateur, de me surprendre du changement du député de Lotbinière (M. Chaloult). Il a passé dans le transformateur gouvernemental. De son voyage, que nous avons connu, il est devenu simple chandelle. Je suis surpris de constater l'attitude qu'il a prise. Depuis qu'il est entré dans la centrale gouvernementale, on peut dire qu'il a manqué de lumière.

Puisqu'on a parlé de la Beauharnois, vous me pardonneriez de rappeler une petite aventure personnelle. En 1928, je m'étais imaginé, avec deux ou trois autres personnes, qu'il y avait lieu de développer les pouvoirs du comté de Dorchester en créant une centrale électrique très modeste pour fournir l'éclairage à la population des villages de mon comté. Après avoir lutté durant deux ans et être venus plaider notre cause devant la Commission des services publics, nous avons dû abandonner notre projet parce que la Shawinigan était plus forte que nous.

Au même moment, la Beauharnois obtenait ses franchises et toutes les autorisations nécessaires pour procéder. Pendant que je travaillais ici, la Beauharnois venait ici et se faisait concéder des pouvoirs. Elle se rendait ensuite à Ottawa où elle obtenait le droit de creuser le fleuve. C'est cette compagnie que l'on veut exproprier. D'ailleurs, cette Beauharnois, c'est l'enfant du parti d'en face. C'est une œuvre du Parti libéral. C'est au Parlement, ici, en 1928, qu'elle a originé. Qu'avons-nous obtenu d'elle en retour? Elle a commencé ses opérations et, quelques années plus tard, elle faisait le sujet d'une enquête, dont j'ai ici le rapport...

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer que l'honorable député n'a pas le droit d'entrer dans aucun détail de l'enquête de la Beauharnois dont il vient de parler dans le moment. Il doit s'en tenir à la motion qui est devant cette Chambre, soit celle de la canalisation.

**M. Bégin (Dorchester):** Je crois qu'il m'est permis de réfuter les arguments formulés ici par les députés de la droite sur cette question de la Beauharnois. Cette compagnie a fait le sujet d'une enquête et nous allons faire une rapide revue de ce qui s'est passé.

**M. l'Orateur:** Je ne crois pas qu'on puisse entrer dans les détails de l'enquête.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mais tous les ministériels en ont parlé de la Beauharnois! J'ai fait une motion sur la canalisation du Saint-Laurent et le premier ministre a fait annoncer par le député de Montmorency (M. Dumoulin), en plus de dire dans une déclaration aux journalistes, que le gouvernement va étatiser la Beauharnois.

Je soumets, M. l'Orateur, que nous avons le droit de répondre parce que les auteurs de la Beauharnois ont plongé le Parti libéral dans la vallée de l'humiliation.

Nous avons le droit de prouver que la population ne peut pas avoir confiance dans les promesses de ceux qui appartiennent au parti qui est allé se promener dans la vallée de l'humiliation à cause de la Beauharnois.

Nous avons le droit de montrer que ceux qui ont créé la Beauharnois ne peuvent l'étatiser et qu'ils n'inspirent pas confiance quand ils nous promettent de réparer le mal actuel! On ne peut avoir confiance dans la parole de ceux qui ont créé le mal et qui veulent aujourd'hui le guérir.

**M. l'Orateur:** Nous n'avons pas à discuter le rapport de l'enquête sur la Beauharnois parce qu'il n'y a rien devant la Chambre qui permette la discussion de l'enquête de la Beauharnois.

**M. Bégin (Dorchester):** J'ai le droit de dire au gouvernement de prendre garde de faire un mauvais marché. Je ne tiens pas à lire tout le rapport, mais je tiendrais à en citer des extraits. Mon argumentation, puisque la province doit exproprier la Beauharnois, tend à démontrer que nous ne devons pas payer pour des pots-de-vin ou autre chose. J'ai le droit de conseiller au gouvernement de soustraire de la somme qu'il paiera à la compagnie, les argentés donnés à trois amis...

**M. l'Orateur:** À l'ordre, à l'ordre! Les règlements de la Chambre ne permettent pas d'élargir le cadre du débat pour parler de cette enquête.

**M. Bégin (Dorchester):** Je ne veux pas lire le rapport de l'enquête. Je veux simplement donner un aperçu historique des activités de cette compagnie et prévenir le gouvernement que, s'il veut acheter cette entreprise, il devra prendre certaines mesures pour ne pas payer un prix exorbitant. Il devra, par exemple, soustraire de la capitalisation de la compagnie l'argent donné à trois individus pour obtenir une certaine influence auprès de certains membres du Parlement fédéral.

**M. l'Orateur:** Le député de Dorchester n'a pas le droit de parler du rapport de la Beauharnois. Ce n'est pas dans les cadres du débat.

**M. Bégin (Dorchester):** Je ne cite pas le rapport. Il me semble que j'ai le droit de donner certains petits conseils au gouvernement.

**M. Gagnon (Matane):** M. l'Orateur, tous les autres orateurs ont parlé de la Beauharnois. J'estime que nous avons droit aux mêmes faveurs que nos amis de la droite.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La motion que j'ai présentée parle de la "canalisation et de tous les projets y relatifs". Tous les orateurs ont parlé des deux aspects de la question: celui de l'hydroélectrique et celui de la canalisation.

**L'honorable M. Bastien (Berthier):** M. l'Orateur, le chef de l'opposition n'a pas le droit de parler deux fois sur le même point d'ordre!

**M. l'Orateur:** Je tiens à dire à l'honorable député de Matane que je ne suis pas ici pour accorder des faveurs à personne en particulier, mais pour faire respecter les droits des députés et les règlements de la Chambre par exemple. Il y a des droits et je suis ici pour les accorder. Quant au chef de l'opposition, il sait mieux qu'un autre qu'il a toujours eu le privilège d'émettre ses opinions politiques. Pour le moment, étant donnés les cadres restreints du débat, on doit s'en tenir aux arguments pour ou contre l'étatisation. Je maintiens ma décision.

**M. Gagnon (Matane):** Nous verrons avant longtemps de quel côté de cette Chambre se trouvent les véritables amis des trusts!

**M. Bégin (Dorchester):** Je disais donc que je m'oppose à l'étatisation de cette compagnie parce qu'elle a plus de \$30,000,000 de capital mouillé. L'enquête a démontré que des pots-de-vin et des "cadeaux" ont été payés à W. L. McDougall à M. W. L. McDougall<sup>16</sup> et à certains sénateurs...

**M. l'Orateur:** À l'ordre! L'honorable député n'a pas le droit de revenir sur les détails de l'enquête!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a dit que l'étatisation de la Beauharnois et le rachat des promesses du Parti

libéral conféraient au premier ministre le titre de sauveur de la province...

(Longs applaudissements à droite)

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition aurait pu l'être s'il l'avait voulu!

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** recommence et, une fois de plus, au mot "sauveur", il est de nouveau interrompu.

**Des députés ministériels** saluent leur chef avec un enthousiasme exubérant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Sommes-nous obligés d'accepter cette déclaration?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Certainement!  
(Rires)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** N'avons-nous pas le droit de répondre à cela?

**M. l'Orateur:** Certainement que vous avez le droit.

**M. Bégin (Dorchester):** Je suis opposé à l'achat de la Beauharnois au prix actuel parce que l'on a fait à son sujet des dépenses mal à propos.

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Gagnon (Matane):** Le premier ministre a dit lui-même que ceux qui étaient contre la canalisation étaient inspirés par les trusts.

**M. Bégin (Dorchester):** Nous serions portés à croire, devant toutes ces interruptions, que la droite a peur des arguments que nous pourrions apporter contre le projet.

**M. l'Orateur:** La motion sur laquelle nous discutons a trait à la correspondance échangée entre le 1<sup>er</sup> janvier 1930 et le 3 janvier 1941.

À la rigueur, nous devrions rester dans ces limites. J'ai cru que la Chambre était unanime pour que nous parlions de tout ce qui s'est passé depuis le 3 janvier 1941. C'est ce qui se rattache à la question principale.

Mais si on veut discuter sur l'enquête de la Beauharnois, on va au-delà de la motion et on ne

peut le faire que si la Chambre est unanime. Est-ce le désir de la Chambre d'élargir les cadres du débat?

**Des voix:** Non! Non!

**M. Bégin (Dorchester):** Je crois avoir compris, M. l'Orateur, que vous m'avez permis de donner mes raisons contre l'étatisation de la Beauharnois. C'est ce que j'essayais de faire. Je me verrai donc forcé d'abandonner le projet que j'avais d'essayer de convaincre le gouvernement qu'il ferait un mauvais marché en achetant la Beauharnois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)<sup>17</sup>:** Continuez votre discours! Nous verrons bien s'il y a encore ici la liberté de parole!

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** M. l'Orateur, je tiens à enregistrer ma protestation contre les paroles que le chef de l'opposition vient de prononcer!

**M. l'Orateur:** Je dois dire au député de Kamouraska-Rivière-du-Loup que je n'ai pas entendu la déclaration de l'honorable chef de l'opposition.

**M. Bégin (Dorchester):** Ce n'était pas mon intention de soulever une tempête en cette Chambre. Je voulais simplement expliquer pourquoi je suis opposé à l'étatisation de la Beauharnois. Cette expropriation constitue un mauvais marché pour la province de Québec. L'actif de cette compagnie est d'environ \$106,000,000, montant exagéré pour le pouvoir qu'elle produit. Je ne serais pas contre l'étatisation parce que c'est nous qui l'avons commencée au Témiscamingue.

**M. l'Orateur:** Ce n'est pas l'objet de la discussion. Qu'on discute le principe de l'étatisation, soit. Mais si l'on veut parler du montant à payer, il n'y a absolument rien devant cette Chambre qui motive cette discussion.

(Rires à droite)

**M. Bégin (Dorchester):** Le député de Lotbinière (M. Chaloult) a parlé du capital mouillé de cette compagnie. Il a dit qu'il espérait que la Beauharnois serait achetée d'après son capital réel. Je ne serais pas opposé à l'étatisation d'autres entreprises que la Beauharnois, car le gouvernement de l'Union nationale a été le premier à créer une centrale d'État dans la province. Je suis opposé à l'expropriation de la Beauharnois parce que le capital

de cette compagnie représente une quantité de dépenses faites mal à propos, parce que les fonds de la compagnie ont servi à tout autre chose qu'à la construction de barrages...

**M. l'Orateur:** Il faut vous en tenir aux termes de l'accord et dire, par exemple, les raisons pour lesquelles, d'après vous, le montant de \$8,000,000 promis par le gouvernement fédéral n'est pas suffisant.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Ces \$8,000,000 ont été promis à la condition expresse que le gouvernement étatisa la Beauharnois.

**M. Bégin (Dorchester):** Je reste bien perplexe en entendant les députés de la droite parler d'étatisation. Je tiens à dire que j'ai pris avec un grain de sel les déclarations de la droite. Dans sa lettre au premier ministre de la province de Québec, M. King déclare que l'étatisation ne pourra être faite avant la fin des travaux de canalisation. Le livre blanc déposé à la Chambre des communes indique aussi que l'étatisation ne pourra se faire avant la fin des travaux de canalisation, c'est-à-dire en 1948 ou 1949. Et le gouvernement annonce tout de suite qu'il va étatiser.

Dans ces conditions, j'ai bien peur que ce soit là un immense camouflage ou un "scheme". Le député de Lotbinière (M. Chaloult) va attendre plus longtemps avec le gouvernement actuel qu'il n'aurait attendu avec nous! D'ailleurs, les chefs libéraux se sont toujours prononcés contre l'étatisation. Voici le discours que prononçait le premier ministre actuel à Saint-Adalbert, comté de l'Islet, en novembre 1935:

"Dans ce domaine, il y a des compagnies qui peuvent faire des profits exagérés, mais, le premier en Chambre, j'ai demandé une réduction des taux de la diminution des bénéfices des compagnies. Nos adversaires veulent la municipalisation. Je suis contre la municipalisation dans nos campagnes, parce que jamais on n'aura tendu meilleur piège aux cultivateurs. Qui consentira à distribuer l'électricité en dehors des villes? Qui va y trouver des bénéfices ailleurs que dans la grande consommation des villes? Comme représentant de la classe agricole, je suis contre la municipalisation, et voici pourquoi: qui aurait envoyé l'électricité à Saint-Pamphile, sans l'organisation d'une compagnie qui fait des profits ailleurs, dans les grands centres?

"Aucune compagnie ne pourrait en retirer des bénéfices avant cinquante ans, et les cultivateurs ont déjà perdu assez d'argent. Une compagnie qui opère dans les grands centres où elle réalise des profits peut

installer un système dans les campagnes. Comme représentant de la classe agricole, je suis opposé à l'étatisation et à la municipalisation."

Comment alors avoir confiance en ses déclarations? Comment expliquer la volte-face du premier ministre et du ministre de la Voirie (l'honorable M. Bouchard), si ce n'est qu'il y a quelque chose de caché dans toute cette affaire? Le gouvernement ferait mieux d'installer sa propre usine à côté de celle de la Beauharnois! Il ne serait pas alors obligé de payer pour tout le coulage qui s'est fait dans cette compagnie. Si la province doit exproprier la Beauharnois, nous ne devrions pas payer pour les pots-de-vin passés. L'affaire que l'on propose aujourd'hui semble être une affaire de camouflage et un "scheme" monumental.

**M. l'Orateur:** À l'ordre! L'honorable député est hors d'ordre.

**M. Bégin (Dorchester)** continue à parler sans s'occuper du rappel à l'ordre de l'Orateur.

**M. l'Orateur:** Je blâme l'honorable député d'avoir retardé à répondre au rappel à l'ordre de l'Orateur et de ne pas respecter ma décision!

**M. Bégin (Dorchester):** Le projet du gouvernement constitue un danger. Le trust de l'électricité n'a pas peur de l'étatisation de la Beauharnois parce qu'il sait qu'elle ne peut se faire avant 1949. Les compagnies d'électricité n'auront pas à souffrir du changement et, par conséquent, les taux ne seront pas diminués.

**M. Caron (Hull):** Je propose, appuyé par le représentant de Pontiac (M. Lawn), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

La séance est levée à 10 h 55.

## NOTES

1. La loi permettra au ministre d'établir des réserves cantonales là où l'intérêt public l'exige. La réserve cantonale est une réserve forestière qui assure du

bois à perpétuité à une localité, la loi stipulant que la coupe doit être équivalente à la croissance annuelle. Un gardien sera nommé pour chaque réserve. C'est lui qui émettra les permis pour couper du bois de construction, pour les besoins personnels des colons et des cultivateurs. La loi permettra aussi au ministère de donner aux colons ou aux cultivateurs un permis de couper 15 cordes de bois de pulpe chacun, avec la réserve que ce permis ne sera accordé que si la quantité de bois de construction coupée n'a pas atteint la croissance annuelle. Les modalités d'acquisition des réserves cantonales s'appliqueront aux colonies forestières qui pourront y être établies, colonies semblables à celle de Grande-Vallée, comté de Gaspé-Nord, selon *La Presse* du 27 mars 1941, à la page 8.

2. L'honorable M. Godbout explique la loi en l'absence de M. Renault.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Valmore Bienvenue (Bellechasse), selon *Le Canada* du 27 mars 1941, à la page 9.

4. L'ancien article du bill, disait ceci: "S'il n'est électeur municipal depuis trois ans et, pour la charge de maire, s'il ne réside dans la cité depuis au moins trois ans et, pour la charge de conseiller, s'il ne réside depuis au moins deux ans dans la cité ou dans l'une des municipalités sous le contrôle de la Commission métropolitaine de Montréal; ces deux dernières conditions devant entrer en vigueur à compter des élections générales municipales de 1942; [...]."

5. Il s'agit de Camillien Houde (1889-1958), élu député indépendant de la circonscription de Montréal-Sainte-Marie de 1939 à 1944. Chef du Parti conservateur (1929-1932), il fut aussi maire de Montréal de 1928 à 1932, de 1934 à 1936, de 1938 à 1940 et de 1944 à 1954. Arrêté le 5 août 1940 en raison de son opposition à la conscription, il fut interné dans un camp en Ontario jusqu'à sa libération, le 16 août 1944.

6. Le député de Hull était resté longuement en conversation avec le premier ministre pendant la discussion, selon *La Presse* du 27 mars 1941, à la page 29.

7. MM. Hartt, Caron, Bullock et Comeau ont voté contre, selon *La Presse* du 27 mars 1941, à la page 29.

8. Seul M. Bullock, qui s'était prononcé contre l'article, vote contre. M. Chaloult reste assis mais les autres votent pour l'article, selon *La Presse* du 27 mars 1941, à la page 29.

9. Il cite plusieurs cas pour prouver ses dires, selon *La Presse* du 27 mars 1941, à la page 29.

10. Quatre députés libéraux votèrent contre cet article: MM. Leduc, Caron, Francoeur et Hartt, selon *La Presse*, du 27 mars 1941, à la page 29.

11. 900 milles, selon *La Presse* du 27 mars 1941, à la page 29.

12. Selon *Le Canada* du 27 mars 1941, à la page 9, le député de Québec-Centre est persuadé que la réserve de potentiel d'énergie électrique qui proviendra de la canalisation permettra à de nombreuses industries de s'établir à Québec.

13. Il cite les chiffres de l'Engineering Institute. Voir *Le Canada* du 27 mars 1941, à la page 9.

14. Lucien Cannon (1887-1950). Député libéral de Dorchester à l'Assemblée législative (1913-1917). Député libéral de la circonscription fédérale de Dorchester (1917-1926). Solliciteur général du Canada dans le cabinet King (1926-1930). Réélu dans Portneuf à l'élection fédérale de 1935, son siège devint vacant lorsqu'il fut nommé juge à la Cour supérieure, le 15 janvier 1936. Promu juge à la Cour de l'amirauté de Québec, le 18 octobre 1938.

15. La section québécoise.

16. Ancien sénateur et président de la Commission du port de Montréal, selon *The Gazette* du 27 mars 1941, à la page 10.

17. Le chef de l'opposition était tourné du côté du député de Dorchester (M. Bégin) et parlait à haute voix, selon *Le Soleil* du 27 mars 1941, à la page 12.



## Séance du jeudi 27 mars 1941

## Présidence de l'honorable B. Bissonnette

La séance est ouverte à 3 heures.

## Prière.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Dumoulin (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 128 modifiant la charte de la cité de Lachine.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé en retranchant, après les mots "aux fins," dans la quinzième ligne, tous les mots jusqu'aux mots "de permettre", dans la dix-huitième ligne, et les mots "d'autoriser la cité à imposer une taxe sur les bicyclettes", dans l'avant-dernière ligne.

Le comité fait, de plus, rapport que les promoteurs du bill 135 modifiant la charte de la ville de Montréal-Est ont demandé la permission de retirer leur bill et que le comité recommande à la Chambre d'accéder à leur demande.

Le rapport est adopté.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 131 concernant la succession de dame A.-C. Aubert de Gaspé, veuve de G. de Beaujeu.

Le préambule de ce bill a aussi été amendé.

## Travaux de la Chambre:

Comité permanent  
des bills privés

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, par dérogation

à l'article 344 du Règlement, le comité permanent des bills privés en général soit autorisé à siéger demain matin, de dix heures et demie à une heure.

Adopté.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

## CONSEIL LÉGISLATIF

Ce 27 mars 1941

*Ordonné:* Que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill 28 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1941 et pour d'autres fins, et informe cette Chambre que le Conseil législatif l'a voté sans amendement.

## Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme, huissier à la verge noire. Ledit message est lu comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

## Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 13 modifiant la loi des produits laitiers;
- bill 16 modifiant la loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales;
- bill 103 concernant les commissaires d'écoles de Saint-Pierre-aux-Liens;
- bill 109 concernant le village de Maniwaki et les commissaires d'écoles pour la municipalité de Maniwaki, dans le comté de Gatineau;

- bill 114 concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson;
- bill 115 modifiant la charte de The Roberval and Saguenay Railway Company;
- bill 116 modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer Alma et Jonquière;
- bill 117 modifiant la charte de Saguenay Terminals, Limited;
- bill 136 concernant le contrat de mariage de Didier-Alphonse Pesant, cultivateur, et Armandine Delorme;
- bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal";
- bill 139 constituant en corporation l'Institut de gestion industrielle et commerciale;
- bill 140 ratifiant les règlements numéros 384 et 385 de la corporation municipale de la cité de Longueuil, dans le comté de Chambly;
- bill 143 concernant la succession de feu James McCready;
- bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

**M. l'Orateur de l'Assemblée législative** s'adresse à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 28 octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière expirant le 31 mars 1941, et pour d'autres fins.

**Le Greffier du Conseil législatif:** Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Les députés reviennent à leur salle de séances.

### Loi du Barreau

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 concernant le Barreau soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je soulève un point d'ordre. Le bill est présenté de façon irrégulière. Cette loi devrait être accompagnée d'une résolution du conseil général du Barreau approuvant la mesure. Les règlements au sujet d'un bill privé pour l'admission d'un étudiant au Barreau s'appliquent à ce bill public, à mon avis.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Nous n'avons pas besoin d'une autorisation spéciale du Barreau. Il ne s'agit pas d'un bill privé et de l'admission d'une personne particulière au Barreau; et, pour cette raison, il n'est pas nécessaire que le bill soit précédé d'une résolution du Barreau. La Chambre a le droit d'amender la loi du Barreau, dans l'intérêt public. Si un particulier demande son admission au Barreau, il doit accompagner sa pétition d'une résolution du conseil du Barreau approuvant sa demande d'admission, mais cette formalité n'est pas nécessaire pour un bill public.

**M. Talbot (Chicoutimi)** parle sur le point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Je rejette le point d'ordre du chef de l'opposition. Le bill ne doit pas être accompagné de la résolution en question. On a procédé ainsi dans le cas de plusieurs lois, comme celle de l'Université de Montréal, par exemple. À mon regret, je déclare le point d'ordre non fondé et je le rejette.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** M. l'Orateur, la province de Québec est, à l'heure actuelle, l'un des rares coins de terre au monde où la femme ne peut être admise à la pratique du droit. On lui permet d'être médecin, elle peut pratiquer l'art dentaire, elle peut exercer presque toutes les professions, mais elle ne peut être admise à la pratique du droit. Je ne vois pas pourquoi elle ne le serait pas. Il y a lieu de corriger cette situation, d'autant plus qu'il n'y a aucune loi qui puisse autoriser la Législature à refuser l'admission au Barreau de femmes du Québec.

Bien plus, si on examine la loi du Barreau, on remarquera qu'il n'y a aucun article qui refuse aux femmes l'admission à la pratique du droit. Cependant, la Cour d'appel a rendu un jugement, il y a plusieurs années, disant que l'admission des femmes ne pouvait être permise. Ce jugement ne s'appuyait pas sur la loi elle-même, mais sur une interprétation. La Cour suprême, depuis, a décidé que les femmes pouvaient être admises au Sénat, parce que le mot "personne" donnait le droit à une femme, aussi bien qu'à un homme, de faire partie du Sénat.

Actuellement, la province est en effet l'un des rares coins de terre où la femme n'est pas admise à la pratique du droit, répète-t-il. Le temps est donc venu de leur accorder ce privilège. Dans tous les pays du Commonwealth britannique, les femmes sont admises au Barreau. Il en est de même dans la plupart des pays. Je citerai: l'Irlande, l'Australie, les Indes, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Argentine, et autrefois en Autriche. En Belgique, je ne sais si on admet les femmes au Barreau, mais ces dernières peuvent être juges. Au Brésil, en Bulgarie, au Chili, en Colombie, en Tchécoslovaquie, au Danemark, en Égypte, en Finlande, en France, en Pologne, en Allemagne avant la guerre, en Grèce, on admet les femmes au Barreau. En Hongrie, elles ne sont pas admises, mais en Italie, au Mexique, en Espagne, en Roumanie, en Suisse, dans certains cantons, en Turquie, aux États-Unis, en Yougoslavie, les femmes peuvent faire partie du Barreau.

Pour dissiper les craintes de ceux qui ont peur d'un encombrement des femmes au Barreau, si on en croit les statistiques, en Ontario, au mois de janvier 1941, sur un total de 3,187 avocats, il y a seulement 101 femmes. Dans la ville de New York, en 1940, la proportion des femmes était de 700 environ sur 19,334 avocats. À Paris, en 1939, on comptait 1,810 avocats, dont 214 femmes.

La province de Québec est donc pratiquement le seul pays au monde qui refuse encore à la femme de pratiquer le droit. Les temps ont évolué et il n'y a aucune raison que ce privilège soit refusé plus longtemps à nos Québécoises. Les femmes ont maintenant le droit de vote dans notre province. Je soumets respectueusement qu'il n'y a aucune raison pour qu'elles n'aient pas le droit d'être avocates et je demande à la Chambre d'adopter le principe de cette loi en en votant la deuxième lecture.

**M. Paquette (Labelle):** L'honorable procureur général nous a fait faire le tour du monde...

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**  
En charmante compagnie!  
(Rires)

**M. Paquette (Labelle):** Je voudrais savoir si le conseil général du Barreau de la province, dont le procureur général est le président en sa qualité de bâtonnier général, a approuvé la mesure et s'est prononcé en faveur de ce bill. J'ai reçu pour ma part une protestation du secrétaire du Barreau de Hull me disant qu'il s'oppose à l'admission des femmes. C'est peut-être un cas isolé.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

La mesure intéresse non seulement les membres du Barreau, mais toute la province. L'admission des femmes n'est pas une question nouvelle. Elle a été amenée en 1929, devant le conseil général par Me Eugène Lafleur. Dans un exposé de la question, Me Lafleur concluait à l'admission. La demande fut donc étudiée dès 1929 par le conseil du Barreau. Cette année-là, le conseil général du Barreau n'a pas voulu recommander l'admission des femmes à la pratique du droit, mais a exprimé l'opinion qu'il ne s'objecterait pas à l'octroi de ce privilège, pourvu que les lois soient modifiées en conséquence.

Le conseil n'avait donc aucune objection, pourvu qu'on adoptât une législation spéciale quand le statut des femmes serait changé dans la province. Et, il est à ma connaissance qu'à sa dernière réunion, le conseil du Barreau s'est prononcé en faveur de l'admission des femmes à la pratique du droit. Ce conseil, que j'ai l'honneur de présider, a approuvé sur division le projet qui est devant nous.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général nous a promenés partout, même en Allemagne. Je dirai que ce qui se passe en Allemagne ne m'intéresse pas.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):**

J'ai cité le cas de l'Allemagne d'avant la guerre, car je prévoyais cette remarque du chef de l'opposition.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Nous n'avons rien à apprendre de l'Allemagne et de l'Italie. La province doit s'administrer selon sa mentalité et ne pas s'occuper de copier tout ce qui se produit ailleurs. Ce n'est pas à l'heure où l'on parle de corporatisme un peu partout, où tout le monde croit à la nécessité de l'union dans la corporation bien comprise qu'on doit poser en principe l'intervention du gouvernement dans la régie interne d'une corporation. La loi que le gouvernement présente aujourd'hui n'aura pas l'effet prévu parce que nombreuses sont les femmes qui n'ont cure de se faire admettre à la pratique du droit. La majorité d'entre elles s'en désintéressent. Les chiffres mêmes cités par le procureur général démontrent que les femmes se désintéressent de ce privilège d'être admises au Barreau.

Il a cité l'opinion de Me Eugène Lafleur qui avait une renommée mondiale. À la suite de l'exposé de Me Lafleur, le conseil du Barreau a refusé de recommander l'admission des femmes. Si on lit bien la résolution du conseil du Barreau en 1929, on constatera que l'on était alors contre l'admission des

femmes au Barreau. À sa dernière réunion, le Conseil s'est prononcé pour, mais il n'y a pas eu d'unanimité, et on dit qu'il y a eu de l'intimidation et une cabale inqualifiable.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Le chef de l'opposition n'a pas le droit de faire entrer dans les débats ce qu'il suppose avoir pu être dit au cours d'une séance du conseil général du Barreau, surtout si c'est pour prétendre qu'une résolution a été obtenue par intimidation. Ceci comporte une injure à l'égard de ceux qui ont adopté la résolution en faveur de l'admission des femmes. Je proteste comme avocat et comme membre du conseil général de l'ordre et en ma qualité de bâtonnier du Bas-Saint-Laurent. Je soumets que l'on n'a pas le droit de faire entrer dans les débats de la Chambre les délibérations du conseil général du Barreau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai été bâtonnier général de la province et je respecte la profession à laquelle j'ai l'honneur d'appartenir. Mais, j'ai été informé de tout ce qui s'est passé au conseil général du Barreau et je demandais que la Chambre en fût informée.

**M. l'Orateur:** La décision de l'Orateur est que les remarques de l'honorable chef de l'opposition étaient désobligeantes et que le point d'ordre est maintenu.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Dans le passé, un bill pour l'admission des femmes au Barreau a été présenté et soumis à la Chambre et le gouvernement d'alors, qui comptait plusieurs députés d'aujourd'hui et le premier ministre actuel, se prononça contre l'admission des femmes à la pratique du droit.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Le chef de l'opposition a voté pour, lui.

Des députés rient.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je suis en faveur du principe de l'admission des femmes au Barreau, car je crois que la femme a le droit de vivre dans la province de Québec. Je crois que les femmes ayant les qualifications nécessaires devraient avoir le droit de faire carrière au Barreau. Mais, aussi longtemps qu'on ne changera pas le Code civil qui impose des restrictions, des limitations aux femmes, la mesure n'est pas pratique.

L'exercice du droit comporte l'exécution et l'accomplissement de devoirs et d'obligations que la femme ne pourra remplir, à cause des restrictions imposées par le Code civil. La femme a le droit de gagner sa vie dans le Barreau comme dans n'importe quelle profession, mais quel résultat cela donnera-t-il à moins qu'on ne modifie le Code civil? Au point de vue pratique, donc, l'effet qu'anticipe le gouvernement avec son projet ne se produira pas. Je ne crois pas la mesure du gouvernement opportune parce qu'il importe actuellement de mettre un peu d'harmonie parmi des corporations comme le Barreau, et cette mesure du gouvernement pourrait créer des frictions.

Je m'oppose également au deuxième article du bill qui modifie les règlements du Barreau en ce qui concerne les avocats coupables de fautes. L'amendement réduit de 15 jours à sept jours le délai d'appel au conseil général des décisions disciplinaires des conseils de section et précise la date à compter de laquelle ces décisions deviennent exécutoires. En vertu de cet article, un avocat trouvé coupable par une section locale pourra encore pratiquer sa profession pendant sept jours, ce qui est contraire au principe même de notre législation. Le délai d'appel de sept jours, accordé aux avocats se trouvant dans des sections isolées de la province, n'est pas assez long. Je m'objecte également au fait que la suspension des avocats reconnus coupables d'offenses ne soit pas effective tant que leurs appels n'auront pas été traités. Pendant la période qui servira à examiner son appel, dit-il, un avocat ayant commis une offense pourra exercer une profession pour laquelle, de par ses actes, il sera absolument indigne.

Adopté sur division. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>1</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Il est déclaré que rien dans la loi du Barreau (Statuts refondus, 1925, chapitre 210) n'exclut les personnes du sexe féminin de l'admission à l'étude et à la pratique du droit."

**M. Lorrain (Papineau):** Je ne suis pas avocat, mais, à la demande des avocats de mon

comté de Papineau, je suis heureux de m'opposer à l'admission des femmes au Barreau.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** L'honorable député ne partage pas l'opinion de son chef qui s'est déclaré en faveur du principe de la loi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que le conseil du Barreau s'est prononcé sur l'admission des femmes au Barreau?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le conseil du Barreau s'est prononcé en faveur de l'admission des femmes au Barreau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'insiste pour avoir plus de détails. Je voudrais savoir si le conseil du Barreau s'est prononcé unanimement. Quel a été le vote? Il n'y a rien de secret dans les délibérations du conseil du Barreau. Le vote n'a-t-il pas été de 10 à 11? Est-il vrai également qu'il y avait égalité de voix et qu'un membre du conseil a modifié son point de vue à la dernière minute?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je n'ai pas pour mission de dire ce qui se passe au conseil du Barreau. Tout ce que je sais avec certitude, c'est que le conseil s'est prononcé en faveur de l'admission des femmes à la pratique du droit. La résolution a été adoptée.

**M. Casgrain (Gaspé-Nord):** M. le président, je prétends que les délibérations du conseil du Barreau sont la propriété exclusive de ce dernier. Nous n'avons qu'à tenir compte de la décision finale du conseil. Ces délibérations ne peuvent être un sujet de discussion en cette Chambre. Je soulève la question d'ordre.

**M. Gagnon (Matane):** Le procureur général peut parfaitement bien se défendre tout seul. Le député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) peut aspirer à le remplacer un jour, mais il ne devrait pas soulever des points d'ordre pour nous empêcher de parler. Jamais on ne pourra correctement prétendre que ce qui se passe au conseil du Barreau est couvert par le secret d'office. J'en ai fait partie et je sais ce que je dis. Il n'y a pas de secret dans ces délibérations et nous devrions savoir ce qui s'y est passé.

**M. Caron (Hull):** L'honorable député de Gaspé-Nord (M. Casgrain) a parfaitement raison. Les règlements de la Chambre ne permettent pas la discussion de délibérations d'un corps public.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Je ne comprends pas pourquoi tant de députés veulent défendre le procureur général.

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** C'est parce qu'il est populaire!

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai présidé le conseil général du Barreau et les délibérations n'y sont pas secrètes. Elles sont publiques. Ce n'est toujours pas le cénacle du Saint-Esprit!

(Rires à droite)

**L'honorable M. Côté (Bonaventure):** Quand le chef de l'opposition présidait le conseil du Barreau, il n'était certainement pas le Saint-Esprit.

(Rires et applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Si j'étais le Saint-Esprit, j'essaierais de faire comprendre à la droite. Cela coûterait moins cher à la province!

Les délibérations du conseil du Barreau ne sont pas publiques. Le procureur général devrait nous dire ce qui s'est passé dans les délibérations du conseil du Barreau.

**L'honorable M. Drouin (Québec-Est):** C'est moi qui ai présenté en 1929 la loi pour permettre l'admission des femmes au Barreau. Un député a proposé le renvoi de la loi à six mois et le chef de l'opposition a voté contre. Par conséquent, il était en faveur de l'admission des femmes.

En 1930 et en 1931, j'ai présenté un bill pour demander l'admission des femmes au Barreau. Le chef de l'opposition a voté contre dans les deux cas. Le chef de l'opposition pourrait-il nous dire carrément si aujourd'hui il est pour ou contre l'admission des femmes au Barreau?

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Mon honorable ami de Québec-Est veut que je me prononce carrément? Quand donc a-t-il pris lui-même carrément une attitude?

**L'honorable M. Casgrain (Kamouraska-Rivière-du-Loup):** Quand il vous a laissé!

(Applaudissements à droite)

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** J'ai dit que je n'avais pas changé d'opinion sur le principe de l'admission des femmes au Barreau. Je me suis prononcé contre le principe du bill, parce que, dans le cas de l'admission des femmes au Barreau, il y a

des aspects administratifs et des dispositions du Code civil à considérer. Et il y a autre chose dans la loi au sujet des avocats suspendus et je m'oppose à cela. Dans le cas des décisions disciplinaires, elles ne sont pas logiques. Je trouve qu'un avocat qui ne fait pas son devoir doit être puni sévèrement.

Mais le procureur général devrait dire à la Chambre ce qui s'est passé au conseil.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le chef de l'opposition a dit qu'il était au courant de tout. Je ne suis pas ici pour dire à la Chambre quelles ont été les délibérations du conseil du Barreau. On m'a demandé si le conseil avait approuvé l'admission des femmes et j'ai répondu: "Oui, sur division".

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général est-il informé que le Barreau fait un plébiscite, une consultation chez les avocats de la province, pour connaître l'opinion de ses membres, et que l'on a demandé de retarder l'adoption de cette mesure? La résolution a été obtenue par intimidation.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je n'ai reçu aucune demande pour retarder la mesure, mais je sais qu'il y a une assemblée du conseil général du Barreau samedi.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Est-ce que cette affaire est sur l'agenda?

**M. le président:** Le procureur général est ici en qualité de procureur général et de membre de la Chambre. Il n'est pas ici en qualité de bâtonnier général du Barreau.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le procureur général est ici pour renseigner la Chambre. Est-il vrai que le vote a été 11 contre 10?

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai dit.

**Des députés ministériels** réclament le vote sur le premier article du bill relatif à l'admission des femmes au Barreau.

L'article 1 est adopté<sup>2</sup>.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'article 29 de ladite loi est modifié en remplaçant le second alinéa par le suivant:

"Cet appel est formé par lettre contenant une copie de la décision, au secrétaire-trésorier de ce conseil. L'appel suspend l'exécution de la décision. Celle-ci devient exécutoire aussitôt que l'appel est rejeté ou abandonné et, en l'absence d'appel, à l'expiration du délai pour le loger."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'article 2 ne devrait pas être adopté.

**L'honorable M. Girouard (Arthabaska):** Le conseil du Barreau a réclamé les amendements que l'on propose. Cet article a été étudié depuis un an par un comité en conseil général et les membres ont été unanimes à en recommander l'adoption.

L'article 2 est adopté.

L'article 3 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### Loi de l'impôt sur le revenu

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que les résolutions relatives au bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu soient maintenant lues une deuxième fois.

Adopté sur division.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose que la Chambre adopte maintenant lesdites résolutions.

Les résolutions sont adoptées sur division.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** demande la permission de présenter le bill 25 modifiant la loi de l'impôt de Québec sur le revenu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Contrôle budgétaire

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 18 pour assurer le contrôle budgétaire de certaines dépenses.

Adopté.

**En comité<sup>3</sup>:**

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 74 de la loi de la voirie (Statuts refondus, 1925, chapitre 91), modifié par l'article 6 de la loi 18 George V, chapitre 35, est de nouveau modifié en retranchant le paragraphe 2.

**M. Duplessis (Trois-Rivières)** demande des explications.

**L'honorable M. Mathewson (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce):** La loi actuelle de la voirie autorise le gouvernement à faire des dépenses illimitées des deniers publics dans le domaine de la construction des routes. C'était l'intention du gouvernement de modifier cette loi de la voirie de 1925, de façon à limiter le montant que le gouvernement pourra dépenser. Mais j'ai été informé qu'il pourrait être nécessaire de construire des routes militaires pour fins de défense nationale. Ces routes, qui seraient évidemment utilisables même en temps de paix, permettraient le transport rapide de matériel de guerre des États-Unis à certains points du territoire québécois. Elles seraient construites d'après un plan d'ensemble conçu pour la défense commune du Canada et des États-Unis. Le gouvernement provincial devra coopérer financièrement à la construction de ces routes. Il peut donc arriver que nous ayons besoin des pouvoirs généraux accordés par cette loi pour construire de telles routes. C'est pourquoi nous ne modifions pas actuellement la loi de façon à limiter le montant. De plus, il peut devenir nécessaire d'exécuter certains travaux de voirie en dehors des plans actuellement prévus, afin de remédier au chômage. L'avenir est actuellement assez incertain. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu changer la loi immédiatement. Pour toutes ces raisons, la loi de la voirie de 1925 devra être maintenue.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** Le gouvernement veut maintenant amender des lois passées sous l'ancien régime Taschereau.

L'article 6 est adopté.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 5 de la loi des bureaux de placement (Statuts refondus, 1925, chapitre 99), modifié par l'article 6 de la loi 22 George V, chapitre 47, est remplacé par le suivant:

"5. Les dépenses nécessaires pour la mise à exécution de la présente loi sont payées par les deniers votés annuellement à cette fin par la Législature."

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** La loi de l'assurance-chômage ne permet-elle pas au gouvernement fédéral de prendre le contrôle entier de l'emploi dans toutes les provinces du pays? Va-t-il avoir à l'avenir le contrôle exclusif des bureaux de placement en notre province?

**L'honorable M. Godbout (L'Islet):** Les bureaux de placement doivent rester dans le domaine provincial.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** M. King n'a-t-il pas dit que son gouvernement aurait désormais le contrôle de l'emploi dans toutes les provinces, à cause de la loi d'assurance-chômage et que les bureaux provinciaux devront fermer leurs portes?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Tel n'est pas le cas. La province garde le contrôle de ses bureaux de placement. Nous allons maintenir plusieurs bureaux autonomes. Nous en maintiendrons partout où cela répondra aux besoins des sans-travail.

Le gouvernement n'a pas encore décidé définitivement quels bureaux seront maintenus, mais il est probable que nous en aurons quatre à Montréal: un pour traiter les formulaires des femmes, et trois pour les hommes: soit un dans l'est, un dans le centre et un troisième dans l'ouest.

Nous maintiendrons aussi des bureaux de placement à Chicoutimi, Hull, La Tuque, Jonquière et en quelques autres endroits. Une dizaine au plus disparaîtront. Ces bureaux seront indépendants, mais ils collaboreront entièrement avec ceux qu'établira le gouvernement fédéral pour la mise en vigueur de sa loi d'assurance-chômage. Il en maintiendra par exemple dans les centres industriels.

**M. Labbé (Mégantic):** Est-ce que le bureau de Thetford Mines sera maintenu?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** La chose est peu probable, mais le gouvernement fédéral a l'intention d'en établir un à cet endroit.

**M. Gagnon (Matane):** Je voudrais savoir si le gouvernement va maintenir le bureau de placement de Matane?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Nous n'avons pas l'intention de maintenir le bureau de Matane, mais je crois que M. Mitchell, d'Ottawa, avec qui nous coopérons, gardera le bureau ouvert.

**M. Gagnon (Matane):** C'est un endroit stratégique pour le placement des bûcherons.

**M. Boucher (Montréal-Saint-Henri)** pose une question.

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Aucune décision définitive n'a été prise. Le gouvernement provincial maintiendra des bureaux de placement partout où les besoins de la province l'exigeront. Je tiens à dire que, dans ce domaine, nous obtenons du fédéral la plus entière coopération.

**M. Duplessis (Trois-Rivières):** L'assurance-chômage ne sera pratiquée que quand il y aura un fonds accumulé, ce qui prendra des années. En attendant allons-nous laisser les chômeurs crever de faim? C'est pourtant le devoir du gouvernement de fournir à ceux-ci du travail ou prendre au moins d'autres moyens d'assurer leur subsistance. Le ministre admettra-t-il que le contrôle des bureaux de placement a été laissé à Ottawa?

**L'honorable M. Rochette (Charlevoix-Saguenay):** Non. Il est bien entendu que le ministère provincial du Travail maintiendra tous ses bureaux de placement tant que le gouvernement fédéral ne sera pas en mesure d'ouvrir ses propres bureaux. Et même lorsque le dominion aura mis sur pied ses propres bureaux de placement, pour assurer le fonctionnement de sa loi de l'assurance-chômage, la province maintiendra à ses frais plusieurs bureaux autonomes.

**M. Comeau (Montréal-Verdun)** exprime l'opinion que l'on va peut-être un peu vite en cette histoire.

**M. Francœur (Montréal-Mercier)** intervient.

L'article 8 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de s'y reprendre de nouveau.

### **Loi des terres et forêts**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Girouard), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 34 modifiant la loi des terres et forêts.

Adopté.

### **Remboursement de droits:**

#### **Howard Lindsay Mussells**

**M. Hyde (Westmount-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lapointe), que, vu que le bill 144 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Howard Lindsay Mussells au nombre de ses membres, après examen, a pour objet d'avancer la date des examens du pétitionnaire, afin de lui permettre de s'enrôler dans les forces canadiennes d'outre-mer, et n'a pas été présenté dans les délais prescrits en raison de retard inévitable, que les droits additionnels payés par le promoteur lui soient remboursés.

Adopté.

#### **Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie**

**M. Francœur (Montréal-Mercier)** propose, appuyé par le représentant de Kamouraska-Rivière-du-Loup (l'honorable M. Casgrain), vu que le bill 137 concernant "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie, de Montréal" a pour objet l'expansion d'œuvres de bienfaisance publique, que les droits ordinaires et additionnels payés par les promoteurs de ce bill leur soient remboursés, déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Adopté.

### **Dépôt de documents:**

#### **Rapport du ministère des Terres et Forêts**

**L'honorable M. Côté (Bonaventure)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère



des Terres et Forêts, de la Chasse et de la Pêche de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1940. (Document de la session no 47)

### Ajournement

**L'honorable M. Godbout (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce (l'honorable M. Mathewson), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 40.

---

### NOTES

1. Le comité se réunit sous la présidence de M. Gordon Hyde (Westmount-Saint-Georges), selon *Le Canada* du 28 mars 1941, à la page 5.
2. Tous les députés de l'opposition ont voté contre et les ministériels ont tous voté en faveur, selon *La Presse* du 28 mars 1941, à la page 21.
3. Voir note 1.

